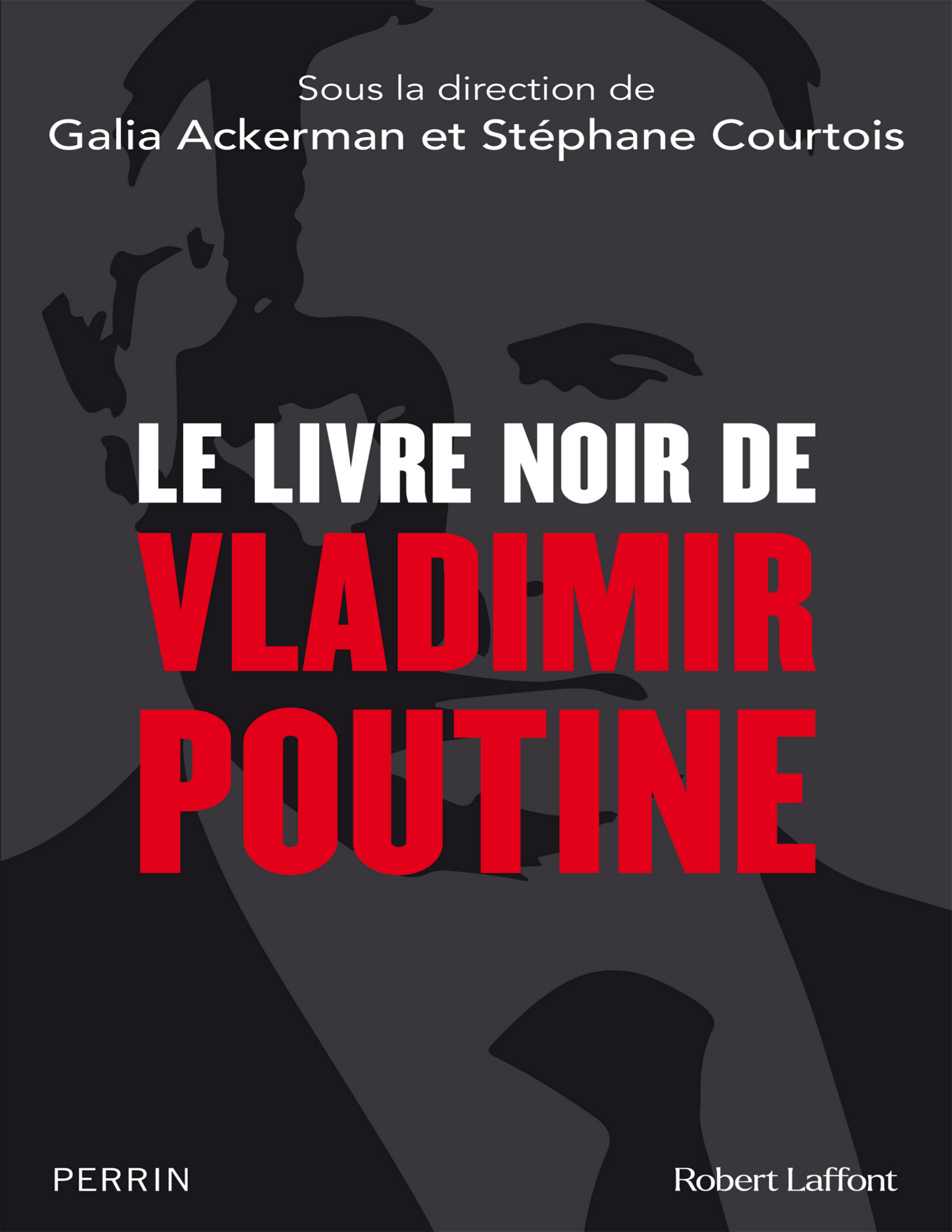
Sous la direction de

Galia Ackerman et Stéphane Courtois

LE LIVRE NOIR DE VLADIMIR POUTINE



PERRIN

Robert Laffont

Sous la direction de
Galia Ackerman et Stéphane Courtois

LE LIVRE NOIR DE VLADIMIR POUTINE

Robert Laffont | Perrin

OceanofPDF.com

Ouvrage édité sous la direction de Christophe Parry

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

© Éditions Robert Laffont, S.A.S., Paris/Perrin,
un département de Place des Éditeurs, 2022

En couverture :
studio Robert Laffont

EAN 978-2-221-26539-0

Éditions Robert Laffont – 92, Avenue de France 75013 Paris

Éditions Perrin – 92, Avenue de France 75013 Paris

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

OceanofPDF.com

Suivez toute l’actualité des Éditions Robert Laffont sur
www.laffont.fr





OceanofPDF.com

Sommaire

Titre

Copyright

Introduction

Notices biographiques

I - Chronique d'une dictature annoncée

1 - Vladimir Poutine, un Homo sovieticus

2 - Le KGB revient au pouvoir

3 - La fuite en avant de Vladimir Poutine vers le passé

4 - Vladimir Poutine : tchékiste un jour, tchékiste toujours

5 - La création de l'Homo post-sovieticus : l'ingénierie des âmes sous Poutine

6 - L'argot chez Poutine : marqueur d'un « code de vie »

II - Une politique de déstabilisation et d'agression

7 - La Tchétchénie sous Poutine

8 - Poutine et la Géorgie : le déni de souveraineté

9 - Militarisation des consciences, préparation à la guerre

10 - Poutine, les « guerres hybrides » et la déstabilisation de l'Occident

11 - Poutine et l'offensive périphérique

12 - Poutine et l'obsession ukrainienne

13 - Vladimir Poutine et le fiasco des services secrets en Ukraine

14 - Les piliers de la politique étrangère poutinienne : recrutement, racket et chantage

15 - Les réseaux de Vladimir Poutine en Occident et leurs méthodes

III - Voies et moyens de la toute-puissance

16 - L'assassinat des peuples

17 - L'écrasement des médias, des ONG et des opposants dans la Russie poutinienne

18 - Poutine et sa réécriture orwellienne de l'Histoire

19 - Poutine, chef des oligarques

20 - La religion orthodoxe comme arme politique

21 - Une société pseudo-conservatrice qui marche à reculons

Où va la Russie ?

Notes

Des mêmes auteurs

Index

OceanofPDF.com

Introduction

Galia Ackerman et Stéphane Courtois

Le nom de Vladimir Poutine est connu dans le monde entier, jusque dans les recoins les plus éloignés. Et pourtant, la Russie contemporaine est un pays moins grand et surtout bien plus faible que l'URSS. Celle-ci était composée de quinze républiques désormais indépendantes ; elle était la matrice et le moteur d'un vaste système communiste mondial regroupant depuis 1919 tous les partis communistes au sein de l'Internationale communiste, puis, à partir de 1945, ceux qui s'étaient emparés du pouvoir réunis dans le soi-disant « camp socialiste » qu'elle contrôlait étroitement, en particulier en Europe centrale et orientale, mais aussi au Vietnam, à Cuba, longtemps en Chine, etc. Enfin, l'URSS jouissait d'un soutien considérable, de la part de très nombreux pays en développement qui se déclaraient « pays non alignés », et d'innombrables sympathisants de par le monde. Outre les 90 partis communistes présents sur tous les continents, elle disposait ainsi de vastes canaux d'influence : le réseau du Mouvement de la paix, la Fédération syndicale mondiale et les mouvements anticolonialistes notamment. Ce sont ces facteurs-là, et bien sûr la victoire sur l'Allemagne nazie en 1945 et la possession de la bombe H en 1949, qui firent de l'URSS la deuxième superpuissance mondiale, après les États-Unis.

Aujourd'hui, tout cela a disparu. Son PIB, projeté sur l'ensemble de 2022, fait de la Russie la onzième puissance mondiale, derrière l'Inde et le Brésil – mais elle ne pourra même pas conserver ce rang, en raison des sanctions occidentales émises à la suite de son agression contre l'Ukraine. La Russie a peu de pays amis dans le monde, et la plupart d'entre eux sont des États parias, comme la Syrie de Bachar al-Assad, le Venezuela de Nicolas Maduro, la Corée du Nord de Kim Yong-Un, l'Iran des ayatollahs et, *last but not least*, la Chine de Xi Jinping. En termes d'influence internationale, elle n'offre aucune idée susceptible de séduire le monde, comme ce fut le cas avec l'idée communiste, et elle se rabat uniquement sur l'anti-occidentalisme – en particulier sur l'anti-américanisme – qui jouit certes d'une certaine popularité dans les pays en développement, mais ne les empêche pas de privilégier leurs intérêts pratiques et de traiter avec l'Occident. Et il est certain que les pays ayant, dans le passé, fait partie de la « sphère des intérêts soviétiques » sont tout à fait résolus de ne jamais y retourner.

Alors pourquoi Vladimir Poutine occupe-t-il depuis une bonne dizaine d'années le devant de la scène internationale ? Certainement parce que son régime emploie des tactiques perverses contre lesquelles les démocraties sont parfois impuissantes. Rien qu'en vingt-deux ans, sous la direction de Poutine, la Russie dite « post-communiste » s'est transformée en une puissance de nuisance, et le principal produit qu'elle exporte est tout simplement la peur. C'est en nous menaçant de frappes nucléaires que la Russie essaie d'empêcher l'aide plus massive de l'Occident à l'Ukraine et de gagner sa guerre impérialiste. C'est en nous menaçant de pénuries alimentaires et énergétiques qu'elle essaie de nous faire plier afin que nous levions les sanctions qui font plonger son économie. C'est en déployant des réseaux de propagande et de désinformation dans le monde entier, et chez nous en particulier, qu'elle essaie de saper de l'intérieur l'unité occidentale, voire d'y semer la guerre civile.

Cette politique de nuisance a été élaborée au sein du KGB, l'*alma mater* de Vladimir Poutine, sa véritable université, le lieu de sa vraie formation théorique et pratique. Les Russes disent qu'il n'y a pas d'anciens tchékistes et, les paraphrasant à propos de Poutine, on peut affirmer : « Tchékiste un jour, tchékiste toujours ». Il est peut-être temps de se poser une question toute simple : comment se fait-il qu'une personne qui a opportunément démissionné du KGB le 20 août 1991 – au moment du putsch raté contre Mikhaïl Gorbatchev, alors que son chef, le maire de Saint-Pétersbourg Anatoli Sobtchak, s'était prononcé contre les putschistes – nommé, quelques années plus tard, en 1998, président de la nouvelle appellation du KGB, le FSB ? Il est inconcevable que quelqu'un qui avait « abandonné » le KGB dans un moment critique, et qui n'était qu'un lieutenant-colonel et non un général, eût pu accéder au poste suprême de cette organisation sans appartenir en réalité à la « réserve active », à savoir d'ex-membres du KGB devenus des collaborateurs du FSB chargés de noyauter l'appareil d'État issu de l'implosion de l'URSS en 1991. C'est ainsi qu'il faut comprendre sa fameuse « plaisanterie » lors d'une réunion de membres du FSB à l'occasion de la Journée du tchékiste de décembre 1999 : « Je tiens à signaler que le groupe d'officiers du FSB envoyé en mission d'infiltration au sein du gouvernement en a bien rempli l'étape suivante. » Déjà, Poutine était le chef du gouvernement, et la prochaine étape, c'était la présidence dont il s'empara en 2000 et qu'il conserve depuis vingt-deux ans – avec le bref interlude du vrai-faux président Dmitri Medvedev.

La trajectoire de Poutine que nous explorons ici est celle d'un agent secret devenu tsar tout en conservant une fidélité indéfectible à ses racines d'*Homo sovieticus* et à sa vision du monde formée au sein du KGB, mais aussi une fidélité personnelle à ses vrais mentors demeurés anonymes. Comme aimait répéter le dissident Vladimir Boukovski, « Poutine est un colonel, mais au-dessus de lui il y a des généraux ».

Dans cet ouvrage qui rassemble les meilleurs spécialistes français et étrangers de la Russie – dont plusieurs sont originaires de l'ex-URSS – et du communisme, nous essayons de retracer le chemin de Poutine et de donner une vision de sa gouvernance en avançant la thèse que ses méthodes et sa tactique sont inspirées des valeurs du KGB, ce qui nous donne une approche unique. Nous avons évoqué plus haut « la Russie soi-disant post-communiste ». Or nous contestons cette thèse du post-communisme car nous observons amèrement que le communisme est certes une idéologie, mais qu'elle reste très souple, ce qui a notamment permis à Staline de tisser les liens d'amitié avec le régime nazi. Comme l'avait montré Lénine, le communisme pratique fut surtout une technique de prise du pouvoir par un groupe de révolutionnaires professionnels. Il le légitima par une idéologie « de classe » – peu importe qu'il s'agisse d'un pseudo-groupe social ou ethnique – créant une inégalité de principe en faveur du Parti qui asservit la majorité de la population. Et il imagina l'ensemble des mesures visant à éterniser ce pouvoir grâce à son idéologie de façade où l'appareil de répression et de terreur, la Tchéka – « le glaive du châtiment » –, joua le rôle central et décisif, y compris dans le contrôle de l'économie. Ce modèle de régime totalitaire a présidé et préside toujours tous les régimes communistes à travers le monde.

Poutine est allé plus loin. Certes, l'idée communiste a été abolie et le Parti a perdu le pouvoir, mais il a préservé le système de gouvernance communiste dont les attributs les plus importants sont la verticalité et la non-alternance du pouvoir, garanties par les services secrets dont en premier lieu le FSB, par l'existence d'un groupe social privilégié et par le contrôle de l'économie. De sorte que l'on peut parler de « soviétisme sans l'idée communiste ». La nouveauté de son système réside dans la fusion du régime avec des groupes mafieux et, partant, avec leurs pratiques de cruauté, ainsi que dans la corruption endémique, dans les hauts échelons du

pouvoir en particulier. Tel est le régime qui sème le trouble sur la terre entière et dont les visées impérialistes vont bien plus loin que l'Ukraine.

En 1997, les éditions Robert Laffont – et le regretté Charles Ronsac – avaient publié *Le Livre noir du communisme* qui révéla de manière documentée, grâce à l'ouverture des archives de Moscou, l'ampleur et le caractère intrinsèque des crimes du régime fondé par Lénine et systématisé par Staline. La diffusion de ce livre dans plus de vingt-cinq pays semblait alors avoir contribué à la ruine du prestige moral de l'URSS. Et l'échec du putsch de Moscou en 1991 suivi de la démission de Mikhaïl Gorbatchev avaient symbolisé pour la plupart des observateurs une sortie du communisme et un changement d'époque. Or nous montrons ici les étapes de « la reconquête » lancée par le KGB-FSB et sa créature, Vladimir Poutine, depuis l'ascension de celui-ci au pouvoir jusqu'à la guerre en Ukraine qui continue et dont on ne peut présager l'issue. Nous chroniquons la somme des crimes de Poutine contre son propre peuple, asservi et abêti, et contre d'autres peuples – les Ukrainiens, les Tchétchènes, les Géorgiens, les Moldaves, les Syriens, les Vénézuéliens, etc. – dont ce régime empêche un développement normal en soutenant leurs gouvernants dictatoriaux ou en leur imposant la guerre et la destruction de leur économie. C'est la nuisance comme principe politique qui a fait connaître Poutine aux habitants de notre planète. Décortiquer son parcours et son action est une tâche essentielle.

OceanofPDF.com

Notices biographiques

GALIA ACKERMAN (1948) est docteure en histoire de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne et chercheuse associée à l'université de Caen. Elle est spécialisée dans l'histoire de l'URSS, de la Russie post-soviétique et de l'Ukraine. Elle est l'auteure d'une dizaine de livres dont *Le Régiment immortel. La guerre sacrée de Poutine* (Paris, Premier Parallèle, 2019, réédité en 2022), un ouvrage pionnier qui explore l'idéologie de la Russie poutinienne. Elle est rédactrice en chef d'un média électronique bilingue (anglais-français), *Desk Russie*, destiné à combattre la désinformation et à donner au public français et international des clés pour comprendre la Russie de Poutine. Elle a codirigé avec Stéphane Courtois l'ouvrage *La Seconde Guerre mondiale dans le discours politique russe. À la lumière du conflit russo-ukrainien* (Paris, L'Harmattan, 2016).

ANTOINE ARJAKOVSKY (1966) est un historien français d'origine ukrainienne spécialiste de la pensée religieuse orthodoxe, en particulier russe et ukrainienne. Directeur du Collège universitaire français de Moscou, puis directeur adjoint de l'Institut français d'Ukraine (1998-2004), il a créé et dirigé l'Institut d'études œcuméniques au sein de l'Université catholique d'Ukraine (2004-2011). Depuis 2011, il codirige le département « Société, Liberté, Paix » au collège des Bernardins à Paris. Auteur d'une douzaine d'ouvrages, il a publié en particulier *Russie-Ukraine. De la guerre à la*

paix ? (Sion, Parole et Silence, 2014) et *Occident-Russie. Comment sortir du conflit ?* (Paris, Balland, 2017).

STÉPHANE COURTOIS (1947) est un historien spécialiste du communisme français et international. Fondateur et directeur de la revue universitaire *Communisme* (1982-2017), il est l'auteur de plusieurs dizaines d'ouvrages et a dirigé des collections au Seuil et aux Éditions du Rocher et du Cerf. Il a été le maître d'œuvre du *Livre noir du communisme* (Paris, Robert Laffont, 1997, 26 traductions). Il donne depuis vingt ans un grand cours sur le communisme à l'Institut catholique d'études supérieures (La Roche-sur-Yon) et a publié en 2017 *Lénine, l'inventeur du totalitarisme* (Paris, Perrin, 2017) qui a été couronné par le Grand Prix du livre d'histoire (*Le Figaro*/la chaîne Histoire) et le Grand prix de la biographie politique du Touquet-Paris Plage.

IRYNA DMYTRYCHYN (1971) est une historienne spécialiste de l'Ukraine, traductrice et maître de conférences d'ukrainien à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO, Paris). Elle est l'auteure de plusieurs ouvrages et codirige depuis 2001, aux éditions L'Harmattan, la collection « Présence ukrainienne » où elle a publié en particulier *L'Ukraine vue par les écrivains ukrainiens* (Paris, L'Harmattan, 2006), *Le Voyage de Monsieur Herriot. Un épisode de la grande famine en Ukraine* (Paris, L'Harmattan, 2018), ainsi qu'une *Anthologie du Donbass* (Paris, L'Harmattan, 2018) ; et avec Galia Ackerman, *Tchernobyl. Vivre, penser, figurer* (Paris, L'Harmattan, 2021).

THORNIKÉ GORDADZÉ (1975) est un Géorgien qui apprit le français au lycée à Koutaïssi (URSS) avant de venir en France où il fut diplômé de l'Institut d'études politiques (IEP) de Bordeaux, puis de Paris, et avant d'obtenir la nationalité française en 2001. En 2010, il est nommé par le nouveau président géorgien, Mikheil Saakachvili, vice-ministre des Affaires

étrangères chargé des relations avec l'Union européenne, puis en 2012 ministre d'État chargé de l'intégration européenne et euro-atlantique. Chercheur associé au Centre d'étude des relations internationales de Sciences-Po, il est le cofondateur en 2013 du Georgian Institute for Strategic Studies. Il est depuis 1999 l'auteur de très nombreux articles sur la situation dans le Caucase post-soviétique et sur les menaces de la Russie de Poutine.

YVES HAMANT (1946) est agrégé de russe et docteur en sciences politiques. Après avoir vécu plusieurs années dans l'URSS de Leonid Brejnev où il fut attaché culturel à l'ambassade de France à Moscou de 1974 à 1979, il a été le premier traducteur en français de *L'Archipel du Goulag* d'Alexandre Soljenitsyne. Il a soutenu en 1990 une thèse intitulée « Le pouvoir soviétique et l'identité russe » et il est professeur à l'université Paris-Nanterre (anciennement Paris-X) où il enseigne la civilisation russe et l'histoire contemporaine de la Russie. Intellectuel catholique, il a publié en 2000 une biographie d'un de ses amis, le père Alexandre Men, prêtre orthodoxe et grande figure spirituelle en URSS, assassiné à la hache près de son église en 1990. Il a publié dans la revue *Esprit* (mars 2022) un article très éclairant sur « Le poutinisme, un phénomène multifactoriel ».

ANDREÏ KOZOVOÏ (1975) est né à Moscou. Il est le fils d'un poète et traducteur, prisonnier politique exilé en France en 1981. Maître de conférences en langue et littérature russe, habilité à diriger les recherches à l'université de Lille, il est l'auteur de plusieurs ouvrages consacrés à l'URSS : *La Chute de l'Union soviétique* (Paris, Tallandier, 2011), *Russie, réformes et dictatures – 1953-2016* (Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2017), *Les Services secrets russes. Des tsars à Poutine* (Paris, Tallandier, 2020), *Brejnev l'antihéros* (Perrin, Paris, 2021).

MYKOLA RIABTCHOUK (1953) est un politologue né en Ukraine occidentale qui a fait ses études supérieures à Lviv et à Moscou, puis a séjourné trois ans aux États-Unis. Ses travaux sont consacrés aux problématiques de l'identité nationale, de la formation de la société civile, de la naissance d'un État-nation et de l'époque post-communiste. Il est directeur de recherche à l'Institut d'études politiques et des nationalités de l'Académie nationale des sciences d'Ukraine et maître de conférences à l'université de Varsovie. Président d'honneur de l'antenne ukrainienne du PEN Club. Il a publié en français *De la « Petite-Russie » à l'Ukraine* (Paris, L'Harmattan, 2003), et dans *Le Monde* daté du 10 mai 2022, il a publié une pleine page intitulée « L'Occident est bien plus influencé par l'impérialisme russe qu'il ne l'admet ».

NICOLAS TENZER (1961) est un ancien élève de l'École normale supérieure, de Sciences-Po Paris et de l'École nationale d'administration. Haut fonctionnaire de 1987 à 2008, il a enseigné à Sciences-Po à partir de 1986. Il est le président fondateur du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (CERAP) et directeur de sa revue *Le Banquet*. Auteur d'une douzaine d'ouvrages consacrés aux doctrines politiques et à la vie politique française, il a publié en particulier *Le Monde à l'horizon 2030. La règle et le désordre* (Paris, Perrin, 2011). Il est un défenseur de l'action de l'OTAN dans le monde et collabore au Centre d'analyse politique européenne qui défend l'alliance transatlantique et les valeurs et principes démocratiques.

FRANÇOISE THOM (1951) est une historienne française, agrégée de russe, spécialiste de la Russie et de l'URSS, et maître de conférences titulaire d'une habilitation à diriger les recherches en histoire contemporaine à l'université Paris-Sorbonne. Remarquée dès 1983 pour sa thèse publiée sous le titre *La Langue de bois* (Paris, Julliard, 1987), elle est l'auteure d'une dizaine d'ouvrages, en particulier *Le Moment Gorbatchev* (Hachette,

Paris, 1989), *Géopolitique de la Russie* (Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2016), *Comprendre le poutinisme* (Paris, Desclée de Brouwer, 2018) et *La Marche à rebours. Regards sur l'histoire soviétique et russe* (Sorbonne Université Presses, Paris, 2021). Pour sa remarquable biographie *Beria. Le Janus du Kremlin* (Paris, Cerf, 2013), elle a reçu un prix de l'Académie des sciences morales et politiques.

CÉCILE VAISSIÉ (1962) est une historienne, agrégée de russe et spécialiste de l'URSS. Après sa thèse publiée sous le titre *Pour votre liberté et pour la nôtre : le combat des dissidents en Russie* (Paris, Robert Laffont, 1999), elle enseigne en lycée et à l'université avant d'être nommée directrice du département de russe de l'université Rennes-II. Elle a publié en 2008 *Les Ingénieurs des âmes en chef. Littérature et politique en URSS (1946-1986)* (Paris, Belin), puis en 2019 *Le Clan Mikhalkov. Culture et pouvoirs en Russie (1917-2017)* (Rennes, PUR). En 2016, dans *Les Réseaux du Kremlin en France* (Paris, Les Petits Matins), elle a montré les divers moyens d'influence du *soft power* de Vladimir Poutine dans notre pays ; cela lui a valu une campagne orchestrée d'attaques en justice pour diffamation, qui, à l'exception d'une seule, ont toutes été rejetées par le tribunal qui a estimé que présenter quelqu'un comme étant « pro-Kremlin » ne portait pas atteinte à son « honneur ».

MAÏRBEK VATCHAGAEV (1965), né en Tchétchénie, est diplômé de la faculté d'histoire de l'université d'État de Tchétchénie-Ingouchie, avec une thèse sur la place de la Tchétchénie dans la guerre du Caucase. Après un stage à l'Institut d'histoire russe de l'Académie des sciences de Russie à Moscou de 1991 à 1994, il rentre en Tchétchénie où il devient un proche collaborateur de l'indépendantiste puis président de Tchétchénie, Aslan Maskhadov. Nommé représentant plénipotentiaire de la République tchétchène d'Itchkérie à Moscou, il y est arrêté lors du déclenchement de la deuxième guerre par Vladimir Poutine en 1999. Condamné à de la prison,

puis amnistié, il s’exile en France en 2000 et se consacre désormais à l’histoire et au journalisme. Il a publié en 2008 *L’Aigle et le loup. La Tchétchénie dans la guerre du Caucase au XIX^e^ siècle* (Paris, Buchet-Chastel, avec Aude Merlin).

OceanofPDF.com

I

Chronique d’une dictature annoncée

OceanofPDF.com

1

Vladimir Poutine, un *Homo sovieticus*

Galia Ackerman et Stéphane Courtois

L'apparition sur la scène de l'Histoire de Vladimir Poutine est sans doute l'un des événements les plus incongrus des trente dernières années. À ce petit homme sans charisme, diverses rumeurs ont attribué l'ascension fulgurante qui a été la sienne à quelque généalogie de haute noblesse communiste. Pour les uns, il serait le petit-fils du cuisinier de Staline[1] et le fils d'un officier héroïque, membre du NKVD[2]. Pour d'autres, il serait né d'une liaison extra-maritale d'une Géorgienne d'origine russe, dénommée Vera Poutina, qui l'aurait rendu, à l'âge de dix ans, à ses grands-parents, avant qu'il ne soit adopté par ses parents officiels[3].

La vérité est bien plus simple. Vladimir Poutine est né en 1952 à Saint-Pétersbourg, dans une famille très modeste, profondément marquée par les 872 jours du siège de Leningrad par les Allemands (1941-1944), au cours duquel son père fut blessé sur le front et sa mère laissée pour morte de faim. Enfant malingre et souffre-douleur de ses camarades de la rue, il devint un adolescent turbulent et batailleur, et s'engagea, à l'université de Leningrad, sous la direction du professeur Anatoli Sobtchak, dans des études de droit – la légalité « socialiste » qui permettait de condamner au Goulag ou à mort les « ennemis du peuple ». Fasciné par la puissance du KGB, il fit tout pour

y être recruté, au bas de l'échelle dont il allait gravir les premiers échelons, jusqu'à devenir officier responsable de la lutte contre les dissidents de la région de Leningrad. Son activité lui valut une promotion et il suivit un stage d'un an à l'Institut Andropov. Malgré une évaluation plutôt négative[4], Poutine passa ensuite au service du renseignement extérieur et fut envoyé, en 1985, en République démocratique allemande (RDA), à Dresde, sous couverture diplomatique et comme responsable des Amitiés RDA/URSS, mais en réalité pour d'autres activités moins avouables.

En effet, l'une des principales opérations de Poutine visait la vaste foire industrielle de Leipzig qui se tenait tous les deux ans et servait de « vitrine » au camp communiste. S'y précipitaient des dizaines d'hommes d'affaires occidentaux espérant engranger de juteux contrats, parmi lesquels Poutine cherchait des cibles intéressantes du point de vue des technologies de pointe. Il s'ingéniait à les « harponner » selon les méthodes les plus classiques : un bataillon de jolies filles toutes prêtes à distraire ces gentils patrons. Avec à la clef quelques belles photos qui permettaient d'engager un dialogue « asymétrique », plus couramment nommé « chantage sexuel ». Cette propension poutinienne à ce qu'en langage du KGB on nommait le *kompromat* vient de loin[5]. Il semble en effet qu'il ait d'abord tenté de contraindre un professeur de médecine de RDA à lui communiquer des informations sur des poisons mortels capables de ne laisser aucune trace, en le faisant chanter avec des documents pornographiques.

En novembre 1989, effaré, Poutine assista en direct à la destruction, par des manifestants, du mur de Berlin, qui provoqua en quelques semaines la chute, comme des « dominos », des régimes communistes de cinq des « démocraties populaires » – RDA, Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Bulgarie[6]. Occupé à brûler les documents de la Stasi pour qu'ils ne tombent pas entre les mains des révoltés, il prit alors conscience des dangers que représentaient, pour un pouvoir dictatorial, la puissance de l'opinion publique et les grandes manifestations pacifiques. Il en conserva une peur

du peuple et une haine de la démocratie qui n'allaient cesser de s'intensifier. Contraint de réintégrer l'URSS de Gorbatchev au moment même où ce pays était contaminé par un puissant mouvement démocratique, il fut plus traumatisé encore quand, à l'été 1991, une tentative de putsch des dirigeants opposés à toute réforme du système tourna court à Moscou et provoqua un conflit destructeur entre Gorbatchev, premier et dernier président de l'URSS, élu par le Congrès des députés du peuple, et Boris Eltsine, le président de la Fédération de Russie élu au suffrage universel. Cet affrontement conduisit en quelques mois à l'implosion de l'URSS. Dès août 1991, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie proclamèrent leur indépendance ; et, le 24 août, le Soviet suprême de l'Ukraine proclama l'indépendance de cette république soviétique, confirmée en décembre 1991 par un référendum : près de 90 % des électeurs, y compris dans le Donbass et en Crimée, se prononcèrent pour l'indépendance.

Le 8 décembre 1991, Eltsine et ses homologues ukrainien et biélorusse créèrent une Communauté des États indépendants qui vida l'URSS de toute réalité et donna naissance à douze États indépendants – Russie, Ukraine, Belarus, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Kazakhstan, Tadjikistan, Kirghizstan et Turkménistan. Le 25 décembre 1991, à 19 heures, Gorbatchev signa le décret de sa démission marquant officiellement la fin du premier régime totalitaire de l'Histoire, créé par Lénine en novembre 1917. Une heure après, sur le dôme du Kremlin, le drapeau rouge à faucille et marteau fut remplacé par le drapeau blanc-bleu-rouge de la Russie et le monde entier pensa que les Russes inauguraient enfin une ère démocratique.

La réalité fut très différente. En 1945, l'Allemagne nazie avait été vaincue militairement, contrainte à une reddition sans condition et partagée entre les vainqueurs en plusieurs zones ; ses élites avaient soit disparu au cours de la guerre, soit été condamnées à mort, à la prison ou à la dégradation civique. Mais avant tout, le procès de Nuremberg avait

stigmatisé à la face du monde l'idéologie racialiste du régime nazi, ses dirigeants et leurs crimes. Dans leur zone d'occupation, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France avaient contraint les autorités à adopter des normes de gouvernement démocratiques, allant jusqu'à s'opposer frontalement aux Soviétiques qui avaient organisé, en 1948, le blocus de Berlin. Ces trois pays organisèrent alors un pont aérien quotidien pour ravitailler leurs garnisons et les populations civiles berlinoises, obligeant Staline à céder au bout d'un an.

Rien de tel dans la Russie post-soviétique, puisque le régime s'effondra sur lui-même en raison d'une économie communiste, dite « administrée », qui avait abouti à une immense faillite, d'un système de cooptation des dirigeants menant à la « stagnation » et à la gérontocratie, et qui n'avait tenu soixante-quatorze ans qu'en raison d'une terreur de plus ou moins forte intensité, à laquelle Gorbatchev – c'est son mérite – avait décidé de mettre fin. Dans les faits, aucune désoviétisation réelle ne fut lancée par Eltsine et la mentalité soviétique n'avait pas disparu comme par enchantement. Le nouvel hymne russe reprenait celui adopté sous Staline, avec des paroles modifiées. Si Gorbatchev et Eltsine permirent à chacun de s'exprimer, ils ne surent pas construire des institutions démocratiques et un État de droit. Nombre d'institutions se contentèrent de changer d'étiquettes, la présidence d'Eltsine adoptant très vite le mode de fonctionnement secret et opaque de l'ancien Bureau politique du PCUS. Et surtout, le personnel de l'ex-régime totalitaire demeura en place, même si le KGB fut transformé en FSB (Service fédéral de sécurité) et SVR (Service de renseignement extérieur)[7].

L'effondrement de l'idéologie communiste réhabilita d'un coup la propriété privée et la possibilité d'un enrichissement personnel quasi infini. On assista à une véritable « ruée vers l'or » et au pillage général des richesses du pays par une poignée d'initiés parmi les fonctionnaires du Komsomol – les Jeunesses communistes – et du PCUS. Cela suscita l'apparition d'un « capitalisme » sauvage livré à la fois aux ex-bureaucrates

profitant de leurs positions de pouvoir pour s'emparer des morceaux de choix, et au grand banditisme déchaîné qui créa un climat d'anarchie et intensifia la culture des « voleurs dans la loi » – la « loi » des bandits, évidemment. En effet, face aux bolcheviks, à leur parti de révolutionnaires professionnels soumis au « centralisme démocratique » – « une discipline quasi militaire », disait Lénine – et à leur « langue de bois », la caste des « voleurs dans la loi » opposait depuis longtemps son propre argot, sa propre hiérarchie dominée par le *pakhan* – le parrain –, sélectionné par ses pairs, et sa discipline symbolisée par un code d'honneur sanctionnant par la mort toute déloyauté.

Déjà, en 1869, dans son *Catéchisme du révolutionnaire*, Serge Netchaïev, modèle de Lénine, édictait : « Nous devons nous unir au monde hardi des brigands, les seuls et authentiques révolutionnaires en Russie. » Et d'ajouter :

> Le révolutionnaire est un homme perdu d'avance. Il n'a pas d'intérêts particuliers, d'affaires privées, de sentiments, d'attaches personnelles, de propriété, il n'a même pas de nom. Tout en lui est absorbé par un seul intérêt à l'exclusion de tout autre, par une seule pensée, par une passion – la Révolution. Au fond de son être, non seulement en paroles, mais en actes, il a rompu tout lien avec l'ordre public et avec le monde civilisé tout entier, avec toutes les lois, convenances, conventions sociales et règles morales de ce monde. Le révolutionnaire en est un ennemi implacable et il ne continue à y vivre que pour le détruire plus sûrement.

De même, les « voleurs dans la loi », cette élite de la pègre soviétique, prêtaient serment de fidélité absolue à leur communauté, en se proclamant « morts » pour le monde extérieur[8]. Chez les uns comme chez les autres, seules la force, la violence, la cruauté et la ruse étaient respectées. Et Félix

Dzerjinski, fondateur en 1917 et chef de la Tchéka – le bras armé du parti bolchevique, devenu GPU, NKVD, puis KGB –, rappelait à son adjoint, le 31 mai 1918, le principe de base de cette grande organisation de terreur : « Il n'y a rien de plus efficace qu'une balle pour faire taire quelqu'un[9]. »

Déjà spectaculaire au sein du Goulag où les « droit commun » étaient souvent chargés de faire respecter l'ordre soviétique, cette culture commune aux deux pôles du pouvoir avait abouti à une criminalisation générale de la société ; ainsi, de 1960 à 1991, 35 millions de peines de prison avaient été prononcées en URSS et un homme sur quatre avait connu la détention. Au point que la mentalité de la pègre et son vocabulaire avaient percolé dans la société et qu'Alexandre Soljenitsyne posait la question dans son *Archipel du Goulag* : « Qui des tchékistes et des truands avait rééduqué l'autre ? »

Sans parler des millions de victimes innocentes massacrées lors de grandes opérations terroristes secrètes comme la « décosaquisation », en 1919, avec environ 300 000 hommes assassinés, surtout en Ukraine ; la dékoulakisation, en 1929-1933, dont les 4 millions de paysans ukrainiens (hommes, femmes et enfants) morts lors de la famine organisée par Staline en 1932-1933 et nommée le *holodomor* ; la Grande Terreur de 1937-1938 et ses 700 000 personnes assassinées d'une balle dans la tête et 700 000 autres expédiées au Goulag ; puis les immenses massacres et déportations opérés dans les pays conquis en 1939-1940 – Pologne orientale, États baltes, Bessarabie roumaine ; les déportations de plusieurs peuples soviétiques – Allemands de la Volga, Tchétchènes et autres peuples du Caucase du Nord, Tatars de Crimée – accusés de « collaboration » pendant la guerre ; purges, exécutions, déportations de 1944 à 1953 dans tous les États d'Europe centrale et orientale qualifiés par antiphrase de « démocraties populaires ». C'est dans cette société imprégnée d'arbitraire absolu, d'impunité totale et de violence confinant souvent à la cruauté et au sadisme qu'a été élevé le petit Vladimir Poutine, au point d'en adopter très tôt les « valeurs » et les codes. En même temps, la guerre totale que Hitler mena à l'URSS et à ses

populations entre juin 1941 et mai 1945 provoqua la mort de 12 millions de soldats et de 15 millions de civils, avec à la clef des milliers d'Oradour-sur-Glane et marqua toute la société au sceau de la terreur et de la cruauté.

Or, la chute de l'URSS ne fut suivie d'aucune décommunisation. Ni le Parti communiste, ni le KGB ne furent traînés devant un tribunal de Nuremberg qui aurait publiquement condamné leurs innombrables crimes contre l'humanité et génocides. À l'exception d'une petite minorité démocrate organisée autour des anciens « dissidents », qui cherchait à établir un État de droit, la mentalité des nouvelles élites post-soviétiques ressemblait fort à celle de la vieille nomenklatura communiste et à son bras armé, le KGB, mais aussi à celle des truands : immoralité, mépris absolu du peuple et de la légalité, obséquiosité envers le pouvoir du Kremlin, lutte à mort entre les concurrents, écrasement sans pitié des vaincus et des faibles, recherche acharnée de l'enrichissement.

Alors que les sociétés d'Europe centrale et orientale connurent le processus de la « lustration », qui consista à expurger des fonctions publiques les hommes les plus compromis avec le régime totalitaire antérieur, à Moscou le procès des crimes du communisme se termina en 1992 par la légalisation du Parti communiste de la Fédération de Russie. Il fut reconnu que les dirigeants du Comité central du PCUS et les dirigeants de l'État soviétique étaient coupables des crimes du stalinisme, mais que cela ne s'appliquait ni aux organisations de base et aux organisations primaires du Parti qui n'avaient pas participé à ces crimes ni au Parti communiste de la Fédération de Russie, créé en 1990. Tout espoir d'organiser un tribunal comme à Nuremberg, pour juger les crimes du communisme, fut enterré[10]. Malgré une réorganisation, les structures de sécurité de l'ex-URSS restèrent en place, souvent avec les mêmes responsables. Elles comprenaient la police ordinaire (la milice), les forces spéciales (*spetsnaz*), des services issus du KGB – le FSB chargé du contre-espionnage, de la surveillance des frontières, de la lutte contre le terrorisme,

le crime organisé et la corruption ; le SVR chargé de l'espionnage et du renseignement extérieur –, de l'armée et de son service de renseignement (le GRU), ainsi que du parquet.

Cette nébuleuse formant le bras armé du pouvoir prit bientôt le nom de *siloviki* – les gens de la force, qui n'avaient cessé d'être aux ordres du Kremlin. Mais à la différence de l'époque soviétique, et pour piller le pays, ils s'associèrent au grand banditisme qu'ils étaient chargés de combattre. Et comme dans le Parti bolchevique, mais aussi dans toute mafia, leur critère décisif de fonctionnement fut la loyauté absolue au chef suprême dont la meilleure preuve est toujours la participation à un meurtre – symbolique ou réel – qui fonde le pacte de sang [11].

Dans cette situation mouvante, des luttes de clans s'intensifièrent entre le président Eltsine et les communistes du Soviet suprême qui dominaient le nouveau Parlement. Tous ces communistes et ex-communistes se battaient pour le pouvoir, dans un climat de guerre civile larvée. Le 21 septembre 1993, Eltsine proposa une réforme constitutionnelle qui signifiait la dissolution du Congrès des députés du peuple et du Soviet suprême de la Fédération de Russie, ce qui provoqua un soulèvement armé d'une partie du Parlement, écrasé à coups de canon le 4 octobre. On releva 146 morts, sans compter les blessés [12] !

L'année suivante, afin d'asseoir un pouvoir incontestable, Eltsine déclencha par surprise, le 11 décembre 1994, une guerre contre la petite république autonome de Tchétchénie qui avait proclamé son indépendance en 1991 et refusait de rejoindre la Russie. Eltsine déclara que ces indépendantistes étaient des « chiens enragés qu'il fallait abattre comme des chiens enragés », vieille référence aux attaques de Staline dans les années 1930 contre « les chiens enragés de trotskistes ». Il pensait que la capitale, Grozny, serait prise en deux heures par un régiment de parachutistes, sinistre préfiguration de l'attaque contre l'Ukraine en 2022. Mais la résistance tchétchène fut féroce, au point que, le 31 août 1996, la Russie fut

contrainte de signer un cessez-le-feu et de reconnaître le pouvoir autonome tchétchène, mais au prix de la mort de près de 100 000 civils et militaires des deux bords[13].

C'est dans ce contexte désastreux que Vladimir Poutine, rentré de RDA et témoin catastrophé de l'effondrement de sa vision d'un monde dominée par l'idée de la superpuissance soviétique et de son « avenir radieux », dut retrouver ses marques. Encore une fois, le KGB lui servit de repère. Désormais lieutenant-colonel, il intégra la direction du KGB de Leningrad, tout en devenant conseiller aux affaires internationales de son ancien professeur, Anatoli Sobtchak, qui présidait le Soviet de Leningrad. En 1991, celui-ci fut élu maire de la ville redevenue Saint-Pétersbourg et fit monter en grade son fidèle conseiller propulsé président du Comité aux relations étrangères de la mairie.

Poutine se montra à la fois fidèle, très discret et prêt à tout. De façon fort opportuniste, il démissionna du KGB et quitta le Parti. Dans le chaos général, il sut se rendre indispensable et devint l'éminence grise de Sobtchak qui le fit même nommer premier adjoint au maire. À l'époque, la ville était la capitale du crime organisé, une sorte de Chicago des années 1930 à la russe, et Sobtchak un homme très corrompu. Chargé de le protéger, à la fois comme juriste et comme kagébiste, Poutine entretenait des liens tant avec la mafia locale qui contrôlait le port sur la Baltique qu'avec les instances de l'État – en particulier le FSB, successeur du KGB – et avec des partenaires en Allemagne. Il en profita pour prendre le contrôle de la banque Rossiya, où avait été déposée une partie des fonds du PCUS[14], et inaugura un modèle de corruption organisée, alimentée par le racket et le blanchiment d'argent « sale » tiré d'activités criminelles – narcotrafic, prostitution, contrebande, etc. Il réunit alors un clan d'affidés et commença à prendre goût au pouvoir – comme le montre un film à sa gloire tourné en 1992 et intitulé *Le Pouvoir*. Il s'agissait d'un pouvoir

secret, discrétionnaire et… fort rémunérateur. Il n'avait que trente-neuf ans[15].

En 1996 cette belle ascension fut brisée net. La gestion de Saint-Pétersbourg était si calamiteuse que Sobtchak ne réussit pas à s'y faire réélire et Poutine le suivit dans sa chute. D'un coup, il perdait tout, mais retint une leçon majeure : il n'était pas raisonnable de laisser le pouvoir à la merci d'une élection démocratique. Pourtant, à quelque chose malheur lui fut bon. En effet, soutenu par une alliance des banquiers oligarques des médias qu'ils contrôlaient et des ex-apparatchiks, Boris Eltsine fut réélu président de la Russie le 3 juillet 1996. Cette élection marquait le triomphe de ceux que l'on allait bientôt nommer les « oligarques » et qui, craignant de perdre leurs empires industriels et financiers mal acquis en cas de la non-réélection d'Eltsine, financèrent sa campagne électorale menée par des *politekhnologui* – les manipulateurs de l'opinion – et les *siloviki*. Or, peu après, Pavel Borodine, administrateur des biens du Kremlin et corrompu notoire, proposa à Poutine de rejoindre l'administration présidentielle d'Eltsine déjà très malade. Il s'y montra si travailleur et loyal au président qu'en 1998 celui-ci le nomma à la tête du FSB pour toute la Russie. Quelle phénoménale ascension pour ce jeune officier qui, lors de sa prise de fonction, déclara : « Pour moi, venir travailler dans les services de sécurité, c'est comme retrouver ma maison natale. » Sans doute cette promotion fulgurante n'était-elle pas étrangère à un accord passé par Eltsine avec la haute hiérarchie du FSB et d'autres services secrets. D'ailleurs à la question posée au dissident Vladimir Boukovski sur la promotion de Poutine, celui-ci répondait avec malice : « Comment ! Vous ne savez pas qu'au-dessus des lieutenants-colonels il y a des généraux ! »

À l'été 1998, le chaos dans lequel s'enfonçait le pays y provoqua une catastrophe économique : la moitié des banques firent faillite, la valeur du rouble chuta de 75 %, des millions de citoyens perdirent leurs économies, nombre d'entreprises fermèrent et le chômage prospéra. Aux abois, Eltsine

fut contraint de changer de gouvernement et de nommer comme Premier ministre Evgueni Primakov, un vieil apparatchik soviétique qui était premier président adjoint du KGB en 1991, puis directeur du Service de renseignement extérieur, le SVR (1991-1996), et enfin ministre des Affaires étrangères (1996-1998). Preuve, s'il en était besoin, que dix ans après la chute du mur de Berlin, la Russie n'était ni désoviétisée, ni dékagébéisée. Néanmoins, cet homme d'ordre assainit rapidement l'économie, mais il était très éloigné du clan eltsinien dont il menaçait les appétits financiers.

C'est alors que la carrière de Poutine prit définitivement son envol. En effet, en 1997, le procureur général de Russie, Iouri Skouratov, avait lancé plusieurs enquêtes contre la corruption concernant en particulier la société suisse Mabetex, une firme de construction soupçonnée de versements d'importants pots-de-vin à des proches d'Eltsine afin d'obtenir de juteux marchés de rénovation du Kremlin, de la Maison-Blanche – le Parlement russe – et d'autres bâtiments publics. Le président, ses deux filles et son gendre – Alexeï Diatchenko, responsable de l'administration présidentielle, le cœur du pouvoir – étaient visés et une procédure de destitution était engagée devant la Douma. Laquelle, si elle aboutissait, renverrait Eltsine et sa famille devant la justice. Or, le 18 mars 1999, intervint un formidable coup de théâtre : une chaîne de télévision diffusa une vidéo intitulée « trois au lit ». On y apercevait un homme filmé de dos en train de se déshabiller, puis s'ébattre avec deux jeunes femmes nues. Cet homme était désigné comme étant Skouratov. Celui-ci eut beau protester, Poutine intervint immédiatement en tant que chef du FSB, attesta de l'authenticité de la vidéo et déclara que cet homme était bien le procureur Skouratov en compagnie de deux prostituées. Le procureur général fut suspendu, puis limogé en avril [16].

Parallèlement, l'oligarque favori de la famille d'Eltsine, Boris Berezovsky, commença à envisager la succession du président, victime de plusieurs accidents cardiaques. Voulant mettre sur orbite pour l'élection de

2000 un homme sur lequel il aurait barre et qui empêcherait la victoire de Primakov, il jeta son dévolu sur Poutine qui s'était jusque-là montré très loyal et efficace dans l'affaire Skouratov. La première étape de l'opération eut lieu le 9 août 1999, quand Eltsine annonça au pays stupéfait qu'il démissionnait Primakov et, trois mois plus tard – l'intermède Sergueï Stepachine –, nommait à sa place un Poutine encore quasi inconnu du grand public. La deuxième étape, engagée à l'été, consista à pousser un groupe de rebelles islamistes de Tchétchénie à envahir la région voisine du Daghestan. Classique opération de provocation destinée à déclencher une guerre et à mettre en condition l'opinion publique afin de favoriser l'émergence d'un homme fort – Poutine.

Un peu plus tard, entre le 31 août et le 16 septembre, démarra la troisième étape, décisive. Un noyau dur des *siloviki* décida de frapper plus fort et organisa alors quatre attentats contre des immeubles d'habitation dont deux à Moscou, qui firent plus de 300 morts[17]. L'émotion fut immense et le nouveau Premier ministre Poutine se précipita à la télévision pour accuser les Tchétchènes et tenir un discours violent et ordurier : « On ne peut même pas les appeler des animaux, si ce sont des animaux, ils sont enragés. […] Nous irons les buter jusque dans les chiottes. » Cette provocation était double : elle rappelait singulièrement l'incendie du Reichstag, le 27 février 1933, que les nazis avaient exploité pour inaugurer leur politique de terreur « légale » contre leurs opposants ; et elle désignait comme ennemis de la Russie des Tchétchènes qui, déjà du temps des tsars, étaient considérés comme des sauvages en raison même de leur résistance à la poussée russe – les mères russes menaçaient leurs enfants indisciplinés du Tchétchène, comme chez nous du Père Fouettard. Cette stigmatisation ne tenait aucun compte du fait qu'en cinq jours de février 1944, Staline avait fait déporter au Kazakhstan et au Kirghizstan toute la population de Tchétchénie et d'Ingouchie – soit près de 600 000 personnes – dont les survivants n'avaient pu retrouver leurs demeures que dans les années 1970,

quand elles n'avaient pas été tout simplement attribuées à des colons russes ; une manière subliminale de dire que la Russie ne devait avoir ni repentance pour cette action ethnocidaire, ni pitié pour ces « ennemis du peuple » russe.

Ainsi, le 1er octobre, Poutine lança-t-il à nouveau la Russie dans une terrible guerre contre la Tchétchénie, utilisant une tactique de bombardement intensif de la capitale Grozny – comme la Russie allait le faire en 2022 contre les villes ukrainiennes, en particulier Marioupol. L'armée russe, infiniment plus puissante, finit par occuper tout le pays en mars 2000, y commettant d'innombrables crimes contre l'humanité confinant au génocide du peuple tchétchène, avec plusieurs dizaines de milliers de morts – sur environ 1,4 million d'habitants[18]. Fut développée à cette occasion une rhétorique propagandiste justifiant ces massacres, qui serait reprise en 2022 contre l'Ukraine indépendante. Et surtout s'imposa une culture inédite du pouvoir, mêlant culte de la violence extrême de la mafia, méthodes de manipulation et d'opérations secrètes du KGB, et frénésie d'enrichissement personnel des dirigeants et de leur entourage grâce au pillage du pays.

Au même moment et à la veille d'élections législatives, Berezovsky créa de toutes pièces un nouveau parti progouvernemental – Unité – qui gagna les élections le 19 décembre 1999[19]. Fort de ce succès, Eltsine annonça le 31 décembre sa démission et désigna Poutine comme président par intérim. En retour, celui-ci signa immédiatement un décret qui garantissait l'immunité judiciaire à Eltsine et sa famille ; et il nomma à la place du procureur Skouratov un certain Vladimir Oustinov dont la première décision fut de clore le dossier Mabetex. Poutine avait tenu ses promesses à Eltsine et Skouratov déclara à ce propos qu'Oustinov était « une arme fiable entre les mains du président et du pouvoir exécutif, qui a oublié qu'il y avait une exigence de respect de la loi ».

L’affaire Skouratov est un cas d’école de ce qu’en russe on nomme le *kompromat*, cette pratique qui fut familière des hommes du KGB pendant des dizaines d’années – depuis la création de la Tchéka en décembre 1917 sur ordre de Lénine. Cet art consiste à diffuser des informations compromettantes à l’encontre de personnes susceptibles de gêner le pouvoir, y compris en ayant préalablement monté une « opération active » qui place ces personnes dans une situation donnant prise au chantage, que cette situation soit réelle ou montée de toutes pièces. L’objectif est donc de se débarrasser « en douceur » d’un adversaire, d’un simple gêneur ou même d’un collaborateur peu obéissant. Soit par la calomnie, soit avec l’aide d’un système judiciaire complice, sans avoir à l’éliminer physiquement – ce qui était la méthode sous Lénine et Staline –, mais en le faisant chanter et en le discréditant aux yeux de l’opinion publique. Les techniques modernes permettent d’utiliser aussi bien des photos ou films pris à l’insu de la personne que des enregistrements audio ou des écrits autographes volés ou falsifiés, voire des contenus compromettants introduits frauduleusement dans l’ordinateur de la cible visée. La plupart du temps, le *kompromat* s’intéresse à la vie privée de la cible, en particulier à ses pratiques sexuelles – détails dont le public voyeur est toujours friand –, ce qui permet de mettre de son côté aussi bien les rieurs que les pères et mères « la morale », tout en laissant planer une menace permanente sur les opposants.

Dans l’affaire Skouratov, le média allemand *Correctiv*, qui fit une enquête approfondie, estima que le scandale avait été monté de toutes pièces par des hommes du FSB sur ordre de Poutine[20]. On se demande, en effet, comment Skouratov – à supposer que ce fût lui sur la vidéo ! – avait pu se retrouver filmé dans une chambre anonyme avec ces deux femmes, sans qu’un piège lui eût été tendu. Quoi qu’il en soit, Poutine récoltait les fruits d’un double chantage. D’un côté, il « tenait » Eltsine, contraint de l’adouber au sommet du pouvoir en échange du limogeage de Skouratov. De l’autre, il « tenait » Skouratov et à travers lui tout l’appareil judiciaire.

Un coup trop beau pour être le fait d'un petit lieutenant-colonel : nul doute que les généraux du KGB avaient actionné leur marionnette… laquelle ne tarda pas à leur échapper, tout en ayant retenu l'efficacité du *kompromat* sexuel.

Ne pouvant se contenter de chantage et de violence, et toute idée de réelle démocratisation étant abandonnée, le nouveau pouvoir du Kremlin devait remplacer l'idéologie communiste – démonétisée depuis longtemps – par un récit susceptible de réunir une partie de l'opinion. Confronté à la totale faillite du récit léniniste et stalinien de « l'avenir radieux » dans une URSS communiste, dont les ruines s'étalaient aux yeux du monde entier, il fut contraint de créer un nouveau « grand récit » historique de la Russie. Eltsine opta d'abord pour un retour à la continuité. Par un décret du 6 septembre 1991, les noms de l'époque tsariste furent rendus à plusieurs villes dont Leningrad, rebaptisée Saint-Pétersbourg, et Sverdlovsk, du nom d'un des principaux chefs bolcheviques, rebaptisée Ekaterinbourg. C'est précisément dans cette ville qu'avait été assassinée, dans la nuit du 17 juillet 1918 et sur ordre personnel et secret de Lénine, toute la famille du tsar Nicolas II, dont les dépouilles disparurent. En 1976, Eltsine, alors chef du Parti communiste de cette grande région industrielle de l'Oural, avait fait raser sur ordre du KGB la « maison Ipatiev » où avait eu lieu le massacre. Or, en 1990-1991, devenu président de Russie, ce même Eltsine inaugura le premier mémorial à la mémoire des victimes de la terreur stalinienne, puis ordonna de rechercher les corps de la famille impériale ; grâce à l'ouverture des archives, ceux-ci furent découverts dans une fosse commune en forêt. Exhumés, puis identifiés grâce à leur ADN, ils furent inhumés en grande pompe dans la cathédrale Pierre-et-Paul de Saint-Pétersbourg le 16 juillet 1998 – quatre-vingts ans jour pour jour après le massacre –, mais en l'absence du patriarche orthodoxe Alexis II qui refusa de s'associer à ces obsèques.

Afin de mieux arrimer son avenir au passé de l'empire des tsars, présenté comme glorieux, le pouvoir fit reconstruire à Moscou, à partir de janvier 1995, la cathédrale du Christ-Sauveur que Staline avait fait dynamiter en 1931 et qui avait été remplacée par… une piscine. Dès ce moment le pouvoir imposa l'idée que la Russie restait une superpuissance ; les valeurs démocratiques et de l'État de droit qui avaient en partie présidé à la chute de Gorbatchev furent à nouveau rejetées au bénéfice d'un bric-à-brac idéologique tsaro-bolchevique, privilégiant l'immensité territoriale de l'ex-empire et l'absolutisme totalitaire. Ce que déclarait, dès février 1994, le porte-parole d'Eltsine, Viatcheslav Kostikov : « Les conflits idéologiques sont remplacés par la lutte pour les sphères d'influence dans le domaine géopolitique. »

L'humiliation collective provoquée par le pitoyable effondrement de l'URSS et la totale faillite de la doctrine marxiste de suppression de la propriété privée fut désormais compensée par un nationalisme agressif, expansionniste et anti-occidental ordonné autour d'un vieux concept remis au goût du jour, « l'eurasisme ». Formulée dès 1998 par l'idéologue Alexandre Douguine dans ses *Fondements de la géopolitique*, une union eurasienne fut censée réunir la Russie, l'Ukraine, le Belarus, le Kazakhstan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan, auxquels pourraient se joindre la Serbie, la Grèce, l'Iran, l'Inde, l'Irak, la Syrie et la Libye. Un pur délire dont Poutine allait s'inspirer dix ans plus tard [21].

Le 26 mars 2000 devait se tenir une élection présidentielle dont Poutine était le favori, même s'il se présentait pour la première fois et qu'il était associé au pouvoir d'Eltsine, désormais totalement discrédité. Or, le Kremlin n'avait pas pu empêcher, le 21 février, le dépôt de candidature de Skouratov qui promettait de mener sa campagne sur le thème de la corruption. À la suite d'une intense opération de manipulation de l'opinion grâce au contrôle des médias, Poutine fut donc élu dès le premier tour. Et, le 19 avril 2000, les membres du Conseil de la Fédération de Russie

regroupant les élus régionaux, qui avaient rejeté par trois fois la demande du président Eltsine de confirmer le limogeage du procureur, finirent, dans un revirement spectaculaire, par le voter en masse. Ce vote était clairement lié à un marché avec le Kremlin, les responsables régionaux dépendant du pouvoir central pour l'attribution des fonds à leur région et pour l'obtention de divers privilèges, y compris personnels. Fatigué de la guérilla politique, judiciaire et médiatique qui lui était menée, le procureur Skouratov accepta cette décision, tout en réitérant ses accusations contre « le groupe de criminels qui continuent de figurer dans l'entourage présidentiel ». Un groupe qui, vingt-deux ans plus tard, détenait toujours un pouvoir absolu en Russie, avec à sa tête Vladimir Poutine.

OceanofPDF.com

2

Le KGB revient au pouvoir

Galia Ackerman et Stéphane Courtois

En décembre 1999, lors d'une réunion des haut gradés du FSB, à l'occasion de la Journée du tchékiste [*sic* !], Poutine prononça une phrase symptomatique : « Je tiens à signaler que le groupe d'officiers du FSB envoyé en mission d'infiltration au sein du gouvernement en a bien rempli la première étape[1]. » En effet, à peine élu président, le nouveau maître du Kremlin y appela tous les affidés de son clan de Saint-Pétersbourg, issus des rangs du KGB[2]. Comme put le constater la sociologue Olga Krychtanovskaïa, vers 2003, près de 80 % des postes les plus élevés de l'État étaient occupés par des *siloviki* dont une proportion considérable issue des services secrets. Selon elle, au sommet de l'État et dans le premier cercle de Poutine, il n'y avait presque plus que des gens issus des services d'espionnage et de contre-espionnage. Plus intéressant encore, les *siloviki* firent leur entrée dans les conseils d'administration des grandes sociétés d'État ou privées[3].

Rapidement, Poutine procéda à une réorganisation de l'administration présidentielle, instance qui ne figurait pas dans la Constitution mais formait le centre réel du pouvoir. Exactement comme du temps de l'URSS, quand le secrétariat du PCUS – quelques personnes, voire le seul Staline de 1931

à 1953 – était le lieu du pouvoir réel, masqué derrière les façades partisane du Politburo, étatique du gouvernement et pseudo-démocratique du Soviet suprême. Cette réforme fut impulsée par Vladislav Sourkov, un personnage haut en couleur de l'establishment poutinien, qui commença sa vie adulte en 1983-1985 par le service militaire au sein du *spetsnaz*, les forces spéciales du GRU – le renseignement militaire –, avant de verser dans le domaine de la publicité et des communications où il alla de succès en succès, au service des oligarques, comme Mikhaïl Khodorkovski ou Mikhaïl Fridman. Vite remarqué au Kremlin, il fut nommé, dès août 1999, vice-directeur de l'administration présidentielle.

La réorganisation visait à instaurer un système politique débarrassé de la démocratie et de l'État de droit naissants ; selon un document officiel, mais secret, elle devait « faire de l'administration un puissant organe d'influence ou de pression sur les partis et mouvements politiques, leurs dirigeants, les dirigeants et législateurs régionaux, les candidats à tout poste politiquement important […], les journalistes […], sur les activités des commissions électorales et de leur personnel », afin de permettre au président « de prédire et de créer la situation politique "nécessaire" en Russie, mais aussi de diriger réellement les processus politiques et sociaux dans la Fédération de Russie, ainsi que dans les pays de l'étranger proche ». Tout le programme poutinien des vingt années à venir était déjà là, marqué par la culture du KGB : la vision paranoïaque d'une Russie menacée de tous côtés et l'obsession d'un contrôle autoritaire de la situation, tant intérieure qu'extérieure, qui impliquait l'unité absolue du pays et la chasse aux opposants de la « cinquième colonne[4] ».

En conséquence, dès le 13 mai 2000, les 89 régions de la Fédération de Russie furent regroupées en sept provinces, coïncidant avec les régions militaires de l'ex-URSS et dirigées par sept représentants plénipotentiaires nommés par le Kremlin. Rapidement débarrassés des risques de la démocratie électorale et des menaces que faisaient peser une presse libre,

une opinion publique éclairée et une justice indépendante, ces potentats, issus en grande partie des « structures de force », inaugurèrent le règne illimité de la corruption et de l'arbitraire[5]. À condition, bien entendu, de se soumettre au clan du Kremlin qui commença à mettre en coupe réglée les provinces, prélevant jusqu'à 80 % de leurs revenus fiscaux.

Afin d'assurer le conformisme de l'opinion publique, Poutine édicta en septembre 2000 une doctrine sur la sécurité de l'information, puis créa en mars 2001 un Département de l'information dépendant du Kremlin. Dans la foulée, il priva les puissants oligarques Boris Berezovsky et Vladimir Goussinski du contrôle des médias télévisuels les plus importants (ORT et NTV), réduisit ainsi fortement la *glasnost* inaugurée par Gorbatchev – qui permettait à la presse de dénoncer nombre de scandales – et fit en sorte que le pouvoir devienne bien plus opaque à l'opinion. Bientôt, le citoyen russe lambda n'eut à sa disposition que quelques sources de radio et de presse écrite pour bénéficier d'une information indépendante, alors que la télévision, totalement sous contrôle, restait le média auquel accédait la majeure partie de la population[6].

Pour compléter son dispositif de pouvoir, Poutine décida, à la suite d'une loi de mai 2001, de soumettre les partis au financement de l'État et au contrôle intéressé d'une « justice » orientée. *Last but not least*, il donna l'ordre au FSB de les noyauter, la formation de « noyaux » chez les opposants étant une vieille pratique bolchevique officialisée par Lénine, dès 1920, dans ses ordres à l'Internationale communiste naissante. Puis il chargea Sourkov de fusionner de force son parti (Unité), créé à l'initiative de celui-ci, avec le bloc d'Evgueni Primakov et du maire de Moscou Iouri Loujkov (Patrie-Toute la Russie), pour former, en décembre 2001, le parti Russie unie, future ossature du pouvoir qui lui assura le contrôle de la Douma ; celle-ci, au lieu de représenter les intérêts de ses mandants, se contenta, moyennant de grasses rémunérations, de relayer les ordres du Kremlin et d'instaurer un semblant d'unanimité du pays.

Cette dérive autoritaire du pouvoir fut accélérée par un événement inattendu. En effet, le 23 octobre 2002, en réponse aux exactions commises par l'armée russe en Tchétchénie, un commando d'islamistes tchétchènes prit en otage les 900 spectateurs et employés du théâtre Doubrovka de Moscou et exigea le retrait des troupes russes. Au nom de la lutte contre le terrorisme islamiste, devenu une préoccupation mondiale après les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, Poutine refusa de négocier et fit donner l'assaut le 26 octobre, avec l'usage d'agents chimiques inconnus, entraînant la mort de 130 otages[7] et l'exécution des 41 membres du commando. En 2011, la Cour européenne des droits de l'homme allait condamner la Russie à payer 1 254 000 euros à 64 plaignants – ex-otages ou proches des victimes –, pour ne pas avoir préparé assez sérieusement son intervention[8]. Mais il est évident, comme la suite allait le montrer, que le principe du Kremlin était de ne pas négocier avec les preneurs d'otages et de les exterminer, quel qu'en soit le prix pour les victimes.

Pendant qu'il s'occupait en priorité de consolider son pouvoir, Poutine confia la gestion des affaires courantes à son Premier ministre Mikhaïl Kassianov, ex-ministre des Finances d'Eltsine. Celui-ci inaugura une série de réformes fiscales et juridiques qui favorisèrent la pérennité des entreprises privées et permirent, en quatre ans, un redressement de l'économie reposant largement sur les exportations d'un pétrole dont le cours ne cessait d'augmenter. S'y ajouta, en décembre 2001, un nouveau code du travail très défavorable à toutes revendications sociales, qui conduisit à l'épuisement progressif des syndicats indépendants. Cependant, le président ne perdait pas de vue les oligarques, désormais considérés non comme des chefs d'entreprise indépendants et propriétaires de leur société, mais comme des « mandataires de l'État chargés de gérer tel ou tel secteur rentable de l'économie, non pour le compte de l'État, d'ailleurs, mais pour celui des occupants du Kremlin qui les autorisent à se remplir les poches au passage[9] ». Dès octobre 2000, Poutine exposa ses intentions et déclara à

propos des oligarques : « L'État a entre les mains une matraque dont il peut se servir une fois pour toutes. En frappant à la tête. […] personne ne soumettra notre État à sa loi. Et, si c'est nécessaire, nous détruirons les instruments qui rendent ce chantage [des oligarques] possible[10]. »

L'exemple le plus emblématique de ce maniement de la « matraque » fut l'arrestation stupéfiante, le 25 octobre 2003, de l'homme d'affaires le plus riche de Russie, Mikhaïl Khodorkovski, dirigeant de l'importante entreprise pétrolière Ioukos, l'une des plus grandes compagnies pétrolières privées au monde, qui produisait 20 % du pétrole en Russie, soit 2 % de la production mondiale. La raison ? Le comportement « insultant » de Khodorkovski qui avait osé parler de la corruption dans les hautes sphères du pouvoir et des affaires devant Poutine lui-même et ses acolytes, et qui avait des projets communs avec ExxonMobil et Chevron-Texaco. Il allait être condamné, le 31 mai 2005, à neuf ans de prison pour évasion fiscale, puis à six ans supplémentaires, en 2010, et interné dans une colonie pénitentiaire en Sibérie, à 6 500 kilomètres de Moscou, avec seulement quatre droits de visite de sa famille par an[11] ! Plus encore qu'un procès politique, cette condamnation était un avertissement sans frais pour tous les patrons russes qui non seulement envisageraient de se mêler de politique, mais ne se soumettraient pas strictement au Kremlin[12].

L'arrestation de Khodorkovski préluda au renvoi, à la surprise générale, de tout le gouvernement Kassianov le 24 février 2004, ce dernier étant bientôt poursuivi, à son tour, pour corruption, alors qu'en réalité il s'était opposé à une décision de Gazprom. Cette société d'État par actions créée en 1993, qui contrôlait une grande part de l'industrie pétrolière et gazière russe, devint, dès 2005, la première entreprise du pays et la cinquième au monde par sa capitalisation boursière ; elle assurait 20 % des recettes budgétaires de l'État, 8 % du PIB, et employait 400 000 personnes. Autant dire un mastodonte devenu le secteur réservé du président qui, en

emprisonnant Khodorkovski, privait ostensiblement les oligarques de toute influence réelle.

Dans la foulée, l'élection présidentielle du 14 mars 2004 annonça l'évolution dictatoriale du régime. Face à cinq candidats marginaux, Poutine recueillit au premier tour plus de 71 % des voix, avec un taux de plus de 96 % de suffrages exprimés. On ne peut qu'admirer chez lui l'art, typiquement kagébiste, des coups tordus parfaitement coordonnés pour impressionner l'opinion et terroriser ses adversaires. Et aussi ce reliquat fondamental du bolchevisme : la prédation économique, le pillage des biens d'autrui, l'économie de la rente des matières premières. Et, pour tout dire, l'incapacité fondamentale à créer une véritable économie de marché, ce qui implique inévitablement un État de droit assurant le respect des contrats, et suppose l'existence d'une justice indépendante et d'une presse libre. Se mirent ainsi en place des « empires » – du gaz, du pétrole, du cuivre, de l'aluminium, de l'armement –, entre oligarchie économique sous contrôle du Kremlin et réétatisation rampante qui rendirent une large majorité de la population dépendante du pouvoir – sur une population de 146 millions de Russes, 100 millions, familles comprises, sont rétribués par l'État [13].

Rendu formidablement sûr de lui et arrogant par cette réélection facile, et commençant à se prendre pour un nouveau tsar, Vladimir Poutine voulut d'abord régler « définitivement » la question tchétchène. Après avoir fait écraser toute résistance armée et massacrer massivement la population civile, il avait installé au pouvoir, en 2003, le clan devenu pro-russe de l'ex-rebelle Akhmad Kadyrov. Celui-ci, assassiné dans un attentat le 9 mai 2004 – moins de deux mois après la réélection de Poutine –, fut bientôt remplacé par son fils Ramzan, après que le nouveau Premier ministre de la Tchétchénie, Sergueï Abramov, eut été victime d'un grave accident automobile à Moscou, en novembre 2005 [14].

Dès lors, largement financé par Moscou, le clan Kadyrov et ses *kadyrovtsy* – une sorte d'armée privée – s'imposèrent par une violence

extrême, tandis que Poutine décorait Ramzan de la médaille de Héros de la Russie, la plus haute distinction du pays. La Tchétchénie et tout le Caucase du Nord furent soumis à une réislamisation dans le cadre de la doctrine eurasienne et de l'alliance avec l'Église orthodoxe russe complètement soumise au KGB ; avec même une référence à l'époque stalinienne quand la ministre de l'Éducation nationale de Russie se félicita que Staline eût fait appel à l'Église en 1943. Cette réislamisation, entièrement tournée contre l'Occident, allait donner lieu, par la suite, à des gestes fortement symboliques ; ainsi, en janvier 2015, à Grozny, Kadyrov organisa-t-il une vaste manifestation pour condamner les caricaturistes de *Charlie Hebdo* qui venaient de se faire assassiner à Paris ; et en octobre 2021, depuis la Tchétchénie, le père de l'assassin du professeur Samuel Paty se félicita « que son fils soit parti en défendant l'honneur de tous les Tchétchènes et de tous les musulmans du monde » !

En réaction aux menées de Moscou, des activistes tchétchènes et ingouches – deux peuples déportés en Asie centrale en février 1944 – organisèrent plusieurs attentats dont l'explosion en vol de deux avions des lignes intérieures russes et, le 31 août, un attentat suicide dans le métro de Moscou qui fit 10 morts et 50 blessés. Le 1er septembre 2004, jour de la rentrée des classes, un commando prit en otage plus de 1 100 personnes dans la ville de Beslan, en république autonome d'Ossétie du Nord. Au bout de trois jours, les forces spéciales donnèrent l'assaut dans la plus grande confusion – au moyen de roquettes, tanks, lance-flammes –, d'où un bilan officiel très lourd : 382 tués, dont 186 enfants et 31 preneurs d'otages[15].

Cette crise favorisa la mainmise des héritiers du KGB sur la politique étrangère russe, « y injectant leurs "mesures actives", leur paranoïa, leur complotisme et leur incapacité foncière à se représenter objectivement la réalité[16] ». De 2000 à 2003, Poutine avait lancé une offensive de charme vers l'Europe. Il engagea d'abord un énorme partenariat énergétique avec l'Allemagne – 40 % de ses importations de gaz et 30 % de celles de

pétrole –, qui allait devenir un formidable moyen de chantage. Puis il dupliqua l'opération avec l'Italie dirigée par Silvio Berlusconi. Il séduisit même les Anglais et Tony Blair – qui le fit recevoir par la reine –, ainsi que les Français et Jacques Chirac, en accord sur le dossier irakien : les Russes allèrent jusqu'à exiger que Poutine fût reçu à l'Académie française, « comme l'avait été Pierre le Grand[17] » !

Mais, en février 2005, à Bratislava, lors de la rencontre entre George W. Bush et Vladimir Poutine, le ton changea. Aux inquiétudes exprimées par le président américain sur l'évolution de la démocratie en Russie, le chef du Kremlin répondit de manière très ambiguë : « Dire qu'il y a ici ou là moins de démocratie n'est pas correct, de mon point de vue. […] Nous ne nous apprêtons pas à créer une démocratie particulière, nous adoptons les principes essentiels de la démocratie, mais ces principes doivent être appropriés aux traditions de la Russie. » Mais alors que George W. Bush s'engageait à soutenir le dossier de l'entrée de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce, Poutine inaugura, à partir de 2006, une politique ouvertement anti-américaine et encouragea tout ce qui pouvait contribuer au découplage entre l'Union européenne et Washington – notamment après le rejet par les Français du référendum sur la Constitution européenne en mai 2005. Et il multiplia les intimidations et les provocations les plus grossières, comme lorsque, en 2007, il reçut au Kremlin la chancelière allemande, Angela Merkel, en présence de son énorme labrador, alors qu'il était de notoriété publique qu'elle avait la phobie des chiens.

Cette politique poutinienne reposait sur une double erreur fondamentale. La première tenait à la persistance du mythe de l'URSS comme superpuissance, bien que celui-ci se fût effondré avec fracas en 1991. La seconde résidait dans l'idée absurde, surtout au XXIe siècle, que la puissance d'un État dépend de l'immensité de son territoire, la géopolitique la plus archaïque remplaçant la dynamique, un moment effective, de l'idéologie révolutionnaire communiste. Dès lors, la politique étrangère

russe fut commandée par une soif de revanche et par la manifestation constante d'un sentiment de toute-puissance et d'impunité à jouir de l'humiliation des peuples voisins et des Occidentaux. Lénine avait œuvré activement à une Grande Révolution prolétarienne mondiale qui, sur un mode internationaliste, aurait étendu son pouvoir aux dimensions de la planète pour y imposer son nouveau type de régime, le totalitarisme. Poutine reformula l'idée, mais selon la logique géopolitique des sphères d'influence, typique du XIX^e^ siècle, telle que la pratiquèrent Hitler et Staline lors de leur alliance de 1939. Réactivant l'idée panslaviste et ultra-nationaliste qui voulait que la Russie, « Troisième Rome », fût l'axe du monde, il utilisa d'abord les méthodes d'infiltration – *soft power*, corruption ou contrôle par le *kompromat*[18] des élites dirigeantes et médiatiques, manipulation des élections, etc. – qui débouchèrent selon les possibilités sur une intervention armée « hybride » – du type « groupe Wagner[19] » ou « petits hommes verts[20] » – avant de donner lieu à des opérations militaires de grande ampleur comme en Tchétchénie, en Géorgie et surtout en Ukraine en 2022.

Cette attitude impliqua un recours accéléré à une propagande intense et à des mensonges d'État de plus en plus grossiers, rappelant les pires heures soviétiques, quand Staline, les yeux dans les yeux, soutenait en 1942 au Kremlin, devant le général Sikorski – chef du gouvernement polonais en exil –, qu'il ne savait pas où étaient passés 15 000 officiers polonais, alors qu'il avait donné l'ordre, le 5 mars 1940, de les faire assassiner[21]. Or, dans son discours intitulé « Le cri » et rédigé à l'occasion de son obtention du prix Nobel de littérature en 1970, Alexandre Soljenitsyne écrivait : « N'oublions pas que la violence ne vit pas seule, qu'elle est incapable de vivre seule : elle est intimement associée, au plus étroit des liens naturels, au mensonge. La violence trouve son seul refuge dans le mensonge, et le mensonge son seul soutien dans la violence. Toute personne qui a choisi la

violence comme moyen doit inexorablement choisir le mensonge comme règle[22]. »

Cette réorientation accéléra les tendances nostalgiques et paranoïaques du pouvoir. Poutine déclara en s'adressant à la nation après la tragédie de Beslan : « Nous vivons aujourd'hui après l'effondrement d'un grand État immense. […] mais, malgré toutes les difficultés, nous avons réussi à conserver le noyau de ce géant qu'était l'Union soviétique. […] Cependant, […] notre pays a perdu ses défenses autrefois puissantes à ses frontières occidentales et orientales. […] Nous avons fait preuve de faiblesse. Et les faibles se font rosser. Certains veulent nous arracher un morceaux "juteux", d'autres les aident à le faire car ils considèrent que la Russie est encore une menace, car c'est une des plus grandes puissances nucléaires du monde – une menace qu'il faut écarter[23]. » Un discours qui préfigurait celui tenu en 2022 lors de l'agression contre l'Ukraine.

Sourkov, alors vice-directeur de l'administration présidentielle, tint peu après un discours beaucoup plus radical, rappelant la violence de la guerre civile menée par les bolcheviks en 1918-1921 et la paranoïa stalinienne des années 1930-1950 : « Le but principal de l'intervention [étrangère] est l'anéantissement de l'État russe. […] Nous devons tous prendre conscience que l'ennemi est à nos portes. La ligne du front traverse chaque ville, chaque rue, chaque maison […]. Et dans notre pays assiégé s'est formée une cinquième colonne de radicaux de droite et de gauche. » Et de conclure : « Devant cette menace, le président est tout simplement obligé de réaliser pleinement le principe constitutionnel de l'unité du pouvoir exécutif[24]. » C'était un retour pur et simple aux deux grands principes léninistes : « l'unité de la volonté » à la tête du pouvoir et l'interdiction de l'expression publique de divergences entre dirigeants, qui étaient le fondement de tout régime totalitaire[25]. Dans la foulée, le Kremlin adopta deux décisions qui renforcèrent considérablement son contrôle sur le pays. Le 13 septembre 2004, il annonça que les gouverneurs de régions, jusque-là

élus au suffrage universel, seraient nommés par Moscou, puis leur nomination ratifiée par les parlements locaux, et que les députés, jusque-là élus par circonscription, le seraient désormais sur des listes établies au niveau national, à la proportionnelle.

Outre la crise de Beslan, ces décisions furent largement suscitées par l'évolution politique en Géorgie. Cet État indépendant était présidé depuis 1992 par Edouard Chevardnadzé, l'ex-ministre des Affaires étrangères de Gorbatchev. Les élections parlementaires de novembre 2003 y furent marquées par des fraudes massives qui entraînèrent, face à ce régime très corrompu, des manifestations de masse pacifiques menées en particulier par Mikheil Saakachvili. Le 22 novembre, les opposants, des roses à la main, envahirent le Parlement, ce qui incita Chevardnadzé à faire appel à l'armée. Mais celle-ci refusa d'intervenir et, le 4 janvier 2004, une nouvelle élection porta à la présidence Saakachvili dont les partisans emportèrent dans la foulée les élections législatives, bien décidés à mener une politique indépendante de celle de la Russie et tournée vers l'Occident.

Cette première « révolution de couleur » rebondit en 2004 en Ukraine, lors de l'élection présidentielle qui opposa deux hommes porteurs de deux destins opposés de l'Ukraine indépendante : Viktor Ianoukovytch et Viktor Iouchtchenko. Né en 1950 dans le Donbass, où il fit toute sa carrière professionnelle, puis politique, ex-membre du Komsomol, puis du PCUS, Ianoukovytch avait été condamné à deux reprises, en 1967 et en 1969, à plusieurs années de prison pour vol et pour coups et blessures, ce qui ne l'empêcha pas de prendre la tête du Parti des régions, pro-russe, et de devenir, en 2002, Premier ministre de l'Ukraine, soutenu par le clan de Donetsk (la capitale de la province du Donbass), dominé par l'oligarque Rinat Akhmetov, et publiquement soutenu par Poutine. Face à lui, Iouchtchenko, né en 1954, avait été nommé gouverneur de la nouvelle Banque nationale d'Ukraine en 1993, puis Premier ministre de 1999 à 2001, avant d'être démissionné et de devenir le chef de l'opposition, représentant

une partie de la population, en particulier à Kiev et à Lviv, qui rejetait la corruption et aspirait aux valeurs de l'Union européenne.

La campagne électorale fut particulièrement agitée, en raison de l'empoisonnement spectaculaire de Iouchtchenko à la dioxine, le 5 septembre 2004. Sa vie fut sauvée in extremis par des médecins autrichiens, mais il était défiguré et il souffrait le martyre[26], sans pour autant abandonner sa campagne électorale. À l'issue du second tour, le 21 novembre, l'annonce des résultats favorables à Ianoukovytch provoqua d'importantes manifestations de protestation contre des soupçons de fraudes massives, qui furent qualifiées de « révolution orange » – couleur du candidat. La Cour suprême décida d'annuler le scrutin et de convoquer un troisième tour qui, le 26 décembre, dans des conditions, semble-t-il, plus normales, aboutit à l'élection de Iouchtchenko par 52 % des voix, contre 44 % à Ianoukovytch, provoquant la fureur du Kremlin et chez Poutine la hantise accrue d'un mouvement démocratique de masse et pacifique en Russie.

En 2005, tirant les leçons des « révolutions de couleur », Sourkov engagea une réforme des élections parlementaires afin d'empêcher les candidats des partis non contrôlés par le Kremlin de se présenter, moyen classique des régimes autoritaires pour dévoyer à leur profit le système électoral en ne laissant en lice que les candidats du pouvoir. C'était fermer définitivement la porte à toute tentative de réforme pacifique du système politique russe. Et pour mieux donner l'illusion du maintien d'un débat démocratique, Sourkov mit en scène la création de partis manipulés par le Kremlin et censés représenter une aile gauche et une aile droite au sein du pouvoir, exactement comme Staline avait mis en scène un pseudo-conflit entre « droitiers » et « gauchistes », qu'il s'ingéniait à « arbitrer » à coups de purges et de procès truqués. Sourkov compléta ce dispositif par la création des *Nachi* – « les nôtres[27] » –, nouvelle mouture d'un mouvement de jeunesse destiné à soutenir Poutine personnellement et sa « démocratie

souveraine », mêlant l'expérience historique et les rituels des *komsomol* – les jeunesses communistes de l'ère stalinienne – et l'idéologie ultra-nationaliste de la *Hitlerjugend* – la Jeunesse hitlérienne –, complétée par des poussées de cléricalisme orthodoxe, de xénophobie impériale inspirée de la branche réactionnaire des panslavistes de l'époque tsariste, et enfin de militarisme. Soumis à un endoctrinement qui présentait la Russie menacée et encerclée par de nombreux ennemis, en particulier européens, ces *Nachi* allaient également servir de caisse de résonance aux attaques du Kremlin contre tous ses opposants, intérieurs – comme l'ex-premier ministre Kassianov – et extérieurs, en particulier sur les réseaux sociaux où sévissent hackers et fabricants de trolls contrôlés par le pouvoir russe.

Le 25 mai 2005, après sa rencontre avec George W. Bush, Vladimir Poutine prononça un discours programmatique, pour la décennie à venir, devant la Douma et le Conseil de la Fédération réunis en Assemblée fédérale[28]. Il s'en prit aux oligarques, tout en annonçant l'instauration d'un taux d'imposition unique de 13 % pour les sommes qui seraient rapatriées de l'étranger dans les banques russes, amnistie de facto pour tous les fraudeurs. Il stigmatisa en outre une bureaucratie « inefficace et corrompue », tout en promettant aux fonctionnaires une augmentation de moitié de leurs revenus en trois ans. Vieille tactique de la carotte et du bâton. Mais, surtout, il qualifia la chute de l'URSS de « la plus grande catastrophe géopolitique du siècle dernier », véritable insulte envoyée à la face des vingt-deux nations qui, entre 1989 et 1991, avaient échappé à la dictature du PCUS et du KGB – 8 « démocraties populaires » d'Europe centrale et orientale et 14 ex-républiques soviétiques. De même, en affirmant vouloir « préserver nos propres valeurs, ne pas perdre nos acquis et trouver notre voie propre vers la démocratie », Poutine se référa à une conception géopolitique – et donc territoriale et impériale – de la politique, opposée au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; et il rejeta les valeurs universelles de la démocratie, au bénéfice des valeurs d'une Russie

à l'autocratie pluriséculaire et qui n'avait connu que quelques mois de régime démocratique en 1917 – avant que Lénine ne liquidât par la force, le 18 janvier 1918, la première Assemblée constituante élue au suffrage universel des hommes et des femmes, et n'instaurât trois quarts de siècle d'un communisme totalitaire. Pour ceux qui n'auraient pas bien compris, il ajouta : « Ceux qui pensaient que la jeune démocratie russe n'était pas le prolongement de l'État russe, mais l'agonie du système soviétique, se sont trompés. »

Cette déclaration s'accompagna d'une véritable stratégie de puissance géopolitique pétrolière et gazière. Dès novembre 2002, Gazprom avait entériné la construction du gazoduc Nord Stream 1 qui, en transportant son gaz sous la mer Baltique vers l'Allemagne, devait à la fois court-circuiter les gazoducs traversant l'Ukraine et la Pologne qui permettaient le transit de 80 % du gaz russe vers l'Europe, et rendre la première puissance industrielle européenne de plus en plus dépendante de ce gaz, et donc soumise aux volontés du Kremlin. Cette opération fut facilitée par la coopération du chancelier Gerhard Schröder qui en fit assurer une partie du financement par les banques allemandes et signa le projet final de construction deux semaines avant les élections fédérales du 18 septembre 2005. Les ayant perdues, et remplacé par Angela Merkel, l'ex-chancelier fut immédiatement engagé par Gazprom pour présider le consortium chargé de l'opération, dont la société russe détenait 51 % des parts. Dès janvier 2006, en plein hiver, Gazprom menaça de couper le gaz à l'Ukraine si ce pays n'acceptait pas une forte augmentation des prix. Ce qui n'empêcha pas Poutine, à la mi-juillet 2006, de connaître son heure de gloire en participant à la réunion à Saint-Pétersbourg du G8, cette organisation des sept pays démocratiques les plus industrialisés – États-Unis, Canada, Japon, Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni – et la Russie. Ainsi, contrairement à tout un discours sur les menées hostiles des Occidentaux, celle-ci était-elle reconnue comme l'une des principales puissances

industrielles – surtout en raison de ses ressources en matières premières – et comme un régime démocratique.

Or, au lieu d'amadouer le Kremlin, cette ouverture sembla le radicaliser. En décembre de la même année, Gazprom coupa l'approvisionnement en gaz du Belarus et s'empara au passage de la moitié des parts de la société gazière biélorusse Beltransgaz[29]. Début janvier 2009, Gazprom coupa à nouveau le transit du gaz vers l'Ukraine, en raison de retards de paiement de ce pays. Ces manœuvres visaient à la fois à intimider l'« étranger proche », à faire sentir à l'Union européenne sa dépendance énergétique et, plus encore, à instaurer de facto une alliance avec l'Allemagne, fondée sur le chantage au gaz.

Le 7 octobre 2006 fut une journée noire pour toute la presse russe, quand une de ses voisines découvrit dans son escalier la célèbre journaliste Anna Politkovskaïa assassinée de quatre balles, un pistolet Makarov – arme des forces de l'ordre – à ses côtés. Née en 1958 et fille d'un diplomate soviétique représentant l'Ukraine à l'ONU, Politkovskaïa chroniquait d'un œil critique, dans le journal *Novaïa Gazeta*, toute l'actualité russe et s'attachait à la défense des droits de l'homme. Elle avait en particulier couvert la deuxième guerre de Tchétchénie et avait déjà survécu à un empoisonnement en 2004, alors qu'elle allait couvrir la prise d'otage de Beslan. Elle qui n'hésitait pas à critiquer ouvertement le pouvoir mafieux et criminel de Kadyrov et la dérive dictatoriale de Vladimir Poutine, fut d'ailleurs exécutée le jour même du cinquante-quatrième anniversaire de celui-ci[30]. Elle était la vingt et unième journaliste assassinée en Russie depuis 2000, ce qui inaugura la mise au pas de tous les médias indépendants et aboutit, lors de la guerre contre l'Ukraine, en 2022, au rétablissement officieux de la censure de type soviétique.

Après le meurtre de Politkovskaïa, Poutine déclara que les écrits de celle-ci n'avaient eu qu'une influence « insignifiante » sur l'opinion russe, puis il prépara l'élection présidentielle de 2008 à laquelle il ne pouvait se

présenter car la Constitution interdisait plus de deux mandats consécutifs. Il fit d'abord nommer comme Premier ministre Dmitri Medvedev, un diplômé de droit de l'université de Leningrad qui avait été conseiller d'Anatoli Sobtchak sous les ordres directs de Poutine, avant d'être nommé premier directeur adjoint de l'administration présidentielle de 2000 à 2003, puis directeur du conseil de surveillance de Gazprom et enfin, à partir de 2005, premier vice-Premier ministre. Poutine fit ensuite élire, en décembre 2007, une Douma qui lui était totalement inféodée. Enfin, à l'élection présidentielle de mars 2008, il présenta Medvedev qui fut élu avec le score désormais rituel de 70 % des voix. À peine élu, ce dernier nomma Poutine Premier ministre et lui attribua la plupart de ses prérogatives d'ex-président. Avec à la clef un jeu de rôle où Medvedev était censé représenter auprès des Occidentaux la nouvelle classe politique russe, jeune, moderne et libérale.

Dès lors, le régime dériva vers un pouvoir de plus en plus autoritaire et personnel, contrôlé par Poutine devenu l'arbitre des conflits souvent violents entre les quatre clans qui se partageaient la rente pétrolière et gazière. Les oligarques, soumis au Kremlin et gérant la rente, s'opposaient à une bureaucratie d'État en forte augmentation – passée de 700 000 fonctionnaires sous l'URSS à 1 700 000 en 2009, avec une population divisée par deux ! –, aux gouverneurs régionaux chargés d'imposer le contrôle politique de la population sur le terrain, enfin aux *siloviki* qui assuraient le quadrillage policier et les basses œuvres – l'intimidation des opposants et leur assassinat si nécessaire. Tout ce système ne servait qu'à enrichir personnellement et toujours plus cette nouvelle « nomenklatura », Poutine en tête qui s'était réservé le contrôle du secteur gazier et des banques nationales – et qui commença à se faire construire un gigantesque palais à Sotchi, sur la mer Noire. Les autres n'étaient pas en reste, qui achetaient sans retenue yachts luxueux ancrés à Monaco, somptueuses villas sur la Côte d'Azur, gigantesques chalets à Megève, hôtels particuliers

à Paris ou clubs de football, et qui menaient une vie de nababs aux frais des Russes, mais aussi des étrangers.

En effet, afin de sécuriser et rentabiliser au maximum son secteur gazier et pétrolier, Poutine intensifia sa collaboration avec l'Allemagne. Le 8 novembre 2011, les travaux lancés en 2005 étant achevés, fut inaugurée la mise en marche du premier tronçon du gazoduc Nord Stream 1, en présence de Dmitri Medvedev – encore président en titre de la Russie – et du Premier ministre français, François Fillon. La totalité du gazoduc fut mise en service quelques mois plus tard. Puis en août 2012, Gazprom engagea les premières études pour le projet Nord Stream 2, la construction de deux nouveaux gazoducs sous la mer Baltique, malgré de nombreux avertissements sur le danger politique de ce projet pour l'Europe[31]. Au point qu'en 2020 l'Allemagne et sa puissante industrie dépendirent, en matière de gaz – et donc d'électricité –, à 55 % de la Russie, soit 25 % des dépenses énergétiques allemandes, assurant à Poutine une juteuse rentrée de devises et un formidable moyen de pression politique sur la principale puissance de l'Union européenne. Il avait prévu d'en jouer à fond lors de son invasion de l'Ukraine en 2022.

À partir de l'automne 2007, la crise financière des *subprimes* qui frappa les États-Unis, puis une grande partie de l'économie mondiale, laissa croire au véritable maître du Kremlin que l'Occident était moribond et que la Russie et son régime allaient l'emporter. Comme en 1929, quand la crise frappa l'économie mondiale et que Staline et les communistes du monde entier chantèrent la gloire de l'URSS – pays prospère et sans chômeurs « allant à toute vapeur vers l'avenir radieux du communisme » –, « la propagande officielle [de Poutine] présentait la Russie comme un havre de paix au milieu de la tempête mondiale[32] ». Mais il n'en fut rien : dès novembre 2008, le marché financier russe perdit 75 % de sa valeur et le PIB baissa de près de 8 % en 2009. Afin de faire diversion, Poutine relança un conflit en Géorgie, incitant des entités séparatistes d'Ossétie du Sud à créer

des incidents armés le 1er août. Ceux-ci entraînèrent une réaction de l'armée géorgienne, prétexte à l'intervention massive de l'armée russe le 8 août. Dans la foulée, la Russie reconnut l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, désormais entièrement contrôlées par la Fédération de Russie. Elle fut suivie dans cette reconnaissance par le Nicaragua, le Venezuela, la minuscule république de Nauru et, plus tard, la Syrie. Cependant, les quelques jours de combat entre armées russe et géorgienne montrèrent des faiblesses de la première, mal équipée, mal coordonnée et peu motivée, face à la seconde, modeste mais moderne et équipée d'armes occidentales. Bien que les Russes aient gagné le contrôle de l'Ossétie du Sud et entrepris la marche vers Tbilissi, il était évident que leur armée devait être soumise à une réforme annoncée dès l'automne 2008, et qui se solda d'ailleurs par un bilan très mitigé[33].

Les opérations militaires, préparées par le « Premier ministre » Poutine, durent être entérinées par le « président » Medvedev, suscitant chez lui des états d'âme qui aboutirent, le 10 septembre 2009, à la publication d'un article retentissant intitulé « En avant, la Russie ! » et qui dressait un bilan sévère des années Poutine, marquées en particulier par une corruption généralisée qui étouffait l'économie et une rente des hydrocarbures qui mettait le pays à la merci des fluctuations très fortes de la conjoncture, tout en empêchant le développement de hautes technologies. En réalité, c'était une annonce du programme électoral de Medvedev en vue d'un second mandat présidentiel. Poutine réagit naturellement à cet affront : lorsque, en septembre 2011, il contraignit Medvedev à renoncer publiquement à sa candidature à l'élection présidentielle de 2012, et surtout quand il annonça qu'il s'y présenterait lui-même pour la troisième fois. Ce qui suscita un puissant mouvement de protestation, au point que le pouvoir fut contraint d'organiser une fraude massive lors des élections à la Douma, en décembre 2011. Celles-ci provoquèrent d'énormes manifestations de rue les 10 et 24 décembre, qui entraînèrent chez Poutine une poussée à la fois de

crainte d'une « révolution de couleur » en Russie et d'intense paranoïa qui lui fit voir de tous côtés des « complots » de l'Occident.

L'élection présidentielle de mars 2012 donna donc lieu à des mesures particulières. D'une part, le Kremlin soigna les *siloviki* : il annonça le doublement, voire le triplement du salaire de tous les membres des services de sécurité ainsi que la réactivation du complexe militaro-industriel, mis en veilleuse depuis l'effondrement de l'URSS[34]. D'autre part, il déclencha une violente campagne de propagande contre un Occident présenté comme dégénéré, dirigé par des sodomites et des pédophiles, envahi de migrants et au bord de la guerre civile. Enfin, sur le modèle des panslavistes des années 1880, il glorifia la « voie russe », en particulier lors d'un gigantesque meeting au stade Loujniki en février, où il réactiva la mémoire glorieuse de la « Grande Guerre patriotique », sur un mode quasi racialiste : « Nous sommes un peuple de vainqueurs. C'est dans nos gènes. […] Nous demandons à tous de ne pas regarder du côté de l'étranger, de ne pas trahir la patrie. […] Nous mourrons aux portes de Moscou, comme sont morts nos frères. […] la bataille de Moscou continue, nous vaincrons[35] ! » Le 4 mars 2012, Poutine fut réélu pour la troisième fois président de la Russie, avec « seulement » 64 % des voix. Et déjà c'est de manière systématique et méticuleuse qu'il préparait le retour en Russie d'un système totalitaire qui allait se donner libre cours à partir de cette année-là.

OceanofPDF.com

3

La fuite en avant de Vladimir Poutine vers le passé

Galia Ackerman et Stéphane Courtois

Sa réélection en 2012 – et la perspective qui était alors d'être encore « élu » en 2018 – accentua considérablement l'arrogance, la jactance et la volonté de toute-puissance de Vladimir Poutine. D'emblée, il fit voter des lois réprimant plus lourdement les manifestations des citoyens et les « diffamations » à l'égard du pouvoir. Il fit interdire des sites Internet déclarés « dangereux » et classer comme « agents de l'étranger » des ONG « qui dérangent » et qui bénéficiaient de subventions venues bel et bien de l'étranger. Il visa en particulier l'association Memorial qui, depuis 1997, s'occupait de défendre les droits de l'homme et dont les historiens revisitaient les grandes périodes terroristes du pouvoir soviétique – de la guerre civile de 1918-1922 à la Grande Terreur de 1937-1938 en passant par le *Holodomor* ukrainien, et jusqu'à la mort de Staline ; leurs recherches dans les archives et sur le terrain mettaient régulièrement au jour d'immenses fosses communes de victimes du NKVD, ce qui contredisait le récit glorieux que Poutine construisait autour du « grand manager » Staline. Désormais, le président chercha à se venger de ceux qui avaient eu l'audace

de s'opposer à lui et de lui préférer Medvedev – « les libéraux, les élites, les Occidentaux[1] ».

En août 2012, Poutine donna une formidable extension à la définition de la « haute trahison », ainsi qu'à celle de l'« espionnage » et de l'« obtention illégale de secrets d'État », avec des peines allant jusqu'à vingt ans de prison. Désormais, toute critique du pouvoir pouvait tomber sous le coup de ces articles[2]. Un autre événement changea lui aussi la donne : dès le 17 août, trois jeunes filles appartenant à un groupe de rock punk, les Pussy Riot – « émeutes de chattes » ! –, furent condamnées à deux ans de camp de travail – l'une d'elles avec sursis – pour « vandalisme motivé par la haine religieuse ». Leur crime ? Avoir, le 21 février 2012, chanté une prière punk dans la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou. Leur procès surréaliste provoqua l'introduction dans le Code pénal de l'article sur « l'offense des sentiments des croyants », une loi clairement liberticide. Une campagne internationale protesta contre ce verdict, mais Poutine l'approuva bel et bien « car il ne faut pas saper les fondements de la morale, détruire le pays. Que nous reste-t-il sinon ? ». Connaissant son caractère vindicatif, on peut voir dans le verdict une vengeance personnelle : la prière adressée à la Vierge lui demandait en effet de chasser Poutine[3] !

Ce fut pour lui l'occasion d'intensifier ses relations avec l'Église orthodoxe et en particulier avec le patriarche Kirill, originaire lui aussi de Saint-Pétersbourg, dont le grand-père était un pope déporté au Goulag des îles Solovki. Devenu pope à son tour, Kirill gravit les échelons d'une église très largement contrôlée par le KGB dont il fut d'ailleurs, dès les années 1970, l'agent « Mikhaïlov », opérant à Genève sous couverture du Patriarcat. Élu patriarche de toute la Russie en 2009, il mena une active diplomatie religieuse, tant avec les catholiques polonais qu'avec les chrétiens d'Orient – de Syrie, du Liban et d'Égypte –, et surtout avec les autres Églises orthodoxes d'Ukraine, du Belarus, de Moldavie, d'Azerbaïdjan et du Kazakhstan qu'il chercha à contrôler au plus près, mais

sans succès pour l'Église autocéphale ukrainienne – très minoritaire à l'époque –, l'Église orthodoxe ukrainienne, bien plus influente, restant attachée au Patriarcat de Moscou[4]. Dès 2012, Kirill déclara que la réélection de Poutine était un « miracle ». L'oligarque Konstantin Malofeïev, surnommé « l'oligarque orthodoxe », joua par ailleurs un rôle important à la fois dans le financement de l'Église russe, dans le soutien financier des pro-Russes en Crimée et dans le Donbass, enfin dans la stigmatisation du « totalitarisme » libéral de l'Occident[5].

En même temps qu'il visait l'opposition, Poutine lança en novembre 2012 une vaste campagne contre la corruption destinée à formater de nouvelles élites totalement inféodées au Kremlin et contraintes de couper leurs liens avec l'Occident où ces nouveaux riches avaient pris l'habitude de mettre à l'abri du respect du droit de propriété le fruit de leurs prédations. Dans son discours à la nation du 12 décembre, il intensifia ses attaques contre « les agents de l'étranger », annonça la création d'un impôt sur les grandes fortunes et exigea le développement d'une économie « patriotique » et le rapatriement des fortunes[6]. Parallèlement, il obligea les députés de Russie unie à signer personnellement des projets de loi qui attentaient aux droits de l'homme « afin de les isoler de l'étranger en les faisant figurer sur des listes noires en Occident[7] ». Il est vrai qu'en 2017 les actifs russes exportés légalement à l'étranger allaient se monter à 1 233 milliards de dollars[8], montant qu'il faudrait doubler, compte tenu de l'argent « sale ».

Dès le début de son troisième mandat, Poutine se tourna à nouveau vers « l'étranger proche », puis nomma Vladislav Sourkov vice-président du gouvernement, chargé de la « question ukrainienne ». Il incita de surcroît l'oligarque Evgueni Prigojine à sponsoriser, dès 2013, une agence d'information de Kharkiv (Nah News), basée à Saint-Pétersbourg et chargée d'attiser les courants sécessionnistes en Ukraine, en particulier en Crimée et dans le Donbass[9].

En réalité Poutine suivait de près la situation en Ukraine depuis l'élection présidentielle de février 2010 qui avait vu le succès de Ianoukovytch – élu avec 48,9 % des voix, concentrées dans l'est de l'Ukraine – contre Ioulia Timochenko qui recueillit 45,4 % des voix, surtout en Ukraine centrale et occidentale. À peine élu, le nouveau président signa avec la Russie, le 21 avril, un traité prolongeant de vingt-cinq ans le bail qui permettait à la flotte russe d'utiliser le port de Sébastopol en Crimée, moyennant une remise de 30 % sur le gaz russe livré à l'Ukraine. En outre, il déclara publiquement qu'il n'était pas d'accord avec la loi adoptée par la Rada le 26 novembre 2006 qui définissait le *Holodomor* comme « génocide du peuple ukrainien » ; pour lui, c'était une tragédie commune aux peuples russe, ukrainien et kazakh – ce qui était le point de vue russe[10]. En même temps, une réforme constitutionnelle renforça considérablement les pouvoirs du président. Autant de décisions qui suscitèrent une réaction véhémente de l'opposition, vite mise au pas par une justice aux ordres : Ioulia Timochenko fut arrêtée et condamnée en octobre 2011 à sept ans de prison, tandis que quinze de ses anciens ministres étaient poursuivis sous divers prétextes. L'Union européenne, qui devait signer un accord de libre-échange avec l'Ukraine, exigea en vain la libération la candidate malheureuse.

Tout en conservant ses bonnes relations traditionnelles avec la Russie, Ianoukovytch poursuivit son rapprochement avec l'UE qui lui promettait un accord économique. Mais Poutine ne cessait de faire pression pour l'entraîner dans son projet fantasmatique d'Union eurasiatique et, après l'échec des arguments économiques, il développa, lors de la réunion du club international Valdaï, le 19 septembre 2013, un tout autre langage : « L'Ukraine est sans aucun doute un État indépendant. […] Mais nous n'oublions pas que l'État russe actuel a des racines liées au Dniepr. […] La Russie kiévienne est à l'origine de l'immense État russe. Nous avons une tradition commune, une mentalité commune, une histoire commune, une

culture commune. […] En ce sens, je veux le répéter encore, nous sommes un seul peuple[11]. » C'était réactiver la vieille conception du tsar « souverain de toutes les Russies », étant entendu que les « Grands Russes » de Moscou devaient régner sur les « Petits Russes » (les Ukrainiens de Kiev), sur les Russes blancs (les Biélorusses de Minsk) et sur la *Novorossia* (la Crimée et le sud de l'Ukraine jusqu'à l'actuelle Transnistrie – un État autoproclamé peuplé de russophones et soutenu par la Russie, qui occupe une partie de la Moldavie). Une thématique en partie réutilisée par les bolcheviks sous la forme de « républiques soviétiques fraternelles » et par Staline dans la rhétorique à connotation plus nationaliste des « peuples frères ». Ainsi furent officiellement jetées les bases de toute la rhétorique expansionniste et guerrière de la Russie à l'encontre de l'Ukraine, finalisée en 2021 dans un essai de Vladimir Poutine intitulé *De l'unité historique des Russes et des Ukrainiens*[12].

Finalement, le 21 novembre 2013, après que le maître du Kremlin lui eut promis un prêt de plusieurs milliards de dollars, Ianoukovytch annonça son refus de l'accord d'association avec l'Union européenne et sa volonté de « relancer un dialogue actif avec Moscou ». Immédiatement de grandes manifestations pro-européennes eurent lieu, en particulier à Kiev, suivies de l'occupation permanente, dans la capitale, de la place Maïdan par les opposants qui exigeaient la destitution de Ianoukovytch. En raison des Jeux olympiques d'hiver organisés à Sotchi en février 2014 et déjà boycottés par les principaux chefs d'État occidentaux en guise de protestation contre la législation russe interdisant la « propagande » homosexuelle, Vladimir Poutine fut embarrassé pour intervenir, mais à peine les Jeux terminés, le Kremlin donna le feu vert à Ianoukovytch. Dès lors, la place Maïdan fut attaquée par des forces spéciales le 20 février, entraînant la mort par balles d'au moins 75 manifestants – les Ukrainiens les nomment la « centurie céleste ». Craignant la colère populaire, Ianoukovytch s'enfuit le lendemain, passa une nuit dans sa datcha près de Kharkiv, puis arriva à

Donetsk et, finalement, devant l'impossibilité de prendre un avion, il fut secouru par des commandos russes depuis Yalta[13]. Après sa fuite, le Parlement le destitua pour « abandon inconstitutionnel de son poste », tandis que la foule envahissait sa somptueuse résidence privée et découvrait l'ampleur de sa corruption.

Chargé depuis 2013 par Poutine de la question ukrainienne, Vladislav Sourkov – qui avait supervisé la répression de la place Maïdan – organisa immédiatement la réaction violente du Kremlin, visant en priorité la Crimée. Cette péninsule, rattachée depuis 1954 à la République soviétique d'Ukraine, avait obtenu en 1991 le statut de République autonome de Crimée au sein de l'Ukraine indépendante et Sébastopol, dont le port abritait la flotte russe en mer Noire, devint une ville à statut spécial. En 2014, cette patrie des Tatars de Crimée[14], mais dont la côte était très appréciée des Russes aussi bien à l'époque tsariste que soviétique, était peuplée à 65 % de Russes ethniques. Depuis des années, la Russie y menait une propagande intense pour créer dans la population un sentiment d'appartenance à la Russie, ou plus exactement à l'URSS.

Si le projet d'annexer la Crimée avait probablement germé depuis des années dans la tête de Poutine, l'occasion s'est présentée avec l'interrègne à Kiev, entre la fuite de Ianoukovytch en février et l'élection du président ukrainien suivant en mai, en application de la Constitution ukrainienne. Dès le 28 février, des troupes non identifiées et cagoulées s'emparèrent des aéroports de Crimée, pendant que, lors d'une conférence de presse tenue en Russie, Ianoukovytch appelait les troupes russes à intervenir en Ukraine, et en particulier en Crimée, pour y garantir « la loi et l'ordre ». Ayant massé 150 000 hommes à proximité de la Crimée et sous prétexte de protéger les populations russophones d'un « génocide », la Russie envahit militairement le territoire et s'empara de tout le matériel militaire ukrainien, en particulier des navires. Le 11 mars, la république de Crimée et Sébastopol proclamèrent leur sécession de l'Ukraine et demandèrent leur rattachement

à la Russie, tout en exigeant la saisie des biens ukrainiens – ainsi, la station de pompage de gaz de Crimée devint propriété de Gazprom… – et en changeant la monnaie. Cet État devenu indépendant fut immédiatement reconnu par la Russie, en contravention évidente avec tous les traités internationaux qui, depuis 1992, garantissaient les frontières ukrainiennes. Et, le 14 avril, Poutine nomma Sergueï Aksionov – dirigeant du parti pro-russe qui n'avait fait que 4 % des voix lors des élections de 2010 en Crimée – comme chef de la république de Crimée, uniquement reconnue par la Russie et ses alliés[15]. Le président russe présenta cette annexion comme une grande victoire de son régime, exaltant le *Krymnach* – « La Crimée est à nous » –, ce qui en accentua encore le caractère ultra-nationaliste et expansionniste. D'ailleurs, dès le 28 mars, la Russie décida d'augmenter de 80 % le prix du gaz vendu à l'Ukraine.

Dans la foulée et sur le modèle de la Crimée, Vladislav Sourkov commença à organiser un mouvement séparatiste dans l'est de l'Ukraine. Ce conflit prit une forme particulièrement grave dans les deux régions limitrophes de la Russie, celles de Donetsk et de Louhansk. Ces événements déclenchèrent un double conflit : une guerre nationale entre l'Ukraine et les séparatistes manipulés par Moscou, et une guerre civile au sein de la population du Donbass entre partisans d'une Ukraine démocratique et d'une Russie dictatoriale. Entre 2014 et 2022, ce conflit avait déjà fait plus de 14 000 morts des deux côtés. Plus d'un million et demi de personnes avaient dû fuir le Donbass pour se réfugier en Ukraine indépendante et près d'un million ont trouvé refuge en Russie[16]. Des combats du même type furent menés en avril 2014 par des militants pro-Poutine dans plusieurs villes ukrainiennes à l'est du pays, notamment à Odessa, le grand port ukrainien sur la mer Noire, Dnipro, Kharkiv, etc., mais ils se heurtèrent à une résistance acharnée des contre-manifestants et des bataillons de volontaires ukrainiens créés grâce au financement de quelques oligarques ukrainiens – dont le bataillon Azov. À part le tiers du territoire administratif

du Donbass, les séparatistes pro-russes essuyèrent partout des échecs cuisants. La confrontation entre pro-Russes et pro-Ukrainiens à Odessa eut des conséquences tragiques. Dans l'incendie de la Maison des syndicats envahie par les premiers, provoqué par un jet de cocktail Molotov, 42 personnes ont péri. La Russie en fit le point de départ d'une intense propagande à propos d'une Ukraine « néo-nazie » et « nazie » qu'il fallait châtier, sur le modèle de la « Grande Guerre patriotique[17] ».

Avec l'annexion brutale de la Crimée et le début d'infiltration des « conseillers militaires » et des « volontaires » russes au Donbass, un point de non-retour fut atteint dans les relations entre la Russie de Poutine et les Occidentaux, provoquant des sanctions économiques et transformant le pays en un État paria exclu des principales réunions mondiales (G8, G20, etc.). Cette politique agressive provoquant des divergences au sein des élites russes, Poutine décida de resserrer les rangs autour de lui et de remplacer une partie du cercle de ses affidés. Après 2014, le rôle des forces de sécurité, les *siloviki*, augmenta fortement du fait de la mentalité des élites dirigeantes, où les forces de sécurité ne dominent pas tant par leur nombre que par leur idéologie : elles apportent leur mentalité corporatiste et leur perception de la Russie comme une forteresse assiégée. N'en étant pas satisfait, Poutine procéda, en 2016, à une véritable purge au sein de ces *siloviki*[18]. En novembre 2016, le ministre du Développement économique, Alexeï Oulioukaïev, fut ainsi arrêté à la suite d'une provocation montée de toutes pièces par l'un des plus proches de Poutine, Igor Setchine, patron de Rosneft – une société d'État qui est le deuxième plus grand producteur de pétrole russe après Gazprom. C'était un signal fort adressé à tous les responsables qui ne feraient pas une totale allégeance au président et à ses amis[19].

De plus en plus, la structure du pouvoir russe ressemble à celle de l'URSS. D'un côté, la façade du gouvernement et des ministres, de l'autre le pouvoir réel entre les mains du président, de son administration et de ses

« commissions » spécialisées qui imposent leurs décisions aux ministres concernés. Bien entendu, ces structures parallèles fonctionnent en toute opacité et irresponsabilité. Inquiet pour son pouvoir, Poutine créa par décret, le 6 avril 2016, une garde nationale formée de près de 350 000 hommes – dirigée par Viktor Zolotov, le chef de sa garde personnelle – qui fut habilitée à intervenir aussi à l'étranger. Désormais, l'ensemble des forces militaires et paramilitaires russes atteint quatre millions d'hommes, comme au temps de l'URSS, alors que la population est passée de 290 millions en 1991 à 146 millions en 2022.

Avant même l'adoption par les États-Unis de sanctions contre la Russie en août 2017, Sergueï Lavrov, le ministre des Affaires étrangères, avait pris les devants, tenant en particulier un discours anti-occidental devant les officiers de l'état-major, le 23 mars de la même année : « Durant les derniers siècles, les grands malheurs nous sont presque toujours venus de l'Occident. » C'est pourtant bien mal connaître l'histoire russe. C'est en effet à Port Arthur, sur l'océan Pacifique, que la Russie connut l'une de ses plus grandes défaites, en mai 1905, quand les Japonais coulèrent toute sa flotte de guerre dans le détroit de Tsushima, face à la Corée ; une défaite si retentissante qu'elle provoqua la première révolution de 1905. Et si l'URSS connut un immense désastre à partir du 22 juin 1941 et enregistra, jusqu'en 1945, 27 millions de victimes, à qui s'en prendre sinon à Staline qui, croyant malin de dresser l'Allemagne contre la France et l'Angleterre – pour mieux conquérir la Pologne orientale (l'actuelle Ukraine occidentale), les États baltes et la Bessarabie roumaine –, avait signé avec Hitler un pacte qualifié par antiphrase de « non-agression » qui se retourna contre lui après la défaite de la France. Quant aux pays indépendants d'Europe centrale et orientale annexés par l'URSS en 1939-1941, et à ceux intégrés de force au « camp socialiste » entre 1945 et 1989, ne pourraient-ils rétorquer à Lavrov que depuis trois siècles « tous leurs grands malheurs » étaient venus de l'Est et plus précisément de la Russie ?

Ce discours poutino-lavrovien est relayé depuis longtemps par le *soft power* russe en France. Ainsi, Natalia Narotchnitskaïa – universitaire soviétique devenue fervente nationaliste orthodoxe et slavophile, élue à la Douma en 2003 – créa à Paris, en 2007, un Institut de la démocratie et de la coopération qui sert de lieu de discussion entre des populistes européens et des personnalités nationalistes russes[20]. C'est aussi elle qui publia, en 2008, un ouvrage intitulé *Que reste-t-il de notre victoire ? Russie-Occident, le malentendu*, préfacé et postfacé par deux universitaires français, François-Xavier Coquin et Jacques Sapir[21]. L'auteure y accuse la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les États-Unis d'avoir voulu depuis des siècles démembrer la Russie ; et surtout elle oppose la pensée libérale occidentale à « l'âme russe ». Il s'agit là d'un vieux discours des slavophiles du XIX^e^ siècle qui permet de justifier toutes les agressions au nom du « monde russe ». De son côté, l'écrivain ukrainien le plus lu dans le monde, Andreï Kourkov, résume ainsi la situation : « Le concept de monde russe tient en une phrase que les politiciens russes prononcent souvent : "Les frontières de la Russie s'arrêtent là où plus personne ne parle russe." Et comme on parle russe partout, ça veut dire que la Russie ne s'arrête nulle part. » Déjà en 2005, Vaclav Havel, le dissident tchèque devenu président de la République tchécoslovaque en 1989, déclarait : « La Russie ne sait pas vraiment où elle commence, ni où elle finit » ; et il pointait que « la ligne de fracture » entre l'Union européenne et la Fédération de Russie longeait l'Ukraine[22].

Dès lors, la conquête de l'Ukraine devint une véritable obsession chez Vladimir Poutine et s'inscrivit dans un projet plus large de reconstitution de frontières russes élargies à celles de l'URSS en 1991, y compris à travers un affrontement avec l'Union européenne et les États-Unis. C'est ce projet que l'opposant Boris Nemtsov avait l'intention de dénoncer quand, début 2015, il annonça la rédaction d'un rapport sur les interventions russes en Crimée, au Donbass et en Ukraine en général. Issu de la haute nomenklatura soviétique en tant que petit-neveu du bolchevik Iakov Sverdlov, Nemtsov

avait soutenu Boris Eltsine dès 1991 et milité très activement pour une démocratisation du régime. Connu et populaire, nommé en 1997 vice-Premier ministre du gouvernement, Eltsine envisagea un moment de le désigner comme son dauphin à la présidence, mais à la surprise générale, après avoir « testé » quelques personnalités en tant que Premiers ministres, c'est Vladimir Poutine qu'il a désigné.

Le conflit entre ce dernier et Nemtsov ne cessa de s'exacerber, en particulier à propos des Jeux olympiques d'hiver à Sotchi, en février 2014. En 2009, Nemtsov avait brigué la mairie de cette ville dont il était originaire, tout en dénonçant le coût pharaonique de ces Jeux, occasion d'une corruption phénoménale. Dans un rapport, coécrit avec un autre opposant, Vladimir Milov, et intitulé « Le projet olympique de Poutine est un vol grandiose et un coup irréparable porté à l'environnement », les auteurs expliquaient, preuves à l'appui, qu'il s'agissait d'une gigantesque dilapidation de biens et de finances de l'État, distribuées à des copains de Poutine pour des travaux aux coûts grossièrement surévalués[23].

Cependant, c'est un autre rapport qui fut fatal à Nemtsov. En février 2014, dès l'envoi par Poutine, chef des armées, des « petits hommes verts » pour envahir la Crimée, il commença à travailler sur un rapport démontrant que ces agissements violaient le droit international et engageaient une véritable guerre qui allait entraîner de sévères sanctions et ruiner le pays. Il y dénonçait en outre l'enfermement de la Russie dans une mentalité d'assiégés, nourris d'un nationalisme revanchard et militariste qui reposait sur le mensonge et la répression, et manipulait la population en répandant la peur de la guerre[24]. Le rapport incluait également l'analyse de la guerre dans le Donbass qui fit rage en 2014-2015, et nommait les responsables de la catastrophe du Boeing malaisien désintégré au-dessus du ciel de l'oblast de Donesk, le 17 juillet 2014[25]. Dénonçant sans arrêt la guerre qui y était menée par les séparatistes pro-russes soutenus militairement et économiquement par Moscou, Nemtsov appela à une

grande manifestation anti-guerre le 1er mars 2015 à Moscou et signa ainsi son arrêt de mort. Le 27 février, à 20 heures, juste après avoir donné une interview à la radio Écho de Moscou sur la guerre en Ukraine, il fut assassiné par un tueur professionnel sous les murs du Kremlin. Ce meurtre d'un dirigeant politique de la Russie post-soviétique provoqua une intense émotion et des manifestations silencieuses lors des obsèques, pendant que Poutine disait tout ignorer de l'affaire. C'était pourtant un avertissement violent adressé à l'opposition légale et à toute la société civile. Néanmoins, le travail sur le rapport fut achevé par des proches de Nemtsov et son texte fut diffusé en 2015[26].

En revanche, le patriarche Kirill appela de ses vœux à prier « pour que personne ne puisse détruire la Sainte Russie en lui enlevant l'Ukraine dont la capitale Kiev est le berceau de l'orthodoxie russe ». Et en 2015, il soutint la campagne de réhabilitation de Staline menée par le Kremlin et déclara qu'on « ne doit pas douter des mérites d'un homme d'État qui a conduit son pays à la renaissance et à la modernisation, même s'il a commis quelques crimes[27] ». Cette analogie avec la figure de Poutine était transparente. D'ailleurs, la « fidélité » du patriarche qui sert de caution morale à un régime criminel et mafieux a un prix : Kirill possède plusieurs appartements luxueux à Moscou et à Saint-Pétersbourg, des propriétés au bord de la mer Noire, des voitures de luxe, des yachts et des jets privés, ainsi que des montres de luxe à 30 000 dollars et autre « bagatelles[28] ».

Dès l'annexion de la Crimée, le régime de Poutine qui relevait jusque-là d'un autoritarisme de plus en contraignant s'engagea dans un processus d'« involution », par opposition aux révolutions anticommunistes et antitotalitaires de 1989-1991 – en républiques allemande, polonaise, tchèque et slovaque, et dans les États baltes – et aux reconversions démocratiques plus ou moins rapides – en Roumanie, Bulgarie, Hongrie et Ukraine. Graduellement, Poutine opéra un retour vers le totalitarisme de basse intensité qui avait marqué l'URSS post-stalinienne. Russie unie

devint le parti du pouvoir, majoritaire à la Douma et ossature du régime, alors que les autres partis dits « systémiques » représentés au Parlement – le Parti communiste, le LDPR de Jirinovski et Russie juste-Patriotes-Pour la vérité – soutenaient immanquablement les initiatives gouvernementales, tout le champ politique extra-systémique étant totalement piétiné. Le culte du chef et de son infaillibilité fut imposé, ainsi qu'une idéologie dominante, voire obligatoire de caractère révisionniste, ultra-nationaliste et expansionniste. La réhabilitation de Staline et de l'URSS en tant que Grande Puissance, centrée sur la victoire dans la « Grande Guerre patriotique[29] », s'accéléra. La manipulation de l'Église orthodoxe mise au service du pouvoir se renforça. Et une intense propagande contre l'Occident et la démocratie se mit en place, assortie de la censure de toute expression indépendante et critique. S'y ajouta le contrôle étroit des ressources économiques et financières par le pouvoir. Enfin, *last but not least*, la terreur se répandit, d'abord ciblée, puis massive et indiscriminée, comme ce fut le cas dans le Donbass dès 2014 et en Ukraine en 2022.

Afin de verrouiller définitivement son pouvoir, le maître du Kremlin organisa un référendum qui, le 1er juillet 2020, l'autorisa à effectuer deux nouveaux mandats présidentiels après l'élection prévue de 2024. Il s'assura ainsi la garantie de rester au Kremlin jusqu'en 2036… en somme jusqu'à ses quatre-vingt-trois ans !

Cette manœuvre provoqua un dernier sursaut de l'opposition, menée par Alexeï Navalny, lequel depuis 2011-2012, en compagnie de Nemtsov, menait la lutte contre la corruption des clans au pouvoir. Cet avocat dont le père était originaire d'un village proche de la centrale nucléaire de Tchernobyl, avait qualifié Russie unie de « parti des voleurs et des escrocs » lors de la campagne présidentielle de 2012. En septembre 2013, il osa braver le pouvoir en se présentant à l'élection à la mairie de Moscou, contre le maire sortant, Iouri Loujkov, qui, avec son épouse Elena Batourina, se constitua en dix-huit ans dans ce poste une fortune inouïe, en particulier

dans l'immobilier. Privé d'accès à la télévision, Navalny réussit néanmoins à obtenir un score de 30 % au premier tour[30]. Dès lors, il fut harcelé par la justice poutinienne, placé en résidence surveillée, condamné sous des prétextes divers. En février 2015, il fut arrêté pour l'empêcher de participer aux obsèques de Nemtsov et à la manifestation anti-guerre annoncée pour le 1er mars. Et encore à de nombreuses reprises entre 2015 et 2020. Le 20 août 2020, il tomba gravement malade lors d'un vol intérieur en avion et fut très vite évacué en Allemagne où des examens approfondis montrèrent qu'il avait été empoisonné au Novitchok, un poison neurotoxique déjà utilisé par deux agents du GRU pour tenter d'assassiner, en Grande-Bretagne le 4 mars 2018, un ex-espion soviétique, Sergueï Skripal et sa fille[31].

À peine convalescent, et en dépit des menaces qui pesaient sur lui, Navalny rentra à Moscou le 17 janvier 2021 et fut immédiatement arrêté pour ne pas avoir respecté un contrôle judiciaire – alors qu'il était encore dans une clinique allemande. Mais, deux jours après, il fit diffuser une vidéo qui rendait compte de la longue enquête qu'il avait menée avec sa Fondation anti-corruption (FBK). Cette vidéo était consacrée à l'immense palais au bord de la mer Noire que Poutine avait fait construire par des oligarques et des sociétés d'État, avec des fonds détournés. Une résidence pharaonique : 18 000 mètres carrés de bâtiments luxueusement meublés, sur un terrain de 7 000 hectares dont 300 hectares de vigne avec une installation viticole, deux héliports, une patinoire souterraine pour jouer au hockey, un étang, une piscine, un casino, un théâtre, une centrale électrique, un port privé et… une église ! À ce jour, cette vidéo, en russe, dont il existe des versions sous-titrées dans différentes langues, a été visionnée près de 130 millions de fois[32]. Le 2 février, Navalny fut condamné à trois ans de prison pour ne pas avoir respecté son contrôle judiciaire[33]. Les protestations publiques contre cette décision de la justice poutinienne furent durement réprimées. Le 22 mars, il fut de nouveau jugé pour « escroquerie » au sein de sa propre fondation et pour « offense aux juges », et fut condamné à neuf

ans de colonie à régime sévère[34]. Entre-temps, sa fondation fut démantelée car reconnue « extrémiste » et son équipe rapprochée dut émigrer, alors que plusieurs dizaines de dirigeants et collaborateurs de ses structures régionales étaient inculpés[35].

Parallèlement, des centaines d'ONG et de médias furent reconnus « extrémistes », « indésirables », « agents de l'étranger » et démantelés ; des centaines de personnes furent également reconnues « agents de l'étranger[36] ». La liquidation la plus choquante fut celle de Memorial, fin décembre 2021, accusé de « déformer l'image de l'URSS » – pour avoir documenté les crimes de Staline[37] –, puis, en avril 2022, de son Centre de défense des droits de l'homme[38]. Cette liquidation de la plus ancienne, la plus célèbre et la plus respectée internationalement parmi toutes les ONG russes ne signifiait qu'une chose : Poutine a décidé de jouer son va-tout en déclenchant une guerre de reconquête de l'espace post-soviétique et en rompant avec l'Occident[39].

En effet, après avoir détruit l'opposition et à la suite du départ chaotique des États-Unis d'Afghanistan, en août 2021, le maître du Kremlin crut le moment venu d'engager une offensive de grand style. Le 17 décembre, il lança un ultimatum aux Américains pour conclure un nouveau Yalta – un partage du contrôle de l'Europe – qui effacerait d'un trait de plume les effets de l'effondrement de l'URSS en 1991 et permettrait à la Russie de reprendre le contrôle étroit des ex-républiques soviétiques devenues indépendantes – l'Ukraine, mais aussi les États baltes et la Moldavie, sur le modèle en cours du Belarus et de la Géorgie. Et d'intégrer à sa zone d'influence les ex-« démocraties populaires », en particulier la Hongrie, la Slovaquie, la Roumanie et la Bulgarie, sans oublier les États issus de l'ex-Yougoslavie. Ces ultimatums étant demeurés sans réponse parce qu'ils ne pouvaient être satisfaits, la logique poutinienne conclut que la guerre devenait inévitable[40].

Selon Sergueï Medvedev, historien et politologue russe spécialiste de la période post-soviétique[41], l'ancien kagébiste était engagé depuis des années dans une quadruple guerre : une guerre territoriale de type néo-impérialiste visant en priorité l'Ukraine ; une guerre symbolique imposant une nouvelle identité russe qui reposerait sur la puissance militaire, en particulier nucléaire ; une guerre « biopolitique » qui veut obliger le citoyen à adhérer aux « valeurs » du pouvoir, tant dans sa vie privée, ses orientations sexuelles et ses croyances religieuses, que ses options politiques ou ses relations avec l'étranger ; une guerre mémorielle enfin, qui, à travers la réhabilitation de Staline et l'exaltation de la « Grande Guerre patriotique », exalte la grandeur passée de l'Empire des tsars et de la superpuissance soviétique. Désormais, Poutine se lançait dans une guerre générale contre l'Ukraine, son voisin convoité, une guerre de dimensions jamais vues depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Alors que les Occidentaux, et une grande partie du monde, ont compris qu'elle était une agression d'un État contre un État souverain et une nation indépendante, Vladimir Poutine, toujours fidèle au modèle léniniste de 1917, la considère comme une guerre civile menée par les « patriotes », les héritiers et défenseurs de la « patrie soviétique » dont le KGB était le fer de lance, contre les « ennemis de l'intérieur », les « traîtres », la « cinquième colonne ». Cette interprétation de la guerre par le pouvoir russe tient à ce qu'il considère l'Ukraine comme un territoire appartenant aux terres historiques de la Russie tsariste et de l'URSS, et les Ukrainiens comme partie intégrante du « monde russe » sur lesquels il prétend régner. À l'instar de Staline qui se considérait comme un grand théoricien, Poutine publia un long article, en juillet 2021, sur « l'unité historique des Russes et des Ukrainiens[42] ». Sans doute s'agit-il en partie d'un habillage idéologique fondé sur un historicisme fallacieux et de confuses théories géopolitiques, qui masque mal une volonté de prédation des richesses agricoles et minières de l'Ukraine, et de revanche sur un Occident prospère et démocratique. Il

est cependant vrai que la reconstitution d'un nouvel empire russe nécessite la conquête de l'Ukraine, qui en serait la pièce maîtresse. Bien entendu, ce type de discours finit par avoir un effet performatif quand il est diffusé massivement et depuis des années auprès de la population russe, sans possibilité de contre-discours eu égard à la censure toujours plus sévère des opposants au pouvoir et à la guerre.

Dans l'esprit de Vladimir Poutine, l'attaque contre l'Ukraine devait se limiter à une « opération spéciale » qui aurait vu le gouvernement ukrainien s'effondrer et être remplacé par un pouvoir fantoche, sans que les Occidentaux aient le temps ou même la volonté d'intervenir. D'une certaine manière, le président réitérait la manœuvre de Staline qui, après avoir récupéré sans tirer un coup de fusil la moitié orientale de la Pologne grâce au pacte avec Hitler – dit « de non-agression » – du 23 août 1939, avait signé le 28 septembre un traité « d'amitié » avec le III^{e} Reich à qui il garantissait de très importantes fournitures de pétrole et de blé. De la même manière, Poutine pensait que ses fournitures de gaz et de pétrole à l'Allemagne inciteraient celle-ci à neutraliser toute réaction à l'invasion de l'Ukraine. Cette dépendance de l'Allemagne au pétrole et surtout au gaz russe avait été instaurée des années plus tôt, avec la mise en service de Nord Stream 1. Nous l'avons vu, son grand artisan, l'ex-chancelier Gerhard Schröder, fut nommé en 2005 directeur de la société qui construisait le gazoduc, avant d'être propulsé en 2017 à la tête du conseil d'administration de Rosneft, la société d'État russe qui gère les hydrocarbures ; puis, en 2022, peu avant l'invasion de l'Ukraine, il fut nommé président du Conseil d'administration de Gazprom – touchant chaque année 850 000 euros au titre de Rosneft et Nord Stream, en plus de sa retraite et ses privilèges en tant qu'ancien chancelier[43].

En définitive, Vladimir Poutine ne semble pas avoir tiré les leçons de l'histoire, et en particulier du coup de force de Staline à Berlin en 1948. Le chef du Kremlin et de tout le système communiste mondial avait alors tenté

d’interdire aux Alliés occidentaux l’accès à la capitale allemande en les empêchant de traverser le territoire de la zone d’occupation soviétique. Et par la même occasion de contraindre la population de Berlin-Ouest à se soumettre au pouvoir communiste de l’Est. Mais les États-Unis s’étaient élevés de toute leur puissance pour l’en empêcher, en instaurant un gigantesque pont aérien qui dura plus d’un an, jusqu’à ce que Staline capitule.

Il se pourrait qu’il en soit de même pour Poutine qui, en outre, a sous-estimé les conflits de mémoire et de loyauté dans l’espace ukrainien, avec un leitmotiv : « Un passé qui ne passe pas ». Avec, d’une part, les populations de l’Est – en particulier du Donbass – qui furent soviétisées dès 1921 et le traité de Riga entre l’URSS et la Pologne, puis qui subirent le *Holodomor* et une violente répression des élites lors de la Grande Terreur de 1937-1938, avant d’être en partie remplacées par des Russes ; d’autre part, les populations de l’Ouest, rattachées à la Pologne en 1921 et envahies, annexées et soviétisées à partir de septembre-octobre 1939, jusqu’en juin 1941, puis à nouveau à partir de l’été 1944, suscitant une résistance de puissants maquis anticommunistes jusqu’en 1956. Si la mémoire glorieuse de la « Grande Guerre patriotique » dominait nettement dans la partie orientale, la mémoire tragique du soviétisme imprégnait la partie occidentale, contiguë à la Pologne, de forte mémoire antisoviétique mais aussi anti-russe datant de l’époque tsariste. La mémoire ukrainienne est aussi clivée entre les vieilles générations et les moins de trente ans qui n’ont pas connu l’URSS et ont l’Europe pour modèle.

Le 24 février 2022, alors qu’en pleine nuit des centaines de chars russes envahissaient l’Ukraine et que ses villes étaient bombardées, Vladimir Poutine se mit en scène au Kremlin pour une déclaration fracassante : « Quiconque tente d’interférer avec nous, et encore plus de mettre en danger notre pays et notre peuple, doit savoir que la réponse de la Russie sera immédiate et vous conduira à des conséquences auxquelles vous

n’avez jamais été confrontés dans votre histoire. […] Toutes les décisions nécessaires ont été prises à cet égard. J’espère que je serai entendu[44]. » Après s’être effondrée pitoyablement en 1991 dans sa forme soviétique, la Russie reprenait sa marche vers l’Ouest sous la forme la plus brutale, qui rappelait celle de Nicolas Ier dans les années 1830, celle de Lénine en 1917-1918 et celle de Staline en 1939-1941. Or, Alexandre Soljenitsyne avait prévenu dès 1990 : « Je vois avec angoisse que la conscience nationale russe en train de s’éveiller est, pour une large part, tout à fait incapable de se libérer du mode de pensée d’une puissance de grande étendue, d’échapper aux fumées enivrantes qui montent d’un empire. Il faut choisir clair et net : entre l’Empire, qui est avant tout notre perte, et le salut spirituel et corporel de notre peuple[45]. » Vladimir Poutine a choisi, pour le meilleur et surtout pour le pire du peuple russe. Pour ne pas avoir su se dégager de l’emprise de trois quarts de siècle de totalitarisme, la Russie fonce à toute vitesse vers un passé de grandeur à la Potemkine, aussi catastrophique que « l’avenir radieux » promis par les bolcheviks.

OceanofPDF.com

4

Vladimir Poutine : tchékiste un jour, tchékiste toujours

Andreï Kozovoï

> *Sais-tu ce qui figure sur l'emblème des tchékistes ? Le bouclier et le glaive. Et nous devons faire usage de ce bouclier pour protéger les gens, pour les protéger contre le mal, partout où il se trouve.*
>
> Vadim Kojevnikov, *Le Bouclier et le Glaive*

Par une belle matinée estivale, le lundi 27 juillet 1998, le Premier ministre par intérim Sergueï Kirienko apparut devant les hauts gradés du FSB, le Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie. Le deuxième mandat de Boris Eltsine tirait à sa fin et Kirienko, un jeune technocrate de trente-cinq ans, était là pour introniser le nouveau chef du contre-espionnage russe, un certain Vladimir Vladimirovitch Poutine. Dans sa langue claire d'énarque russe qui tranchait avec le verbe touffu de son prédécesseur, Viktor Tchernomyrdine, Kirienko dressa de l'impétrant un portrait élogieux : « La nomination de Vladimir Poutine ne doit rien au hasard. C'est un professionnel capable d'administrer le FSB dans toute sa

diversité. C’est un ancien agent du renseignement qui connaît parfaitement les objectifs à atteindre et les moyens à employer pour contrecarrer les opérations d’espionnage des services étrangers. C’est un administrateur bien armé pour lutter contre les crimes économiques. Et puis, il aura à cœur d’améliorer la vie matérielle des cadres et, sans doute, de redorer le blason d’une institution injustement décriée. »

À quarante-six ans, Poutine avait le teint cireux, les traits tirés. Ses yeux semblaient vides, son esprit ailleurs. Il portait le deuil de sa mère, décédée trois semaines plus tôt à quatre-vingt-sept ans, tandis que son père, très malade, allait mourir l’année suivante. Et que dire de l’impact sur sa vie de famille, déjà malmenée par deux années passées à la tête de l’administration présidentielle ! À l’annonce de la nouvelle, son épouse Lioudmila s’était effondrée, s’empressant de s’épancher auprès d’une amie : « En 1991, quand il avait quitté le KGB, il m’avait juré que ce serait fini, qu’on allait vivre comme des gens normaux, se voir plus souvent, recevoir des amis… Et voilà que le cauchemar recommence ! »

Poutine pouvait difficilement refuser sa nomination à la tête du FSB, un poste dû à Boris Eltsine qui l’avait nommé par décret présidentiel. Il faisait partie des hommes de confiance du président russe et devait encore faire ses preuves pour devenir un *preïemnik*, un « successeur » désigné du « tsar Boris ». Poutine se doutait bien que sa nomination n’allait pas faire l’unanimité : les anciens du FSB ne pouvaient que s’étonner, à tout le moins, de voir nommé à ce poste un simple colonel, là où il aurait fallu un général ; sa réputation de *khoziaïstvennik* – d’« administrateur » –, de gestionnaire de choc à la tête de l’administration présidentielle faisait craindre, à juste titre, un écrémage, une « purge ».

Avec un visage toujours aussi inexpressif, Poutine se leva et déclara devant ses nouveaux subordonnés d’une voix monocorde : « Pour moi, revenir travailler dans les organes de sécurité, c’est comme revenir chez moi. Ainsi que mon prédécesseur [Nikolaï Kovalev], j’ai commencé à

travailler tout en bas de l'échelle du KGB, lui à Moscou et moi à Leningrad. C'était il y a vingt-trois ans. Pour moi, ces murs font partie de la famille. »

« Poutine ou le KGB au pouvoir » : cette idée, développée depuis plusieurs années par des spécialistes français et étrangers, paraît aujourd'hui une évidence, tout comme l'idée que les hommes issus des services secrets soviétiques forment l'ossature du système de gouvernance poutinien. C'est vrai, mais il convient d'être prudent et de ne pas prêter à Poutine des qualités qu'il n'a jamais eues, à commencer par une capacité à maîtriser le renseignement, comme le prouve l'exemple récent de son fiasco en Ukraine. Ce dictateur cynique et corrompu a forgé sa légende de « maître espion », qu'il n'a jamais été, à des fins d'autopromotion pour gagner en respectabilité auprès d'un électorat sensible à l'image du « dirigeant à poigne » et du défenseur des Russes où qu'ils soient.

Toutefois, ses propos de juillet 1998 ne sauraient être tenus pour des mots creux ou un simple discours de circonstance destiné à rassurer l'auditoire. Tout porte à croire qu'il était fier d'avoir appartenu à cette organisation, qu'il éprouvait de la nostalgie pour ses années au KGB et même, n'ayons pas peur de ce mot, de l'affection pour les « murs de la Loubianka » – le siège historique de la Tchéka, puis du KGB à Moscou. Au fond, dans le Poutine de 1998 et à bien des égards dans celui de 2022 sommeillait un Poutine enfant, l'ancien petit caïd des cours d'immeubles qui rêvait de devenir un James Bond soviétique, héros des temps modernes capable de changer le cours du monde, un chevalier sans peur et sans reproche. Un enfant frustré de ne pas avoir réalisé son rêve comme il le voulait, et qui a poussé le Poutine adulte à tout faire pour y parvenir une fois au pouvoir, avec le succès que l'on sait. Poutine n'est resté qu'un an à la tête du FSB, mais ce passage éclair fut bien davantage qu'une parenthèse dans sa carrière : cette année de transition le prépara à occuper le poste de Premier ministre, puis, après la démission d'Eltsine en décembre 1999, celui de président par intérim. Cette année lui suffit à favoriser le noyautage

du pouvoir par une nouvelle élite, les *siloviki*, les « hommes de la force », qui étaient d'abord les anciens cadres du renseignement.

Cette ascension presque inexorable, Poutine la dut à son exploitation du « mythe tchékiste » inauguré avec la création par Lénine, le 20 décembre 1917 – moins de deux mois après la prise du pouvoir des bolcheviks –, de la VTchK, acronyme de « Commission extraordinaire pour la lutte contre les contre-révolutionnaires et les saboteurs », ou plus simplement « Tchéka ». Organisation d'abord pensée comme une police politique temporaire, elle devint rapidement le bras armé du Parti communiste, un instrument de répression, de terreur et de contrôle social, mais aussi un service de contre-espionnage qui travailla à déjouer les opérations des services secrets étrangers considérés comme très dangereux au cours des premières années du régime communiste. Les tchékistes commencèrent à mener des opérations à l'étranger à partir de décembre 1920, quand les bolcheviks furent assurés du contrôle sur le pays, avec la création au sein de la Tchéka d'un Département de l'étranger, l'INO, ancêtre de la Première Direction générale (PGU) du KGB. De fait, si les bolcheviks distinguaient les services de renseignement civil et militaire, ils privilégièrent nettement le premier et lui conférèrent les fonctions de police politique, de contre-espionnage et de renseignement extérieur. Il en fut de même pour les successeurs de la Tchéka : la GPU (ou OGPU, Direction politique d'État, 1922-1934), le NKVD (Commissariat du peuple aux affaires intérieures, 1934-1943), le MGB (ministère de la sécurité d'État, 1943-1953) et enfin le KGB (Comité de la sécurité de l'État, 1954-1991).

Le KGB fut une machine tentaculaire subdivisée en « directions principales (ou générales) », dont la plus connue fut la première (en abrégé, la PGU), spécialisée dans le renseignement extérieur. Ses membres se considéraient comme l'élite du renseignement, se montrant souvent méprisants envers leurs collègues de la Deuxième Direction générale (la VGU), l'ancêtre du FSB, chargée du contre-espionnage. Si le nom des

services secrets fut modifié et si les méthodes de lutte contre les ennemis du régime se « civilisèrent » après la mort de Staline en 1953, perdant de leur brutalité mais gardant le contrôle total de la population, le vocable glorieux de « tchékiste », lui, traversa les époques jusqu'à aujourd'hui. Cette constante s'explique par l'instauration du culte du premier chef de la Tchéka, le terrible Félix Dzerjinski (1877-1926), un révolutionnaire polonais passé au bolchevisme et surnommé « Félix de fer » pour son fanatisme et sa dévotion sacrificielle au Parti – comme Staline (« l'homme d'acier »), d'ailleurs, il se destinait d'abord à la prêtrise.

Qualifié par Lénine de « notre Fouquier-Tinville » – en référence à l'accusateur public du tribunal révolutionnaire lors de la période de la Terreur, en France, de 1793-1794 –, Dzerjinski se distingua par la « terreur rouge » proclamée publiquement le 5 septembre 1918, une violence d'État forgée au cours de la guerre civile et par la suite érigée en système de gouvernement. Prises d'otages et massacres de civils, condamnation sans procès et exécution de groupes entiers désignés coupables – paysans estampillés de l'infamant *koulaks*, religieux, officiels tsaristes, anciens révolutionnaires « ennemis du peuple », groupes ethniques entiers « suspects » –, organisation de procès spectacles destinés à livrer à la vindicte populaire les boucs émissaires des désastres du régime qui avaient avoué les crimes les plus improbables sous la torture : tous ces crimes furent organisés par Dzerjinski et ses successeurs – Iagoda, Iejov, Beria pour les plus connus – sur ordre du Parti communiste, de Lénine qui affirmait en 1920 qu'un « bon communiste est en même temps un bon tchékiste », puis de Staline. Le rôle de la Tchéka fut essentiel pour « surveiller et punir », mais aussi pour la création d'une « culture tchékiste », un mélange de sentiment d'impunité, de toute-puissance, et d'une pratique d'une extrême cruauté, couplé à la haine absolue de l'étranger et au dévouement fanatique au chef, au Guide, à Lénine, Staline et à leurs affidés.

Il convient ici de rappeler ce qu'a pu être la violence tchékiste au cours des années Lénine-Staline. Si la période la plus mortifère fut 1937-1938 – plus de 700 000 morts, y compris une bonne partie des cadres tchékistes eux-mêmes –, cette « Grande Terreur » (voir Robert Conquest et *Le Livre noir du communisme*) fut inaugurée du temps de Lénine : en 1919-1920, la Tchéka assassina ou déporta plus de 300 000 cosaques du Don, et rien qu'en 1922 les tchékistes exécutèrent près de 2 700 prêtres, 2 000 moines et 3 500 moniales ; en 1929-1932, alors que Staline n'était pas encore le maître absolu du pays, ils arrêtèrent quelque 900 000 personnes pour des crimes « contre-révolutionnaires » et 10 000 furent exécutées. À partir de 1930, ils furent chargés de l'administration du Goulag, un immense système concentrationnaire, dont les bases furent posées par Lénine dès 1918-1922, qui faisait travailler dans des conditions abominables des millions de *zeks* – nom donné aux détenus et popularisé par Alexandre Soljenitsyne dans son *Archipel du Goulag*. Pendant la grande famine ukrainienne de 1932-1933, le *holodomor*, les troupes de l'OGPU avaient pour mission d'empêcher les paysans de fuir les villages et de chercher secours en ville : une atmosphère digne d'un film d'horreur qu'un survivant qualifia plus tard d'« Auschwitz sans les fours ».

Déjà coupables d'innombrables crimes contre l'humanité et de génocide, les tchékistes accrurent encore leur activité pendant la Deuxième Guerre mondiale, en déportant près de deux millions de Soviétiques, parmi lesquels des « peuples punis » collectivement pour leur supposée connivence avec l'ennemi, comme les Allemands de la Volga, les Tatars de Crimée et les Tchétchènes. De 1939 à 1945, Beria, bras droit de Staline, poursuivit la tradition des massacres de masse, dont celui de plusieurs milliers d'officiers polonais dans la forêt de Katyn n'est que l'exemple le plus connu. Après la guerre, assassinats et déportations forcées se poursuivirent dans les « nouveaux territoires » annexés à l'URSS, tandis que le KGB instaurait dans toute l'Europe centrale et orientale des

institutions à son image et sous son contrôle. Quant aux opérations des tchékistes à l'étranger, elles se distinguèrent aussi par leur violence, en particulier à l'endroit des adversaires de Staline dont Léon Trotski est l'exemple emblématique – « liquidé » au Mexique en 1940 –, des transfuges des services secrets – ainsi les trois « traîtres » Gueorgui Agabekov, Ignace Reiss et Walter Krivitsky furent-ils assassinés en France, en Suisse et jusqu'aux États-Unis –, et des ennemis de l'URSS comme des Russes blancs – les généraux Koutiepov et Miller enlevés en France en 1930 et 1937, conduits à Moscou et exécutés. *Last but not least*, c'est Lénine qui fut à l'origine du tristement célèbre « laboratoire des poisons » qui connut son âge d'or sous Staline – sans pour autant disparaître par la suite – et qui était destiné à la liquidation d'ennemis de l'intérieur, mais aussi d'étrangers.

L'une des principales caractéristiques de cette terreur de masse fut d'être longtemps secrète, crimes et répressions étant soigneusement cachés à la population soviétique en particulier pendant la période stalinienne. Jusqu'à la fin des années 1980, le KGB conserva son emprise sur la vie publique, jusqu'à ce que la *glasnost* gorbatchévienne, sous l'impact des révolutions anticommunistes en Europe de l'Est, passe à la vitesse supérieure en autorisant la critique du Parti et du KGB. Si le pouvoir soviétique avait consacré de grands efforts pour dissimuler toute l'horreur du passé tchékiste, il en fit autant pour créer une image immaculée des agents secrets, dépeints en preux chevaliers, véritables défenseurs de la veuve et de l'orphelin. Dzerjinski fut le principal bolchevik à avoir droit, comme Lénine, à un culte après sa mort. En 1926, la place de la Loubianka – siège de la Tchéka dès 1918 – fut rebaptisée place Dzerjinski, on publia des récits hagiographiques pour les jeunes, et un monument à la gloire du « tchékiste numéro un », envisagé avant la guerre, fut érigé en 1958 sur la place du même nom, une manière pour Khrouchtchev de rassurer les opposants à sa « déstalinisation » en confirmant qu'il restait un bon

communiste soucieux de revenir à la « pureté des origines léninistes ». À partir des années 1960, et surtout à l'époque brejnévienne, Félix de fer se retrouva de plus en plus souvent sur les écrans du cinéma et de la télévision, les studios travaillant de concert avec des experts des « organes compétents », selon l'expression consacrée, pour le présenter sous un jour irréprochable.

Jusqu'à quel point le jeune Poutine a-t-il été sensible au culte de Dzerjinski ? L'adorait-il aussi comme l'apôtre de la révolution et le grand ami des enfants ? Il est difficile de le dire, car il n'en a jamais vraiment parlé en public, mais nul doute qu'il avait fait sienne la fameuse description du « bon tchékiste » de Dzerjinski : un homme « au cœur chaud, à la tête froide et aux mains propres ». Avec un père vétéran de guerre qui avait appartenu aux « brigades de diversion » du NKVD, les « partisans » envoyés derrière les lignes ennemies, Poutine était une cible idéale pour la propagande tchékiste des années 1960, qui offrait à la jeunesse soviétique de nouveaux modèles dignes d'imitation, les agents secrets ayant œuvré à la victoire de 1945.

Ces héros du « front invisible » avaient commencé à peupler les imaginaires après la mort de Staline, avant de connaître leur heure de gloire sous Brejnev, dans le contexte du culte de la « Grande Guerre patriotique » lancé le 9 mai 1965, à l'occasion des vingt ans de la Victoire. Les premiers romans où ils évoluaient pouvaient être signés de la main d'anciens agents secrets comme Gueorgui Briantsev (1904-1960), qui avait travaillé pour le renseignement militaire pendant la guerre – avec d'ailleurs une tendance similaire en Occident, comme avec Ian Fleming, ex-officier de renseignement de la Royal Navy et créateur du personnage de James Bond ; ou encore John le Carré, ex-membre de l'Intelligence Service. En 1965 fut publié un roman qui marqua une génération de futurs tchékistes, dont Poutine : *Le Bouclier et le Glaive* de Vadim Kojevnikov (1909-1984), un ancien correspondant de guerre qui racontait les exploits d'Alexandre

Belov, agent du NKVD qui, sous une fausse identité, infiltra l'Abwehr, le service de renseignement militaire allemand. Pour créer son héros, Kojevnikov s'inspira des hauts faits d'Alexandre Sviatogorov, fameux chef de commando du NKGB – le Commissariat du peuple pour la sécurité de l'État, qui connut une existence éphémère entre avril et juillet 1941, puis entre 1943 et 1946. Un film adapté du roman sortit sur les écrans en août 1968, pendant l'écrasement du Printemps de Prague… Ce fut le moment où Poutine, vers l'âge de quinze ans, se rendit dans les locaux du KGB de Leningrad pour proposer ses services à l'officier de garde, avant de se voir répondre que les *initsiativniki*, les « volontaires », n'étaient pas les bienvenus, qu'on le recruterait plus tard si on le jugeait utile, après son service militaire ou après des études universitaires. « Et quelles études sont les mieux vues ? » avait demandé Poutine. « Le droit ! » aurait aboyé l'officier de garde, passablement agacé par tant d'insistance.

Iouri Andropov, nommé par Brejnev à la tête du KGB en 1967, année marquée par la commémoration des cinquante ans de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, poursuivit et amplifia le développement du mythe tchékiste, avec encore plus de moyens que ses prédécesseurs, cultivant des auteurs de talent et travaillant étroitement avec les studios de cinéma et de télévision. Les héros de la Guerre froide eurent désormais droit de cité. Fin 1968, les spectateurs soviétiques purent ainsi admirer les exploits d'un « illégal » – agent travaillant à l'étranger sous une fausse identité –, Konstantin Ladeïnikov, dans *La Saison morte*. Ce film, un premier du genre, était inspiré des exploits de Konon Molody (1922-1970), recruté par le renseignement en 1951 et devenu une véritable légende, le KGB d'Andropov ayant accepté de révéler quelques secrets pour rendre le film crédible.

Cet âge d'or de « l'espion à l'écran » connut un dernier grand succès en 1973 avec *Dix-sept moments de printemps*, une série télévisée adaptée d'un roman de Julian Semenov et consacrée, elle aussi, aux exploits d'un agent

infiltré en Allemagne nazie à la fin de la guerre, le colonel Issaïev – plus connu sous son pseudonyme de Stierlitz. Un rapprochement pourrait être fait entre l'infiltration, le camouflage et la subversion chez Issaïev et la stratégie adoptée par Poutine à partir de 1991, quand il joua au « démocrate » à la mairie de Saint-Pétersbourg. Autre thème de cette série, qui est un lieu commun de la propagande antiaméricaine de l'URSS, celui d'une entente secrète de la CIA avec les nazis, d'une « filiation idéologique » qui n'est pas sans rappeler les buts de guerre de Poutine en février 2022, quand il affirma vouloir « dénazifier » l'Ukraine, considérée comme un État-marionnette des Américains.

En 1973, Poutine fut à la faculté de droit de l'université de Leningrad un élève studieux sans être brillant – le profil parfait pour le KGB qui ne cherchait pas des personnalités sortant de l'ordinaire, mais des individus, selon la formule rituelle, dont le cœur était « au centre ». D'après sa biographie officielle, il fut recruté en 1975, et suivit pendant un an le cursus classique du tchékiste à Moscou – surveillances et filatures, arrestations, interrogatoires et manipulations – avant d'être renvoyé à Leningrad comme stagiaire pour un travail de bureau. En février-juillet 1976, il revint à Moscou pour une formation au sein de la Cinquième Direction générale du KGB (la *piatiorka*) chargée des « diversions idéologiques ennemies ». Remarqué par la PGU, et après une année de reprofilage, il travailla pendant quatre ans et demi dans la première Direction générale du KGB de Leningrad. Devenu major, il obtint enfin le feu vert pour revenir à Moscou une troisième fois et intégra l'Académie du KGB, surnommée « l'école de la forêt » et destinée aux futurs espions. L'enseignement des langues y étant prioritaire, il développa sa connaissance de l'allemand. En 1985, dix ans après son recrutement initial, il fut enfin envoyé à l'étranger, mais son rêve de devenir un nouveau Stierlitz fut déçu, puisqu'il fut affecté dans un pays communiste, en RDA à Dresde, pour travailler en face d'une antenne régionale de la Stasi, l'équivalent est-allemand du KGB. C'était une voie de

garage – en russe, on parle d'*otstoïnik*, un « puisard » –, d'où il rentra dans sa ville natale au début de 1990, désabusé et humilié par l'effondrement du Mur et le lancement de la réunification allemande.

Poutine était alors un officier du KGB parmi d'autres, sans talent particulier, sans perspectives de carrière, obligé de se trouver une place dans une URSS où ses employeurs n'inspiraient plus que haine et mépris. À cette époque, en effet, à la faveur de la *glasnost*, d'anciens officiers des services secrets, devenus des « transfuges de l'intérieur », avaient commencé à faire des révélations sensationnelles sur les « affaires sales » du KGB et le danger que représentait cette organisation pour la *perestroïka*. L'initiateur de ce mouvement fut l'ancien général Oleg Kalouguine qui, à la fin des années 1980, écrivit une lettre à Gorbatchev dénonçant l'inaction et la corruption au sein du KGB, puis se rendit célèbre par ses publications et ses conférences. Même s'il ne cherchait pas tant à rompre avec le communisme qu'à revenir à une supposée « légalité révolutionnaire », il souhaitait restreindre, comme le voulait le Grand Lénine à la fin de sa vie, les compétences des tchékistes. Kalouguine devint rapidement la bête noire de la frange conservatrice du KGB qui propagera la rumeur de son recrutement par la CIA. Il eut donc maille à partir avec son vieux rival Vladimir Krioutchkov, un ancien adjoint d'Andropov devenu directeur du KGB et l'un des cerveaux du putsch de Moscou d'août 1991. Mis en échec par les forces pro-Eltsine au bout de trois jours, ledit putsch s'acheva par le démantèlement de la statue de Dzerjinski devant la Loubianka, sous les applaudissements d'une foule en liesse.

Dans ce contexte des plus troubles, Poutine comprenait bien que pour survivre il lui fallait montrer patte blanche en persuadant son entourage qu'il avait pris fait et cause pour les « démocrates ». Comme des centaines d'autres agents, il devint un véritable Stierlitz, jouant au *pereviortych*, au « caméléon », se rangeant sous la bannière de Boris Eltsine moins par conviction personnelle que par pur opportunisme. Selon la version

officielle, il rejoignit en mai 1990 l'équipe d'Anatoli Sobtchak, président du Soviet de Leningrad et futur maire de Saint-Pétersbourg. À l'en croire, Poutine envoya une lettre de démission au KGB quelques mois plus tard, mais comme son courrier avait été soi-disant perdu, il aurait contacté Krioutchkov en personne pour s'assurer qu'il n'était plus considéré comme un cadre du KGB. La réalité fut sans doute assez différente et il est probable que Poutine continua de toucher son salaire d'agent du KGB durant un an après le putsch.

Quoi qu'il en soit, se mettre dans la roue de Sobtchak, un adversaire affiché du KGB, était un calcul destiné à gagner en popularité auprès des « libéraux », une stratégie qui s'avéra payante en juin 1996 quand Poutine fut recruté par l'équipe d'Eltsine pour travailler au sein de l'administration présidentielle. Cette stratégie fonctionna aussi avec des oligarques proches du pouvoir qui l'introduisirent auprès d'Eltsine. Des années plus tard, sommé d'expliquer pourquoi il avait fait entrer le loup dans la bergerie, Boris Berezovsky, l'un des « parrains » de Poutine (avec Valentin Ioumachev, le beau-fils du président, et le banquier et entrepreneur Sergueï Pougatchev), déclara qu'après tout, si « les tchékistes avaient commis des crimes, c'était sur ordre du Parti ». Kirienko ne disait pas autre chose quand il évoquait le FSB, institution « injustement décriée » !

L'ascension de Poutine dans les années 1990 se déroula dans un contexte des plus compliqués pour le KGB, dissous par Eltsine en octobre 1991. Le SVR, le Service de renseignement extérieur, héritier de la PGU, vit le jour rapidement, avec la nomination à sa tête, dès décembre, d'Evgueni Primakov. Expert du Moyen-Orient, proche, en son temps, d'Andropov – une manière pour Eltsine de gagner les voix des conservateurs –, plus tard ministre des Affaires étrangères et Premier ministre, Primakov fut très courtisé par Poutine. Mais pour le contre-espionnage, il fallut attendre avril 1995, après plusieurs réformes inabouties, pour voir émerger une institution stable, le FSB, à qui fut

confiée la lutte antiterroriste, la surveillance des frontières et tout autre crime fédéral « particulièrement grave », comme les « crimes économiques » dont les faits de corruption de grande ampleur. Les difficultés à voir émerger le FSB étaient plurielles : la politique de transition brutale vers l'économie de marché, connue sous le nom de « thérapie de choc », eut pour conséquence une hyperinflation qui greva le budget des institutions étatiques, dont le renseignement ; en outre, le contexte politique était incertain, puisque la nouvelle Constitution ne fut adoptée que fin 1993, après un violent conflit entre Eltsine et le Parlement ; à la suite de quoi la législation du renseignement devait faire l'objet d'une mise à jour, qui prit du temps. Les hésitations dans la création du FSB s'expliquent également par un doute existentiel chez les anciens tchékistes, en raison de la disparition des adversaires de la Guerre froide, les espions ennemis et les dissidents étant remplacés par de nouveaux dangers – le crime organisé et le terrorisme. Et il fallait surtout compter avec les réticences d'une partie de la population qui continuait de voir dans le FSB une nouvelle mouture du KGB, une machine répressive entachée de surcroît du soupçon de nourrir des velléités de putsch. Et cette méfiance était en bonne partie justifiée, puisqu'on assista, dès 1995, à la renaissance d'une vieille tradition soviétique, la Journée de l'agent du renseignement, plus connue sous le nom de « Journée du tchékiste » car célébrée… le 20 décembre, date anniversaire de la création de la Tchéka en 1917 !

C'est dans ce contexte où le mythe tchékiste eut de nouveau le vent en poupe que Poutine se forgea une réputation de *silovik* lui permettant plus tard de briguer la tête du FSB. À la mairie de Saint-Pétersbourg, premier adjoint de Sobtchak, il présida le Comité des relations extérieures, un poste qui lui assurait le contrôle des matières premières transitant par le port de la ville, un levier qu'il ne manqua pas d'exploiter à des fins d'enrichissement personnel, avec le soutien d'organisations criminelles et la complicité d'anciens tchékistes, ses futurs « nouveaux boyards ». Les plus connus

furent Igor Setchine, futur maître de la compagnie Rosneft, la plus importante société pétrolière russe ; Sergueï Ivanov, futur ministre de la Défense ; Viktor Tcherkessov, son mentor et futur patron du service antidrogue du FSB ; et Vladimir Iakounine, l'ancien résident du KGB à New York devenu le patron des chemins de fer.

Moins connue, mais tout aussi importante, était la fonction de « coordinateur des forces de l'ordre » de Poutine ; c'est à ce titre qu'il inspira un documentaire – auquel il prit part –, « Un travail d'homme » (1996), destiné à redorer le blason du FSB et à « humaniser » sa personne. Ce documentaire fut réalisé par un journaliste de télévision très connu, Igor Chadkhan (1940-2014), avec qui Poutine avait déjà collaboré sur un autre film, où il apparaissait en fonctionnaire honnête, compétent et moderne, attaché à la démocratie libérale, critique de Lénine, coupable selon lui d'avoir « posé une bombe à retardement sous le socle de la Russie ». Dans « Un travail d'homme », on pouvait voir l'archiviste du FSB raconter comment il communiquait des documents secrets aux victimes des répressions staliniennes et à leurs enfants, et le FSB apparaissait ainsi comme une institution respectueuse de la loi et de l'ordre. Poutine y assumait totalement son passé tchékiste, tout en affirmant qu'à son époque, dans les années 1970, la page du stalinisme avait été définitivement tournée, et que lui-même n'avait jamais travaillé dans la sphère des « crimes politiques » – un pur mensonge comme on le sait – ; d'ailleurs l'ancien illégal Sergueï Jirnov rapporte avoir rencontré Poutine en 1980, au moment des Jeux olympiques de Moscou où il avait été envoyé depuis Leningrad pour surveiller les touristes étrangers.

En 1998, nommé à la tête du FSB, Poutine ne se contenta pas de servir de caution à Eltsine en organisant l'opération qui visait à écarter le procureur général Iouri Skouratov, par le biais d'une *sextape* : il parvint aussi à étouffer le scandale provoqué par les révélations d'un groupe d'officiers du FSB – parmi lesquels Alexandre Litvinenko, future victime

d’un empoisonnement au polonium – qui avaient accusé leurs chefs d’avoir commandité l’assassinat (manqué) de l’oligarque Berezovsky. Poutine commença alors à placer ses hommes à des postes de responsabilité au sein du FSB et, fait moins connu, il renforça l’emprise régionale de l’institution en la dotant de compétences élargies dans la sphère du renseignement extérieur, jusqu’ici la prérogative exclusive du SVR et du GRU, le renseignement militaire. Il poursuivit aussi la réhabilitation du mythe tchékiste, dans un contexte social très différent de celui de 1989-1991, la majorité de la population, alors déçue de la démocratie et épuisée par les crises économiques à répétition, aspirant à « l’ordre » et à la « stabilité ». Les attentats de 1999, dans lesquels le FSB est soupçonné depuis longtemps d’avoir joué un sombre rôle d’instigateur, lui offrirent une formidable occasion de conforter sa réputation d’homme providentiel, de tchékiste au service de la population et respectueux de ses racines : avant même son élection à la présidence, il fit apposer une plaque à la mémoire de Iouri Andropov sur la façade de la Loubianka et, en septembre 2014, le ministère de l’Intérieur recréa une division indépendante opérationnelle baptisée « Dzerjinski ». Enfin, tandis que la Russie compte aujourd’hui cinquante monuments à la gloire de Dzerjinski, dont certains à l’initiative du FSB, le retour sur la place de la Loubianka de sa fameuse statue – actuellement dans le parc des statues Muzeon – se fait attendre…

Raz tchekist, vsegda tchekist, a-t-on coutume de dire en russe : « Tchékiste un jour, tchékiste toujours. »

OceanofPDF.com

5

La création de l'*Homo post-sovieticus* : l'ingénierie des âmes sous Poutine

Françoise Thom

Il faut se souvenir que l'homme, qui descend de l'animal, tombe facilement, alors qu'il lui est difficile de se remettre debout[1].

Ivan Petrovitch Pavlov

Comme le disait une de mes connaissances du KGB, parlant avec un philosophe, vous avez des idées, et nous avons des méthodes[2].

Oleksiy Arestovych

On aurait pu croire qu'avec la disparition de l'URSS et de l'idéologie marxiste-léniniste, le projet de fabriquer un homme nouveau en Russie allait être abandonné. En réalité, seule l'utopie fut jetée aux orties. Mais le projet de rendre l'*Homo post-sovieticus* totalement manipulable prit forme au sein du KGB à partir des années Eltsine. Les tchékistes furent sans doute ébahis du succès de leurs premières tentatives, qui attisa leurs ambitions et les incita à croire qu'un dessein beaucoup plus vaste était réalisable : se

créer un peuple à leur image, totalement cynique, dépourvu de morale, fasciné par la violence et la délinquance, galvanisé par l'instinct de la meute, téléguidable à volonté grâce à des injections quotidiennes de haine et de paranoïa, dressé à suivre aveuglément ses chefs jusque dans un précipice, comme les rats ensorcelés par le joueur de flûte de Hamelin.

C'est durant la période gorbatchévienne que s'esquissa ce qui allait devenir une entreprise de plus en plus ramifiée. Dès 1988, les tchékistes s'inquiétèrent des retombées de la *glasnost* et de la *perestroïka* pour l'avenir de leur organisation. N'allait-on pas leur demander des comptes pour leurs crimes passés ? N'allaient-ils pas se retrouver au chômage, voire au pilori, marginalisés dans la future société démocratique russe ? Le KGB décida de prendre les choses en main : le 21 avril 1989, son collège adopta une résolution intitulée « Le développement de la *glasnost* dans les activités des organes et des troupes du KGB de l'URSS ». Il entreprit de canaliser le processus d'ouverture des archives, de l'orienter à des fins apologétiques et surtout d'empêcher une réflexion de fond sur les crimes du passé. Ainsi, dès cette époque, le KGB mit-il au point sa contre-offensive, consistant à démontrer que les « organes » n'avaient pas seulement fusillé et déporté des citoyens soviétiques, mais servi la patrie avec abnégation[3].

Sur le plan politique, anticipant l'évolution du pays vers le pluripartisme, le KGB multiplia ses efforts d'infiltration systématique de tous les groupes d'opposition qui commençaient à proliférer. La pièce maîtresse de son dispositif fut le Parti libéral démocratique de Russie (PLDR), le parti fantoche de Vladimir Jirinovski, fondé le 31 mars 1990 et enregistré deux semaines seulement après l'instauration du multipartisme en URSS. Si l'on en croit Alexandre Yakovlev, le proche conseiller de Gorbatchev, considéré comme l'inspirateur de la *perestroïka*, le chef du KGB Vladimir Krioutchkov fit alors circuler parmi les membres du Politburo un mémorandum recommandant un soutien financier au nouveau parti[4]. Le but premier de la manœuvre était de discréditer la démocratie :

« Voyez ce qui arrive quand vous donnez la parole au peuple », semblaient dire les sponsors du pseudo-parti, notamment aux Occidentaux.

L'opération « blanchiment du KGB » et l'opération Jirinovski présentèrent nombre de traits communs. Le premier fut l'utilisation du sensationnel, dont le public soviétique était d'autant plus friand qu'il avait été soumis durant des années à l'assommant régime de la langue de bois et de la grisaille idéologique. Très vite les révélations sur les crimes du communisme furent éclipsées par la déclassification d'archives prétendant au scoop : détails croustillants sur l'assassinat de Trotski, sur le rôle du KGB dans le dénouement de la crise de Cuba ou encore sur des exploits d'agents soviétiques. De même, Jirinovski occupa la scène politique en multipliant les déclarations fracassantes. Le sensationnel présentait l'avantage de faire oublier les considérations éthiques et surtout de bloquer la réflexion sur les événements, leur mise en perspective et leur hiérarchisation. En outre, il était addictif : un public habitué au sensationnel allait se détourner d'études plus austères exigeant un effort d'intelligence. Avantage supplémentaire aux yeux des nouveaux « ingénieurs des âmes », les *politekhnologui*, qui pullulaient autour des grands du régime : le sensationnel acclimatait la passion de la surenchère, l'ivresse de faire tomber tous les interdits, y compris ceux de la morale commune.

Le deuxième trait commun était l'appel à un patriotisme hybride, à la fois soviétique, impérial et russe, masqué sous un culte de l'État. Les publications du KGB à l'heure de la *glasnost* furent orientées de manière à montrer que les « organes » ne se bornaient pas à la répression, mais remplissaient une fonction patriotique en fournissant aux dirigeants soviétiques des informations sur les menaces internes et externes, en veillant sur les frontières et les intérêts du pays. De son côté, dès les premiers jours, Jirinovski défendit l'idée d'un empire désoviétisé.

Grâce à ces deux procédés, l'exploitation du sensationnel et l'appel à un patriotisme impérial syncrétique – nostalgique, soviétique, pré-soviétique

ou post-soviétique, peu importe –, les apparatchiks ex-communistes et les tchékistes réussirent à empêcher une décommunisation en profondeur et une lustration de l'appareil d'État – la mise à l'écart des fonctionnaires les plus compromis avec le régime communiste. Instinctivement ils découvrirent les recettes de la survie au pouvoir et les dirigeants du Kremlin en vinrent à envisager un dessein beaucoup plus ambitieux : façonner l'*Homo post-sovieticus* afin d'éloigner définitivement le danger d'une alternance et de s'assurer la pérennité au pouvoir.

La réélection à la présidence de la Fédération de Russie de Boris Eltsine en 1996, grâce à la propagande massive financée par des oligarques, les persuada que les masses étaient totalement manipulables, à condition d'être dépolitisées. Comment y parvenir ? En cultivant la misanthropie. Il suffisait de seriner jour et nuit et de prouver par des exemples que le genre humain tout entier était corrompu, menteur, égoïste, hypocrite et spontanément délinquant. La presse et la télévision allaient quotidiennement se complaire à collectionner les turpitudes des uns et des autres et à les épingler. Cet endoctrinement sournois tua dans l'œuf l'idée de représentation : à quoi bon un Parlement si tous ses membres sont des escrocs et des menteurs ? À quoi bon se mobiliser si tous se valent et ne pensent qu'à se remplir les poches ? À l'inverse, ce lavage de cerveau justifiait la dictature : car si l'homme était un loup pour l'homme, seul un chef à poigne pouvait empêcher la guerre de tous contre tous.

Cette misanthropie, les tchékistes s'en étaient imprégnés dans les écoles du KGB où l'on enseignait les méthodes de recrutement : exploiter et exposer les tares de chacun – l'envie, les complexes d'infériorité, le ressentiment, la rapacité, la paresse, la vanité, l'orgueil –, intimider, rendre dépendant, donner un sentiment d'importance. Tout cela pouvait être mis en œuvre à l'échelle d'un peuple. Jirinovski montra quels leviers il fallait actionner. Et découvrit la formule gagnante. Grâce à son flair d'animal politique, il mit au point la propagande efficace dont avaient rêvé les

communistes, mais qu'ils n'avaient jamais réussi à finaliser en raison du boulet idéologique qu'ils devaient traîner. Tous les grands propagandistes du poutinisme à son apogée – Evgueni Kisselev, Vladimir Soloviev, Olga Skabeïeva et Margarita Simonian – sont sortis du manteau de Jirinovski.

Sous des allures de Père Ubu grandguignolesque, celui-ci acclimata en Russie un programme dont nous mesurons aujourd'hui les conséquences : culte de la violence et de la force brutale, expansionnisme militaire décomplexé, racket planétaire, État dictatorial, revendications territoriales – par exemple, le retour de la Finlande et de l'Alaska à la Russie : « on pourra y mettre les Ukrainiens[5] » (dixit Jirinovski) –, rattachement des anciennes républiques de l'URSS à la Russie, chantage nucléaire. Et comme il assumait allègrement son rôle de bouffon, le spectateur baissa la garde, se croyant dans un univers de fiction où rien ne tirait à conséquence, où l'on pouvait dire n'importe quoi. Jirinovski inculqua aux Russes que la politique était un spectacle qui ne les concernait pas. Comme le fou du roi, il pouvait tout se permettre : les propos d'un bouffon ne comptent pas. Dans un spectacle, les acteurs et les spectateurs ne sont pas responsables.

Jirinovski sentit d'instinct les aspirations du peuple russe, déboussolé, angoissé par le tourbillon de changements dans lequel il était entraîné et frustré par ce qu'il percevait comme la perte de statut de la Russie. Il comprit que le peuple aspirait à des solutions simples. D'emblée, il joua le rôle de brise-glace, introduisant par la bande, sous une forme clownesque, des idées caressées dans les cercles du KGB dont il émanait. Dans son programme électoral du printemps 1991, ce démagogue déjanté promit de nourrir la Russie en soixante-douze heures : « J'enverrai la troupe dans l'ex-RDA, un million et demi d'hommes, j'agiterai la menace nucléaire et tout nous sera fourni. […] Nous expédierons les grévistes en taule, les racketteurs à l'étranger pour qu'ils y défendent les intérêts nationaux russes, nous ferons venir de l'étranger des ouvriers qui travailleront pour nous gentiment à 100 roubles par mois. » Ce virtuose du populisme promit que

s'il était élu, de la vodka gratuite serait distribuée à tous. Il se fit fort de fournir tous les Russes en sous-vêtements gratuits, de procurer un homme à toutes les femmes de Russie. La solution aux difficultés économiques ? Rien de plus facile : « Il faut faire venir des esclaves du monde entier et chaque Russe deviendra un propriétaire foncier, un manager[6]. » Il défendit des thèmes qui, dès 1993, furent repris par les démocrates russes : « Nous avons besoin d'un pouvoir centralisé fort. Autrement aucune réforme ne sera possible[7]. » Déjà il plaidait pour une transformation des républiques de la Fédération de Russie en provinces et pour la fin de la confrontation entre les autorités locales et les instances fédérales. Il exploita à fond le thème de « la Russie à genoux », humiliée et offensée par les étrangers. Jirinovski se montra l'infatigable propagandiste de l'omniprésent « complot contre la Russie ». C'est encore lui qui répandit le thème très populaire aujourd'hui selon lequel les opposants libéraux étaient des « satanistes » – « Puissions-nous assister à la disparition des démons et à leur retour là d'où ils sont venus, le noir et glacial désespoir. Ils vont s'accrocher, hurler et maudire, bref, se conduire comme les démons fouaillés par l'exorciste. Mais, tous unis, nous aurons la force de les chasser », écrivait-il en 1996 dans *Le Dernier Wagon pour le Nord*[8].

Lors des élections parlementaires du 12 décembre 1993, le PLDR, à son apogée, réunit 23 % des voix et atteignit une large représentation dans tout le pays, étant majoritaire dans 64 des 87 régions. En décembre 1994, Jirinovski soutint l'intervention militaire de Boris Eltsine en Tchétchénie et recommanda l'utilisation des armes nucléaires tactiques contre cette république autonome rebelle. Cet utile personnage fut aussi le pionnier du rapprochement avec l'extrême droite européenne, qui allait devenir sous Poutine la politique du Kremlin. Dès 1996, Jean-Marie Le Pen et le chef du PLDR annoncèrent leur intention de créer une Union des forces de droite en Europe. Et, en 1997, Jirinovski soutint déjà en Italie la Ligue du Nord d'Umberto Bossi[9].

Jirinovski intronisa aussi la pratique des insultes à l'égard des dirigeants occidentaux, ne reculant pas devant l'obscénité. Et de déclarer ainsi, alors que Condoleezza Rice critiquait la politique étrangère russe en janvier 2006 à propos du différend gazier avec l'Ukraine, que ces dispositions hostiles étaient dues au fait que la ministre américaine était célibataire et sans enfant : « Condoleezza Rice a besoin d'une compagnie de soldats. Elle doit être prise à la caserne où elle sera satisfaite[10]. » Il n'hésita pas également à appeler au viol d'une journaliste ukrainienne enceinte dont la question lui avait déplu[11]. En 2007, il fit un pied de nez aux Britanniques en faisant élire à la Douma Andreï Lougovoï, suspect numéro un aux yeux de la Grande-Bretagne dans l'affaire de l'assassinat au polonium du transfuge Alexandre Litvinenko ; Jirinovski l'inscrivit en deuxième place sur sa liste aux élections parlementaires du 2 décembre ; et lors d'une rencontre avec des journalistes européens, Lougovoï arborait un tee-shirt marqué « *Polonium*[12] ».

À propos de l'Ukraine, Jirinovski fit aussi figure de pionnier : « Je propose que les présidents de Russie, du Belarus et d'Ukraine se réunissent à Belovejskaïa Pouchtcha [au Belarus] et refassent l'Histoire à l'envers : en décembre 1991, ils avaient démantelé l'URSS ; aujourd'hui, il faut annuler cette décision et restaurer l'Union », suggérait-il sur son blog le 3 décembre 2013, annonçant la politique de Poutine depuis 2014[13]. Selon lui, seule la division de l'Ukraine en deux États permettrait de résoudre les problèmes auxquels ce pays est confronté[14]. « L'erreur de Staline est de n'avoir pas fait de Lviv la capitale d'Ukraine en 1945, lors de l'acquisition des territoires occidentaux, dont Ivano-Frankivsk, Ternopol, Loutsk, Rovno et Lviv. Le reste – le Donbass, Odessa, la Crimée –, il fallait les rattacher à la Russie. Ceci aurait permis d'éviter les problèmes. […] Il y a deux peuples différents. D'un côté, on trouve les Russes et les Ukrainiens russifiés, et de l'autre des occidentophiles qui ont vécu dans les territoires faisant partie de l'Autriche-Hongrie. Il y aura une confrontation éternelle. Seule la partition

de l'Ukraine selon un principe civilisé, l'ouest pour des catholiques et l'est pour des orthodoxes, résoudra le problème. Sinon, le carnage se poursuivra. » Vladimir Jirinovski formule à merveille les arrière-pensées du Kremlin à propos du conflit ukrainien : « [Il] nous a fourni l'occasion de revenir dans le cercle des grandes puissances. Il est essentiel que la Russie redevienne un empire comme elle l'était sous les tsars ou pendant l'époque soviétique. Une fois que nous y serons parvenus, nous pourrons nous concentrer sur le développement de notre économie. Mais d'abord, nous devons nous libérer de l'Occident[15]. »

Jirinovski a recommandé très tôt le chantage nucléaire. Après avoir suggéré d'utiliser de grands ventilateurs pour souffler des déchets radioactifs vers les États baltes[16], il préconisa, le 10 août 2014, une attaque contre la Pologne et les États baltes : « Il ne restera rien de ces États. Ils seront annihilés. Les chefs de ces États nains vulnérables doivent y réfléchir à deux fois[17]. » Alors que le 24 novembre 2015 des chasseurs turcs F-16 avaient abattu un Su-24 russe, il menaça, le 27 novembre, la Turquie qui « peut être écrasée par une frappe de missile nucléaire. Il est très facile de détruire Istanbul : il suffit de lancer une bombe nucléaire dans le détroit et la ville sera effacée de la carte. Il y aura une terrible inondation, une colonne d'eau de dix à quinze mètres s'abattra sur la ville, et elle disparaîtra avec ses 9 millions d'habitants[18]. » À la même époque, il proposa de bombarder Kiev au napalm. Et en octobre 2016, il enjoignit aux Américains de voter Trump, faute de quoi ils risquaient l'anéantissement nucléaire[19].

Jirinovski fut aussi une utile rampe de lancement de mensonges outranciers lorsque le Kremlin estima utile d'envoyer des nuages d'encre pour camoufler sa responsabilité dans un forfait suscitant le scandale. Après l'assassinat de Boris Nemtsov en 2015, il déclara que celui-ci l'avait bien mérité et que c'est lui qui avait suscité la haine. Il insinua qu'une provocation ukrainienne était à l'origine du meurtre, que Nemtsov était l'homme des Américains, mais que ceux-ci l'avaient laissé tomber car ils

misaient désormais sur Navalny. Et c'est avec un cynisme inouï qu'il se félicita de la guerre en Syrie, soulignant l'avantage, du point de vue militaire, de tirer sur des êtres humains en chair et en os plutôt que de se borner à des manœuvres : « Parfois un mauvais régime nous est utile. Prenez la Syrie. […] Nous avons intérêt à entraîner notre armée, dans des conditions rêvées. Les manœuvres, si vastes soient-elles, ne sont que des manœuvres, on ne peut pas tirer des balles réelles, détruire des villes, des villages, exterminer des gens. Mais là nous avons une vraie guerre. Nous pouvons expérimenter nos missiles "Calibre" de longue portée, nous pouvons les lancer de la mer Caspienne, de la mer Méditerranée, de la mer d'Azov, de la mer Noire, de l'espace, de n'importe où. Nos espions sont en train d'acquérir une grande expérience. […] Nous resterons dix à vingt ans[20]. »

Comme Poutine, il apprécia l'utilité politique du terrorisme. Après que trente-deux personnes furent assassinées lors des attentats terroristes à Bruxelles le 22 mars 2016, Jirinovski se félicita dans un talk-show de ce que de tels attentats étaient bons pour la Russie : « C'est avantageux pour nous. Qu'ils crèvent et qu'ils meurent. » Selon lui, face au danger islamiste, les pays occidentaux s'allieraient à Moscou et imploreraient son aide[21].

Jirinovski et ses émules Soloviev, Kisselev et Skabeïeva, les as de la propagande du régime poutinien, qui ont marché dans ses pas, ont ainsi détruit ce qui restait, au sein du peuple russe, d'immunité à la bassesse, à la méchanceté, à la brutalité, à la haine et à l'agressivité. Ils ont renversé tous les tabous, sous les applaudissements d'un public blasé qui demandait toujours plus de mensonges, toujours plus de violence, toujours plus de viles plaisanteries au détriment des têtes de Turc du moment, toujours plus d'humiliations et d'ignominies infligées aux ennemis de la Russie. Jirinovski et ses émules ont été l'instrument par lequel le KGB a transformé le peuple russe à son image. « Le poutinisme a hérité du stalinisme son

sadisme systémique[22] », observe pertinemment le blogueur Igor Yakovenko. Et c'est par le KGB que s'est faite la transmission.

Après l'arrivée de Poutine au pouvoir, l'aura de Jirinovski commença à se ternir, car désormais il n'avait plus le monopole de l'outrance et de la muflerie ; les tabous étaient tombés et son style se généralisa. Pour plaire en haut lieu, les élites dirigeantes rivalisèrent de grossièreté : c'était à qui manierait le mieux l'argot des truands et le registre scatologique. Ainsi, interrogé sur sa fortune personnelle planquée en Occident, le président russe accusa-t-il le journaliste de « s'être curé le nez et d'avoir répandu sa morve sur le papier[23] ». Le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, alla jusqu'à recommander de « se conformer au code criminel [*poniatia*] dans les relations internationales[24] » ; et, quelques jours plus tôt, l'ambassadeur de Russie en Suède, Viktor Tatarintsev, commentant la menace de sanctions contre la Fédération de Russie en cas d'invasion de l'Ukraine, avait déclaré : « Désolé pour le langage, mais nous chions sur toutes leurs sanctions[25]. »

Grâce à l'action pionnière de Jirinovski, il est devenu possible d'appeler au génocide à la télévision russe. L'écrivain Alexandre Prokhanov estimait par exemple, dans une émission télévisée le 4 avril 2014, que la Russie pouvait sacrifier au moins trente millions de vies pour « éradiquer le mal cosmique » du Maïdan. Alexandre Douguine, quant à lui, était d'avis que « l'Ukraine doit être débarrassée des imbéciles », et en appelait sans vergogne au « génocide » de la « race des bâtards[26] ». Aujourd'hui, le public des talk-shows russes s'esclaffe à l'évocation de la destruction de plusieurs capitales européennes. Piotr Tolstoï, le vice-président de la Douma d'État, ne peut cacher son exaltation devant les perspectives riantes de la guerre : « Chacun doit réaliser qu'une mobilisation et une guerre mondiale à mort nous attendent. Quelqu'un perdra son emploi, quelqu'un perdra son entreprise, beaucoup seront mutilés, et encore plus de nos compatriotes seront emportés par la mort. La guerre est notre idéologie

nationale[27] ! » Le député de la Douma Alexeï Jouravlev laisse éclater sa joie à l'idée de dépecer l'Ukraine : « L'Ukraine ne doit plus exister ! Il y aura la République de Kharkiv, la République de Donetsk. Plus d'Ukraine. Nous négocierons jusqu'à ce que nous atteignions les frontières de la Pologne[28]. » De surcroît, on anticipe avec délice la ruine de l'Europe : « Les Français sont invités à raidir leurs pattes de crapaud et à se préparer à mourir. Ces messieurs sont avertis des coupures de courant régulières et autres horreurs. […] L'obligation imposée aux pays de la zone euro de décider s'ils vont ou non payer [le gaz] en roubles signifie l'effondrement de l'Union avec un retour aux monnaies nationales. Le refus du gaz entraînera l'effondrement de toute la Gayropa[29]. » Gayropa, l'Europe des gays : c'est par ce terme méprisant que les propagandistes du Kremlin désignent l'Europe.

De même, la pratique du mensonge éhonté surpasse aujourd'hui tout ce à quoi nous avait préparés Jirinovski. Jeter en pleine figure aux étrangers les mensonges les plus grossiers est désormais perçu au Kremlin comme un indicateur de la puissance russe. Le mensonge impudent plonge les dirigeants et les propagandistes russes dans des transports jubilatoires dont le téléspectateur russe est chaque jour le témoin. Dans son entrevue avec le président Macron le 7 février 2022, Poutine a déclaré sans ciller que le groupe Wagner était indépendant et n'avait aucun rapport avec le pouvoir russe. Sergueï Lavrov alla même jusqu'à avancer, le 10 mars, que « la Russie n'a pas attaqué l'Ukraine »[30]. Le charnier de Boutcha ? Une mise en scène ukrainienne. D'ailleurs, tout le monde sait que les Ukrainiens se bombardent eux-mêmes, de même que Navalny s'est lui-même empoisonné pour se faire de la pub. Poutine l'affirme : les troupes russes sont en Ukraine « pour aider les gens ». Comme au temps de Staline, l'énormité du mensonge est le marqueur de la toute-puissance du régime qui peut se permettre de signifier ainsi son mépris pour sa propre population et pour les maudits étrangers.

Outre la haine, la propagande du Kremlin puise depuis des années à toute une palette de sentiments qui s'alimentent aux passions basses de l'humanité, en particulier l'ivresse de la puissance et la volonté d'humilier l'autre. En 2008, Lavrov interpella élégamment en anglais David Milliband, son homologue britannique, après une remarque de celui-ci sur l'invasion de la Géorgie : « *Who are you to fucking lecture me ?* » – « Qui es-tu, putain, pour me faire la leçon ? ». En 2015, invité à commenter la possibilité d'un retour du rideau de fer en Europe, il répondit : « S'ils [les Occidentaux] font tomber sur nous un rideau de fer, ils risquent de se coincer quelque chose[31]. » En 2016, il insulta un caméraman de Reuters en le traitant de « débile[32] ». Autre passion, l'extase devant le malheur d'autrui : quelle joie s'exprime dans les médias russes à l'idée que les Allemands risquent, faute de gaz, de geler en hiver comme la Wehrmacht devant Moscou en décembre 1941 ! Avec quelle délectation la presse rapporte qu'en Ukraine les hôpitaux ne sont pas chauffés ! Le président Poutine est à l'unisson : les Européens devront remplacer le carburant par du patin à glace, a-t-il finement plaisanté en disant que bientôt les Néerlandais devront se rendre visite en patins pour se réchauffer[33].

Ainsi, s'est installée une propagande maléfique qui a systématiquement formé les Russes au crime. Depuis la chute du communisme, l'instauration de la démocratie fut interprétée comme un « tout est permis », engendrant une ivresse de puissance et d'impunité qui semble avoir tout emporté sur son passage : le langage, délié de l'exigence de vérité et de bienséance humaine, les institutions qui comme la Douma servent ostensiblement à blanchir des voleurs et des assassins, la diplomatie jetée à la poubelle par des mœurs de gangsters, le culte de la force et le rejet du compromis, les lois de la guerre piétinées par les violences exercées contre les civils, l'ordre international insulté en la personne d'António Guterres, le secrétaire général de l'ONU dont la visite à Kiev fut ponctuée par des bombardements russes. Cette passion de la transgression explique la rage anti-américaine –

et plus généralement l'animosité à l'égard des Anglo-Saxons – qui caractérise les dirigeants russes. Les Américains sont perçus comme les gendarmes du monde, ils font respecter la loi et ils ont la force militaire pour s'acquitter de cette tâche. Le Kremlin voit en eux le dernier obstacle au triomphe ultime de la transgression tous azimuts qui semble devenir la raison d'être de la politique russe. Les dirigeants russes ne cachent pas que l'« opération spéciale » du 24 février 2022 visait précisément au renversement de l'ordre international, plus encore qu'à l'écrasement des Ukrainiens rebelles. Comme l'a dit Lavrov : « Notre opération militaire spéciale est conçue pour mettre fin à la domination totale des États-Unis et des pays occidentaux sur la scène internationale[34]. » Le politologue Guevorg Mirzaïan se frotte déjà les mains à l'idée que les Occidentaux vont renier leurs valeurs : « L'Occident a peur. Heureusement pour eux et pour toute l'humanité. Les espoirs des idéalistes-rêveurs individuels que la paix mondiale puisse être assurée par des normes et des valeurs universelles ne se sont pas réalisés. L'Occident ne comprend que la force et la peur de cette force. Il en sera ainsi à l'avenir[35]. »

Durant la période soviétique, la propagande était très visible, mais elle n'avait pas corrodé les âmes et les esprits de manière aussi efficace qu'aujourd'hui. La propagande poutinienne agit uniquement dans le sens de la destruction. Ainsi la population a-t-elle refusé massivement de se faire vacciner contre le Covid malgré le souhait des autorités et malgré les efforts déployés dans les médias pour convaincre les Russes. Car cette propagande ne peut viser que des objectifs négatifs. Elle est inopérante lorsqu'il s'agit de servir le bien public. Elle tolère l'intelligence, mais seulement quand celle-ci est mise au service de la malfaisance. La prescription fondamentale de la vieille monarchie polonaise revient à l'esprit : « Le roi est impuissant à faire le mal et tout-puissant pour faire le bien[36]. » C'est cette formule inversée qui s'applique à l'autocratie poutinienne.

Si nous avons insisté sur l'importance de Jirinovski, c'est parce que ce personnage apporta une contribution considérable à la dégradation morale des Russes, ou plutôt à la traduction de cette dégradation en un comportement politique. Mais celui-ci ne fut qu'un instrument dans une politique conçue par d'autres que lui. Alors que toute la philosophie politique classique avait réfléchi pendant des siècles sur les moyens d'éduquer les princes pour les rendre meilleurs, leur apprendre à résister aux passions, à pratiquer la clémence et la modération ; alors que les penseurs depuis Platon et Aristote avaient considéré les moyens par lesquels les peuples pouvaient résister à l'arbitraire et à la tyrannie, être incités par l'exemple des bons princes à se conformer à la vertu, les maîtres du Kremlin, dans la droite ligne de leurs prédécesseurs communistes, ont sciemment fait le choix de rendre leurs compatriotes pires, en les livrant systématiquement aux passions les plus sordides, aux instincts les plus vils, à la bêtise la plus crasse, en créant dans le pays une atmosphère si délétère que les Russes attachés à leur humanité n'y tiennent plus et se voient forcés d'émigrer.

Cette rééducation par le bas ne se donne même pas l'excuse d'une utopie, comme ce fut le cas pour les régimes totalitaires du XX^{e} siècle. Canaliser à leur profit le cloaque de l'âme humaine, faire macérer le pays dans une décoction de haine et d'agression, voilà pour les tchékistes du Kremlin le seul moyen de se maintenir au sommet. Socrate disait que le critère permettant de définir un bon dirigeant est qu'il laisse ses compatriotes meilleurs après son passage au pouvoir qu'il ne les avait trouvés. Si on applique à Poutine ce critère, le bilan est terrifiant. On peut même considérer que de tous les crimes commis par le président russe, celui-là est le pire. Sans la corruption des âmes, en Russie et à l'étranger – car ne l'oublions pas, cette propagande vénéneuse est aussi distillée partout dans le monde –, il n'aurait jamais pu accomplir tous les forfaits qui ont marqué son règne. Mais la némésis existe. La haine cultivée depuis des

décennies risque d’exploser en Russie même et d’emporter l’édifice construit par Poutine pour faire la guerre au monde entier.

OceanofPDF.com

6

L’argot chez Poutine : marqueur d’un « code de vie »

Yves Hamant

Le 24 septembre 1999, au cours d’une conférence de presse à Astana au Kazakhstan, Vladimir Poutine répondit à un journaliste : « Les avions de la Russie attaquent et attaqueront en Tchétchénie exclusivement les bases des terroristes et cela durera où que les terroristes se trouvent… Nous les poursuivrons partout. Dans un aéroport si c’est un aéroport. Et excusez-moi, si on les attrape dans les toilettes, on les butera dans les chiottes. » Cela faisait à peine plus d’un mois qu’il avait été nommé Premier ministre par Boris Eltsine. C’était le quatrième titulaire du poste en un an. On savait alors peu de choses sur lui. Ancien colonel du KGB, il venait de diriger pendant un an le FSB, le Service fédéral de sécurité, qui avait succédé au KGB après la chute de l’URSS. Sa nomination au poste de Premier ministre avait coïncidé avec de mystérieux attentats et le début d’une deuxième guerre en Tchétchénie. Sa saillie sur les terroristes que l’on buterait dans les chiottes l’a rendu brusquement plus célèbre que tout le reste[1].

Elle a mis dans l’embarras interprètes et traducteurs et suscité de nombreux commentaires. Il est indéniable que le recours à un tel argot était

tout à fait inhabituel dans la bouche d'un homme politique russe parlant dans les médias. Les linguistes russes ont été plutôt choqués, les uns l'affirmant ouvertement, les autres s'efforçant de le justifier. Cependant, la saillie a été bien reçue par le public, qui y a même vu un signal, comme l'approbation de recourir à l'argot en dehors des cercles habituels. On s'est demandé si ce n'était pas un coup de com' calculé. Bien des années plus tard, Poutine a affirmé l'avoir regretté, mais faut-il le croire ? Quoi qu'il en soit, cette fameuse phrase marque une étape dans l'histoire du discours politique en Russie.

La langue de Poutine a fait l'objet d'études. Les linguistes se sont notamment penchés sur la manière dont il l'utilise dans ses entretiens annuels en ligne directe avec la population, capables de durer plusieurs heures. Sous des apparences de spontanéité, le public a été choisi et les questions ont évidemment été convenues à l'avance. Selon le spécialiste américain en études russes Michael Gorham**,** Poutine, en fonction du groupe social auquel il s'adresse, apparaît tour à tour comme le technocrate, le pragmatique, l'homme des forces de sécurité, le macho ou le patriote. C'est la figure du technocrate qui revient le plus souvent et il maîtrise parfaitement la langue bureaucratique. Cependant, on se contentera ici d'analyser son recours à l'argot.

L'argot est affaire de connotation et les frontières entre les différents registres de langue (relâché, familier, populaire, vulgaire, grossier) peuvent bouger avec le temps et en fonction des destinataires. Tout dépend de la manière dont est ressenti l'écart par rapport à la norme à une époque donnée et dans un milieu donné. En outre, les différentes cultures socio-linguistiques s'interpénètrent. La question de l'argot a été abondamment traitée par les écrivains français du XIX^{e} siècle, notamment Balzac, Flaubert et Victor Hugo. Ce dernier y a consacré un chapitre des *Misérables*. Les écarts de langage dans le discours politique sont apparus avec la médiatisation de la vie politique à la télévision et se sont répandus au cours

des dernières décennies : fautes de grammaire et de prononciation, lapsus, emploi de mots appartenant à l'« argot commun » – c'est-à-dire ayant cessé d'être le marqueur d'un groupe social déterminé et ayant perdu son caractère transgressif. S'y sont ajoutées des formules maladroites et des maximes manifestement destinées à faire mouche auprès du public populaire. George W. Bush, Silvio Berlusconi, Nicolas Sarkozy ont apporté leur lot. Emmanuel Macron n'y a pas échappé avec le « pognon de dingue » consacré aux aides sociales ou sa promesse d'« emmerder les non-vaccinés ». La palme revient évidemment à Donald Trump.

Certes, à l'époque soviétique, Nikita Khrouchtchev s'était distingué lors de sa visite privée d'une exposition de peintres d'avant-garde dans la salle du Manège en 1962 en déversant sur les artistes une bordée d'injures et en les traitant avec insistance de pédérastes. On se souvient aussi qu'en 1960, à l'Assemblée générale de l'ONU, il s'était mis à taper sur son pupitre avec sa chaussure pour protester contre le discours du Premier ministre britannique et avait traité le délégué philippin de laquais de l'impérialisme américain. Avant Poutine, Viktor Tchernomyrdine, Premier ministre de Russie de 1992 à 1998, a enrichi le russe de dizaines et de dizaines de reparties, coq-à-l'âne, lapalissades ou formules paradoxales – la plus célèbre demeurant sans doute la suivante : « Nous voulions faire pour le mieux et le résultat a été le même que d'habitude. » Cependant, il était rarement grossier – « Mieux vaut être la tête d'une mouche que le cul d'un éléphant » – et on ne sait si, comme celle-ci, certaines de ses formules étaient volontairement scabreuses. Voulant dire par exemple que gouverner ne consiste pas seulement à remuer la langue, il l'a exprimé en termes bancals évoquant plutôt le sexe oral : « Le gouvernement, ce n'est pas, comme beaucoup pensent, l'organe où on peut seulement avec la langue. »

D'une certaine manière, Poutine a pris sa suite, mais ses formules sont plus calculées, plus incisives contre ses interlocuteurs et ses adversaires. Au nombre de ses reparties légendaires, il en est une particulièrement

significative : « C’est par ici qu’il faut regarder ! Et écouter ce que je dis. » Il réprimandait alors un de ses ministres bavardant avec son voisin au cours d’une réunion de hauts responsables de l’État. Or, presque quotidiennement, la télévision présente un ministre rendant des comptes à Poutine, chacun des deux assis en face de l’autre et filmé de profil, comme un étudiant devant un examinateur. Un jour, il compara ses opposants à une bande de singes, les Bandar-Logs, hypnotisés par le python Kaa, et il ajouta avec un sourire : « Depuis mon enfance, j’aime Kipling. »

Ses blagues sont souvent au-dessous de la ceinture, ce dont témoigne le florilège suivant. Au cours d’une conférence de presse en 2002, interrogé sur sa réaction au fait que son portrait apparaissait sur des œufs de Pâques : « On me peint sur des œufs ? Je ne sais pas ce que l’on peint sur les œufs. Je n’ai pas vu. » Après l’arrestation de Mikhaïl Khodorkovski en 2003 : « Il faut respecter la loi en toutes circonstances et pas seulement quand on vous a attrapé par là où je pense. » Lors d’une autre conférence de presse, après un sommet entre la Russie et l’Union européenne en novembre 2002, à un journaliste accusant la Russie d’étouffer la liberté en Tchétchénie : « Si vous voulez devenir le plus radical des islamistes et êtes prêt à vous faire circoncire, je vous invite à Moscou et je vous recommande de vous faire opérer de sorte que plus rien ne repousse. » En 2011, visant les manifestants qui protestaient contre les fraudes électorales en arborant un ruban blanc : « J’ai cru que c’étaient des préservatifs. » Plus récemment, en juin 2022, à propos de l’éventualité de l’entrée de la Finlande et de la Suède dans l’OTAN : « Vous savez, chez nous, on raconte des blagues grossières : aujourd’hui, on entre dans un endroit où je pense et après dans un autre. C’est leur affaire. Qu’ils entrent où ils veulent. »

Paradoxalement, Poutine a été amené à signer en 2014 une loi interdisant l’usage du lexique « contraire à la décence » (*netsenzourny*) dans les médias. Elle était dans les cartons depuis plusieurs années. On l’appelle communément « loi d’interdiction du *mat* ». Au sens strict, le *mat* se réduit

à quatre mots argotiques désignant les organes sexuels de l'homme et de la femme, l'action de copuler et la prostituée, avec tous leurs dérivés. Cela a été confirmé par le très officiel Service fédéral de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias de masse (*Roskomnadzor*), face à la perplexité du public qui constatait que la loi n'avait pas publié de liste des mots contraires à la décence : hormis ces quatre vocables, le reste ne relevait pas du *mat* et ne se confondait pas avec l'argot de la pègre. Précisons, en effet, que celui-ci, couramment appelé *blatnoï iazyk* ou bien *fénia*, a un champ lexical beaucoup plus étendu. Un site du Service fédéral d'exécution des peines propose même un lexique de cet argot à l'intention des personnes qui correspondent avec des détenus. Cela dit, d'un groupe à un autre, d'une période à une autre, d'une génération à une autre, le sens de certains mots est flottant. Il n'existe pas d'Académie de la *fénia* pour le fixer ! Sept ans plus tard, l'interdiction a été étendue aux réseaux sociaux et est entrée en vigueur en février 2021.

L'origine du mot « *mat* » est discutée, mais ce terme est évidemment ressenti comme renvoyant à l'insulte suprême contre la mère. Il a une histoire très ancienne. Son expressivité ne se rencontre sans doute dans nulle autre langue et il est l'objet d'études abondantes. Le vocabulaire du *mat* est d'abord expression de dépit, de colère, de frustration sociale. Le mot en trois lettres commençant par « ХУ » que les gamins taguent sur toutes les palissades de Russie ne traduit pas leur goût pour les formules mathématiques, mais l'éveil de la sexualité et l'affirmation de l'adolescent : ce sont, en alphabet cyrillique, les deux premières lettres du mot désignant en argot l'organe masculin. Le *mat* peut être chargé de haine, peut humilier l'interlocuteur, le terrasser verbalement. Évoquer sa mère ou le renvoyer au mot débutant par « ХУ » est une exécution. Le contexte et l'intonation sont essentiels. Le *mat* peut véhiculer toutes sortes de messages : le psycho-linguiste Vladimir Jelvis en a recensé vingt-sept fonctions ! On doit à l'écrivain contemporain Viktor Erofeev de véritables hymnes au *mat*, que

l’on aurait tort de croire dictés par le goût de la provocation. Dans un style métaphorique, il en a analysé toutes les facettes comme d’un vecteur d’émotions : « Le *mat* est pittoresque. Usant de la souplesse des suffixes et de la variété des préfixes russes, jouant de la proximité phonique des mots de la norme lexicale, il crée des images anthropomorphiques. Le *mat* est un théâtre anthropomorphique, le minimalisme du matériau verbal recouvre tout l’Univers. »

Aux antipodes de ce dernier, le réalisateur Nikita Mikhalkov, pilier du régime et du conservatisme poutiniens, lui a fait écho : « Le *mat* est une des grandes et subtiles inventions du peuple russe. Il y a le *mat* abject que l’on parle dans les trains de banlieue, mais il y a aussi le *mat* comme moyen d’expression dans une situation extrême : la douleur, la guerre, l’attaque, la mort. » On trouve de nombreuses traces du *mat* dans le folklore et Dostoïevski s’émerveillait de cette expressivité. Il s’agissait d’un unique substantif ramenant toute la langue à un seul mot. Un dimanche, tard dans la nuit, raconta-t-il dans son *Journal d’un écrivain*, à l’année 1879, il avait croisé un groupe d’ouvriers ivres qui se disputaient et s’étaient répondu par un seul mot, et il concluait : « J’ai soudain réalisé que l’on pouvait exprimer toutes les pensées, tous les sentiments et même des arguments profonds entiers par le seul nom de ce substantif. »

Les grands écrivains russes n’avaient pas dédaigné d’y recourir, dans des vers ou des lettres privées : Pouchkine, Lermontov, Tourgueniev, Tchekhov. En même temps, ce terme a été pourchassé plus qu’ailleurs. Catherine II s’était déjà souciée de l’interdire. Il était proscrit par l’Église orthodoxe, au point, selon Erofeev, de revêtir un caractère blasphématoire. À l’époque soviétique, il a été totalement exclu de l’espace public, où toute allusion au sexe était taboue, si bien que l’on disait que le sexe n’existait pas en URSS. Néanmoins, il a pénétré la société à partir des camps. Le Goulag n’était pas rempli que de prisonniers politiques, mais aussi de vrais criminels, d’assassins, de malfrats endurcis, de « droit commun », de petits

trafiquants. C'étaient eux qui bénéficiaient en premier des amnisties et quand ils sortaient, d'autres entraient. D'où des échanges de population constants entre les camps et la société civile, où se sont ainsi diffusés des comportements de la pègre caractérisés par un style de vie, des attitudes physiques, un langage, une sorte de « morale ».

Plus tard, une nouvelle forme de criminalité s'est développée dans la société russe à la faveur du désordre provoqué par la brusque introduction du marché ; l'économie souterraine est sortie de l'ombre et l'« économie informelle » a connu une expansion considérable, ce qui a donné lieu à des règlements de comptes, souvent sanglants, entre rivaux cherchant à mettre la main sur les biens privatisés. En outre, la violence sur le modèle mafieux s'est perpétuée dans les orphelinats, les internats et dans l'armée où elle a atteint un niveau inouï, en s'appuyant sur un système de sévices organisés, la *dedovchtchina*, dont la traduction par « bizutage » et « brimades » est très euphémisante. Un cas a fait bruyamment scandale en 2006. Le jour de l'an, pour avoir refusé de faire une fellation à son chef, un appelé du nom d'Andreï Sytchev a été torturé et laissé plusieurs jours sans soins. Quand on s'est décidé à le soigner, il était trop tard et, afin d'arrêter la gangrène, il a fallu l'amputer de ses deux jambes et de ses organes sexuels. Presque tous les jeunes hommes sont hantés par la peur de ce qu'ils pourraient subir au service militaire.

Cela étant, en desserrant la censure, la politique de *glasnost* lancée par Mikhaïl Gorbatchev en 1987 a eu un impact sur la langue et a permis d'aborder des sujets jusqu'alors interdits. Le *mat* et l'argot sont sortis de la clandestinité, le tabou du sexe a commencé à être levé. Dans les années 1990, au cinéma et à la télévision, le *mat* a fait irruption dans les documentaires sur la criminalité et les thrillers. C'est manifestement cette explosion qui a conduit à l'adoption de la loi de 2014. Sa préparation a suscité de nombreuses discussions entre ses partisans et ceux qui s'y opposaient.

Parmi les saillies scabreuses de Poutine, on n'a pas suffisamment remarqué celle qu'il a lâchée devant Macron lors de leur conférence de presse du 7 février 2022. Évoquant les accords de Minsk, il a affirmé qu'il faudrait bien que l'Ukraine les applique et a assorti ses propos de cette maxime : « Que oui ou non cela te plaise, à toi de l'supporter, ma belle. » Et d'agiter, dans la foulée, la menace de recourir à l'arme atomique. Le lendemain, à l'occasion de sa propre conférence de presse avec Macron, le président Volodymyr Zelensky a répliqué que le président de la Russie avait bien raison : l'Ukraine était belle, en effet, mais le « "ma" belle » était de trop. On ignore que la maxime en question est tirée d'une *tchastouchka* – un couplet satirique – scabreuse sur la Belle au Bois dormant :

Dans la tombe, elle dort ma belle.
Je m'incline et je te baise
Que oui ou non cela te plaise
À toi de l'supporter ma belle.

Quelques jours plus tard, le 18 février, interviewé par la presse internationale, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov déclara : « Nous ferons en sorte que tout se passe dans l'honneur. Je ne veux pas recourir à l'argot, mais nous, nous avons notre conception : le mec [*patsan*] l'a dit, le mec l'a fait. Il faut au moins que les conceptions [*poniatia*] soient également respectées au niveau international. » Cette phrase a manifestement échappé aux observateurs étrangers qui n'ont pu en saisir l'énormité : elle signifie que les relations internationales devaient se régler selon les lois des malfrats. Les « conceptions » désignent en principe le code d'honneur des voyous, comparable au code d'honneur de la Cosa nostra sicilienne. C'est le code de l'aristocratie de la pègre dont le représentant type est le *vor v zakone*, littéralement le « voleur dans la loi »,

également appelé *blatnoï*, étant entendu, nous l'avons vu, que *blatnoï iazyk* désigne l'argot de la pègre en général.

Soljenitsyne en dresse un portrait et s'insurge, comme d'autres témoins, qu'on l'ait parfois idéalisé. Les voleurs dans la loi refusent, en effet, de travailler et n'ont d'autre but que de jouir de la vie. En principe, ils refusent de collaborer avec le pouvoir, même si, au Goulag, c'est à eux que l'administration abandonnait la gestion quotidienne des détenus. On prétendait que ceux-là n'étaient pas d'authentiques voleurs dans la loi. Faux, s'insurge Soljenitsyne : « J'ai eu beau regarder les uns et les autres, je n'ai pas vu de différence. Non, ce ne sont pas des Robins des Bois. Leur code n'a de valeur qu'entre eux et ne s'applique pas à l'égard des autres. Ils peuvent détrousser un prisonnier au bord de l'épuisement, arracher ses chaussettes à un homme en train de geler. » Et l'ancien *zek*, « détenu », de conclure : « De même que la terre ne donne pas de fruits, de bien n'attends pas du bandit. »

Parmi les livres consacrés au sujet, on citera notamment l'autobiographie talentueuse d'un ancien *blatnoï*, Mikhaïl Diomine, cousin de l'écrivain Iouri Trifonov. Il était passé par cet univers, avait finalement abouti en France et publié son autobiographie en Occident sous le titre *Le Blatnoï* [2]. Le monde de la pègre est très hiérarchisé, comme dans un système de castes. Il n'est pas totalement unifié et est plutôt constitué de groupes pyramidaux parallèles. Au-dessous du voleur dans la loi se situe, relevant d'une catégorie inférieure, le *baklan* – en russe standard, un « pélican », dont il a la maladresse –, sorte d'apprenti voleur souvent indiscipliné. Enfin, il existe une autre catégorie, celle du *gopnik :* s'il peut se rêver en voleur dans la loi et l'imiter, il appartient en fait à ces bandes d'adolescents, de loubards, qui traînent dans les arrière-cours des immeubles. Le terme *patsan*, que l'on a traduit plus haut par « mec », est ambigu. Il désigne familièrement un adolescent, un gars, un gaillard, mais, dans le contexte où l'a employé Lavrov, il s'agit d'un des membres d'une

organisation criminelle organisée, dirigée par un chef, un parrain, et lui obéissant.

Chacune de ces catégories prétend se référer aux fameuses « conceptions », les *poniatia*, mais celles-ci se sont détachées du mythique code d'honneur des voleurs dans la loi et semblent se réduire au code de chaque bande. Le psychologue Stanislav Khotski a dressé l'inventaire d'une série de traits caractéristiques de la subculture des loubards, mais ils semblent se retrouver dans toutes les catégories. Le code n'est applicable qu'à ceux que l'on considère comme ses égaux. Ceux qui se distinguent sont des étrangers, des ennemis, jusqu'à preuve du contraire. À l'égard de ces autres, tu as toujours raison a priori. L'usage de la force est justifié si l'autre se montre arrogant. Le simple fait d'être différent est interprété comme de l'arrogance. Avant d'attaquer, tu dois te justifier, prouver que tu es dans ton bon droit. Dès le début, tu dois te placer au-dessus de ton interlocuteur. S'il ne parle pas la langue en usage dans ton groupe, c'est une victime potentielle. Le dénominateur commun tient dans la loi du plus fort.

Des journalistes n'ont pas hésité à comparer le jeune Poutine à un *gopnik*. Il a passé son enfance et son adolescence à Leningrad. Après la classe, il rejoignait une bande de jeunes désœuvrés, telle qu'il en existe dans de nombreuses mégapoles, avec sa hiérarchie de chefs et de membres à leur service. Chétif et de petite taille, il était rangé parmi ceux qui devaient obéir. Il dut en concevoir un ressentiment, une volonté de revanche qui expliquent, selon des psychologues, son souci de mettre en scène sa supériorité physique, sa virilité. D'après des correspondances du Département d'État à Washington découvertes en 2011 par le site WikiLeaks, les diplomates américains avaient ainsi qualifié Poutine de « mâle alpha ». Le recours à l'argot participe de cette posture. C'est pour apprendre à se défendre que Poutine a appris le judo. Il a grandi dans cette subculture des arrière-cours.

En 1997, le cinéma a offert à une population frustrée par les difficultés économiques, désorientée par la perte de ses anciens repères et affolée par la criminalisation de la société le portrait d'un tueur à la russe, rentré de la première guerre en Tchétchénie, apparaissant comme un justicier au milieu de règlements de comptes mafieux : *Le Frère* (*Brat* en russe) d'Alexeï Balabanov. Le film est immédiatement devenu culte, servi par le jeu de Sergueï Bodrov dont le charme séducteur cachait l'amoralisme du héros qu'il incarnait, sur un fond de chansons du célèbre groupe rock Nautilus Pompilius. Il a eu une suite, *Le Frère 2* (*Brat 2*), au scénario assez incohérent. Jusqu'à nos jours, cette dilogie a toujours le même succès. Pourtant, relève une critique de cinéma, quand on la revoit avec le recul, on ne peut manquer d'être frappé par l'infantilité du héros, incapable de toute réflexion. Sa vision du monde se réduit à la division entre les nôtres et les tiers. Les tiers doivent mourir même s'ils sont bons, les nôtres doivent être sauvés même s'ils sont mauvais. Ce rejet de l'autre a nourri la xénophobie.

Poutine ne manque pas de flatter les jeunes. Ainsi arrive-t-il impromptu à un spectacle d'un célèbre groupe de rock ou à un concours de rap ou même avec quatre heures de retard à des entretiens avec des chefs d'État étrangers parce que, auparavant, il rencontrait le fameux motard surnommé « le Chirurgien ». Quand, en 2018, des rappeurs furent arrêtés pour trafic de drogue, il demanda qu'on les relâche. Certes, on devait lutter contre une telle activité, mais par d'autres moyens – « Et ils chantaient avec un tantinet de *mat* ? Eh bien, qu'ils chantent. » C'est la culture des catégories défavorisées et Poutine soigne son « électorat ».

Comme nous l'avons déjà mentionné, le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, un homme apparemment éduqué, a appelé à régler les relations internationales selon les conceptions des malfrats et des petits délinquants. Et il n'en est pas resté là. Le 3 mars 2022, au cours d'une conférence de presse suivie par différents médias internationaux, il s'est fâché contre le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le

Drian, qui, à propos de la menace d'une attaque atomique, avait rétorqué que les Français, eux aussi, disposaient de l'arme nucléaire. Il a ainsi déclaré : « Le coq est, si l'on peut dire, le symbole national des Français. Et les Français font très souvent le coq. » Dans quel registre se plaçait Lavrov, recourant désormais à l'argot de la pègre ? En russe standard, « faire le coq » signifie « se rengorger ». Seulement, en argot des camps, « coq » désigne un homo passif, ce que l'on pourrait traduire par « pédé ». Et il serait reproché aux Français de « pédouser ». Or, dans ce monde des camps soviétiques et russes, un prisonnier qui est considéré comme un « coq » et « fait le coq » se voit aussitôt réduit en esclavage, exposé à être violé et soumis à n'importe quelles brimades.

La lourde saillie de Poutine devant Macron a comme ouvert les vannes. Non seulement les diplomates russes n'ont plus à mettre le moindre frein à la diffusion des bobards de la propagande, mais en outre ils n'ont plus à prendre aucune précaution de langage. Oublié le temps où, dans les années 1960, une princesse Volkonsky donnait des leçons de maintien aux futurs diplomates soviétiques ! Ainsi, le 13 février 2022, réagissant à l'éventualité de l'entrée de la Suède dans l'OTAN, l'ambassadeur de Russie en Suède a-t-il pu déclarer : « Excusez-moi pour mon langage. Les sanctions ? nous, on a chié dessus. »

Une telle grossièreté a plongé les observateurs étrangers dans la stupeur. Osant dénoncer la guerre en Ukraine, un diplomate russe, conseiller à la représentation de la Russie auprès de l'ONU à Genève, a relevé que si, en vingt ans, le niveau de mensonge et d'amateurisme n'avait cessé d'augmenter au ministère des Affaires étrangères, la situation était devenue catastrophique ces dernières années. Le ministère n'était plus capable de fournir des analyses objectives, mais seulement des clichés de propagande semblables à ceux qui remplissaient les journaux soviétiques des années 1930. Il avait créé un système se trompant lui-même. Et le ministre était l'exemple de cette dégradation : on l'avait connu comme un intellectuel

cultivé, un professionnel très respecté par ses collègues et, aujourd'hui, il se répandait en déclarations contradictoires et menaces de guerre atomique.

Un an après l'annexion de la Crimée, le journaliste russe Iouri Martchenko dénonçait la « diplomatie des arrière-cours ». Les diplomates européens formés à Oxford ou à la Sorbonne, expliquait-il, ignorent que, dans la pénombre d'une porte cochère, un petit loubard peut te menacer avec un couteau et t'arracher ton porte-monnaie. Ou bien la Crimée. Inutile de lui expliquer que ça ne se fait pas dans le monde civilisé. Il ne comprendra pas. Le but de la diplomatie russe, ce n'est pas de parvenir à un accord, mais de faire peur aux faibles et d'étourdir les autres à force de paroles. L'un de ses principes est de ne jamais reconnaître ses erreurs. Tout compromis est un signe de faiblesse. De même que se ranger à un argument de l'interlocuteur. Si tu recules, c'est que tu n'es pas un mec, tes potes se moqueront de toi. Tu dois t'entêter jusqu'au bout, quelles que soient les conséquences pour toi-même.

Aujourd'hui vice-président du Conseil de sécurité, après avoir été tour à tour Premier ministre et président où il s'était forgé une réputation de « libéral », Dmitri Medvedev avait connu une autre enfance que Poutine. Né de parents cultivés, il ne traînait pas après la classe et préférait studieusement réviser ses leçons. Eh bien, il a fallu que lui aussi se répande en messages incendiaires contre les Ukrainiens et s'en explique : « Je les hais, ce sont des bâtards et des dégénérés. Ils veulent notre mort et celle de la Russie. Tant que je serai en vie, je ferai tout pour qu'ils disparaissent. » Dès 2004, avant la fin du premier mandat de Poutine, avant l'attaque de la Géorgie, avant l'annexion de l'Ukraine et avant même que le Parlement russe ne dépose sa proposition de loi visant à interdire le *mat*, Erofeev écrivait que ce *mat* pouvait être une forme d'agression militaire, un équivalent de l'impérialisme russe. Le fameux mot en trois lettres, c'est comme le drapeau rouge sur le Reichstag, il signifie : « Nous voilà, nous avons vaincu ! »

OceanofPDF.com

II

Une politique de déstabilisation et d’agression

OceanofPDF.com

7

La Tchétchénie sous Poutine[1]

Maïrbek Vatchagaev

Quand l'empire des tsars acheva la conquête de la Tchétchénie en 1859, les Tchétchènes se trouvèrent sous la domination d'un État avec lequel ils n'avaient rien en commun : ni la religion, ni la langue, ni les traditions. Ils s'opposèrent donc à toute action du nouveau pouvoir, ce qui se manifesta souvent par des révoltes, et toujours par un rejet des structures locales de ce pouvoir et de ses lois. Celles-ci étaient ignorées à un point tel que le système juridique traditionnel des montagnards – l'*adat*[2] – et la loi islamique – la charia – étaient seuls pratiqués. La société tchétchène continuait ainsi à vivre dans son monde particulier, parallèle[3], ce qui entraînait en réaction une répression brutale du pouvoir russe ; les révoltes étaient écrasées, les populations exilées en Sibérie, dans les camps du Goulag, avant d'être entièrement déportées au Kazakhstan et en Kirghizie en février 1944. Lors du retour des survivants, après 1956, la mainmise du Kremlin sur la république autonome fut caractérisée par la limitation de l'accès des Tchétchènes aux postes dirigeants de la république, par l'interdiction de l'enseignement du tchétchène dans les écoles urbaines et la

limitation de son usage dans les lieux publics et les structures officielles, à la télévision locale, etc.

Cette situation incita les représentants tchétchènes favorables à l'indépendance de la Tchétchénie, ou du moins à une autonomie réelle, à réclamer un changement officiel de statut. Ils souhaitaient passer de l'autonomie nominale au sein de la Fédération soviétique de Russie au statut de république à part entière au sein de l'Union des républiques socialistes soviétiques. Cette modification était devenue juridiquement possible grâce aux évolutions constitutionnelles introduites par le premier, et dernier président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev[4]. Mais le durcissement de la politique des autorités de la Fédération de Russie envers les autorités de Grozny, qui ne reconnaissaient plus le pouvoir fédéral, entraîna des conflits en chaîne, où les tenants de l'indépendance de la Tchétchénie finirent par s'opposer ouvertement à l'ancienne métropole.

Avec l'effondrement de l'URSS en décembre 1991, les représentants tchétchènes déclarèrent leur indépendance totale, même s'ils étaient disposés à discuter avec Moscou de fonctions communes qui ne toucheraient pas aux fondements de l'indépendance – la monnaie et le système de défense. Ils refusèrent de s'aligner sur le Tatarstan et le Bachkortostan qui acceptaient, eux, de demeurer au sein de la Fédération de Russie post-soviétique, moyennant des garanties d'un « maximum » de souveraineté. Or, toutes les prérogatives octroyées à ces deux républiques furent ensuite supprimées, au siècle suivant, par Vladimir Poutine. Prévoyant un tel développement, les Tchétchènes avaient vainement mis en garde les Tatars.

N'ayant pas obtenu des premiers ce qu'elles avaient obtenu des seconds, les autorités russes passèrent aux pressions militaires. La première tentative de conduire des troupes russes en Tchétchénie, en novembre 1991, se termina par un fiasco, les Tchétchènes ayant bloqué les avions qui

avaient débarqué des forces spéciales près de Grozny et les ayant obligées à repartir après avoir abandonné leurs armes[5].

Moscou chercha ensuite à renverser indirectement le gouvernement du président tchétchène élu, Djokhar Doudaïev, suscitant et alimentant une opposition politique et criminelle – un peu à l'image de ce qu'allait promouvoir Vladimir Poutine dans le Donbass ukrainien. Mais, très vite, tous ces foyers d'opposition furent vaincus – ceux de Beslan Gantemirov à Guekhi, de Rouslan Labazanov à Argoun et de Rouslan Khasboulatov à Tolstoï-Iourt : à l'automne 1994, il ne restait plus qu'un certain « Conseil provisoire », cheval de Troie de Moscou dans le nord de la Tchétchénie, base à partir de laquelle fut lancée une dernière tentative d'intervention « indirecte ». Le 24 novembre, tout ce qui restait de forces tchétchènes armées et financées par Moscou – lourdement appuyées par des contractuels russes contrôlés par l'ex-KGB, bientôt FSB – pénétrèrent dans Grozny sur des chars. Mais ils furent vaincus en moins de vingt-quatre heures et des prisonniers russes racontèrent devant les caméras comment ils avaient été préparés pour cette mission, sur des bases militaires en Russie. Cette défaite éclatante des forces russes, diffusée par des chaînes du monde entier, depuis Grozny, fut le prélude à la guerre ouverte de la Russie contre la Tchétchénie.

Boris Eltsine et la « première » guerre contre la Tchétchénie

Cette guerre débuta par une vantardise, passée à la postérité, du ministre de la Défense russe, Pavel Gratchev, qui promit, face aux caméras de télévision, de ramener l'ordre dans cette république « en deux heures, à l'aide d'un seul régiment de parachutistes ». Comment, à ce propos, ne pas établir de rapprochement avec l'Ukraine, où les troupes russes avaient prévu de défiler dans Kiev au troisième ou quatrième jour de leur invasion

du 24 février 2022 ? Autre similitude : il ne s'agissait pas de faire une « guerre », mais d'assurer « la sécurité et l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie, ainsi que les droits et libertés des citoyens et le désarmement des formations armées illégales », le tout sous la direction du ministère de l'Intérieur, avec le simple « soutien » du ministère de la Défense ; or, c'est bien ce dernier qui, le 1er décembre 1994, donna l'ordre de concentrer des troupes aux frontières de la Tchétchénie.

Le 11 décembre, les troupes russes pénétrèrent en Tchétchénie par trois côtés. Le 26 décembre, le Conseil de sécurité russe ayant décidé de s'emparer de la capitale Grozny, une ville de 405 000 habitants, celle-ci fut détruite à coups de bombardements aériens et d'artillerie, quartier par quartier, « à 70 % » de l'aveu même des autorités russes. À examiner les photos de la ville publiées en 1995 par les agences de presse mondiales, on pourrait les confondre avec celles diffusées en avril et mai 2022 de la ville portuaire ukrainienne de Marioupol. En vingt-cinq ans, rien ne semble avoir changé dans la stratégie de l'armée russe pour qui tout repose sur l'imposition de la terreur selon le principe de la responsabilité collective de toute la population – si les combattants ne se rendent pas, que les habitants payent ! Il fallut quand même non pas deux heures, mais quarante jours aux troupes russes pour s'emparer de ce qui restait du palais présidentiel au centre de Grozny. Non sans des pertes énormes, notamment lors de l'échec de leur premier assaut contre le palais, dans la fameuse nuit du Réveillon, quand des dizaines de chars furent détruits, des milliers de soldats russes tués et des centaines faits prisonniers[6]. Les bombardements aériens s'intensifièrent mais le député russe et célèbre défenseur des droits de l'homme, Sergueï Kovalev, qui était à l'intérieur du palais présidentiel, réussit à en sortir et rencontra, le 6 janvier 1995, le président Boris Eltsine à Moscou. Il l'implora de faire cesser le carnage : il lui fut répondu que « le temps n'[était] pas encore venu ». Un mois plus tard, Kovalev estima les

victimes à 25 000 morts ; son collègue Sergueï Iouchenkov[7] évoquait quant à lui 30 000 morts parmi la population civile dans la seule ville de Grozny.

La guerre de résistance à l'armée russe, alors considérée comme l'une des plus puissantes au monde, fut menée par de petits groupes de partisans, formés à la hâte non par les autorités centrales, mais par diverses autorités villageoises ou de quartier. Il fallut quelques semaines au chef d'état-major tchétchène, Aslan Maskhadov[8], pour arriver à les coordonner avec ses forces « régulières » qui n'avaient ni aviation, ni chars, ni armement lourd – tout ce que l'ennemi russe utilisait sans limites. Même les armes légères et les munitions manquaient aux Tchétchènes, qui les achetaient à des militaires russes corrompus. Les 7 et 8 avril 1995, les troupes du ministère de l'Intérieur russe menèrent une de leurs terribles *zatchistka* – nettoyage – dans le village de Samachki, se rendant coupables de tueries, pillages et incendie des maisons. Le Comité international de la Croix-Rouge estima alors à 250 le nombre de villageois tués dans ce type de massacres qui allait être répété en 2022 à Boutcha, à Irpin et dans d'autres localités d'Ukraine. Ces exactions commencèrent donc bel et bien en Tchétchénie, mais l'Occident préféra alors fermer les yeux et ne pas s'en prendre à la Russie. Les soldats russes de cette « première » guerre étaient démoralisés, mal nourris, mal commandés par des officiers souvent corrompus, et ils avaient systématisé la pratique de la torture de leurs prisonniers, pour les vendre, morts ou encore vifs, à leurs familles. Les Tchétchènes ripostaient avec les moyens à leur portée : prises massives d'otages en territoire russe, assassinats de hauts responsables de l'occupation, mais aussi contre-offensives militaires hardies, comme celles organisées par Maskhadov à Grozny, en mars puis en août 1996, quand 877 combattants – tout ce que comptait alors l'armée tchétchène – réussirent à reprendre la capitale avec l'aide, les jours suivants, de très nombreux volontaires, accourus au secours de la victoire.

Dans la nuit du 31 août 1996 furent signés les « accords de Khassaviourt » qui mettaient fin à la guerre avec le retrait de toutes les troupes russes et le report à cinq ans de la redéfinition des rapports entre la Russie et la Tchétchénie. Ces accords scellaient la défaite humiliante d'une armée russe plus nombreuse que l'ensemble de la population tchétchène, femmes, enfants et vieillards compris.

Si, concernant l'Ukraine, un des leitmotivs de la propagande russe est de dénoncer un prétendu « génocide » des habitants pro-russes du Donbass depuis 2014, dans le cas de la Tchétchénie, le Kremlin aime à souligner que les Tchétchènes, quasi indépendants de 1991 à 1999[9], n'avaient « pas réussi à consolider leur État », passant sous silence la guerre qu'il lui a infligée, ses destructions, ses dizaines de milliers de morts – certains évoquent le nombre de 200 000 –, ses milliers de « disparus » et le blocus économique qui l'accompagna et la suivit. Tout cela sur un territoire plus petit que la Normandie et son million d'habitants. Pourtant, la victoire d'Aslan Maskhadov à l'élection présidentielle de 1997, certifiée régulière par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) – cas rarissime dans l'espace post-soviétique, en dehors des pays baltes –, était de bon augure, puisqu'elle marginalisa les forces radicales, celles que leurs adversaires appelaient « wahhabites », en référence à leur adhésion à cette orientation de l'islam portée par l'Arabie saoudite.

Se produisit alors ce qui semblait jusque-là inimaginable : le 12 mai, les présidents russe et tchétchène, Boris Eltsine et Aslan Maskhadov, signèrent au Kremlin un accord de paix. Lequel entérinait la fin de leur conflit « multiséculaire » et leur intention de mener désormais leurs relations « conformément au droit international », ce qui était à demi-mot la reconnaissance de l'indépendance de la Tchétchénie. Mais les tensions post-conflit inter-tchétchènes restaient vives. Espérant les apaiser, et ignorant les avis de ses partisans, Maskhadov nomma à des postes clefs de son gouvernement des chefs du camp « radical ». Cela n'eut pas l'effet

escompté et, dès l'été 1998, des affrontements sanglants éclatèrent à Goudermes, deuxième ville du pays. Des volontaires étrangers[10], venus se battre contre la Russie en Tchétchénie, utilisèrent alors son territoire pour déstabiliser ses voisins nord-caucasiens, toujours membres de la Fédération de Russie. Les rapports entre Moscou et Grozny s'envenimèrent et une incursion d'islamistes radicaux armés, tchétchènes et étrangers, dans la république voisine du Daghestan, en août 1999, provoqua le début d'une nouvelle guerre contre la Tchétchénie. La Russie aurait pu se contenter du rétablissement du contrôle sur le Daghestan, mais cette incursion ne fut qu'un prétexte commode. En réalité, Vladimir Poutine, devenu Premier ministre du gouvernement russe, ne voulait pas laisser une partie de ce qu'il considérait comme son territoire échapper à son contrôle et craignait que la république rebelle ne fût un exemple pour d'autres, susceptible d'entraîner un effet domino – comme en Europe centrale et orientale au moment de la chute du mur de Berlin[11].

Vladimir Poutine et la « deuxième » guerre contre la Tchétchénie

Pour le maître du Kremlin, la guerre en Tchétchénie fut le moyen de se poser en homme politique fort, en remplacement du président « laxiste » Boris Eltsine. À cette occasion, il se révéla comme un être cruel et froid, formé à l'école politique du vieux KGB. Le deuxième président de la Russie post-soviétique se devait de montrer qu'il ne suivrait pas le chemin des concessions faites aux séparatistes au Tatarstan et au Bachkortostan – et en premier lieu qu'il obligerait la Tchétchénie à reconnaître son appartenance à la Russie. Avant même d'être nommé Premier ministre, il savait que la guerre reprendrait et il la préparait depuis l'automne 1998. Il voulut montrer qu'il était capable de réussir là où ses prédécesseurs – Tchernomyrdine, Stepachine et Kirienko – avaient échoué. Il était donc

prêt à mobiliser toutes les forces nécessaires pour renverser radicalement la situation. Le temps n'était plus aux droits de l'homme, à la g*lasnost* ou aux activistes anti-guerre.

La « deuxième » guerre débuta à l'automne 1999 et provoqua de nouveaux bouleversements en Tchétchénie, à la fois au sein de l'opposition armée et de la société dans son ensemble. L'enthousiasme qui régnait lors de la première guerre disparut et la société fut divisée à propos des responsabilités du déclenchement de la nouvelle. Certains dirent, en partie à raison, que les salafistes avaient provoqué la nouvelle tragédie. Et dans les premiers temps, les forces de Maskhadov et celles des islamistes menèrent la guerre contre les envahisseurs russes, chacune de leur côté. Pour autant, on ne peut pas, alors, parler de « guerre civile » en Tchétchénie, comme le feront plus tard certains chercheurs. La Russie prépara, en effet, cette deuxième guerre, celle de la revanche[12], comme une opération militaire « de haute intensité » contre un État étranger, mobilisant plus de 100 000 hommes. Face à eux se trouvait non pas une armée, mais de petits groupes de partisans dont le nombre total variait selon les moments, et dont le maximum fut atteint début 2000 avec quelque 4 000 hommes qui, après les pertes massives subies par les Tchétchènes dans deux villages la même année, et le départ des volontaires qui s'ensuivit, furent réduits à quelques centaines. Contre une armée de 80 000 hommes en Tchétchénie même, appuyée par des bases dans les régions voisines.

Pourquoi, dans ces conditions, Vladimir Poutine eut-il besoin de chercher des alliés parmi les Tchétchènes, y compris parmi ceux qui avaient combattu contre Moscou durant la première guerre ? Parce qu'il comprenait bien – tout comme le FSB, structure qu'il avait dirigée avant de devenir Premier ministre puis président – que c'était le seul moyen d'échapper à la « malédiction » locale, une situation décrite déjà en 1840, lors de la conquête tsariste, dans un journal de Moscou, le *Moskovskie Vedomosti* : « En Tchétchénie, nous ne sommes maîtres que de l'endroit où stationnent

nos forces. Si elles se déplacent, cet endroit repasse immédiatement aux mains de nos adversaires. » Poutine misa successivement sur plusieurs personnalités locales. Il rencontra d'abord, à l'été 1999, d'anciens députés du parlement tchétchène du temps de Dokou Zavgaïev, premier secrétaire du Parti communiste de Tchétchéno-Ingouchie, quand, à l'époque soviétique, ces deux territoires formaient une seule république autonome jusqu'à la déclaration unilatérale d'indépendance de la Tchétchénie. Mais il comprit vite que leur niveau de popularité était proche de zéro. Il invita ensuite un riche homme d'affaires russe d'origine tchétchène, Malik Saïdullaev, qui ne convint pas. Puis furent encore pressentis et éliminés l'ancien maire de Grozny, Bislan Gantamirov, libéré précipitamment de prison, et l'ex-chef de clinique moscovite Khassan Moussalatov, placé à la tête de l'administration provisoire à Grozny alors qu'il n'y avait jamais habité. Le choix se porta finalement sur Akhmad Kadyrov, qui était le mufti de la Tchétchénie indépendante[13]. On estima au Kremlin que cet adepte du soufisme – une branche mystique de l'islam – qui fut toujours majoritaire dans la population face aux islamistes salafistes minoritaires, pourrait amener la majorité à accepter de se soumettre à Moscou. Et Kadyrov accepta d'autant plus aisément ce rôle que son entourage avait eu, dès 1999, des contacts secrets avec des envoyés de Vladimir Poutine.

S'il n'étonna pas les dirigeants indépendantistes qui en avaient eu vent, ceux-ci sous-estimèrent ce choix du président russe. De leur côté, les « radicaux » tchétchènes ne doutaient pas qu'ils finiraient par gagner contre la Russie, comme cela s'était passé en 1996. Or, la situation était radicalement différente. Dans une société déchiquetée par des massacres répétés, la parole d'un mufti tchétchène pro-russe, appuyée par des dizaines de milliers de soldats russes, fut en effet un argument de poids, en particulier pour certains chefs soufis qui avaient préféré rester en retrait en 1999, affichant alors une attitude de neutralité. La devise de certains radicaux – « la lutte jusqu'au dernier Tchétchène » – ne convenait plus à

une société qui préféra s'en remettre à ceux pour qui il était possible de s'entendre avec Moscou et d'éviter ainsi une nouvelle guerre. Beaucoup espéraient une telle issue possible.

D'autant que l'administration de Vladimir Poutine se mit à déverser sans compter des sommes astronomiques pour soutenir l'autorité d'Akhmad Kadyrov. Une petite partie du peu qu'il restait de combattants indépendantistes – la plupart étaient déjà morts, en prison ou en exil – fut ainsi enrôlée par le nouveau représentant de Moscou. Ils devinrent les *kadyrovtsy*. Il s'agissait de les présenter comme une force tchétchène capable de tenir tête seule, sans la présence de l'armée russe, à la résistance armée des indépendantistes. C'était bien entendu une pure propagande, surtout dans les premiers temps, car l'armée russe restait de loin l'argument principal – avec ses *zatchistka*, ses bombardements des villages, les arrestations de nombreux jeunes gens, la disparition de milliers de personnes sans jugement ni enquête… C'est tout cela qui provoqua le basculement dans la conscience des Tchétchènes, plutôt que la « liquidation » claironnée de tel ou tel combattant.

Cependant, si le Kremlin put attirer à lui un représentant éminent de l'islam soufi, cela ne suffit pas pour s'assurer de l'allégeance des autres chefs de confréries. Cela fut clair lors de l'« élection » présidentielle organisée à Grozny, en 2003, quand, face au candidat du Kremlin – Akhmad Kadyrov –, surgirent plusieurs candidats soutenus par d'autres ordres soufis, à la surprise de Moscou. Pris de court, les représentants de Poutine eurent alors recours à des méthodes purement criminelles pour forcer ces candidats à se retirer et à renoncer à toute activité politique ultérieure. Cette élection, comme toutes les suivantes, fut donc une pure farce.

Le Kremlin mit alors longtemps à s'orienter dans sa politique tchétchène. Quand, le 9 mai 2004, au stade de Grozny, Akhmad Kadyrov fut assassiné, Vladimir Poutine convoqua le lendemain son fils Ramzan

Kadyrov, à Moscou. La télévision les montra attablés face à face, le fils l'air abattu dans son vêtement de jogging, mais adoubé par le maître du Kremlin. Pourtant, c'est un autre personnage qui fut désigné pour succéder à Kadyrov père : Alou Alkhanov, un homme tout falot, face à Kadyrov fils, brutal, inculte et revanchard. Cette « erreur » fut réparée en 2007, lors d'une nouvelle parodie électorale qui installa Ramzan Kadyrov au pouvoir à Grozny – un pouvoir qu'il détient jusqu'à ce jour à la manière d'un satrape implacable, mais dont le destin est intrinsèquement lié à celui de Vladimir Poutine.

Après l'assassinat du président Maskhadov

Le président légitime de la Tchétchénie indépendante, Aslan Maskhadov, fut assassiné le 8 mars 2005 sur ordre de Poutine. Dès lors, toute possibilité théorique de négociation avec la résistance armée tchétchène disparut. Il ne fut plus question que d'une liquidation complète de cette résistance, quel que soit le rapport de force. Cependant, Moscou attendit avril 2009 pour annoncer la fin de l'« opération contre-terroriste – KTO » – seul nom officiel de cette guerre que la Russie refusait de reconnaître telle quelle, comme en 2022 en Ukraine. Mais certains résistants poursuivirent la lutte clandestine jusqu'en janvier 2021, quand fut tué le dernier commandant des ex-indépendantistes, Aslan Biutoukaev.

Entre-temps, des changements cardinaux étaient intervenus au sein de cette résistance, avec l'arrivée à sa tête de Dokou Oumarov, dont le but n'était plus l'indépendance de la Tchétchénie mais l'édification d'une république islamique au drapeau identique à celui de « l'Émirat du Caucase » sous lequel se battaient déjà divers groupes armés – des *djamaat* –, issus des différentes républiques du Caucase du Nord. Cet « émirat » n'exista que jusqu'en 2014, quand s'ouvrit une nouvelle ère, celle où des commandants issus de divers territoires du Nord-Caucase

passèrent sous le drapeau de l'État islamique, ou Daech. Ainsi, dans la Fédération de Russie apparurent des « filiales » de cette organisation terroriste basée au Moyen-Orient, qui ne dura que peu de temps en Syrie et en Irak. La chute de Daech et la perte de ses territoires dans ces dernières zones entraînèrent la fin des résistances armées dans le Caucase du Nord. Et les quelques actions individuelles de Tchétchènes en Tchétchénie – par exemple des attaques de policiers – ne changèrent guère la situation d'ensemble et ne permirent pas de maintenir une résistance, déjà détruite physiquement par les services secrets russes. Comme ces actions éparses nuisaient à l'image des autorités pro-russes auprès de Vladimir Poutine, Ramzan Kadyrov punit cruellement les familles des combattants tués, en arrêtant leurs proches, en brûlant leurs maisons, en les expulsant de la Tchétchénie[14].

Développement de la diaspora tchétchène en Europe

Cette diaspora comptait, en 2022, près de 70 000 exilés en France, plus de 50 000 en Allemagne, plus de 30 000 en Autriche, plus de 20 000 en Belgique, plus de 15 000 en Norvège et jusqu'à 10 000 en Pologne et dans divers autres pays d'Europe. Personne ne dispose de chiffres précis, mais le nombre total de Tchétchènes vivant en Europe pourrait dépasser les 200 000. En tenant compte des exilés en Turquie et au Proche-Orient, aux États-Unis et au Canada, on peut estimer qu'un Tchétchène sur cinq vit en dehors de sa patrie ethnique. De nombreuses associations, fondations et centres furent créés pour permettre la conservation de la langue et des traditions tchétchènes pour les générations montantes, comme par exemple l'Assemblée des Tchétchènes d'Europe, dirigée par Aslan Mourtazaliev, ou le gouvernement de l'Itchkérie – nom de la Tchétchénie indépendantiste – en exil, représenté à Londres par Akhmad Zakaev. D'anciens membres du Parlement et d'autres activistes demeurent actifs. Certains blogueurs

critiques de Kadyrov disposent, en outre, d'une grande audience. Cette diaspora en Europe, au Canada et aux États-Unis recherche activement une plateforme politique susceptible de réunir les exilés et les Tchétchènes de l'intérieur. Si des débats et des conférences sont organisés, des déclarations publiées, des appels à l'unité lancés, pour l'instant, les divisions restent les mêmes qu'à l'intérieur de la Tchétchénie. Les membres de la nouvelle génération des réfugiés sont assurément les plus actifs, qui créent des associations visant à unir au-delà des frontières ces jeunes qui parlent plusieurs langues, connaissent les codes de développement des sociétés occidentales et seront capables de renouveler la recherche d'une voie d'avenir pour la communauté tchétchène.

Les Tchétchènes et l'Ukraine

La question de la participation des Tchétchènes dans un conflit extérieur à leur patrie historique, déjà soulevée lors de la guerre en Syrie, s'est à nouveau posée avec la guerre lancée par Vladimir Poutine contre l'Ukraine. En Syrie, plusieurs milliers de combattants tchétchènes s'étaient mobilisés contre le pouvoir de Bachar al-Assad et les deux bataillons de Ramzan Kadyrov qui le soutenaient. En Ukraine, ils sont bien moins nombreux, organisés en quatre « bataillons[15] » : celui de Cheikh Mansour, commandé par Mouslim Tcheberloïevski ; celui de Djokhar Doudaïev, commandé par Adam Osmaïev ; celui des Tchétchènes volontaires d'Europe enrôlés dans des unités ukrainiennes ; enfin celui à vocation spéciale (OBON) des forces armées d'Ichkérie, intégré à la Légion internationale d'Ukraine et commandé par le colonel Hadji-Mourat Zoumso. Le terme de « bataillon » ne correspond pas à sa signification dans une armée régulière, mais sa simple existence irrite au plus haut point Ramzan Kadyrov qui a mis à prix la tête de deux de leurs commandants, les plaçant sur le même plan que le

chef du bataillon « Azov » ukrainien. Il a aussi promis de récompenser toute information sur le moyen de les localiser.

Dans sa très grande majorité, la diaspora tchétchène en Europe et en Turquie exprime son soutien aux Tchétchènes qui se battent contre la Russie en Ukraine. Elle leur fait parvenir du ravitaillement et des médicaments, et envoie ses délégués leur exprimer son soutien. Les activistes politiques tchétchènes se sont mobilisés en Ukraine et dans les pays qui la soutiennent, et ont ouvert une nouvelle page de leur histoire en déclarant qu'il est nécessaire désormais de proclamer l'indépendance de l'Itchkérie, de reconnaître que la déportation de tous les Tchétchènes en février 1944 était un génocide et de former, au sein de la Rada ukrainienne, un groupe de soutien à la lutte des Caucasiens du Nord.

De son côté, Ramzan Kadyrov a organisé plusieurs groupes de *kadyrovtsy* qui sont présents en Ukraine. Ainsi, la direction de la « Garde nationale russe » (Rosgvardia) en Tchétchénie est-elle déléguée à la fois au bataillon « Sever (nord) », basé à Grozny et commandé par Magomed Touchaev – qui est en réalité le 41e régiment spécial motorisé du ministère de l'Intérieur russe –, ainsi qu'au bataillon « Youg (sud) », basé à Vedeno et commandé par Khoussein Mejidov – le 249e bataillon spécial motorisé de la 46e brigade opérationnelle du Nord-Caucase. Les conscrits enrôlés en Tchétchénie représentent une partie de la 18e brigade motorisée de la Garde, basée à Khankala, près de Grozny. L'unité militaire 27777 est une fraction de cette 18e brigade, mais basée dans le nord de la Tchétchénie, district Naourski. Les tankistes du 70e régiment de la 42e division motorisée de la Garde (unités militaires 65384 et 44842) sont établis à Chali. Le 2e régiment (unités militaires 16544 et 44842) de cette 42e division, dit « régiment de la montagne », est basé dans le village de haute montagne Borzoï du district Chatoïski. Signalons enfin les bataillons dits « de volontaires », qui souvent ne sont pas recrutés en Tchétchénie, mais dans toute la Russie[16].

Kadyrov est donc l'unique chef d'un des quatre-vingt-cinq « sujets » de la Fédération de Russie à disposer de ses forces armées, et bien qu'il ait affirmé que « ce sont les combattants tchétchènes qui seront dans les points les plus chauds » de la guerre, on peut douter qu'ils aient même jamais été sur les lignes de front. D'ailleurs, en principe, les membres de la Rosgvardia ne sont pas autorisés à participer aux combats. Des unités de ces *kadyrovtsy* ont en revanche été signalées sur les lieux où ont été commis de nombreux crimes contre des civils, mais aucun ne leur a été attribué, en tout cas pas avant août 2022. Ils ont été les premiers à se retirer du nord de Kiev, avant que ne passe par les mêmes villages le reste de l'armée russe en retraite. Ils ont ensuite été envoyés à Marioupol, puis dans la région de Louhansk. Kadyrov s'est enorgueilli de ses 12 000 hommes prêts à se battre en Ukraine, ainsi que de victoires éclatantes qu'ils y auraient prétendument obtenues. Sans doute cherche-t-il à se racheter : en effet, dans la nuit du 3 au 4 février 2022, il a été convoqué au Kremlin et réprimandé par Poutine en raison, probablement, de ses appels, à la télévision de Grozny, à liquider physiquement ses opposants. Car, de façon étrange, il fut annoncé juste après à la télévision tchétchène que, finalement, les autorités tchétchènes n'allaient plus parler de leurs opposants à l'étranger et qu'elles allaient simplement les ignorer… Quoi qu'il en soit, la guerre en Ukraine est devenue le moyen pour Kadyrov de démontrer son absolue loyauté au maître du Kremlin. Et pour son entourage, elle est aussi un moyen de faire carrière puisque celui-ci distribue ses médailles les plus recherchées aux proches de Kadyrov envoyés en Ukraine.

Enfin, le despote de Tchétchénie a déclaré sur une chaîne de télévision russe qu'il ne fallait pas voir, dans cette « opération spéciale », le visage du peuple russe se battant contre son peuple frère ukrainien, mais celui de tous les autres peuples de la Fédération de Russie qui y participent. Or, des calculs opérés à partir de documents issus de sources ouvertes montreraient que la proportion des tués à la guerre issus de ces petits peuples non russes

ne dépasse pas 1 % des pertes totales. Pourtant, les médias russes évoquent bien davantage la participation des Tchétchènes en Ukraine que le rôle des Russes. Autrement dit, la guerre des Tchétchènes, des Bouriates, des Tatars, des Kalmouks, des Ossètes, des Daghestanais et d'autres petits peuples est destinée à attirer sur eux la haine des Ukrainiens, pour mieux préserver, à l'avenir, la possibilité d'une amitié russo-ukrainienne renouvelée. Ainsi, la guerre de Vladimir Poutine en Ukraine remet à l'ordre du jour des questions que l'Occident s'efforçait de ne pas voir : le problème des peuples du Caucase du Nord et de la politique russe dans ces régions.

OceanofPDF.com

8

Poutine et la Géorgie : le déni de souveraineté

Thorniké Gordadzé

Il est légitime de se demander comment, après l'invasion de la Géorgie par la Russie en 2008, la guerre en Ukraine a pu encore surprendre. Il apparaît clairement que la non-prise en compte des leçons de la guerre géorgienne par les puissances occidentales et la volonté de celles-ci de la cacher sous le tapis ont enhardi Poutine et l'ont renforcé dans sa politique révisionniste. Passif, et dans une posture continue d'apaisement, le monde démocratique conforta le président russe dans sa conviction à propos de la faiblesse et de la décadence occidentales. De fait, il l'encouragea à se lancer dans d'autres conquêtes au mépris total du droit international.

Devenu plus confiant après l'écrasement dans le sang de la résistance tchétchène et sous les applaudissements de son opinion chauffée à blanc par le monopole de l'espace télévisuel préalablement obtenu, Poutine pouvait désormais se consacrer aux anciennes républiques soviétiques les plus rétives à accepter la domination russe. La Géorgie apparut alors comme la première cible idéale. Petite et fragilisée par les conflits ethniques datant de la fin de l'ère soviétique – entretenus et instrumentalisés avec art par

Moscou –, se tenant depuis des années aux portes de l'Union européenne et de l'OTAN, dirigée par une élite politique farouchement pro-occidentale, surtout après la Révolution des roses de novembre 2003 (qui mena à la démission du président Chevardnadzé), ce pays du Caucase méridional disposait en outre d'une localisation géographique très enviable.

L'agression d'août 2008 fut la première invasion armée opérée par Moscou contre un pays indépendant depuis l'attaque contre l'Afghanistan en 1979. La défaite des troupes géorgiennes et l'occupation de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud par les Russes furent célébrées par Poutine comme une grande victoire scellant officiellement « le relèvement de ses genoux » de la Russie après son humiliante défaite dans la Guerre froide. Cette revanche en marche ne pouvait pas s'arrêter là et les plus clairvoyants prévenaient déjà que la prochaine victime sur la liste serait l'Ukraine. Et que si Poutine n'était pas arrêté dans son élan impérialiste, le conflit pourrait s'étendre plus tard à la Pologne et aux États baltes.

La guerre en Géorgie révéla ce qu'allaient être les principes fondamentaux de la politique poutinienne. D'abord le recours à la guerre comme moyen ordinaire et efficace pour atteindre aussi bien ses objectifs géopolitiques que la consolidation de son pouvoir à l'intérieur de la Russie. Ensuite le mépris total du droit international, doublé de révisionnisme virulent Poutine redessinait à sa guise la carte du monde, reconnaissait certaines entités comme « États indépendants » tout en les occupant militairement – l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud, les « Républiques populaires » de Donetsk et de Louhansk – ou encore s'emparait et annexait des territoires appartenant à d'autres États – la Crimée. Aussi la guerre, action matérielle sur le champ de bataille, est-elle précédée, accompagnée et suivie d'une guerre dite « hybride », qui se déroule dans le champ informationnel – désinformation, création d'une réalité virtuelle alternative –, économique – instrumentalisation de l'arme énergétique, organisation de pénuries, par exemple des famines –, politique – corruption

d’une partie de l’élite politique et manipulation des processus électoraux à l’étranger – et cyberattaques contre les infrastructures vitales des pays cibles. Contrairement à la guerre classique limitée dans le temps, cette forme hybride de la guerre, aussi appelée « guerre politique[1] », se déroule de façon permanente, constituant la caractéristique principale du *modus operandi* politique de l’État russe. Enfin, le régime promeut un antilibéralisme et un anti-occidentalisme virulents, une idéologie à vocation globale qui se caractérise par un parfait éclectisme, car elle combine des éléments empruntés au conservatisme, au fascisme, mais aussi au communisme et à l’anticolonialisme tiers-mondiste. Ce bric-à-brac idéologique se déploie avec des variantes adaptées à chaque population spécifique et se présente de manière différente sur la scène intérieure russe, dans les pays du Sud, et au sein même de l’Occident, où il entre en convergence avec une multitude de partis ou de mouvement dits « antisystèmes ».

À cet égard, il est indispensable de démentir des idées reçues et bien ancrées dans les milieux diplomatiques, politiques ou d’expertise à propos de la guerre russo-géorgienne. Afin de mieux justifier ses reculades face à l’agresseur, l’opinion occidentale s’est mise en effet à chercher des arguments pour relativiser et établir « la responsabilité partagée » des belligérants. Certes, la Russie avait bien attaqué la Géorgie et occupé 20 % de son territoire, mais le gouvernement géorgien était déjà en conflit avec ses « minorités pro-russes » en Abkhazie et Ossétie du Sud. Certes, la Russie avait bien enfreint le droit international, mais le leadership géorgien avait été très imprudent en voulant rejoindre à marche forcée l’Union européenne et l’OTAN. L’exemple le plus abouti de cette pensée en demi-teinte fut le rapport sur les causes de la guerre russo-géorgienne de la mission d’enquête internationale dirigée par la diplomate suisse Heidi Tagliavini[2]. Ce document de 800 pages publié en septembre 2009 conclut sur la responsabilité russe dans sa « réaction disproportionnée » à l’attaque

géorgienne contre la ville de Tskhinvali, capitale de l'Ossétie du Sud. Laquelle attaque fut, d'après le rapport, une surréaction aux nombreuses provocations et tirs venant des milices séparatistes ossètes. L'hésitation à établir la responsabilité claire de Moscou dans l'agression d'un État souverain et l'absence d'appréciation à sa juste valeur des années de préparation du conflit par la politique délibérée de la Russie, de son soutien militaire, économique et politique aux séparatistes ossètes et abkhazes ont conduit à une conclusion ambiguë aisément exploitable par le Kremlin.

En réalité, la volonté de soumettre la Géorgie est bien antérieure à l'arrivée au pouvoir du très/trop pro-occidental Mikheil Saakachvili et à la velléité géorgienne de rejoindre l'OTAN. Elle existait avant même l'accession de Poutine à la présidence. Et, de la déclaration d'indépendance des provinces rebelles aux cyberattaques, quasiment toutes les pratiques « hybrides » ou coercitives russes rencontrées aujourd'hui en Ukraine furent déjà expérimentées en Géorgie.

« Georgia on his mind » : ce que signifie la Géorgie pour Poutine

La Géorgie n'occupe pas la même place centrale que l'Ukraine dans l'idéologie du « monde russe ». Elle n'appartient pas au premier cercle constitué par les trois entités slaves – la Russie, l'Ukraine et le Belarus –, mais elle vient immédiatement après. C'est une nation très largement chrétienne orthodoxe que l'empire russe annexa morceau par morceau dans la première partie du XIX^{e} siècle. La grille de lecture de cette conquête et de l'abolition des royaumes et des principautés géorgiennes par l'historiographie impériale et nationaliste russe est celle d'un « rattachement volontaire » et de la « libération » de la Géorgie de la domination des empires ottoman et perse. La représentation symboliquement importante de quelques Géorgiens aux plus hauts postes de

l'empire – du général Piotr Bagration, héros de la bataille de Borodino, à Staline et Beria – renforça cette croyance que la Géorgie n'était pas une colonie, mais au contraire profitait bien de sa position. Poutine fut fortement irrité, par exemple, lorsqu'il apprit, en 2006, l'ouverture en Géorgie d'un musée de l'occupation soviétique. « De quelle occupation parle-t-on ? L'URSS a toujours été dirigée par les Géorgiens ! » s'est-il exclamé dans une interview faussement improvisée[3]. Les origines géorgiennes de Staline et la religion orthodoxe sont assurément les deux piliers qui font de la Géorgie une terre à tenir « hors d'atteinte des Américains ».

Mais si la figure de Staline, complètement réhabilitée sous le nouveau maître du Kremlin, est même utilisée comme un outil de *soft power* pour séduire une frange de la population géorgienne, elle s'avère beaucoup moins efficace comparée à l'Église orthodoxe. Pourtant l'Église orthodoxe géorgienne est autocéphale et n'entretient donc aucun lien de dépendance hiérarchique à l'égard de l'Église orthodoxe russe. Et contrairement à l'orthodoxie ukrainienne, elle est en outre unie et très centralisée. Avec l'intronisation de Kirill au rang de patriarche, avec l'appui de Poutine, l'Église orthodoxe russe renforça son emprise sur cette Église géorgienne devenue, en Géorgie, le rempart de l'anti-occidentalisme et de l'illibéralisme. De même, elle fut la propagandiste de la « fraternité orthodoxe » avec la Russie. Soulignons que plus les relations politiques se dégradaient entre les deux pays, plus le « volet spirituel » s'amplifiait, avec le soutien du Kremlin. Certains hiérarques de l'Église géorgienne allèrent jusqu'à refuser de condamner l'invasion russe de 2008 – en septembre de la même année, une revue officielle du patriarcat alla jusqu'à écrire dans son éditorial que les bombes tirées par la Russie étaient une punition divine pour les fautes des dirigeants géorgiens qui voulaient se rapprocher de l'Occident[4]. De son côté, Poutine rencontra le patriarche de l'Église orthodoxe géorgienne, Ilia II, en contraste flagrant avec son boycott du

président de la République. Ce flirt avec le patriarche porta ses fruits, car ce dernier parla du maître du Kremlin comme d'une personne « chaleureuse et sage » qui « reconsidérerait la situation en Géorgie et [que] le pays se réunifierait de nouveau[5] ». Aussi, malgré la guerre et la rupture des relations diplomatiques avec la Russie, le patriarcat géorgien n'a pas reconnu l'autocéphalie du patriarcat de Kiev, s'alignant ainsi sur la position de Moscou et non sur celle du patriarcat œcuménique de Constantinople.

La guerre avant la guerre : la diplomatie coercitive russe envers la Géorgie

Il est erroné d'affirmer que les relations russo-géorgiennes se dégradèrent après la Révolution des roses en 2003 et l'affirmation de la volonté de Tbilissi de rejoindre l'OTAN[6]. En réalité, elles furent mauvaises dès les premiers mois de l'indépendance et déjà exécrables lors de l'arrivée au pouvoir de Poutine, inexorablement liée à la seconde guerre de Tchétchénie. Dans ce contexte, la position géorgienne par rapport au conflit ne pouvait qu'irriter davantage. En effet, lors de la première guerre, la Géorgie, subissant de plein fouet la *pax russica* post-guerre civile, fut contrainte d'ouvrir son espace aérien aux avions russes qui bombardaient la partie méridionale de la Tchétchénie. À l'inverse, en 2000, le président géorgien Edouard Chevardnadzé se sentit assez fort pour agir selon les intérêts nationaux et n'offrit au Kremlin l'accès ni à son territoire ni à son espace aérien. Pire, entre les deux guerres, les Géorgiens et les Itchkériens[7] parvinrent à établir des relations cordiales, et aplanirent leurs divergences, dues en particulier à la participation de nombreuses unités tchétchènes à la guerre abkhaze en 1992-1993 aux côtés des séparatistes. Le refus géorgien fut très mal apprécié par Moscou et les attaques verbales furent très vite accompagnées d'actions militaires inamicales, telles que violations de

l’espace aérien et bombardements de la zone frontalière faisant plusieurs victimes.

Poutine accusa la Géorgie d’abriter les bases arrière des « terroristes » tchétchènes et de servir de lieu de passage aux djihadistes internationaux voulant rejoindre la Tchétchénie. La vallée de Pankissi, située au nord-est de la Géorgie, qui abrite depuis plus d’un siècle une population de langue vainakhe – les Kistes, proches des Tchétchènes –, fut l’objet de toutes les attentions et accusations. Avec le déclenchement de la deuxième guerre, la vallée avait certes accueilli des réfugiés tchétchènes parmi lesquels se trouvaient sans doute des combattants blessés ou épuisés, mais la situation était bien éloignée de l’image apocalyptique décrite par la propagande russe. Celle-ci cherchait avant tout un prétexte pour justifier son intervention sur le sol géorgien.

L’agitation russe autour de Pankissi déboucha en définitive sur un résultat désavantageux pour le Kremlin. Espérant bénéficier de l’effet d’aubaine créé par les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, Poutine voulut imiter l’Amérique et traquer les « terroristes » tchétchènes au-delà des frontières russes. La Géorgie devint alors la cible d’une possible « opération militaire spéciale ». La propagande officielle russe prépara le terrain en parlant de laboratoires de ricin et de camps d’entraînement d’al-Qaida en Géorgie. Or le résultat de cette agitation fut le contraire de ce qui était escompté. Washington ne donna pas son feu vert à une intervention russe en Géorgie, et lança en outre, en solidarité avec son allié caucasien, un programme appelé GTEP (Georgia Train and Equip Program) d’un montant de 64 millions de dollars. Ce programme visait à envoyer 150 à 200 instructeurs militaires américains en Géorgie pour entraîner et équiper ses forces antiterroristes. Le GTEP prit au dépourvu le Kremlin, piégé par sa propre campagne d’agitation. Non seulement Poutine ne pouvait guère exprimer son mécontentement sur le plan officiel, car les États-Unis avaient répondu à sa préoccupation concernant la situation à Pankissi, mais il venait

en outre de gagner ce qu'il désirait le moins : une présence militaire américaine – certes temporaire et limitée, mais inédite – dans le Caucase.

Pour punir Tbilissi, il quitta unilatéralement les accords régulant la libre circulation entre les deux pays et introduisit le régime des visas pour les ressortissants géorgiens. La Géorgie fut le seul pays de la CEI à devoir subir ce régime migratoire discriminatoire. Pour rendre la pilule encore plus amère, la Russie annonça exempter les habitants des régions sécessionnistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud de ce traitement « pour des raisons humanitaires ». En procédant ainsi, elle remit en cause l'intégrité territoriale de la Géorgie et fit un pas dans la direction du futur dépeçage du pays. En même temps, Moscou accéléra la distribution de passeports russes aux résidents d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, de sorte qu'au début des années 2000, 90 % des Ossètes vivant dans les zones contrôlées par les séparatistes et 70 % des Abkhazes avaient déjà la citoyenneté russe. En outre, cette action coercitive avait pour objectif d'accroître les tensions sociales en Géorgie, car Poutine et son entourage se fondaient sur une idée apparemment fausse que l'émigration des Géorgiens vers la Russie et leurs envois de fonds constituaient le facteur majeur de la stabilité macroéconomique du pays. Le tarissement ou la complication du flux migratoire vers la Russie était censé provoquer un mécontentement social, qui à son tour devait faire plier le régime. Or, le nombre des Géorgiens vivant en Russie et leur influence sur l'économie du pays avaient été très largement surestimés au Kremlin ; et comme l'émigration vers la Russie devenait aussi, voire plus compliquée que vers l'Europe, les candidats au départ choisirent plus volontiers cette dernière destination. Pire, beaucoup de Géorgiens vivant en Russie partirent chercher une vie meilleure en Europe ou en Amérique du Nord. La Géorgie, hors Abkhazie et Ossétie, devint ainsi plus étrangère à la Russie, à sa langue et à sa culture, et le nombre d'étudiants se dirigeant vers les universités russes se réduisit à une portion insignifiante.

La véritable raison du mécontentement de Poutine et de son irritation croissante furent la dérive progressive de la Géorgie vers l'orbite occidentale. À la fin des années 1990, le pays était déjà le premier État bénéficiaire de l'aide publique américaine *per capita*. En outre, il se débarrassait progressivement de la présence militaire russe. Dès 1998, les gardes-frontières et les garde-côtes russes furent évacués et Tbilissi eut enfin la pleine possession de ses frontières terrestres et maritimes, exception faite des portions abkhaze et sud-ossète. En avril 1999, dans le cadre des accords de réduction des armes conventionnelles en Europe, la Géorgie obtint la fermeture des bases militaires russes sur son territoire au sommet de l'OSCE à Istanbul. Le début des travaux de construction des pipelines pétrolier et gazier Bakou-Tbilissi-Ceyhan et Bakou-Tbilissi-Erzeroum privait de surcroît Moscou d'un levier important sur les exportations d'énergie de la mer Caspienne et expliqua son mécontentement croissant.

Aux yeux de Poutine, pour qui la dissolution de l'URSS était la pire tragédie géopolitique du XX^{e} siècle, Chevardnadzé, aux côtés de Gorbatchev et Yakovlev, apparaissait comme l'un des fossoyeurs de l'empire, l'un des traîtres qui avait joué un rôle de premier plan, notamment dans la réunification allemande[8]. Nombreux furent ceux qui remarquèrent la différence d'attitude du président russe vis-à-vis de Chevardnadzé et de son homologue azerbaïdjanais Heydar Aliyev, par exemple. Ce dernier inspirait à Poutine beaucoup plus de respect, ne serait-ce qu'en raison de sa carrière effectuée au sein du KGB. Cela explique certainement les mots très sévères et méprisants de Poutine envers Chevardnadzé, lorsque ce dernier fut forcé pacifiquement à démissionner en novembre 2003. Commentant les événements, Poutine déclara : « Le changement de leadership de la République est la conséquence directe de la série d'erreurs systématiques en politique étrangère, intérieure et économique commises par ses anciens leaders. […] La politique étrangère de M. Chevardnadzé ignorait les liens historiques et culturels de la Géorgie et des réalités géopolitiques évidentes.

[…] Économiquement, la Géorgie avait sombré dans la corruption et fut obligée de recourir à l'humiliante demande d'aide venant de l'étranger. Ces dernières années plus d'un million de Géorgiens ont quitté leur pays, cherchant du travail ailleurs, principalement en Russie. Les Géorgiens travaillant légalement ou illégalement en Russie envoient plus de 2 milliards de dollars par an dans leur pays, ce qui est supérieur à toute aide occidentale[9]. » Dans l'euphorie post-révolutionnaire, ces derniers prêtèrent peu d'attention à ces paroles de Poutine, prononcées quelques jours à peine après la démission de Chevardnadzé. Pourtant, elles résument bien la croyance profonde du maître du Kremlin au sujet du pays.

La Géorgie après la Révolution des roses, une « anomalie » à détruire

Au printemps 2004, contre toute attente, le nouveau président Mikheil Saakachvili réserva sa première visite bilatérale à la Russie. La rencontre ne fut pas trop mauvaise, Poutine n'ayant eu que deux heures de retard. La Géorgie aussi fit quelques efforts, notamment en expulsant quelques combattants tchétchènes, malgré la protestation de plusieurs ONG. En échange Tbilissi espérait l'assouplissement de la position russe sur l'Abkhazie, mais ces attentes furent vaines. Saakachvili se souvenait que dès leur première rencontre, Poutine l'avait soumis à un test en lui faisant nettement comprendre que le chef des renseignements géorgiens était « leur homme » et qu'il fallait le maintenir à ce poste[10]. L'objectif de conserver le contrôle des structures de force des pays voisins a toujours été la priorité de la stratégie soviétique puis russe, et avec l'arrivée de Poutine le contrôle des services de renseignement des pays voisins prit une dimension toute particulière : cela devint une véritable ligne rouge. Que cela soit dans le cas de l'Ukraine, du Belarus ou des pays d'Asie centrale, Moscou attachait peu d'importance aux déclarations des ministères des Affaires étrangères, le

plus important étant le contrôle des *siloviki* et des services qui, en cas de besoin, pouvaient agir de façon décisive.

Comme cela était prévisible, le test de loyauté ne pouvait pas être positif pour un leader dont l'objectif affirmé était de rompre avec les reliquats du soviétisme en Géorgie et de rapprocher à marche forcée son pays de l'Union européenne et de l'OTAN. De façon inévitable, Saakachvili remplaça le chef du renseignement, et quelques semaines plus tard, le 6 mai 2004, Aslan Abachidzé, le politicien pro-Kremlin le plus important en Géorgie et président de la région d'Adjarie, s'enfuit à Moscou. « C'est le dernier cadeau que nous vous faisons » déclara Igor Ivanov, le secrétaire du Conseil de sécurité de Russie, venu évacuer Abachidzé et sa famille avec son avion personnel.

Ainsi à l'été 2004, Moscou avait déjà compris qu'avec Saakachvili l'éloignement de la Géorgie de l'orbite russe prenait une tout autre dimension que sous son prédécesseur. La lutte contre la corruption, le remplacement des hauts fonctionnaires de formation soviétique par des jeunes ayant étudié en Europe et aux États-Unis, l'éradication des fameux « voleurs dans la loi » – une élite criminelle ayant de fortes connexions avec la Russie –, les purges au sein des *siloviki*, la mise à l'écart d'une partie de l'intelligentsia traditionnelle géorgienne tant appréciée à Moscou, furent autant de développements internes qui montrèrent le sérieux de l'entreprise politique d'émancipation du pays par rapport à la tutelle russe. La nouveauté par rapport à Chevardnadzé, qui lui aussi était aligné sur l'Ouest, c'est que ce rapprochement n'était pas tactique : il s'agissait désormais d'une détermination d'asseoir ce processus sur des bases solides, y compris sur le plan des valeurs.

La Géorgie commença alors d'être perçue comme une véritable anomalie. Le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, la qualifia ainsi explicitement dans une interview au canal Mir[11]. Les réformes géorgiennes, au rang desquelles l'éradication de la corruption et la

construction parallèle d'une administration moderne efficace et d'un système politique démocratique, firent véritablement sensation auprès des pays de la région. Le Kremlin les perçut comme très dangereuses, car elles remettaient directement en cause le modèle de développement que Poutine affirmait être le seul possible dans l'espace eurasiatique : « la verticale du pouvoir » – c'est-à-dire l'autoritarisme antidémocratique, accompagné de son pendant de politique étrangère « la démocratie souveraine », qui signifiait la rupture avec le monde occidental et l'alignement sur Moscou. Tbilissi devint un centre d'attraction de toutes les forces libérales et démocratiques de la région et l'opposition russe s'en inspira pour son programme[12]. Il devenait donc urgent pour Poutine de discréditer et de faire échouer cette expérience.

Les premiers affrontements violents avec les intérêts russes eurent lieu dans la région de Tskhinvali en Ossétie du Sud dès le mois d'août 2004. Ils suivirent la décision du gouvernement géorgien de fermer les voies de contrebande en provenance et à destination de la Russie. Première source de revenus des séparatistes sud-ossètes soutenus par la Russie, celles-ci minaient le budget de l'État, car 70 % des marchandises importées de Russie en Géorgie transitaient par le territoire sud-ossète et échappaient ainsi à toute taxation. Ces affrontements entre les milices sud-ossètes, soutenues par les « forces de paix » russes, et la police et l'armée géorgiennes se déroulèrent du 10 au 19 août 2004. C'étaient les plus importants signalés depuis le début des années 1990, ils firent une trentaine de victimes. Un nouvel accord de cessez-le-feu signé par les belligérants ramena une paix provisoire, mais la situation dans la région resta très volatile.

La déstabilisation des régions frontalières ne fut pas le seul moyen de punir la Géorgie. En mars 2006, ses produits agricoles, et en particulier le vin, furent frappés d'embargo russe sous le prétexte, largement fallacieux, d'un non-respect des règles phytosanitaires. Ce fut un coup dur pour le

secteur et pour des régions entières, car depuis la période soviétique, le marché russe était le premier débouché de l'agriculture géorgienne. Après deux années difficiles et la chute de la production, le pays trouva des marchés alternatifs qu'il fallut conquérir en mettant l'accent sur la qualité.

En janvier 2006, la Russie coupa net la livraison du gaz à la Géorgie et seul le doublement des importations azerbaïdjanaises aida le pays à passer l'hiver. Puis à l'automne 2006, les autorités russes organisèrent une campagne d'expulsion massive des ressortissants géorgiens. De véritables rafles furent organisées dans les villes russes, aboutissant à la déportation de plusieurs milliers de Géorgiens, y compris parmi ceux qui avaient des papiers en règle. Ces transferts eurent lieu dans des conditions très dégradantes, notamment par l'utilisation d'avions-cargos. Cette véritable chasse à l'homme, digne des rafles de juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale, relevait d'une vengeance personnelle de Poutine et répondait à l'arrestation très médiatisée de quatre espions russes en Géorgie et à leur expulsion vers la Russie. L'ancien kagébiste a toujours considéré les torts causés aux espions russes comme la forme la plus élevée de l'humiliation. De nombreux cas de maltraitance et plusieurs décès ayant été relevés par les organisations de protection des droits humains, en 2014 la Cour européenne des droits de l'homme condamna la Russie et lui donna douze mois pour négocier avec la Géorgie les modalités précises de réparation des dommages subis par les citoyens géorgiens. Cependant, les chantages économique, migratoires et énergétiques ne réussirent pas à briser la détermination géorgienne de poursuivre la politique d'émancipation vis-à-vis du Kremlin, ce qui, malheureusement, rendit la guerre de plus en plus inévitable.

La guerre de cinq jours : l'aboutissement d'un long processus

« Les forces de paix » russes stationnées dans la zone du conflit, qui n'avaient jamais été neutres, lancèrent une véritable guerre des nerfs contre les Géorgiens. Elles commencèrent à organiser, dès 2005, les exercices militaires conjoints avec les miliciens séparatistes. La collusion des intérêts russes et sécessionnistes atteignit son apogée avec la nomination de militaires de carrière et de cadres du FSB russes aux « postes gouvernementaux » sud-ossètes. Ils venaient tous de la Fédération de Russie et n'avaient jamais résidé dans la région : le Premier ministre sud-ossète Iouri Morozov, chargé d'obtenir l'aide économique et financière russe à l'Ossétie du Sud à travers les banques privées russes ; le président du Conseil de sécurité Anatoli Barankevitch, un colonel de l'armée russe, salarié du ministère de la Défense de la Fédération de Russie ; le ministre de la Défense Vassili Lounev, un ancien commissaire militaire de l'oblast de Perm en Russie centrale, vice-commandant des forces russes en Sibérie ; le ministre de l'Intérieur Mikhaïl Mindzaev, ex-chef des unités spéciales de la police nord-ossète ; le ministre de la Sécurité d'État Boris Atoev, ex-chef adjoint du FSB russe en Kabardino-Balkarie. En outre, par la mise en place d'infrastructures reliées à la Russie – routes, gazoducs –, le Kremlin s'engagea dans une annexion rampante de la région. Ainsi, à partir de 2004-2005, l'implication russe devint tellement évidente que le facteur strictement local passa au second plan. Edouard Kokoïty, le « président de l'Ossétie du Sud », se rendait par exemple en moyenne deux fois par mois à Moscou, officiellement « pour consultations » avec le gouvernement russe.

Dès 2004, les forces russes commencèrent à installer une base militaire à Djava, une bourgade située à une vingtaine de kilomètres au nord de Tskhinvali, en violation de tous les accords signés entre les parties. Les « militaires » sud-ossètes, agissant sur instructions de Barankevitch, commirent plusieurs actes de sabotage contre des objectifs stratégiques – barrages, lignes à haute tension – situés sur le territoire contrôlé par les autorités géorgiennes. Les « forces de paix » russes servaient de couverture

aux agissements des groupes de diversion du GRU – le service de renseignement militaire russe – dont les officiers planifiaient les attentats et autres actes de sabotage à partir du territoire ossète. Ainsi, en octobre 2006, les services géorgiens arrêtèrent un officier du GRU, Anatoli Syssoev, l'organisateur d'un attentat contre le bâtiment de la police de Gori en 2004, qui avait provoqué la mort de plusieurs personnes.

En novembre 2006, la Russie organisa en Ossétie du Sud un référendum sur l'indépendance qui recueillit plus de 99 % d'opinions favorables. Bien qu'il fût considéré comme nul et non avenu par la communauté internationale, la Russie dépêcha sur place ses « observateurs » et le président de la Douma salua ces résultats. Le référendum et sa couverture médiatique furent intégralement pris en charge par la Fédération de Russie, qui, pour donner de l'importance à l'événement, installa un centre de presse international à Tskhinvali. Cet outil de propagande fut dirigé par le chef adjoint de la très officielle Direction des relations interrégionales de l'administration présidentielle de la Fédération de Russie.

Dirigée par des officiers russes et militarisée à outrance, l'Ossétie du Sud devint au fil des ans l'un des principaux leviers du Kremlin pour déstabiliser le régime de Saakachvili et empêcher son rapprochement avec l'OTAN. Pour y parvenir, la Russie entama le processus du « dégel » des conflits abkhaze et ossète.

L'invasion en règle débuta le 7 août 2008, à la suite d'une escalade d'une semaine entre les milices séparatistes et les forces géorgiennes. Comme en février 2022 pour l'Ukraine, la Russie massa, dès le mois de juillet 2008, et sous prétexte d'exercices militaires, plusieurs dizaines de milliers de soldats à la frontière nord de la Géorgie. Ces exercices qui devaient s'achever à la fin du mois furent prolongés et les unités ne rejoignirent jamais leurs lieux de cantonnement habituels. En même temps, les navires militaires de la flottille de la mer Noire étaient chargés avec du matériel de guerre en Crimée. Puis Kokoïty, le chef des séparatistes ossètes,

déclara que « les forces armées de la République d'Ossétie du Sud étaient prêtes à libérer la totalité de son territoire, ainsi que l'Ossétie historique ». En parallèle, le « gouvernement » sécessionniste ordonna l'évacuation de la population civile vers la Russie – devant les dizaines de caméras des chaînes de télévision russes dépêchées à Tskhinvali pour couvrir l'événement.

Dans la semaine qui précéda l'invasion, divers groupes armés, sous couvert des unités « volontaires », affluèrent en Ossétie du Sud. Le 7 août, ce fut déjà le cas des colonnes régulières de la 58e armée russe, mais la Russie ne reconnut qu'elle était en guerre avec la Géorgie qu'à partir de 8 août, après les premiers morts parmi ses « forces de paix » et l'avancée de l'armée géorgienne vers Tskhinvali. Comme en Ukraine en 2014 et en 2022, Poutine refusa le terme de « guerre » pour qualifier ce qui se passait en Géorgie, choisissant d'évoquer « l'opération de contrainte de la Géorgie à la paix ».

Les leçons non tirées de la guerre géorgienne

Le cessez-le-feu entre la Russie et la Géorgie fut signé dans la nuit du 12 au 13 août, le président français Nicolas Sarkozy, alors président de l'Union européenne au second semestre 2008, en étant le parrain. L'accord en six points prévoyait l'arrêt immédiat des combats, le retrait des troupes sur les positions antérieures au 8 août, le libre accès à l'aide humanitaire, le retour des réfugiés et des déplacés sur leur lieu de résidence habituelle, la création d'un forum de négociations internationales pour déterminer les modalités de la sécurité en Ossétie du Sud et en Abkhazie et l'envoi dans la région d'une mission de surveillance du cessez-le-feu formée par l'Union européenne (MMUE).

Acculée par l'avancée des troupes russes sur la capitale Tbilissi, la Géorgie n'avait pas de marge de manœuvre. Elle estima que l'accord devait

contenir un point supplémentaire sur le respect de l'intégrité territoriale de la Géorgie, mais la Russie refusa, voulant transformer sa victoire militaire sur le terrain en victoire diplomatique. Moscou souhaitait la formulation la plus ambiguë possible du paragraphe concernant l'avenir de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, afin de pouvoir l'interpréter à sa guise dans le but d'une éventuelle annexion ou de la reconnaissance de l'indépendance de ces régions. Tout comme l'Ukraine pour les accords de Minsk II en février 2015 et comme lors des premiers mois après l'invasion de 2022, les partenaires occidentaux conseillèrent à la Géorgie d'être moins intransigeante face à la puissance de feu russe et d'accepter l'accord, bien qu'il fût imparfait. Ce que fit la Géorgie.

Une fois l'accord signé, Moscou continua d'agir selon son propre plan et, en 2022, cinq des six points de l'accord ne sont toujours pas appliqués par la Russie. Le seul dispositif mis en œuvre fut l'arrêt de la phase active des combats. Ainsi, les réfugiés et déplacés géorgiens ne furent pas autorisés à retourner chez eux et Kokoïty revendiqua publiquement – et justifia – la destruction totale des villages géorgiens. En outre, la mission de contrôle de l'Union européenne ne fut pas autorisée à inspecter le territoire sous contrôle russe, soit désormais la totalité de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Elle n'eut accès qu'à la zone administrée par la Géorgie. Aussi, comme le craignaient les Géorgiens, la Russie n'attendit pas les négociations internationales et deux semaines après l'accord, elle proclama la reconnaissance unilatérale de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Si, à l'époque, l'option « indépendance » prévalut sur l'option « annexion », à l'instar de la Crimée en 2014, ce fut uniquement par la volonté de Poutine de répliquer à la reconnaissance du Kosovo par les Occidentaux. En effet, il n'était alors « que » Premier ministre et Medvedev assurait la présidence. Mais toutes les personnes impliquées dans les négociations sont unanimes pour affirmer que c'est bien lui qui menait la danse, Medvedev étant réduit à n'être qu'une figure décorative. Plusieurs

diplomates ont confirmé que les appels téléphoniques destinés à Medvedev recevaient systématiquement une réponse par Poutine. Celui-ci était très virulent à l'égard du président géorgien, allant jusqu'à menacer de « pendre Saakachvili par les couilles[13] » lors d'un entretien avec Nicolas Sarkozy. Enfin, la Russie refusa de retirer ses troupes sur les positions d'avant le 8 août et, au mépris de l'accord, elle établit de nouvelles bases militaires dans les deux provinces.

Quelle fut la réaction des gouvernements occidentaux à l'invasion de la Géorgie et au non-respect des accords signés par le Kremlin ? En dehors des déclarations de condamnation et des suspensions très provisoires de plusieurs plateformes de dialogue avec Moscou – comme celle de la Commission OTAN-Russie ou la participation russe à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe –, la Russie ne paya aucun prix pour la violation flagrante répétée du droit international. L'Union européenne ne parvint pas à obtenir le consensus de tous ses membres pour adopter une quelconque sanction économique, les États baltes et la Pologne ne faisant pas le poids face à l'Allemagne et à la France. De façon plus décevante encore, les États-Unis, d'habitude plus fermes face au Kremlin, firent de même. Quelques mois à peine après cette invasion, l'administration Obama proposa le « *reset* » – le « redémarrage » – et la politique de la page blanche avec Poutine[14]. En 2012, lors d'une rencontre au sommet à Séoul, Obama promit à Medvedev « plus de flexibilité » après sa réélection à son second mandat. Toujours officiellement président de Russie, ce dernier s'empressa de « transmettre ce message à Vladimir[15] ».

De son côté, l'Union européenne s'entêta à ne pas utiliser le terme d'« occupation russe » ou de « nettoyage ethnique » dans ses documents officiels et déclarations, préférant parler de « régions sécessionnistes » et « du droit des déplacés de revenir à leurs lieux d'habitation permanente[16] ». En 2011, les États-Unis et l'Union européenne pesèrent même de tout leur poids pour littéralement forcer le gouvernement géorgien à lever son veto à

l’adhésion de la Russie à l’Organisation mondiale du commerce. Déjà membre de l’OMC, la Géorgie voulait ainsi protester contre la violation par la Russie d’une des règles de base du commerce interétatique : le respect de l’unicité du régime de commerce appliqué à un État souverain. Influencés par les milieux économiques, les gouvernements européens et américains estimèrent que l’adhésion à l’OMC donnerait une impulsion favorable au commerce avec la Russie qui serait tenue de respecter les règles et notamment s’abstiendrait d’utiliser de manière abusive les procédures coercitives entravant le libre-échange. La Géorgie plia devant la pression conjointe de Bruxelles et de Washington, tandis que Moscou continuait de mépriser les réglementations internationales comme à son habitude.

L’approche en termes d’apaisement et d’euphémisation permanente adoptée par les puissances démocratiques n’a pas eu pour conséquence l’engagement d’un vrai partenariat avec la Russie. Dans sa relation avec l’Occident, considérée d’emblée comme un affrontement, le Kremlin estime que chaque concession, chaque tentative de dialogue sont un aveu de faiblesse et une occasion de passer à l’offensive. « On bat les faibles », la déclaration du président russe au soir du bain de sang de l’école de Beslan, avait donné le ton. Entre la guerre de Géorgie en 2008 et la seconde invasion de l’Ukraine en 2022, la Russie, convaincue de la décadence et de la faiblesse de l’Occident, et plutôt que d’accepter sa main tendue, est devenue la principale force anti-occidentale de la planète. En outre, comme toute dictature, le régime de Poutine fut à la recherche d’ennemis extérieurs pour se maintenir au pouvoir, et assigna ce rôle à l’Occident, rendant tout rapprochement improbable. Malgré cela les dirigeants successifs, de Bush à Macron en passant par Merkel et Obama, continuèrent de nourrir une croyance quasi aveugle dans la possibilité de trouver un terrain d’entente avec celui qui considérait les relations internationales comme un jeu à somme nulle et une succession d’opérations spéciales. Mais au lieu de la coexistence pacifique, la politique occidentale d’apaisement a débouché sur

une Russie belliqueuse menant de nouvelles guerres en Ukraine, en Syrie ou en Afrique et pratiquant la diplomatie coercitive et la guerre hybride à l’encontre de ces mêmes Occidentaux.

OceanofPDF.com

9

Militarisation des consciences, préparation à la guerre

Galia Ackerman

Beaucoup d'auteurs ont écrit sur la réforme militaire russe, décidée en octobre 2008, après des difficultés éprouvées par l'armée russe face à l'armée géorgienne, petite, mais mieux entraînée et équipée[1], et sur la création, en Russie, d'armes hypersophistiquées de fin du monde[2], qui heureusement ne sont pas encore produites en série. Cependant, l'armée, même professionnalisée, et les armes, mêmes ultramodernes, ne font pas gagner une guerre si l'opinion publique n'y adhère pas. Or, après la Deuxième Guerre mondiale qui emporta 27 millions de vies soviétiques en pertes militaires et civiles, le refrain courant était « on est prêts à tout supporter, pourvu qu'il n'y ait plus de guerre ». En fait, depuis 1945, et en dehors des guerres par procuration – Corée, Vietnam, etc. – et des opérations de « normalisation » – Berlin-Est 1953, Hongrie 1956, Tchécoslovaquie 1968 –, l'URSS n'a pas engagé directement de guerre, à l'exception de l'invasion de l'Afghanistan entre 1979 et 1989, quand Brejnev octroya son soutien militaire à un régime « socialiste » instauré par des Afghans « marxisants », comme Nour Muhammad Taraki, Hafizullah

Amin ou Babrak Karmal parmi les plus connus[3]. La décision de Mikhaïl Gorbatchev de procéder au retrait de l'armée soviétique du bourbier afghan était un simple constat : on ne peut gagner une guerre dans un environnement hostile si de plus elle n'est pas soutenue par l'opinion publique du pays occupant. Or, si les médias soviétiques étaient obligés de promouvoir « l'héroïsme » des militaires soviétiques qui « remplissaient leur devoir international », les vrais sentiments vis-à-vis de cette guerre se firent connaître dès l'introduction de la *glasnost*. En témoigne, par exemple, le livre de la future prix Nobel de littérature Svetlana Alexievitch, *Les Cercueils de zinc*[4], où l'auteure transcrivit des témoignages de mères, d'épouses, de militaires eux-mêmes, pour qui cette guerre restait non seulement terrible, mais incompréhensible. Ce livre, publié en URSS en 1989, provoqua des réactions contrastées, et pour certaines personnes interviewées, les soldats soviétiques se comportaient comme jadis les nazis allemands.

Avant d'entreprendre son projet de reconquête de l'empire, certainement rêvé dès son premier jour au pouvoir, et dont il avait posé les premiers jalons dans la guerre russo-géorgienne, Poutine devait changer radicalement les mentalités de la population russe et la préparer à l'exploit et au sacrifice au nom de la patrie, en particulier la jeune génération. Après l'intermède Medvedev (2008-2012) aux pouvoirs largement fictifs, Poutine retrouva officiellement sa fonction présidentielle et engagea diverses mesures visant à la militarisation des consciences. L'une des premières mesures du nouveau mandat inauguré en mai 2012 – symbolisée par l'écrasement inédit d'une manifestation de l'opposition à Moscou, place Bolotnaïa – fut la création par décret de la Société militaro-historique russe. Cette organisation financée par l'État fut présidée par l'ancien ministre de la Culture, Vladimir Medinski, connu pour son « patriotisme » acharné[5].

Son objectif ? « Consolider les forces de l'État et de la société pour mieux étudier l'histoire militaire de la Russie, résister aux tentatives de la

déformer, cultiver le patriotisme, élever le prestige du service militaire et préserver le patrimoine militaro-historique. » Comme l'a énoncé Poutine : « Nous devons tout faire pour que les enfants d'aujourd'hui et en général tous nos citoyens soient fiers d'être les héritiers, petits-enfants, arrière-petits-enfants des vainqueurs. Qu'ils connaissent les héros de leur pays et de leur famille, afin que chacun comprenne que cela fait partie de notre vie. » L'organisation fut placée d'emblée sous le contrôle vigilant de quelques « faucons », en particulier Sergueï Choïgou, ministre de la Défense. En partenariat avec les ministères de la Défense et de la Culture, la Société, qui disposait d'antennes dans toutes les régions russes, commença à gérer des camps militaro-historiques pour les jeunes, à diriger des expéditions de recherche de dépouilles de militaires tombés au combat, à ériger des monuments aux héros de différentes guerres russes, et à diriger un programme d'excursions gratuites sur des lieux de bataille intitulés « Les chemins de la victoire » ; elle organisa aussi et surtout de grandioses reconstitutions de batailles.

Évoquons, par exemple, la percée du Mius-Front, en août 1943, après deux ans d'âpres combats, bataille dont certains historiens comparent l'importance à celle de Koursk. Ce front était formé de trois lignes de défense allemandes, fortifiées, séparées par des champs de mines, et longeant la rivière Mius, dans le Donbass, sur une centaine de kilomètres. Pendant des dizaines d'années, l'histoire de ces batailles resta occultée à cause des pertes humaines très importantes – en deux ans, 830 000 Soviétiques périrent contre près de 120 000 Allemands – et de la durée prolongée des combats. Mius était un enfer dont les survivants parlaient comme d'un « petit Stalingrad ». Voici comment la reconstitution d'août 2018 fut présentée par la première chaîne de télévision russe : « Chars, blindés, combattants en uniforme et, bien entendu, pyrotechnie. […] Les dizaines de membres des clubs militaro-patriotiques ont eu le sentiment d'évoluer sur un véritable champ de bataille. […] Ils ont mis

beaucoup de temps à préparer cette reconstitution. Ils ont creusé des tranchées, construit des abris et des blockhaus, installé des barbelés, etc., afin de montrer au public à quoi ressemblaient les grandioses fortifications allemandes du front Mius. […] De là, Hitler avait l'intention de partir à l'offensive contre le Caucase. Les Allemands occupaient les hauteurs ; les soldats de l'Armée rouge avançaient sur la plaine, dans la ligne de mire. Ils n'ont réussi à prendre ces hauteurs qu'à la troisième tentative. »

Pourquoi procéder à une reconstitution aussi grandiose et coûteuse ? Pour que quelques centaines de jeunes « sachent et se souviennent », comme l'affirment les instructeurs ? On peut légitimement supposer que cette bataille a été choisie pour d'autres raisons. La rivière Mius traverse les régions de Donetsk et de Louhansk, occupées en grande partie par des séparatistes pro-russes. Le combat contre les fascistes allemands a ainsi probablement été rejoué comme une réplique du combat des séparatistes contre les « fascistes » ukrainiens. Là réside sans doute l'enjeu majeur de l'entraînement au sein de la Société militaro-historique russe : donner aux jeunes, et aux moins jeunes, le goût de la guerre à venir, tout en désignant clairement l'ennemi.

Un autre exemple sinistre de l'activité de la Société militaro-historique fut des fouilles entreprises à Sandarmokh, en Carélie, lieu d'exécutions massives par le NKVD, dont la fine fleur de l'intelligentsia ukrainienne en 1937-1938, pendant la Grande Terreur. L'historien Iouri Dmitriev, de l'association Memorial, qui avait découvert plusieurs fosses communes, rétabli les événements et restitué des milliers de noms de fusillés, fut envoyé en prison, pour quinze ans. Le prétexte en fut fallacieux et absurde[6] : il s'agissait de ne pas « empêcher » les fouilleurs de ladite Société de réaliser, en 2018-2019, de nouvelles fouilles et de « découvrir » des sépultures, afin de « prouver » que les victimes n'étaient pas des Soviétiques tombés sous la Terreur, mais des prisonniers de guerre soviétiques exécutés par des Finlandais lors de la guerre de Finlande de

1939-1940. Une affaire souvent caractérisée comme une nouvelle affaire de Katyn[7] !

La Société militaro-historique est loin d'être le seul organisme destiné à l'embrigadement des jeunes. Un décret présidentiel d'octobre 2015 créa une autre organisation militaro-patriotique, Iounarmia – littéralement, « Jeunearmée » –, dont les sections furent rattachées à des unités militaires, à des écoles et académies militaires, à l'aviation, à la marine et aux clubs sportifs de l'armée. La confection des uniformes, des insignes, des symboles et des bérets des membres de la Iounarmia fut financée par le gouvernement. Son emblème et son drapeau réunirent le drapeau rouge du communisme soviétique, l'étoile à cinq branches également soviétique, et un aigle stylisé qui évoque à la fois l'aigle bicéphale de la Russie tsariste et celui de la Russie post-communiste. Comme souvent dans la Russie de Poutine, ce drapeau postmoderniste met sur le même plan l'histoire tsariste et l'histoire soviétique, unies dans le même élan patriotique. Quelques mois après sa création, ce mouvement était déjà opérationnel avec l'ambition avouée du fondateur de la Iounarmia, Sergueï Choïgou : éduquer une jeune génération de patriotes capables de défendre leur patrie par les armes. Actuellement, la Iounarmia compte déjà un million de membres, à partir de l'âge de huit ans, qui non seulement apprennent le maniement des armes et savent tirer à la kalachnikov, mais connaissent réellement le goût de la guerre. Lors de la première grande réunion des représentants de la Iounarmia, venus à Moscou de toute la Russie en mai 2016, Choïgou leur promit la chose suivante : « Vous aurez la possibilité de participer à toutes nos actions. Vous pourrez voler dans des avions et sauter en parachute, plonger et naviguer à bord de nos navires de guerre et de nos sous-marins, […] tirer de tout ce qui tire, sauf des missiles. Vous pourrez monter à bord de toutes nos machines de combat[8]. »

Des esprits chagrins comparent la Iounarmia aux Hitlerjugend. À la différence des Hitlerjugend, et c'est une différence de taille, l'adhésion à la

Iounarmia est volontaire. Cependant, les similitudes sont troublantes. Dans les deux cas, c'est un projet de militarisation et d'embrigadement mental de la jeunesse, comme en témoigne l'hymne de la Iounarmia :

> *Épaule contre épaule, les troupes russes avancent.*
> *Et bien que la vie militaire ne soit pas facile,*
> *nous servirons fidèlement la Russie.*
> *Dans des attaques intrépides, nous avons sauvé le drapeau russe,*
> *et nos maisons natales, et nos chansons.*
> *Et si le malheur arrive, alors nous protégerons*
> *La patrie avec nos corps, mon ami*[9].

Tout comme dans le cas du Régiment immortel dont il sera question plus loin, le passé et le présent fusionnent dans cet hymne. Ce « nous » se rapporte à la fois aux soldats soviétiques qui ont sauvé le drapeau russe, les maisons natales et les chansons, et aux membres de la Iounarmia, prêts à réitérer l'exploit de leurs ancêtres, au prix de leur vie. Dans l'Allemagne nazie, un tel endoctrinement porta ses fruits : les Jeunesses hitlériennes ont tenu la dernière ligne de défense du Reich en mourant, jusqu'au dernier jour de la guerre, pour la patrie et le Führer. Comme tous les enfants-soldats, ils étaient intrépides…

En Russie, la préparation à la guerre est omniprésente depuis plusieurs années, en particulier depuis l'annexion de la Crimée, car Poutine veut conserver à tout prix son butin de guerre de 2014[10]. Si la matière « Préparation militaire initiale », qui comprend un enseignement théorique et pratique, n'est pas obligatoire à l'école, elle est enseignée dans un grand nombre d'établissements. En outre, depuis 2015, nombre d'entre eux ont créé des classes de cadets où seuls les bons élèves sont acceptés : après les cours, ils étudient l'histoire militaire et le b.a.-ba de l'instruction militaire,

notamment l'apprentissage du tir, des techniques de combat, etc. Ces enfants seront prioritaires s'ils veulent s'inscrire dans des établissements militaires de l'enseignement supérieur. De telles pratiques ne sont pas nouvelles et marquent une sorte de retour aux traditions soviétiques à une échelle plus importante. Ainsi, en mars 2014, Poutine signa un décret rétablissant le statut et la pratique du GTO – acronyme russe que l'on peut traduire par « Prêt pour le travail et la défense ! » –, une tradition soviétique dont il décida de conserver le nom. Il s'agit d'un ensemble d'épreuves sportives, incluant le tir. En 2016, elles concernaient les élèves de toutes les écoles et tous les établissements éducatifs du pays ; depuis 2017, tout citoyen de six à soixante-dix ans peut y participer. Théoriquement, ces épreuves sont facultatives, mais dans la pratique, les écoliers et les étudiants sont souvent obligés de s'y soumettre, et c'est *de facto* un conditionnement physique qui facilite l'intégration à l'armée.

L'embrigadement des enfants commence en vérité plus tôt encore. On peut, par exemple, acheter dans le commerce des livres de coloriage destinés aux bambins âgés de un à trois ans, où sont présentés divers métiers militaires, des chars et des bateaux de guerre. À partir de trois ans, ils sont avantageusement remplacés par un grand livre de coloriage intitulé « Moyens techniques de combat », destiné aux seuls garçons, dont la quatrième de couverture affirme que l'album « attire l'attention des enfants sur les derniers modèles de chars, de véhicules de tir, de lance-missiles. Des engins énormes, lourds, conçus par nos ingénieurs militaires et qui font la fierté, la force et la puissance de notre armée. Avec de tels armements, nous ne craignons aucun ennemi[11] ». Certains livres de coloriage sont consacrés à des troupes spécifiques, comme le *spetsnaz*[12]. Ces livres sont peu de chose comparés au flot de romans, de nouvelles, de poèmes, d'ouvrages de vulgarisation et de bandes dessinées consacrés à la Deuxième Guerre mondiale et à l'armée russe. Une partie de cette production, rééditée, remonte à la période soviétique. Après tout, plus le temps passe et moins la

différence entre « soviétique » et « russe » semble importante. Et pour que les enfants se sentent à l'aise dans ce monde militarisé, quoi de mieux que de leur offrir des uniformes militaires ? Ils sont indispensables pour les célébrations du 23 février ou du 9 mai. Généralement composés d'une vareuse, d'une ceinture – la boucle ornée d'une étoile –, d'un pantalon pour les garçons et d'une jupe droite pour les filles, d'un calot et de bottes en similicuir, ces accoutrements sont censés incarner l'image des soldats et des officiers du passé, et rappeler à l'enfant ses grands-pères et arrière-grands-pères qui ont servi dans l'armée et défendu la patrie « socialiste ». Ces produits sont proposés par une multitude de sites de vente en ligne[13]. On pourra aussi organiser une soirée militaire, comme le conseille un site spécialisé proposant uniformes, armes jouets et petits gâteaux en forme de grenades[14].

Il est également bien vu d'amener les enfants dans un de ces récents parcs d'attractions militaro-patriotiques qui font fureur. La construction du plus grand d'entre eux – dont le nom complet est « Parc militaro-patriotique de culture et de loisirs des forces armées de la Fédération de Russie "patriote" » – a été inaugurée à l'automne 2014, pendant la guerre du Donbass, dans le district d'Odintsovo, près de Moscou. Le descriptif de ce parc, qui occupe plus de 5 000 hectares, est très impressionnant : un musée de l'aviation, un musée des moyens de combat blindés, un musée de l'artillerie, des installations sportives, etc. Le terrain est partagé en plusieurs zones, dont chacune présente une catégorie des forces armées : l'infanterie, l'armée de l'air, la marine, l'espace, les missiles stratégiques, les troupes aéroportées. Y sont exposés des engins militaires et l'on peut s'y entraîner dans les conditions du combat et profiter de différentes attractions. Une ligne spéciale de chemin de fer a d'ailleurs été construite pour y transporter les engins à chenilles et les blindés !

Pour le soixante-quinzième anniversaire de la Grande Victoire, en 2020, la principale église des Forces armées russe, dotée d'une coupole atteignant

cent mètres de hauteur, y fut construite. Ce temple est décrit comme « le symbole spirituel de la Russie qui glorifie la plus grande victoire de la vie sur la mort ». Pratique totalement païenne, toutes ses mensurations sont symboliques et font référence aux chiffres les plus importants liés à l'histoire de la « Grande Guerre patriotique » : le diamètre du tambour du dôme principal est de 19,45 mètres – 1945, fin victorieuse de la « Grande Guerre patriotique » ; le diamètre du dôme est de 22 mètres et 43 centimètres, car le 8 mai 1945, à 22 h 43, l'Allemagne signa l'acte de sa capitulation sans condition ; la hauteur du clocher est de 75 mètres, car l'année 2020 marquait le 75e anniversaire de la fin de la « Grande Guerre patriotique » ; la hauteur du petit dôme est de 14,18 mètres, car la guerre a duré 1 418 jours et nuits de combat, etc. Une promenade, baptisée « chemin de la Victoire », fait, elle aussi, 1 418 pas autour de l'Église, et les visiteurs peuvent y admirer des « reliques » dont le véritable costume et le couvre-chef de Hitler [*sic* !][15].

Cependant, le plus grand événement rassembleur de la nation, fêté par les petits et les grands, est la procession du Régiment immortel[16]. Cette manifestation lancée par trois journalistes de Tomsk, en 2012, avait au début un objectif noble : « Préserver, au sein de chaque famille, la mémoire de la génération qui a vécu de la "Grande Guerre patriotique". » Les habitants de Tomsk furent donc invités à défiler, le jour de la Victoire fêté le 9 mai, avec des photos de leurs ancêtres ayant participé à la guerre. C'est le nom de la manifestation qui marqua la différence avec d'autres initiatives : les ancêtres acquéraient tous, ainsi, le statut d'immortels, d'où l'enthousiasme des médias, régionaux et nationaux, qui rendit ce mouvement immédiatement populaire. Rapidement, le Kremlin et ses affidés s'approprièrent ce défilé à la fois solennel et festif. Outre des raisons idéologiques, il s'agissait d'une manne monétaire dont le Kremlin arrosait une multitude d'associations patriotiques ainsi que les autorités locales et régionales. En 2015, le Régiment immortel fut inclus dans le programme

panrusse des célébrations du soixante-dixième anniversaire de la Victoire et défila donc, pour la première fois, dans les rues de Moscou et sur la place Rouge, après le défilé militaire. Près d'un demi-million de personnes y participèrent, avec Vladimir Poutine en tête, qui brandissait le portrait de son père.

En 2022, pendant que l'« opération militaire spéciale » se déroulait en Ukraine, plus de 12 millions de personnes prirent part à ces processions, avec là encore Poutine en première ligne. « L'augmentation du nombre de participants au Régiment immortel était notre réponse à la montée du nazisme – à la "renazification" rampante qui a eu lieu en Ukraine et en Occident ces dernières années », déclara le sénateur russe Konstantin Dolgov. Interviewé par le média électronique influent Vzgliad.ru, le parlementaire ajouta : « Cette fois-ci, les marches ont eu lieu pour la première fois dans les territoires ukrainiens libérés. Cela montre également que la décision de mener l'opération en Ukraine était correcte. Elles [les autorités ukrainiennes] avaient l'habitude d'y interdire la tenue du Régiment immortel, mais maintenant nous assistons à un retour à la vie normale sous la protection de la Russie[17]. »

En définitive, par cet étrange rituel, les Russes réaffirment leur victoire sur les nazis et signifient ainsi au monde entier leur supériorité morale, d'abord sur l'Occident, puis sur le reste du monde. Cette invincibilité immanente, puisée dans la Grande Victoire, est une apothéose païenne du culte de la nation. Le passé et le présent ne font qu'un : c'est l'éternel retour de l'Union soviétique. Les vivants qui participent au Régiment immortel sont éternels au même titre que les habitants des cieux. Et ces derniers leur donnent la force de se battre de nouveau pour défendre la patrie héroïque et invincible, cette bataille étant consacrée par le Ciel.

Voici comment Alexandre Prokhanov, jadis écrivain marginal et nationaliste pathétique, mais désormais personnalité vénérée, décrit son émotion lors du défilé militaire et de la marche du Régiment immortel :

« J’ai été particulièrement bouleversé par le mystère dont le nom est le Régiment immortel. Un million de personnes qui marchent, une vague après l’autre, les visages tantôt mouillés de larmes, tantôt exaltés et extasiés. […] Cette marche rappelle une gigantesque procession religieuse. Les portraits de combattants ressemblent à de précieuses icônes dont émane une lumière. […] Ce sont des combattants qui ont forcé le Don et le Dniepr, la Vistule et l’Oder, en faisant une irruption impétueuse dans des capitales européennes, pour piétiner, transpercer de leurs glaives, étrangler de leurs mains l’énorme et visqueux reptile nazi[18]. » Selon Prokhanov, les Russes furent et sont toujours un grand peuple, invincible et éternel : « Nous sommes destinés à prendre les coups de l’obscurité sur nous. Pour résister à cette obscurité. Pour chasser cette obscurité de la terre, pour ramener la lumière sur la terre. C’est ainsi que Dieu nous a créés en tant que Russes. » Toute l’idéologie est là qui anoblit l’essence impérialiste et réactionnaire du régime russe : en Ukraine, on rejoue le mystère sacré de la victoire du Bien sûr le Mal « nazi » !

Il va de soi que cette mobilisation des consciences, cette militarisation de la société, cette idée messianique d’une guerre sacrée que les Russes se doivent de mener sont inculquées à la société par une armée de propagandistes très efficaces et grassement payés. Ils occupent tout l’espace télévisuel offert par les principales chaînes d’État : Rossiya 1, Chaîne, NTV, RTR Planète (pour l’étranger) et quelques autres, moins importantes. Pour ceux qui n’ont pas vu leurs émissions, il est difficile d’imaginer quelle haine vis-à-vis de l’Occident, et en particulier de l’Ukraine, ils répandent. En les écoutant, on a l’impression que les Russes qui soutiennent Poutine vivent dans une réalité parallèle. Quelques-uns des principaux propagandistes, qui se trouvent sous le coup de sanctions internationales, méritent d’être nommés. Il s’agit de Vladimir Soloviev, de Dmitri Kisselev, d’Olga Skabeïeva et de Margarita Simonian, pour ne citer que les plus en vue. Ce qui les caractérise, c’est un flot de mensonges proférés avec une

incroyable agressivité et un réel savoir-faire pour déformer la réalité et accuser l'Ukraine et l'Occident de ce que font les Russes eux-mêmes, comme les crimes de guerre commis par les troupes russes en Ukraine. L'évolution de ces journalistes, qui comptaient jadis parmi les libéraux et les partisans de la liberté d'expression, correspond à celle de la Russie poutinienne.

Vladimir Soloviev, qui a vécu aux États-Unis au début des années 1990 et qui s'est illustré en tant qu'homme d'affaires, est désormais une personnalité médiatique de premier plan : son temps d'antenne oscille entre vingt et trente heures par semaine. Il anime une émission presque quotidienne, « Une soirée avec Vladimir Soloviev », où, depuis 2014, il lançait des appels à occuper l'Ukraine pour liquider l'État ukrainien, à faire passer la frontière russe par la ville de Lviv et à se débarrasser des « fascistes » et des « nazis » ukrainiens en portant un coup dur à leurs « maîtres » américains. Comme il le disait en 2018 : « La Russie apporte continuellement au monde la libération du Mal éternel ! C'est la Russie qui a arrêté Napoléon, qui a arrêté l'invasion mongole, qui a arrêté Charles XII de Suède, qui a arrêté Hitler ! » En 2019, il menaça : « L'Ukraine a toujours gagné quand elle était unie avec Moscou. Et elle n'a jamais gagné en essayant de s'opposer à la Russie. […] Cela se termine toujours de la même façon : il ne faut pas sous-estimer l'ours [symbole de la Russie]. […] Nous attendons longtemps, mais quand nous passons à l'offensive, c'est féroce. »

Dmitri Kisselev est une autre grande pointure. Journaliste professionnel, il était considéré, dans les années 1990, comme pro-occidental. Tournant le dos à son passé, il est aujourd'hui le principal porte-voix du Kremlin. Je ne peux pas reproduire ici le ton absolument impayable de goujat qu'il adopte en parlant de l'Occident. C'est lui qui a affirmé que la Russie était capable de transformer les États-Unis en cendres radioactives. C'est lui qui a exprimé l'amer regret que l'URSS de Gorbatchev ait trahi la République démocratique allemande et son chef de la police secrète, Mischa [Markus]

Wolf. C'est lui qui a annoncé, bien avant la guerre de 2022, que l'Ukraine n'existait plus, qu'elle n'était plus qu'« un pays virtuel ». Et c'est à lui que l'on doit cette phrase tellement révélatrice : « De par l'ampleur de ses activités, Poutine n'est comparable, parmi ses prédécesseurs du XX^{e} siècle, qu'à Staline. »

Je citerai encore l'écrivain connu Zakhar Prilepine, dont plusieurs livres ont été publiés en France, et qui a pris, en 2016, les armes pour faire la guerre dans le Donbass aux côtés des séparatistes. Dans un entretien daté de février 2017 et publié dans l'hebdomadaire *Zvezda*, il a reconnu que l'objectif de la guerre dans le Donbass était la prise de Kiev, car « Kiev est une ville russe. Une ville russe ukrainienne… Notre objectif, c'est toute l'Ukraine. Aucun autre objectif n'est possible ».

Voici comment la guerre actuelle fut préparée depuis des années par la propagande du régime poutinien. Le ton du journalisme politique, que ce soit dans les journaux télévisés, les émissions politiques ou les talk-shows, devint de plus en plus agressif, comme si la troisième guerre mondiale était à nos portes. Et aujourd'hui, le ton est encore monté d'un cran : tous ceux qui ont préféré partir à l'étranger parce qu'ils trouvent impossible de « vivre avec le goût du sang dans la bouche[19] » – comme le philosophe politique Sergueï Medvedev –, sont considérés comme des traîtres à la Patrie et des renégats, alors que le devoir de tout citoyen honnête est de déclarer son soutien à son pays et à son armée qui mène une « guerre juste ». Désormais, aucune voix dissidente n'est plus possible : tous les médias indépendants ont été fermés ou obligés d'émigrer, mais il faut être muni d'un VPN pour pouvoir les consulter. À l'époque soviétique, c'était le brouillage des radios occidentales…

Jusqu'à quand le peuple russe vivra-t-il dans ce palais de glaces déformantes ? En 2017, une chanson chantée par une chorale d'enfants devant Mamaïev Kourgan, le plus grand mémorial de la Deuxième Guerre mondiale au monde, qui se trouve au centre de Volgograd (l'ex-Stalingrad),

a remporté un triomphe sur l'Internet russe et continue d'y circuler. Son titre ? « Oncle Vova ». C'est ainsi que les enfants russes appellent les aînés du cercle familial ou amical : « oncle » ou « tante », plus le diminutif du prénom. Vova est le diminutif de Vladimir. Les enfants et les ados, garçons et filles, affublés d'uniformes militaires, portent en quelque sorte le serment de fidélité à l'« oncle Vova » pour lequel ils sont prêts à mourir[20] :

> *Depuis les mers nordiques jusqu'aux limites méridionales,*
> *Depuis les îles Kouriles jusqu'aux côtes baltiques, tout est à nous.*
> *On aimerait que ces terres soient en paix, mais si le commandant en chef*
> *Nous appelle au dernier combat, oncle Vova, nous sommes avec toi !*

Cette conscience empoisonnée depuis la tendre enfance pourra-t-elle revenir aux valeurs universelles, à l'humanisme ? Il faut le souhaiter, mais le réveil risque d'être long et douloureux.

OceanofPDF.com

10

Poutine, les « guerres hybrides » et la déstabilisation de l’Occident

Nicolas Tenzer

La guerre de Poutine contre les principes que l’Occident est censé incarner – la liberté, les droits de l’être humain et l’État de droit – est devenue progressivement une guerre tous azimuts et, dans certains pays, en particulier l’Ukraine, une guerre totale. Celle-ci a gagné à la fois en étendue dans la mesure où elle concerne, à des degrés divers, tous les continents, et en profondeur de champ, puisqu’elle joue sur une palette diversifiée d’éléments, de la corruption systémique à la guerre ouverte, des cyberattaques à la guerre de l’information[1], de l’attentat de type terroriste à la pénétration des milieux de pouvoir et cercles intellectuels, sans parler de l’utilisation de l’arme énergétique ou de celle de la famine. On peut, certes, percevoir dans cette guerre multiforme la continuation des pratiques de l’ancien KGB, mais avec trois différences – ou « améliorations » – de taille : d’une part, une amplification de ses effets à l’heure de l’Internet ; d’autre part, une idéologie de destruction, assurément moins visible et donc plus intrusive, qui s’inscrit dans la continuité de l’idéologie communiste de destruction de l’Occident démocratique et prospère ; enfin, une importance

accrue de la corruption qui remplace avantageusement les affinités idéologiques du côté des relais du régime en Occident.

Les termes « guerres hybrides » ou « menaces hybrides » sont souvent utilisés pour désigner le caractère multidimensionnel de la guerre du Kremlin. Le terme « hybride » n'est pas en lui-même erroné, mais son usage doit conduire à nous prémunir contre deux risques symétriques. Le premier est celui d'un oubli de la guerre « chaude », qui a tué et continue à tuer des centaines de milliers de personnes. Telle est la réalité contre laquelle les démocraties doivent réagir et agir. Le second risque consiste à minimiser certains actes de guerre de Poutine, notamment les actions d'influence, comme ne relevant pas précisément de la guerre – et donc à ne pas leur accorder suffisamment d'importance.

Il ne faut pas, non plus, perdre de vue le point majeur, à savoir le résultat attendu par le Kremlin. Les actions qui ne relèvent pas de la guerre ouverte n'ont finalement d'autre objectif que de dissuader toute action des démocraties libérales devant les actes de guerre. C'est le but premier de la propagande, de l'achat d'agents d'influence et des menaces, notamment d'une apocalypse nucléaire. Poutine n'a jusqu'à présent pas trop mal réussi : depuis vingt-trois ans et le début de la seconde guerre de Tchétchénie, il a gagné toutes ses guerres faute de réponse significative des pays libres, au moins jusqu'en 2022.

La grammaire du crime

Ces guerres peuvent difficilement être caractérisées comme des guerres conventionnelles, même si elles eurent aussi cette dimension, y compris de guerres de tranchées, ainsi que l'a rappelé Loup Bureau dans son film *Tranchées* portant sur la guerre contre l'Ukraine à partir de 2014. Toutes eurent pour élément essentiel la terreur de masse à l'encontre des populations civiles et se sont traduites par des crimes de guerre sur lesquels

avaient enquêté notamment Anna Politkovskaïa[2], Natalia Estemirova, Stanislas Markelov et Boris Nemtsov, tous assassinés. Leur caractère systématique et délibéré permet de conclure à l'existence de crimes contre l'humanité perpétrés par le régime.

Cela fut vrai aussi de la guerre en Géorgie, fût-ce à moindre échelle, comme l'a jugé la Cour européenne des droits de l'homme dans un arrêt du 21 janvier 2021[3], même si elle ne s'est pas reconnu une juridiction pleine et entière sur toutes les dimensions de cette agression russe d'août 2008[4]. Le caractère systématique de ces crimes fut encore plus marqué en Syrie où les forces de Poutine ont, à elles seules, à côté du régime de Bachar al-Assad et de l'Iran, assassiné plus de civils syriens que Daech lui-même[5]. Elles ont de manière systématique et délibérée visé les hôpitaux, les centres de soins, les marchés et les écoles ainsi que les secouristes, en particulier les Casques blancs. En Ukraine, depuis 2014, et à une échelle encore plus massive depuis le 24 février 2022, elles ont une fois encore ciblé les civils, les immeubles d'habitation et aussi les hôpitaux. Les assassinats de civils désarmés ont été la règle : rien qu'à Marioupol, on estime que le nombre de tués, directement ou indirectement faute de soins, de nourriture et d'eau, pourrait avoisiner les 50 000[6]. Dans les territoires occupés du Donbass et de Crimée, ou encore dans la région de Kherson, les disparitions forcées et les tortures sont une pratique courante, notamment en Crimée à l'encontre de la minorité tatare – rappelant la déportation massive de celle-ci à l'époque de Staline. Il convient d'y ajouter les atrocités commises par les milices privées du groupe Wagner, liées de fait à l'État russe, en Syrie, dans plusieurs pays d'Afrique et désormais en Ukraine, ainsi que par des combattants tchétchènes envoyés par le potentat de Tchétchénie, Ramzan Kadyrov.

Cette longue litanie de crimes[7] relève de quatre catégories légalement définies : crime de guerre, crime contre l'humanité, crime de génocide et crime d'agression, également connu comme crime contre la paix. Chacun

de ces crimes est imprescriptible, sans qu'il y ait d'ailleurs de hiérarchie formelle entre eux et dans leur punition, et, pour les trois premiers, passible de la Cour pénale internationale, le dernier pouvant relever d'un tribunal spécial. Les crimes de guerre commis dans tous les pays mentionnés sont considérés, sur le plan juridique, comme des crimes contre l'humanité dès lors que leur caractère systématique peut être établi, ce qui est le cas de manière indéniable en Tchétchénie, en Syrie et en Ukraine, en particulier depuis 2022. Le crime de génocide, qui oblige les États qui le constatent à une action de prévention, est aussi caractérisé lorsqu'il existe une intention de destruction d'un groupe particulier, national, religieux ou « ethnique ». La déportation d'enfants et la séparation de leurs parents sont également considérées comme un génocide par l'article II-*e* de la Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948. Il peut être appliqué à la Russie de Poutine qui a « évacué » – en réalité déporté sur son territoire – environ 2 millions d'Ukrainiens, dont plus de 300 000 mineurs[8].

Enfin, le crime contre la paix ou crime d'agression, tel que défini par le tribunal de Nuremberg, est manifeste en Ukraine et encore plus visible depuis 2022. Ce crime est celui qui englobe tous les autres et il permet d'incriminer en tant que tels les dirigeants russes sans qu'il soit besoin d'établir la chaîne précise de commandement pour un crime en particulier. Dès le 16 mars 2022, la Cour internationale de justice a exigé que la Russie cesse son agression, et des procédures, lancées par l'Ukraine, et soutenues par la plupart des pays occidentaux, pourraient aboutir à une incrimination des dirigeants russes. Or, il ne suffit pas seulement de constater ces crimes, mais d'en comprendre le sens. En réalité, *le crime est le message*. Mais, en l'envoyant, Poutine se doutait que les dirigeants occidentaux ne voudraient pas le comprendre.

Ce qu'il a cherché à démontrer, face à un Occident qualifié de « lâche », « efféminé » et « gay », est qu'il réussirait à rendre effective sa prophétie

autoréalisatrice. Le paroxysme de cette « démonstration » a été mené principalement en Syrie – sans doute davantage qu'en Tchétchénie qui avait bénéficié de moins de relais médiatiques, notamment par le truchement des réseaux sociaux qui n'existaient pas à l'époque. En Syrie, à partir de l'automne 2015, le régime russe a assassiné, en direct, des dizaines de milliers de civils, dont de très nombreux enfants. D'ailleurs, le ministre de la Défense français avait alors reconnu que les frappes russes visaient à plus de 90 % les opposants à Bachar al-Assad et pour moins de 10 % les terroristes de l'État islamique (Daech). Or, les dirigeants démocratiques n'ont pas mentionné ces crimes contre l'humanité et crimes de guerre ; ils ont même osé demander à Poutine de faire pression sur Bachar al-Assad pour qu'il fasse « preuve de retenue » – alors que le maître du Kremlin était lui-même l'ordonnateur des crimes les plus graves[9]. Ils ont continué à entretenir avec lui des relations d'apparence cordiale et ont refusé de boycotter la Coupe du monde de football qui, en 2018, était organisée en Russie.

En somme, ces crimes, qui sont la nature même du régime, ont été sciemment évacués de la conscience universelle, ce qui est apparu comme une incitation donnée à Poutine à continuer et à surenchérir – ce qu'il fit en Ukraine. L'indifférence devant le crime peut être d'ailleurs considérée comme l'acte premier de la victoire de sa propagande.

Cyberattaques, fuites et propagande : exploiter nos vulnérabilités

La tactique du régime de Poutine vise d'abord à profiter des faiblesses de l'Occident, en les aggravant les unes après les autres et en comptant sur la pusillanimité de ses dirigeants. L'une de ces faiblesses est l'asymétrie qui fait que la Russie se croit tout permis, à l'inverse de l'Occident qui, lui, ne saurait changer de doctrine, sauf à donner de nouvelles armes aux régimes

dictatoriaux. Pour autant, sans porter atteinte à leurs principes fondamentaux, les démocraties pouvaient aller beaucoup plus loin dans la riposte et, surtout, n'étaient pas obligées de baisser la garde devant les menées du Kremlin. On pourrait même faire valoir que, sur certains points, en particulier la lutte contre la corruption, fût-elle parfois non légalement définie comme telle ou difficile à établir, l'Occident a plutôt cédé sur ses valeurs en ne les défendant pas, voire en tolérant des pratiques contraires à ses lois.

Les cyberattaques lancées par la Russie sont d'authentiques actes de guerre, de même que le piratage de courriers électroniques et de bases de données. Les premières peuvent causer des dommages majeurs aux infrastructures publiques et désorganiser un pays. Le second peut être la base de campagnes de communication hostiles à telle ou telle personnalité politique. La Russie peut d'ailleurs tirer parti d'actes de piratage commis par d'autres et à l'occasion faire cause commune – comme ce fut le cas avec WikiLeaks[10]. Les « fuites » ciblées, mais surtout la désinformation qui les accompagne, sont ainsi l'une des composantes des attaques russes contre le monde libre. En termes de contenu, elles visent surtout à renforcer les discours complotistes et à alimenter le sentiment d'hostilité aux « élites ». En exposant les supposées « mauvaises pratiques » des démocraties, elles contribuent à aggraver la confusion entre celles-ci et les dictatures, notamment celle de Poutine.

En toute logique, la frontière est poreuse entre cyberattaques et propagande, et elle constitue la marque de fabrique du Kremlin. Les premières, qui ne sont pas spécifiques au régime russe, requièrent pour les combattre des moyens techniques qui ont d'ailleurs été considérablement accrus et mutualisés, au point de devenir une composante à part entière de la riposte de l'Alliance. En revanche, la seconde résiste pour une large part à ces contre-offensives, en particulier dans sa composante la plus douce[11] et la plus invasive. Cette propagande emprunte certains traits à son ancêtre

soviétique, mais est aussi originale et beaucoup plus massive depuis qu'elle a abandonné ses traits idéologiques ciblés. Elle a trois composantes : la déstabilisation, la confusion et la minimisation.

La déstabilisation constitue le prolongement direct des actions du régime soviétique connues sous le nom d'« agit-prop ». Il s'agit de semer le trouble et l'agitation au sein des démocraties en amplifiant le discours de mouvements de protestation – qui, le plus souvent, existent par ailleurs – et, le cas échéant, en le manipulant. L'ensemble de ces stratégies de manipulation par le Kremlin a été exposé dans un rapport très complet[12]. Avec l'aide des médias qui dépendent directement de lui, des réseaux sociaux, des messageries électroniques, des chaînes vidéo sur Internet et de ses propres relais en Occident – complices ou « idiots utiles » –, le régime russe a ainsi pu donner une audience accrue à des mouvements aussi divers que Occupy Wall Street aux États-Unis, le mouvement d'extrême droite anti-migrants Pegida en Allemagne et celui des Gilets jaunes en France. Ces opérations de déstabilisation anti-occidentales sont également bien documentées en Afrique. On retrouve aussi les réseaux du Kremlin derrière les mouvements antivaccins et opposés aux mesures sanitaires restrictives pendant la crise de la Covid-19. Moscou a largement soutenu, y compris sur le plan financier, certains mouvements ou partis « antisystème », notamment d'extrême droite aux États-Unis et en Europe. Sans que des liens aussi directs puissent être facilement établis, le régime russe a toujours pu compter sur l'idéologie dite « tankiste » à l'extrême gauche, aussi prompte à fustiger l'impérialisme américain et l'Alliance atlantique qu'elle est indulgente envers l'impérialisme, les violations des droits de l'homme et les crimes des dictatures.

Cette déstabilisation vise à délégitimer les régimes modérés en rendant le gouvernement des démocraties plus compliqué et donc à faire grossir les extrêmes réputés plus favorables au régime russe. Elle conduit aussi à renforcer la confusion entre des prétendues « dictatures » à l'Ouest – c'est

ainsi, notamment, que le thème de la « dictature sanitaire » a été introduit en France lors de la crise de la Covid-19 – et les authentiques dictatures. L'objectif est toujours de relativiser ses propres crimes. Poutine a pu ainsi tenter d'exploiter un rapport critique sur les prisons françaises, dont l'état est certes souvent déplorable, pour mieux taire les pratiques courantes de torture physique ou psychologique dans les prisons russes[13]. La théorie du complot, souvent non dénuée de relents antisémites, s'inscrit dans la même logique, comme en fournissent maints exemples, tant le mouvement des Gilets jaunes[14] que les protestations contre les restrictions sanitaires : il s'agit de présenter un complot des « élites mondialisées », qui ont pu prendre, par exemple, la figure des entreprises pharmaceutiques, contre le peuple. L'utilisation de la rhétorique complotiste sert de rampe de lancement à de nombreux sites supposés de « réinformation » qui sont pour beaucoup dans la sphère d'influence du Kremlin. Ils visent à présenter une vérité alternative à l'encontre des « médias *mainstream* » et utilisent l'arme du doute systématique[15], sans aucun rapport avec le doute méthodologique, envers la presse traditionnelle censée être contrôlée par cette « élite mondialisée ». Le but est là aussi d'empêcher les individus de croire en quoi que ce soit et de quitter le sol de la certitude, tant à propos des faits que de la vérité scientifiquement établie. C'est sur ce terrain que peut se développer la propagande du Kremlin sur des sujets aussi divers que le « nazisme » en Ukraine, le vol MH17 abattu par un missile Buk russe en juillet 2014, causant la mort de 298 personnes, les attaques chimiques en Syrie ou encore l'empoisonnement d'Alexeï Navalny. Ce qu'on appelle couramment le « whataboutisme », technique qui consiste à évoquer des fautes commises par l'Occident dès qu'on mentionne les crimes commis par le Kremlin, participe du même confusionnisme entretenu.

Le véritable but de la propagande, que chacun doit garder à l'esprit, n'est pas nécessairement de susciter l'adhésion, mais de minimiser la portée et la signification des crimes. Par là, on affaiblit les dirigeants et les

opinions publiques dans leur résolution d'agir. Les propagandistes « doux » n'ont ainsi de cesse de renvoyer dos à dos les Occidentaux et la Russie, d'invoquer le sentiment de « menace » que ressentirait le Kremlin – perception qu'il invoque précisément à des fins de propagande[16] –, d'évoquer l'« humiliation » que Moscou aurait subie, qui permettrait de « comprendre » les guerres de Poutine et de souligner une « mauvaise conduite » des Occidentaux. Il en est de même avec la mention des territoires « disputés » du Donbass ou de la Crimée, comme si le droit international ne comptait pas, ou de prétendus « intérêts » russes, comme si, ainsi que Raymond Aron l'avait déjà bien montré à propos de l'Union soviétique[17], ceux-ci n'étaient pas une fabrication d'un régime donné. La propagande fait dès lors d'une pierre deux coups : d'une part, tous ces propos, qui visent à présenter la situation comme « complexe et contradictoire » – expression classique de l'époque soviétique –, conduisent à écarter la considération des crimes imprescriptibles et, en définitive, à justifier les guerres russes ; d'autre part, elle consacre la victoire idéologique de Poutine en rendant accessoires, sinon caduques, dans les cercles dirigeants et les opinions, deux notions constitutives de l'ordre international : le droit international des frontières et le droit humanitaire.

Affaiblir l'OTAN ?

L'OTAN est une sorte d'obsession fabriquée par le régime de Poutine et l'élément central d'une partie de sa propagande. Cela ne signifie certes pas qu'il considère l'organisation atlantiste comme une « vraie » menace, mais il a tout intérêt à faire semblant de la considérer comme telle, alors qu'au contraire tout semblait avoir bien commencé. En effet, la coopération entre la Russie et l'OTAN débuta dès 1994 avec le Partenariat pour la paix et elle fut consacrée par l'Acte fondateur cosigné par Boris Elstine le 27 mai 1997. Au début de son mandat, en 2000, Vladimir Poutine sembla adopter une

attitude coopérative et, le 28 mai 2002, un Conseil OTAN-Russie fut même créé, sur fond de lutte antiterroriste en Afghanistan, tout en passant par pertes et profits les crimes de guerre russes en Tchétchénie. Or, si l'agression russe contre la Géorgie mit fin à l'existence de ce conseil, le discours de Munich, le 10 février 2007, du président russe qui présenta l'extension de l'OTAN comme une « provocation », parut vite oublié. Ainsi, la coopération se poursuivit-elle jusqu'à la guerre russe contre l'Ukraine de 2014 et, même après cette date, les canaux de communication restèrent toutefois ouverts.

Le discours russe repose sur trois fictions. La première est celle d'une promesse qui aurait été faite de ne pas élargir l'OTAN aux pays d'Europe centrale et orientale. Or, aucun document officiel ne vient étayer cette thèse. La deuxième est celle d'un encerclement de la Russie par l'OTAN : outre que cette organisation a toujours essayé, comme l'Union européenne, de tracer les voies d'une coopération avec la Russie, elle fut et reste d'abord une organisation défensive qui ne menace aucun État non agressif. La troisième fiction est celle d'une menace de l'OTAN par le biais de l'Ukraine, qui fut l'un des prétextes donnés à la nouvelle agression de 2022. Or, lors du sommet de Bucarest de 2008, l'Allemagne et la France avaient précisément bloqué l'octroi d'une feuille de route à Kiev (Membership Action Plan – MAP) et l'Ukraine était un pays neutre, en vertu du Mémorandum de Budapest de 1994, violé par la Russie en 2014.

La réalité est en fait l'envers de l'image présentée par le Kremlin. L'OTAN a toujours tendu la main à Moscou et une Russie coopérative et démocratique aurait sans doute fini par la rejoindre. L'Organisation atlantique, jusqu'à ces dernières années, a accepté tous les compromis possibles, au-delà sans doute du raisonnable : blocage de l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie en 2008, réaction mesurée après 2014 même si les documents prospectifs de l'OTAN identifiaient désormais la Russie comme la principale menace sur le sol européen, absence d'intervention

directe après le 24 février 2022, précisément au nom de la distinction entre pays membres et non membres (l'Ukraine). Il a fallu la nouvelle guerre russe pour que la Suède et la Finlande décident de rejoindre l'OTAN, et à l'issue de celle-ci la candidature de l'Ukraine pourrait, voire devrait être sérieusement reconsidérée. Elle a au moins démontré son impérieuse nécessité.

OceanofPDF.com

11

Poutine et l’offensive périphérique

Nicolas Tenzer

La volonté de mainmise de Poutine est mondiale. Loin de se limiter aux seuls territoires de l’ex-URSS, considérés comme des « zones d’influence » traditionnelles, le régime russe entend semer bien au-delà déstabilisation, anarchie et corruption. Cette volonté apparaît comme une forme de prolongement de la politique extérieure de l’ancienne Union soviétique, mais elle s’en écarte aussi. Cette dernière entendait faire basculer le plus de régimes possible vers une dictature marxiste-léniniste dans le cadre d’un combat global contre le système capitaliste et libéral tout en s’achetant le consentement bienveillant d’États supposés neutres. En soutenant les mouvements communistes partout dans le monde, elle espérait préparer leur venue au pouvoir et cette tâche pouvait être facilitée par le caractère corrompu et brutal de certains régimes considérés comme favorables à l’Ouest. La volonté de Poutine est assurément de faire basculer ou de conforter des régimes hostiles à l’Occident, mais tout fondement idéologique, fût-il parfois jadis un prétexte, a disparu. Il s’agit certes toujours de combattre les principes qui sont censés fonder un ordre international libéral, mais le projet n’est plus de remplacer un ordre par un

autre : il s'agit désormais de destruction radicale[1] et de déstabilisation permanente.

Trois choses ont changé, en réalité. D'abord, l'idéologie communiste a perdu à la fois son attractivité et sa référence. La Russie actuelle n'est plus un pôle idéologique comme pouvait plus ou moins le paraître l'URSS à l'heure du Komintern. Même les régimes qui semblent encore vaguement s'en réclamer – le bolivarisme vénézuélien de Chávez puis Maduro, le castrisme cubain – ou en prendre quelques éléments – le baasisme jadis irakien, aujourd'hui seulement syrien, qui n'a certes rien à voir avec le communisme, ni d'ailleurs avec la laïcité – ne font plus illusion. S'il fallait au demeurant parler de proximité idéologique, cela serait plutôt avec les différentes mouvances d'extrême droite nationaliste, antisémite, révisionniste ou ethniciste[2]. Le lien avec la Russie poutinienne tient d'un pacte de corruption[3] ou d'un syndicat du crime.

Ensuite, les moyens de la mainmise du régime russe sur ces pays sont moindres que du temps de l'URSS où celle-ci pouvait revendiquer une sorte de quasi-parité stratégique avec les États-Unis. Le Kremlin ne dispose pas non plus des relais organisés locaux. Poutine peut soutenir militairement certains régimes, parfois par une alliance *ad hoc* avec Pékin – comme en Birmanie –, y développer une action prédatrice, mais il ne peut imposer une alliance durable. Toutefois, il dispose de moyens de propagande beaucoup plus invasifs et pernicieux grâce aux outils numériques[4].

Enfin, facteur jouant dans l'autre sens, la Russie de Poutine n'a plus à faire face à un adversaire aussi résolu que le furent les États-Unis et leurs alliés du temps de la Guerre froide. Longtemps endormie par la théorie d'une absence d'ennemi popularisée après la chute du Mur, l'Alliance a détourné le regard devant la menace majeure et les crimes du régime russe. La faiblesse du poids stratégique et économique de la Russie a été comme compensée par la pusillanimité de l'Occident. Moscou a utilisé ses quelques moyens, développés d'ailleurs au mépris du bien-être de son peuple, pour

soutenir à bout de bras des régimes criminels, procéder à des actions de déstabilisation et fournir l'aide décisive au bon moment aux mouvements qui lui étaient favorables. Il ne s'agissait pas de conquérir ou de mener des opérations de remise en ordre comme à Budapest, en 1956, ou à Prague et Varsovie, en 1968, mais de faire le strict nécessaire pour maintenir en place des régimes opposés à l'Occident, pour conserver certaines de ses anciennes zones d'influence ou pour défier les démocraties dans des zones qu'elles espéraient plus ou moins contrôler. La Russie de Poutine a pu dès lors apparaître comme une puissance faute de combattants adverses.

Les territoires incertains des anciennes républiques soviétiques

Outre l'Ukraine, contre laquelle le régime de Poutine a lancé une guerre d'extermination de nature génocidaire[5], le maître du Kremlin entend soumettre, avec plus ou moins de succès, les anciens régimes de l'ex-empire soviétique. En bon ancien officier du KGB, il n'a jamais fait mystère de sa peine devant la disparition de celui-ci, qu'il avait dépeinte comme « la plus grande catastrophe géopolitique du XX^{e} siècle[6] ». Il vise à prémunir chacun de ces pays contre sa volonté de poursuivre sa voie propre.

Le cas du Belarus constitue l'exemple le plus tragique. Le dictateur Alexandre Loukachenko, tout en gérant son pays de manière brutale, chercha longtemps à conserver une certaine distance avec Moscou. Au gré de semblants d'ouverture sporadiques, il réussit à faire de Minsk l'un des signataires du Partenariat oriental de l'Union européenne[7] au même titre que l'Ukraine, la Géorgie, la Moldavie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Ce partenariat, qui n'était pas conçu par ses initiateurs européens comme une antichambre de l'Union, comportait de nombreux avantages en matière d'aides économiques[8]. Il était fondé sur l'espoir que ces pays progresseraient dans la direction de l'État de droit en se dotant d'institutions

et en mettant en place des réformes adéquates. Et, pendant un temps, Loukachenko manifesta son peu d'empressement à répondre favorablement aux propositions du Kremlin d'une fusion entre les deux États.

La répression s'accentuant et plusieurs candidats ayant été empêchés de concourir à l'élection présidentielle d'août 2020, le peuple du Belarus engagea une série de manifestations pacifiques pour la liberté[9] dont plusieurs animateurs furent arrêtés et condamnés à de lourdes peines de prison. Entachée de fraudes massives, l'élection de 2020 aboutit à la proclamation de la victoire de Loukachenko, immédiatement contestée et non reconnue par les capitales occidentales. La principale opposante, Sviatlana Tsikhanouskaïa, selon toute vraisemblance présidente réellement élue, mais aussi de nombreuses personnalités de l'opposition furent contraintes à l'exil. Alors que la répression s'intensifiait, faisant plusieurs victimes et aboutissant à l'arrestation d'environ 1 300 opposants politiques, les forces spéciales russes vinrent d'emblée en renfort du régime, aidant largement la répression menée par le KGB bélarusse[10]. De manière non moins significative, alors que tous les médias encore libres étaient contraints de fermer et que leurs dirigeants qui n'avaient pas pris le chemin de l'exil étaient emprisonnés, la chaîne Russia Today (RT) envoya plusieurs de ses employés gérer la rédaction de la télévision d'État bélarusse[11].

Dans ce contexte de répression tous azimuts, un détournement d'avion conduit par les services du régime, sans doute avec l'aide de ceux du Kremlin, choqua l'opinion mondiale. Le 23 mai 2021, le vol Ryanair assurant la liaison entre Athènes et Vilnius fut forcé par un avion de chasse bélarusse de se détourner et d'atterrir à Minsk, où l'opposant et blogueur Roman Protassevitch et sa compagne Sofia Sapega furent arrêtés. Quelques jours plus tard, après avoir été visiblement torturé, celui-ci apparut à la télévision bélarusse pour prononcer une confession forcée. À la suite de quoi, l'espace aérien de l'Union européenne fut fermé aux vols bélarusses et les sanctions économiques ainsi que celles décidées à l'encontre des

personnalités du régime furent renforcées. Cet acte de piraterie aérienne aboutissant à un kidnapping d'État démontra, en effet, que le régime ne reculait devant rien.

Avant le déclenchement de la nouvelle invasion russe de l'Ukraine, le 24 février 2022, le Belarus participa à des manœuvres conjointes avec la Russie et certaines troupes russes demeurèrent sur son territoire. Dès le début des attaques massives contre l'Ukraine, Loukachenko reprit la propagande du Kremlin et entreprit de faire condamner les citoyens du Belarus qui manifestaient leur opposition à la guerre ou l'avait nommée telle. Plusieurs tirs de missiles contre l'Ukraine partirent du territoire bélarusse et seules, semble-t-il, l'opposition d'une partie du commandement militaire, l'impréparation des troupes et des opérations de sabotage – notamment de trains supposés transporter chars et troupes russes au front – empêchèrent jusqu'à présent Loukachenko d'entraîner entièrement son pays dans la guerre.

Le président bélarusse sait que la chute de Poutine annoncerait la sienne et que la victoire de l'Ukraine rendrait sa situation intenable. L'une comme l'autre réduiraient à néant l'assistance militaire et sécuritaire que Moscou apporte à Minsk. Inversement, alors que, dans un premier temps, l'opposition bélarusse se montra soucieuse de ne pas inscrire la révolution démocratique interne dans une perspective internationale et de ne pas s'opposer à la Russie, elle lie aujourd'hui nettement la libération du Belarus de la tyrannie à la libération de l'Ukraine du joug de Moscou. De même, alors que cette révolution pouvait rappeler Maïdan par les valeurs européennes qu'elle portait, elle prit garde de ne pas envisager une voie vers l'Union européenne. Depuis l'officialisation de la candidature de l'Ukraine et de la Moldavie, elle se prépare certes à un tel mouvement mais seulement quand le pays sera devenu libre et démocratique. En moins de deux ans, comme le peuple ukrainien, le peuple bélarusse aura conquis sa légitimité européenne.

Outre le Belarus, Vladimir Poutine menace l'intégrité territoriale de la Moldavie, cette province roumaine envahie, annexée et soviétisée par Staline en vertu du Pacte de non-agression germano-soviétique du 23 août 1939 (et de ses protocoles secrets), et dont nombre des élites furent déportées. La Moldavie reconquit son indépendance en 1991 et fut d'emblée, en 1992, confrontée à une « République moldave du Dniestr », aussi nommée Transnistrie, qui est une autre rémanence de l'Union soviétique et qui fit sécession avec l'aide de l'armée russe[12] – son drapeau porte d'ailleurs toujours l'emblème de la faucille et du marteau. Elle ne bénéficie d'aucune reconnaissance internationale, et demeure un haut lieu conflictuel, souvent négligé, au centre de l'Europe. Occupée par environ 1 700 soldats russes, elle constitue un point d'appui potentiel aux visées belliqueuses de Poutine qui peut toujours alléguer de « provocations anti-russes ». L'élection en Moldavie, le 15 novembre 2020, d'une présidente pro-européenne, Maia Sandu, qui battit sévèrement le président sortant pro-Kremlin Igor Dodon, fut confirmée par des élections législatives en juillet 2021, qui furent remportées par des partis pro-européens – un tournant décisif concrétisé, fin juin 2022, par la reconnaissance de la candidature de ce pays à l'Union européenne. Ce nouveau clou planté dans le cercueil de l'ex-Union soviétique témoigne de la volonté d'émancipation libérale de l'ancienne « zone d'influence » russe que Poutine continue de revendiquer. Une victoire de Moscou en Ukraine – ou une situation de conflit gelé qui lui équivaudrait – ne pourrait qu'attiser les velléités du Kremlin de renforcer ses tentatives de déstabilisation de la Moldavie et de profiter des troupes basées dans ses provinces occupées[13]. Inversement, une victoire de l'Ukraine et des Alliés pourrait rendre plus aisée la solution apportée à ce conflit gelé.

Des trois anciennes républiques soviétiques du Caucase, la Géorgie est celle dont le sort est souvent considéré comme le plus dramatique en raison de la conquête de 20 % de son territoire par les forces russes. Toutefois, si

l’on compare le nombre des victimes, l’Arménie est de beaucoup le pays le plus meurtri, même si ses morts paraissent dus, pour l’essentiel, à son voisin azerbaïdjanais et non à la Russie. Cette situation résume le paradoxe de ces deux pays à la fois ennemis anciens et membres autrefois de l’empire soviétique : l’impossible héritage commun et l’instrumentalisation d’un conflit décongelé depuis 1991, et davantage encore depuis l’arrivée de Poutine à la présidence.

À la différence de l’Arménie, l’Azerbaïdjan n’est pas sous domination russe et peut chercher d’autres types d’alliances qu’avec Moscou. Le régime de Bakou, qui a hérité de l’ex-URSS la répression de toute voix dissidente[14] et une politique d’influence très active à l’Ouest[15], a en partie copié le régime de Poutine en matière de corruption interne et externe. Le rapport étroit avec Ankara et les liens militaires solides avec Israël[16], le relatif silence des États-Unis et de l’Union européenne à propos des violations fondamentales des droits de l’homme par le régime d’Ilham Aliyev – en partie en raison du contrepoids que le pays peut offrir à la Russie en matière d’hydrocarbures –, pourraient aisément placer l’Azerbaïdjan dans le camp occidental, mais la situation n’est pas si simple. Le clan Aliyev sait en effet qu’il ne peut se maintenir au pouvoir qu’à la condition que la Russie l’accepte et y trouve également son intérêt. D’ailleurs, Poutine a pu faire cesser le conflit dans le Haut-Karabakh au moment où il l’a souhaité, alors que les forces azéries disposaient de tout le potentiel nécessaire pour continuer les combats. Il est raisonnable de penser que l’Azerbaïdjan n’a pu lancer ses forces sur l’Arménie que parce qu’il bénéficiait d’un *nihil obstat* du Kremlin. *In fine*, la guerre de l’automne 2020 a fait deux gagnants essentiels[17] : la Russie et l’Azerbaïdjan – et accessoirement la Turquie. Elle a aussi créé deux perdants : l’Arménie et les Occidentaux, ces derniers par leur faute.

De fait, Erevan est un peu plus chaque jour sous tutelle de Moscou. Pendant longtemps, l’Arménie tenta de naviguer entre l’ancienne puissance

coloniale russe synonyme de domination et d'asservissement, et un Occident prometteur de liberté, d'émancipation et de prospérité. Mais ses alliés occidentaux l'ont en grande partie lâchée, bien avant la dernière guerre, et manifestèrent peu d'empressement à dessiner une stratégie pour l'Arménie. Le Partenariat oriental ne l'a pas vraiment arrimée à l'Europe, ni en termes économiques, ni – encore moins – en termes stratégiques. La guerre de 2020 a renforcé considérablement la présence des troupes russes sur le sol arménien, alors que les services russes contrôlaient déjà les frontières du pays. L'accord de cessez-le-feu du 10 novembre 2020 autorisa 1 910 soldats russes à stationner dans la région et le Haut-Karabakh fut placé de fait sous contrôle russe. Certains dénombrent cependant 10 000 éléments russes dans la région. L'un des symboles les plus nets de cette domination fut le moment où le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, pourtant ancien opposant à l'emprise russe, fut obligé d'annoncer lui-même l'envoi de troupes des pays de l'Organisation du traité de sécurité collective [18] (OTSC) pour la répression des manifestations, début janvier 2022, au Kazakhstan. Les espoirs portés par la révolution de Velours de 2018 sont devenus un lointain souvenir.

Les provinces de l'Asie centrale, cette ancienne partie de l'empire soviétique, sont largement sous l'emprise de Moscou, mais des différences entre elles sont sensibles. Si le Turkménistan apparaît comme un exemple abouti de Corée du Nord dans la région, d'autres pays, quoique autoritaires et souvent ultra-répressifs, ont compris qu'ils devaient conserver une certaine distance avec le Kremlin et se sont abstenus lors du vote aux Nations unies de mars 2022 condamnant l'agression russe contre l'Ukraine ou n'y ont pas participé. Cependant, ils ne peuvent encore totalement échapper à sa tutelle. Ainsi, quoique grand bénéficiaire de l'intervention russe au Kazakhstan, son nouvel homme fort, Kassym-Jomart Tokaïev, n'hésite pas à montrer fortement qu'il prend ses distances : il a soutenu la politique de sanctions contre la Russie, a autorisé les manifestations contre

la guerre, conserve des relations assez fortes avec Kiev et a refusé de reconnaître les pseudo-républiques de Donetsk et Louhansk[19]. Ses positions semblent lui attirer une certaine considération auprès de la population après la répression des protestations de janvier 2022. Il n'est toutefois pas certain que la Russie ait vraiment la capacité de riposter fermement à cette politique d'autonomie accrue du Kazakhstan. Celui-ci a bien compris que la puissance qu'il entend devenir passe par d'autres alliances et une capacité d'accueillir des investisseurs moins enclins à se tourner vers Moscou.

Les autres pays de la région, notamment le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, demeurent des dictatures répressives – le premier après une expérience démocratique de courte durée – et on les voit mal, pour cette raison, chercher des alliances du côté occidental. Cependant, la guerre en Ukraine a montré qu'on ne pouvait compter sur le régime russe, ni en matière de sécurité ni sur le plan économique. Ils ne souhaitent pas non plus que leur dépendance économique envers Moscou aboutisse à une forme de précarité qui ne pourrait que renforcer le mécontentement de leur population, déjà fortement prégnant et réprimé. Une large défaite de Poutine en Ukraine devrait les conduire à des choix délicats, mais qui ne passent assurément pas par l'ancien colonisateur – la guerre n'a fait que précipiter cette évolution irrésistible.

Rebalkaniser les Balkans

L'ex-Yougoslavie de Tito avait été pour l'URSS un rêve d'empire contrarié. Son éclatement après les guerres perdues de Slobodan Miloševitch[20] fut une mauvaise nouvelle pour Moscou qui voyait sans doute dans le criminel de guerre serbe un allié plus fiable que Josip Broz. L'arrimage, pour partie réalisé avec la Slovénie et la Croatie, pour partie annoncé, de la région à l'Union européenne, et pour certains de ses pays à l'OTAN, donc au camp occidental, participait pour Poutine de ce qu'il

percevait comme un reflux définitif de ses projets impériaux. À défaut de réunification, la pacification des Balkans occidentaux sous la bannière de la liberté européenne était un projet à contrarier.

Dans cette politique de prise de contrôle d'une partie de la région, le Kremlin bénéficia d'un allié de choix : la Serbie, plus grand pays de la région[21]. Les espoirs des libéraux serbes d'une évolution plus européenne de leur gouvernement s'effondrèrent avec l'arrivée à la présidence du gouvernement en 2014, puis de la République en 2017, d'Alexandre Vučić. Cet ancien ultranationaliste a certes renoncé à ses propos les plus extrêmes et s'est même officiellement prononcé pour une évolution européenne de son pays qui reçut en 2012 le statut de pays candidat. Cependant, son discours actuel traduit de fortes rémanences de son passé : il refuse de condamner les crimes de Milošević et des nationalistes serbes de Bosnie ; il utilise de manière récurrente une rhétorique anti-atlantiste sur fond de référence aux bombardements de l'OTAN de 1999 qui furent déterminants dans la fin de la guerre ; il tient un discours volontiers inflammatoire sur la Bosnie et surtout sur le Kosovo dont Belgrade n'accepte pas l'indépendance – une thématique régulièrement utilisée par Moscou et par ses propagandistes en Europe, pour tenter de légitimer, par un effet de fausse symétrie, sa guerre contre l'Ukraine. Enfin, malgré une rhétorique souvent embrouillée, il soutient *de facto* le régime russe, sans parler de son peu d'empressement à lutter contre la corruption et les groupes mafieux[22]. En mai 2021, Belgrade et Moscou, cosignataires d'un traité d'alliance de sécurité, ont aussi participé à des exercices militaires communs ; en outre, la Serbie fait partie des pays, avec la Russie et la Chine communiste, qui vendent des armes à la junte militaire de Birmanie. Les services de renseignement des deux pays entretiennent des liens étroits et les services russes bénéficient depuis 2016 d'une base en Serbie. Jadis non-membre du pacte de Varsovie, celle-ci dispose aussi d'un statut d'observateur à l'OTSC. Elle s'est également placée dans une situation de dépendance par

rapport au gaz russe. Enfin, elle n'a pas officiellement condamné l'agression russe contre l'Ukraine et a refusé de sanctionner Moscou, tout en maintenant une neutralité de façade[23]. Autre fait notable : le Patriarcat de Moscou soutient largement l'Église orthodoxe serbe qui ne reconnaît pas celle d'Ukraine. Cette Église serbe, qui avait d'ailleurs soutenu la politique de Milošević et béni ses combattants avant qu'ils n'aillent commettre des massacres, est aussi un instrument de déstabilisation de la région au profit de Moscou. Elle a été très active dans les mouvements de protestation au Monténégro[24] – dont l'entrée dans l'OTAN en 2017 a mis Moscou en fureur. Une tentative de coup d'État, avec l'appui de membres de l'opposition pro-russe dans le pays, le jour des élections législatives, le 16 octobre 2016, fut d'ailleurs souvent imputée à la Russie[25] et condamnée.

C'est en Bosnie-Herzégovine que la situation est la plus tendue. Le dirigeant de son entité serbe (Republika Srpska), Milorad Dodik, allié affiché de la Russie, pousse Banja Luka vers la sécession, que son Parlement a votée dans une résolution non contraignante. Tant Belgrade que Moscou poussent largement en ce sens, le projet de Grande Serbie (Velika Srbija) ayant une forte résonance avec celui de Grande Russie. Il s'agit là aussi d'empêcher que la Bosnie-Herzégovine, qui en a exprimé le souhait, rejoigne l'OTAN et éventuellement l'Union européenne. Une sécession de la Republika Srpska[26], outre qu'elle contreviendrait aux accords de Dayton de 1995, pourrait être annonciatrice d'une rebalkanisation des Balkans, objectif tactique constant du Kremlin.

Le front du crime contre la liberté et les droits

L'ambition de Poutine ne se limite pas aux zones traditionnelles de l'ancien empire soviétique, mais apparaît comme mondiale. Elle n'est pas placée toutefois sous le signe de la conquête – impossible au demeurant pour une puissance pauvre –, mais de la destruction de tout ordre décent et,

pour tout dire, du crime. Nulle part cette collusion dans le crime n'a été pire qu'en Syrie où le Kremlin, aux côtés de l'Iran, a accompagné le régime de Bachar al-Assad dans son entreprise d'assassinats de masse de ses habitants. Le refus des démocraties d'arrêter ce régime dès 2011 et la Russie à partir de l'automne 2015 – et en particulier, de dénoncer spécifiquement les crimes contre l'humanité perpétrés par les troupes russes qui expérimentèrent des armes nouvelles[27] – a été comme un signal donné à Poutine qu'il pouvait continuer ailleurs. Il a en même temps instrumentalisé le flux massif de réfugiés syriens vers l'Europe – même si la Turquie et la Jordanie en accueillent le plus grand nombre – en renforçant, y compris à l'aide de complotistes, les partis d'extrême droite anti-migrants.

En Libye, Moscou soutient la rébellion du maréchal Khalifa Haftar contre le pouvoir légitime, espérant prolonger la plongée de ce pays dans le chaos. Il a conservé aussi de bonnes relations avec d'anciens clients de l'URSS, gouvernés par des militaires, comme l'Algérie avec qui des manœuvres communes sont organisées, ou encore avec l'Égypte d'Abdel Fattah al-Sissi. En Afrique, où la propagande russe se déploie à une large échelle, le Kremlin soutient des régimes anti-occidentaux – en République centrafricaine –, voire putschistes – au Mali –, tout en renforçant son emprise sur d'autres pays africains. Il en va de même pour les régimes dictatoriaux et répressifs de La Havane et Caracas. Enfin, Poutine n'a eu aucune hésitation à soutenir la mise au pas sanglante de la Birmanie sous la férule de la junte militaire.

Dans de nombreux pays, au-delà de l'intervention directe de ses forces armées classiques et services de renseignement militaires, le Kremlin fit appel à la milice privée Wagner, étroitement liée au régime et dont le patron officieux est depuis 2015 Evgueni Prigojine, ancien mafieux de Saint-Pétersbourg, surnommé le « chef » de Poutine en raison d'importants contrats de restauration collective, notamment pour les armées, qu'il avait obtenus de son ami[28]. Cette milice, dont le mode opératoire est d'une

brutalité sans frein, a été repérée dans plus d'une vingtaine de pays, de la Syrie au Mali, du Venezuela à la Centrafrique, du Mozambique à la Libye, du Soudan au Belarus. Ses miliciens ont à leur actif exécutions sommaires, viols, tortures et prédations[29] dans de nombreux pays où ils sont intervenus et ne sont soumis à aucun code de déontologie – encore moins que l'armée régulière russe, si l'on peut dire au vu des crimes contre l'humanité et crimes de guerre qu'elle a commis en Syrie et en Ukraine. Les dénégations de Vladimir Poutine quant à leur lien direct avec l'État russe tiennent d'autant moins que, à partir de la nouvelle invasion de l'Ukraine en 2022, le groupe Wagner recruta dans les prisons russes et dans certains pays d'Asie centrale, ayant même promis à ceux qui s'engageraient l'obtention de la nationalité russe. Les Wagner bénéficient aussi de cantonnements sur des bases militaires russes et d'avions de chasse ; leur premier chef, Dmitri Outkine, qui a sévi en Ukraine dès 2014, est connu pour ses affinités néo-nazies et pour avoir ses entrées au Kremlin[30], tandis que plusieurs combattants du groupe sont porteurs de tatouages qui indiquent clairement leurs sympathies.

Le tableau d'ensemble des activités de déstabilisation et des crimes du régime de Poutine ne saurait donner lieu à une compréhension simple en termes de pouvoir impérial ou impérialiste. Sans doute l'ancien agent du KGB cherche-t-il à regagner les zones d'influence perdues avec la chute de l'URSS et à poursuivre l'action d'inféodation et de vassalisation de nombreux pays, comme dans la période antérieure à 1991. On aurait toutefois tort de n'y voir que cela. Ce que Poutine cherche à établir, en ancien malfrat pétersbourgeois, c'est l'extension du domaine du crime. Il se moque d'établir un contrôle durable ou un « Reich de mille ans » ; sa volonté est d'abord de montrer que, au rebours des prétentions du monde civilisé de tenter d'instituer un monde autant que possible régi par le droit et le respect de la personne humaine, il peut, sans opposition majeure, transformer le monde en un règne du non-droit, où tout est possible et dès

lors permis. Il se trouve ainsi à la tête d'un régime entièrement et essentiellement criminel qui n'est même plus soutenu par la fiction d'un monde meilleur où le prolétariat régnerait en maître. Certes, il peut se servir de la haine de l'Occident qu'entretiennent certains dictateurs qui y voient une entrave à l'accomplissement de leurs méfaits. Mais son projet va encore au-delà de la destruction du monde libre. Il est celui du règne sans partage du crime. Il est temps de le comprendre et de l'arrêter. Une défaite totale et radicale de Poutine dans sa guerre contre l'Ukraine pourrait peut-être conduire certains pays qui ne dépendent pas encore entièrement de Moscou à parier sur un meilleur allié.

OceanofPDF.com

12

Poutine et l’obsession ukrainienne

Mykola Riabtchouk et Iryna Dmytrychyn

Indépendamment des résultats éventuels de la guerre russo-ukrainienne en cours, l’image ultime de Vladimir Poutine et la place qu’il laissera dans l’histoire seront définitivement déterminées par cet événement pivot – tout comme celles de Lénine furent inextricablement liées à la révolution bolchevique, celles de Staline à la Grande Terreur et au Goulag et celles d’Hitler au nazisme et à la Shoah. Poutine, comme un vrai révolutionnaire, a créé sa propre vision utopique de la réalité, mais il a également mis en œuvre les moyens les plus brutaux pour adapter cette réalité à sa vision perverse.

Nommer un génocide

Dans les cinq mois qui ont suivi la guerre non provoquée que le maître du Kremlin a lancée contre un voisin pacifique, l’armée russe aurait perdu 40 000 soldats, soit deux fois plus qu’en neuf ans de guerre en Afghanistan[1] ; l’économie du pays s’est contractée, sous l’effet des sanctions internationales, jusqu’au niveau des années 2000[2] ; les faibles

vestiges de sa démocratie ont reçu le coup de grâce avec la fermeture des derniers médias et ONG indépendants[3], et des peines de prison draconiennes ont été introduites dans le Code pénal russe pour punir toute dissidence. L'autocratie consolidée de Poutine s'est métamorphosée en un totalitarisme à part entière, avec, pour idéologie obligatoire, un patriotisme chauvin et un fort bellicisme[4]. La guerre a fait du président russe un paria international, inacceptable dans le monde civilisé, ce qui aurait dû être reconnu bien plus tôt.

Les pertes des Ukrainiens sont plus élevées, puisque la guerre se déroule exclusivement sur leur territoire : plusieurs milliers de civils – dont au moins 400 enfants – ont été tués sous des bombardements aveugles et des tirs de roquettes, 7 millions de réfugiés ont fui à l'étranger et 6 autres millions ont été déplacés à l'intérieur du pays – en somme environ un tiers de la population a dû quitter son domicile. Des destructions énormes ont été infligées aux infrastructures civiles, aux écoles et aux hôpitaux, aux routes et aux ponts, aux usines et aux entrepôts, aux centres commerciaux et aux immeubles d'habitation. Après une défaite cuisante à Kiev, les troupes russes ont adopté la tactique de la terre brûlée, rasant des villes et des villages entiers dans le sud-est de l'Ukraine.

En outre, elles se sont livrées à des enlèvements, des tortures et des massacres de civils, à des viols et des pillages, plaçant les habitants dans des « camps de filtration[5] » et envoyant de force nombre d'entre eux, y compris des enfants, dans des régions reculées de Russie[6]. Tout cela a suscité des inquiétudes compréhensibles de la part de la communauté internationale, bien au-delà des habituels défenseurs des droits de l'homme, et a donné lieu à des accusations, documentées et juridiquement fondées, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide. Alors que des centaines de crimes de guerre présumés font l'objet d'enquêtes menées par les procureurs ukrainiens en coopération avec leurs collègues internationaux[7], les dirigeants politiques et les journalistes s'engagent de

plus en plus dans un débat qui cherche à déterminer si cette effroyable quantité d'exactions a une qualité spécifique : les innombrables atrocités commises par les troupes russes et l'intention déclarée des dirigeants du Kremlin de « désukrainiser » l'Ukraine peuvent-elles être qualifiées de génocide[8] ?

L'avocat britannique de renom Philippe Sands – l'auteur de *Retour à Lemberg*[9] – affirme que ce crime de génocide est très difficile, voire impossible à prouver dans la mesure où il requiert la preuve d'une intention qui, en règle générale, n'est pas explicitement exprimée par ses auteurs[10]. Dans la plupart des cas, c'est donc une question de volonté politique de désigner – ou non – ces atrocités de masse comme un génocide. La Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide (UNCG) de 1948, établie sous l'autorité du grand juriste polonais Raphael Lemkin – l'inventeur du terme « génocide » en 1944 –, oblige non seulement les États membres à prévenir ces crimes et à en punir les auteurs, mais les qualifie, en outre, comme « internationaux » et donne mandat à la communauté internationale pour intervenir : « entreprendre une action collective, en temps voulu et de manière décisive, par l'intermédiaire du Conseil de sécurité […] au cas où les moyens pacifiques seraient inadéquats et où les autorités nationales manqueraient manifestement à leur obligation de protéger leurs populations du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité[11] ». Or, les membres permanents du Conseil de sécurité peuvent mettre leur veto à toute décision, ce qui, dans la pratique, rend impossible toute « action collective » mandatée par l'ONU contre eux-mêmes et leurs États clients. Le document a donc surtout une portée symbolique, car il délégitime les activités génocidaires et, dans certains cas, facilite les enquêtes et la punition des crimes de guerre.

Philippe Sands, qui avec un groupe d'avocats internationaux conseille le gouvernement ukrainien en matière des crimes de guerre russes, estime que

celui-ci devrait se concentrer sur le crime d'agression, car il est très clair et manifestement illégal. Et beaucoup plus facile à prouver que le crime de génocide, surtout après que la Cour internationale de justice de La Haye a ordonné l'arrêt de l'invasion, ce que la Russie a ignoré[12]. Surtout, « le crime d'agression est le seul qui puisse cibler avec certitude les principaux responsables des horreurs infligées à des millions d'êtres humains ». Philippe Sands poursuit qu'il est sans doute possible de prouver que Poutine et les membres de son cercle rapproché sont personnellement responsables des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis en Ukraine. Mais il est loin d'être certain que les preuves remonteront jusqu'au sommet de la hiérarchie russe[13]. « Ce qui m'inquiète, explique-t-il, c'est que nous nous retrouvions dans trois ou quatre ans avec des procédures pénales à La Haye, devant la Cour pénale internationale, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, et que les accusés soient des militaires de rang intermédiaire. Mais les hauts gradés échapperont à La Haye[14]. »

L'intention génocidaire – « détruire, en tout ou en partie, un groupe national », en l'occurrence la nation ukrainienne – est rejetée avec véhémence par les propagandistes pro-Moscou qui invoquent l'argument de la prétendue « inclusivité » russe, selon lequel aucun occupant n'offre aux personnes « occupées » le passeport, la citoyenneté, les droits civiques et tous les avantages sociaux de l'État « occupant ». De fait, ils considèrent non comme « occupée » mais comme « libérée » la population ukrainienne des régions envahies par l'armée russe. Tout ce que les Ukrainiens devraient faire, c'est répudier leur identité ukrainienne jugée « nazie », leur langue ukrainienne qualifiée d'« artificielle », leur orientation occidentale jugée « perfide » et leur système libéral-démocratique décrété « étranger » aux vrais Slaves. Peu importe qu'ils n'aient jamais voulu être « libérés », qu'ils n'aient jamais cherché à obtenir la citoyenneté russe, qu'ils n'aient jamais voulu renoncer à leur langue – même sous la pression russificatrice de l'ancien empire – et qu'ils n'aient jamais envisagé de remplacer leur

démocratie imparfaite par la dictature parfaite de Poutine. La plupart d'entre eux rejettent l'offre « généreuse » de la Russie et doivent donc être persuadés par d'autres moyens : bombardés, exécutés sommairement, emprisonnés, violés, torturés, déportés et « rééduqués » dans des camps de « filtration ».

L'évolution de la situation sur le terrain oblige même les sceptiques à reconnaître l'ampleur sans précédent des crimes de guerre et contre l'humanité commis par l'armée russe. Michael Ignatieff, professeur d'histoire à la Central European University de Vienne, admet qu'il a « toujours [été] prudent quand quelqu'un utilise le mot génocide », mais que les derniers développements ont modifié sa vision depuis que l'Ukraine, de toute évidence, est menacée « dans son existence, pas seulement comme État mais comme peuple ». Eugene Finkel, professeur à l'université Johns-Hopkins de Baltimore et auteur de *Ordinary Jews. Choice and Survival during the Holocaust*[15], dit lui aussi avoir toujours résisté à utiliser le terme « génocide ». Mais son point de vue a changé quand il est apparu « de plus en plus évident » que le massacre de centaines de civils ukrainiens à Boutcha, près de Kiev, « n'était pas une exception », ce qui est maintenant assumé par la rhétorique officielle explicite de Moscou. Il se réfère au célèbre article de Timofeï Sergueïtsev, « Qu'est-ce que la Russie devrait faire en Ukraine ? », publié par l'agence de presse étatique RIA Novosti – la voix du Kremlin depuis 2014 –, qui parle ouvertement de « la solution finale de la question ukrainienne ». « En tant que spécialiste du génocide, déclare Finkel, je suis un empiriste, et j'ai l'habitude de rejeter la rhétorique. Je considère les revendications génocidaires avec des pincettes parce que les activistes les pratiquent partout. Mais pas ici. Ici, il y a des actions, il y a une intention. C'est un génocide en marche. Pur, simple et que chacun peut voir[16]. »

L'intention génocidaire des dirigeants russes est toujours enveloppée dans le langage orwellien de la « dénazification », de la « protection des

russophones », de la « prévention de l'avancée de l'OTAN », du « retour des territoires dilapidés par les bolcheviks » et du « rétablissement de l'unité historique du peuple russe artificiellement divisé ». Jusqu'à récemment, ils avaient été assez prudents pour ne pas nommer les choses par leur nom. Le sale boulot d'incitation au génocide – tourner en dérision et vilipender les Ukrainiens, diffuser des discours de haine, appeler à les rayer de la surface de la terre et menacer de frapper Kiev avec une arme nucléaire – avait été confié à des francs-tireurs politiques comme le député bien connu Vladimir Jirinovski, le philosophe néofasciste Alexandre Douguine et d'autres. Ils étaient certes proches du Kremlin et sans doute des services de sécurité, mais pas trop, afin de ne pas ternir par quelque extravagance verbale l'image « modérée » du discours officiel. Le déni plausible est la méthode préférée du pouvoir russe dans toutes ses « opérations spéciales ».

La situation a changé à la fin du mois de mars, lorsque la Blitzkrieg de Poutine contre Kiev a échoué et que la « deuxième meilleure armée du monde » a dû se retirer de la région de manière plutôt humiliante. Les Ukrainiens n'ont pas salué les « libérateurs » comme ceux-ci l'espéraient, mais ils ont pris les armes. La dichotomie propagandiste entre les « bons Ukrainiens amoureux de la Russie » et la « mauvaise élite nationaliste » a été fortement ébranlée lors de l'invasion-annexion de la Crimée en 2014 ; aujourd'hui, elle a été anéantie. Les Russes ont, semble-t-il, perdu leurs nerfs en se livrant à des massacres et des tortures de civils sur les territoires temporairement occupés, et surtout en multipliant les déclarations génocidaires non déguisées qui appellent ouvertement à l'extermination des Ukrainiens en tant que prétendus « nazis[17] ».

L'article de Timofeï Sergueïtsev[18] en représente la quintessence, et le célèbre historien Timothy Snyder, spécialiste des crimes de masse en Europe centrale et orientale durant la Deuxième Guerre mondiale, l'a défini à juste titre comme un « manuel du génocide » : « un programme explicite

pour l'élimination complète de la nation ukrainienne en tant que telle[19] ». « Le manuel russe, affirme Snyder, est l'un des documents les plus ouvertement génocidaires que j'aie jamais vus. Il appelle à la liquidation de l'État ukrainien et à l'abolition de toute organisation ayant un lien quelconque avec l'Ukraine. Il postule que la "majorité de la population" de l'Ukraine est composée de "nazis", c'est-à-dire d'Ukrainiens. […] Il opère avec une définition particulière de "nazi" : un "nazi" est un Ukrainien qui refuse de devenir russe. […] Dans cette équation absurde où les nazis sont les Ukrainiens et où les Ukrainiens sont les nazis, la Russie ne peut pas être fasciste quoi que fassent les Russes. […] Ainsi, nous voyons la Russie appliquer la politique fasciste au nom de la "dénazification"[20]. » L'affirmation selon laquelle les Ukrainiens sont des « nazis » n'est qu'une insulte, un « discours de haine, destiné à justifier leur assassinat », alors même que ceux-ci pratiquent une démocratie vibrante, contiennent les groupes marginaux d'extrême droite de leur pays en deçà du seuil d'éligibilité et ont désigné un président juif à une large majorité lors d'élections libres et équitables[21].

Comme le souligne Snyder, l'article de Sergueïtsev est manifestement une réaction à la résistance ukrainienne. Au début de la guerre, le Kremlin estimait que seuls quelques Ukrainiens étaient prêts à défendre leur pays et qu'ils seraient facilement éliminés. Aujourd'hui, le récit officiel de la guerre promu par l'équipe de Poutine abandonne la notion de « bonne » majorité amoureuse de la Russie asservie par une minorité nazie et affirme, au contraire, qu'« une partie importante du peuple – très probablement la majorité – a été aspirée par le régime nazi sur le plan politique ». Autrement dit, comme l'explique Sergueïtsev, l'hypothèse selon laquelle « les gens sont bons, le gouvernement est mauvais » ne fonctionne plus. « La reconnaissance de ce fait est la base de la politique de dénazification, de toutes ses mesures. » Celles-ci comprennent, d'une part, l'extermination physique de tous ceux qui ont pris les armes, ainsi que des dirigeants et des

activistes, « des nazis actifs qui doivent être punis de manière extrêmement sévère et démonstrative » – l'idée d'une pendaison publique des prétendus « criminels nazis », plutôt que de les exécuter en secret à la mode du NKVD, est vivement discutée dans les médias russes. D'autre part, les « mesures » punitives exigeraient d'« infliger les privations inéluctables » à la majorité de la population « coupable d'être complice du nazisme ». Le programme prévoit « une rééducation par une répression idéologique (la suppression) des attitudes nazies et une censure stricte : non seulement dans la sphère politique, mais aussi, de manière critique, dans la culture et l'éducation[22] ».

Selon Sergueïtsev, la période de dénazification devrait durer au moins le temps qu'une nouvelle génération soit née, élevée et atteigne la maturité au cours du processus. Pendant toute cette période, le pays devrait être maintenu sous occupation car le processus exige un contrôle inconditionnel. Par conséquent, « un pays dénazifié ne peut être souverain. En dénazifiant le pays, la Russie ne peut pas pratiquer une approche libérale. Le coupable soumis à la dénazification ne peut pas contester l'objectif de notre dénazification ». Et de conclure :

> « La dénazification sera inévitablement aussi une désukrainisation, c'est-à-dire le rejet de l'exagération artificielle à grande échelle de la composante ethnique dans l'auto-identification de la population des territoires de la Petite Russie et de la Nouvelle-Russie historiques (*Malorossia* et *Novorossia*). Il semble que nous ne serons pas en mesure de conserver le nom "Ukraine" comme appellation d'une entité étatique entièrement dénazifiée sur un territoire libéré du régime nazi. […] Il doit être rendu à ses frontières naturelles et privé de toute fonctionnalité politique. […] Comme l'histoire l'a montré, l'Ukraine est impossible en tant qu'État-nation. […] Les tentatives de "construction" de l'Ukraine ont naturellement conduit au

> nazisme. L'ukrainité est une construction artificielle antirusse qui n'a pas de contenu civilisationnel propre ; c'est un élément subordonné d'une civilisation étrangère et contre nature. Par conséquent, la dénazification ne peut être effectuée à moitié, sur la base d'une formule du type "OTAN – non, UE – oui". L'Occident collectif est lui-même le concepteur, la source et le sponsor du nazisme ukrainien. […] Par conséquent, la dénazification de l'Ukraine est aussi inévitablement une déseuropéanisation[23]. »

Eugene Finkel, expert renommé de la Shoah, définit le texte de Sergueïtsev comme « l'une des déclarations d'intention les plus explicites visant à détruire un groupe national en tant que tel que j'aie jamais vues. […] Il ne s'agit pas d'une quelconque fantaisie intellectuelle, mais d'une déclaration d'intention claire et concrète de la part d'un organisme d'État. La définition de l'ONU [du génocide] est problématique, mais, dans ce cas, elle va comme un gant[24] ». Les meilleures preuves que le « manuel » de Sergueïtsev n'est pas une « fantaisie intellectuelle sauvage » – abondantes dans les médias, la littérature et la pop culture russes – viennent de la réalité du terrain : toutes les politiques russes dans les territoires ukrainiens occupés suivent strictement les recettes prescrites.

Dernier rebondissement en date, le texte de Sergueïtsev, comme un certain nombre d'autres « manuels de génocide » trop explicites, a soudain disparu du site Web du gouvernement russe, même s'il est toujours accessible dans les archives Web, dans plusieurs traductions en anglais et dans d'autres langues[25]. Cela pourrait indiquer qu'en dépit de ses dénégations farouches et persistantes de tout acte répréhensible, Moscou prend au sérieux les éventuelles accusations de génocide et tente de prendre ses distances avec les « radicaux » qui parlent trop et sapent ainsi le déni plausible de Poutine.

En termes politiques, il ne fait guère de doute que la guerre génocidaire menée en Ukraine est explicitement légitimée par les revendications persistantes du président concernant l'histoire, le territoire et l'identité de l'Ukraine, par le déni explicite de son existence même et de son droit à exister en tant que nation. Le pays voisin, internationalement reconnu dans ses frontières de 1991, y compris par la Russie elle-même en vertu de plusieurs accords contraignants, est rejeté comme un *fake country*, une conspiration occidentale, une subversion nazie, une pathologie sur le corps de la nation russe qui devrait être traitée par une « rééducation » forcée ou éliminée par une « opération spéciale » de chirurgie[26]. La conviction de Poutine que l'Ukraine est une aberration historique et que les Ukrainiens n'existent pas et n'ont pas le droit d'exister est répétée par de nombreux dirigeants russes, dont Dmitri Medvedev, ancien président et Premier ministre, qui a récemment insinué que « l'ukrainité est un faux. Elle n'a jamais existé et n'existe pas[27] ».

Alexander Motyl, professeur de sciences politiques à l'université Rutgers, aux États-Unis, considère ces déclarations comme « les fondements idéologiques et politiques clairement exprimés » de la politique génocidaire russe à l'égard des Ukrainiens. Selon lui, « il n'y a qu'un petit pas entre l'opinion selon laquelle les Ukrainiens n'existent pas et celle selon laquelle ils ne devraient pas exister[28] ». Mais en termes juridiques, ce « petit pas » peut sembler insurmontable, dans la mesure où les dictateurs laissent rarement des ordres écrits prescrivant l'extermination génocidaire d'un groupe spécifique. Poutine pourra toujours prétendre devant un tribunal qu'il a ordonné l'extermination des « nazis » et non des Ukrainiens, dans l'espoir qu'un euphémisme absurde lui permette une fois de plus de nier la réalité de manière plausible. Dans la plupart des cas comme celui-ci, les avocats sont obligés de s'appuyer sur des preuves circonstancielles et doivent donc prendre en compte non seulement les crimes mais aussi les

politiques officielles qui ont permis, facilité et encouragé ces crimes de manière directe et indirecte.

Un rapport détaillé sur les multiples violations de la convention des Nations unies sur le génocide, commises par la Russie lors de son invasion de l'Ukraine, pourrait être un pas dans la bonne direction. Préparé par une équipe d'experts internationaux sous les auspices de deux groupes de réflexion réputés, ce rapport expose, après un examen détaillé des faits, que « la Russie porte la responsabilité de l'État pour (a) l'incitation directe et publique à commettre un génocide et (b) un schéma d'inférence de l'intention de détruire en partie le groupe national ukrainien ». Et conclut sur « l'existence d'un risque sérieux de génocide, déclenchant l'obligation légale de tous les États de [le] prévenir […] en vertu de l'article I de la Convention sur le génocide[29] ».

Si l'issue du conflit en cours reste inconnue, et si l'évaluation juridique de son caractère génocidaire est encore incertaine, cette guerre marque sans aucun doute l'un des points les plus bas de l'histoire de la Russie, dont la population soutient presque unanimement l'agression, comme de la carrière politique de Vladimir Poutine. Deux questions restent cependant posées : quels sont les facteurs structurels qui ont mené au conflit russo-ukrainien et l'ont rendu presque inévitable ? et quelles caractéristiques personnelles, prédispositions idéologiques et choix politiques du président russe ont-ils déterminé le caractère particulier du conflit et son extraordinaire violence ?

Une « fraternité » douteuse

Peu après le massacre de Boutcha, en avril 2022, le président français Emmanuel Macron a provoqué une vive indignation chez de nombreux Ukrainiens en refusant de qualifier les méfaits de la Russie en Ukraine de « génocide » – ce que ni les présidents américain et polonais, ni le Premier ministre britannique n'ont hésité à faire. Pourtant, pour les Ukrainiens qui

sont non seulement témoins mais aussi victimes des atrocités en temps réel, le terme est peut-être le seul suffisamment fort pour refléter l'ampleur de leurs souffrances et des ravages subis. L'argument du président français n'a fait qu'ajouter l'insulte à la blessure : « Je serais prudent d'utiliser de tels termes [génocide] aujourd'hui parce que ces deux peuples [Russes et Ukrainiens] sont frères[30]. » Le ministère ukrainien des Affaires étrangères s'est dit déçu de ces propos et a qualifié la métaphore d'inappropriée, car ces prétendus « frères » tuent des enfants ukrainiens, tirent sur des civils, violent des femmes et détruisent tout sur le territoire ukrainien. Certains commentateurs ont répondu, de manière moins diplomatique, que ce ne sont pas les Russes qui sont les « frères » des Ukrainiens, mais plutôt les hordes de Gengis Khan. Le président Volodymyr Zelensky, quant à lui, a défini de façon mémorable la « fraternité » russo-ukrainienne en reprenant la métaphore biblique de Caïn et Abel[31].

Le mythe de la « fraternité » et toute l'imagerie qui en découle ont été développés par les bolcheviks qui ne pouvaient plus nier l'existence de la nation ukrainienne – comme l'avaient fait leurs prédécesseurs monarchistes –, surtout après l'irruption des Ukrainiens sur la scène politique en 1917, avec la proclamation de la République populaire d'Ukraine. En réalité, ils ont gagné la guerre civile parce que sur la « question des nationalités » ils étaient plus opportunistes que les monarchistes qui défendaient avec zèle l'idée d'une « Russie une et indivisible[32] ». Lénine attira à lui ces nationalités en offrant à leurs dirigeants de gauche un certain degré d'autonomie.

Alors qu'il reproche aux bolcheviks d'avoir « inventé » les nations soviétiques, l'Ukraine en particulier, et d'avoir ainsi placé une bombe à retardement sous la « Russie une et indivisible », Poutine a de toute évidence tort : les bolcheviks ont au contraire sauvé l'empire russe en cooptant les « nationaux » dans leur projet utopique de fédération socialiste mondiale, tandis que les monarchistes refusaient d'admettre la réalité – et la

modernité qu'elle impliquait –, exactement comme Poutine. La « fraternité » soviétique était pourtant pénible, car elle favorisait l'affinité mais pas l'égalité : les Russes s'arrogèrent le rôle du « grand frère » ou du « frère aîné » – « aîné parmi les égaux », comme disait Staline –, établissant ainsi une forte hiérarchie au sein de la « famille », ainsi qu'une suprématie politique et culturelle.

Dans ce modèle de type colonial, les Ukrainiens se virent attribuer le rôle de « frère cadet » : des cousins de village, plutôt ennuyeux mais amusants, surtout avec leurs habits colorés, leurs chansons folkloriques et leur dialecte ridicule. Ils pouvaient être gentils mais généralement stupides et avaient donc besoin en permanence d'une attention fraternelle – et de coups de poing occasionnels. La plupart des Russes, y compris Poutine, aiment les Ukrainiens tant que ceux-ci acceptent de jouer le rôle de ploucs bouseux de village, obéissants et serviles vis-à-vis de parents russes cultivés et urbanisés. Les étudiants en (post-) colonialisme peuvent comparer cette situation aux relations entre Robinson Crusoé et Vendredi : Robinson « aime » son Vendredi, tant que le sauvage reconnaît la supériorité de son maître et n'insiste pas sur sa propre culture, sa langue et sa dignité. Mais Vendredi, qui veut être l'égal de Robinson et être appelé par son vrai nom, même s'il est indicible, qui revendique en outre son propre pouvoir culturel et plus encore politique, semble fou ou, pire, être élevé et manipulé par un autre Robinson – américain, allemand, polonais ou juif-maçonnique.

Un exemple majeur de cette dialectique particulière de la « fraternité » fut présenté, il y a huit ans, par Alexandre Douguine, alors professeur à l'université d'État de Moscou et auteur de manuels populaires de géopolitique qui ont formé plusieurs générations d'officiers russes. En août 2014, très déçu par la résistance farouche des Ukrainiens face à l'invasion russe du Donbass, il s'exprima avec véhémence sur sa page du réseau Internet VKontakte : « Je n'arrive pas à croire que ce sont des Ukrainiens. Les Ukrainiens sont un peuple slave merveilleux. Et ça, c'est

une race de bâtards qui a émergé des bouches d'égout. […] Nous devrions nettoyer l'Ukraine des idiots. Le génocide des crétins est nécessaire et inévitable. »

C'était à l'époque une déclaration assez radicale, même si elle n'était ni unique ni exceptionnelle, dans la mesure où la frange d'extrême droite était de plus en plus saturée, depuis 2005, par des appels similaires et de « savants » traités censés démontrer le caractère artificiel et surtout antirusse de l'Ukraine indépendante, qui proposaient divers moyens de la soumettre et/ou de l'éliminer. En réalité, Douguine fit une déclaration similaire dans l'une de ses interviews, en mai 2014, et répéta cet appel dans ses discours vidéo : « Les Ukrainiens doivent être tués, tués et tués. Plus de discussions. Je l'affirme en tant que professeur[33]. » Cette déclaration, toutefois, n'était pas remarquable pour son radicalisme, beaucoup plus violent dans les discours bellicistes de Jirinovski, et encore plus élaboré chez d'autres intellectuels qui ont appelé à une frappe nucléaire ciblée sur Kiev ou sur la centrale de Tchernobyl[34]. Aujourd'hui, toutes ces déclarations et tous ces appels sont devenus un lieu commun, multiplié chaque jour dans les médias grand public, tous strictement contrôlés par l'État russe.

Mais la diatribe de Douguine reste intéressante en tant qu'illustration paradigmatique de l'incapacité de la conscience impériale russe à accepter une réalité qui dérange, à reconnaître l'existence des Ukrainiens bien réels et à abandonner leur image virtuelle chérie par les Russes pendant des années. Les contacts personnels de Douguine avec le maître du Kremlin restent inconnus, mais les spécialistes qui l'ont surnommé « le cerveau de Poutine » eurent au moins raison de souligner leur affinité mentale et leur attachement à la même école de pensée hautement réactionnaire, messianique et impérialiste[35]. Une école remontant principalement au philosophe émigré russe chrétien-fasciste Ivan Iline (1883-1954) qui, dès 1928, s'enthousiasma pour les perspectives du fascisme russe et salua en

1933 Hitler et son national-socialisme, avant d'en être vite déçu en raison de son attitude méprisante envers les Slaves.

Interdites en Union soviétique, les œuvres d'Iline réapparurent dans les années 1990, résonant apparemment avec les ressentiments impériaux de nombreux Russes à qui des idées troubles de mysticisme national, de messianisme, de méritocratie et de revanche sur l'Occident impie, rationaliste et démocratique libéral donnaient l'espoir d'une résurrection nationale[36]. Pour y parvenir, il fallait qu'accède au pouvoir un dirigeant fort et totalitaire – qu'Iline décrivait comme « l'organe vivant de la Russie, l'instrument de l'auto-rédemption », un « tsar » qui mènerait la Russie « dans la grande bataille historique entre les serviteurs de Dieu et les forces de l'enfer ». Les candidats ne manquaient pas dans la Russie d'Eltsine, mais les institutions capables de propulser un prétendant à un tel rôle n'étaient pas si nombreuses. Aucune n'a mieux préservé ses capacités traditionnelles que le KGB.

En 2005, Poutine rendit hommage à Ivan Iline en facilitant son rapatriement posthume de Suisse à Moscou. L'année suivante, dans son discours annuel à l'Assemblée fédérale, il reconnut sa dette envers ce « célèbre penseur russe » et le présenta depuis lors à de nombreuses reprises comme un patriote exemplaire et un brillant visionnaire. En 2014, il recommanda à ses gouverneurs régionaux de lire le livre d'Iline *Notre mission*, ainsi que *La Justification du bien. Essai de philosophie morale* de Vladimir Soloviev et *La Philosophie de l'inégalité* de Nicolas Berdiaev. En dépit de toutes ses différences, ce trio avait en commun un point crucial : tous étaient attachés à l'« Idée russe » – « un ensemble de concepts exprimant l'unicité historique, la vocation spéciale et le but global du peuple russe et, par extension, de l'État russe ». Outre la mystique du messianisme russe, ils partageaient de très forts sentiments anti-occidentaux, visant principalement la laïcité, le rationalisme et la démocratie libérale. Et tous trois croyaient fermement en « l'indivisibilité

du peuple russe », bien que seul Iline puisse être considéré comme obsédé par la « question ukrainienne ».

Certains auteurs soulignent les ouvertures de Poutine à l'égard d'Alexandre Soljenitsyne qui, peu avant sa mort en 2007, accepta le prix d'État décerné par le président, alors qu'il avait auparavant rejeté les offres similaires de Gorbatchev et d'Eltsine. Poutine ne partageait certainement pas la défense de la liberté d'expression de Soljenitsyne, ni sa critique sans concession du stalinisme et du Goulag. Il aborda ses idées de manière sélective et opportuniste, en mettant l'accent sur son anti-occidentalisme farouche et la promotion du *Sonderweg* (ou « voie particulière ») russe. Même si le néo-impérialisme de l'écrivain était plus modéré et plus subtil, Poutine tenta d'en faire le meilleur usage, notamment à partir de la position anti-ukrainienne de l'écrivain exprimée à la fin de l'époque soviétique : « Tous les discours sur un peuple ukrainien séparé existant depuis quelque chose comme le IX^{e} siècle et possédant sa propre langue non russe sont des mensonges inventés récemment[37]. »

Aucun de ces penseurs n'éclaira la vision de Poutine sur la Russie, l'Ukraine et la politique en général. Ils lui ont plutôt fourni des arguments commodes, l'ont aidé à articuler certains sentiments et à rationaliser certaines idées. Mais tous, y compris Poutine lui-même, sont les produits de la même culture hégémonique, profondément encline aux ressentiments anti-occidentaux, aux théories du complot, au nationalisme mystique et au messianisme, sans oublier, de nos jours, le « déni de l'Ukraine ». Toute cette culture particulière est fondée sur des croyances et des hypothèses spécifiques, et se développe à partir d'une expérience particulière. À l'époque moderne, elle s'articule autour de ce que l'on appelle le « savoir impérial » – un ensemble de représentations discursives de l'histoire et de l'ethnologie impériales qui nourrit l'esprit des sujets impériaux et assure la domination de l'empire sur les peuples soumis. Pendant trois siècles, le « savoir impérial » russe fut institutionnalisé au niveau international, dans

les universités, les manuels scolaires et la culture populaire, devenant de fait une sagesse commune, incontestable et irréprochable.

En ce qui concerne l'Ukraine, ce « savoir » stipulait que les Ukrainiens ne sont qu'un sous-groupe ethnique des Russes et que l'histoire ukrainienne n'était qu'un accessoire régional de la Russie éternelle et « millénaire ». Afin de démontrer ces affirmations, les affinités linguistiques, culturelles et religieuses des Ukrainiens et des Russes furent exagérément mises en avant, tandis que des différences importantes, voire cruciales, étaient ignorées ; et en premier lieu le fait que les deux nations ont développé des cultures politiques tout à fait dissemblables, les Ukrainiens ayant vécu, jusqu'au XVIII^e siècle, dans le système politique totalement différent du grand-duché polono-lituanien.

Il y a trois siècles, l'imagination russe dont s'inspire le « savoir impérial » fit des Ukrainiens des « petits Russes », lors de la transformation de la Moscovie médiévale, sous Pierre le Grand, en Empire russe – qui, en même temps, s'appropriait le territoire et l'histoire ukrainiens. Ironiquement, ce sont les Ukrainiens cultivés des anciennes terres « polonaises », engagés par Pierre le Grand dans son projet d'« européanisation », qui, afin de renforcer leur propre statut symbolique, introduisirent l'idée d'une continuité politique entre Kiev et la Moscovie, et qui inventèrent le nom de « Rus-sia » pour le nouvel empire, en se référant symboliquement à l'entité médiévale de la Rus centrée autour de Kiev et qui cessa d'exister au XIII^e siècle[38]. Une telle « invention de la tradition » est loin d'être unique pour la plupart des États, mais la création de la « Russie » comme unique successeur de la Rus eut des conséquences vraiment désastreuses pour deux autres ensembles d'héritiers beaucoup plus directs et légitimes, les Ukrainiens et les Biélorusses. Le mythe de la continuité facilita la transformation de la Moscovie en Empire russe par l'appropriation de l'histoire et du territoire de la Rus – dépendant, à l'époque, du grand-duché polono-lituanien –, et en outre rejeta et délégitima

l’existence même des Ukrainiens et des Biélorusses, ravalés au rang de sous-groupes ethniques régionaux de la « Grande Russie ».

Il n’est donc guère surprenant que toute tentative des Ukrainiens de promouvoir leur culture, leur langue et leur identité distinctes ait été durement réprimée par l’empire, qui y voyait les germes d’un dangereux séparatisme. En ce sens, nous pouvons affirmer que la guerre russe contre l’Ukraine se poursuit depuis des siècles sous de multiples formes, dont l’interdiction de la langue et de la presse écrite, la répression des militants, la destruction militaire de la République populaire d’Ukraine en 1918-1920, le génocide par la famine de 1932-1933, les déportations massives d’autochtones peu fiables et l’arrivée massive de colons russes, les vagues récurrentes de répression et, bien sûr, la politique de russification à grande échelle. Cette guerre a connu de courtes périodes d’armistice acceptées par Moscou de manière opportuniste, comme dans les années 1920 ou 1990, mais pour l’essentiel elle n’a jamais cessé puisque la Russie ne s’est jamais débarrassée du mythe de la « Russie kiévienne », n’a jamais développé une identité nationale moderne en remplacement de la vieille identité impériale et n’a jamais accepté l’existence d’une Ukraine indépendante, démocratique et européenne.

Plutôt que d’en commencer une nouvelle, Vladimir Poutine s’est contenté de reprendre et d’intensifier une vieille guerre. Au départ, il s’est appuyé sur le *soft power*, la corruption et la manipulation, puis, lorsque l’influence de l’Occident apparut avec beaucoup plus de force, il s’est orienté vers des méthodes de plus en plus dures – bras de fer politique et chantage économique – et *in fine* vers une guerre totale. Ses antécédents personnels et ses particularités psychologiques ont sans doute joué un rôle dans le calendrier, les méthodes et le cadre rhétorique spécifiques de cette guerre, mais les raisons essentielles du conflit découlent de l’incompatibilité fondamentale et existentielle entre l’identité impériale

russe et l’identité nationale ukrainienne conçue comme distincte et « européenne ».

L’obsession de Poutine concernant l’existence même de l’Ukraine indépendante n’est pas une paranoïa personnelle, mais l’expression par excellence de la conscience impériale traumatisée qui perçoit l’absence de l’Ukraine du projet impérial comme un trou béant, une plaie saignante qui devrait être immédiatement soignée par des moyens chirurgicaux. Une lecture attentive des déclarations et écrits de Poutine sur l’Ukraine renvoie à une sorte d’équivalent panslave de *Mein Kampf*. Les messages du « Führer » – le Vojd, comme était nommé Staline – se résument à quelques idées simples : l’Ukraine n’existe pas, elle a été inventée par les ennemis de la Russie, les Ukrainiens sont par essence des Russes, et ceux qui le nient sont des « anti-Russes » – une menace existentielle pour l’ensemble du « monde russe » –, de même que les juifs étaient considérés par les nazis comme une menace existentielle pour l’humanité et pour le « monde germanique » en particulier.

L’effet de son combat a été paradoxalement l’inverse de ce que Poutine et d’autres souhaitaient puisque l’Ukraine en a émergé comme une nation politique dynamique, dotée d’une identité civique forte et consolidée, comme jamais auparavant, et qui a puissamment compensé toutes ses divisions et particularités ethniques, linguistiques, régionales et autres. Le monde occidental a finalement surmonté ses divisions internes et son manque d’efficacité institutionnelle, et l’OTAN, considérée comme obsolète, a reçu un formidable encouragement à poursuivre son développement. Et l’enfant chéri de Poutine – le « monde russe » – a volé en éclats : non seulement les Ukrainiens ont reconnu à une écrasante majorité la Russie comme leur plus grand ennemi, mais même l’Église orthodoxe russe d’Ukraine s’est séparée de manière décisive du patriarcat moscovite pro-Kremlin.

En tant qu'État-nation, l'Ukraine est apparue comme incompatible avec la Russie impériale pour des raisons à la fois historiques et politiques. Sur le plan historique, les Moscovites ont développé une identité qui s'est appropriée les Ukrainiens et les Biélorusses en tant que parties intégrantes, et n'a laissé aucune place à leur existence en tant que nationalités distinctes. Sur le plan politique, la Russie est passée du régime hybride de la fin des années 1990 à une autocratie consolidée, de plus en plus dictatoriale et totalitaire. Elle s'est engagée dans la promotion d'un type d'identité extrêmement rétrograde et désuet, fondé sur une langue, une religion et une version très mythifiée de l'histoire « commune ». L'Ukraine, quant à elle, a repoussé les tentations autoritaires, défendu la démocratie et développé un système politique compétitif, au sein d'une société ouverte. Elle a renforcé son identité nationale civique et, surtout, s'est tournée vers l'avenir, devenant ainsi aussi différente de la Russie de Poutine que l'historique grand-duché polono-lituanien – et l'Ukraine qui en faisait partie – était différent du tsarat (royaume) de Moscou.

Le conflit entre ces deux entités était en grande partie inévitable tant que les Russes impériaux avaient le sentiment que leur identité était incomplète sans l'Ukraine, tandis que les Ukrainiens se sentaient menacés dans leur existence par ces embrassades intrusives. Mais les formes de ce conflit ont varié au cours de l'histoire et sa forme actuelle n'était sans doute pas prédestinée, à moins que certaines circonstances aient joué un rôle décisif dans le processus.

Vers la « solution finale »

Une interprétation répandue sur l'évolution politique de Vladimir Poutine voulait qu'il ait eu une prédisposition positive à l'égard de l'Occident et recherché une « coopération constructive » dans les premières années de son mandat, mais qu'il fut abusé, trompé et humilié par ses

partenaires occidentaux, en particulier par la prétendue « expansion » de l'OTAN vers les frontières russes ; ce n'est qu'ensuite qu'il aurait changé d'avis et opté de plus en plus pour la confrontation[39]. Tous ceux qui le croient peuvent lire utilement le bref mémoire de Timothy Garton Ash publié peu après l'invasion militaire russe camouflée du Donbass en 2014. L'auteur britannique y évoque sa première rencontre avec Poutine en 1994 à Saint-Pétersbourg, lors d'une table ronde organisée par la fondation Körber[40] : « J'étais à moitié endormi, écrit-il, lorsqu'un homme petit, trapu, avec un visage de rat – apparemment un adjoint du maire de la ville – a soudainement pris la parole. La Russie, dit-il, a volontairement cédé "d'énormes territoires" aux anciennes républiques de l'Union soviétique, y compris des régions "qui, historiquement, ont toujours appartenu à la Russie". Et, bien sûr, elle ne peut pas simplement abandonner à leur sort ces "25 millions de Russes" qui vivent aujourd'hui à l'étranger. Le monde doit respecter les intérêts de l'État russe "et du peuple russe en tant que grande nation"[41]. »

Dans le débat qui suivit, T. G. Ash reprit l'orateur avec une remarque sarcastique : « Si nous définissions la nationalité britannique en incluant tous les anglophones, nous aurions un État légèrement plus grand que la Chine. » Mais cela n'a semble-t-il eu que peu d'impact sur le futur président russe. À l'époque, cependant, le révisionnisme politico-historique n'était pas encore devenu un courant de propagande dominant dans la Russie post-soviétique, même si, après la victoire spectaculaire de Vladimir Jirinovski aux élections à la Douma en 1993, la rhétorique révisionniste fut à la mode et se répandit dans tout l'éventail politique. Poutine a sans doute parlé avec son cœur, exprimant des griefs et des convictions personnelles, alors que comme adjoint du maire libéral Anatoli Sobtchak, il aurait en principe dû suivre une ligne plus modérée.

T. G. Ash note que le mot *narod* – « peuple » – rendu dans la transcription de la fondation Körber par *Volk*, correspond parfaitement à la

« définition expansive et *völkisch* des “Russes” de Poutine – ou à ce qu’il nomme désormais le “*russkiy mir*” (le “monde russe”) ». « Nous étions loin d’imaginer, conclut sardoniquement le Britannique, que vingt ans plus tard, le maire adjoint de Saint-Pétersbourg, devenu le tsar non couronné de tous les Russes, se serait emparé de la Crimée par la force, aurait secrètement semé la violence dans l’est de l’Ukraine et présenterait explicitement sa vision *völkisch* du XIX^e^ siècle comme la politique d’un État du XXI^e^ siècle. Le Kremlin d’aujourd’hui possède sa propre version pervertie de la doctrine humanitaire développée par l’Occident et sanctifiée par les Nations unies, à savoir la “responsabilité de protéger”. La Russie, insiste M. Poutine, a la responsabilité de protéger tous les Russes à l’étranger, et c’est lui qui décide qui est un Russe. »

Le modèle néo-impérial

Il serait exagéré d’affirmer rétroactivement que la guerre génocidaire que mène aujourd’hui Poutine en Ukraine et ses aventures agressives dans d’autres pays étaient déjà prédéterminées en 1994, ou que quiconque a fait des déclarations révisionnistes bizarres dans le passé s’engagerait inévitablement dans des guerres sanglantes avec ses voisins trois décennies plus tard. L’épisode est toutefois remarquable en ce qu’il montre que Poutine n’a jamais changé d’opinion en réponse aux « insultes » occidentales présumées, tout simplement parce que cet esprit particulier a toujours été en place. L’épisode indique que le révisionnisme effronté était aussi « normal » en Russie en 1994 qu’il l’est aujourd’hui. Opportunément, Poutine n’a pas jugé nécessaire de modérer ces points de vue « politiquement incorrects » ; il n’a ressenti aucune gêne à présenter ces arguments douteux aux invités étrangers et n’a pas craint de ternir l’image libérale de son patron et de la mairie. Il a toujours été aussi « normal » en Russie d’utiliser des insultes ethniques, de se remémorer des blagues

antisémites ou de se vanter de « victoires » machistes sexistes. Les Occidentaux qui, à l'époque, refusaient de remarquer cette « normalité » et qui chérissaient avec obstination une illusion de la démocratisation de la Russie, ont ouvert la voie à de nouvelles illusions et à de nouveaux triomphes de la « normalité » promue par Poutine.

Son ton modéré sur la politique internationale et son attitude plutôt coopérative à l'égard de l'Occident au cours des premières années de sa présidence ont été déterminés par la nécessité pragmatique de résoudre certains problèmes intérieurs – freiner les oligarques et redistribuer leurs biens, restreindre les libertés civiques et éliminer l'opposition, supprimer l'autonomie des régions, terminer la guerre génocidaire en Tchétchénie – et d'éviter en même temps l'opprobre international. Les attentats à la bombe perpétrés dans des immeubles d'habitation en 1999, qui ont permis à un officier du KGB inconnu et de rang moyen de tirer profit de l'image d'un « dur à cuire » et de remporter l'élection présidentielle dans un environnement politique qui était alors très compétitif, ont été tacitement reconnus comme un « non-événement » et balayés sous le tapis, mais ils sont restés suspendus comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête de leur principal bénéficiaire.

Au cours des premières années du mandat de Poutine, les députés allemands l'ovationnèrent lors de son discours au Bundestag ; George W. Bush découvrit un « véritable démocrate » en le regardant au fond des yeux ; et Poutine lui-même laissa entendre que la Russie pourrait rejoindre l'OTAN – aux conditions de Moscou, bien sûr. Pour atténuer les critiques concernant les crimes de guerre commis par la Russie en Tchétchénie, Poutine soutint au Conseil de sécurité des Nations unies une intervention de l'OTAN en Afghanistan et offrit des couloirs aériens russes pour la livraison d'équipements militaires. Plus tard, cette année-là, lors d'une visite aux États-Unis, il déclara que « la Russie reconnaît le rôle de l'OTAN dans le monde d'aujourd'hui, la Russie est prête à étendre sa coopération avec cette

organisation. Et si nous changeons la *qualité de la relation*, si nous changeons le *format de la relation* entre la Russie et l'OTAN, alors je pense que l'élargissement de l'OTAN cessera d'être une question, ne sera plus un problème[42] ». Et à la question de savoir s'il s'opposerait à l'adhésion des pays baltes à l'OTAN, il répondit : « Nous ne sommes évidemment pas en mesure de dire aux gens ce qu'ils doivent faire. Nous ne pouvons pas interdire aux gens de faire certains choix s'ils veulent accroître la sécurité de leurs nations d'une manière particulière[43]. »

En mai 2002, interrogé sur l'approfondissement des relations de l'Ukraine avec l'OTAN, le président resta imperturbable : « Je suis absolument convaincu que l'Ukraine ne reculera pas devant les processus d'élargissement de l'interaction avec l'OTAN et les alliés occidentaux dans leur ensemble. L'Ukraine a ses propres relations avec l'OTAN ; il y a le Conseil Ukraine-OTAN. En fin de compte, la décision doit être prise par l'OTAN et l'Ukraine. C'est l'affaire de ces deux partenaires[44]. » Deux semaines plus tard, lors de la conférence de presse qui suivit le sommet Russie-OTAN, il réitéra ses propos, comme le rapporte le site officiel du Kremlin : « Au sujet de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, le président russe a déclaré qu'elle avait le droit de prendre cette décision de manière indépendante. Il ne la considère pas comme quelque chose qui pourrait assombrir les relations entre la Russie et l'Ukraine[45]. »

Certes, ces déclarations ne doivent pas être prises au pied de la lettre, car elles ne reflètent aucune conviction politique ou idéologique, mais plutôt un pur opportunisme et un pragmatisme dans la poursuite de « l'art du possible ». D'une part, Poutine n'était pas encore prêt à une confrontation ouverte avec l'Occident et espérait toujours que les intérêts particuliers de la Russie seraient « pris en compte », c'est-à-dire qu'une certaine sphère d'influence russe serait reconnue, de manière officielle ou officieuse – ce que la « qualité » et le « format de la relation » ont toujours signifié pour lui. D'autre part, il a compris que la lutte contre l'adhésion des

États baltes à l'OTAN serait une bataille difficile, dans la mesure où il existait déjà un consensus à ce sujet, tant à l'Ouest que dans les pays baltes. Combattre l'adhésion de l'Ukraine n'avait guère de sens pour la raison inverse, car Poutine savait très bien que l'Occident n'était pas intéressé par cette adhésion, et que l'Ukraine n'était pas prête à engager une telle démarche dans un avenir prévisible.

La rhétorique nationale de Poutine sur les perspectives de l'Ukraine au sein de l'OTAN n'était pas aussi aimable que ses discours internationaux. À cette époque, il avait sans doute des raisons de s'inquiéter. En effet, après sa réélection de 1999, le président ukrainien Leonid Koutchma forma un gouvernement jugé pro-occidental, dirigé par l'ex-président de la Banque nationale d'Ukraine, Viktor Iouchtchenko, et le chargea de mener à bien les réformes indispensables. Moscou lui envoya un avertissement sous forme d'une coupure de l'approvisionnement en pétrole entre décembre 1999 et avril 2000 ; et le Kremlin exigea des concessions économiques et politiques, en particulier le limogeage du ministre des Affaires étrangères et du chef du renseignement militaire « trop pro-occidental[46] ».

En novembre 2000, un scandale politique majeur éclata à Kiev et porta gravement atteinte à la réputation du président Koutchma et, indirectement, à celle de tout le pays. Les enregistrements secrets des conversations du président avec ses hauts fonctionnaires l'impliquèrent dans de nombreux actes criminels, dont le meurtre du journaliste d'opposition Gueorgui Gongadzé. On ne sait pas si ces enregistrements furent commandités par des oligarques locaux ou des services de sécurité russes, mais l'image de Koutchma fut indéniablement ternie. Délégitimé chez lui et ostracisé à l'international, il n'eut d'autre choix que de se tourner vers Moscou. Iouchtchenko, quant à lui, fut démis de ses fonctions en mai 2001 et remplacé en 2002 par le gouverneur de Donetsk, Viktor Ianoukovytch, qui offrit au bloc électoral de Koutchma les meilleurs résultats aux élections législatives. Désormais, à Kiev, il était censé soutenir la présidence

chancelante de Koutchma, avec sa proverbiale « forte poigne » déjà utilisée à Donetsk. Pour ajouter l'insulte à l'injure, les enregistrements contenaient un épisode où Koutchma conspirait avec ses conseillers pour contourner les sanctions américaines et vendre des systèmes radar ukrainiens à Saddam Hussein. Même si les radars n'avaient en réalité pas été vendus, et ne furent jamais retrouvés en Irak, le fait même de la duplicité vis-à-vis des alliés occidentaux présumés fit du président ukrainien un paria international.

Pour améliorer ses relations avec l'Occident et se protéger d'une étreinte russe trop étroite, Leonid Koutchma annonça l'intention de l'Ukraine d'adhérer à l'OTAN lors de la réunion du Conseil national de sécurité et de défense de mai 2002. Il inscrivit cette intention dans la Loi nationale sur les principes fondamentaux de la sécurité nationale d'Ukraine en juin 2003[47] et accepta d'envoyer des troupes en Irak, où elles coopérèrent avec l'OTAN jusqu'en 2006. Ironie du sort, c'est Viktor Ianoukovytch, alors Premier ministre, qui dut faire passer la loi au Parlement et même représenter l'Ukraine lors des réunions avec les responsables de l'OTAN.

Poutine perçut peut-être ces démarches comme opportunistes et ne s'inquiéta pas outre mesure de l'intégration euro-atlantique déclarée de l'Ukraine. Néanmoins, il tenta de tenir celle-ci en laisse, en utilisant, comme d'habitude, le bâton et la carotte. En 2003, il promut le président ukrainien à la tête de la Communauté des États indépendants, une organisation inconsistante fondée après la dissolution de l'URSS comme « instrument du divorce civilisé » – du point de vue ukrainien – ou comme modèle d'une éventuelle confédération – selon celui des Russes. En septembre, Koutchma présida en Crimée le sommet des présidents de Russie, Belarus et Kazakhstan, qui signèrent un accord sur la création d'une zone économique commune – autre projet mort-né de l'intégration « eurasienne » dirigée par la Russie, tacitement saboté par tous les participants embrigadés.

Le bâton sembla plus fiable et, en octobre 2003, les Russes – par pure provocation – inaugurèrent dans le détroit de Kertch la construction d'un barrage de quatre kilomètres de long entre la péninsule russe de Taman et une petite île ukrainienne, Tuzla. Le projet avait sans doute été lancé par les autorités locales, sans le consentement du Kremlin qui fit semblant de tout ignorer lorsque Kiev tira la sonnette d'alarme. Ce n'est qu'après que les gardes-frontières ukrainiens eurent menacé de riposter par les armes que la construction fut arrêtée et que Poutine joua gracieusement le rôle de gardien de la paix indispensable. Le rôle de « mauvais flic » fut attribué au chef de son administration, Alexandre Volochine, une figure relativement mineure selon les normes institutionnelles occidentales, mais excessivement importante dans les États post-soviétiques. Celui-ci fit une déclaration scandaleuse qui n'était évidemment pas une improvisation personnelle : « La Russie ne laissera jamais le détroit de Kertch à l'Ukraine. Il suffit que la Crimée soit ukrainienne. […] Il est temps d'arrêter de se moquer de nous. Si nécessaire, nous ferons tout ce qui est possible et impossible pour défendre notre position. Si nécessaire, nous y larguerons une bombe[48] ! »

À première vue, c'était là une copie des discours de Jirinovski, mais en réalité cela faisait suite de manière tout à fait cohérente aux litanies révisionnistes de Poutine en 1994 – telles que rapportées par T. G. Ash – et préfigurait sa harangue belliciste de 2007 lors de la conférence sur la sécurité à Munich, que beaucoup considèrent aujourd'hui comme la première déclaration de la nouvelle Guerre froide. La diatribe de Volochine est encore moins surprenante si l'on considère la longue tradition de déclarations anti-ukrainiennes de la part de responsables et de personnalités publiques russes, jamais réprimandées, ni par Vladimir Poutine, ni par Boris Eltsine. Aucun d'eux ne dénonça les déclarations les plus odieuses du Parlement russe, non contraignantes sur le plan juridique mais significatives sur le plan symbolique. Ainsi, en mai 1992, la Douma déclara que le transfert de la Crimée à l'Ukraine en 1954 n'avait « aucune valeur

juridique » et avait été adopté « en violation de la Constitution (loi fondamentale) de la RSFSR [République socialiste fédérative soviétique de Russie] et du processus législatif ». En 1993, elle émit une résolution qui « confirmait le statut fédéral russe de Sébastopol » et, trois ans plus tard, déclara que la Russie avait le droit d'exercer sa souveraineté sur la ville. La décision la plus menaçante et potentiellement dangereuse de la Douma, adoptée à une écrasante majorité en 1996, fut d'annuler les accords de Belovej qui, en 1991, avaient entériné la dissolution de l'Union soviétique ; c'était biffer d'un trait de plume ces accords ratifiés par tous les parlements respectifs et acceptés comme un fait accompli par le président Gorbatchev.

Fin 2004, alors que les Ukrainiens organisaient la révolution orange anti-autoritaire, l'indulgence de Poutine à l'égard de l'orientation pro-occidentale de Kiev s'épuisa. En décembre, il mit en garde l'Ukraine contre un éventuel nouveau flirt avec l'OTAN, tout en faisant un geste positif vis-à-vis de l'Union européenne : « Si l'Ukraine devait rejoindre l'UE, ce serait un facteur positif qui, contrairement à l'expansion de l'OTAN, contribuerait à renforcer le système des relations internationales[49]. » Mais, dix ans plus tard, il ne considérait plus cette « expansion » européenne comme positive et employa toutes ses carottes et ses bâtons, la corruption et le chantage, pour forcer le président Ianoukovytch à abandonner l'accord d'association avec l'Union européenne quelques jours avant son paraphe prévu lors du sommet entre l'Ukraine et l'Union de novembre 2014. En 2004, ses attitudes différentes – en apparence – à l'égard de l'Union et de l'OTAN étaient sans doute déterminées non pas tant par les préoccupations sécuritaires que par la simple improbabilité que l'Ukraine rejoignît ces organisations – mince dans le cas de l'OTAN et proche de zéro dans le cas de l'UE.

La menace orange

La situation et la politique russes évoluèrent sensiblement en 2005, des préoccupations sécuritaires d'un autre type passant au premier plan. Une série de manifestations et de soulèvements antigouvernementaux dans certains États d'Europe orientale post-soviétiques, les « révolutions de couleur », ravivèrent chez Poutine le souvenir des événements dramatiques de 1989 et de son expérience personnelle traumatisante à Dresde. La révolution orange qui y éclata fut sans doute un point de basculement dans son évolution vers une politique plus dure vis-à-vis de l'Ukraine, puis de l'Occident, considéré comme principal commanditaire et instigateur de tous les mouvements démocratiques. Pour nombre d'experts, le travail systématique engagé en vue d'un objectif secret – saper l'indépendance de l'Ukraine et établir à Kiev un dirigeant malléable de type Loukachenko – commença peu après que le candidat « orange », Viktor Iouchtchenko, eut remporté l'élection présidentielle de 2005 et nommé un gouvernement orienté vers l'Ouest, prétendument « antirusse » et « nationaliste ».

Fait remarquable, Iouchtchenko évita les confrontations directes avec le Kremlin. Il effectua même sa première visite internationale à Moscou – sur le chemin de Bruxelles – afin d'assurer à Poutine qu'il ne lui en voulait pas d'être intervenu dans l'élection ukrainienne, alors que celui-ci s'était rendu à Kiev pour soutenir personnellement Viktor Ianoukovytch, l'adversaire de Iouchtchenko. Et il lui confirma que l'Ukraine attachait autant d'importance aux relations avec Moscou qu'à celles avec Bruxelles. Mais la rancœur de Poutine était trop profonde pour qu'il acceptât l'offre de Iouchtchenko d'établir des relations amicales, réciproques et mutuellement bénéfiques. Il avait trop investi dans la victoire de Ianoukovytch et croyait toujours que son protégé avait été vaincu par la conspiration et la trahison de l'Occident plutôt que par un vote populaire. Aussi tumultueuse et instable fût-elle, l'Ukraine a toujours été une démocratie où la formule « la volonté du peuple » a un sens à la fois normatif et pratique. Or, depuis les premières années du règne de Poutine, la Russie fut de plus en plus autoritaire, avec

de moins en moins de possibilités de libre expression et de libre compétition politique. Ayant toujours considéré l'espace post-soviétique comme sa « sphère d'influence légitime », le maître du Kremlin avait une bonne raison de craindre la démocratie dans cet espace, autant qu'en Russie même.

Dès lors, la démocratie naissante en Ukraine se heurta à la fois à la consolidation autoritaire russe et à la politique historique en faveur de l'héritage totalitaire soviétique, en particulier le stalinisme, de plus en plus réhabilité en Russie. La politique culturelle cherchant à réactiver la langue et la culture ukrainiennes, longtemps opprimées et marginalisées, fut confrontée aux tentatives de Moscou de maintenir et de renforcer les politiques de russification, tant à l'intérieur du pays que dans les « pays étrangers proches ». La politique ukrainienne en matière de religion, qui soutenait l'égalité juridique de toutes les Églises séparées de l'État, s'opposa aux revendications de Moscou concernant le « territoire canonique » où l'Église orthodoxe russe affiliée au Kremlin devait être privilégiée et bénéficier *de facto* d'un statut monopolistique.

Il y eut aussi la question sensible de la famine artificielle organisée par Staline en 1932-1933 – le *Holodomor* –, qui fit mourir de faim de quatre à cinq millions de paysans ukrainiens. À l'époque soviétique, cette famine, considérée comme un « non-événement », était passée sous silence et toute mention de celle-ci relevait de la « propagande antisoviétique ». Ayant ressenti comme un devoir personnel de restaurer la mémoire de cette tragédie et d'honorer les victimes, Viktor Iouchtchenko créa en 2006 l'Institut ukrainien de la Mémoire nationale, un organe spécial relevant du conseil des ministres pour « la restauration et la préservation de la mémoire nationale du peuple ukrainien ». Sa tâche principale était d'enquêter sur les crimes de la période stalinienne et de réhabiliter les victimes, l'étude du *Holodomor* occupant une place centrale dans les recherches de l'Institut. La même année, le Parlement ukrainien adopta un projet de loi qui reconnut le

Holodomor comme « génocide du peuple ukrainien » et incita les parlements étrangers à adopter des résolutions similaires. Le quatrième samedi de novembre fut déclaré Journée nationale de commémoration du *Holodomor*, célébrée chaque année, et à l'initiative du président fut construit à Kiev le musée national du *Holodomor*-Génocide.

Une fois encore, conscient que la question était très sensible, Viktor Iouchtchenko évita avec soin d'accuser de ce crime la Russie et les Russes : « C'est le système totalitaire, communiste et stalinien [qui a commis le génocide] qui n'a pas d'identité nationale[50] », affirma-t-il à plusieurs reprises. Mais en vain, car les dirigeants russes n'étaient toujours pas convaincus : ils avaient trop investi dans la réhabilitation et la revitalisation du stalinisme, et avaient trop profondément identifié leur propre régime au « glorieux passé » soviétique. La commémoration du *Holodomor* par les Ukrainiens fut bel et bien considérée à Moscou comme une preuve supplémentaire de leur nationalisme, de leur russophobie et, *in fine*, de leur « nazisme ».

En réponse aux initiatives ukrainiennes, et dans le but apparent d'empêcher la propagation de la maladie « orange » en Russie, le président Dmitri Medvedev créa, en 2009, une commission spéciale chargée de « contrer les tentatives de falsification de l'histoire au détriment des intérêts de la Russie ». Sa tâche principale ? « Résumer et analyser les informations relatives aux falsifications de faits et d'événements historiques visant à porter atteinte au prestige international de la Fédération de Russie. » Un projet de loi visant à criminaliser « la réhabilitation du nazisme » fut soumis à la Douma avec pour objectif essentiel d'interdire tout débat sur les crimes de guerre soviétiques, l'alliance avec Hitler et toute comparaison entre nazisme et stalinisme[51].

En 2007, la fondation gouvernementale Russkiy Mir (« monde russe ») fut créée par décret de Poutine pour projeter le *soft power* russe à l'étranger ; et en 2008 l'Agence fédérale pour les affaires de la

Communauté des États indépendants, les compatriotes vivant à l'étranger et la coopération humanitaire internationale, communément appelée « Rossotrudnitchestvo », vit le jour en tant qu'agence gouvernementale fédérale sous la juridiction du ministère des Affaires étrangères. Les deux institutions furent utilisées, selon une vieille tradition soviétique, comme organisations de couverture pour des activités subversives contre les pays où elles opéraient[52]. En avril 2021, le président Zelensky mit fin à l'activité de Rossotrudnitchestvo en Ukraine ; en juillet 2022[53], Russkiy Mir fut sanctionné par l'Union européenne, aux côtés de nombreuses autres organisations et personnes complices de l'agression russe contre le pays[54].

La coopération de l'Ukraine avec l'OTAN fut toujours le principal motif d'irritation pour Moscou, non pas tant en raison d'une prétendue « menace pour la sécurité » de la Russie qu'à cause de la menace réelle qui pèse sur la capacité de celle-ci à intimider et à manipuler ses voisins. En 2008, l'Ukraine franchit la « ligne rouge » fixée par le Kremlin lorsqu'elle demanda à bénéficier du plan d'action, première étape vers l'adhésion à l'OTAN. Moscou mobilisa toute son influence dans les pays de l'OTAN pour repousser la candidature ukrainienne, le rôle principal étant attribué à la France et à l'Allemagne, les principaux bénéficiaires de relations commerciales particulières avec la Russie. Poutine prononça un discours lors du sommet de l'OTAN, le 2 avril 2008 à Bucarest, où il exprima, pour la première fois officiellement, sa vision particulière et fortement impérialiste de l'Ukraine en tant qu'État « artificiel » – « même pas un pays », comme il l'aurait dit dans une conversation privée avec George W. Bush[55].

C'était un mélange grossier de mensonges, de demi-vérités et de manipulations perfides, devenu aujourd'hui familier dans ses « essais » pseudo-historiques et ses discours provocateurs sur l'Ukraine. Sa diatribe s'articulait autour d'un mensonge fondamental passé souvent inaperçu : une notion archaïque, datant du XIX^{e} siècle, définissant la nation comme

communauté unie par une ethnicité, une langue et une religion communes, ainsi qu'un passé fortement mythifié, plutôt que par la culture politique, la loyauté civique, l'égalité des droits et une vision partagée de l'avenir commun.

L'Ukraine ne correspondait pas à ce modèle archaïque, puisqu'elle était engagée, dès le début, dans une construction laborieuse de la nation politique où la langue, l'ethnie ou la religion jouaient un rôle secondaire et n'étaient pas considérées comme les déterminants clés de la loyauté et du comportement civiques. Cependant, personne ne s'inquiéta, à l'époque, de l'erreur conceptuelle de Poutine, jusqu'à ce qu'elle devienne une théorie ukrainophobe à part entière, parrainée par l'État russe, puis une pratique génocidaire qu'il mit en œuvre.

Quelques mois après ce sommet de Bucarest, la Russie envahit la Géorgie, annexa 20 % de son territoire et interpréta l'absence de toute réaction internationale, ni même de la moindre sanction, comme un feu vert pour des opérations similaires à l'« étranger proche ». En août 2009, Dmitri Medvedev, qui jouait à l'époque le rôle du président russe, adressa un sinistre message à Viktor Iouchtchenko, plein de menaces mal déguisées, de sous-entendus et de fausses affirmations. Il y fustigea la politique ukrainienne dans tous les domaines : histoire, mémoire, culture, langue, religion, adhésion à l'OTAN – malgré « la position bien connue de la Russie » –, soutien à la Géorgie lors de l'invasion russe de 2008 et rupture des « liens économiques existants avec la Russie, principalement dans le domaine de l'énergie[56] » – un nom de code pour désigner les tentatives du gouvernement ukrainien de mettre fin aux systèmes corrompus dans le domaine de l'énergie, qui profitaient à la petite clique des oligarques ukrainiens et russes. Le pire fut une action sans précédent de l'Ukraine, quelque chose que seuls les pays souverains pouvaient se permettre : elle expulsa deux espions russes et rappela de manière impertinente aux commandants militaires russes à Sébastopol que certains paragraphes du

bail de mise à disposition pour la flotte russe limitaient le nombre de troupes, restreignaient l'expédition d'armes et obligeaient ces commandants à consulter les autorités ukrainiennes pour tout mouvement au-delà de l'emplacement assigné.

Ce message de Medvedev fut considéré à l'époque comme une tentative d'encourager les forces pro-russes en Ukraine avant l'élection présidentielle prévue en janvier 2010 ; et la tournée de dix jours du patriarche Kirill en Ukraine avait apparemment le même but. Mais certains observateurs prêtèrent attention à son contexte particulier : il se présentait sous forme d'un enregistrement vidéo réalisé depuis la résidence de Medvedev à Sotchi, avec la mer Noire derrière lui et des navires militaires croisant au loin. Et la décision de « reporter l'envoi d'un nouvel ambassadeur russe en Ukraine » jusqu'à ce que les relations russo-ukrainiennes se normalisent, était de mauvais augure dans ce contexte.

La dernière chance de Poutine

La tentative d'une « opération de maintien de la paix » en Ukraine – très probablement en Crimée – fut reportée en février 2010, lorsqu'un candidat supposé pro-russe, Viktor Ianoukovytch, battit sa rivale « orange » Ioulia Tymochenko au second tour de l'élection présidentielle, même si la victoire était courte – 49 % des voix contre 46 %, et 5 %, principalement issus du camp « orange », entre les deux candidats. Peu après avoir accédé à la présidence et formé le nouveau gouvernement, Ianoukovytch signa avec Dmitri Medvedev les très controversés « accords de Kharkiv », ratifiés à la hâte et sans débat en avril par les parlements des deux pays. L'objectif principal de ce document était de prolonger de vingt-cinq ans le bail russe sur les installations navales en Crimée, jusqu'en 2042, avec une option de renouvellement de cinq années supplémentaires, en échange de prix réduits sur le gaz russe. L'accord fut critiqué, sur de nombreux aspects : jugé

anticonstitutionnel en raison de nombreuses violations de la procédure, nuisible sur le plan économique parce que les « prix réduits » annoncés sapaient le marché libre et ramenaient l'Ukraine aux schémas opaques du commerce de l'énergie avec la Russie, et nuisible sur le plan politique parce que Ianoukovytch, avec ses concessions excessives pour « désamorcer la pression russe en faveur de l'intégration », n'avait fait que l'accroître et l'encourager. En réalité, il avait « hypothéqué une partie de l'indépendance de l'Ukraine pour assurer la consolidation interne » de son régime et « jeté les contrepoids qui rendaient le partenariat avec la Russie réalisable et sûr[57] ».

En somme, les accords de Kharkiv consacrèrent un « revirement des politiques adoptées depuis 2005 par l'ancien président Viktor Iouchtchenko » et surtout « une révision fondamentale de la voie suivie par l'Ukraine depuis son indépendance en 1991 ». En les ratifiant, Ianoukovytch fit preuve d'un manque flagrant de perception des intentions de la Russie, d'un manque de prudence et d'une incroyable naïveté en permettant que soit renforcée l'influence de ce pays. Sans parler de sa croyance désinvolte que l'Occident les accueillerait comme un nouveau pas vers la « stabilité ». Pour leur part, Medvedev et « son » Premier ministre Poutine ne subirent aucun opprobre international et « obtinrent des dividendes géopolitiques plus importants que ceux obtenus grâce à la victoire dans la guerre de Géorgie[58] ».

Il semble toutefois que les Russes aient exagéré en empiétant sur les intérêts économiques personnels des principaux membres de l'équipe de Ianoukovytch. Les oligarques ukrainiens en effet ne se souciaient guère des concessions idéologiques accordées à Moscou, qu'il s'agisse de privilégier l'Église orthodoxe russe en Ukraine ou de rehausser le statut de la langue russe, de supprimer les références au « génocide » dans les commémorations du *Holodomor* ou encore de rétablir la formule stalinienne de la « Grande Guerre patriotique » au lieu de Deuxième Guerre mondiale

dans les manuels scolaires ; en revanche ils ne souhaitaient pas accorder aux entreprises russes un accès illimité aux ressources de l'Ukraine, ni laisser fusionner Naftogaz avec Gazprom, ou encore partager avec les Russes les sites de stockage de gaz et les pipelines, etc. Ianoukovytch se rebella tacitement et tenta de jouer son propre jeu, en poursuivant la fameuse politique « multi-vecteurs » de Leonid Koutchma ; mais il manquait de compétences et d'espace de manœuvre, et son échec final à faire signer l'accord d'association avec l'Union européenne illustra bien la faiblesse qu'il s'était lui-même infligée.

L'accord gaz-flotte de la mer Noire apporta certes à Ianoukovytch quelques avantages politiques et économiques à court terme, mais compromit gravement, à long terme, la sécurité de l'Ukraine. Car les accords de Kharkiv prolongèrent bien au-delà de 2017 la présence de 25 000 soldats russes en Crimée – qui jouèrent un rôle décisif dans la prise de contrôle de la péninsule en 2014 –, et surtout ils légitimèrent l'activité subversive des agences de sécurité russes, dans la mesure où le funeste accord russo-ukrainien de 1997 – traité de partage sur le statut et les conditions de la flotte de la mer Noire – stipulait en particulier le maintien de dix détachements de renseignement et de contre-espionnage russes à Sébastopol, subordonnés respectivement au GRU et au FSB. Tous étaient engagés non pas dans la prétendue protection de la flotte contre les criminels et les terroristes, mais, selon l'ancien président du SBU (Service de sécurité de l'Ukraine) Valentyn Nalïvaitchenko, dans la collecte d'informations secrètes, le financement de politiciens pro-russes, les activités séparatistes et la propagande, et les protestations anti-OTAN. La flotte russe, comme l'a résumé James Sherr, n'était pas un tas de vieilles carcasses destinées à la casse, comme le pensaient de nombreux commentateurs, mais un « refuge et l'initiateur d'une activité que trois présidents ukrainiens ont considérée comme nuisible aux intérêts de leur pays[59] ».

En juin 2010, le Parlement ukrainien, apparemment sous la pression de la Russie, exclut de sa stratégie de sécurité nationale l'objectif d'« intégration dans le système de sécurité euro-atlantique et d'adhésion à l'OTAN[60] ». En juillet, une loi sur les priorités de politique intérieure et étrangère fut adoptée qui obligea officiellement l'Ukraine à maintenir un « statut hors bloc ». Les agents des services de renseignement russes expulsés par Iouchtchenko furent tacitement réadmis en Ukraine ; un certain nombre de citoyens russes obtinrent rapidement la citoyenneté ukrainienne afin d'occuper des postes de haut niveau, notamment la direction du ministère de la Défense, du SBU – les services de renseignement – et de la garde de sécurité du président. Un homme politique présumé proche des services de renseignement russes, Volodymyr Sivkovytch – aujourd'hui dans la clandestinité –, fut nommé vice-Premier ministre chargé des questions de sécurité. Il n'est donc guère surprenant qu'au moment de l'invasion russe en 2014, l'armée et l'appareil de sécurité ukrainiens aient été complètement désorganisés ; 5 000 fonctionnaires auraient suivi Ianoukovytch après sa fuite en Russie, et de nombreux officiers de l'armée, de la police et des services de sécurité ont changé de camp.

L'infiltration à grande échelle des institutions de l'État ukrainien par des agents russes, en raison de l'insouciance de Ianoukovytch, permit une prise de contrôle pacifique de la Crimée par les forces russes et l'organisation de révoltes armées de grande ampleur dans le Sud-Est. Elle rendit aussi très plausible l'hypothèse selon laquelle l'escalade de la violence dans et autour de la place Maïdan pendant les manifestations de l'hiver 2013-2014 fut gérée *in fine* depuis la Russie, comme une tactique de chaos « contrôlé » – ou « manipulé » –, favorisée par les « technologues politiques[61] » russes. L'un de ces « marionnettistes », l'assistant de Poutine et, semble-t-il, son principal conseiller, Vladislav Sourkov – « le Raspoutine de Poutine » comme l'a avec causticité surnommé Peter Pomerantsev –, était un

« négationniste de l'Ukraine » bien connu – « Il n'y a pas d'Ukraine, plaisantait-il, seulement de l'ukrainité, un trouble spécifique de l'esprit. » Ses théories bizarres n'étaient toutefois qu'un problème mineur comparé aux recettes pratiques proposées pour la guérison forcée de ce « trouble » : « La contrainte aux relations fraternelles par la force est la seule méthode qui a historiquement prouvé son efficacité lorsqu'il s'agit des Ukrainiens. Je ne pense pas qu'une autre sera inventée[62]. »

Un énorme volume d'e-mails et d'autres documents présentés comme piratés de la boîte aux lettres de Sourkov en 2016 par le groupe ukrainien Cyber Junta indique son implication à grande échelle dans les développements de 2014 en Ukraine, en particulier dans l'organisation et la gestion du prétendu « Printemps russe » – l'apparition d'un « soulèvement » populaire dans le sud et l'est de l'Ukraine à la suite de la révolution Euromaïdan. Son rôle dans l'escalade de la violence à Maïdan et dans la fuite subséquente, toujours incompréhensible, du président Ianoukovytch – alors qu'il avait conclu un compromis avec l'opposition donnant son feu vert à une élection présidentielle anticipée – reste moins clair. Nous pouvons toutefois avancer sans risque que le Kremlin fut bien mieux préparé cette fois-ci aux développements révolutionnaires en Ukraine qu'il ne l'était en 2004, et qu'il était bien plus à même de manipuler ces événements à son avantage. Non seulement l'infiltration des institutions ukrainiennes était beaucoup plus profonde, mais les « technologies politiques » promues par l'équipe de Sourkov étaient beaucoup plus sophistiquées, et la campagne de propagande déclenchée pendant l'Euromaïdan beaucoup plus puissante – comme le confirma la guerre de propagande qui s'ensuivit à l'échelle mondiale.

Outre le motif récurrent de la « non-existence » de l'Ukraine et les motifs annexes de « profondes divisions internes » et de « frontières artificielles » qui facilitaient une éventuelle invasion militaire, deux autres récits distincts mais corrélés ont été élaborés pour justifier l'invasion en

termes d’opportunité politique et idéologique. Le premier concerne les « nazis » en provenance de l’Ukraine occidentale fortement diabolisée, qui auraient organisé un coup d’État à Kiev, renversé avec le soutien de l’Occident le gouvernement légitime et établi une junte fasciste. Le second concerne les Russes et les russophones supposés opprimés en Ukraine et qui, avec l’arrivée au pouvoir des « nazis », auraient été menacés d’extermination génocidaire. Aucun de ces deux récits n’était nouveau. L’histoire des russophones « opprimés » circulait dans les médias russes et dans certains médias occidentaux crédules depuis les premières années post-soviétiques, lorsque des millions de colons russes et leurs héritiers dans les républiques post-soviétiques furent soudain obligés d’apprendre un peu de langues autochtones. L’histoire « nazie » fut testée en 2004 lorsque de faux « nationalistes » défilèrent dans le centre-ville de Kiev, se présentant comme des partisans ostensibles de Viktor Iouchtchenko, alors que ce récit remonte à l’époque soviétique, lorsque le mouvement national ukrainien était traité de « nazi » et que l’Ukraine occidentale était considérée comme son berceau primordial.

Les deux récits étaient plutôt réussis en termes de propagande, car ils s’appuyaient sur des stéréotypes préétablis issus du « savoir impérial » devenu international, mais aussi sur des faits et des demi-vérités habilement manipulés. Tous deux firent appel au « bon sens », même si, dans les cas concernés, celui-ci était fondé sur une ignorance totale des particularités de l’Ukraine, de son passé colonial et de son présent postcolonial. Le récit des « russophones opprimés » s’appuyait sur une croyance commune selon laquelle chaque État, surtout s’il est nouvellement établi, a tendance à être « nationalisant », à s’efforcer d’assimiler les minorités dans la langue et la culture dominantes. Ce modèle en apparence raisonnable est difficilement applicable à l’Ukraine où l’élite dirigeante, russifiée en quasi-totalité, a conservé son pouvoir après la déclaration d’indépendance, de sorte que la langue et la culture russes ont conservé leur position dominante dans la

plupart des sphères de la vie publique. Il suffit de mentionner que pas un seul oligarque ukrainien ne parle l'ukrainien comme langue principale – si tant est qu'il le parle –, et que sur les six présidents ukrainiens, seul Viktor Iouchtchenko peut être qualifié d'ukrainophone. La progression de la langue ukrainienne au cours des trois dernières décennies ne fut pas imposée d'en haut par des élites « nationalisantes » – en fait très à l'aise avec leur russe natal –, mais fut le fruit d'un processus consensuel complexe négocié par la majorité ukrainophone avec l'élite post-soviétique dominante, essentiellement russophone. La lenteur et l'incohérence du processus ont souvent frustré les radicaux des deux côtés, mais ont assuré l'attachement des russophones et des ukrainophones au pays qu'ils perçoivent comme le leur.

Le récit « nazi » s'appuie sur des stéréotypes similaires promus par le « savoir impérial », selon lesquels les Ukrainiens furent des collaborateurs des nazis, l'Ukraine occidentale fut le berceau du nationalisme ukrainien, les Ukrainiens sont des antisémites génétiques, etc. Cependant, il fut privilégié et développé comme étant le plus crédible et surtout le plus destructeur et le plus attrayant sur le plan international. Il fut introduit en 2004 par les « technologues politiques » russes qui organisèrent la campagne de Ianoukovytch contre Viktor Iouchtchenko ; il est d'ailleurs remarquable que l'un d'eux soit l'auteur de l'actuel « manuel sur le génocide », Timofeï Sergueïtsev. Il fut ensuite exploité et élaboré en 2012 lorsque le parti marginal d'extrême droite Svoboda fut promu dans les médias grand public, au détriment de l'opposition plus modérée, avant d'entrer au Parlement avec 10 % des voix, un score sans précédent pour de tels groupes en Ukraine. Le plan directeur était sans doute de promouvoir son leader au second tour de l'éventuelle élection présidentielle de 2015, dans la mesure où il était le seul adversaire que Ianoukovytch pouvait battre sans trucage majeur du scrutin.

Les efforts portèrent leurs fruits, mais de manière inattendue lorsque, en 2014, les manifestations éclatèrent à Kiev et que les histoires de « nazis » sur le Maïdan furent reprises et amplifiées par la machine propagandiste de Moscou. Cela déconcerta de nombreux étrangers, sans parler des Russes ; et pire que tout, cela déconcerta et effraya pas mal d'Ukrainiens du Sud-Est, traditionnellement à l'écoute des médias russes. Certains se joignirent aux agents russes arrivés pour mener le « soulèvement populaire » contre la « junte » – comme l'un d'entre eux, le célèbre Igor Guirkine, s'en est vanté par la suite : « En fait, si notre unité n'avait pas traversé la frontière, tout se serait écroulé. » Bien sûr, beaucoup de gens sont restés neutres, mais nombreux furent ceux qui prirent le parti de l'Ukraine, ce qui prédétermina la défaite des Russes et l'effondrement du projet *Novorossia*. Bien que désorganisée, l'armée ukrainienne réussit à libérer, avec l'aide des volontaires, la majeure partie de la région du Donbass et fut sur le point d'encercler ses principaux centres, Louhansk et Donetsk. Pour sauver ses affidés de la défaite totale, la Russie envoya les troupes régulières qui écrasèrent l'infanterie ukrainienne, mal armée, et força Kiev à accepter un armistice.

De longues négociations commencèrent à Minsk, où la Russie prétendit « ne pas faire partie du conflit » et insista pour que l'Ukraine négocie directement avec les représentants des « républiques populaires » de Donetsk et de Louhansk. Cela aurait signifié une légalisation *de facto* des régimes fantoches, que Kiev ne pouvait pas accepter ; les négociations se sont donc déroulées sous une forme bizarre, où la Russie prétendait être un simple médiateur aux côtés de la France et de l'Allemagne, tout en représentant et en parlant au nom des « formations militaires de certaines parties des oblasts de Donetsk et de Louhansk » – comme ils furent officiellement nommés lors de la réunion.

Les sept années de querelles sur les interprétations des « accords de Minsk » n'ont, comme on pouvait s'y attendre, donné aucun résultat, car il

est impossible de négocier efficacement quand le principal instigateur d'un conflit, qui y participe et en est le bénéficiaire, prétend « ne pas en faire partie ». L'Ukraine s'est farouchement opposée à l'incorporation des régions « sécessionnistes » aux conditions et sous le contrôle de Moscou ; cela aurait fait de l'Ukraine un État dysfonctionnel, une « grande Bosnie », susceptible de subir toutes sortes de subversions et de manipulations de la part de la Russie.

L'échec de l'implantation des cellules empoisonnées dans le corps de l'Ukraine est allé de pair avec d'autres échecs des tentatives de Poutine de saper la souveraineté ukrainienne. Le revers électoral des partis et des candidats pro-russes en 2014 s'aggrava lors de l'élection présidentielle de 2019, lorsque la défaite spectaculaire du président sortant Petro Porochenko, prétendument « ultra-nationaliste », face à son rival Volodymyr Zelensky, supposé « cosmopolite » et « pacifiste », n'entraîna aucun changement significatif en faveur de Moscou dans la politique ukrainienne. Ce fut un signe manifeste que l'Ukraine avait dépassé le point de non-retour, ne laissant plus aucune chance aux forces pro-russes de revenir au pouvoir. Elle devint un pays tout à fait normal où aucun changement de gouvernement ne peut entraîner de revirements fondamentaux de la politique nationale.

En effet, les « lois de décommunisation » adoptées en 2015 sous Porochenko, et visant en réalité à la décolonisation, restèrent en vigueur ; l'objectif national de rejoindre à terme l'Union européenne et l'OTAN demeura inscrit dans la Constitution ; la promotion modérée de la langue et de la culture ukrainiennes fut soutenue par un ensemble de nouvelles lois et institutions ; et aucun privilège supplémentaire ne fut accordé à l'Église orthodoxe russe d'Ukraine par rapport aux autres Églises, notamment au détriment de l'Église orthodoxe d'Ukraine, qui acquit en 2018 le statut d'autocéphalie canonique sous les auspices du patriarcat œcuménique de Constantinople. Les attitudes envers la Russie et en particulier envers

Vladimir Poutine sont restées très négatives en Ukraine depuis 2014, tandis que les attitudes positives envers l'Union européenne et l'OTAN demeurent prédominantes.

Pour ajouter l'insulte à la blessure, Zelensky ferma les chaînes de télévision propagandistes pro-russes les plus toxiques et assigna à résidence Viktor Medvedtchouk, l'ami le plus proche de Poutine et promoteur majeur de la politique russe en Ukraine, accusé de haute trahison[63]. Le cri d'alarme « nous sommes en train de perdre l'Ukraine ! » est devenu récurrent dans les médias de propagande russes, reflet d'une vérité importante, mais seulement partielle. Car la vérité complète, bien que non dite, semble être que l'Ukraine a déjà été « perdue » – en 2014 si ce n'est plus tôt, en 1991.

Après deux ans de chantage et de renforcement militaire manifeste aux frontières ukrainiennes, le ministère russe des Affaires étrangères publia, le 17 décembre 2021, deux projets de texte – un « traité entre les États-Unis et la Fédération de Russie sur les garanties de sécurité » et un « accord sur les mesures visant à assurer la sécurité de la Fédération de Russie et des États membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord » – et demanda aux États-Unis et à leurs alliés de l'OTAN de répondre sans délai à ces ultimatums qui n'admettaient que l'acceptation totale des exigences russes. L'objectif déclaré de ces documents était d'obtenir des « garanties juridiques de sécurité » pour la Russie, mais il s'agissait en fait d'exigences inacceptables qui équivalaient à un retrait complet de l'OTAN d'Europe centrale et orientale, revenue à sa position d'avant 1997, et à la reconnaissance de toute la région, et de l'Ukraine en particulier, comme sphère d'influence légitime de la Russie. Cela n'avait rien à voir avec des préoccupations sécuritaires : « Quand Moscou parle de "sécurité", il faut comprendre "domination russe" et "impunité", car c'est de cela qu'il s'agit. Pour le Kremlin, tout ce qu'il ne contrôle pas peut mettre en péril le régime[64]. »

Ces documents étaient plutôt une déclaration de guerre mal voilée que des propositions de négociations. Si les exigences de la Russie n'étaient pas satisfaites, insinuaient sinistrement les responsables du Kremlin, celle-ci n'aurait d'autre choix que d'assurer seule sa sécurité, par des moyens militaro-techniques. Deux mois plus tard, le 24 février 2022, tous ces « moyens » furent mis en œuvre dans le cadre d'une guerre qui n'est ni de sécurité, ni de territoire, ni même de vengeance : c'est une guerre de l'imagination. Les Ukrainiens sont imaginés comme des « nazis » qu'il faut exterminer, les Occidentaux sont imaginés comme des ennemis conspirateurs qu'il faut vaincre, et les Russes sont imaginés comme des porteurs de la vérité divine habilités à sauver l'humanité du mal mondial dans un combat millénaire. Cette guerre perverse et délirante, où un monde parallèle créé par Poutine et l'élite du Kremlin, et amplifié par leur propagande excitée, puise ses fondements dans l'œuvre de philosophes, d'écrivains, d'érudits et d'autres personnalités culturelles russes du présent et du passé. C'est une guerre de délire collectif auto-infligé contre une réalité qui ne correspond pas à l'imaginaire russe et qui doit donc être changée de force, comme c'est aujourd'hui évident en Ukraine, par des « moyens militaro-techniques ».

OceanofPDF.com

13

Vladimir Poutine et le fiasco des services secrets en Ukraine[1]

Andreï Kozovoï

> *Connais-toi toi-même, connais ton ennemi, ta victoire ne sera jamais mise en danger.*
>
> Sun Tzu

Début mars 2022, moins de deux semaines après le début de l'invasion russe de l'Ukraine, plus aucun doute n'était permis : en lieu et place d'une entrée triomphale dans Kiev, sous les vivats de ses habitants, la glorieuse armée de Poutine fut mise en déroute, subissant de lourdes pertes. L'ombre de la guerre d'Afghanistan (1979-1989) commença à planer sur l'« opération militaire spéciale », les rumeurs allant bon train sur le fait que Vladimir Poutine, « intoxicateur » professionnel, avait lui-même été « intoxiqué ».

Au vu de l'humiliation, de nombreuses têtes devaient inévitablement tomber. En toute logique, il eût d'abord fallu s'en prendre au ministre de la Défense, Sergueï Choïgou, et au chef de l'état-major, Valeri Guerassimov,

qui avaient rassuré Poutine en lui vantant « la grande expérience » des troupes russes. Les deux hommes, considérés jusqu'alors comme des favoris, disparurent mystérieusement, des rumeurs courant sur leur possible élimination. De retour en avril, après un prétendu infarctus, Choïgou fit une bien triste figure le 9 mai 2022, à la traditionnelle parade de la Victoire sur la place Rouge. Guerassimov, qui aurait été blessé lors d'une visite sur le front, y brillait par son absence. Les punir pour l'exemple et en public aurait pu s'avérer contre-productif et constituer un aveu d'échec, alors qu'officiellement la Russie n'avait pas dévié d'un iota de son plan en Ukraine. Surtout, Choïgou et Guerassimov ont sans doute plaidé « non coupables » en clamant qu'eux aussi avaient été trompés par des rapports, fournis par les services secrets, qui décrivaient l'armée ukrainienne comme non opérationnelle, Volodymyr Zelensky en bouffon sans réelle étoffe de président et misaient sur un Occident désuni et passif, comme en 2014 après l'annexion de la Crimée.

Ces services de renseignement, rappelons-le, sont constitués de trois organisations principales : une militaire, connue sous son nom de GRU (Direction principale du renseignement) –, placée sous le commandement du ministre de la Défense, mais en réalité de Poutine ; et deux civiles dépendant directement du président de la Fédération de Russie, le SVR, Service de renseignement extérieur, et le FSB, Service fédéral de sécurité, chargé du contre-espionnage. Contrairement aux services occidentaux, juridiquement encadrés et contrôlés, les services secrets russes forment l'ossature du système poutinien, l'alpha et l'oméga de sa gouvernance. Leur particularité est de ne pas seulement s'occuper du renseignement, de la collecte et de l'analyse d'informations, mais aussi de remplir des fonctions de police politique, de répression (voire d'élimination) des opposants et des « traîtres », dans la pure tradition soviétique. Les empoisonnements au Novitchok de l'ancien colonel du GRU Sergueï Skripal, en 2018, et de l'opposant Alexeï Navalny, en 2020, sont deux exemples récents

d’opérations pour lesquelles l’implication des services secrets russes a été démontrée – deux exemples parmi de nombreux autres. Leurs cadres, les *siloviki* (du mot russe *sila*, « la force »), sont une « nouvelle noblesse », expression que l’on doit à Nikolaï Patrouchev, ancien directeur du FSB, désormais secrétaire du Conseil de sécurité, qui est perçu comme le plus grand « faucon » du Kremlin.

Au final, ce ne sont donc ni Choïgou, ni Guerassimov, ni Patrouchev, ni aucune autre personnalité de l’entourage de Poutine qui allait faire les frais du fiasco de la « guerre éclair » russe en Ukraine, mais des « seconds couteaux » issus des services secrets et d’abord du FSB, parmi lesquels un haut gradé, Sergueï Besseda, un général de soixante-huit ans. Accusé en mars 2022 de corruption et d’avoir « sciemment désinformé » ses supérieurs, celui-ci fut d’abord placé en résidence surveillée. Vers la mi-avril, dans le contexte du naufrage du croiseur *Moskva*, quand Poutine fut incapable de contenir sa colère et exigea des coupables, il fut transféré dans le plus grand secret à Lefortovo, célèbre prison moscovite réservée aux personnalités éminentes. Né en 1954, Besseda est un *silovik* qui avait débuté sa carrière d’agent secret, comme Poutine, à l’époque soviétique sous Brejnev, dans les années 1970, période au cours de laquelle il a travaillé à l’étranger et notamment à Cuba. Il fut plus tard au Département du contre-espionnage du FSB où il devint l’adjoint du général Guerman Klimenko, qui fut pendant une courte période de détente des relations russo-américaines, au début des années 1990, le contact russe de la résidence de la CIA à Moscou. Après sa nomination à la tête du FSB en 1998, Poutine créa en son sein une structure au nom cryptique, la Direction de la coordination de l’information opérationnelle (UKOI), devenue en 2003 le Département de l’information opérationnelle (DOI), à la tête duquel fut placé Besseda en 2004, chargé de la conduite des opérations dans l’« arrière-cour » de la Fédération de Russie et en particulier en Ukraine.

Cette nomination s’inscrivit dans un contexte qui apparaissait de plus en plus inquiétant pour le Kremlin, les fameuses « révolutions de couleur ». En 2003, éclata la révolution des Roses en Géorgie et, en 2004, la révolution orange en Ukraine. Le Kirghizstan et le Belarus s’agitaient aussi et allaient être touchés à leur tour par des troubles en 2005 et 2006. En bon kagébiste, Poutine était persuadé que ces mouvements d’inspiration démocratique étaient téléguidés par la CIA. Il confia donc au FSB la mission de recruter et d’entretenir un réseau d’agents pour maintenir ces pays dans l’orbite russe, et d’empêcher leur hypothétique intégration dans l’OTAN, son pire cauchemar. Au cours de ces années, Besseda activa ses réseaux en Transnistrie – un pouvoir autoproclamé situé entre la Russie et la Moldavie –, puis en Abkhazie et en Ossétie du Sud, entités pro-russes sur le territoire de la Géorgie. En août 2008, après la victoire de la Russie sur cette dernière au cours d’une guerre éclair de neuf jours, Besseda en recueillit les fruits et fut nommé à la tête du Cinquième Service du FSB, le Service des informations opérationnelles et des relations internationales, qui chapeaute le DOI. Cinq ans plus tard, il sortit de l’ombre dans le contexte du réchauffement des relations russo-américaines, le fameux « redémarrage », en participant à l’enquête sur l’attentat de Boston commis par des ressortissants de Tchétchénie, les frères Tsarnaïev.

L’ascension ininterrompue de Besseda fut ralentie en février 2014, lors des manifestations en Ukraine connues sous le nom de mouvement « Euromaïdan » ou « révolution de la Dignité », lancées contre le président pro-russe Viktor Ianoukovytch. Le 20 février, il était à Kiev à la tête d’une délégation d’agents secrets, officiellement pour assurer la sécurité des employés de l’ambassade de Russie, en réalité pour empêcher le régime Ianoukovytch de sombrer. Le succès n’étant pas au rendez-vous, Poutine confia au GRU la mission de préparer l’annexion de la Crimée, puis de soutenir les « séparatistes » du Donbass, avec comme objectif la création

des républiques de Louhansk et Donetsk et leur annexion par la Russie, sur le modèle de la Crimée.

Besseda ne fut pas totalement écarté, puisqu'il continua de s'occuper de logistique dans le Donbass, ce qui passait par le pillage des ressources ukrainiennes, tâche dont il s'acquitta avec l'aide d'un oligarque ayant fui l'Ukraine, Sergueï Kourtchenko. Ce rôle lui valut de se retrouver sur une liste noire de l'Union européenne, en compagnie de son chef, le patron du FSB, Alexandre Bortnikov. Même si le GRU et le SVR avaient leurs réseaux en Ukraine, c'est le Cinquième Service qui, de l'avis de plusieurs experts, aurait eu la plus grande influence auprès du Kremlin avant le lancement de l'« opération militaire spéciale ». De fait, l'unité ukrainienne dont il avait la charge passa de 30 personnes en 2019 à 160 à l'été 2021. Des agents envoyés en Ukraine se voyaient confier l'objectif de recruter des collaborateurs et de neutraliser des adversaires de Moscou. C'est Besseda qui aurait donc exercé une influence déterminante sur Poutine par ses analyses et l'aurait convaincu de donner son feu vert. Mais a-t-il « sciemment » désinformé le président russe ? N'était-il pas lui-même convaincu que la conquête de l'Ukraine serait une promenade de santé ? Après tout, on sait aujourd'hui que quelques jours avant l'invasion, les hommes de Besseda avaient envoyé à leurs agents ukrainiens l'ordre de laisser les clés de leurs appartements aux « hommes de Moscou » qui seraient venus organiser l'installation d'un régime marionnette après la victoire de la Russie.

À la décharge de Besseda, il a pu exister au sein du renseignement russe une tendance sinon à désinformer, du moins à croire exagérément dans les chances de succès de cette opération, et ce pour plusieurs raisons. En effet, le renseignement militaire avait amorcé une « mue agressive » depuis 2011, avec la nomination, au poste de premier adjoint du directeur, du général Vladimir Alekseïev. Celui-ci profita du renforcement du rôle du GRU sous la direction de Choïgou pour devenir le principal collecteur de l'information

en provenance d'Ukraine. À une certaine prudence propre au renseignement militaire aurait succédé, avec cet ancien membre des forces spéciales – les *spetsnaz* –, la volonté de prendre plus de risques, ce qui pourrait expliquer les opérations d'empoisonnement, dont la plus connue fut celle de Sergueï Skripal en Grande-Bretagne. Ajoutons-y les effets délétères sur l'information de la concurrence entre les renseignements militaire et civil, le GRU et le FSB, qui aurait pu pousser Besseda à vouloir « surenchérir » pour ne pas laisser son adversaire occuper le terrain. Enfin, il existe toujours au FSB une « culture tchékiste » dans laquelle les opérations secrètes de l'époque stalinienne, en particulier celles consistant à soviétiser l'Ukraine occidentale – d'abord en 1939-1941, puis à nouveau en 1944-1945 –, continuent d'inspirer les nouveaux cadres. Appartenant à une génération qui a étudié ces opérations à l'école du KGB sous Brejnev et Andropov, Besseda est porteur de cette mémoire qui a pu biaiser ses rapports – en particulier sur la « nazification » des Ukrainiens.

Ces considérations mises à part, le rôle du chef de l'exécutif restait déterminant dans la décision d'entrer en guerre, comme l'a montré le conflit entre la Russie et le Japon en 1904-1905, qui est un véritable cas d'école. Intoxiqué depuis longtemps par les perspectives favorables de l'expansion russe en Extrême-Orient que lui faisaient miroiter ses conseillers, le tsar Nicolas II méprisait les Japonais qu'il qualifiait en privé de « singes », et ignorait l'état réel des forces nippones par la faute d'un état-major incompétent ; et il fut finalement confronté à une défaite humiliante suivie d'une révolution.

Comme bon nombre de ses prédécesseurs, Vladimir Poutine a été victime de son hubris, enhardi par l'absence de réaction occidentale après la guerre en Géorgie, par le caractère limité des sanctions après l'annexion de la Crimée et par les hésitations des Occidentaux sur l'attitude à adopter face à la guerre russe « hybride » dans le Donbass. Il a certainement été au courant des désaccords entre services de renseignement – on se souvient du

limogeage, fin mars 2022, du général Éric Vidaud, le chef du renseignement militaire français qui, contrairement aux Américains, jugeait « improbable » une invasion russe. Le maître du Kremlin a cru que le moment était venu d'agir en force et de lancer une guerre qu'il mûrissait depuis longtemps à la lecture – si tant est qu'il lise les textes et non leurs résumés, un point disputé – des chantres de l'impérialisme russe. En particulier Ivan Iline (1883-1954), un idéologue dont le recueil d'articles, *Nos missions*, paru en émigration dans les années 1950 représente pour Poutine un véritable prêt-à-penser en ce qu'il nie le principe d'autodétermination des peuples – considéré comme un levier aux mains d'un Occident antirusse –, et donc de l'Ukraine. Cette obsession ukrainienne, devenue le problème numéro un pour le président russe, n'a fait que croître au gré de son isolement, aggravé par le confinement dû à la pandémie de Covid et sans doute par sa (ou ses) maladie(s), son cancer autour duquel les rumeurs vont bon train. À l'approche de ses soixante-dix ans, Poutine voudrait sans doute quitter ce monde en ayant accompli la mission providentielle qui guiderait son existence, reconstituer l'Empire russe.

« Personne n'aime les porteurs de mauvaises nouvelles. » Au fil des ans et des élections truquées, le président a peu à peu perdu le sens des réalités, réduisant son cercle d'amis et de confidents. Les seuls susceptibles d'avoir encore une influence sur lui étaient Alexandre Bortnikov, le directeur du FSB, et Sergueï Narychkine, le directeur du SVR, pour le renseignement civil. Or, Poutine méprise le renseignement – ainsi Narychkine fut-il publiquement humilié le 21 février 2022, trois jours avant l'invasion, en pleine réunion du Conseil de sécurité ; et l'amiral Igor Kostioukov, l'actuel patron du GRU, serait affublé de sobriquets. Si les services secrets occupent une place centrale dans le processus décisionnel poutinien, paradoxalement, Poutine ne les tient pas en haute estime. Lui, l'ancien officier du KGB, qui attendit plusieurs années avant de quitter l'URSS pour une mission à l'étranger, et encore, dans un pays communiste, la RDA, dont il dut rentrer

précipitamment, craignant pour sa survie après la chute du Mur, nourrit à l'égard du renseignement extérieur une tenace rancune.

Dans ce contexte, que restait-il aux « seconds couteaux » comme Besseda, sinon de trier soigneusement l'information pour conforter le Maître dans ses illusions ? *Ougadat', ougodit', outselet'* – « deviner, satisfaire, survivre » –, l'expression russe était bien connue des agents du NKVD à l'époque de la Grande Terreur, qui avait coûté la vie à bon nombre de tchékistes, pour certains forts méritants, mais qui n'avaient pas su retourner leur veste au bon moment. Que serait-il arrivé à Besseda s'il avait dit la vérité à Poutine ? Il faut rappeler le sort des agents qui avaient tenté, début 1941, d'alerter Staline sur les préparatifs de l'attaque allemande, alors que l'URSS et l'Allemagne nazie étaient alliées. Le plus connu d'entre eux, Richard Sorge, espion basé à Tokyo, avait multiplié les avertissements de plus en plus précis, avant de se heurter à un mur : « Sorge est une petite merde qui a monté des usines et des bordels au Japon », nota Staline en mai 1941 sur un des télégrammes alarmistes de Sorge. On sait ce qu'il en fut au matin du 22 juin : déjà affaiblie par les purges, l'Armée rouge fut mise en déroute jusqu'en novembre. Pendant la Guerre froide, les dirigeants contraignirent, à plusieurs reprises, les services secrets à se soumettre à leur paranoïa. Au début des années 1980, Iouri Andropov, ancien directeur du KGB devenu dirigeant de l'URSS, avait donné l'ordre aux agents en poste aux États-Unis de collecter les preuves d'une attaque nucléaire – l'opération portait le nom de RYAN, acronyme d'« attaque par missiles nucléaires » –, et ceux qui mettaient en doute le bien-fondé de cette opération étaient discrédités et rappelés à Moscou.

Sous Khrouchtchev, Sorge eut droit à une réhabilitation posthume. Besseda, lui, a été autorisé à quitter sa cellule, fin avril 2022, pour assister aux funérailles du général Leonov, une légende du renseignement soviétique. Ensuite, il serait revenu travailler à son bureau de la Loubianka. Il ne faut pas y voir la trace d'une quelconque volonté de le réhabiliter, et

encore moins le signe d'une prise de conscience, tardive, chez le président, de ses propres erreurs de jugement, mais plutôt la volonté de limiter le risque d'une aggravation de la situation. Rappelons le précédent de la purge dans les rangs de l'Armée rouge, en 1937-1938, entraînant l'exécution de près de quatre cent cinquante haut gradés, dont trois maréchaux, treize généraux d'armée et huit amiraux. L'un des survivants les plus connus, le maréchal Boris Chapochnikov, réussit ensuite à convaincre Staline de libérer de nombreux officiers du Goulag, ce qui empêcha l'effondrement complet de l'Armée rouge. Ainsi, condamné à quinze ans de camp en mai 1939, le commandant Mikhaïl Boukchtynovitch fut-il libéré fin 1942 avant de participer à l'offensive en Europe et à la prise de Berlin. Et le général Constantin Rokossovski, arrêté en 1937, fut libéré en 1940 avant d'être l'un des principaux chefs militaires soviétiques face à l'Allemagne, de finir la guerre maréchal et de diriger la parade de la Victoire sur la place Rouge le 24 juin 1945.

De fait, si l'arrestation de Besseda doit être interprétée comme un avertissement lancé aux services de renseignement, au FSB en particulier, sa libération correspond à un « repli tactique » destiné à couper court aux rumeurs sur les divisions internes et les dissensions entre les dirigeants et la « base ». Il s'agit de rassurer les « seconds couteaux » dont dépendent à bien des égards la stabilité du système et la bonne gestion du processus décisionnel. Ce monde de l'ombre est soumis à la pression de l'exécutif, mais également aux sanctions occidentales qui ont mis à mal les réseaux de renseignement russe à l'étranger. Entre février et avril 2022, plus de quatre cent cinquante « diplomates » russes ont été expulsés de vingt-sept pays et d'organisations internationales, soit trois fois plus qu'après le scandale de l'affaire Skripal. Poutine a d'autant plus intérêt à ménager ses cadres du renseignement qu'il est confronté à la présence d'un « parti de la guerre », une fraction des *siloviki* en désaccord avec les objectifs revus à la baisse de l'« opération militaire spéciale » – non plus la conquête de l'Ukraine, mais

l’occupation et l’annexion du Donbass. Ces cadres de la base voudraient voir Poutine annoncer la mobilisation générale et utiliser des armes de destruction massive pour en finir au plus vite. On notera à ce propos qu’en juillet, Zelensky, de son côté, n’a pas hésité à renvoyer le chef du SBU, le contre-espionnage ukrainien, Ivan Bakanov, un ami d’enfance qu’il avait lui-même nommé à ce poste important, mais qui s’est avéré trop inexpérimenté pour gérer une organisation corrompue et infiltrée par les agents de Moscou, qui ont permis la capture rapide de Kherson par les Russes au début de l’invasion.

En libérant Besseda et en s’efforçant de limiter les effets de la mini-purge des *siloviki,* Poutine aurait donc cherché à combler le fossé qui se creuse inévitablement entre le Kremlin et ses élites à mesure que la situation militaire sur le terrain se fait plus incertaine et que l’idée même de « victoire » s’éloigne. Craindrait-il d’être renversé par son entourage ? Le risque est limité, tant il n’existe pas en Russie de culture du putsch. En effet, la féroce répression des décembristes, ces officiers qui avaient participé à la campagne contre Napoléon et s’étaient soulevés en décembre 1825 pour provoquer une libéralisation du régime tsariste, est un précédent qui a marqué les mémoires au fer rouge. Et les disparitions inexpliquées des directeurs du GRU, Igor Sergoun en 2016 et Igor Korobov en 2018, sonnent comme autant d’avertissements aux candidats à la sédition – les rumeurs évoquent un empoisonnement possible au Novitchok pour le second. Quant au renseignement civil, les précédents historiques n’incitent pas davantage à croire dans la possibilité d’un complot. À la mort de Staline en mars 1953, le tout-puissant chef du NKVD-KGB, Lavrenti Beria, semblait être l’homme fort de la « direction collective », jusqu’à ce qu’il soit arrêté en juin, puis exécuté en décembre. De même pour le directeur du KGB, Vladimir Semitchastny, qui avait participé au renversement de Nikita Khrouchtchev en octobre 1964, mais qui perdit son poste après la fuite en Occident de la fille de Staline, Svetlana Allilouïeva, trois ans plus tard. Plus

qu’un complot, en réalité, Poutine craint que ses cadres du renseignement deviennent passifs sous l’effet de la démoralisation, tout comme la Grande Terreur avait entraîné un affaiblissement de la discipline dans l’armée et une dégradation du travail du renseignement soviétique. Sans doute le président russe continue-t-il de se méfier des structures du renseignement les plus connues, le FSB et le GRU, et tend-il à faire désormais surtout appel aux cadres d’une autre structure du renseignement, le FSO, le Service fédéral de protection, responsable de sa sécurité comme de celle de ses proches.

La libération de Besseda semble donc indiquer que Poutine tenterait d’apprendre de ses erreurs. Certes, en mai-juin 2022, le front dans le Donbass s’est stabilisé, mais le doute sur une issue rapide, un « miracle sur le Dniepr », s’est installé dans les esprits, surtout après l’offensive éclair ukrainienne dans la région de Kharkiv. L’effet de cette prise de conscience sera-t-il durable ? Cela est peu probable tant que Poutine sera aux commandes, avec sa vision paranoïde du monde et de l’Histoire, son système de valeurs anti-occidental et son obsession d’une Ukraine « dénazifiée », mais aussi tant que le principal modèle d’inspiration des services secrets russes restera le KGB d’Andropov et, de plus en plus, le NKVD stalinien. Confronté à une situation militaire de plus en plus compliquée, et à un risque réel de révéler à la population russe l’ampleur de son échec, Poutine choisit, à la fin de l’été 2022, la fuite en avant : non seulement, il augmente considérablement le nombre d’agents du FSB chargés d’appuyer les troupes dans le Donbass, mais surtout, il les charge de pourchasser avec encore plus d’énergie les « traîtres de l’intérieur », et d’organiser des opérations de mobilisation des Russes à grand renfort de « martyrs ». « L’opération Daria Douguina », la fille de l’idéologue néo-fasciste Alexandre Douguine, victime d’un attentat à la voiture piégée à la fin août, et qui pourrait bien porter la marque du FSB n’est que le début de cette sombre offensive.

OceanofPDF.com

14

Les piliers de la politique étrangère poutinienne : recrutement, racket et chantage

Françoise Thom

> *Poutine est le patriarche du gaz. C'est par sa volonté que la grandiose civilisation du gaz de la Russie a été créée. Il étend ses tuyaux de l'Atlantique au Pacifique. Il lui suffit de froncer un sourcil – les prix du gaz montent en flèche et les usines européennes s'arrêtent. Il fronce l'autre sourcil – et les prix baissent, et l'Europe remercie Dieu de la miséricorde du patriarche russe*[1].
>
> Alexandre Prokhanov

Le régime poutinien est né de l'osmose des forces organisées qui ont survécu à l'effondrement de l'URSS : les services spéciaux et la pègre[2]. Sa politique étrangère est façonnée par cette double influence. Adieu la diplomatie classique. Dès la première année de sa présidence, en bon officier du KGB, Poutine chercha à mettre la Russie en position de recruter les élites occidentales, de faire chanter les pays étrangers et éventuellement de les racketter. Dans un premier temps il plaça tous ses espoirs dans la transformation de la Russie en grande puissance énergétique.

Le projet de l’énergocratie

Il faut remonter à la période soviétique pour comprendre la politique pétrolière et surtout gazière de la Russie poutinienne, sans oublier qu’avant 1914 la Russie tsariste était le premier producteur mondial de pétrole. Dès Lénine et Staline, les dirigeants soviétiques avaient entrepris de construire une économie unifiée reposant sur la dépendance des républiques de l’URSS par rapport au pouvoir central. « Le camarade Staline a dit très justement que celui qui a le pétrole a le pouvoir », déclara Sergueï Kirov au XIV[e] Congrès du Parti communiste en décembre 1925[3]**.** C’est dans cette optique que le Kremlin développa un réseau de gazoducs et d’oléoducs intégrés dont le centre était la république de Russie. Le gaz et le pétrole partaient par pipelines des gisements d’Azerbaïdjan, du Turkménistan et du Kazakhstan pour converger en Russie d’où ils étaient redistribués et vendu en Europe, principal marché d’exportation d’énergie de l’Union soviétique. En retour, les républiques soviétiques recevaient du gaz subventionné. À la fin de 1980, les Soviétiques (Soyuzgazexport) et les Européens de l’Ouest (principalement Ruhrgas et Gaz de France) se mirent d’accord sur un nouveau projet gazier géant, un gazoduc de 4 500 kilomètres partant du gigantesque gisement d’Ourengoï en Sibérie occidentale. Cet accord devant accroître la dépendance de l’Allemagne au gaz russe de 15 à 30 %, les ministres allemands examinèrent les implications en matière de sécurité, mais conclurent qu’il n’y avait aucun danger que l’URSS abuse de sa mainmise potentielle. Leur raisonnement était simple : « Une perturbation à long terme irait à l’encontre des intérêts de l’Union soviétique. » Lors d’un appel téléphonique avec le président Jimmy Carter le 5 mars 1980, le chancelier Schmidt justifia ainsi son soutien au pipeline : « Ceux qui font du commerce entre eux ne se tirent pas dessus[4]. » Oleksiy Arestovych, un conseiller du président Zelensky, dont le père était officier du KGB, se souvient : « En 1978, enfant, je me rappelle ces discussions à table sur le gazoduc Ourengoï-Pomary-Oujhorod. [Ce contrat] visait dès le début à la

corruption avec pour objectif non seulement d'assurer un flux de devises pour l'Union soviétique, mais aussi d'acheter les élites de l'Occident[5]. »

Le réseau des gazoducs de Gazprom fut mis sur le même plan que l'Église orthodoxe en tant qu'« agrafe » de l'État soviétique. Après l'effondrement de l'URSS, Moscou fit tout pour préserver ces « agrafes ». L'un des premiers échecs des réformateurs de Boris Eltsine fut d'ailleurs la tentative de privatisation et de fragmentation de Gazprom. La Russie n'a jamais vraiment caché sa volonté d'abuser de sa position dominante sur le marché énergétique pour réaliser ses objectifs de politique étrangère, en particulier dans son voisinage immédiat mais aussi plus loin. En 1990, déjà, l'URSS gorbatchévienne soumit la Lituanie à un embargo énergétique, alors que le Parlement de la république proclamait son indépendance.

Une fois au pouvoir, Vladimir Poutine développa une politique persévérante d'extension de ce maillage russo-centrique à l'Europe tout entière. En 2000, il proposa solennellement à l'Europe, et surtout à l'Allemagne, un « partenariat énergétique » mutuellement bénéfique. Il reprit l'idée d'un gazoduc qui relierait l'Allemagne à la Russie par le fond de la mer Baltique, condition *sine qua non* de la réalisation de ce « partenariat ». Très tôt s'exprima l'idée que les Européens seraient obligés d'accepter la reconstitution de l'empire à cause de leur dépendance énergétique. En 2004, la *Nezavissimaïa Gazeta* écrivait : « Les pays occidentaux dont la dépendance énergétique à l'égard de Moscou ne fait qu'augmenter vont être obligés d'accepter l'influence militaire, politique et économique croissante de la Russie sur le territoire de l'ex-URSS[6]. » En août 2005, Poutine reçut son nouvel ami, le Premier ministre italien Silvio Berlusconi, qui accepta que Gazprom devienne un fournisseur d'ENI – la société chargée de l'approvisionnement énergétique de l'Italie – à prix réduit en échange d'un soutien politique à la Russie. Un mois plus tard, Poutine engrangea un nouveau succès de taille, la signature d'un contrat entre Gazprom et les sociétés allemandes BASF et E.ON, en vue de

construire le Nord Stream 1, un gazoduc passant sous la mer Baltique pour alimenter l'Europe occidentale, tout en contournant l'Ukraine, les États baltes et la Pologne. Le Nord Stream fut pensé à Moscou à la fois comme un instrument de recrutement dans la classe politique et les milieux d'affaires allemands, un moyen de déclassement géopolitique et de la ruine de l'Ukraine, et à plus long terme l'assurance de soumettre l'Europe aux volontés du Kremlin. Loin d'être un projet économique, comme l'affirmait Angela Merkel, le Nord Stream reflétait une conception géopolitique profondément ancrée en Russie, ainsi que le montrait le très officiel think tank Russtrat : « Une Allemagne faible signifie la domination des États-Unis sur l'Union européenne ; or, pour la Russie, c'est un mal plus grand que les problèmes éventuels liés à une Allemagne forte. L'effondrement de l'UE dans sa forme actuelle, centrée sur les États-Unis, entraînera un renforcement de l'influence de l'Allemagne – pas des États-Unis – et est donc bénéfique pour la Russie. […] C'est pourquoi la Russie aide l'Allemagne à devenir un leader européen. » Moscou n'aurait plus à craindre sa rivale historique car Berlin ne pouvait s'assurer une position prépondérante en Europe que grâce au gaz russe. Ainsi, Allemagne et Russie pourraient-elles parvenir à « un large accord sur le partage des sphères d'influence, chacune ayant intérêt à empêcher l'émergence d'un autre centre de pouvoir en Europe[7] ». Les États-Unis, l'Union européenne et l'OTAN eurent beau s'opposer au projet russe, les travaux commencèrent fin 2005 pour se terminer en 2011 avec une mise en service effective en 2012. Le chantier du gazoduc Nord Stream 2, destiné à doubler la capacité de transport de gaz en suivant le même itinéraire que Nord Stream 1, débuta en avril 2018, malgré la vive opposition des pays d'Europe centrale et orientale, à commencer par la Pologne. Les travaux furent ensuite interrompus en décembre 2019 du fait des sanctions américaines.

À partir de 2005, la Russie se pensa en superpuissance énergétique, convaincue que celui qui contrôlait les ressources énergétiques et les flux

financiers qu'elles généraient contrôlait le pouvoir, comme si le modèle appliqué avec succès en Russie allait nécessairement s'étendre partout, surtout en Europe. Le Kremlin croyait en effet pouvoir réitérer l'accord passé avec Berlusconi avec tous les États européens, où de puissants partis pro-russes se constituèrent, cimentés par des contrats juteux octroyés par le Kremlin, et pénétrant l'entourage proche des décideurs. En juillet 2007, Moscou offrit à Total une part dans l'exploitation du gisement gazier de Chtockman, alors même que le nouveau président français Nicolas Sarkozy était jusque là critique de la Russie.

Se sentant, dès 2005, en position de force, la Russie commença à brandir ouvertement l'arme énergétique et ferma les robinets du gaz aux pays insoumis, amenant les autres à lui abandonner des pans toujours plus importants de leur souveraineté en échange de rabais sur la facture gazière. Car Gazprom fixait les prix à la tête du client ; ainsi, après la révolution orange de 2004, l'Ukraine du président Iouchtchenko se vit-elle réclamer 220 à 230 dollars pour 1 000 mètres cubes de gaz – contre 50 dollars jusque-là –, alors que le Belarus, au moins jusqu'à la réélection du président Loukachenko, conserva son tarif préférentiel de 46,70 dollars ; en réalité, en février 2004, la Russie avait interrompu ses livraisons de gaz au Belarus qui, en mars, fut contraint d'ouvrir à Gazprom son réseau gazier du consortium Beltransgaz. En avril 2006, Loukachenko fut mis au pied du mur : ou Gazprom obtenait le contrôle total de Beltransgaz ou le Belarus devrait acheter son gaz au prix du marché, jusqu'à ce qu'en 2011 Gazprom devienne propriétaire à 100 % de Beltransgaz rebaptisé Gazprom Transgaz Belarus. Les Occidentaux commencèrent alors à prendre conscience que Moscou entendait utiliser l'arme du gaz à des fins de chantage. Lors de la conférence internationale sur la démocratie tenue à Vilnius le 4 mai 2006, le vice-président américain, Dick Cheney, déplora que la Russie se livre « à des actions contre-productives qui pourraient affecter ses relations avec

d’autres pays », notamment quand « le pétrole et le gaz naturel deviennent des instruments d’intimidation ou de chantage ».

À partir de 2006-2007, l’idée fixe de la politique étrangère russe fut de mettre la main sur des infrastructures énergétiques à l’étranger afin de compléter son emprise sur l’approvisionnement énergétique européen ; et cela en opposition avec les principes de la politique énergétique de l’Union européenne qui exigeait le découplage complet entre production et acheminement du gaz. Poutine fit miroiter à ses interlocuteurs l’accès à l’exploitation des gisements russes, mais à condition que les réseaux de distribution soient cédés à la Russie. En Occident, on commençait à ouvrir les yeux, mais dès que la Russie se sentit en position de force, elle en profita pour écraser son partenaire, même le plus docile ; ainsi, en 2006, lorsque l’Arménie commit l’erreur d’autoriser l’achat par la Russie du gazoduc Arménie-Iran, se fermant ainsi la possibilité de tout approvisionnement alternatif, Moscou augmenta brutalement le prix de vente du gaz et plongea l’économie arménienne dans une crise durable.

Un expert a identifié une quarantaine de coupures d’énergie russes à motivation politique entre 1991 et 2004. À cause d’un différend entre la Russie et l’Ukraine sur le prix du gaz fin 2008, Gazprom bloqua le transit pendant plusieurs jours, ce qui mit des pays de l’Union européenne en difficulté. De 2014 à 2015, la Russie tenta de suspendre les approvisionnements de la Slovaquie, de la Hongrie et de la Pologne afin d’éviter que le gaz russe sous contrat ne soit revendu à l’Ukraine via le flux de revers[8]. Au Kremlin, on pensait que l’influence en Europe passerait désormais par les grandes compagnies gazières et pétrolières intéressées par le commerce avec la Russie, assez puissantes pour bloquer toute mesure jugée néfaste par Moscou. Ce calcul sembla se confirmer après l’annexion de la Crimée, en 2014, et l’intervention dans le Donbass : la dépendance gazière des Européens était déjà suffisante pour les empêcher d’adopter des sanctions strictes visant le secteur énergétique russe.

Le 21 juillet 2021, la chancelière allemande Angela Merkel parvint à un compromis avec le président américain Joe Biden sur Nord Stream 2 : les États-Unis ne feraient pas obstacle à la réalisation et la mise en service du gazoduc, mais se réservaient le droit d'imposer des sanctions à l'avenir si la Russie essayait d'utiliser l'énergie comme une arme ou de se livrer à des menées agressives contre l'Ukraine et d'autres pays. De leur côté, les Allemands déclarèrent qu'ils s'opposeraient aux actions déstabilisatrices de Moscou tant au niveau national qu'européen. Mais l'Allemagne rejeta la proposition américaine d'inclure un amendement, dit *kill switch*, autorisant à couper le flux du gaz si le Kremlin prenait des mesures agressives contre des voisins rebelles. Autrement dit, Berlin biffa de l'accord la seule disposition capable d'établir un lien entre l'exploitation du gazoduc et la sécurité de l'Ukraine[9] !

Mis en œuvre avec persévérance depuis 2000, le grand dessein de Poutine sembla se réaliser : la Russie tenait l'Allemagne par le gaz et le pétrole et l'Allemagne tiendrait l'Europe pour le compte de la Russie et pourrait même contribuer à « finlandiser » y compris les États-Unis qui voyaient en elle leur principal interlocuteur sur le Vieux Continent. Poutine se flattait de contrôler une bonne partie des élites occidentales : ne s'est-il pas vanté auprès d'un ministre des Affaires étrangères européen du fait que la Russie pouvait acheter n'importe qui aux États-Unis et en Europe[10] ? Il anticipait déjà son triomphe, comme le montre la chronologie. Estimant que le poisson était ferré, le président russe publia, le 12 juillet 2021, son fameux article « Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens », qui était déjà un ultimatum aux Occidentaux sommés « soit de reconnaître la sphère d'influence géopolitique de la Russie, soit de se lancer dans un jeu très risqué dont la fin est imprévisible, probablement de nature négative[11] ». Et à partir du 31 juillet, Gazprom réduisit le pompage du gaz dans les installations de stockage souterraines européennes[12]. Il signifia brutalement que, dès l'automne, il servirait ses clients européens pour l'essentiel via

Nord Stream 1 et 2, réduisant au minimum l'offre sur les anciennes voies de transit. La Russie espérait ainsi contraindre les Européens à abandonner leur législation qui vise à assurer la solidarité et la sécurité de l'Europe en matière énergétique.

À l'automne 2021, Gazprom alla jusqu'à vider les deux sites de stockage gazier dont le contrôle lui avait été imprudemment cédé par Berlin, afin d'augmenter la pression sur l'Allemagne et d'arracher une certification plus rapide de Nord Stream 2. La perspective de voir le chaos économique s'installer en Europe à cause de la crise énergétique n'était pas pour déplaire à Moscou qui refusa au même moment de vendre du charbon à l'Europe, alors qu'elle augmentait substantiellement ses livraisons d'électricité à la Chine. Une Europe en ruine cesserait d'être un pôle attractif pour les pays de l'espace ex-soviétique. Dans l'esprit des dirigeants du Kremlin, la guerre de tous contre tous pour obtenir le gaz russe – également évoquée dans la presse russe avec gourmandise – permettrait d'accélérer la mise en place de l'hégémonie russe sur le continent eurasien. Jetant le masque, la Russie ne cherchait même plus à camoufler ses décisions derrière des arguments techniques ou commerciaux. L'expert Mikhaïl Kroutikhine rapporta les propos d'un conseiller de Gazprom, qui disait franchement : « Nous avons choisi de faire une grève italienne, c'est-à-dire que nous fournissons à l'Europe uniquement le gaz prévu dans le cadre de contrats à long terme signés il y a longtemps, et non pas les volumes de gaz qui aideraient l'Europe en amont de la saison hivernale, et nous le faisons exprès[13]. » La presse russe fut encore plus explicite : « L'Ukraine doit s'apprêter à ramper [devant nous] pour avoir le gaz russe », titrait crûment RIA Novosti le 28 juillet 2021. Alors qu'ils ne se souciaient guère de l'utilisation de Nord Stream 2 comme instrument de chantage sur l'Ukraine, les Européens eurent la désagréable surprise de se trouver logés à la même enseigne que Kiev.

La chancelière Merkel et les défenseurs européens du partenariat énergétique argumentaient que celui-ci était sans danger, car la Russie serait tout aussi dépendante de l'Europe, sa principale cliente. Beaucoup d'Occidentaux ne se rendaient pas encore compte à quel point, pour Moscou, les considérations économiques pèsent peu face aux ambitions géopolitiques. En effet, le Kremlin se soucie comme d'une guigne de la pauvreté qui sévit dans les provinces russes, pourvu qu'il puisse satisfaire ses ambitions de puissance à travers le monde. RIA Novosti l'exprimait clairement : « Remplir les caisses de l'État russe n'est qu'une des tâches assignées à Gazprom. La seconde tâche – non moins importante – est d'inculquer aux partenaires occidentaux cette évidence : leur sécurité énergétique passe par un partenariat étroit avec la Russie[14]. » Fin 2021, l'état d'esprit des autorités russes se reflétait dans les titres de la presse russe : « L'Europe se prépare à geler. L'hiver prochain obligera les russophobes de l'Union européenne à venir en suppliants à Moscou[15]. » « En 2023, l'Europe frigorifiée brûlera ses bibliothèques dans les cheminées[16] », jubilait *Svpressa* ; « Européens, les mains en l'air, rendez-vous ! Vous êtes encerclés par les gazoducs ! La résistance est inutile – vous n'avez pas de ressources ! Dans la captivité russe, vous aurez des appartements bien chauffés, l'électricité bon marché, une nourriture abordable et savoureuse. Comme la Serbie. Sortez un à un de l'Union européenne ! Cela fait cinq cents ans que ces buveurs de sang pillent toute la planète, il est temps de leur présenter l'addition[17] », commentait un internaute russe – probablement un troll du Kremlin – après un article consacré à la menace de pénurie énergétique en Europe.

Si la Russie établit des moyens de chantage énergétique sur les pays européens, ses ambitions ne s'arrêtaient pas là et elle chercha avec méthode à étendre son contrôle ou son influence sur les principales ressources mondiales, énergétiques et autres – gaz, pétrole, uranium, blé –, en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient. Devenue une grande puissance

agricole après l'embargo sur les importations en 2014, elle a utilisé les exportations de céréales en Afrique et au Moyen-Orient pour étendre son influence ; en 2022, elle brandit la menace de la famine pour monter les pays africains contre l'Occident et l'Ukraine, et déploya à plein régime sa démagogie tiers-mondiste. Cependant, ce vecteur d'influence risque d'être compromis par les sanctions occidentales. En effet, le rendement des semences russes est de 20 à 30 % inférieur à celui des semences importées. Ainsi, la Russie récolta, en 1990, 50 millions de tonnes de blé et 76 millions en 2021, mais réduite à utiliser ses variétés nationales, elle cesserait d'être une exportatrice de produits alimentaires et reviendrait aux 50 millions de tonnes, augmentées il est vrai du blé volé à l'Ukraine[18]. Mais l'espoir fait vivre. En 2022, la Russie cherche à remporter l'appel d'offres lancé par la Bolivie afin d'exploiter les gisements de lithium dont ce pays possède les plus grandes réserves au monde – le métal alcalin est utilisé dans de nombreux domaines, de l'électronique et de la métallurgie à la médecine et à l'énergie nucléaire. Si la Russie obtient le droit de développer le lithium bolivien, alors l'Occident se retrouvera « dans une autre dépendance vis-à-vis de Moscou[19] ».

Les armes de l'apocalypse et la projection de la terreur à l'étranger

À la grande surprise de Vladimir Poutine, à la fin de 2021, l'Union européenne résista à la politique de chantage au gaz et ne fit pas pression sur Kiev pour imposer les conditions de capitulation exigées par Moscou. Elle fit bloc derrière les États-Unis dans le refus de l'ultimatum russe du 17 décembre 2021, exigeant un retrait de l'OTAN sur ses positions de 1997. Devant cette résistance inattendue, le président russe se tourna vers le troisième levier de sa politique étrangère, puisé lui aussi dans l'arsenal tchékiste : l'intimidation et la terreur.

C’est à partir de septembre 2008, après la guerre russo-géorgienne, que la Russie entreprit un formidable effort de réarmement. Le passage à l’armée de métier fut abandonné et la loi sur la Défense modifiée fin 2009. Désormais, le président eut le droit d’engager les forces armées sans l’autorisation du Conseil de la Fédération – la chambre haute du Parlement. Il eut la prérogative de faire intervenir les troupes en cas « d’attaque contre les forces armées russes à l’étranger », pour « défendre les citoyens russes à l’étranger » et « défendre un État qui a demandé l’aide de la Russie ». Ce dernier point était particulièrement important car il montrait que la Russie était prête à des interventions militaires même si le territoire russe n’était pas menacé. La nouvelle doctrine stipula aussi que la Russie était en droit de recourir à l’arme nucléaire pour repousser une agression fondée sur les armes conventionnelles et se réservait le droit de lancer des guerres préventives et la possibilité d’employer des armes nucléaires même dans un conflit local.

Les choix annoncés par les dirigeants du Kremlin au moment de la campagne électorale en 2011-2012 confirmèrent leurs priorités. Il était prévu de diminuer le budget de l’Éducation nationale de moitié – passant de 1,1 % du PIB, en 2009, à 0,5 %, en 2013 –, alors que le budget militaire devait être augmenté de 60 % d’ici 2013. La Russie entreprit de moderniser ses armes nucléaires stratégiques terrestres – les missiles intercontinentaux –, aériennes – les missiles lancés depuis un bombardier – et sous-marines – les missiles lancés par des sous-marins nucléaires. En 2014 déjà, au moment de l’annexion de la Crimée, Dmitri Kisselev, l’un des principaux propagandistes de la télévision du Kremlin, fit sensation en rappelant aux téléspectateurs de l’émission *Vesti Nedeli* que la Russie était capable de « transformer l’Amérique en cendres radioactives[20] ». Et la crise de l’automne 2016 fut annonciatrice de ce qui allait suivre. En effet, le 3 octobre 2016, le Kremlin lança un stupéfiant ultimatum à Washington, exigeant, comme condition d’une reprise des relations avec les États-Unis,

l'abandon de la loi Magnitski[21] et de la loi de soutien à l'Ukraine, une réduction des effectifs et de l'infrastructure des forces de l'OTAN en Europe orientale, l'abandon des sanctions et, *last but not least*, le dédommagement de la Russie pour le préjudice entraîné par les contre-sanctions. Le 9 octobre 2016, Dmitri Kisselev commenta tout cela en citant le proverbe favori de Poutine : « Si la bagarre est inévitable, tape le premier[22]. » Le 10 octobre fut annoncée la ration de pain à Saint-Pétersbourg en cas de guerre : 300 grammes par jour pendant vingt jours[23]. Un fonctionnaire de la mairie rassura les Moscovites : les abris anti-bombes de la capitale pouvaient accueillir 12 millions de personnes[24]. À l'époque, le Kremlin ne cachait pas ses arrière-pensées, escomptant que les Européens, « fatigués de se trouver sous la menace d'une troisième guerre mondiale », se donneraient des dirigeants « plus disposés à une entente avec la Russie qu'à une confrontation[25] ».

Le discours électoral de Poutine du 1er mars 2018 aurait dû sonner l'alarme en Occident. Après avoir annoncé que son pays était en train de développer six nouvelles armes puissantes conçues pour contourner les défenses américaines, le président russe, visiblement inspiré, détailla durant quarante minutes les *Wunderwaffen*, les armements nouveaux dont disposerait la Russie et avec lesquels elle pourrait anéantir les États-Unis et les pays de l'OTAN. Sous un tonnerre d'applaudissements, il conclut, sur fond de vidéos montrant des missiles en route vers la Floride *:* « Ce que vous avez essayé pour gêner, empêcher, entraver la Russie n'a pas réussi. Toutes les tâches de renforcement de la capacité défensive de la Russie ont été menées et sont en cours. […] Personne ne voulait nous parler, personne ne voulait nous écouter. Écoutez-nous maintenant ! »

Quelles sont ces armes apocalyptiques dont s'enivre le président russe ? La première est le missile de croisière à propulsion nucléaire 9M730 Bourevestnik, que l'OTAN appelle le SSC-X-9 Skyfall. Il serait « invincible » et aurait « une portée illimitée, une trajectoire imprévisible et

[la] capacité à contourner l'interception[26] ». Selon Jim Hockenhull, le chef du renseignement de la défense du Royaume-Uni, ce serait « un missile terrifiant capable de rester en l'air pendant des années et de frapper à tout moment » et qui « crache des panaches radioactifs derrière lui[27] ».

Autre engin du Jugement dernier, le complexe stratégique Avangard, un missile balistique intercontinental équipé d'une ogive de croisière planante se propulsant dans les couches denses de l'atmosphère à une vitesse hypersonique, qui volerait à vingt fois la vitesse du son et frapperait ses cibles « comme une météorite, comme une boule de feu », pour citer Poutine. Cet engin serait capable d'effectuer des manœuvres brusques sur sa trajectoire, ce qui le rendrait « absolument invulnérable pour tout système de défense antimissile ». En réalité, ce n'est pas une fusée au sens usuel, mais un dispositif pour systèmes de missiles stratégiques, dont la base est une unité de manœuvre hypersonique. Il est prévu pour un nouveau missile balistique intercontinental lourd, appelé « Sarmat » (RS-28), qui selon Poutine peut transporter plus d'ogives que l'ICBM le plus lourd, le missile de conception soviétique Voevoda RS-20V, connu en Occident sous le nom de « Satan ». La conception des ogives RS-28 prévoirait des trajectoires qui rendent difficile leur destruction, même à partir des systèmes de défense antimissile les plus perfectionnés. Le Sarmat serait capable de voler par-dessus le pôle Nord et le pôle Sud, en contournant les systèmes de défense antimissile américains, et il porterait les fameuses ogives hypersoniques guidées susmentionnées Avangard glider (Yu-71), et des ogives non nucléaires, ce qui permettrait leur utilisation dans des conflits locaux, contre les porte-avions ennemis, etc[28]. Selon Aïtetch Bijev, lieutenant-général russe à la retraite, les armées des principaux pays du monde n'auraient pas les moyens de se protéger contre Avangard qui est en train d'être installé sur les ICBM Sarmat et d'autres missiles, et il est peu probable qu'ils en soient capables dans les années à venir : « L'Avangard a un système de guidage fondamentalement nouveau, l'itinéraire de son vol

ne peut pas être prédit. Compte tenu de la vitesse énorme de notre Avangard, il ne peut pas être intercepté par les moyens modernes de défense anti-missile, anti-espace et aérienne. Aucune des grandes puissances n'aura les moyens de l'intercepter dans les dix à quinze prochaines années[29]. » Parmi les nouveaux missiles, citons le Kinjal, lancé d'un avion dont Dmitri Rogozine, ex-patron de Roscosmos, s'est vanté que « sa puissance est telle qu'un missile, passez-moi l'expression, rayera de la carte l'une des côtes [des États-Unis][30] ».

En novembre 2020, la Russie a testé avec succès le missile de croisière antinavire Tsirkon – « tueur de porte-avions » –, déployé sur des bâtiments de surface, des sous-marins et des batteries côtières. Les experts russes se vantent du fait que ce missile « rend absurde pour les États-Unis d'avoir une flotte de porte-avions. L'impact du Tsirkon fend un destroyer comme une noix. Plusieurs Tsirkon coulent immanquablement un porte-avions. Le Tsirkon fait simplement son travail : il tire méthodiquement sur d'énormes porte-avions maladroits, comme un revolver sur des canettes[31]. » Le vice-amiral Stensønes, chef du renseignement norvégien, a déclaré à CNN que le Tsirkon faisait appel à une « nouvelle technologie, avec des vitesses hypersoniques, qu'il est difficile de contrer[32] ».

Pour compléter ce tableau, mentionnons le drone sous-marin Peresvet, à propulsion nucléaire et à charge atomique, et surtout le Poseïdon, un drone sous-marin à propulsion nucléaire de 79 pieds de long, armé d'une énorme ogive qui pourrait irradier les villes côtières et les bases navales américaines dans les derniers stades d'une guerre nucléaire mettant fin à la civilisation. C'est une torpille nucléaire sous-marine conçue pour exploser au large des côtes en frappant le fond de l'océan, déclenchant un tsunami radioactif qui pourrait propager des radiations mortelles sur des milliers de kilomètres à l'intérieur des terres, les rendant inhabitables[33]. Ainsi, la Russie s'est dotée d'un nouveau dispositif nucléaire sous-marin de 100 mégatonnes et menace ouvertement d'attaquer les États-Unis avec cette arme. Personne n'a jamais

construit une telle arme parce qu'elle n'a aucune rationalité militaire. Et depuis 2015, quand des images de cette torpille ont été diffusées pour la première fois à la télévision d'État, l'on s'est demandé pourquoi Moscou construirait une arme qui potentiellement mettrait fin à toute vie sur Terre. Alors que toutes les armes nucléaires peuvent tuer des milliers de personnes en un clin d'œil et laisser des radiations empoisonnant l'environnement pour les années à venir, le Poseïdon cherche à maximiser cet effet : la plupart des armes nucléaires peuvent détruire une ville, le Poseïdon pourrait détruire un continent[34].

Comme le fait observer Jean-Sylvestre Mongrenier, « les "armes nouvelles" tant vantées par le Kremlin ne semblent pas apporter de valeur additionnelle à la force de dissuasion russe, assurée par une "triade stratégique" constamment modernisée[35] ». Cet arsenal vise avant tout à assurer l'impunité, comme l'affirma crânement Dmitri Medvedev en juillet 2022 : « L'idée même de châtier un pays qui a le plus grand arsenal nucléaire au monde est absurde en soi[36]. » En réalité, cet arsenal incarne la logique de racket, de chantage et d'intimidation qui tient lieu au Kremlin de politique étrangère. Celle-ci s'exprimait de manière crue dans une tirade de Jirinovski, le 6 juin 2015, sur la chaîne de télévision Dojd, et qui rétrospectivement semble prophétique : « Choïgu [le ministre de la Défense russe] n'a qu'à diriger ses forces nucléaires vers Berlin, vers Bruxelles, vers Londres, vers Washington. Alors ce sera la guerre ? Pas du tout – on nous dira : "N'en faites rien, nous sommes d'accord avec vous, nous nous retirons." Ils [les Occidentaux] veulent vivre. […] Les Européens vivent dans le luxe, ils ne font que s'amuser. Ils ne veulent pas faire la guerre. Il suffit que Moscou montre les dents et ils dissoudront l'OTAN. Il suffit de leur dire : "Si vous ne liquidez pas l'OTAN dans vingt-quatre heures, nous bombarderons les capitales des États membres." Et ils s'exécuteront pour continuer à vivre et à s'amuser. » C'était là une sidérante anticipation de l'état d'esprit qui régnait au Kremlin quand la Russie adressa aux États-

Unis et à l'OTAN le fameux ultimatum du 17 décembre 2021. Jirinovski semblait faire accroire à un bluff. Mais, peu à peu, le doute s'insinua dans l'esprit des Occidentaux et, en avril 2021, l'Américaine Rebekah Koffler, ex-analyste à la DIA – l'Agence de renseignement de la défense –, estimait qu'« il ne fait aucun doute que la Russie se prépare à un conflit nucléaire avec les États-Unis et l'OTAN. La seule question est de savoir si elle peut en être dissuadée ou s'il va falloir mener cette guerre[37] ».

En attendant, la Russie se sentait en position de force et roulait les mécaniques : « Tout le globe terrestre est sous notre contrôle[38] », s'exclama Jirinovski après l'allocution de son président en mars 2018. Et le très officiel Piotr Akopov formula le grand projet auquel Poutine entendait consacrer son nouveau mandat : « Nous avons fait une percée dans le développement et l'introduction de nouvelles armes, nous sommes devenus les leaders incontestés en termes de puissance militaire. […] Cela signifie un tournant important dans l'ensemble de l'alignement des forces sur la scène mondiale. […] Par conséquent, on peut dire que la Russie peut désormais dicter ses conditions. Et nous voulons avant tout la transition vers un nouvel ordre mondial post-américain[39]. »

Se complaisant dans son rôle de docteur Folamour, Poutine répète à l'envi qu'il n'a pas peur d'un conflit nucléaire et qu'il ne reculera pas devant l'escalade. Dans le film du grand propagandiste Vladimir Soloviev, consacré à Vladimir Poutine et intitulé *L'Ordre mondial 2018*[40], il déclara à propos d'une frappe nucléaire : « Oui, pour l'humanité, ce sera une catastrophe globale, pour le monde, ce sera une catastrophe globale. Mais quand même, en tant que citoyen russe et chef de l'État russe, je pose la question : "Avons-nous bien besoin d'un monde sans la Russie[41] ? » Grigori Iavlinski, le chef du parti libéral, a rapporté une conversation avec le président russe peu après l'élections de mars 2018. À sa question « Comprenez-vous que nous sommes proches de la guerre ? », Poutine répondit : « Oui. Et nous la gagnerons[42]… » En novembre 2018, devant le

forum de Valdaï, le président russe prononça cette phrase laissant affleurer le substrat eschatologique de sa pensée : en cas de guerre nucléaire, « nous, en tant que victimes d'une agression, nous, en tant que martyrs, irons au paradis, et eux [les ennemis de la Russie] mourront tout simplement. Parce qu'ils n'auront même pas le temps de se repentir[43] ». Poutine est persuadé que la Russie possède un avantage décisif face à l'Occident car elle est totalement désinhibée dans l'usage de la force. Ainsi, à l'en croire, la Russie aurait pu couler un destroyer britannique lors d'un incident au large des côtes de Crimée en juin 2021 : « Personne ne nous aurait rien fait, car eux, nos adversaires, ont peur de la guerre nucléaire[44]. » Le directeur de l'Institut des problèmes de la globalisation, Mikhaïl Deliaguine, est allé jusqu'à avancer qu'un affrontement mondial transformerait l'arriération russe en avantage compétitif face à ses adversaires plus développés : « En temps de catastrophe, le plus souvent, les organismes très complexes et différenciés parfaitement adaptés à des conditions environnementales spécifiques, meurent ou se décomposent. La Russie d'aujourd'hui, un organisme social primitif, presque revenu à l'âge de pierre après la dégradation post-soviétique, pourrait avoir une chance assez élevée de survie dans une catastrophe mondiale[45]. »

Fin 2021, Poutine estima que sa panoplie de maître chanteur était complète. L'Europe était accrochée au gaz russe, et la seule menace de fermer les robinets devait persuader les dirigeants européens de « venir en suppliants à Moscou ». Il était temps de faire fructifier ces longs préparatifs et d'actionner d'une main le chantage au gaz et de l'autre la menace de l'annihilation nucléaire. Le 22 novembre 2021, Vladislav Sourkov, l'un des idéologues du régime, conseilla « l'exportation du chaos » pour stabiliser la situation intérieure en Russie : « L'expansion extérieure permet de remédier aux tensions intérieures[46]. » Le 17 décembre, le ministère des Affaires étrangères russe adressa un ultimatum aux États-Unis et aux pays de l'OTAN, les mettant en demeure de satisfaire sans tarder les

« revendications de sécurité » russes, et exigeant que soient « juridiquement fixés le renoncement à tout élargissement de l'OTAN [vers l'est], l'arrêt de la coopération militaire avec les pays post-soviétiques, le retrait des armes nucléaires américaines de l'Europe et le retrait des forces armées de l'OTAN aux frontières de 1997 ». Un article de *Svpressa* éloquemment intitulé « L'ultimatum de Poutine : la Russie, si vous voulez, enterrera toute l'Europe et les deux tiers des États-Unis en trente minutes », mit les points sur les i : « Le Kremlin devra prouver par des actes le bien-fondé de sa position. Il n'est probablement possible de forcer les "partenaires" à s'asseoir à la table des négociations que par la contrainte. Économiquement, la Fédération de Russie ne peut rivaliser avec l'Occident. Il reste la guerre[47]. » L'expert militaire Konstantin Sivkov estima pour sa part que, « pour amener les États-Unis et l'OTAN à la table des négociations, une sorte de super-arme est nécessaire. Pour le moment, la Russie ne montre pas ce potentiel à ses adversaires. Mais il existe. La Russie a la capacité d'utiliser des munitions superpuissantes d'une capacité allant jusqu'à 100 mégatonnes. […] Nous devons répéter que nous ne sommes pas intéressés par un monde sans la Russie, comme Poutine l'a dit un jour, et démontrer notre détermination à frapper si l'OTAN s'élargit. Après cela, je peux vous assurer qu'ils [les Occidentaux] auront peur. Rien d'autre ne peut les arrêter. […] Il est naïf de compter sur des procédés diplomatiques. […] La démarche de la Russie est un signal indiquant que des mesures déjà radicales vont être prises. Vous avez refusé, alors tant pis[48]… » Et RIA Novosti n'y est pas allé par quatre chemins : « Il ne s'agit pas de propositions de discussion, mais bien d'un ultimatum – d'une demande de reddition inconditionnelle. L'Occident n'a pas d'autre choix que de perdre la face – à moins de tenir fièrement bon et d'entrer en guerre avec la Russie. […] Non, cette fois-ci, l'Occident va payer de sa personne[49]. »

Mais les choses n'ont pas tourné comme prévu. Les Occidentaux rejetèrent l'ultimatum du 17 décembre. Le chantage et les menaces allèrent

alors crescendo, la télévision russe évoquant avec exaltation une frappe nucléaire contre l'Occident. Lors de l'émission de Vladimir Soloviev le 16 janvier 2022, Iakov Kedmi, un « expert » à la sauce poutinienne, glapit : « En cas de guerre nucléaire, la Russie subira des dommages, mais les États-Unis seront détruits !!!! Cette terre n'existera plus !! Tout comme l'Europe. La Russie restera tandis que, pendant mille ans, rien ne poussera sur le territoire des États-Unis[50]. » Jirinovski éructa : « 2021 a été la dernière année paisible pour l'Europe. Ils [les Européens] font la fête pour la dernière fois… champagne, whisky… Une grande tragédie attend l'humanité, l'Europe. Après le début d'un conflit armé en Europe, le nombre [de victimes] se comptera en millions. On n'aura pas le temps de compter. La décision ne peut être prise que par la force… Bientôt New York ne sera plus ! L'Europe ne sera plus. Il n'y aura plus de Kiev, Varsovie, Londres[51]. » Le 21 janvier 2022, il précisa sa pensée : « L'Ukraine, la Moldavie, le Belarus doivent devenir des provinces russes ! Guerre nucléaire : nous resterons la seule superpuissance ! Certains pays doivent être détruits ! Moscou dictera au monde entier ! […] Guerre d'anéantissement total ! Les États-Unis et Londres doivent être détruits ! Lavrov devra apporter à Blinken un dernier document, l'acte de reddition ! La guerre va durer une semaine ! […] Biden est le dernier président des États-Unis, il doit être protégé. Il n'y aura plus de langue anglaise – seulement le russe[52] ! »

Le 24 février 2022, Vladimir Poutine lança son « opération spéciale » pour se venger du refus occidental et assouvir sa haine pathologique de l'Ukraine. Son raisonnement, inspiré par sa paranoïa et sa pratique des arts martiaux, était à peu près le suivant : les Occidentaux ont fait de l'Ukraine une « anti-Russie », les leaders ukrainiens sont des marionnettes de l'Occident, eh bien retournons ce levier ukrainien contre l'OTAN, faisons éclater l'alliance occidentale en appuyant sur l'Ukraine, tout en relançant le chantage à la pénurie gazière.

Il savourait déjà le moment où il humilierait l'Occident en le faisant assister à la chute de ses « fantoches » de Kiev. Dans son esprit, l'anéantissement de la nation ukrainienne serait une leçon pour l'Europe qui se soumettrait à la Russie. Le nouvel ordre international souhaité par le Kremlin verrait le jour, fondé non sur la coopération de nations libres comme celui de l'après-1945, mais sur l'hégémonie de la Russie, la seule puissance usant sans complexe du chantage énergétique et de l'arme de la terreur à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières. À l'ordre libéral succéderait la voyoucratie du Kremlin, appuyée sur une sainte alliance rassemblant les caïds au pouvoir dans un grand nombre de pays du globe. Pour l'instant, ce rêve poutinien a tourné au fiasco face à des Ukrainiens décidés à défendre leur nation et à des démocraties déterminées à revendiquer leurs valeurs.

OceanofPDF.com

15

Les réseaux de Vladimir Poutine en Occident et leurs méthodes

Cécile Vaissié

La plupart des pays souhaitent projeter une image positive d'eux-mêmes à l'étranger, car cela leur apporte des bénéfices commerciaux, parfois sur des générations – ainsi, c'est aussi parce que les États-Unis ont envoyé des films gratuits à l'Europe d'après-guerre que des adolescents européens ont eu envie d'acheter des jeans, de visiter New York et de manger des burgers. Cela peut également apporter à ces pays des bénéfices politiques, notamment un soutien des opinions publiques, et ce dernier point paraît plus important pour la Russie actuelle qui, *de facto*, n'avait pas grand-chose à vendre comme biens de consommation, même avant les sanctions. En revanche, elle sait pouvoir compter en Europe et ailleurs sur des gens qui, pour des raisons diverses, justifieront l'attaque militaire lancée par le Kremlin contre l'Ukraine, manifesteront contre les livraisons d'armes à Kiev ou organiseront dans des instances représentatives – par exemple au Sénat français – un vote sans valeur demandant, en juin 2016, l'allègement des sanctions contre la Russie ou, le 11 février 2022, des rencontres avec les représentants des « partis russes » en Ukraine. Or, de

telles actions sont souvent les conséquences d'autres, menées par le Kremlin et certains de ses représentants. Faut-il parler encore de *soft power* ? Pourquoi pas, mais alors par politesse, afin d'éviter d'aborder de front la spécificité russe. Car tous les pays n'ont pas les mêmes buts, ni les mêmes méthodes. Dans le cas de la Russie poutinienne, il est donc préférable de parler d'« opérations d'influence » – des « mesures actives », comme on disait du temps de l'URSS et du KGB –, dont certains des procédés sont légaux.

Ces activités de la Russie reprennent aujourd'hui des méthodes employées par l'URSS, et parfois déjà par l'empire tsariste, et peuvent exploiter une partie du travail d'influence mené depuis des décennies dans certains cercles – communistes, par exemple –, tout en visant en parallèle d'autres cibles – les extrêmes droites européennes, notamment. En outre, ces méthodes sont à la fois très similaires et différentes selon les situations nationales. Ainsi les diasporas russophones font-elles l'objet de tentatives d'instrumentalisation en France comme en Allemagne, mais, parce qu'elles ne sont pas identiques, les moyens et les discours pour les mobiliser ne le sont pas non plus. Toutes les méthodes d'influence du Kremlin sont donc adaptées à chaque pays.

Grâce aux travaux de ces dernières années[1], ces méthodes sont désormais connues dans leurs grandes lignes, mais certains points, qui demeurent obscurs, ont été conçus pour rester secrets. Avant l'attaque du 24 février 2022, le Kremlin était actif dans toute l'Europe, aux États-Unis et, de plus en plus, en Afrique et en Amérique du Sud. À la fois multiformes et transnationales, ses activités ne pouvaient se résumer à l'action très visible des chaînes de télévision RT (Russia Today) et Sputnik, et nécessitaient des financements considérables. D'après la journaliste britannique Catherine Belton, quand le KGB a repris le pouvoir en Russie, un régime est apparu, « dans lequel des milliards de dollars à la disposition

des sbires de Poutine devaient être activement utilisés pour saper et corrompre les institutions et les démocraties de l'Occident[2] ». Ils l'ont été.

Des « opérations spéciales » pour développer des imaginaires

C'est désormais de notoriété publique : dans le cadre de la guerre hybride qu'il mène contre l'Occident et en reprenant des procédés soviétiques, le Kremlin a créé ses propres médias en différentes langues (RT, Sputnik, etc.). Il a aussi instrumentalisé les réseaux sociaux internationaux pour mener des campagnes de désinformation, qui propagent ses positions – sur les relations russo-ukrainiennes, l'histoire du XX^{e} siècle, etc. –, inspirent la peur – des migrants, par exemple – et suscitent la méfiance pour les institutions démocratiques. Il applique là le « principe de la cascade » : des sites non identifiés comme russes, des groupes Facebook, des blogueurs ou de simples internautes reprennent des éléments de RT ou Sputnik, et multiplient la diffusion de ceux-ci, d'autant que leur origine russe se perd. Ces campagnes ont été facilitées par la création d'« usines à trolls » – un groupe organisé de trolls sur Internet, voire de hackers, payés pour diffuser des informations partiales ou mensongères sur les réseaux sociaux –, dont la première – Internet Research Agency – a été financée par un oligarque proche de Poutine, qui a aussi organisé le groupe de mercenaires Wagner, qui investissent l'Afrique. Alors que RT et Sputnik ont été interdits dans l'Union européenne, des Européens continuent à répandre les positions du Kremlin dont les moyens d'influence sont loin de se limiter à ses médias.

En juin 2022, un Russe a beaucoup aidé les Occidentaux récalcitrants à comprendre ce qu'est une « opération d'influence » russe. Mikhaïl Piotrovski, le directeur du musée de l'Ermitage à Saint-Pétersbourg, a accordé à la très officielle *Rossiskaïa Gazeta* une interview dans laquelle la

journaliste et lui utilisent un vocabulaire militaire pour parler des échanges culturels entre la Russie et le reste du monde. Elle évoque ainsi « les actions de combat […] sur le front culturel », tandis que Piotrovski parle d'une « puissante attaque dans le domaine de la culture » et proclame : « Nous remportons la victoire. » Mentionnant l'« opération spéciale en Ukraine » qu'il soutient pleinement, il souligne qu'à son début « les expositions des musées russes étaient partout » en Europe, et il ajoute : « Nos dernières expositions à l'étranger, c'est simplement une puissante attaque culturelle. Si vous voulez, une forme d'"opération spéciale". Qui ne plaît pas à tout le monde. Mais nous attaquons. Et nous ne devons permettre à personne de gêner notre attaque. » Ainsi, l'exposition de la collection Morozov à la fondation Vuitton à Paris, « c'est le drapeau russe sur le bois de Boulogne ». D'ailleurs, clame-t-il en riant, « nous sommes tous des militaristes et des partisans de l'Empire[3] ». Il n'est donc pas question d'échanges culturels à l'écart des affrontements politiques, mais bien de guerre, de suprématie, de conquêtes et de victoire.

Afin de développer son influence dans le monde, la Russie, comme l'URSS avant elle, s'appuie sur la production de discours et d'imaginaires, mais aussi sur la construction et l'entretien de réseaux réunis autour de ceux-ci. Ainsi, des expositions comme celle de la fondation Vuitton sont une façon de renforcer un récit de propagande sur la « grande culture russe ». Celui-ci s'appuie sur des réalités, mais les déforme et les instrumentalise au profit du Kremlin, au point de devenir insupportable à de nombreux Ukrainiens pour qui cette « grande culture russe » a produit les massacres de Boutcha et Marioupol et, en tout cas, ne les a pas empêchés. De fait, cette culture crée et entretient en Occident des stéréotypes sur la Russie, comme « l'âme russe » dans l'exposition du peintre Ilya Répine à Paris[4]. En outre, pour de nombreux Ukrainiens, elle affirmerait une supériorité russe et masquerait les violences commises contre les peuples non russes – et, pourrait-on ajouter, contre les Russes eux-mêmes.

L’instrumentalisation de la culture par l’État a sidéré lorsque, le 5 mai 2016, le chef d’orchestre russe Valeri Guerguiev, l’un des soutiens permanents de Vladimir Poutine, a dirigé l’orchestre symphonique du théâtre Mariinski dans l’amphithéâtre antique de Palmyre, en Syrie, après que ce site en ruine eut été reconquis par les mercenaires Wagner, à l’issue de combats meurtriers. Le message était clair : la Russie rapportait, soi-disant, la civilisation et la culture, en chassant les extrémistes islamistes. La réalité était pourtant nettement plus complexe. Cette instrumentalisation de la « grande culture russe » fonctionne d’autant mieux qu’il n’est pas toujours simple, face à une tournée théâtrale, un festival de cinéma ou un salon du livre, de distinguer l’événement culturel de ce qui est conçu comme une « offensive ». D’autant qu’il existe naturellement aussi des artistes russes non impliqués dans les crimes de leur régime et leur justification.

D’autres récits propagandistes séduisent. Celui sur « la Russie qui a gagné la guerre contre les nazis » est lui aussi instrumentalisé et entretenu par les Chœurs de l’Armée rouge – une appellation publicitaire, puisqu’il n’y a plus d’Armée « rouge » depuis 1946 – ou par les expositions sur la « Grande Guerre patriotique » qu’organise régulièrement à Paris la Maison russe des sciences et de la culture, qui dépend de l’ambassade de Russie. Autre discours éloigné de toute réalité et très efficace à l’extrême droite, celui sur la « Sainte Russie », qui défendrait les valeurs chrétiennes et familiales ; il a été renforcé par la construction, en plein centre de Paris, d’un étrange Centre spirituel et culturel orthodoxe russe. Celui qui fonctionne avec les extrêmes gauches et extrêmes droites européennes, ainsi qu’en Afrique, prétend que la Russie, en s’opposant aux États-Unis, à l’OTAN et à l’Union européenne, lutterait pour un « nouvel ordre du monde », pas très clairement défini. Le pays a pu être vu également comme un formidable marché potentiel, la terre d’ancêtres injustement chassés, le pays de Gagarine ou une source de richesses et de plaisirs : l’art est un

moyen parmi d'autres de développer et d'ancrer ces imaginaires très simplifiés et de cristalliser autour d'eux des réseaux.

L'art : une méthode d'influence, d'infiltration et de blanchiment de réputations

C'est donc à l'aune de l'interview de Piotrovski que doivent être considérés non seulement les événements artistiques, mais aussi les interventions d'oligarques qui trouvent dans le mécénat un bon moyen de prouver leur loyauté au Kremlin et d'améliorer à l'étranger l'image de la Russie comme la leur. Grâce à des dons de tableaux ou d'argent, ces oligarques obtiennent en Occident des sièges dans les conseils de prestigieux établissements culturels. Piotr Aven a ainsi fait une donation à l'exposition Francis Bacon de la Royal Academy à Londres, et il fut l'un des mécènes de la Tate Gallery, tout comme Viktor Vekselberg. Dès lors, il siégea au Conseil international de cette dernière et Vekselberg devint membre honoraire de la fondation Tate. Depuis les sanctions, toutefois, le célèbre musée assure que « toutes les relations historiques avec d'anciens mécènes associés au gouvernement russe sont terminées[5] ». Aux États-Unis, Vladimir Potanine – qui a conçu les « prêts contre actions » (voir chapitre 19) – a soutenu financièrement, via sa fondation, de nombreuses initiatives du musée Guggenheim de New York, dont une exposition qui avait pour objet de mettre en valeur huit cents ans d'art russe et une sur Kandinsky, mais en 2022 lui aussi a dû quitter son siège de mandataire.

Ce même Potanine a également donné au Centre Pompidou à Paris 1,4 million de dollars pour, soi-disant, aider le musée à édifier une collection reflétant l'évolution de l'art non officiel en URSS depuis la fin des années 1950. Deux donations ont ainsi été émises par sa fondation entre 2016 – après la Crimée ! – et 2021 : la première d'environ 638 000 dollars a financé l'achat de plus de 250 œuvres russes et soviétiques, qui ont fait

l’objet d’une exposition en 2016-2017. Trois cents œuvres supplémentaires auraient été offertes par « d’autres collectionneurs, des artistes et des familles d’artistes ». La seconde a permis de développer un programme de recherche qui, lié à la collection, inclut des conférences, des publications et des bourses attribuées à de jeunes chercheurs. Qu’achetait exactement la fondation Potanine ? Les limites sont floues entre la générosité d’un mécène, la volonté de créer des images positives, et la tentative d’établir des liens de dépendance et de faire émerger de nouveaux promoteurs de l’État russe. Ce flou relève des caractéristiques de l’influence, et les questions qui se chuchotaient avant 2022 ont pris un caractère aigu depuis l’attaque militaire contre l’Ukraine. En témoigne le fait que le Centre Pompidou a dès lors suspendu le troisième versement de la fondation Potanine (619 000 dollars). Mais n’y avait-il pas de problèmes avec la Russie avant février 2022 ?

Un épisode récent montre que considérer le mécénat des oligarques comme déconnecté de toutes conséquences politiques n’est guère possible. Si les organisateurs du festival de Cannes 2022 ont apporté leur soutien explicite à l’Ukraine et décidé « de ne pas accueillir de délégations officielles venues de Russie ni d’accepter la présence de la moindre instance liée au gouvernement russe », ils ont aussi rappelé, à juste titre, qu’en Russie même certains protestent « contre l’agression et l’invasion de l’Ukraine », dont des gens de cinéma « qui ne sauraient être associés à ces actes intolérables[6] ». C’est dans cette logique, semble-t-il, que le festival a invité Kirill Serebrennikov à présenter en compétition son film, *La Femme de Tchaïkovski*, en partie financé par la fondation Kinoprime de Roman Abramovitch. Ce dernier a également payé les énormes amendes auxquelles Serebrennikov et ses collaborateurs furent condamnés en 2017, après un procès pour suspicion de détournement de fonds qui a valu au metteur en scène le statut assez immérité de « dissident ». Or, lors de sa conférence de presse cannoise, celui-ci a appelé à supprimer les sanctions frappant

Abramovitch. De quoi s'agissait-il ? D'amitié, de *soft power*, d'influence, d'une confusion totale des valeurs ? En tout cas, Roman Abramovitch – dont les liens avec le pouvoir russe actuel sont incontestables – a été publiquement défendu devant des journalistes du monde entier.

D'autres exemples témoignent du soutien financier apporté par des structures proches du pouvoir russe à l'exportation du cinéma national. Ainsi, un festival annuel de cinéma a-t-il été créé à Paris en 2015, avec pour but proclamé de mieux faire connaître les Russes. Sa première édition s'est appelée « Quand les Russes rient », et le nom de toutes les autres reprend la construction « Quand les Russes » plus un verbe. Or, ce festival est soutenu, entre autres partenaires, par des représentants officiels de la Russie en France – l'ambassade de Russie, le Centre spirituel – et par de grandes entreprises russes – les Chemins de fer, Gazprom, Rosatom, etc.[7]. De tels soutiens expliquent, en partie, les appels, lancés par des Ukrainiens en 2022, pour que soient annulés tous les festivals de cinéma russe.

Len Blavatnik et d'autres mécènes d'universités occidentales

Dès lors, que penser des actions de Len Blavatnik ? Né en URSS, bénéficiant des citoyennetés britannique et américaine, mais non russe, il a gagné des milliards en vendant des hydrocarbures russes, mais ne veut pas être appelé « oligarque » : il n'aurait pas de contacts avec Poutine, tout au plus des relations d'affaires avec des oligarques tels que Vekselberg, Fridman ou Deripaska. Il « vaudrait » 35,7 milliards de dollars et serait classé à la 59e place des personnes les plus riches du monde, le *Hollywood Reporter* considérant que les sources originelles de sa fortune ne sont « pas complètement claires[8] ». Son nom se retrouve partout : sur un monument rendant hommage à Isaac Babel à Odessa, sur des affiches annonçant à Paris une exposition sur « les Juifs soviétiques pendant la Seconde Guerre

mondiale » à la Maison russe des sciences et de la culture, et à la nouvelle Tate Gallery de Londres à qui il a offert au moins 50 millions de livres sterling, si bien que la Tate Modern a donné le nom de Blavatnik à l'un de ses nouveaux bâtiments. Il a aussi produit un film de guerre très douteux, *T-34*, à une époque où le Kremlin et certains proches réinventaient les discours de propagande sur la Deuxième Guerre mondiale. Il a aussi acheté le Warner Music Group et DAZN (le « Netflix du sport »).

Blavatnik finance enfin des universités anglo-saxonnes très renommées. Il a fait une donation de 75 millions de livres à celle d'Oxford, aidant à y créer la « Blavatnik School of Government », ce dont certains s'inquiétaient déjà en 2015[9]. Il a aussi donné 200 millions de dollars à la Harvard Medical School, le don le plus important dans l'histoire de l'école. Des experts du Kremlin et de sa corruption déclaraient toutefois en 2019 que les fonds de Blavatnik avaient été « obtenus avec et grâce au consentement du Kremlin, aux dépens du budget de l'État et des habitants de Russie », et qu'il offrait ces sommes énormes pour « faire progresser son accès à des cercles politiques » : « Un tel capital "philanthropique" permet l'infiltration des élites économiques et politiques aux États-Unis et au Royaume-Uni aux plus hauts niveaux. C'est aussi un moyen par lequel Blavatnik exporte en Occident des pratiques cleptocratiques russes[10]. » Au total, il aurait offert 700 millions de dollars à plus de 250 institutions à but non lucratif au cours des dix dernières années. Est-ce de la générosité ? De l'infiltration ? Du blanchiment d'argent et de réputation ?

Il n'est pas le seul à faire ce genre de cadeaux. Au cours des cinq dernières années, au moins quatorze universités britanniques ont accepté plus de 7 millions de livres sterling de donateurs russes – sans compter Blavatnik –, dont au moins 3,4 millions de personnes ayant des liens étroits avec le Kremlin. Oxford a ainsi reçu 2,6 millions de livres du fils d'un oligarque sous sanctions et 3 millions de Vladimir Potanine. La situation est similaire aux États-Unis où, d'après un rapport de 2020, sept oligarques liés

à l'interférence russe dans l'élection présidentielle américaine de 2016 ont donné entre 372 et 435 millions de dollars à plus de deux cents organisations américaines sans but lucratif au cours des vingt dernières années, y compris à Harvard University et au Musée d'art moderne de New York. Certaines de ces donations avaient sans doute pour but d'« adoucir et blanchir » l'image personnelle de ces oligarques ou celle de la Russie à l'étranger[11]. Des observateurs se sont inquiétés de l'implication d'oligarques russes à Yale, mais ceux-ci ont disparu des différents conseils de cette université depuis l'attaque contre l'Ukraine. Qui a envie que des milliardaires dépendant de Poutine exercent une influence, quelle qu'elle soit, dans le monde universitaire occidental ?

Infiltrer et acheter

Par ailleurs, des Russes, oligarques ou non, proches du régime ou non, achètent ou créent des entreprises en Europe, notamment en Europe centrale. La République tchèque, membre de l'Union européenne et de l'OTAN, compte ainsi 9 582 entreprises détenues par des Russes. Sans doute y a-t-il parmi ces entrepreneurs une majorité de personnes honnêtes, néanmoins trois éléments au moins suscitent l'inquiétude. Tout d'abord Alexandre Bastrykine, le chef du redouté Comité d'enquête russe, créa avec sa femme une entreprise en République tchèque et bénéficia d'un permis de séjour de longue durée dans ce pays jusqu'en 2009, date à laquelle l'entreprise fut reprise par la première épouse de Bastrykine. Qu'y faisait-il ? Par ailleurs, Karlovy Vary, charmant lieu de villégiature en Bohême, est depuis longtemps une quasi-enclave russe, des Russes y ayant largement investi et acheté une grande partie des hôtels, répandant sur la ville des rumeurs d'entreprises mafieuses. Enfin, le « prêt russe » à Marine Le Pen a montré l'existence d'au moins une banque russo-tchèque qui a à la fois un pied dans l'Union européenne et de nombreux « anciens » du KGB parmi

ses dirigeants. Les Tchèques étaient d'ailleurs conscients du problème bien avant 2022 et, là comme ailleurs, cette infiltration dans le monde des affaires a pu faciliter des transferts de fonds et des financements de services.

Certaines des entreprises dans lesquelles des Russes ont investi en Occident sont des médias. En Grande-Bretagne, les journaux *The Independent* et *Evening Standard* ont été achetés par Evgueni Lebedev, fils d'un ancien officier du KGB, qui est devenu l'ami de Boris Johnson et auquel celui-ci a accordé le titre de baron, avec un siège à la Chambre des lords – une nomination qui aurait eu lieu contre l'avis des services de renseignement. Parfois, ces entreprises sont des clubs de sport, et c'est aussi d'image qu'il est question. Roman Abramovitch a ainsi acheté le club de football de Chelsea pour 240 millions de dollars, et, s'il a attaqué en justice Catherine Belton et son livre, c'est notamment parce qu'elle a écrit qu'il avait acheté ce club à la demande de Poutine. Cet achat était, en tout cas, un formidable coup de pub pour l'image de la Russie. Le problème, bien sûr, n'est pas que des Russes créent ou achètent des entreprises en Occident – même s'ils devraient plutôt développer l'économie de leur pays –, c'est que, trop souvent, l'argent des milliardaires est lié aux compromissions avec un pouvoir criminel et avec le monde criminel tout court.

Que ce soit lié ou non à ces activités économiques, des Russes proches du régime ont acquis des domiciles en Occident et obtenu des permis de séjour, voire la nationalité. En 2008 déjà, Tony Blair avait créé les « visas dorés » : ceux qui investissaient en Grande-Bretagne au moins 2,2 millions d'euros recevaient un permis de résidence et le moyen d'obtenir la citoyenneté au bout de cinq ans. Plus de sept cents milliardaires russes en ont profité. Londres est alors devenue « Londongrad », une appellation si courante qu'elle a donné son titre à une série télévisée russe en 2015. L'ex-femme d'Igor Setchine, Igor Chouvalov, les fils d'Arkadi Rotenberg, d'autres encore, y achetèrent des biens immobiliers, et l'oligarque Sergueï

Pougatchev affirma que « Poutine [avait] envoyé ses agents pour corrompre l'élite britannique[12] ». Pour Catherine Belton, « l'infiltration du Royaume-Uni » par les oligarques russes était « une réussite[13] ».

Là comme ailleurs, « des lords et d'anciens politiciens ont reçu des salaires somptueux pour être aux conseils d'entreprises russes[14] », ces fonctions sans pouvoir réel pouvant être rétribuées 500 000 livres par an[15]. Ce qui enlève tout désir de critiquer quoi que ce soit, et peut aussi susciter une action ou un discours en faveur de « la Russie ». En 2014, devenu lord, le politicien travailliste, ancien ministre britannique et commissaire européen au Commerce de 2004 à 2008, Peter Mandelson, louait Poutine dans la presse russe, tout en ayant des fonctions obscures dans l'immense groupe Sistema de l'oligarque Vladimir Evtouchenkov. Ce n'aurait été que « le sommet d'un iceberg russe, très grand et extrêmement obscur », celui-ci incluant notamment la mystérieuse société de consulting du politicien, Global Counsel. Mandelson suivait la voie tracée par l'ex-chancelier allemand Gerhard Schröder. À peine ce dernier eut-il quitté ses fonctions de chancelier qu'il fut engagé par Gazprom pour présider le conseil de surveillance du consortium germano-russe chargé de la construction et de l'exploitation du gazoduc Nord Stream – dont Schröder avait approuvé la construction en tant que chancelier. Il fut coopté à la tête du conseil d'administration de Rosneft en 2017, si bien qu'il perçut, en 2022, en plus de sa retraite, entre 850 000 et un million d'euros par an de Rosneft et Nord Stream.

Peter Mandelson et Gerhard Schröder ne sont pas les seuls Occidentaux à avoir siégé dans des conseils d'administration russes en échange de copieux « jetons de présence ». On retrouve également en 2019 Jean-Pierre Thomas – « L'étrange Monsieur Russie de Sarkozy », pour reprendre le titre d'une enquête de *L'Obs* – à la tête du conseil d'administration de Rusal, l'énorme groupe de l'oligarque Oleg Deripaska. Il y a remplacé Matthias Warnig, un ancien officier de la Stasi et camarade de Poutine depuis

l’époque de Dresde. Thomas n’a pas été considéré comme un simple paravent par les autorités américaines, qui ont exigé et obtenu son départ de ce conseil. En 2019, toujours, il fut annoncé que l’ex-chancelier autrichien Christian Kern allait intégrer le conseil de surveillance des Chemins de fer russes, encore récemment dirigés par l’oligarque Vladimir Iakounine. Un autre ex-chancelier autrichien, Wolfgang Schüssel, s’apprêtait à rejoindre le conseil d’administration de Lukoil, et un ancien ministre autrichien des Finances, Hans Jörg Schelling, « conseillait » déjà Gazprom sur le projet Nord Stream 2. Kern et Schüssel ont quitté ces sièges après le 24 février 2022 tout comme l’ex-Premier ministre français François Fillon renonça alors, lui aussi, à participer aux conseils d’administration de Sibur (pétrochimie) et Zarubezhneft (hydrocarbures). Schröder a attendu le 20 mai 2022 pour annoncer, sous la pression, son abandon du conseil d’administration de Rosneft et sa renonciation au conseil de surveillance de Gazprom.

Viser les « élites » occidentales

Vladimir Iakounine a joué un rôle de premier plan dans les contacts avec ces élites. Il a notamment coprésidé, aux côtés de Thierry Mariani (RN), le Dialogue franco-russe qui, à Paris, gérait, encourageait et supervisait les relations entre les entreprises des deux pays. Depuis, il s’est replié à Berlin d’où il poursuit des activités similaires, et, depuis 2016, il y préside le conseil d’administration de l’institut Dialogue des civilisations, qui organise le Forum de Rhodes où des politiciens et des experts se retrouvent pour débattre des grands problèmes internationaux. Il s’agit, en fait, de « l’un des principaux outils d’influence du Kremlin auprès des décideurs européens[16] ». Du côté français, Dominique de Villepin y a participé en 2017 et 2018, à la suite de Dominique Strauss-Kahn (DSK) qui s’y trouvait en 2016. Trois ans plus tôt, ce dernier avait intégré les instances

dirigeantes de la Banque russe de développement des régions (BRDR), contrôlée par Rosneft, et le conseil de surveillance du Fonds russe des investissements directs (RDIF) où sa candidature avait été présentée par la banque VEB, « bras armé financier de l'État russe » selon *Le Figaro*. Celui-ci supposait que « l'ancien présidentiable » pourrait « faire profiter [le RDIF] de ses relations dans le monde de la finance internationale[17] ». Il s'avéra que Rosneft a versé 1,75 million d'euros à DSK en 2016-2017, mais pas en lien direct avec la banque : Rosneft serait le client de Parnasse International, une société que Strauss-Kahn a créée au Maroc, dont il serait le seul actionnaire et qui n'a aucun salarié, mais qui génère des millions de dollars[18].

Dans ces relations franco-russes, des millions ont circulé sans que les compétences rétribuées soient toujours clairement identifiées, y compris quand il s'agissait de financer des partis politiques. En 2014, le Front national « emprunta » à une banque russo-tchèque, qui depuis a disparu, 9 millions d'euros dont les remboursements ont été replanifiés en 2020 et étalés jusqu'en 2028. Le Kremlin aurait été disposé à aider financièrement la Ligue italienne pour sa campagne européenne et il semble avoir bâti des rapports très privilégiés avec certains partis et politiciens italiens, à commencer par Silvio Berlusconi. En août 2018, Athènes accusa Moscou d'essayer d'acheter des officiels et de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Grèce. Le scandale avec Heinz-Christian Strache et le FPÖ autrichien a d'ailleurs démontré, au printemps 2019, que des politiciens européens étaient tout à fait disposés à recevoir des financements russes.

En Grande-Bretagne, le Parti conservateur en a reçu abondamment. Certes, les étrangers n'y ont pas le droit de faire des dons à des partis politiques, mais les binationaux le peuvent. Ce sont donc des russo-britanniques qui ont apporté plusieurs millions d'euros au Parti conservateur depuis 2019, et en premier lieu Lioubov Tchernoukhine – mariée à un ancien vice-ministre des Finances de Vladimir Poutine –, qui a

offert aux conservateurs britanniques 2 200 000 livres sterling entre 2012 et 2022. Il ne s'agit là que des éléments connus. Combien ne le sont pas ?

Les actions des oligarques russes à l'étranger sont, parfois, encore plus clairement géopolitiques. Ainsi, en 2005, Oleg Deripaska acquit une énorme usine d'aluminium au Monténégro, KAP, qui comptait pour 40 % du PIB du pays, contrôlant ainsi, *de facto*, l'économie du pays. Or, d'après l'hebdomadaire américain *The Nation*, Deripaska aurait dit à l'un de ses proches avoir acheté l'usine « parce que Poutine l'y encourageait » : « Le Kremlin voulait une zone d'influence en Méditerranée[19]. » C'était onze ans avant qu'une tentative de coup d'État ne fût organisée dans ce pays des Balkans par, semble-t-il, deux leaders d'un parti ouvertement pro-russe, et douze ans avant que le Monténégro ne devienne membre de l'OTAN. De façon similaire, Deripaska aurait acheté une usine d'aluminium au Tadjikistan pour aider Poutine à rétablir l'influence russe dans cette ex-république soviétique, sans que le Kremlin n'apparaisse directement, du moins au début.

Travailler sur les diasporas

Au-delà des opinions publiques occidentales et des décideurs politiques et économiques, le Kremlin garde un œil attentif sur les diasporas russophones qui, à ses yeux, peuvent être des outils d'influence. Leonid Sloutski, alors président du comité qui, à la Douma, suivait ces diasporas, le déclara dans la *Komsomolskaïa Pravda* du 25 décembre 2014 : « Même si, au cours des vingt dernières années, le Monde russe – je désigne par ce terme ceux qui parlent russe dans le monde – a diminué, passant de 350 à 270 millions de personnes, il n'en est pas moins une grande force. Dont les chefs des pays occidentaux ne peuvent pas ne pas tenir compte et qui fera encore parler d'elle[20]. »

Ce « Monde russe » regroupe les « compatriotes » (*sootetchestvenniki*), un terme qui figurait déjà dans une loi russe de 1999 et fut précisé dans une autre de 2010 : les « compatriotes » sont tous ceux qui ont eu, à un moment, un passeport russe et/ou soviétique, mais aussi leurs descendants si ceux-ci ont choisi « d'avoir un lien spirituel, culturel et juridique avec la Fédération de Russie[21] ». Peuvent donc se trouver parmi eux des Français dont les origines russes remontent à des arrière-grands-parents émigrés en 1920, et qui fréquentent une église orthodoxe russe – le « lien ». À partir de 2000, le Kremlin mit en place des structures chargées de rassembler et d'organiser ces « compatriotes » via les ambassades, avec en 2008 une agence – Rossotroudnitchestvo, « Collaboration de Russie » – dont le Dossier Center, qui recense les activités criminelles de personnes liées au Kremlin et qui est financé par Mikhaïl Khodorkovski, déclara en 2021 qu'elle était « le principal moteur chargé de faire avancer le *soft power* du Kremlin » et que, sous sa « couverture », travaillaient des cadres du FSB et du SVR, deux structures des services secrets russes[22].

Certains membres de la diaspora russophone n'ont aucune envie de rejoindre des associations supervisées par les ambassades russes, mais d'autres ont joué le jeu et ont soutenu publiquement Poutine lors de l'annexion de la Crimée. Or, Rossotroudnitchestvo, désormais dirigée par Evgueni Primakov – petit-fils de l'ancien chef du SVR qui porte le même prénom –, a décidé depuis janvier 2021 de s'appuyer largement sur les ONG à l'étranger – ce qui inclut sans doute des associations pour enseigner le russe ou – on y revient ! – pour organiser des festivals de cinéma. Les journalistes Andreï Soldatov et Irina Borogan, aujourd'hui contraints de vivre hors de Russie, ont récemment expliqué comment le Kremlin mobilise, séduit parfois et terrorise de nouveau les « compatriotes », y compris les plus riches d'entre eux[23]. Ils signalent que, depuis l'époque soviétique, le Kremlin s'est servi de la diaspora pour recruter des agents et des collaborateurs. Or, ce type de manipulations retient d'autant plus

l’attention que l’émigration de Russie s’est abruptement accrue depuis le 24 février 2022 ; les tentatives de manipulation ne doivent donc pas être négligées, même si des personnels des ambassades de Russie ont été expulsés.

C’est dans le cadre de cette politique que le Kremlin a non seulement fait construire des églises en Occident, mais cherche également à s’y emparer des églises orthodoxes qui, depuis les années 1920, y sont gérées par des descendants d’émigrés russes. Pour l’État russe, il s’agit d’affirmer qu’il est l’héritier de l’Empire russe et que la Russie est restée la même sous différents régimes, ce qui est faux, mais aussi de mieux contrôler ceux qui, dans la diaspora, fréquentent ces lieux de culte et de rencontres.

Des luttes d’influence ecclésiales s’ajoutent aux conflits identitaires et historiques. Ainsi, quand l’ambassade de Russie en France réussit à obtenir, après procès, la propriété de l’une des deux églises russes orthodoxes de Nice – la cathédrale –, celle-ci passa aussitôt sous le contrôle du patriarcat de Moscou, alors qu’elle dépendait jusque-là du patriarcat de Constantinople. Et quand ce dernier décida en 2018, de façon très inattendue, de supprimer l’archevêché des églises orthodoxes russes en Europe occidentale, qui dépendait de lui et regroupait les paroisses de la diaspora, celles-ci durent choisir : dépendre de Moscou ou trouver une autre juridiction. Une partie d’entre elles choisit Moscou, mais certains regrettent déjà leur choix depuis que le patriarche de Moscou soutient l’« opération spéciale » en Ukraine. La recomposition n’est donc pas terminée, y compris parce que les ambassades russes en Europe ont toujours pour missions de récupérer églises, chapelles, cimetières, voire terrains attenants. Et par la violence de leurs procédés, elles se font aussi des ennemis irréductibles au sein de cette diaspora : l’influence peut être brutale.

Avant même le 24 février 2022, une guerre hybride était donc en cours, qui mêlait guerre d’information, création et maintien de discours propagandistes et d’imaginaires, infiltrations, corruption et développement

des capacités d’influence dans différents segments sociaux. Les sanctions qui ont suivi l’attaque militaire ont bloqué une partie de ces actions et permis d’en mesurer l’ampleur. Pour l’instant, et peut-être jusqu’aux prochaines tentations, Londongrad est terminé. Tant pis pour les commerçants, les agents immobiliers et les hôteliers de la Côte d’Azur, de Courchevel, de Sardaigne ou d’ailleurs, qui regrettent d’avoir vu partir de si bons clients qui payaient si généreusement leurs employés. Car certains des émissaires et représentants du Kremlin avaient un impact positif sur les économies locales, alors même qu’ils corrompaient et tentaient de saper l’ensemble du système.

OceanofPDF.com

III

Voies et moyens de la toute-puissance

OceanofPDF.com

16

L’assassinat des peuples

Françoise Thom

> *La Russie a la mentalité politique d’un reptile, c’est un crocodile toujours prêt à vous avaler*[1].
>
> Mikheil Saakachvili

Le pouvoir russe est devenu un tueur en série non seulement d’opposants isolés mais de peuples entiers. Il ne s’agit pas seulement d’extermination physique. Ou plutôt, celle-ci est la phase préalable à la réalisation du véritable objectif du Kremlin, l’anéantissement moral et intellectuel des peuples rebelles, à l’image de ce qui a été fait au peuple russe depuis l’arrivée au pouvoir de Poutine. Les Tchétchènes, les Géorgiens à un moindre degré, et aujourd’hui les Ukrainiens ont été victimes du rouleau compresseur russe. Une étude comparative de cette triste série permet d’établir une typologie du *modus operandi* de l’agresseur russe.

La phase préliminaire : l’isolement de la victime

Cet isolement a pour but de discréditer la victime à l'étranger, de la démoraliser en la coupant du monde et d'empêcher l'émergence d'un État moderne. La meilleure illustration de cette tactique russe est le cas de la Tchétchénie. Après la fin de la première guerre contre ce pays, conclue par l'accord de Khassaviourt le 31 août 1996, le souci principal du centre fédéral fut de couper les Tchétchènes des Occidentaux sympathisant avec leur cause, quand la presse occidentale dénonçait les violations des droits de l'homme commises par les forces russes en Tchétchénie. C'est pourquoi, à partir de 1996, Moscou appuya en sous-main les islamistes radicaux contre les partisans de la construction d'un État national. Les éléments tchétchènes les plus modérés, comme le président Aslan Maskhadov, furent systématiquement marginalisés, puis éliminés au profit de chefs de guerre comme Chamil Bassaïev, de plus en plus attirés dans l'orbite islamiste. Cette islamisation du conflit tchétchène permit à Vladimir Poutine d'accréditer la thèse – douteuse – d'attentats islamistes en Russie en septembre 1999 et de relancer la guerre contre la Tchétchénie avec l'approbation tacite des Occidentaux.

La responsabilité du centre fédéral dans l'islamisation du pays a été documentée en particulier par le journaliste américain Paul Klebnikov – assassiné à Moscou le 9 juillet 2004 – dans ses écrits sur Boris Berezovsky et ses liens avec les combattants tchétchènes[2]. En octobre 1996, celui-ci devint en effet le numéro deux du Conseil national de sécurité, un poste qui lui permettait de superviser la politique russe en Tchétchénie avec la bénédiction d'Eltsine. Selon Klebnikov, le président Maskhadov était persuadé que les oligarques entourant Eltsine, notamment Berezovsky, contrôlaient et finançaient les djihadistes en Tchétchénie. Le mécanisme était simple. En deux ans, environ 500 personnes furent prises en otage en Tchétchénie : des étrangers, des représentants de la Croix-Rouge occidentale, des journalistes, des ingénieurs, des missionnaires, des Nord-Caucasiens, des Russes, parmi lesquels des envoyés du président Eltsine

lui-même. Berezovsky versa d'énormes rançons aux chefs de guerre et aux islamistes qui détenaient des otages. Selon Maskhadov, ces rançons servirent à financer les réseaux islamistes : « La vague d'enlèvements faisait partie de la politique de l'État [russe]. » Et, de fait, le kidnapping systématique dissuada les étrangers de se risquer en Tchétchénie. En 1998, Maskhadov pressentait déjà la guerre : « Aujourd'hui, ça sent vraiment la guerre ici […]. La faute en est entièrement à la Russie. Tout ce fondamentalisme et ce terrorisme sont artificiels[3]. » Les Mémoires d'Anatoly Koulikov, ministre de l'Intérieur de Russie, ont étayé cette hypothèse. Ainsi, lorsqu'il rapporta à Eltsine que, en avril 1997, Berezovsky avait donné 2 millions de dollars à Bassaïev, l'un des plus redoutables chefs de guerre – ce que les services secrets apprirent immédiatement –, le président russe ne s'en étonna nullement : « Comme si c'était dans l'ordre des choses », a noté Koulikov. Et lorsque le ministre lui fit savoir que Berezovsky ne déboursait pas son propre argent, mais très probablement celui de l'État, Eltsine laissa tomber : « Bien sûr, ce n'est pas le sien. Quel genre d'imbécile donnerait son argent aux bandits[4] ? » Ce témoignage fut confirmé à partir de 2006, quand Berezovsky, brouillé avec Poutine, devint l'ennemi public numéro un et que la presse russe revint sur son jeu trouble en Tchétchénie. Elle cita notamment le témoignage de Tourpal Movsaïev, le frère du chef de la sécurité d'État tchétchène sous Doudaïev et Maskhadov : « B. Berezovsky a joué le rôle principal dans l'organisation de l'enlèvement d'otages sur le territoire de la Tchétchénie. Il a ordonné l'enlèvement des politiciens et journalistes les plus célèbres. […] Chamil Bassaïev et Movladi Oudougov étaient de la partie. Mon frère m'a dit que Bassaïev avait organisé l'enlèvement de Vlassov, le représentant russe en Tchétchénie. Cet enlèvement a eu lieu à la demande de B. Berezovsky[5]. » Oudougov n'était autre que le ministre de l'Information en Tchétchénie depuis août 1996 et était un islamiste notoire.

Cette politique d'enlèvements de personnalités en vue avait pour but de financer les éléments extrémistes en Tchétchénie, tout en discréditant les Tchétchènes dans l'opinion russe et étrangère, et en les brouillant avec tous leurs voisins nord-caucasiens, de façon à isoler le pays en prévision de la guerre à venir. S'y ajouta alors un nouvel objectif : la propulsion à la présidence de Vladimir Poutine, le candidat choisi par « la Famille » pour succéder à Boris Eltsine, notamment contre Sergueï Stepachine, alors chef du gouvernement. C'est ce que révéla l'affaire Guennadi Chpigoun, le représentant du ministère russe de l'Intérieur, enlevé à Grozny début 1999. Stepachine raconta par la suite qu'une opération spéciale pour libérer celui-ci avait été préparée, mais que Berezovsky fit tout capoter en versant 7 millions de dollars aux ravisseurs afin qu'ils ne libèrent pas le général[6]. Le cadavre de Chpigoun fut retrouvé quelque temps plus tard et ce fiasco discrédita Stepachine, ouvrant la voie à Poutine qui le remplaça à la tête du gouvernement.

De même, avant la guerre russo-géorgienne, Moscou déploya une campagne systématique de dénigrement contre le président Saakachvili, la bête noire de Poutine. Il fut présenté comme un dangereux déséquilibré, la marionnette des États-Unis – un argument toujours très porteur en France –, un fascisant – pour la gauche occidentale –, l'homme des « réseaux Soros[7] » – pour la droite occidentale –, etc. De la même manière, pendant des années, la propagande russe travailla les opinions occidentales, non sans succès, pour insuffler l'idée que l'Ukraine fourmillait d'admirateurs d'Hitler, que le gouvernement de Kiev était un repaire de « fascistes », d'antisémites, etc. Mais, en 2022, les Occidentaux commençaient à être instruits par l'expérience et l'entreprise d'isolement de l'Ukraine fut un échec.

Premier acte : la victime est présentée comme l'agresseur

Le témoignage de Tourpal Movsaïev a confirmé la manière dont des chefs tchétchènes furent manipulés par Berezovsky pour lancer leur incursion au Daghestan, ce qui fournit à Poutine le prétexte pour déclencher la deuxième guerre de Tchétchénie. En juillet 1999, lors d'une réunion, « Kazbek Makhachev [le ministre de l'Intérieur tchétchène] a annoncé qu'en août 1999, une campagne contre le Daghestan était prévue et que Boris Berezovsky s'était chargé de la financer. Kazbek Makhachev a également déclaré qu'en juillet, il avait rencontré l'assistant personnel de Berezovsky à l'aéroport de Naltchik – un Géorgien nommé Badri [il s'agit de l'oligarque géorgien sulfureux Badri Patarkartsichvili], qui avait apporté les fonds de Berezovsky[8] ». Comme l'écrivait Paul Khlebnikov, « l'invasion du Daghestan a libéré les mains du gouvernement russe – il était désormais possible d'envoyer des forces sérieuses dans le Caucase du Nord. Après tout, les Tchétchènes étaient les agresseurs […]. Précisons que l'unité tchétchène qui a attaqué le Daghestan, bien qu'importante et bien équipée, n'a pas été envoyée par le gouvernement tchétchène : elle faisait partie d'un important groupe militant indépendant[9]… ». Un scénario analogue fut utilisé en Géorgie en août 2008, quand la Russie arma des militants ossètes après leur avoir distribué des passeports russes à partir d'avril 2008. Aiguillonnés par Moscou, ceux-ci harcelèrent les villages géorgiens frontaliers et le président Saakachvili se trouva confronté à un choix peu enviable : soit il laissait faire et perdait son appui populaire, soit il réagissait. Dans la nuit du 7 au 8 août, il ordonna à l'armée géorgienne de lancer une offensive contre l'Ossétie du Sud en bombardant la capitale Tskhinvali. Et le piège se referma : le 8 au matin, chars, blindés légers et transports de troupes russes envahirent l'Ossétie du Sud pour, selon la Russie, « défendre ses citoyens » menacés d'un « génocide ». Un prétexte identique fut utilisé contre l'Ukraine en 2022 : l'armée russe intervenait pour protéger les « russophones » du Donbass d'un « génocide » organisé par les « nazis de Kiev ».

La phase de la terreur

Déjà au moment de la deuxième guerre de Tchétchénie, les politiciens et chefs militaires russes se vantèrent de mener une guerre « intelligente », avec des pertes minimes. Elle l'est indéniablement du point de vue tchékiste, mais non de celui de l'économie des vies humaines. De façon révélatrice, les premières frappes furent dirigées contre les régions de Tchétchénie demeurées fidèles au président Aslan Maskhadov et non contre les fiefs wahhabites. Dès les premiers jours, la volonté de semer la terreur fut évidente, puisque, le 21 octobre 1999, des missiles russes frappèrent le centre de Grozny, notamment le marché et la maternité, tuant jusqu'à 120 personnes et en blessant jusqu'à 500. L'effusion de sang dura plusieurs mois[10] et, en 2003, les Nations unies qualifièrent Grozny de « ville la plus détruite sur terre ». Avec un cynisme suprême, ces destructions servirent d'argument aux futurs collaborateurs des Russes, et, en 2016, Kadyrov déclara : « Nous sommes un peuple de l'après-guerre. Les infrastructures étaient totalement détruites, il n'y avait rien dans la république. Malgré tout nous avons trouvé une langue commune, nous avons changé nos positions, nous voyons notre vie d'un point de vue totalement nouveau, nous construisons une nouvelle république… Je m'occupe des problèmes de la république et de son peuple. Je ne fais pas de politique[11]. »

En Tchétchénie comme plus tard en Ukraine, les crimes furent innombrables : destructions de villages et de villes non justifiées par les exigences militaires, attaques et bombardements de cités non défendues, bombardements de jardins d'enfants, d'hôpitaux, de théâtres et de centres commerciaux, enlèvements, exécutions sommaires et assassinats, tortures et mauvais traitements, viols de femmes et d'hommes, attaques délibérées contre la population civile et contre les moyens de transport et le personnel sanitaire, arrestations et détentions arbitraires de civils, pillages, extorsions de fonds, commerce d'êtres humains. Comme les viols de masse des

femmes allemandes par les soldats de l'Armée rouge en 1945, il ne s'agissait pas de dérapages, mais d'une politique délibérée, le premier stade du dressage de la population rebelle. L'ensauvagement fut la condition préalable de la russification, les exactions de l'armée russe étant calibrées pour provoquer des représailles de même nature. Comme toujours, la terreur s'accompagna d'énormes mensonges avec pour but de démoraliser les populations en signifiant la totale impunité de l'agresseur. En Tchétchénie « nous ne nous emparons pas de nos villes, nous les libérons », déclara le ministre de la Défense, Igor Sergueïev[12].

Les tendances génocidaires étaient déjà perceptibles en Tchétchénie chez les militaires russes, comme en témoignèrent des propos relevés par Anna Politkovskaïa. Ainsi, le colonel Anatoli Khrouliev se dit déterminé à ne pas laisser les Tchétchènes « se reproduire » : « Sa thèse principale est "Je ne les laisserai pas se multiplier". Il veut dire les Tchétchènes et les Ingouches. Se reproduire signifie avoir des enfants[13]. » En août 2000, le colonel Roman Chadrine répondit à la question de savoir quand la guerre se terminerait : « Nous n'avons qu'à laisser en vie 100 000 à 120 000 Tchétchènes, et nous pourrons dormir tranquillement pendant une trentaine d'années, jusqu'à ce qu'ils se reproduisent. » Quant aux officiers de grades moins élevés, ils répétaient très souvent la phrase : « Un bon Tchétchène est un Tchétchène mort[14]. »

Dans le cas de l'Ukraine les choses sont encore plus claires. Quand les dirigeants russes parlent de « dénazification », il faut comprendre « liquidation de la nation ukrainienne » : « Soit je rase l'Ukraine, soit je coupe sa tête politique », déclara Poutine au président Macron lors d'un entretien téléphonique[15]. Un programme de destruction méthodique de la nation ukrainienne fut élaboré au préalable et divulgué dans les médias russes, notamment dans l'article retentissant de Timofeï Sergueïtsev publié par le très officiel RIA Novosti, intitulé « Que doit faire la Russie avec l'Ukraine[16] ? », où il expliquait que cette politique allait prendre du temps.

Comme l'ont découvert les envahisseurs russes, « la masse de la population [est] nazie » ; la « dénazification » ne pouvait donc se réduire à la liquidation du gouvernement ukrainien comme initialement prévu, mais était une entreprise de longue haleine qu'il faudrait mener sur au moins vingt-cinq ans, car « la durée de la dénazification ne peut en aucun cas être inférieure à une génération qui doit naître, grandir et mûrir dans les conditions de la dénazification. La nazification de l'Ukraine dure depuis plus de trente ans ». La Russie devrait donc mettre en œuvre des « changements irréversibles » sur le territoire libéré des « nazis » ukrainiens.

Cette « dénazification » devrait se faire par étapes. D'abord, « la liquidation des formations armées nazies », y compris « les forces dites de sécurité nationale, ainsi que les milices de défense territoriale », soit toute la population masculine ukrainienne aujourd'hui sous les armes ; « la destruction de l'infrastructure militaire, informationnelle et éducative qui assure leur activité ». Puis « la répression idéologique des attitudes nazies » et l'instauration d'« une censure sévère : non seulement dans la sphère politique, mais aussi, c'est indispensable, dans la sphère de la culture et de l'éducation » ; le remplacement des manuels ukrainiens par des manuels russes dans les écoles. Puis « l'installation d'un espace d'information russe », c'est-à-dire l'irradiation de la population ukrainienne survivante par la télévision russe. Puis « l'organisation d'enquêtes de masse visant à établir la responsabilité de chacun pour les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, la diffusion de l'idéologie nazie et le soutien au régime nazi ». En clair, un régime de terreur de masse faisant appel à la délation. N'importe qui pourra être taxé de « nazi », en perspective de grands procès sur le mode stalinien, où seraient jugées les bêtes noires de Moscou, les hommes du bataillon Azov, par exemple[17], que l'application des méthodes du NKVD stalinien aurait brisés et amenés aux « aveux » publics. Enfin, « la lustration » qui comprendrait « toutes les organisations qui ont été liées

à la pratique du nazisme [et qui] doivent être éliminées et interdites. Les dirigeants bandéristes[18] doivent être liquidés, il est impossible de les rééduquer. Outre les autorités, une partie importante des masses populaires sont des nazis passifs, des collaborateurs du nazisme, et sont également coupables. Ils ont soutenu le gouvernement nazi […]. Cette partie de la population sera justement châtiée car elle devra assumer les charges inévitables de la guerre juste contre le système nazi ». Il faut entendre par là l'élimination physique de toute forme organisée de l'existence sociale du peuple ukrainien. Le mot « Ukraine » disparaîtra de cet espace « dénazifié », car, on s'en doutait, « la dénazification sera inévitablement une désukrainisation ».

La politique menée par la Russie dans les territoires ukrainiens occupés se conforme rigoureusement à ce programme, lui-même copié de la politique stalinienne dans les pays occupés par l'Armée rouge en 1939-1941, puis « libérés » en 1944-1948[19]. Les atrocités commises par les forces russes ne sont pas des « bavures », mais au contraire la mise en œuvre d'une politique délibérée de rééducation du peuple ukrainien par la terreur et le dénuement. Nous retrouvons à l'état pur les pratiques bolcheviques : ensauvagement par la guerre, terreur de masse, enlèvement et élimination systématique des élites politiques locales, déportations de masse en Russie – femmes et enfants compris –, organisation de famines pour « dresser » les populations comme l'avaient fait les bolcheviks. En Ukraine, la Russie visa délibérément les infrastructures pour empêcher les exportations agricoles à l'été 2022, les agriculteurs étant dans l'incapacité de commercialiser leurs récoltes, et avec des champs minés et inexploitables. En juin de cette année, les autorités ukrainiennes affirmèrent qu'environ 1 600 000 Ukrainiens avaient été réinstallés de force en Russie après « filtration[20] ». Dix-huit « camps de filtration » ont été identifiés de part et d'autre de la frontière ukraino-russe, destinés à trier les Ukrainiens « russifiables » et ceux qui ne le sont pas[21]. Les responsables russes disposent de listes, reçues des

collabos locaux, recensant les employés du bureau du procureur ukrainien, de la police, du ministère des Situations d'urgence, de conseillers municipaux, de journalistes, d'activistes, de blogueurs, de manifestants, de femmes et de parents de vétérans de la guerre du Donbass, de Tatars de Crimée, de volontaires – bref toutes les élites formant l'armature de l'État ukrainien. Quiconque affiche des positions pro-ukrainiennes est incarcéré, souvent torturé et liquidé[22]. Le FSB, qui travaille avec les agents de la propagande psychologique russe, écume les territoires occupés à la recherche de résistants potentiels. Les prisonniers sont soumis à des tortures variées : passage à tabac, tirs à balle réelle près de la tête, étouffement à l'aide de masques à gaz, menaces de mort contre les proches. Les détenus, après avoir été arrosés d'eau, sont torturés à l'électricité, sur les oreilles, les organes génitaux et l'anus. L'épouse d'un avocat de Kherson enlevé par les Russes au mois de mars, témoigne : « Une pince sur le sexe, l'autre sur un téton. Ils l'ont enlevé, ils l'ont rendu le lendemain : les dents arrachées avec des pinces et une partie de la langue coupée. Torturé à l'électricité[23]. » Les « russifiables » sont cooptés ou déportés, et certains se retrouvent dans des régions isolées de l'Extrême-Orient russe. Les enfants ukrainiens enlevés par les forces russes sont souvent séparés de leur famille, ou placés dans les orphelinats et destinés à une adoption en Russie[24]. En outre, la Russie cherche à attirer des centaines d'enseignants russes dans les territoires occupés en quintuplant leur salaire afin qu'ils éradiquent la langue ukrainienne et endoctrinent les écoliers ukrainiens, notamment en leur imposant le culte de la « Grande Guerre patriotique » et d'autres mythes du « monde russe[25] ». L'analogie est frappante avec la politique stalinienne de déportation de millions de personnes des régions annexées ou subjuguées, transportés vers la Sibérie et l'Asie centrale, tandis que des Russes étaient envoyés pour peupler les régions occupées.

L’étape suivante : la « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile »

La Russie a toujours eu l’art de créer des scissions et de sous-traiter à d’autres sa politique impériale. L’un des objectifs des guerres de conquête menées par le Kremlin fut l’acquisition de chair à canon. Dans tout conflit, Moscou a cherché à se créer une clientèle d’hommes de main et de janissaires dans le pays ciblé. On vit s’organiser une « bonne » Tchétchénie à opposer à la mauvaise, une « bonne » Ukraine à dresser contre « les nazis de Kiev ». C’est là l’un des buts des bombardements systématiques de civils et de la politique de la terre brûlée : une fois ces territoires occupés et administrés par les services russes, les civils, souvent privés de domicile et de tout moyen de subsistance, sont, dans le cas de l’Ukraine, obligés d’accepter des passeports russes pour avoir accès à l’aide humanitaire ; et les hommes survivants s’enrôlent contre salaire dans les forces ennemies[26]. Ces traîtres par nécessité devenus collabos constituent la base du futur pouvoir russe car ils ont désormais tout à craindre d’une victoire des forces nationales. Dans les territoires occupés et ravagés, Moscou se met donc immédiatement soit à anéantir, soit à recruter la population masculine forcée de faire la guerre contre ses compatriotes d’hier.

C’est d’abord dans les réseaux criminels que la Russie se crée une clientèle, comme avec Kadyrov en Tchétchénie, puis en Crimée et dans les entités séparatistes du Donbass et de Louhansk. En Tchétchénie, Moscou exploita la structure clanique de la société et misa sur l’antagonisme entre le clan Kadyrov et l’entourage de Bassaïev[27], et proclama en avril 2002 sa victoire. Or, c’est vers une autorité criminelle tchétchène liée au KGB, Khoj-Akhmed Noukhaev, que se tournèrent les services spéciaux russes pour trouver une issue au conflit. Noukhaev était un adepte d’Alexandre Douguine[28], et servit d’intermédiaire dans les négociations entre le Kremlin et Akhmad Kadyrov, le mufti de la république et ancien chef indépendantiste rallié au camp pro-russe, en partie par crainte de l’influence

grandissante du wahhabisme. L'essentiel pour Moscou était de soumettre la Tchétchénie et d'en faire son auxiliaire active dans la confrontation avec l'Occident, prêchée par les eurasistes. La doctrine de Douguine servit à coopter les nationalistes tchétchènes et à en faire des alliés à la fois contre les islamistes radicaux devenus dangereux dans le Caucase du Nord, et surtout contre les Occidentaux. La pacification de la Tchétchénie fut achetée à prix d'or par l'installation au pouvoir en 2003 du clan Kadyrov, fastueusement entretenu par les subsides de Moscou. Akhmad Kadyrov fut élu président de la République en octobre 2003, assassiné en mai 2004, son fils Ramzan lui succéda, sélectionné personnellement par Vladimir Poutine. La guerre se transforma en « opération de maintien de la paix » maintenue jusqu'en avril 2009. Quant à l'ancien président tchétchène Aslan Maskhadov, il fut assassiné en 2005, et Chamil Bassaïev en 2006.

Du point de vue du Kremlin, la subjugation de la Tchétchénie fut un immense succès, même si elle coûta cher au contribuable russe. La Tchétchénie est la région qui reçoit le plus de subventions du budget fédéral, et en janvier 2022 Ramzan Kadyrov a révélé que la Russie dépensait 300 milliards de roubles par an pour entretenir son fief[29]. On a calculé que l'État dépensait six fois plus pour un habitant du Caucase du Nord que pour un autre citoyen de Russie. Mais aux yeux des dirigeants du Kremlin, Kadyrov rend des services irremplaçables, en particulier en créant un islamisme pro-russe. En outre, la Russie étant chroniquement en manque de janissaires pour réaliser ses objectifs impériaux, la Tchétchénie, avec sa forte natalité qui contraste avec la démographie calamiteuse des régions russes, constitue un précieux réservoir d'hommes de main. Ceux-ci ont été déployés en Syrie, puis combattent les Ukrainiens aux côtés des séparatistes pro-russes et des troupes régulières russes, et infiltrent et manipulent les réseaux islamistes en Syrie et en Europe[30]. Toujours empressé, Kadyrov, qui se nomme lui-même « le fantassin de Poutine », met ses assassins à la disposition de son suzerain[31], reprend et amplifie la rhétorique officielle, et

a même menacé, en juillet 2017, de « sodomiser la terre entière » grâce à l'arme nucléaire russe.

Le temps des collabos : la résurrection de l'*Homo sovieticus*

À peine installés en Ukraine, les occupants entreprennent de créer un cadre. En quelques semaines, Kherson a commencé à se transformer en copie d'une ville soviétique. Les statues de Lénine sont de retour et les envahisseurs débarrassent en toute hâte les villes des symboles nationaux ukrainiens, détruisent les kourganes – ces tertres artificiels recouvrant des sépultures millénaires scythes –, brûlent les livres traitant de l'histoire de l'Ukraine. À Marioupol, l'ancienne place de la Liberté s'appelle désormais « place Lénine »[32]. Pour Moscou il s'agit d'effacer un peuple en anéantissant sa mémoire. La télévision russe déverse ses tombereaux de venin tandis que les chaînes ukrainiennes sont interdites d'antenne. Les liens avec l'Ukraine sont systématiquement coupés. Les occupants s'efforcent d'attirer les abonnés ukrainiens vers les opérateurs mobiles russes, qui sont totalement sur écoute et contrôlés par les services secrets[33]. Les enfants nés après l'invasion reçoivent d'office la nationalité russe. Le mot d'ordre est de régner sur une population dépendante, terrorisée, décervelée et infantilisée. Les occupants privent les « koulaks du XXIe siècle » (*sic* !) de nourriture, ils pillent et détruisent leurs entreprises et leurs viticultures, ils emportent le matériel agricole et offrent un paiement – environ 250 dollars – aux Ukrainiens dans le dénuement qui consentent à demander un passeport russe. Ceux « qui amènent plus d'amis » reçoivent des primes[34].

L'éradication de l'esprit national est mise en œuvre avec les mêmes méthodes qu'à l'époque soviétique. Les autorités encouragent par tous les moyens le provincialisme, l'esprit de clocher, le folklore et le sport

remplaçant l'esprit civique qui présuppose des citoyens libres. Kadyrov adore la lezguinka, une danse caucasienne traditionnelle. Les Ukrainiens sont invités à arborer leurs chemises brodées, à entonner leurs chants populaires et à manger du lard. L'intégration au « monde russe » signifie, outre le culte rendu aux idoles obligatoires, les héros de la « Grande Guerre patriotique », le repli vers l'archaïsme, la référence aux « valeurs traditionnelles » prétendument trahies par l'Occident dominé par le libéralisme anglo-saxon.

La Géorgie est l'objet d'une vassalisation *soft* sous-traitée par l'oligarque Bidzina Ivanichvili qui distribue l'argent russe pour acheter les élites nationales. Le parti au pouvoir – le « Rêve géorgien » – se présente comme le rempart du pays contre une nouvelle agression russe. Or, la Géorgie n'a pas échappé à la phase de terreur, pendant la courte guerre de l'été 2008 : alors que, le 10 août, Tskhinvali, la capitale de l'Ossétie du Sud, était tombée sous le contrôle de l'armée russe et que la Géorgie venait d'annoncer le retrait des forces de la province séparatiste et un cessez-le-feu, des bombardements russes ciblèrent, le 11 août, la ville de Gori, le port de Poti sur la mer Noire et la banlieue de Tbilissi. La politique russe visa de manière systématique la démoralisation de la population géorgienne, en la persuadant qu'elle avait été lâchée et abandonnée par l'Occident. L'idéologie du régime mis en place consista à dégoûter la population de la politique en lui serinant que tous les partis étaient vénaux et vendus. Le deuxième volet de la propagande distillée par le pouvoir fut l'appel aux « valeurs traditionnelles » géorgiennes mises en péril par l'influence occidentale. Au fond, la destruction intellectuelle et morale des peuples tombés dans l'orbite du « monde russe » passe par l'interdiction qui leur est faite d'accéder à l'universel. Car le rejet de l'Occident au nom du repli sur les « valeurs traditionnelles » revient exactement à cela.

Le premier critère de la réussite du projet de puissance russe fut la cooptation des populations vaincues, employées à leur tour à asservir leurs

compatriotes ou d'autres peuples. Cette politique fut inaugurée par les tsars et on se souvient comment les cosaques zaporogues furent utilisés pour soumettre les peuples nord-caucasiens. Aujourd'hui encore, Poutine préfère chercher sa chair à canon parmi les peuples allogènes de Russie et envoie sur le front ukrainien des bataillons recrutés en Tchétchénie, en Bouriatie, en Kalmoukie, en Ossétie du Sud, à Touva, au Tatarstan, au Bachkortostan ou en Tchouvachie[35]. Quant aux supplétifs recrutés dans les entités séparatistes arrachées à l'Ukraine en 2014, ils sont déployés en première ligne dans le Donbass. Le 16 juin 2022, les autorités de la « République populaire de Donetsk » (RPD) ont révélé avoir perdu 2 128 militaires tués depuis le début de l'année, et 8 897 blessés. Selon les militaires britanniques, ces pertes représenteraient « environ 55 % » des forces de la RPD[36].

Le second critère est le ralliement de ces peuples « russifiés » à la croisade anti-occidentale qui obsède le Kremlin. Là encore, la mise au pas de la Tchétchénie fut un succès éclatant. Le commandant du bataillon tchétchène « Akhmat », Apti Alaudinov – l'un des bras droits de Ramzan Kadyrov –, déclara à la télévision russe le 17 juillet 2022 à propos de la guerre russo-ukranienne : « C'est une guerre sainte. Je prie le Tout-Puissant […] que ce pays soit dirigé par Poutine, parce qu'il est l'homme qui a refusé d'accepter les valeurs européennes. En réalité, ce sont des valeurs sataniques qui sont imposées au monde entier. […] Nous ne sommes pas sous les drapeaux LGBT et aussi longtemps que Poutine vivra, nous n'y serons pas. […] Je peux dire que nous combattons l'armée du diable ou de l'Antéchrist, appelez-le comme vous voulez[37]. »

Qualifier de « colonisation » la politique russe dans les territoires occupés, c'est ne voir qu'un aspect de l'agression. En réalité, Vladimir Poutine veut reformater ces peuples et les faire régresser au stade de l'*Homo sovieticus*, seul moyen d'avoir la garantie d'un contrôle total et durable. Sa politique à l'égard des nations autrefois soumises à Moscou

n’est pas seulement une politique coloniale, ni même impériale, car les empires ont souvent ouvert des peuples colonisés sur le monde. La politique russe vise l’effet inverse et cherche à interrompre le processus de guérison du soviétisme en enfermant les peuples conquis dans un « monde russe » confiné, une sorte de Disneyland sinistre copiant la défunte Union soviétique, un univers clos, asphyxiant, où la haine représente la seule passion vivante, où la pauvreté sordide, le parasitisme et la délinquance sont le seul mode de vie. Cette entreprise a été réalisée avec succès en Russie. Hors des frontières russes, la tâche est plus difficile, mais le Kremlin dispose d’une expérience séculaire et d’un redoutable arsenal de moyens pour faire renaître l’*Homo sovieticus* au sein de peuples qui, depuis des décennies, cherchent dans la douleur à surmonter l’infirmité de l’âme et de la volonté, héritée de décennies de communisme.

OceanofPDF.com

17

L’écrasement des médias, des ONG et des opposants dans la Russie poutinienne

Cécile Vaissié

Certains Occidentaux prétendent n’avoir saisi qu’en 2022 qui était vraiment Vladimir Poutine. Il était pourtant possible de le comprendre avant même sa première élection à la présidence russe. D’abord, sa formation au KGB alertait, car celui-ci n’avait pas grand-chose en commun avec l’ENA, contrairement à ce que prétendait un narratif alors lancé pour rassurer l’Occident. Qu’il ait, dès le 18 décembre 1999, apposé une plaque en hommage à Iouri Andropov, ancien dirigeant du KGB, confirmait d’ailleurs qu’il revendiquait son identité de « tchékiste », comme il se désignait lui-même. En outre, un épisode, largement oublié, était révélateur de la façon dont Poutine considérait la presse en 2000 et sans doute bien avant.

Andreï Babitski était alors un célèbre journaliste de guerre qui travaillait pour Radio Liberté, un média financé par les États-Unis. En janvier 2000, il disparut en Tchétchénie où il couvrait la guerre déclenchée par le Kremlin : alors qu’il se déplaçait sans les accompagnateurs chargés de verrouiller l’information sur ce conflit, il fut arrêté par le renseignement militaire russe

(GRU), puis les autorités russes annoncèrent le 3 février qu'il avait été échangé par l'armée de son propre pays contre trois soldats russes, détenus par les Tchétchènes, et qu'elles n'étaient donc plus responsables de son sort. L'avocat Guenri Reznik s'indigna : « On a arrêté un journaliste professionnel et on a agi avec lui comme s'il était un prisonnier de guerre. C'est une violation de toutes les normes internationales[1]. » Il y voyait là un « avertissement » lancé aux journalistes travaillant en Tchétchénie. La journaliste Marie Jégo a, elle aussi, décrypté le message, écrivant que la disparition de Babitski « sonne le glas de la liberté de parole en Russie, un des rares acquis de la période eltsinienne », et ne « laisse plus aucun doute sur la nature du nouveau pouvoir. […] Neuf ans après le putsch avorté d'août 1991, la nouvelle alliance entre la police politique et l'armée renoue sans complexe avec les vieilles méthodes[2] ». De son côté, la journaliste russe Natalia Gevorkyan interrogea Vladimir Poutine, président par intérim, qui lui répondit, dira-t-elle, avec « une haine non dissimulée » : il considérait que Babitski travaillait « pour l'ennemi », contrairement aux soldats qui luttaient « pour la Russie » et risquaient d'être exécutés[3].

Babitski fut retrouvé vivant le 26 février et déclara que ses six semaines de détention étaient « une opération du FSB extrêmement mal planifiée ». De son côté, Poutine proclama que les actes de Babitski étaient « bien plus dangereux qu'un tir d'arme automatique », et rétorqua à un journaliste évoquant une violation de la liberté de la presse : « Vous et moi comprenons différemment ce qu'est la liberté d'expression[4]. » Natalia Gevorkyan dit avoir saisi dès ce moment « comment Poutine allait diriger » : « Il comprenait le mot "patriotisme", conformément à ce qui lui avait été enseigné dans toutes ces écoles du KGB : le pays est aussi grand que la peur qu'il inspire, et les médias doivent être loyaux[5]. » Elle s'est aussitôt installée à Paris, amorçant ainsi les émigrations politiques de la période Poutine. Très différent, le parcours de Babitski est également symbolique : il approuva l'annexion de la Crimée en 2014, travaillant pour des médias

officiels dont Russia Today, se dit patriote et monarchiste, et mourut prématurément à Donetsk en avril 2022, quelques semaines après que Poutine eut déclenché son attaque contre l'Ukraine.

Les avis divergent toutefois sur l'intentionnalité des actions menées par Poutine et ses équipes en matière de libertés publiques. Certains, comme la journaliste russo-américaine Masha Gessen ou l'universitaire Karen Dawisha, repèrent un projet initial et une logique qui s'est déployée avec constance. D'autres, tel le journaliste russe Mikhaïl Zygar, estiment que Poutine a improvisé en réagissant au coup par coup à des événements extérieurs. Mais le même Zygar présente Anatoli Sobtchak comme « une sorte de Vaclav Havel russe[6] », ce qui est très loin de la vérité. Sans doute projets définis et improvisations se mêlèrent-ils, dans le cadre de la mentalité spécifique des officiers du KGB qui constituaient une large partie de l'entourage de Poutine ; celle aussi d'une société russe traumatisée par des décennies de violences, de mensonges et d'hypocrisies soviétiques, et disposée à échanger ses libertés naissantes contre une sécurité accrue ; celle enfin, peut-être, plus ancienne encore, de la Russie, diraient aujourd'hui de nombreux Ukrainiens.

Que cela ait été planifié ou non, Poutine et ses équipes détruisirent les contre-pouvoirs qui avaient émergé, tant bien que mal, depuis la fin des années 1980. Alors que la Russie semblait, en 1999, engagée dans un processus de démocratisation, elle est en 2022 un régime autoritaire et liberticide : l'État contrôle les médias et instrumentalise la justice ; les ONG ont été détruites ; les opposants se trouvent en prison ou ont émigré.

La prise de contrôle des médias et des contre-pouvoirs économiques

La liberté de la presse avait pourtant été l'une des conquêtes les plus spectaculaires de la *perestroïka* et une nouvelle génération de journalistes

était alors apparue, étonnamment compétente. Ils traversèrent les années 1990, marquées par une crise économique et sociale violente, mais aussi par une liberté d'expression jamais connue ; ils révélèrent bien des scandales, même s'ils furent parfois instrumentalisés pour des règlements de comptes personnels. À la fin des années 1990, les médias russes étaient vivants, nombreux, et ils défendaient des intérêts divers, y compris ceux des oligarques auxquels certains appartenaient. Vladimir Poutine entreprit dès 2000 de reprendre le contrôle de ce secteur, tout en affirmant être « profondément convaincu […] que le pays n'aura[it] pas le moindre avenir », si « les libertés civiques et la presse » y étaient réduites[7].

Quatre jours après sa prise de fonction de président, plusieurs établissements de Media-Most, principal groupe privé de médias, furent perquisitionnés par des hommes masqués. Media-Most possédait la chaîne de télévision NTV, célèbre pour son audace éditoriale. Elle appartenait à l'oligarque Vladimir Goussinski qui avait fait campagne pour des adversaires de Poutine. Or, histoire typique de la Russie de l'époque, la chaîne était vulnérable parce qu'elle bénéficiait d'argent versé par Gazprom, géant du gaz et bras armé du Kremlin, versements qui, selon les uns, étaient des prêts à rembourser et, selon les autres, des « pots-de-vin » récompensant l'aide apportée à la réélection d'Eltsine en 1996[8]. Goussinski fut arrêté le 13 juin 2000 et accusé de détournements de fonds. Dix-sept personnalités politiques et économiques – dont Anatoli Tchoubaïs et Vladimir Potanine – prirent publiquement sa défense : « Un précédent a été créé. Il s'agit d'un acte de justice sommaire du pouvoir contre l'opposition. Il peut se répéter, et bientôt nous risquons tous de nous retrouver inscrits parmi les opposants[9]. » Goussinski fut libéré trois jours plus tard, après avoir accepté de vendre NTV à Gazprom, puis il se réfugia en Espagne d'où il dénonça l'accord signé sous la menace. Gazprom porta alors plainte contre Media-Most et exigea des actions en échange des « crédits » accordés, tandis que le fisc russe demandait la liquidation de Media-Most.

Dix mille personnes, dont Gorbatchev, manifestèrent pour sauver NTV, en vain : Gazprom prit le contrôle de Media-Most en avril 2001.

Un raid du même genre visa les médias de l'oligarque Boris Berezovsky. Lui, pourtant, avait soutenu Eltsine à l'élection présidentielle de 1996, mais aussi Poutine à celle de 2000. Très vite, cependant, leurs relations se tendirent, Berezovsky ayant prétendu prendre la tête d'une « opposition constructive ». Après un reportage qui lui avait déplu, Poutine exigea que l'oligarque vende ses actions de la première chaîne de télévision (ORT) dont l'État détenait 51 %. Berezovsky refusa et s'installa à Londres où il obtint l'asile politique, mais il accepta fin 2000 de céder ses 49 % d'actions d'ORT à son « ami » Roman Abramovitch qui, en 2010, en revendit la moitié à un groupe proche du pouvoir. Berezovsky dut abandonner TV-6, la dernière chaîne indépendante du pays, puis ses deux quotidiens, *Nezavissimaïa Gazeta* et *Kommersant*. Un troisième, les *Novye Izvestia*, fut fermé après un article contre Poutine.

Des observateurs crurent – ou firent croire – que le maître du Kremlin matait des oligarques abusant de leur pouvoir, mais ceux-ci, avec leurs empires médiatiques et leur puissance économique, représentaient aussi des contre-pouvoirs. D'ailleurs, le sort des médias de Goussinski et Berezovsky n'était pas encore réglé quand, le 9 septembre 2000, Poutine signa une doctrine nationale de sécurité informationnelle, élaborée par le Conseil de sécurité sous la direction de Sergueï Ivanov, un ex-général du KGB. Elle définit l'équilibre souhaité entre un « échange libre d'informations » et les « limitations indispensables » qui devaient prétendument être apportées à la diffusion de ces informations. Elle prévoyait aussi de renforcer les médias gouvernementaux et la participation de l'État dans la stratégie des télévisions et radios. Le projet était explicite et le Kremlin continua de faire racheter des médias par des gens de confiance ou des entreprises étatiques. Les télévisions étant au cœur de son système de propagande, il convoqua leurs dirigeants chaque vendredi pour leur transmettre ses instructions.

Ainsi, dès avril 2001, le journaliste François Bonnet constatait que « les grands moyens d'information sont sous le contrôle direct ou indirect du Kremlin », notamment « les trois chaînes diffusant sur l'ensemble de la Russie ». Il précisait que « cette "reconquête" s'est faite au prix fort : instrumentalisation de la justice, mépris des droits des actionnaires et violations des droits de l'homme », et qu'en province « le pluralisme demeure l'exception[10] ». La situation, déjà bien repérée, continua de se dégrader, avec l'accord tacite de beaucoup, d'autant que Vladimir Poutine confia immédiatement des postes politiques et économiques de premier plan à des personnages issus du KGB-FSB. Comme le souligna Andreï Illarionov, ancien conseiller économique du président Poutine, ces anciens tchékistes infiltrèrent « toutes les institutions de l'État : le parquet, la diplomatie, l'armée, les impôts[11] », et mirent la main sur les ressources naturelles et sur l'information. Ce sont eux qui donnent le ton dans la Russie poutinienne.

Le durcissement après la prise d'otages de Beslan et la révolution orange ukrainienne

Un événement dramatique donna au pouvoir un prétexte pour resserrer encore son emprise sur les médias. Le 1er septembre 2004, des terroristes caucasiens prirent en otage des enfants, leurs parents et leurs enseignants dans une école de Beslan. L'intervention des forces de l'ordre se termina en bain de sang, suscitant une immense émotion dans le pays. Dès le lendemain, Poutine dénonça des « ennemis extérieurs » ayant déclenché une guerre contre la Russie. Dix jours plus tard, il exposa ses mesures : les gouverneurs et les présidents des républiques de la Fédération ne seraient plus élus au suffrage universel direct, mais nommés par leurs parlements sur proposition du chef de l'État – qui, *de facto*, les nomma. Poutine renforça ainsi son pouvoir personnel et la « verticale du pouvoir », alors que les

urnes étaient déjà sous contrôle, comme en témoignaient les auteurs d'un ouvrage publié en Russie en 2003[12].

Vladislav Sourkov, le principal idéologue du régime, désigna d'autres ennemis le 29 septembre : les membres du Parti national-bolchevique créé par l'écrivain Édouard Limonov et certains membres du parti démocratique Iabloko. Les uns et les autres partageraient « des sponsors communs d'origine étrangère. Une haine commune. Pour, comme ils le disent, la Russie poutinienne. Et, en fait, pour la Russie tout court[13] ». Extrémiste ou modérée, l'opposition politique fut présentée comme une menace.

En décembre 2004 éclata en Ukraine la révolution orange qui écarta Viktor Ianoukovytch, le candidat soutenu par le Kremlin, au profit de Viktor Iouchtchenko. Aussitôt, une vague éditoriale envahit les librairies russes : une révolution orange est-elle possible en Russie ? Sourkov et ses équipes analysèrent les événements de Kiev et lancèrent des actions auprès de leurs homologues en Russie : les jeunes, les ONG et la presse. Ainsi, au printemps 2005, créèrent-ils le mouvement de jeunes *Nachi* – « Les nôtres » – qui suggérait que, face aux « nôtres » étaient les autres, c'est-à-dire l'ennemi. Présentés comme des « antifascistes », les *Nachi* furent chargés d'empêcher toute révolution orange et, au passage, de harceler les opposants et des ambassades étrangères. En échange, l'argent coula à flots.

Par ailleurs, pour lutter contre les financements venus de l'étranger, la loi fut modifiée en décembre 2005 pour que les ONG fussent obligées de faire réexaminer leurs statuts et leurs activités par le ministère de la Justice, et de fournir d'innombrables documents. Svetlana Gannouchkina, défenseuse des droits humains, confia qu'elles avaient désormais l'obligation de rédiger « des rapports sur la moindre interview […], la moindre rencontre organisée, le moindre sandwich acheté » : « Tout est fait pour nous compliquer la vie[14]. » À la suite de ces tracasseries, plus de six cents ONG furent contraintes de cesser leurs activités.

Enfin, alors que la presse était longtemps restée plus libre que la télévision, le pouvoir fit aussi racheter des journaux par ses proches, tandis que des cadres de Russie unie, le « parti du pouvoir », furent nommés à des postes clés dans des publications qu'ils étaient chargés de surveiller. Les médias qui se risquèrent à critiquer le Kremlin furent donc de moins en moins nombreux et peu influents à l'échelle du pays, et les journalistes s'autocensurèrent de plus en plus, comme à l'époque soviétique. Ils avaient des raisons d'avoir peur, de nombreux journalistes et opposants politiques ayant été assassinés ou étant décédés dans des circonstances énigmatiques. Certes, c'était déjà le cas dans les années 1990, mais les agressions se multiplièrent. Igor Domnikov, journaliste à la *Novaïa Gazeta*, fut tué à coups de marteau en 2000 par des tueurs à gages ; Sergueï Iouchenkov, homme politique qui décrivait le régime poutinien comme un « régime policier bureaucratique », fut abattu le 17 avril 2003. Le 3 juillet 2003, Iouri Chtchekotchikhine, qui enquêtait sur de très nombreux sujets ultra-sensibles, décéda à l'hôpital, « empoisonné par quelque chose du genre du Novitchok », dit son ami et collègue Dmitri Mouratov. Paul Klebnikov, éditeur de *Forbes Russia* et auteur d'une biographie de Berezovsky, fut exécuté dans la rue en juillet 2004 ; Anna Politkovskaïa, qui écrivait pour la *Novaïa Gazeta* sur la guerre de Tchétchénie, fut victime d'une tentative d'empoisonnement en 2004, puis fut assassinée dans son immeuble le 7 octobre 2006. L'une de ses amies et collaboratrices, Natalia Estemirova, fut tuée dans le Caucase en juillet 2009. Ayant affirmé que le FSB avait organisé les attentats de 1999, Alexandre Litvinenko fut empoisonné au polonium trois semaines après la mort de Politkovskaïa et mourut dans un hôpital de Londres. Ces cas ne sont qu'une goutte d'eau dans la mer ; ainsi, *Le Monde* nota en 2007 qu'il y avait eu, en six ans, 35 000 assassinats commandités non élucidés en Russie.

« Démocratie souveraine », ***glamour*** et tentatives d'opposition

Pourtant, les dirigeants russes se prétendirent menacés et, à partir de 2005, Vladislav Sourkov définit le régime russe comme une « démocratie souveraine », une démocratie obligée de défendre sa souveraineté, d'où l'utilité d'avoir pointé une pseudo-menace extérieure. De même, Poutine stigmatisa les « colonisateurs » occidentaux qui, « en utilisant habilement une phraséologie pseudo-démocratique », voudraient « piller, comme avant, les richesses du pays » ou « priver [celui-ci] de son autonomie économique et politique[15] ».

La Russie paraissait toutefois très paisible socialement : grâce à la hausse des prix mondiaux du pétrole, elle connut une prospérité économique jamais vue. En conséquence, surtout à partir du deuxième mandat de Poutine, les envies de consommation explosèrent, en particulier chez les jeunes actifs des capitales. Ceux-ci voulaient des iPhone, des iPad, des technologies à la pointe, des voitures neuves… Des hypermarchés, des cinémas multisalles, des bars, des restaurants, des boîtes de nuit apparurent dans les grandes villes et les Russes furent de plus en plus nombreux à prendre des vacances à l'étranger. Quant à l'élite, elle se bâfra de luxe, s'afficha dans des magazines sur papier glacé et inspira des livres et films grand public. Ce fut l'époque du *glamour*, qui, comme le souligna le journaliste Mikhaïl Zygar, « a fait tout oublier au pays. Plus de politique, plus de vie sociale : rien que l'hédonisme[16] ». Même si ce *glamour* ne concernait qu'un pourcentage très limité de la population.

C'était d'ailleurs une tout autre population qui descendit dans les rues de différentes villes, pendant l'hiver 2005-2006, et ce furent presque les seules manifestations de cette décennie et de la précédente. Ces dizaines de milliers de personnes protestaient contre des mesures visant à « monétiser les avantages » : des aides en nature, comme les transports gratuits ou les médicaments, allaient devenir des allocations financières fixes, mais leurs

bénéficiaires eurent l'impression d'y perdre au change. La plupart des manifestants étaient donc des gens modestes et d'un certain âge, surtout des femmes, c'est-à-dire l'électorat de Poutine, qui recula. En prévision des élections de 2007-2008, Sourkov modifia les règles électorales pour écarter de la Douma les petits partis et privilégier les grands, à commencer par Russie unie qui soutenait la politique poutinienne de façon inconditionnelle. Et, en même temps, le rôle de la Douma se réduisit et se limita à approuver les propositions émises par le gouvernement, alors que le Conseil de la Fédération commençait, lui aussi, à perdre toute possibilité d'action. Et comme le Kremlin redoutait des mobilisations non contrôlées, une loi sur l'extrémisme fut promulguée en juillet 2006 : « extrémisme » était un terme aussi vague qu'« antisoviétisme » jadis, et n'importe qui, ou presque, pouvait s'en voir taxé.

Ce qui restait de l'opposition chercha à s'organiser et une conférence intitulée « L'Autre Russie » se tint à Moscou ce même mois. Mikhaïl Kassianov, Premier ministre de 2000 à 2004, y participa, tout comme Andreï Illarionov, ancien conseiller de Poutine, ainsi que le champion d'échecs Garry Kasparov, Lioudmila Alexeïeva qui avait été l'un des piliers de la dissidence dans les années 1960-1970, et les représentants de deux formations peu démocratiques, Édouard Limonov et Viktor Anpilov. Au même moment, un « forum social » réunit des altermondialistes et 577 personnes qui souhaitaient assister à l'une des deux rencontres eurent affaire aux forces de l'ordre. Lioudmila Alexeïeva ne put donc que constater : « Une guerre contre la société civile est en cours en Russie. »

L'Autre Russie se transforma en organisation permanente portant le même nom, et lança les « Marches de ceux qui ne sont pas d'accord ». La première eut lieu à Moscou le 16 décembre 2006 et rassembla entre deux et trois mille manifestants et autant de policiers. D'autres marches suivirent dans différentes villes et s'accompagnèrent de nombreuses interpellations. Andreï Kolesnikov, journaliste proche du Kremlin, se lamentait : « Le

pouvoir n’a pas seulement peur. Il est hystérique. En pleine panique. » De fait, il craignait une révolution orange, sachant que « la majorité de la population, sans participer aux actions de protestation, a de la sympathie pour [elles][17] ». La Douma adopta un amendement qui prévoyait douze années de prison pour les « extrémistes » et elle durcit encore, en juillet 2007, les peines pour les crimes et délits commis par « extrémisme », tandis que les médias, déjà très dociles, furent soumis à des règles toujours plus strictes.

En cet été 2007, les *Nachi* mirent fin à leur camp annuel par un jeu de rôles : une révolution orange se déroule en Russie et ils incarnent les OMON – les forces anti-émeutes. Le bruit courut qu’au moment des élections, 20 000 activistes – d’autres parlèrent de 100 000 – seraient installés dans des tentes sur toutes les grandes places de la capitale. Désigné par L’Autre Russie comme candidat à la présidentielle, Garry Kasparov annonça qu’il ne serait sans doute pas autorisé à aller jusqu’au bout – ce qui fut le cas –, mais qu’ils devaient « faire renaître la démocratie[18] ».

Le libéralisme illusoire de Medvedev

Intervenant le 21 novembre 2007 devant 5 000 personnes rassemblées dans un stade, Vladimir Poutine assimila de nouveau ses opposants à des agents de l’étranger : des « chacals » qui voulaient « que la Russie soit faible et impuissante ». La tension monta et, les 24 et 25 novembre, la police réprima violemment deux manifestations, à Moscou et Saint-Pétersbourg, arrêtant des dizaines de personnes. La victoire de Russie unie semblait pourtant assurée, si bien que, même dans la presse russe, certains s’étonnèrent de ces répressions excessives, sans doute révélatrices de la peur que le clan poutinien éprouvait face à tout discours alternatif. Comme prévu, Russie unie obtint 64 % des suffrages en décembre et Dmitri Medvedev 70 % en mars 2008 à l’élection présidentielle. L’intelligentsia se

laissa alors convaincre que ce président choisi par Poutine pouvait démocratiser et moderniser la Russie, parce qu'il clamait que « la liberté, c'est mieux que la non-liberté », se passionnait pour les iPhone, encourageait la création artistique et créait Skolkovo qui se voulait la « Silicone Valley russe ».

L'opposition politique, jusque-là éparpillée en une multitude de partis, groupes et groupuscules, entreprit alors de se structurer en deux courants : un pro-marxiste – le Front de gauche de Sergueï Oudaltsov, qui déclara avoir pour principes le socialisme, la démocratie et l'internationalisme – et un « libéral », attaché aux libertés politiques et civiques. Les « libéraux » – dont les partisans de Garry Kasparov et de Mikhaïl Kassianov, de Iabloko et de l'ex-SPS – sans dissoudre leurs organisations d'origine, rejoignirent le mouvement Solidarité qui, avec ses drapeaux orange, revendiquait un double patronage : celui de la révolution ukrainienne et celui du syndicat polonais qui avait vaincu le régime communiste.

Cette « opposition hors système » développa de nouvelles formes d'action. Ainsi, après l'arrêt des Marches de « ceux qui ne sont pas d'accord », Édouard Limonov décida d'organiser des manifestations chaque fin de mois, à partir de juillet 2009, pour rappeler que l'article 31 de la Constitution donnait aux Russes le droit de manifester, mais était de plus en plus bafoué par les autorités. Or, la dissidente octogénaire Lioudmila Alexeïeva relaya cette initiative et des rapprochements se dessinèrent entre des générations et des positionnements différents, ainsi qu'avec des personnalités ayant appartenu aux élites eltsiniennes et/ou poutiniennes, ou ayant travaillé avec elles – Mikhaïl Kassianov et Andreï Illarionov, Boris Nemtsov, Macha Gaïdar, Marina Litvinovitch, etc.

D'autres formes de résistance se manifestèrent dans les cercles intellectuels. Des historiens refusèrent les tentatives de réhabilitation de Staline ; des écrivains marquèrent leurs distances avec le pouvoir et sa politique : Boris Akounine correspondit avec Khodorkovski, Dmitri Bykov

collabora avec la *Novaïa Gazeta*. Des avocats défendirent leurs clients avec sérieux et professionnalisme : Karina Moskalenko, Anna Stavitskaïa, Stanislav Markelov – qui fut exécuté en pleine rue avec la jeune journaliste Anastasia Babourova –, d'autres encore. Des médias furent clairement identifiés à l'opposition et Internet permit de diffuser très rapidement des informations et des prises de position non censurées. Une partie de la société semblait donc aspirer de nouveau à davantage de pluralisme et de démocratie.

D'ailleurs, le 30 janvier 2010, une manifestation réunit à Kaliningrad entre dix et douze mille personnes, et les mobilisations s'y poursuivirent toute l'année. Le 10 mars, une pétition nationale reprit l'une des revendications de Kaliningrad sous l'intitulé « Poutine doit partir », et les signatures se comptèrent rapidement par milliers. L'hostilité à Poutine et à son système s'accrut, des Russes ne supportant plus la corruption croissante des fonctionnaires, ni le quasi-monopole de Russie unie. Des manifestations se multiplièrent et la revue *Snob* titra en avril : « La Russie au seuil de changements. Printemps ou dégel ? » Il y eut, en fait, dégel et regel. Et provocations des services secrets : une vidéo lancée sur le Net montra six opposants connus – des hommes politiques et des journalistes – filmés par des caméras cachées : l'un sniffait de la cocaïne, d'autres donnaient des pots-de-vin et/ou étaient piégés par une prostituée. Les vieux trucs du KGB. La situation sembla se calmer, mais n'en explosa que plus fort lors des élections de 2011-2012.

L'explosion des manifestations en 2011-2012

Lors d'un congrès de Russie unie le 24 septembre 2011, Medvedev annonça que Poutine se présenterait à la présidentielle de 2012, et chacun comprit qu'il serait réélu. De nombreux jeunes Russes occidentalisés qui avaient cru aux promesses de libéralisation jugèrent cette perspective

insupportable. Les élections législatives du 4 décembre donnèrent lieu aux trucages habituels, mais ceux-ci furent enregistrés par des milliers de téléphones portables. L'indignation était forte et une première manifestation spontanée eut lieu dès le lendemain au cœur de Moscou. La police compta 2 000 présents, des journalistes 5 000, voire 10 000. Alexeï Navalny appela à marcher sur la Loubianka, siège du FSB, et fut interpellé avec environ 300 personnes. Néanmoins, une autre manifestation non autorisée se tint le lendemain, si bien que certains évoquèrent les révolutions de couleur intervenues en Géorgie et en Ukraine à la suite du trucage des élections. Des rubans blancs furent distribués et Poutine déclara, avec sa grossièreté habituelle, avoir cru qu'il s'agissait de préservatifs.

La manifestation suivante eut lieu le 10 décembre dans plusieurs villes et à Moscou, à proximité du Kremlin. Cinquante mille à quatre-vingt mille personnes y exigèrent la libération des prisonniers politiques, de nouvelles élections et l'enregistrement de partis d'opposition. Ce fut la plus importante manifestation depuis une dizaine d'années dans la capitale, rendue possible par « Facebook et Navalny[19] ». Facebook, car c'est sur ce réseau que les contestataires annonçaient leurs événements ; Navalny, car ce juriste né en 1976 sut trouver le ton juste pour dénoncer la corruption, et lança un slogan qui fit mouche : « Russie unie, le parti des voyous et des voleurs ». Boris Nemtsov écrivit que ce 10 décembre « restera[it] dans l'Histoire comme le jour de la résurrection de la dignité civique et de la société civile[20] ». De fait, 100 000 personnes étaient présentes le 24 décembre sur l'avenue Sakharov. Le tournant pris semblait irréversible, mais les fêtes cassèrent la dynamique engagée.

Le 4 mars 2012, Poutine fut réélu président. Le soir même, des manifestants protestèrent contre les trucages électoraux et les OMON arrêtèrent à tout-va. Pour Michael Idov, le camp poutinien déduisit de cette élection que chercher à séduire la classe moyenne occidentalisée ne servait à rien et que Navalny ne devait en aucun cas être autorisé à se présenter à

des élections[21]. Désormais, Poutine s'appuya davantage encore sur l'Église orthodoxe russe et sur les « valeurs traditionnelles », ce qui séduisit les extrêmes droites du monde entier, malgré les taux élevés de divorces, d'avortements et de contaminations au VIH en Russie. Et lorsqu'une nouvelle manifestation eut lieu le 6 mai, la situation dérapa : 40 manifestants et 29 OMON dirent avoir été blessés, et les interpellations se comptèrent par centaines. Elles se poursuivirent jusqu'en 2016 et le pouvoir organisa contre 12 personnes un procès qui dura des mois avec pour but d'effrayer tous ceux qui souhaitaient de nouveau protester dans la rue.

Le procès des Pussy Riot se tint avant même celui des manifestants du 6 mai et illustra le bras de fer très inégal entre une partie de la jeunesse et les autorités. Plusieurs de ces « féministes punks » avaient chanté et dansé, le 21 février 2012, dans la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou, et un film, tourné ce jour-là et remonté – elles n'eurent le temps de chanter que le premier couplet –, fut diffusé sur Internet : elles demandaient à la Vierge de « chasser » Vladimir Poutine et dénonçaient – « une soutane noire, des épaulettes dorées » – le fait que des prêtres et des moines de l'Église orthodoxe russe travaillent pour les services secrets et collaborent avec « le chef du KGB, leur plus grand saint ». Arrêtées peu après, trois de ces jeunes femmes furent jugées pour vandalisme, mais deux d'entre elles au moins montrèrent devant leurs juges une réflexion politique et intellectuelle approfondie. Condamnées, le 17 août 2012, à deux ans de camp, l'une présenta ses excuses et fut relâchée après le procès en appel ; les deux autres furent internées dans des camps dont elles firent redécouvrir au monde la réalité. La Douma, décidément inquiète, adopta alors le statut d'« agent de l'étranger » qui se voulait un sceau d'infamie ; d'abord réservé aux ONG, il fut étendu aux médias en 2017, puis aux personnes privées en 2018.

Dans les mois qui suivirent, des journalistes engagés dans les protestations perdirent leurs postes et des journaux et des sites furent rachetés, bloqués ou fermés ; de fait, le journalisme indépendant fut détruit en Russie. Des activistes quittèrent le pays : Kasparov partit aux États-Unis ; Navalny resta, mais des accusations pénales furent lancées contre lui ; Oudaltsov fut condamné à quatre ans et demi de camp. Les relations entre la Russie et l'Occident se détériorèrent, et, le 14 décembre 2012, le président américain Barack Obama signa l'acte Magnitski : les Russes responsables du décès, en prison, du juriste Sergueï Magnitski n'eurent plus le droit de se rendre aux États-Unis et leurs éventuels actifs y furent gelés. En rétorsion, le pouvoir russe adopta la « loi Dima Iakovlev » qui interdit aux Américains, puis aux citoyens de pays où le mariage pour tous est reconnu, d'adopter des enfants russes. Or, les Américains étaient presque les seuls à accepter les enfants handicapés, et des Russes résumèrent la réaction de leurs dirigeants par une formule : « Bombarder Voronej ». Faire souffrir les Russes plus encore.

Navalny fut autorisé à se présenter aux élections pour la mairie de Moscou en septembre 2013, mais, juste avant, il fut condamné à cinq ans de prison : il aurait couvert le vol de bois dans une forêt, quand il était conseiller bénévole du gouverneur de Kirov. Dès l'annonce de ce verdict, une importante manifestation s'improvisa à Moscou, et – fait rarissime – Navalny fut libéré le lendemain, signe de plus que le Kremlin suivait de près ce qui se passait dans la rue. Et, comme s'il s'agissait d'évaluer les forces en présence, l'opposant put mener à terme sa campagne, même s'il n'eut aucun accès aux grands médias. Il obtint néanmoins 27 % des voix, contre 51 % à Sergueï Sobianine. En décembre 2013, peu avant l'ouverture des Jeux olympiques de Sotchi, la Douma vota une amnistie des prisonniers politiques. Les deux Pussy Riot Maria Aliokhina et Nadejda Tolokonnikova furent libérées, ainsi que Mikhaïl Khodorkovski, détenu depuis dix ans. Mais déjà, à Kiev, l'Euromaïdan avait commencé.

L’étouffement après l’annexion illégale de Crimée

Les Jeux olympiques à peine achevés, des soldats russes envahirent la Crimée et la propagande se déchaîna : les Ukrainiens seraient des néo-nazis, responsables d’un coup d’État et qui assassinaient des enfants. Tandis que le Kremlin violait le droit international et affirmait sa détermination à régler les problèmes par la force – en externe comme en interne –, la société russe se divisa. Des artistes, journalistes ou politiciens, dont Limonov et Oudaltsov, approuvèrent l’annexion illégale de la Crimée, alors que Boris Nemtsov fut le seul homme politique connu à s’y opposer sans ambiguïté. Le 15 mars 2014, il organisa avec Solidarité une marche contre la guerre, et 50 000 personnes défilèrent à Moscou. Mais les départs de Russie s’accéléraient et tandis que des étudiants restaient en Occident, des journalistes et d’anciens collaborateurs de Sourkov s’installaient à Prague, à Riga ou au Monténégro. Nemtsov organisa une deuxième Marche pour la paix le 21 septembre suivant et fit l’objet d’attaques de plus en plus violentes. Il exposa, dans une enquête, la corruption à laquelle avaient donné lieu les Jeux olympiques et entreprit de démontrer la présence de troupes russes en Ukraine. De leur côté, le 30 décembre 2014, dans le cadre d’un procès politique, Alexeï Navalny et son frère furent condamnés pour fraude à une peine de trois ans et demi de détention, avec sursis pour Alexeï, ferme pour son frère. Parmi les organisateurs connus des manifestations de 2011-2012, Boris Nemtsov fut alors presque le seul, avec Ilya Iachine, à se trouver encore à Moscou et en liberté, avant d’être assassiné le 27 février 2015, à quelques mètres du Kremlin. Le lendemain, 50 000 personnes bouleversées défilèrent spontanément dans la ville avec des drapeaux russes et des portraits du défunt, sans que l’on tente de les en empêcher. Un proche de Boris Nemtsov, l’homme politique Vladimir Kara-Murza, fut hospitalisé d’urgence en mai 2015 : il avait été empoisonné et passa cinq jours dans le coma. Envoyé aux États-Unis où il fut soigné, il retourna en Russie et y fut de nouveau empoisonné en février 2017, mais il

survécut et revint en Russie où il fut arrêté le 11 avril 2022 pour avoir critiqué la guerre de la Russie contre l'Ukraine.

Alors que les sanctions occidentales contre la Russie s'accentuaient après 2014, le Kremlin interdit les importations de nombreux produits alimentaires occidentaux. Arrestations et procès se multiplièrent : celui de Kirill Serebrennikov et de ses collaborateurs, ceux de « la Nouvelle Grandeur », de la revue *Doxa*, d'autres encore, soulevant des indignations passagères. Les actions judiciaires déferlaient, comme à l'époque soviétique, et les partisans d'une Russie plus démocratique se retrouvèrent devant les tribunaux pour avoir affiché leur solidarité avec les personnes jugées. Certains se rendirent ainsi en Carélie pour soutenir, lors de chaque audience judiciaire, l'historien Iouri Dmitriev qui avait découvert un lieu d'exécution massive et s'attachait depuis trente ans à redonner une identité, un parcours et une sépulture aux victimes de Staline, mais qui avait fait l'objet d'accusations infamantes. Comme lui, historiens, écrivains et gens de théâtre continuaient d'explorer les plaies à vif du passé soviétique. Et une jeunesse s'affirma, très différente des sexagénaires au pouvoir, qui à partir de mars 2017 se manifesta de nouveau, si bien qu'un espoir un peu vain se chuchota : les perspectives de changements reposeraient sur ces jeunes, qui n'avaient, disait-on, plus rien de soviétique. Comme si le pouvoir russe n'avait pas déjà brisé bien des générations de jeunes !

Pendant l'été 2020, alors que Poutine, réélu deux ans plus tôt, venait de faire adopter les changements constitutionnels lui permettant de se maintenir au pouvoir jusqu'en 2036, Navalny fut à son tour empoisonné et frôla la mort. Sauvé en Allemagne où il fut transféré grâce à la détermination de sa famille, il réalisa un film sur le luxueux palais construit pour Poutine par ses amis oligarques dans le sud de la Russie. Les balais des toilettes en or, dévoilées dans ce film, devinrent un temps le nouveau symbole de la contestation. Navalny rentra à Moscou en janvier 2021 et fut arrêté dès la frontière franchie. Depuis, il est en détention, condamné à des

années de camp. Quelques manifestations de protestation eurent lieu, suivies de nouvelles arrestations et de nouvelles émigrations. Puis elles se sont arrêtées. La peur est là.

Au cours de ces dernières années, des journalistes russes ont été attaqués physiquement – dont Elena Milachina et Elena Kostioutchenko de *Novaïa Gazeta* –, inculpés sous de mauvais prétextes comme Ivan Golounov ou accusés d'espionnage. Plusieurs ont reçu l'étiquette d'« agents de l'étranger », certains ont émigré ou changé de métier, d'autres se sont adaptés. Dans le rapport annuel établi par l'ONG américaine Freedom House concernant les libertés politiques et la démocratie dans le monde, la Russie était en 2021 au 150e rang sur 180, coincée entre le Congo et le Honduras. *Novaïa Gazeta* a longtemps tenu le cap et, en octobre 2021, son rédacteur en chef, Dmitri Mouratov, reçut le prix Nobel de la paix qu'il dédia immédiatement à toute sa rédaction et à ses journalistes assassinés. Mais, fin mars 2022, le journal dut cesser sa parution et une partie de sa rédaction s'est exilée.

Dans ce pays en naufrage qu'est la Russie depuis l'annexion de la Crimée, une institution subsistait : Memorial, association créée par des dissidents soviétiques, dont Andreï Sakharov, et autorisée par Mikhaïl Gorbatchev en 1989. Elle se donna deux missions – étudier les répressions soviétiques et défendre les droits humains en Russie – et ne manqua pas d'aborder des questions sensibles, redevenues dangereuses sous Poutine. Car c'est aussi parce que la société russe connaît fort mal son histoire entre 1917 et 1953 qu'elle répète certaines atrocités ou, au moins, admet leur répétition, en Tchétchénie, en Syrie et aujourd'hui en Ukraine. Et tant que Lénine aura des statues dans presque chaque ville de Russie, ce pays ne pourra pas – voire ne souhaitera pas – être une démocratie et un État de droit. Tout simplement parce qu'il restera acquis dans les consciences que la vie d'un être humain ne vaut rien. Envers et malgré tout, Memorial poursuivit son travail, quoique contrainte par la justice de s'enregistrer

comme « agent de l’étranger », ce que l’association n’était pas, et d’apposer cette mention mensongère sur toutes ses publications, et en ayant à se soumettre à d’innombrables tracasseries bureaucratiques. À la fin de 2021, Memorial International fut « liquidé » – c’est le terme officiel – par une justice aux ordres du Kremlin. Et, le 24 février 2022, Vladimir Poutine donna l’ordre d’attaquer l’Ukraine, provoquant le départ précipité de tous ceux qui, en Russie, comprirent qu’un tournant dramatique et irréversible venait d’être pris. Cette guerre démontrait ce que le dissident Andreï Sakharov avait affirmé sans relâche : la sécurité dans le monde est liée au respect des droits humains dans chaque pays.

Il n’y a désormais plus de presse libre en Russie, ni d’ONG, ni de justice indépendante, ni de personnalité politique d’opposition en liberté. Le régime multiplie les crimes de guerre, l’éthique y est largement détruite et seule une minorité a le sens de ses responsabilités. Ce bilan était sans doute prévisible, mais certains se sont battus, en Russie, pour que soient choisies des voies différentes. Alexeï Navalny et plusieurs de ses jeunes partisans, Vladimir Kara-Murza, Ilya Iachine, Iouri Dmitriev et des centaines d’autres sont aujourd’hui prisonniers politiques dans leur propre pays.

OceanofPDF.com

18

Poutine et sa réécriture orwellienne de l’Histoire

Stéphane Courtois

La chute du mur de Berlin en 1989, suivie de l’effondrement des démocraties dites « populaires », et enfin l’implosion de l’URSS provoquèrent une immense stupeur parmi les peuples composant l’Union soviétique. Cette « Union », forgée dans la violence la plus extrême sous Lénine puis Staline, vola en éclats qui donnèrent naissance à quinze républiques indépendantes. La plupart de ces nouveaux États aspiraient depuis des décennies à leur liberté nationale et renouèrent rapidement avec leurs identités culturelles et nationales ou proto-nationales préexistant à leur enfermement dans l’« Union ». Mais la Fédération de Russie, qui était la matrice et le moteur de l’URSS, de tout le « camp socialiste » et de ce que l’historienne Annie Kriegel nomma le « système communiste mondial[1] », se trouva « réduite aux acquêts » de la Moscovie, telle que le premier tsar, Ivan IV, dit « le Terrible », l’avait laissée à sa mort en 1584, élargie au XVIIIe et au XIXe siècle de l’actuelle Ukraine, du Caucase, de la Sibérie, de l’Asie centrale et de l’Extrême-Orient.

Russie, URSS : ruptures et continuités historiques

Cette Russie avait été biberonnée pendant un demi-millénaire à une drogue puissante, le messianisme, qui, après la chute de Constantinople en 1453, avait intronisé Moscou comme la « Troisième Rome » et le tsar comme le nouvel empereur, désigné par Dieu « chef de l'Église orthodoxe » pour imposer le Bien et punir le Mal dans le monde. Ce messianisme fut à la fois récupéré et modernisé par Lénine et son projet de Grande Révolution prolétarienne mondiale, symbolisé dès 1919 par la création de l'Internationale communiste (Komintern) et de dizaines de partis communistes sur les cinq continents. Ce projet se nourrissait de l'idéologie scientiste du marxisme, qui prophétisait une lutte des classes mondiale entre « bourgeois » et « prolétaires », comme annoncé par Marx dans son *Manifeste du parti communiste* de 1848. Lénine en avait privilégié la version radicale, estimant que seule la guerre civile pouvait accoucher d'une « vraie » révolution – de portée nationale et internationale – et aboutir à la « dictature du prolétariat ». Une dictature dont Ivan le Terrible avait déjà jeté les bases, réduisant à sa merci par la violence et la cruauté de ses *opritchniki* – sa garde personnelle toute-puissante – aussi bien les grandes familles de boyards que les paysans indépendants réduits en servage – les moujiks –, puis qui fut élargie par Pierre le Grand et Catherine II aux régions limitrophes peuplées de Polonais à l'ouest, de Tatars en Crimée ou de cosaques libres dans le sud de l'actuelle Ukraine.

Stabilisé à partir de 1613 par la dynastie des Romanov, le régime tsariste se caractérisa par sa nature expansionniste et colonisatrice, jusqu'à constituer en 1914 le plus vaste empire territorial, allant de l'océan Pacifique jusqu'aux frontières du Reich allemand et de l'empire d'Autriche-Hongrie. Son régime politique était unique dans l'espace européen : une autocratie où le tsar était à la fois le propriétaire de son royaume et le chef unique du pouvoir politique, militaire et religieux. Au milieu du XIX^{e} siècle, sous Alexandre II qui abolit le servage, le tsarisme se modernisa lentement

en régime autoritaire, sur le modèle du Second Empire français ou du Reich impérial bismarckien. Mais percuté par la Première Guerre mondiale, ce régime obsolète s'effondra en mars 1917, laissant la place à une courte période de libertés démocratiques à laquelle Lénine et ses bolcheviks mirent fin le 7 novembre 1917 en s'emparant du pouvoir. Puis, le 18 janvier 1918, Lénine donna ordre de disperser par la force l'Assemblée constituante, première assemblée russe élue démocratiquement au suffrage universel des hommes et des femmes – et dernière avant 1991. Puis il inaugura un type de régime inédit, le totalitarisme qui, après sa mort en 1924, fut systématisé et généralisé par Staline.

Ce régime, bientôt copié par Mussolini et son mouvement fasciste, puis par Hitler et son Parti national-socialiste (nazi), répondait à un certain nombre de critères précis. Reposant sur un parti unique mené par un leader charismatique tout-puissant, il imposait à ses membres une discipline « quasi militaire » – ce que Lénine nommait, à l'été 1920, le « centralisme démocratique » dans la douzième des vingt et une conditions d'adhésion à l'Internationale communiste. Il visait le renversement révolutionnaire des institutions en place et, une fois aux commandes, accapara le monopole politique, s'empara de l'État, à la fois lieu de la décision politique et appareil administratif, et contrôla aussi bien les pouvoirs législatif et exécutif que judiciaire.

Ce parti-État était animé par une puissante idéologie – une vision du monde unique, homogène –, qui reposait sur des principes révolutionnaires – de « classe », racialistes et/ou ultra-nationalistes –, par définition expansionnistes et impérialistes. Rendue obligatoire, elle imposait un monopole de la pensée et de la création dans tous les domaines – presse, médias, enseignement, culture, arts, sciences, etc. En URSS, ce monopole fut garanti par la création d'une censure préalable de toute publication – le *Glavlit* créé par Lénine en 1922 –, mais aussi du cinéma, du théâtre, des arts plastiques, de la peinture et même de la musique. Cette idéologie était

soutenue par une remarquable propagande, un système de mensonge généralisé, tant par omission concernant les aspects négatifs, voire criminels du régime, que par affirmation de contre-vérités notoires, de mensonges grossiers – ce que l'on nomme aujourd'hui des *fake news* – ou de réalités imaginaires, à commencer par le mythique « bonheur totalitaire », le célèbre « avenir radieux du communisme[2] ». Cette idéologie servait à assurer la mobilisation obligatoire et l'embrigadement de la jeunesse au sein des komsomols qui partirent avec enthousiasme, filles et garçons de seize ou dix-sept ans, se faire tuer à partir de juillet 1941[3].

En URSS, en raison même de la doctrine communiste qui exigeait la suppression de la propriété privée, le parti-État s'empara dès 1918 de toutes les richesses du pays, tenant ainsi à sa merci la population – tant pour le ravitaillement que pour le logement, le chauffage ou le travail, et donc le salaire –, ce qui allait susciter d'innombrables révoltes. Préventivement, afin de mater toute velléité de résistance et de neutraliser ses adversaires politiques, Lénine créa, dès le 20 décembre 1917, la Tchéka, définie comme « le bras armé du Parti » ou « le glaive et le bouclier » du pouvoir. Elle instaura d'emblée la terreur de masse comme moyen de gouvernement, avant de devenir, sous les appellations GPU, NKVD, puis KGB, la principale organisation de terreur étatique au XX^e^ siècle. Terreur et propagande constituaient l'avers et le revers de la médaille communiste, symbolisée un temps par le couple formé de Nikolaï Iejov, chef du NKVD de 1936 à 1938, et de sa femme Evguenia Feigenburg, directrice de la revue de propagande internationale *L'URSS en construction* – avant qu'ils ne soient tous deux broyés par une nouvelle purge.

Ainsi, alors que les régimes autoritaires de la seconde moitié du XIX^e^ siècle ouvraient la voie au respect des droits de l'homme et du citoyen et à la démocratie parlementaire, le régime totalitaire fut au contraire un ennemi absolu de toute expression démocratique, de la moindre liberté de pensée et d'action qui ne soit pas sous le contrôle du parti-État, et il

pratiqua un mépris total de la personne humaine, susceptible d'aller jusqu'au massacre de masse, voire au génocide « de classe » et/ou de caractère ethnique[4]. Pour sa part, le régime soviétique – puis ses clones est-européens – connut sous Lénine et Staline un totalitarisme de haute intensité, à la fois idéologique et propagandiste, tout en pratiquant la terreur de masse comme moyen de conserver le pouvoir et de gouverner. Sous leurs héritiers, la terreur laissa place à un système de contrôle et de mesures « prophylactiques » mis en œuvre par le KGB et ses polices politiques associées à l'Est. La *perestroïka* et la *glasnost* inaugurées par Gorbatchev à partir de 1986 furent les derniers avatars de la dégénérescence du régime et provoquèrent son effondrement, tant il est vrai que les régimes totalitaires fonctionnent selon un logiciel dont toute altération provoque la faillite. Quelques gouttes de liberté médiatique, de démocratie politique et d'économie de marché suffirent à faire imploser un régime en place depuis presque trois quarts de siècle[5].

D'une histoire en déshérence à une histoire sous contrôle du pouvoir

À la suite de cette implosion, la population russe – tant dans la Fédération de Russie que dans les nouveaux États indépendants – fut à la fois violemment traumatisée et privée de tout repère identitaire et historique. En effet, durant des décennies, les bolcheviks avaient discrédité de manière radicale la Russie tsariste, cette « prison des peuples », ainsi que la figure même du tsar. Et pour que cette rupture historique fût irréversible, Lénine avait donné personnellement l'ordre de massacrer toute la famille Romanov le 17 juillet 1918, avant de détourner l'obélisque dressé en 1913 au pied du Kremlin à l'occasion du tricentenaire de la dynastie, et d'y faire graver le nom de tous les précurseurs du communisme, à commencer par Marx et Engels.

Or, soudain, en 1991, tout le bric-à-brac idéologique du communisme soviétique fut renvoyé aux poubelles de l'Histoire, d'autant que la *glasnost* avait inauguré un premier moment de vérité sur les crimes du régime, révélés par d'innombrables témoignages jusque-là interdits. Les Soviétiques purent enfin lire les ouvrages majeurs de Boris Pasternak – *Le Docteur Jivago*, consacré à la guerre civile de 1918-1921 –, d'Alexandre Soljenitsyne – *L'Archipel du Goulag* –, de Varlam Chalamov – *Récits de la Kolyma* –, de Vassili Grossman – *Vie et Destin*, qui raconte la bataille de Stalingrad et l'accompagne d'une réflexion sur la similitude entre les régimes communiste et nazi – ou encore *Requiem* d'Anna Akhmatova.

Bientôt, ce travail de mémoire s'accompagna d'une critique historique du récit officiel grâce à l'ouverture, même incomplète, des archives secrètes du pouvoir – le Parti, les ministères, l'Internationale communiste, le KGB et l'Armée rouge – et surtout grâce à l'activité d'une association de citoyens créée en 1989-1990. Intitulée Memorial et patronnée par le célèbre dissident et prix Nobel de la paix Andreï Sakharov, l'association se fixa pour objectifs de rendre publique la vérité sur les crimes du régime depuis 1917, d'honorer la mémoire des victimes et de défendre la démocratie, avec la création, dès 1990, d'une Journée nationale des victimes des répressions politiques. Le 18 octobre 1991, Memorial fit voter une loi pour la réhabilitation des victimes des persécutions de masse « du régime totalitaire » soviétique, suivie le 23 juin 1992 d'une autre autorisant l'accès aux archives du Parti communiste et du KGB qui avaient présidé à ces périodes de terreur. Ces initiatives aboutirent à la publication, en 1998, d'un *Annuaire des camps de travail forcé*, puis, en 2004, d'une monumentale *Histoire du Goulag* et enfin d'un dictionnaire des principaux bourreaux du NKVD entre 1934 et 1941 – et en particulier Vassili Mikhaïlovitch Blokhine, le bourreau en chef de la Loubianka qui aurait exécuté de sa main environ 15 000 personnes[6] !

Ainsi le peuple russe fut-il un moment suspendu dans une sorte de no man's land historique, en perte de tout repère, à la fois coupé depuis des décennies de son histoire millénaire – celle de la Rus de Kiev, puis de la Moscovie – et brusquement désenchanté de la « glorieuse » histoire soviétique. En effet, le double mythe léniniste de la Grande Révolution socialiste d'Octobre et de la Grande Révolution prolétarienne mondiale était désormais réduit à une prise d'armes par une poignée de fanatiques déclenchant une terrible guerre civile qui, en 1921-1922, avait détruit une grande partie de l'appareil de production, tant industriel qu'agricole. Et les Russes avaient de leur période soviétique une connaissance si éloignée de la réalité historique qu'en 1994 le gouvernement accepta que l'ouvrage de l'universitaire français Nicolas Werth – *Histoire de l'URSS*[7] – fût traduit en russe et diffusé à plus d'un million d'exemplaires dans les lycées. Pourtant, dès 1990, le président de la Fédération de Russie, Boris Eltsine, avait compris qu'il fallait combler d'urgence ce hiatus et bien qu'il eût été membre du Politburo du PCUS, il décida d'entamer la réhabilitation de la Russie tsariste, tout en stigmatisant la révolution léniniste qui avait exterminé Nicolas II et sa famille – il fit exhumer les corps présumés de ces victimes impériales pour des analyses ADN qui confirmèrent leur identité, puis le 16 juillet 1998 participa à leurs obsèques à Saint-Pétersbourg.

Cependant, cette nostalgie tsariste restait anecdotique et il fallut attendre que Vladimir Poutine devienne président pour assister à un travail systématique du pouvoir sur l'histoire et la mémoire nationale, et à leur manipulation à des fins politiques. En 2009, le président « par intérim », Dmitri Medvedev, créa une Commission présidentielle sur l'histoire chargée d'une part de « rassembler et d'analyser les informations relatives à la falsification des faits et des événements historiques visant à porter atteinte au prestige international et aux intérêts de la Russie », et d'autre part de lutter « contre la révision de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et de ses conséquences géopolitiques[8] ». Ce thème de la

« falsification » renvoie à la vieille tradition soviétique du mensonge grossier destiné à exempter le pouvoir de toute responsabilité et à en faire porter la charge à ses adversaires : l'assassinat de la famille impériale, un crime de bandits inconnus ; les désastres du Plan quinquennal et de la collectivisation des terres, l'action des « saboteurs » et des « koulaks » ; le crime de Katyn, responsabilité des nazis ; l'alliance germano-soviétique, la faute de la France et de l'Angleterre, etc. Pour montrer l'extrême importance qu'il attachait à cette commission, Poutine lui nomma comme président Sergueï Narychkine ; un homme issu de Saint-Pétersbourg et de l'école supérieure du KGB, qui fut promu, en 2004, chef de l'administration présidentielle, puis, en 2007, premier vice-président du gouvernement, avant d'être propulsé, en 2016, à la tête du SVR, le service de renseignement extérieur.

En 2012, Narychkine fut nommé à la tête d'une nouvelle institution – la Société d'histoire de la Russie – chargée d'établir une histoire officielle qui viserait à « unir le pays autour des valeurs essentielles du patriotisme, de la conscience civique et du service loyal de l'État » – la « loyauté » envers le pouvoir, valeur centrale de la période stalinienne, signifiait surtout la loyauté envers le maître du Kremlin. Peu après fut créée la Société russe d'histoire militaire, chargée de promouvoir une militarisation des élèves par un tourisme historique consacré aux lieux d'éminentes victoires russes à travers les âges, une participation aux fouilles sur d'anciens champs de bataille, etc. Elle fut présidée par le ministre de la Culture Vladimir Medinski, un diplomate expert du *soft power* russe à l'étranger, qui venait de soutenir en 2011 une thèse intitulée « Défauts d'objectivité des savants étrangers dans l'étude de l'histoire russe des XV^{e}-XVII^{e} siècles », dont plusieurs historiens demandèrent, sans succès, l'annulation en raison de ses invraisemblables erreurs factuelles. Par ailleurs, Medinski fit censurer nombre d'ouvrages, de spectacles et de films, tout en inaugurant des bustes de Staline dans plusieurs villes et en érigeant en 2017, à Moscou, une statue

à la gloire de Mikhaïl Kalachnikov, l'inventeur en 1948 de ce fusil d'assaut produit depuis à 50, voire à 100 millions d'exemplaires, « qui incarne les meilleurs traits de l'homme russe », cette arme « étant, on peut le dire, un véritable symbole culturel russe » – Medinski *dixit*.

Ces initiatives de contrôle et d'encadrement de l'enseignement de l'histoire, et de prescription d'une « ligne » historique obligatoire pour les historiens, s'accompagnèrent en juillet 2012 d'une loi fortement répressive à l'encontre des ONG qui recevaient des subventions de l'étranger, qualifiées d'« organisations faisant fonction d'agents étrangers ». C'était une manière de réactiver la paranoïa qui, en particulier sous Staline, voyait dans toute relation avec l'étranger une activité d'espionnage impliquant la peine de mort. Ces ONG furent contraintes de s'enregistrer comme « agents de l'étranger », tout manquement étant assorti de lourdes peines de prison. Dans le domaine historique et démocratique, c'était en premier lieu une attaque frontale contre l'association Memorial.

Dans la foulée, le 12 décembre 2012, Poutine déclara que « pour faire renaître notre identité nationale, notre conscience nationale, nous devons rétablir les liens entre les époques au sein d'une histoire unie, ininterrompue, millénaire, qui nous donne des forces intérieures et nous apprend le sens du développement de la nation[9] ». Et le 14 mars 2013, le président revendiqua ouvertement cette utilisation dans un discours devant la toute nouvelle Société russe d'histoire militaire destinée à « inculquer le patriotisme et contrer les initiatives visant à dénaturer et discréditer l'histoire militaire de la Russie ». Une affirmation en partie mensongère, puisque, depuis de longues années, une institution française, la fondation Napoléon, commémorait régulièrement avec les Russes la victoire de l'armée tsariste sur la Grande Armée – le plus haut fait d'armes de la Russie avant 1945[10].

Poutine ayant déclaré que « La principale ressource de la puissance et de l'avenir de la Russie réside dans notre mémoire historique[11] », il

officialisa le fait qu'un récit pseudo-historique et largement mythologique, façonné par le pouvoir, devait désormais légitimer toute la politique de la Russie – tant à l'intérieur qu'à l'extérieur – et servir de critère de loyauté des citoyens. Et déjà, le président s'inquiétait de la multiplication des manuels d'histoire, exigeant d'eux « une perspective unique et un point de vue officiel ». L'exemple venait de loin, puisqu'en 1938 Staline avait fait publier son fameux *Précis d'histoire du Parti communiste (bolchevik) d'Union soviétique*, dont il avait personnellement contrôlé chaque ligne, réécrivant à son gré toute l'histoire de la révolution bolchevique – en particulier en inversant le rôle de ses adversaires politiques (Trotski, Zinoviev, etc.). Ce livre, que chaque communiste devait connaître par cœur, fut traduit dans de nombreuses langues, et même publié par le Parti communiste français en 1939, à 100 000 exemplaires, puis après 1945, et encore en 1969 par des maoïstes français[12] ! Il était le pendant du *Mein Kampf* d'Adolf Hitler, qui servit de « mémoire historique » aux Allemands du III^e^ Reich, tant il est vrai que tout régime totalitaire associe étroitement sa téléologie à une mythologie pseudo-historique légitimatrice – le « Destin » racialiste pour les nazis, la « Rome antique » pour les fascistes, la « Nécessité de la lutte des classes » pour les communistes. Ces déclarations officialisèrent la stratégie de création de cette « mémoire historique » inaugurée par Vladimir Poutine dès son premier mandat, qui reposa sur deux thèmes essentiels.

Le premier fut le récit mythologique du grand empire des tsars unificateurs de tous les Slaves, reprenant le discours des slavophiles du XIX^e^ siècle qui revendiquaient une voie singulière de la Russie face à l'Occident et à sa modernisation politique et industrielle, et entretenaient un sentiment paranoïaque d'encerclement et de forteresse assiégée. Poutine s'est inscrit délibérément dans la grande tradition tsariste d'une Russie rassembleuse des « terres russes » qui craignait par-dessus tout l'influence pernicieuse de l'Occident et s'en défendait en filtrant soigneusement aussi

bien l'entrée des étrangers que la sortie des sujets de l'empire. Ce syndrome de la frontière explique en partie la véritable obsession de Poutine concernant l'Ukraine, appellation datant de 1187 et qui, en slave, signifie précisément « frontière » ou « marche ». De même Poutine reprit à son compte la vision tsariste d'un empire constitué de la Russie, de la Petite Russie (l'Ukraine), de la Russie blanche (le Belarus et les pays baltes) et des régions colonisées du Caucase, de l'Asie centrale et de la Sibérie. Et surtout de la *Novorossia*, ces territoires allant de la mer d'Azov à la mer Noire, en passant par la Crimée et jusqu'à la Bessarabie ; conquise à la fin du XVIII^e^ siècle par Catherine II et vouée à être une colonie de peuplement russe, avant d'être intégrée dans la république soviétique d'Ukraine, puis dans l'Ukraine indépendante d'après 1991, la *Novorossia* fut l'objectif premier de l'agression de l'Ukraine par Poutine.

Autant de territoires et de populations soumis par les tsars à une politique de russification, en particulier par l'imposition du russe comme langue officielle et de la religion orthodoxe comme signe d'allégeance au tsar. Or, tout athée qu'il fût en tant que communiste et colonel du KGB – une institution qui depuis 1918 détruisit systématiquement l'Église orthodoxe –, Poutine décida de surfer sur la vague de retour à la religion qui marqua les années 1990, et il « acheta » le patriarche Kirill qui se fit, dès lors, l'un de ses principaux propagandistes. Cependant, en réactivant cette mythologie tsariste, le président « oublia » d'en rappeler les aspects les plus désastreux pour les Russes : un régime policier envoyant au bagne l'opposant le plus bénin – Dostoïevski en fit la terrible expérience rapportée dans *Souvenirs de la maison des morts*, un livre prémonitoire des récits de Soljenitsyne et Chalamov sur le Goulag –, une censure d'État préalable à toute publication, l'interdiction pour les étudiants d'aller dans les universités étrangères, le maintien en servage d'une grande partie de la paysannerie, des guerres désastreuses, en Crimée contre la France et l'Angleterre en 1853-1856 – déjà en raison d'une invasion de territoires

ottomans – et contre le Japon en 1905. Le régime poutinien a masqué systématiquement toutes ces tares qui provoquèrent l'effondrement du régime en mars 1917.

Poutine fut encouragé dans cette voie par les écrits de plusieurs essayistes : Constantin Leontiev, philosophe du XIX^e^ siècle et théoricien de la décadence de l'Europe depuis la Renaissance ; Nikolaï Danilevski, théoricien au XIX^e^ siècle de la « voie russe », hostile à l'Occident ; Ivan Iline, l'idéologue officiel des « Blancs » les plus réactionnaires ; Lev Goumilev, orientaliste et ethnographe, proche des idées eurasiennes et hostiles à l'Occident ; et surtout Alexandre Douguine, né en 1962, polyglotte adepte de l'ésotérisme, du mysticisme et cofondateur, en 1993, du Parti national-bolchevique, puis chantre de l'eurasisme placé sous le signe d'une Russie « Troisième Rome » élargie aux dimensions de l'empire tsariste – qui qualifiait par ailleurs d'« eurasiste convaincu[13] » le chef de la SS nazie, Reinhard Heydrich.

C'est dans cet esprit ultra-nationaliste que, dès 2004, Poutine décréta une autre fête nationale. Alors que sous l'URSS les deux fêtes officielles étaient celles du 1^er^ mai – fête des travailleurs – et du 7 novembre – commémoration de la révolution d'Octobre –, la nouvelle fut fixée au 4 novembre pour commémorer le soulèvement populaire qui, le 4 novembre 1612, avait chassé les troupes polonaises de Moscou avant d'inaugurer, en 1613, le règne des Romanov. Puis il érigea le « ruban de Saint-Georges » – du nom du saint patron de la Russie et déjà médaille du temps du tsar – comme signe de reconnaissance « patriotique » de tous ceux qui se revendiquaient russes, à la fois en opposition aux Ukrainiens au Donbass et à la « cinquième colonne », *i.e.* les opposants à son pouvoir en Russie même.

La mythologie poutinienne de la « Grande Guerre patriotique », fondement totalitaire d'une nouvelle identité russe

Le second thème utilisé par Poutine dans son opération de réécriture de l'Histoire porta sur le souvenir de la « Guerre patriotique », une expression qui à l'origine désignait la victoire russe sur Napoléon et qui, rebaptisée « Grande Guerre patriotique », fut utilisée par Staline pour définir la participation de l'URSS à la Deuxième Guerre mondiale[14]. Une première commémoration en avait eu lieu en 1965, sous Brejnev, à la fois pour exalter la puissance de l'URSS et pour rappeler que « le peuple soviétique » s'était sacrifié pour libérer l'Europe – et le monde – de la barbarie nazie. Un récit repris à la lettre par Boris Eltsine, en manque d'idéologie, et surtout par Vladimir Poutine dès son premier mandat, en particulier dans un long texte publié par *Le Figaro* du 7 mai 2005 où, s'il ne pouvait éluder le pacte de non-agression du 23 août 1939 entre l'URSS et le III^{e} Reich, il le plaçait en fausse symétrie avec les accords de Munich de septembre 1938 et passait sous silence le traité « d'amitié » entre l'URSS et l'Allemagne nazie du 28 septembre 1939[15]. Il y vantait la « libération » de l'Europe du nazisme par l'Armée rouge et le fait que le peuple russe avait « apporté la liberté à d'autres peuples ». Or, confondant « libération » et « liberté », il ne disait rien de l'annexion et de la soviétisation violente par l'URSS de plusieurs pays d'Europe orientale et de la communisation de l'Europe centrale.

Et surtout, Poutine rendait hommage au village biélorusse de Khatyn, brûlé par l'occupant nazi comme des milliers d'autres villages : en réalité un souvenir-écran fabriqué de toutes pièces par le KGB en 1969 – et dont le mémorial fut même visité par le président américain Richard Nixon – pour effacer la mémoire du bois de Katyn où le NKVD avait assassiné 4 243 officiers polonais en avril 1940 (au total, près de 22 000 prisonniers de guerre polonais furent fusillés). Alors que ce crime avait été reconnu et par Gorbatchev et par Eltsine, Poutine s'inscrivait au contraire dans la

continuité du déni de responsabilité entretenu depuis 1942-1943 par Staline et ses héritiers. D'ailleurs en mars 2005, la Russie refusa de transmettre à la Pologne 116 des 185 volumes d'archives existants, qui furent classés « secrets », tandis que le procureur général militaire Alexandre Savenkov mettait fin à une instruction d'une dizaine d'années par un non-lieu : il qualifia le massacre de « crime militaire », faisant ainsi jouer la prescription de cinquante ans, et évita de le qualifier de crime contre l'humanité ou de génocide, imprescriptibles.

À la fin de son texte du *Figaro*, Vladimir Poutine affirmait que « le partenariat entre la Russie, l'Allemagne et la France constitue le facteur positif majeur de la vie internationale et du dialogue européen » et proposait « une grande Europe unie de l'Atlantique à l'Oural et de fait jusqu'à l'océan Pacifique », dans laquelle « les Européens peuvent, comme dans la lutte contre le nazisme, prendre pleinement appui sur la Russie ». Étaient ainsi déjà proposés les thèmes majeurs de la « Grande Guerre patriotique », de l'Eurasie et de la persistance du nazisme en Europe – bientôt attribué aux opposants à la Russie, à commencer par les Baltes, les Ukrainiens et les Tchétchènes.

Cependant, ce récit triomphaliste rencontra plusieurs obstacles historiques de taille. Le premier fut d'ordre politique. En effet, le chef qui avait mené l'URSS à la victoire était le « maréchal Staline » qui, depuis 1989-1990, apparaissait aux yeux de l'opinion comme un dictateur sanguinaire, responsable de la mort de millions de citoyens innocents – lors de la grande famine provoquée par la collectivisation des terres, de 1931 à 1933 (4 millions de morts en Ukraine et 1,5 million au Kazakhstan), de la Grande Terreur de 1937-1938 (700 000 assassinés d'une balle dans la tête), ou encore de la déportation de peuples entiers en 1944 (550 000 Tchétchènes et Ingouches, 240 000 Tatars de Crimée, etc.), sans compter toutes les victimes expédiées au Goulag et qui y périrent. Il était donc urgent de modifier cette image et de glorifier en Staline « le grand

manager », qui, grâce à un État fort, avait mené l'Armée rouge à la victoire, rétabli la Russie dans un espace élargi et fait de l'URSS la deuxième superpuissance mondiale, détentrice de l'arme nucléaire.

En 2007, un nouveau manuel d'histoire pour les écoles, les lycées et les universités affirma que « la répression de masse et la terreur étaient des méthodes rationnelles et pratiques de gestion politique afin d'assurer "la stabilité sociale" et économique, afin d'industrialiser et moderniser le pays. Conformément à l'esprit poutinien, les auteurs livrent une vision "réconciliée" de l'histoire nationale, en traitant les forces opposées, voire les bourreaux et les victimes, de la même façon : tous étaient des Russes agissant pour le bien de la grande Russie […][16] ». Et très logiquement, cette orientation aboutit à la réhabilitation du tsar Ivan le Terrible dont un premier monument commémoratif fut inauguré en 2016, avec ce commentaire sur le site russe de la *Revue militaire* en octobre 2016 : « Ivan le Terrible fut un grand humaniste[17]. » Orwell toujours… Et toujours au nom d'une vision géopolitique de l'Histoire, ce qui explique qu'en 2017 Staline restait pour 38 % des Russes la première personnalité de l'histoire mondiale, devant… Poutine et Pouchkine. Ce qui conduisit en janvier 2018 le ministère russe de la Culture à interdire le film du réalisateur britannique Armando Iannucci, *La Mort de Staline*, satire hilarante du petit monde du Politburo face à la disparition du Vojd, mais qui rendait bien compte de la cruauté, de la volonté de toute-puissance et de la médiocrité de ces chefs totalitaires.

La deuxième difficulté rencontrée par le récit pseudo-historique poutinien fut d'ordre moral. En effet, le pouvoir soviétique glorifiait sa victoire sans s'occuper de son prix, or l'ouverture des archives révéla que les pertes soviétiques avaient été colossales ; et le chiffre de 20 millions de morts, avancé dans les années 1960, bondit à 27 millions – 15 millions de civils et 12 millions de militaires (contre 3 millions pour les Allemands), y compris avec plus de 120 000 soldats exécutés derrière le front par le

NKVD sous prétexte de désertion. Les responsabilités de Staline devenaient écrasantes, lui qui en 1937-1938 avait fait exécuter 68 des 85 membres du Conseil militaire et purger 35 000 officiers, privant ainsi l'armée de cadres compétents, et qui jusqu'au 21 juin 1941 n'avait pas cru à l'attaque allemande en dépit de nombreux avertissements. Or, avec beaucoup d'habileté, ces innombrables victimes civiles et militaires sacrifiées par un régime qui, depuis son origine, ne tenait aucun compte de la vie humaine, furent transformées par le pouvoir poutinien en martyrs et saluées au même titre que les héros.

La troisième difficulté fut d'ordre historique. En effet, en portant toute l'attention sur la « Grande Guerre patriotique », Poutine, comme ses prédécesseurs soviétiques, laissa dans l'ombre le moment majeur de l'histoire du XX^e^ siècle, qui déclencha la Deuxième Guerre mondiale : l'alliance Hitler-Staline. Du temps de l'URSS, celle-ci avait déjà donné lieu à de violentes polémiques historiques internationales, en particulier sur certains épisodes clefs. La première porta sur la réalité et la signification du pacte dit par antiphrase « de non-agression » du 23 août 1939, présenté comme une mesure défensive face à un III^e^ Reich agressif que la France et l'Angleterre voulaient jeter contre l'URSS. Or, en 1948, les États-Unis publièrent un ensemble d'archives allemandes qui concernaient l'existence de protocoles secrets, adjoints aux pactes ; ceux-ci prévoyaient l'attribution à l'URSS de la Pologne orientale – l'actuelle Ukraine occidentale – et d'une zone d'influence dans les États baltes et en Bessarabie roumaine[18]. Longtemps niée par l'URSS, l'existence de ces protocoles fut reconnue et authentifiée en décembre 1989 par le Congrès des députés du peuple, puis par Eltsine. Mais, aujourd'hui, de nombreux responsables russes affirment qu'il s'agit de faux destinés à « diffamer l'URSS » et donc la Russie, et ils entonnent le grand air des « falsificateurs de l'Histoire[19] ». L'air n'est pas nouveau et fut entendu jusqu'en France quand, dès 1948, les Soviétiques ripostèrent par une brochure en français préfacée par Louis Aragon et

intitulée *Les Falsificateurs de l'histoire (notice historique)* [*sic*], qui niait l'existence des protocoles ; et quand, en 1953, le PCF incita deux historiens universitaires à publier *La Vérité sur 1939*, où ils « démontraient » laborieusement que ces protocoles étaient des faux[20].

Or, l'ouverture d'archives bulgares et russes a révélé l'existence du *Journal* que tenait Georgi Dimitrov, le chef de l'Internationale communiste, devenu un haut apparatchik soviétique[21]. Dimitrov y nota que, le 7 septembre 1939, il avait été convoqué au Kremlin, où Staline lui expliqua le sens de sa manœuvre, rappelant la position de Lénine sur « l'exacerbation des contradictions inter-impérialistes » :

> Une guerre a lieu entre deux groupes de pays capitalistes – (pauvres et riches au niveau des colonies, des matières premières, etc.).
> Pour le partage du monde, pour régner sur le monde !
> Nous n'avons rien contre le fait qu'ils se combattent un bon coup et qu'ils s'affaiblissent l'un l'autre.
> Cela ne serait pas mal si, grâce à l'Allemagne, la situation des pays capitalistes les plus riches était ébranlée (en particulier l'Angleterre).
> Hitler, sans le comprendre, ni le vouloir lui-même, ébranle, sape le système capitaliste. […]
> Nous pouvons manœuvrer, pousser un côté contre l'autre, pour qu'ils se déchirent encore mieux.
> Dans une certaine mesure, le pacte de non-agression aide l'Allemagne.
> La prochaine fois, il faudra donner un coup de pouce de l'autre côté[22].

Puis Staline enchaîna sur le changement complet de ligne des partis communistes, qui correspondait à la position défaitiste adoptée par Lénine

en 1914 :

> Les communistes des pays capitalistes doivent, de façon définitive, prendre position contre leur gouvernement, contre la guerre.
> Avant la guerre, il était totalement juste de contrer le fascisme avec les régimes démocratiques.
> Au cours d'une guerre entre puissances impérialistes, cela ne l'est plus.
> La séparation entre États capitalistes fascistes et démocratiques a perdu le sens qu'elle avait.
> La guerre entraîne un changement radical.
> Le Front populaire uni d'hier avait pour but de soulager la situation des esclaves du régime capitaliste.
> Mais dans les conditions d'une guerre impérialiste, c'est de l'anéantissement de l'esclavage qu'il est question.

En supprimant la distinction entre démocratie et fascisme, Staline montrait, en bon bolchevik, son rejet de toute valeur démocratique et mettait à l'ordre du jour la révolution socialiste immédiate – « anéantissement de l'esclavage ». Le sens qu'il donnait à cette expression devint explicite dans le développement suivant :

> Auparavant (dans l'Histoire), l'État polonais était un État national. Voilà pourquoi les révolutionnaires le défendaient contre les découpages et la mise en esclavage.
> Aujourd'hui, c'est un État fasciste dont le joug pèse sur les Ukrainiens, les Biélorusses, etc.
> Dans les conditions actuelles, la destruction de cet État signifierait qu'il y a un État bourgeois fasciste de moins !

> Qu’y aurait-il de mal si l’anéantissement de la Pologne avait pour résultat la propagation du système socialiste à de nouveaux territoires et à de nouveaux peuples ?

Ainsi, de même que la publication de l’ordre du Politburo du 5 mars 1940 ruina la version soviétique de la responsabilité nazie dans le massacre de Katyn, la publication du *Journal* de Dimitrov ruina la légende d’une URSS signant une alliance purement défensive et montra comment Staline se servait de la guerre pour mener une politique d’expansion impérialiste. On voit alors quelle source a pu inspirer à Vladimir Poutine l’idée de détruire l’État ukrainien indépendant et de l’annexer à la Russie. En outre, les documents publiés par les Américains revenaient largement sur le second traité « d’amitié et de délimitation des frontières » du 28 septembre 1939 – après la destruction radicale de l’État polonais – qui concernait des accords commerciaux garantissant au III[e] Reich de très importantes ressources en pétrole et en blé, capables de nourrir la machine de guerre nazie.

Cela n’empêcha pas, en 2008, le major général Lev Sotskov, membre du GRU depuis 1956, de rendre publiques 700 pages d’archives déclassifiées des services de renseignement, destinées à justifier l’alliance Hitler-Staline sous prétexte que, le 15 août 1939, le maréchal Vorochilov avait proposé une alliance militaire à une délégation franco-britannique présente à Moscou, et dont le refus aurait poussé Staline à opter pour l’Allemagne. Et encore fin août 2019, le ministère des Affaires étrangères russe reprit ce même discours distillé sur les réseaux sociaux[23]. Pourtant, le major général se garda bien de rappeler que, dès le 4 août 1939, Molotov avait convoqué l’ambassadeur du Reich à Moscou pour lui déclarer sans ambage que l’URSS désirait une normalisation de ses relations ; que, le 8 août, Hitler avait fait savoir à Staline qu’il lui laisserait les mains libres de la mer Baltique à la mer Noire ; et que, le 15 août, une dizaine d’heures avant la réunion avec la délégation franco-britannique, l’ambassadeur du Reich avait

reçu ordre de communiquer immédiatement un projet de normalisation des relations à Molotov qui, dans la foulée, répondit par un projet de pacte de non-agression et proposa que Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du Reich, se rende à Moscou pour le signer.

Bien entendu, Vladimir Poutine passa outre tous ces obstacles qui contredisaient sa réécriture de l'Histoire et il fit de la « Grande Guerre patriotique » un élément fondamental et fondateur de la nouvelle identité russe. Manipulant le « devoir de mémoire », il réactiva les souvenirs à la fois glorieux et tragiques de cette guerre, afin de supplanter, voire de balayer une histoire fondée sur les connaissances archivistiques. En France la commémoration des morts des Première et Deuxième Guerres mondiales eut lieu à titre individuel nominatif sur les monuments aux morts de chaque village, de chaque ville et de nombreuses institutions – dans les gares SNCF, du métro, etc. De même les victimes de la Shoah sont-elles désormais recensées et honorées individuellement chaque année au Mémorial du même nom. En URSS, elle était faite en nom collectif, à la gloire du pouvoir et du « peuple soviétique », et il est vrai qu'une commémoration nominative aurait révélé de manière spectaculaire l'ampleur du désastre militaire et de la tragédie humaine. Le régime poutinien eut l'idée de relancer une commémoration à titre individuel, en réactivant dans de nombreuses familles l'émotion liée au traumatisme de 1941-1945. Cela avait en outre l'avantage de faire écran aux traumatismes liés aux crimes de masse de la guerre civile, de la Grande Terreur ou encore de la famine ukrainienne de 1932-1933 – pour laquelle aucun village ukrainien n'avait vu ériger un monument aux victimes.

L'histoire a commencé dès 2007, quand le Conseil des vétérans de la guerre – désormais âgés de plus de quatre-vingts ans – de la ville de Tioumen, en Sibérie occidentale, organisa un défilé d'élèves des écoles et lycées, qualifié de « défilé des Vainqueurs » et où chacun portait la photo d'un vétéran, souvent de sa propre famille. En 2010, l'initiative fut reprise à

Moscou, puis à Tomsk le 9 mai 2012 – les médias parlèrent alors de « Régiment immortel ». En 2013, le mouvement s'étendit à 120 villes, puis en 2014 à 500, avant qu'en 2015 il soit officialisé sous l'intitulé à forte connotation soviétique « Mouvement de masse interrégional historico-patriotique Régiment immortel ». Et le 9 mai 2015, après l'annexion de la Crimée, près d'un demi-million de personnes défilèrent à Moscou après la parade militaire, en brandissant le portrait de leur père, grand-père ou même arrière-grand-père pour les enfants, même si nombre de ces « héros » n'étaient pas morts au combat, mais avaient seulement vécu durant la période de guerre ; Vladimir Poutine était en tête, brandissant une photo de son père.

En 2017, une commission de la Douma réévalua le nombre de pertes pour 1941-1945, passant de 27 à 42 millions – 23 millions de civils et 19 millions de militaires. Non confirmés par des historiens indépendants, ces chiffres interrogent. S'ils sont exacts, ils attribuent à Staline une responsabilité infiniment plus lourde pour avoir jeté le peuple russe dans une immense tragédie historique par son alliance hasardeuse avec Hitler et dont la Russie peine encore à se relever, ce qui ruinerait le mythe glorieux de la « Grande Guerre patriotique ». Il est donc plus probable que cette inflation soit destinée à gonfler incommensurablement le nombre de victimes – et donc de martyrs – afin d'imposer au monde entier, et en particulier aux Occidentaux, une sorte de supériorité politico-morale de la Russie. D'ailleurs, Poutine la revendiquait dans son discours du 9 mai 2012 : « Nous avons un immense droit moral, celui de défendre nos positions de manière fondamentale et durable. Parce que c'est précisément notre pays qui a subi le gros de l'offensive nazie […] et a offert la liberté aux peuples du monde entier. » En 2013, le ministre Medinski reprit l'argument dans *La Guerre. Les mythes de l'URSS 1939-1945* (en russe), où, citant le nombre des pertes des Alliés occidentaux, bien plus faibles, il concluait : « Alors, quel droit moral les autres pays, à l'exception du nôtre,

avaient-ils pour régler le sort de l'Europe d'après-guerre ? » Il faut beaucoup d'impudence pour oser évoquer le « droit moral » de Staline, après tout ce que les historiens ont révélé de son alliance avec Hitler !

En 2018, le mouvement du Régiment immortel, désormais officiel et subventionné par l'État, toucha les 73 régions de Russie, avec plus de dix millions de participants – dont beaucoup brandissaient des portraits de Staline –, et se manifesta aussi dans plus de 80 pays étrangers. Ces portraits, portés comme des icônes sacrées, faisaient ressembler les défilés à des processions religieuses, accompagnés de chants à connotation guerrière qui visaient en particulier l'Europe assimilée au nazisme. Poutine jouait à fond sur une émotion qui confinait à une hystérie ultra-patriotique et sur la difficulté pour les citoyens de passer la barrière psychologique qui, au nom de leurs ascendants combattants de la guerre, les empêche d'accéder à la connaissance historique. Comme l'écrivait Marcel Proust : « Les faits ne pénètrent pas dans le monde où vivent nos croyances » – des croyances censées fonder la nouvelle identité russe.

Ce culte des héros morts au combat confine à un culte de la guerre typique des régimes totalitaires qui transformaient en héros emblématiques quelques militants tués dans des combats pour leur idéologie – aussi bien le petit Pavel Morozov, héros de la jeunesse stalinienne pour avoir dénoncé ses parents « koulaks », que le célèbre Horst Wessel, un militant nazi assassiné par des communistes et qui donna son nom à l'hymne nazi – le *Horst-Wessel-Lied*. Mais le mouvement porte plus loin, comme l'exprima Alexandre Douguine :

> Le Régiment immortel est un rituel très profond qui établit un lien direct entre le monde des vivants et celui des morts, des ancêtres. Les héros morts reviennent et marchent avec leurs descendants. Les enfants, horizon de l'éternité du peuple, marchent avec eux. […] Les morts reviennent, les morts vivent, les morts sont dissous dans notre sang. Ils nous font signe. […]

> C’est le sens de l’immortalité : la présence concrète des morts à nos côtés, en nous-mêmes, et surtout dans le futur. […] Il s’agit d’une marche formatrice et fédératrice pour le peuple, d’un rituel où les morts montrent à quel point tout est insignifiant en comparaison de leur grandeur. […] Au sein du Régiment immortel, notre peuple revit. Le peuple et la Russie ont une valeur supérieure à la vie. Cet éveil […] doit devenir le point de départ de notre renaissance[24].

On pense alors à la vieille expression française « le mort saisit le vif », qui signifie à l’origine qu’à la mort du roi son fils lui succède automatiquement, mais aussi que le vieux régime soviétique, pourri et criminel, contamine la nouvelle société. L’instauration du Régiment immortel constitue pour Poutine un passage à l’acte typiquement totalitaire, visant la mobilisation, d’abord spontanée, puis contrainte, de la population autour d’un discours artificiel centré sur la « Grande Guerre patriotique ». Elle vient couronner une militarisation accélérée de la Russie et surtout d’une partie de sa jeunesse.

Du négationnisme poutinien aux fractures de la mémoire européenne

En réalité, la mise en exergue de la victoire de 1945 vise à créer un souvenir-écran qui masque le refus de Poutine de prendre acte de l’effondrement définitif de l’URSS et de la défaite finale du système communiste à l’issue de la Guerre froide : pour le tchékiste et son ADN de la toute-puissance, la défaite est en effet inimaginable et donc inacceptable. Poutine l’exprima dès le 9 février 2000 : « Celui qui ne regrette pas la destruction de l’Union soviétique n’a pas de cœur. Et celui qui veut la

reconstruire à l'identique n'a pas de tête. » À « l'identique », certes, mais rien n'interdit de la reconstruire différemment.

Or, ce souvenir-écran est lui-même ruiné par l'existence de l'alliance Hitler-Staline qui créa, de 1939 à 1945, un gigantesque espace étendu de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique, où dominaient les deux régimes totalitaires, tantôt alliés, tantôt en guerre, et où toute pensée, toute pratique démocratique était pourchassée. La Russie refuse donc de prendre acte des énormes traumatismes qui secouèrent les nations victimes de la complicité des deux dictateurs, des cicatrices profondes qu'y laissèrent la première occupation soviétique de 1939-1941, puis la seconde, après 1944, et qui continuent d'alimenter d'importants contentieux mémoriels, politiques et même territoriaux. Face à « ce passé qui ne passe pas » en Russie, l'alliance soviéto-nazie demeure le point aveugle de la mémoire européenne. L'entrée dans l'Union européenne de la plupart des ex-« démocraties populaires » et des États baltes en a certes liquidé les séquelles, les frontières de ces États étant aujourd'hui garanties par leur appartenance à l'Union européenne et à l'OTAN, même si la Russie ne cesse de les harceler, par exemple par des attaques de hackers sur leurs systèmes informatiques. Mais en annexant la Crimée, en occupant le Donbass et en agressant toute l'Ukraine, la Russie a franchi le Rubicon et rouvert d'un coup toutes les cicatrices datant de l'alliance Hitler-Staline.

En conséquence, les mémoires collectives européennes sont loin d'être réunifiées et sont même souvent en conflit ouvert[25], l'Europe étant confrontée à la persistance de trois mémoires du communisme bien distinctes, en particulier à propos de la Deuxième Guerre mondiale. L'Europe centrale et orientale et surtout les ex-républiques soviétiques baltes et l'Ukraine occidentale conservent une mémoire tragique du communisme, tout comme l'Ukraine orientale traumatisée par la grande famine de 1932-1933[26]. À l'inverse, l'Europe occidentale, grâce à la protection américaine, a vécu dans la paix civile et la prospérité après 1945,

et entretient une mémoire glorieuse du communisme qui repose pour l'essentiel sur la mémoire de ce que François Furet a nommé « le charme universel d'Octobre » – le rêve de tous les révolutionnaires de la « prise du Palais d'hiver » –, de l'antifascisme des années 1930 – Front populaire, guerre d'Espagne, etc. – et de l'engagement actif des communistes dans la résistance à l'occupant nazi ou fasciste à partir du 22 juin 1941. Une puissante propagande communiste a contribué pendant un demi-siècle à mettre en place une hypermnésie de l'antifascisme et une amnésie de l'alliance soviéto-nazie. Quant à la Russie, elle est prise dans une mémoire schizophrénique, à la fois tragique et glorieuse. D'un côté, les traces mémorielles de la terreur, des famines, du Goulag, de la guerre et de la dictature touchent d'innombrables familles. De l'autre, le pouvoir poutinien s'emploie à reconstruire une identité russe sur la seule mémoire de la « Grande Guerre patriotique » et de la victoire de 1945, en occultant tout le reste.

Cette bataille mémorielle touche jusqu'aux institutions européennes les plus reconnues. Ainsi, en mars 2005, l'eurodéputé polonais Zbigniew Zaleski demanda que le Parlement européen observe une minute de silence en l'honneur des victimes du massacre de Katyn, ce qui fut refusé. Le 25 janvier 2006, l'eurodéputé suédois Göran Lindblad, après un long travail préparatoire, soumit à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe la résolution n° 1481 proposant la condamnation – uniquement morale – des « crimes des régimes communistes », « comme cela avait été le cas pour les horribles crimes commis au nom du national-socialisme ». Il a été confronté à une violente campagne des communistes où s'est distingué le député russe Guennadi Ziouganov – chef du Parti communiste de la Fédération de Russie, et héritier de Lénine, Staline et Brejnev – mais aussi le PC français. Au final, la résolution ne fut approuvée que par 99 députés, 42 ayant voté contre et 12 s'étant courageusement abstenus[27].

Cette journée noire pour le Conseil de l'Europe, créé en 1949 précisément pour défendre les droits de l'homme et la démocratie, entraîna des réactions. Ainsi, le 2 avril 2009, le Parlement européen adopta-t-il une résolution sur « la conscience européenne et le totalitarisme » qui instaura la journée du 23 août – référence au pacte de non-agression – comme Journée européenne de commémoration des victimes du nazisme et du stalinisme. Le concept historique de « totalitarisme », apparu dès 1924, développé par nombre d'analystes durant les années 1930 et relancé en 1951 par Hannah Arendt et sa fameuse trilogie[28], est devenu un véritable enjeu historico-mémoriel, rejeté qu'il est par tous ceux qui refusent d'aborder la comparaison entre communisme et nazisme dont l'alliance Hitler-Staline est évidemment un point crucial. C'est dans cette perspective que Lindblad a créé en 2011 la Plateforme pour la mémoire et la conscience européenne qui regroupe des dizaines d'institutions mémorielles, avec pour objectif la réconciliation des mémoires européennes[29]. La chose n'est pas simple, comme en témoigne la grande enquête menée en 2014 par la Fondation pour l'innovation politique, en collaboration avec la Fondation pour la mémoire de la Shoah, auprès de la jeunesse de seize à vingt-neuf ans dans 31 pays[30], qui souligne que la connaissance historique de la Deuxième Guerre mondiale est en général assez médiocre. Ainsi, à la question « En 1940, l'Allemagne nazie et l'URSS étaient-elles en guerre ou étaient-elles alliées ? », 41 %, en moyenne, des personnes interrogées répondent « en guerre », 30 % « alliées » et 29 % avouent leur ignorance. Les jeunesses polonaise et ukrainienne répondent à 46 % et 43 % « alliées », contre 37 % pour la France. Plus encourageante est la réponse de la jeunesse russe qui répond « alliées » à 53 %, ce qui montre que, dans la jeune génération, le travail de « juste mémoire » préconisé par Paul Ricœur progresse, mais c'était avant l'annexion de la Crimée…

Le 7 avril 2010, les Premiers ministres polonais et russe – Tusk et Poutine – commémorèrent pour la première fois à Katyn la mémoire du

massacre ; si le second reconnut la responsabilité de Staline et du NKVD, tant il était désormais difficile de faire autrement, il ne demanda pas pardon au peuple polonais. Et surtout, le 10 avril, l'avion du président polonais Lech Kaczynski – dont Poutine avait refusé la présence le 7 – s'écrasa à l'atterrissage près de Smolensk, avec à son bord les plus hautes autorités politiques et militaires et des familles d'officiers tués à Katyn. Les Russes refusèrent la participation des Polonais à l'enquête et conclurent à une défaillance du pilote, mais on ne peut que s'interroger sur la maintenance par la Russie de l'avion du président et sur le comportement de la tour de contrôle de Smolensk… Une chose est certaine, ce crash aggrava considérablement les relations polono-russes. Dernière ambiguïté : Katyn ayant été un centre de tueries de masse du NKVD bien avant 1940, le mémorial qui y est érigé concerne davantage les victimes soviétiques que polonaises.

On comprend que, face à un tel refus de prendre en considération leur mémoire tragique du communisme et de l'URSS, les nations d'Europe centrale et orientale soient irritées. Ainsi, le 28 novembre 2006, le parlement ukrainien vota une loi définissant comme « génocide » la famine de 1932-1933 et fit démanteler plus de 5 500 statues de Lénine qui quadrillaient le pays, dont en décembre 2013 – lors de la révolution du Maïdan – le gigantesque monobloc du buste de Lénine qui trônait en plein centre de Kiev. De son côté le gouvernement estonien a déplacé la statue du « soldat libérateur de l'Armée rouge » qui occupait le centre de Tallinn. On pourrait multiplier les exemples partout où la vérité sur les crimes du communisme soviétique continue d'être masquée, voire niée.

Tant que sa dimension criminelle ne sera pas clairement établie et reconnue par la Russie, les cicatrices qu'elle a laissées sur le corps de l'Europe ne se refermeront pas et il manquera à la réunification européenne un fondement solide : la vérité sur les crimes commis contre la paix et contre l'humanité – et les génocides qui les ont accompagnés –, qui seule

peut assurer la réunification des esprits et des cœurs. Car comme l'a si bien dit la poétesse roumaine Ana Blandiana, fondatrice du Mémorial des victimes du communisme de Sighet au Maramures : « Lorsque la justice ne réussit pas à être une forme de mémoire, seule la mémoire peut être une forme de justice ». Encore faut-il que cette mémoire repose sur un sérieux travail d'histoire sans cesse remis sur le métier.

Or, la réaction violente du Kremlin après l'Euromaïdan à Kiev et la fuite de Ianoukovytch en Russie, puis l'annexion de la Crimée et la guerre hybride au Donbass radicalisèrent considérablement son discours et son action, au point de faire basculer la nature du régime qui d'autoritaire redevint totalitaire. Concernant l'Histoire et en prévision de sa guerre contre l'Ukraine, Poutine passa du discours aux actes : le 28 décembre 2021, la Cour suprême russe a prononcé la dissolution de l'association Memorial International, accusée par le procureur Alexeï Jafiarov de « spéculer sur le thème de répressions au XX^{e} siècle », de « créer une image mensongère de l'URSS comme État terroriste » et de « blanchir et réhabiliter les criminels nazis ». De manière prémonitoire, Alexandre Soljenitsyne lui avait déjà répondu dans un texte écrit le 12 février 1974, jour de son arrestation précédant son expulsion d'URSS :

> Quand la violence fait irruption dans la vie paisible des hommes, son visage flamboie d'arrogance, elle porte effrontément inscrit sur son drapeau, elle crie : « JE SUIS LA VIOLENCE ! Place, écartez-vous, ou je vous écrase ! » Mais la violence vieillit vite, encore quelques années et elle perd son assurance, et, pour se maintenir, pour faire bonne figure, elle recherche obligatoirement l'alliance du mensonge. Car la violence ne peut s'abriter derrière rien d'autre que le mensonge, et le mensonge ne peut se maintenir que par la violence. Et ce n'est ni chaque jour, ni sur chaque épaule que la violence pose sa lourde patte : elle n'exige de nous que notre obéissance au mensonge, que

notre participation quotidienne au mensonge et c’est tout ce qu’elle attend de ses loyaux sujets. Et c’est là justement que se trouve, négligée par nous, mais si simple, si accessible, la clef de notre libération : LE REFUS DE PARTICIPER PERSONNELLEMENT AU MENSONGE ! Qu’importe si le mensonge recouvre tout, s’il devient maître de tout, mais soyons intraitables au moins sur ce point : qu’il ne le devienne pas PAR MOI[31] !

OceanofPDF.com

19

Poutine, chef des oligarques

Cécile Vaissié

La Russie, où le revenu médian par adulte est inférieur à mille dollars par an, est l'un des pays les plus inégalitaires au monde, loin devant les États-Unis ou la Chine. Un rapport du Crédit suisse établit en 2013 – et cela n'a pas dû changer beaucoup depuis – que 35 % de la richesse du pays appartenaient à 110 personnes[1]. Un autre montra en 2017 que 1 % de la population russe concentrait 74,5 % des richesses nationales[2]. Les privilégiés des privilégiés, ce sont ces oligarques qui ont acheté des yachts et des palais sur la Côte d'Azur et en Toscane, qui disposent souvent de plusieurs passeports et envoyaient leurs enfants étudier à Harvard ou à Oxford, mais qui, sanctionnés depuis l'attaque militaire russe contre l'Ukraine, doivent aujourd'hui reconsidérer leurs modes de vie.

Définir ce terme d'« oligarque », couramment employé dans le contexte russe depuis 1996, n'est pas si facile, mais quelques dates sont déterminantes dans l'histoire de ce groupe social : 1995-1997, période des « prêts contre actions », une opération qui a permis à des Russes déjà très riches de rejoindre la liste *Forbes* des premières fortunes du monde ; 2003, date de l'arrestation de Mikhaïl Khodorkovski, l'homme le plus riche de Russie, qui passa dix ans en détention. Entre ces deux dates, Vladimir

Poutine est devenu président de la Fédération de Russie et certains des tchékistes qui s'enrichissent avec lui et comme lui depuis dix ans sont devenus les nouveaux oligarques.

Ce terme, flou dans le contexte russe, permet d'évoquer une situation très différente de celle des milliardaires européens ou américains. D'abord, ces enrichissements massifs et très rapides ne se comprennent que dans le cadre des transformations qui ont bouleversé l'économie russe depuis la fin des années 1980. En outre, ils sont dus, pour l'essentiel, non tant au travail ou à une inventivité particulière qu'à des liens privilégiés avec le pouvoir suprême qui a attribué ces richesses ou permis à ses proches de s'en emparer, et, surtout, qui les autorise à les conserver. Par ailleurs, la propriété est individuelle ou collective, et le bénéficiaire réel d'un bien peut être dissimulé par des sociétés écrans, des directeurs paravents et d'innombrables silences. Enfin, ce qui compte n'est pas tant de posséder que de contrôler – ce qui implique de pouvoir se servir : des présidents d'entreprises publiques sont richissimes, bien au-delà de leurs salaires annoncés. Dès lors, l'importance du pouvoir est renforcée : c'est lui qui décide qui est autorisé à jouir des biens concernés. Les règles (*poniatia*) sont claires pour tous. Et sont dès lors acceptées à la fois la discrétion qui entoure ces pratiques et l'extrême violence qu'elles génèrent.

Des flux financiers invisibles et de discrètes transformations intérieures

Des processus décisifs, mais quasi invisibles, furent inaugurés dès les années 1980, voire avant. Le journaliste russo-américain Paul Klebnikov, l'universitaire Karen Dawisha et la journaliste Catherine Belton décrivent des phénomènes similaires : le KGB créa d'abord et/ou soutint de nombreuses entreprises amies en Occident et leur transféra, sous son contrôle, « des milliards de dollars[3] » ; et Vladimir Poutine fut

probablement engagé dans cette opération quand il travaillait à Dresde. En novembre 1990, la branche parisienne de la Banque d'État soviétique aurait déjà créé un compte *offshore* à Jersey, sur lequel des milliards de dollars gouvernementaux furent virés[4]. Une partie des immenses richesses du PCUS – lesquelles, jusque-là, servaient à financer des partis communistes étrangers, des mouvements alliés et des groupes terroristes – passa par ces filières, si bien que pratiquement rien ne fut retrouvé dans les caisses de celui-ci après la chute de l'URSS. En revanche, des comptes richement approvisionnés se trouvaient en Occident, connus des seuls officiers du KGB qui avaient supervisé ces opérations. Pour la professeure Dawisha, c'est sans doute avec cet argent qu'auraient été créées la plupart des banques russes, y compris celles des oligarques[5].

Dans le même temps, des évolutions furent engagées en URSS à partir de 1986 pour tenter de transformer le système économique, et pas seulement par des changements législatifs. Dès 2004, la sociologue Olga Krychtanovskaïa souligna que deux vagues de « privatisations » avaient eu lieu en toute discrétion avant que la troisième, rendue publique, ne commençât en 1992. La première se déroula entre 1986 et 1989, quand le pouvoir confia à des cadres du Komsomol, jeunes et dynamiques, la possibilité de faire leurs premiers pas dans l'économie ; des centaines, voire des milliers d'entreprises, furent alors créées, mais si la propriété en restait à l'État, les bénéfices furent souvent captés par ces cadres du Komsomol qui réunirent ainsi de premiers capitaux[6]. Mikhaïl Khodorkovski, qui allait être une quinzaine d'années plus tard l'homme le plus riche de Russie, fut l'un des bénéficiaires de cette opération. Né en 1963 dans une famille d'ingénieurs semblable à tant d'autres, il avait grandi dans un appartement communautaire. Jeune responsable des Jeunesses communistes moscovites, c'est grâce aux fonds du Parti qu'il créa une coopérative financière en 1987. Cependant, le KGB supervisait ces processus, ce dont Khodorkovski n'aurait pas pris conscience à l'époque[7].

La deuxième vague de privatisations débuta en 1989 pour se terminer en 1992 : c'est ce que Krychtanovskaïa nomma la « privatisation de l'État par l'État ». Avec l'accord de leurs tutelles, des fonctionnaires privatisèrent à leur profit les biens publics qu'ils dirigeaient ou géraient. Des ministères furent transformés en entreprises – c'est ainsi, par exemple, que Viktor Tchernomyrdine, ministre de l'industrie gazière, fit de son ministère une société par actions, Gazprom, dont il devint le PDG, faisant passer sa fortune personnelle de 28 millions à 5 milliards de dollars[8]. Et, si l'on comprend bien d'où viennent les 5 milliards, l'origine des 28 millions que possédait ce ministre soviétique ne manque pas d'interroger. Apparurent aussi des banques, issues de banques d'État, qui gardaient les locaux, voire les meubles de celles-ci. D'autres, selon Olga Krychtanovskaïa, étaient fondées et financées par l'État, sans que celui-ci s'affiche – avec, semble-t-il, l'argent du PCUS, récupéré par le KGB. C'est ainsi que seraient nées certaines banques privées qui permirent aux futurs oligarques de bâtir leurs fortunes : Alfa Bank (Fridman), Onexim Bank (Potanine). Et comment, en URSS en 1988, Khodorkovski, à vingt-cinq ans, aurait-il pu monter sa banque Menatep sans l'aide de structures officielles[9] ? Puis la banque centrale soviétique autorisa Menatep à faire commerce de devises, ce qui rapportait énormément, et une rumeur prétendit même que, créée grâce à l'argent du PCUS, Menatep fut l'un des principaux canaux permettant de transférer les biens du Parti à l'étranger, ce que Khodorkovski a toujours nié.

Quand l'URSS disparut en décembre 1991, certains Soviétiques étaient donc déjà dotés d'un capital initial qu'ils devaient, pour la plupart, à leurs liens avec des structures de pouvoir, car même ceux qui pratiquaient le marché noir devaient y être « autorisés » par le KGB. Ce qui n'était encore que « contrôle » et « gestion » allait rapidement devenir « propriété ». Ainsi, en 1993, Khodorkovski se rendit compte que l'entreprise qu'il dirigeait pouvait être considérée comme sa propriété[10]. D'autres étaient

dans des situations similaires, qui allaient bénéficier des réformes entreprises par Egor Gaïdar en 1992.

Les oligarques des années 1990

C'est alors que la privatisation a semblé concerner l'ensemble de la population. Lancée pendant l'été 1992, la troisième vague s'appuyait sur la distribution d'un bon de 10 000 roubles à chaque citoyen russe, censé s'en servir pour acheter des actions d'entreprises. La population n'a toutefois guère profité de ces bons qu'elle a souvent revendus à ceux qui avaient compris l'intérêt de l'opération. De nombreuses entreprises ont donc été rachetées par leurs dirigeants, les « directeurs rouges » qui avaient parfois « détourné secrètement les fonds de leurs sociétés, les utilisant pour en prendre le contrôle[11] ». Des gens informés et dynamiques ont ainsi acquis des firmes importantes. Boris Berezovsky était l'un d'eux. Mathématicien de talent né en 1946, membre associé de l'Académie des sciences, il avait déjà obtenu les droits d'exportation des automobiles Jigouli – connues à l'étranger sous le nom de Lada – et fondé la société LogoVAZ : il achetait en roubles des voitures qu'il revendait en dollars à l'étranger ; les bénéfices étaient confortables, mais Berezovsky a admis pouvoir rendre des comptes « sur toute sa fortune. Sauf pour le premier million[12] ». Il acquit en 1992 une participation majoritaire dans AvtoVAZ, puis, en 1994, 49 % des actions d'ORT, la première chaîne de télévision, avant de prendre le contrôle d'Aeroflot[13] en 1995. Et déjà, il était entré dans le cercle présidentiel en devenant le « financier privé » de Tatiana Diatchenko, la fille de Boris Eltsine[14].

Enfin, la quatrième vague de privatisations, de 1995 à 1997, permit à certaines personnes qui s'étaient enrichies au cours des années précédentes – et étaient triées sur le volet – de devenir milliardaires en dollars : des oligarques[15]. L'opération fut conçue par Boris Jordan, un banquier

américain d'origine russe, et le futur oligarque Vladimir Potanine. Né en 1961, fils d'un responsable du ministère soviétique du Commerce extérieur, ce dernier débuta sa carrière aux côtés de son père, puis bénéficia de ses contacts haut placés au sein du Parti communiste pour obtenir des licences d'exportation et inaugurer sa fortune. Les deux hommes, aux parcours si différents, savaient que le gouvernement russe manquait de liquidités et ne pouvait pas payer les salaires de ses fonctionnaires. Or, l'élection présidentielle s'annonçait l'année suivante et Eltsine semblait condamné à la perdre, face aux communistes qui menaçaient de renationaliser ce qui avait été privatisé. À l'époque, écrira le financier américain Bill Browder, « vingt-deux oligarques » possédaient déjà 39 % de l'économie, « tout le reste de la population vivant dans la pauvreté[16] ».

L'opération élaborée par Jordan et Potanine, baptisée « prêts contre actions » et qui devait permettre la réélection d'Eltsine, était d'une simplicité biblique : les principales banques de Russie, constituées grâce au soutien et aux financements de l'État, allaient prêter 2 milliards de dollars au gouvernement, et ces prêts seraient garantis par les actions des meilleures entreprises industrielles nationales. En contrepartie, les propriétaires de ces banques qui possédaient souvent d'importants médias, les mettraient au service de la campagne d'Eltsine. Une fois l'élection passée, en 1997, elles pourraient organiser elles-mêmes, et à leur profit, la vente aux enchères des entreprises mises en gage. Les rares hommes d'affaires autorisés par l'équipe d'Eltsine à participer à ces « prêts contre actions » financèrent ainsi la réélection du président, puis acquirent à très bas prix des fleurons industriels, dans le cadre d'enchères truquées et verrouillées. Onexim, la banque de Potanine, acheta ainsi 38 % de Norilsk Nickel pour 170,1 millions de dollars, avec une mise à prix de 170 millions. Menatep, dirigée par Khodorkovski, paya 159 millions de dollars – 9 dollars de plus que la mise à prix – pour 45 % de Ioukos, la deuxième compagnie pétrolière de Russie, qui vaudra 15 milliards en 2003.

Berezovsky et son associé Roman Abramovitch s'emparèrent ensemble de la compagnie pétrolière Sibneft pour 100 millions de dollars. Des biens de l'État, qui valaient 14 milliards de dollars sur le marché boursier en juillet 1997, furent vendus pour moins d'un milliard, et les grands vainqueurs furent les structures liées à Berezovsky, Khodorkovski et Potanine[17]. Après ces enchères, quatre Russes apparaissent pour la première fois sur la liste *Forbes* des milliardaires. Ces oligarques y seront 83 en 2022[18].

L'émergence des oligarques poutiniens

Parallèlement à ces processus assez moscovites, des hommes s'enrichissaient à Saint-Pétersbourg depuis le début des années 1990, qui apparurent quinze ans plus tard comme la nouvelle génération d'oligarques : celle qui devra tout à Vladimir Poutine. En effet, de 1991 à 1996, celui-ci dirigea le comité qui, au sein de la mairie de sa ville de naissance, était chargé des relations économiques extérieures. Il était donc, de manière légale, en contact direct avec les investisseurs étrangers qui désiraient s'installer dans la ville, et il en tira des avantages matériels pour lui et ses proches, et noua alors de premières alliances secrètes avec une partie du grand banditisme, le « groupe de Tambov ».

Au moins un épisode en est documenté. En 1991, Boris Eltsine demanda à son Premier ministre, Egor Gaïdar, de procurer à Saint-Pétersbourg des matières premières pour un total de 122 millions de dollars, et d'en autoriser les exportations et le troc contre des denrées alimentaires qui manquaient cruellement à la ville. Dès l'accord donné, le comité de Poutine signa avec des structures commerciales locales des contrats dans lesquels les prix de vente étaient sous-évalués. Au bout du compte, le troc de ces matières premières aurait débouché sur… deux cargos d'huile de table. Les structures commerciales impliquées auraient en revanche

engrangé de très gros bénéfices, sans doute partagés avec ceux ayant attribué ces juteux contrats. Une commission d'enquête conclut d'ailleurs à la responsabilité de Poutine et recommanda au maire de le démettre de ses fonctions. Mais Anatoli Sobtchak couvrit son adjoint.

Or, Catherine Belton estime que cette opération, comme d'autres, finançait un *obchtchak*, une caisse commune destinée à l'ensemble d'un groupe, en partie criminel, composé de gens liés par des relations étroites et codifiées. Une sorte de mafia. Les fonds d'un *obchtchak* pouvaient être utilisés pour des opérations stratégiques ou pour un usage personnel, les frontières entre ces deux utilisations étant assez floues[19]. Une structure joua là un rôle clef, la banque Rossiya qui, créée par le PCUS en 1990, passa sans bruit sous le contrôle de trois représentants du KGB – Vladimir Iakounine, Iouri Kovaltchouk et Andreï Foursenko. De son côté, Vladimir Poutine mit sur pied Ozero, une coopérative de datchas, avec ses plus proches amis, issus du KGB comme lui et, pour la plupart, actionnaires de la banque Rossiya – dont Iakounine, Kovaltchouk et Foursenko. Les membres du collectif Ozero commencèrent à s'enrichir et, restés proches de Poutine lorsque celui-ci fut président, prospérèrent davantage encore.

À partir de 1996, celui-ci poursuivit sa carrière à Moscou, dans l'administration présidentielle, puis au FSB, enfin dans le gouvernement. C'est Berezovsky et/ou l'oligarque Sergueï Pougatchev qui l'auraient introduit dans le cercle de « la Famille » : Boris Eltsine, sa fille Tatiana Diatchenko, son futur beau-fils le journaliste Valentin Ioumachev, et aussi les oligarques Boris Berezovsky, Roman Abramovitch et Oleg Deripaska qui épousa la fille de Ioumachev. Alors que des scandales de corruption éclataient et touchaient les proches d'Eltsine, ceux-ci cherchèrent un successeur au président, qui accepterait deux conditions : que « la Famille » reste intouchable après le changement de pouvoir – y compris par la justice –, et que la nouvelle équipe ne revienne pas sur les privatisations[20].

Choisi parmi d'autres candidats, Vladimir Poutine devint Premier ministre le 9 août 1999, puis président. Et beaucoup comprirent qu'avec lui les hommes des « ministères à épaulettes », les *siloviki*, arrivaient au pouvoir[21], et en particulier ses amis de Saint-Pétersbourg. Ils le comprirent d'autant mieux que, dès 2000, Poutine annonça vouloir s'en prendre aux oligarques qui « ont tiré profit de la désorganisation de l'État » et ont « accumulé des capitaux grâce à leur manipulation des institutions publiques[22] ». Très vite, il contraignit à l'exil deux oligarques, Vladimir Goussinski et Boris Berezovsky. Outre ses médias, Goussinski avait créé la banque Most devenue l'une des plus importantes en Russie, qui aurait, elle aussi, bénéficié de l'aide du KGB et de l'argent du Parti communiste. D'ailleurs, le général Filipp Bobkov, ancien numéro deux du KGB, y travaillait et aurait été payé 10 000 dollars par mois[23].

Poutine adressait ainsi un message très clair aux propriétaires de médias et aux oligarques : il pouvait obliger n'importe lequel d'entre eux à l'exil, voire à la ruine et à la prison. D'ailleurs, pendant l'attaque contre Goussinski, d'autres oligarques semblèrent menacés, dont Vladimir Potanine et Mikhaïl Fridman qui auraient tous deux payé pour avoir la paix. Les règles du jeu changèrent et Poutine les exposa, en juillet 2000, à vingt et un milliardaires qui lui avaient demandé audience : il ne reviendrait certes pas sur les privatisations, mais ceux-ci ne devaient plus se mêler de politique. C'est-à-dire renoncer à être des contre-pouvoirs. Les oligarques rentrèrent dans le rang. Et quand l'un d'eux, Mikhaïl Khodorkovski, releva la tête, Poutine en fit un nouvel exemple.

Le tournant Khodorkovski

Khodorkovski était l'homme le plus riche de Russie et « pesait » 7 à 8 milliards de dollars, alors que le budget du pays était de 67 milliards, quand en 2003 il fut arrêté, accusé de malversations financières, de fuite de

capitaux et de fraude fiscale. Différentes explications circulèrent : il était en train de nouer une alliance stratégique avec une société américaine, concernant l'énergie ; il avait lancé le fonds « Russie ouverte » qui visait à démocratiser la société et à faire émerger une nouvelle génération de politiciens ; il finançait plusieurs partis, au-delà des demandes du Kremlin ; il entendrait peut-être se présenter à l'élection présidentielle ; il dénonçait trop explicitement la corruption de proches de Poutine et ne se montrerait pas assez respectueux face à ce dernier… Et il se pourrait qu'il n'ait été qu'un exemple puisque Khodorkovski déclara que les services secrets préparaient une attaque contre le secteur énergétique et voulaient s'en prendre à Alfa Group, mais que Poutine, qui en appréciait le dirigeant Piotr Aven, n'aurait pas validé ce choix[24].

Le procès de Khodorkovski dura onze mois pendant lesquels il fut enfermé dans une cage, puis condamné à neuf ans de détention, réduits à huit en appel. Le message était classique : celui qui défie le Kremlin est emprisonné en Sibérie. Un second procès, fondé sur une inculpation absurde, déboucha sur une peine de quatorze ans. Entre-temps, le 20 juillet 2004, des huissiers placèrent sous séquestre des actions de Ioukos, qui représentaient entre 7 et 16 milliards de dollars, alors que Ioukos était censé devoir au fisc 3,4 milliards. Pour la *Nezavissimaïa Gazeta*, cela montre que « le véritable but » était d'« anéantir la plus riche entreprise pétrolière de Russie[25] ». Et qui, en décembre 2004, racheta les champs de pétrole de Ioukos, à l'issue d'un tour de passe-passe ? Rosneft, société pétrolière publique, présidée depuis juillet 2004 par l'un des hommes les plus proches de Poutine, Igor Setchine, dont la fille avait épousé Dimitri Oustinov, fils du procureur général de Russie. Igor Setchine aurait lancé l'affaire Ioukos, puis raflé la mise après un procès organisé par Vladimir Oustinov. Une touchante histoire de famille.

Le Kremlin s'empara ainsi d'une entreprise pétrolière prospère et bien gérée, alors qu'il était déterminé à faire du pétrole et du gaz le fondement

de sa puissance géopolitique. Il contrôla désormais 55 % de la production nationale de pétrole, alors que 80 % étaient dans des mains privées en 2000[26]. Il montra sa force et, comme l'écrivit le quotidien *Kommersant*, les oligarques furent rendus « plus accommodants[27] » par l'arrestation de Khodorkovski. L'édition russe de *Newsweek* explicita les « nouvelles règles » : « Le seul joueur qui peut disposer de biens importants en Russie, c'est le pouvoir et, plus concrètement, Poutine. » Quant aux oligarques, ils n'étaient plus que « les maîtres sous condition de l'industrie russe[28] ». Une époque se terminait. Désormais, l'État concentra pouvoirs politique et économique, et en confia la gestion aux proches de Poutine, qui en tirèrent d'énormes bénéfices matériels. Olga Krychtanovskaïa considère que 2004 marqua l'émergence d'une « nouvelle oligarchie » dans laquelle certains se cantonnèrent à des activités économiques, alors que d'autres cumulèrent fonctions dans le gouvernement ou l'administration présidentielle, et présidence de grandes entreprises. Le changement fut capital et Valentin Ioumachev le souligna : ceux qui travaillaient au Kremlin pouvaient devenir immensément riches, alors que, dans les années 1990, « soit on faisait des affaires, soit on travaillait pour le pays[29] ». Ioumachev et sa femme – la fille d'Eltsine – quittèrent la Russie en 2022 pour Saint-Barthélemy où le couple possède une villa de 15 millions de dollars[30].

Ces nouveaux milliardaires comptent parmi eux de nombreux officiers du KGB-FSB, les *siloviki* ayant remplacé, en tant que force dominante, les oligarques des années 1990. Boris Nemtsov, ancien Premier ministre de Boris Eltsine, constatait, en 2006, que ces derniers étaient redevenus de simples hommes d'affaires, et il ajoutait : « Maintenant, nous avons une oligarchie tchékiste[31]. » En contrôlant le gaz, via Gazprom, et le pétrole, via Rosneft, le Kremlin disposa alors de tous les moyens pour restructurer l'économie russe et relever de façon durable le niveau de vie de la population. Or, cela ne s'est pas fait : l'attrait des villas sur la Côte d'Azur

et des salles de bains couvertes d'or, le rêve aussi d'un statut retrouvé de grande puissance, ont été les plus forts.

Des oligarques poutiniens

Qui sont ces « nouveaux oligarques », très différents de ceux des années 1990 ? Quelques exemples – et la liste est loin d'être complète – permettent de se faire une idée. Igor Setchine passe, depuis 2003 au moins, pour l'un des hommes les plus influents de Russie, et il est la figure centrale du clan des *siloviki*. S'il ne reconnaît pas officiellement avoir fait partie du KGB, il a jadis travaillé comme « interprète » au Mozambique, ce qui, dans le contexte soviétique, impliquait au moins d'excellentes relations avec lui. Devenu l'homme de confiance de Vladimir Poutine à la mairie de Saint-Pétersbourg, c'est à lui, dit-on, qu'il fallait glisser les pots-de-vin en liquide qu'impliquait sa signature sur tel ou tel contrat. Suivant l'ascension de son chef, il fut nommé en 2000 responsable adjoint de l'administration présidentielle, puis président de Rosneft. En théorie, Setchine ne possède pas Rosneft, alors que la majorité des actions de Ioukos appartenait à Khodorkovski, mais en Russie « contrôle vaut possession » et la fortune de Setchine était estimée en 2013 à 25 millions de dollars[32].

Peu de chose par rapport à celle de Guennadi Timtchenko : 22 milliards de dollars en 2021 et 17,6 en avril 2022[33]. Lui aussi a toujours nié avoir des liens avec le KGB, mais, selon certaines sources, il aurait étudié avec Poutine à l'Académie du service de renseignement, puis aurait été envoyé en Suisse, sans doute pour y superviser des comptes bancaires finançant les réseaux du KGB. À partir de 1990, il dirigea la branche finlandaise de la société Urals Trading qui, d'après les services secrets français, a été établie par le KGB pour transférer des fonds hors d'URSS – ce que Timtchenko nie. Il collabora aussi avec Poutine et son comité à Leningrad où il avait le monopole des exportations via le terminal pétrolier, et il était actionnaire de

la banque Rossiya. Après l'arrestation de Khodorkovski, il se concentra sur les ventes de pétrole grâce à Gunvor qui, sur le papier, appartenait à Timtchenko et à son partenaire suédois, mais semble être ou avoir été la propriété, totale ou partielle, de Poutine – ce que Timtchenko nie là encore. En tout cas, celui-ci serait devenu extrêmement riche avec Gunvor, et Catherine Belton lie ces succès à la création d'un *obchtchak* pour le clan présidentiel[34]. Guennadi Timtchenko n'en fut pas moins élu, en 2011, président du Conseil économique de la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe (CCIFR), et il a été décoré de la Légion d'honneur deux ans plus tard.

Né en juin 1948, Vladimir Iakounine aussi est un ancien du KGB et a reconnu avoir travaillé vingt-deux ans dans les services secrets[35] et avoir exercé, de 1985 à 1991, à la représentation soviétique à l'ONU – en réalité, il aurait, alors, été le résident (le numéro un) du KGB à New York. Il est désormais l'un des représentants les plus flamboyants du clan des « tchékistes orthodoxes », actionnaire de la banque Rossiya et membre du collectif Ozero. Déjà très proche de Vladimir Poutine dans les années 1990, il le suivit à Moscou et travailla dans l'administration présidentielle, devint vice-ministre des Transports, puis vice-président des Chemins de fer et, en juin 2005, président de cette entreprise dont les revenus représentent presque 2 % du PIB national. Il demeura à ce poste dix ans et fut l'un des hommes les plus riches du pays. Alexeï Navalny a ainsi assuré que, « grâce à la corruption et aux détournements », Iakounine et les siens possédaient un « immense empire économique, enregistré dans des compagnies *offshore* du monde entier ». Le « tchékiste orthodoxe » aurait chez lui une « chambre de prière en or » et un gigantesque « entrepôt de fourrures », devenu légendaire. L'un de ses deux fils a acheté à Londres une maison de 4,5 millions de livres et aurait obtenu la nationalité britannique[36]. C'est un certain schéma de réussite, typique des années Poutine : l'officier du KGB qui devient richissime grâce à ses bonnes relations avec le pouvoir et clame

son patriotisme, alors qu'un de ses enfants au moins a pris une nationalité occidentale. En 2010, Nicolas Sarkozy a décoré Vladimir Iakounine de la Légion d'honneur.

Sergueï Tchemezov est un autre « ancien » officier du KGB, devenu homme d'affaires. Il travailla en RDA avec Vladimir Poutine qui l'aurait ensuite protégé[37]. Il fut ainsi affecté, de 1996 à 1999, à l'administration présidentielle, avant d'être nommé à la direction de Rossoboroneksport, une entreprise étatique s'occupant de l'exportation de produits militaires. Puis il fut propulsé directeur général de la holding d'État Rostekh qui regroupe plus de sept cents organisations, et fabrique et exporte des produits de haute technologie à usage civil ou militaire. Tchemezov est donc au cœur des ventes russes d'armements et sa fortune, en 2013, était estimée à 500 millions de dollars[38]. C'est peu pour un oligarque mais beaucoup pour le dirigeant d'une structure étatique. Nicolas Sarkozy l'a décoré, lui aussi, de la Légion d'honneur en 2010, et ce qui se dessine à travers ces parcours dont chacun pourrait être le sujet d'un passionnant polar financier, ce sont à la fois les richesses fabuleuses accumulées par ces hommes en quelques années et les liens qu'ils ont établis avec certains dirigeants occidentaux fascinés.

D'autres exemples pourraient être développés, comme celui de Iouri Kovaltchouk, ancien physicien et apparemment lié au KGB, devenu le principal actionnaire de la banque Rossiya et un magnat des médias avec une fortune de 3,3 milliards de dollars en 2021 et 1,3 en avril 2022 ; ou de Souleïman Kerimov, à la fortune de 15,8 milliards de dollars en 2021, qui, en 2017, fut mis en examen en France pour complicité de fraude fiscale et de blanchiment, mais dont l'argent présenté comme le sien appartient peut-être à d'autres. Et comment omettre les frères Rotenberg, Arkadi et Boris ? Enfants, ils pratiquaient le judo avec Poutine, puis, en 2008, Gazprom céda à Arkadi Rotenberg, à un prix très avantageux (348 millions de dollars), cinq de ses filiales spécialisées dans la construction. Le judoka devint alors

le principal sous-traitant de Gazprom et enchaîna les constructions de pipelines, acquérant aussi un groupe spécialisé dans la construction d'autoroutes et multipliant les contrats publics – pour 8,3 milliards de dollars en 2015 –, « sans réelle mise en concurrence et à des prix environ trois fois supérieurs à ceux du marché[39] ». En 2021, Arkadi Rotenberg valait donc 2,9 milliards de dollars, et son frère 1,2 milliard.

Des survivants des années 1990

Certains oligarques des années 1990 restèrent toutefois en place – mais pas toujours en Russie – parce qu'ils acceptèrent le changement des règles et qu'eux aussi rendent des services. Roman Abramovitch était déjà, en 1995, « un négociant en pétrole de vingt-neuf ans », associé à Leonid Diatchenko, le gendre de Boris Eltsine, puis il s'allia à Berezovsky et bénéficia des « prêts contre actions[40] ». Par la suite, il fit le dos rond et peu après l'arrestation de Khodorkovski, il s'installa en partie en Grande-Bretagne où il venait d'acheter le club de football Chelsea, et il vendit presque tous ses actifs russes. Certes, il racheta les parts de Berezovsky dans Sibneft pour 1,3 milliard de dollars, puis obéit docilement lorsque Poutine exigea qu'il revende l'ensemble à Gazprom. L'affaire fut conclue pour 13 milliards de dollars, soit une jolie culbute, mais selon la *Novaïa Gazeta* ces 13 milliards représentaient, outre le prix de Sibneft, les honoraires versés à Abramovitch pour tous les services qu'il avait rendus et rendait au régime[41]. Ce qu'il n'a plus cessé de faire depuis. Il valait, en avril 2022, 8,5 milliards de dollars, soit une baisse de 41 % par rapport à mars 2021. Berezovsky fut retrouvé mort dans sa salle de bains le 23 mars 2013. Il se serait suicidé.

Vladimir Potanine, le concepteur des « prêts contre actions », n'a pas connu de problèmes particuliers non plus. Sa fortune était estimée en 2021 à 27 milliards de dollars, et il a, pour l'instant, échappé aux sanctions

européennes et américaines. Il est même l'un des rares oligarques à avoir fait une bonne affaire à la suite de l'agression russe de l'Ukraine : il avait vendu Rosbank pour 4 milliards d'euros, en 2006, à la Société générale, laquelle l'a redressée, l'a rendue rentable, puis l'a revendue à Potanine pour presque rien avant de quitter la Russie.

Oleg Deripaska demeure le roi de l'aluminium russe, même si sa fortune ne serait, d'après *Forbes*, « que » de 3,8 milliards de dollars en 2021, et 21 % de moins en 2022. Il connaissait les paroles à prononcer et déclara ainsi au *Financial Times*, en juillet 2007, être prêt, s'il le fallait, à donner à l'État tout ce qu'il possédait : « Je ne me considère pas comme distinct de l'État, je n'ai pas d'autres intérêts… J'ai simplement eu de la chance. Considérez que la richesse est tombée sur moi du ciel[42]. » Ce qui est d'ailleurs assez vrai.

Piotr Aven aussi est resté intouché, lui qui était ministre du Commerce extérieur dans les années 1990 et aurait signé au nom de Gaïdar l'accord « pétrole contre nourriture » qui a tant rapporté aux amis de Poutine à Saint-Pétersbourg. Il présida de 2011 à 2022 l'Alfa Bank qui, créée en 1990 par Mikhaïl Fridman, est aujourd'hui au cœur d'un énorme conglomérat industriel et financier. Les deux hommes sont milliardaires – en 2021, 5,3 milliards de dollars pour Aven et 15,5 pour Fridman –, vivent à Londres et se plaignent des sanctions. Le nom d'Alfa Bank a été évoqué dans l'enquête sur une possible ingérence russe dans les élections américaines[43].

De fait, les oligarques mirent souvent leur fortune au service de certains projets du régime russe qui souhaitait ainsi affirmer sa puissance et/ou développer ses capacités d'influence à l'étranger. Ils achetèrent à coups de millions des œuvres d'art, des clubs de foot et certaines entreprises, voire livrèrent des matières premières à des fabricants d'armes qui fournissaient l'armée russe, comme semble le faire ou l'avoir fait Abramovitch, en dépit de ses dénégations[44]. En revanche, la société russe a peu bénéficié de leurs enrichissements massifs qui n'ont pas dynamisé l'économie du pays. Les

oligarques sont d'ailleurs détestés par la population : elle considère qu'ils ont « volé » les richesses communes. Le pouvoir reste donc coupé du peuple qui a, dans son ensemble, un niveau de vie très inférieur à celui des Occidentaux, est éloigné de ses élites et divisé en segments qui se haïssent.

Sous Eltsine, les oligarques étaient censés aider à mettre sur pied une économie de marché performante. Sous Poutine, l'État a cherché avant tout à contrôler l'économie, afin que le président et ses proches en récupèrent les bénéfices, à titre individuel et collectif. D'après l'homme d'affaires Bill Browder, Poutine a ainsi exigé, après la condamnation de Khodorkovski, que chaque oligarque lui verse une partie de ses bénéfices, à lui personnellement, et non au gouvernement, et il est ainsi devenu « l'homme le plus riche du monde[45] ». Les propos de Browder ont été, au moins en partie, confirmés par une enquête publiée en 2022 par le consortium de journalistes d'investigation Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP), avec le média russophone indépendant *Meduza* : Poutine serait bien « l'un des hommes les plus riches au monde ». Des oligarques lui servent toutefois de prête-noms, à commencer par l'ami d'enfance Arkadi Rotenberg qui a revendiqué être le propriétaire du palais construit aux bords de la mer Noire pour un milliard de dollars. En réalité, ce palais auquel Alexeï Navalny avait consacré son dernier film semble avoir été financé par l'*obchtchak* constitué depuis plusieurs années[46]. Les milliardaires russes actuels ne peuvent donc pas, voire ne souhaitent pas, jouer le rôle de contre-pouvoirs, ce qu'ils étaient, envers et malgré tout, à la fin des années 1990.

L'année 2022 a toutefois mis un frein, au moins en théorie, à la prospérité de ces oligarques. Une quarantaine d'entre eux, parfois avec leurs familles, ont été frappés par des sanctions : leurs comptes et leurs propriétés immobilières en Occident sont gelés, et leurs visas pour l'Europe annulés – mais les oligarques ont souvent plusieurs nationalités et passeports. Ils ont alors, et c'est symptomatique, déposé au moins dix-huit

plaintes à la Cour européenne des droits de l'homme contre ces sanctions, et la rumeur court que Poutine leur a donné pour instruction de « fatiguer » les institutions européennes[47]. Les plaignants veulent néanmoins bénéficier des règles d'États de droit, alors qu'ils n'ont rien fait, et ne font rien, pour construire en Russie un État où tous seraient protégés par la loi. Et c'est armés d'avocats, de juristes et de fiscalistes occidentaux grassement rémunérés qu'ils entendent défendre à la fois leurs biens et ce qu'ils considèrent être leur droit de résider dans l'Union européenne, d'y élever leurs enfants, mais aussi d'y attaquer ceux qui souhaitent éclaircir leurs parcours, leurs enrichissements et leurs liens avec le Kremlin. En revanche, ils n'ont pour l'instant rien entrepris de concret pour arrêter la guerre contre l'Ukraine.

OceanofPDF.com

20

La religion orthodoxe comme arme politique

Antoine Arjakovsky

L’utilisation par l’État russe de l’Église orthodoxe comme arme politique ne date pas de Vladimir Poutine. Elle se trouve aux origines mêmes de cette Église. Mais elle s’est tellement accentuée au XX^e^ siècle sous le régime communiste qu’elle a produit en retour, à partir des années 1990, par une sorte de syndrome de Stockholm religieux, un asservissement amplifié de la part du patriarcat de Moscou. La responsabilité particulière de Vladimir Poutine fut d’avoir utilisé ce servilisme de l’Église russe pour décomplexer son appareil d’État à l’égard des crimes du passé et pour déployer sa politique néo-impériale à l’intérieur comme à l’extérieur des frontières de la Fédération de Russie.

La manipulation de l’Église orthodoxe par l’État russe n’est pas nouvelle. Lors de la fondation du patriarcat de Moscou en 1448, le grand prince Vassili II voulut libérer l’Église de Moscovie de la domination de Byzance et de Rome, afin de mieux combattre l’occupant tatare et musulman. Enfin reconnu par Constantinople en 1588, ce patriarcat fut transformé, en 1721 sous Pierre I^er^, en une structure impériale. Le *Règlement spirituel* rédigé par le Kiévien Théophane Prokopovitch institua

alors le très saint-synode comme une direction collégiale de l'Église russe sous le contrôle de l'État en s'inspirant du modèle des consistoires protestants. La courte parenthèse qui, de 1917 à 1925, vit l'Église russe rétablir le patriarcat et affirmer son indépendance à l'égard de l'État fut vite refermée à la mort du patriarche Tikhon (Vassili Belavine). À partir de la déclaration de loyauté à l'égard du pouvoir communiste formulée par le métropolite Serge Stragorodsky le 29 juin 1927[1], il ne resta plus que les Églises de l'émigration russe pour s'opposer à l'emprise du Kremlin. Certaines de ces paroisses situées dans la juridiction de l'Église russe hors frontières, dont le siège fut d'abord à Sremski Karlovci (Serbie), puis déménagea à New York, étaient de tendance monarchiste. La majorité des paroisses russes en Europe occidentale, administrées par le métropolite Euloge (Basile Guéorguiévsky), se placèrent sous la juridiction du patriarcat de Constantinople en 1932.

Lors de la refondation du patriarcat à Moscou décidée par Staline en septembre 1943, l'Église russe fut autorisée à nouveau à fonctionner comme institution. L'objectif du Vojd était d'utiliser le réseau des paroisses encore existantes pour lutter contre l'envahisseur nazi et surtout pour imposer une nouvelle mutation de l'idéologie communiste, afin qu'elle devienne pleinement socialiste et nationale. Cela ne remettait pas en cause l'athéisme militant du régime soviétique qui avait décimé l'essentiel des clercs orthodoxes entre 1921 et 1941. L'Église russe ne disposait plus d'aucune indépendance en raison du contrôle de la nomination de ses dirigeants par les services secrets du régime. Comme des archives récentes publiées en Ukraine l'ont prouvé[2], le premier concile de l'Église russe, tenu en janvier 1945, fut soigneusement organisé par le colonel du NKVD Gueorgui Karpov, l'un des bourreaux les plus cruels de la Grande Terreur de 1937-1938, afin que le nouveau patriarche de Moscou fût le métropolite Alexis (Sergueï Simanski). Le nom même d'« Église orthodoxe russe » fut choisi par le NKVD contre le titre, encore utilisé avant la révolution,

d'« Église orthodoxe catholique gréco-russe ». Cette totale dépendance de l'Église à l'égard du pouvoir soviétique, qui obligea la très grande majorité des clercs à collaborer avec les services secrets soviétiques, fut décrite par Vassili Mitrokhine, un agent du renseignement soviétique passé à l'Ouest en 1991. Les *Archives Mitrokhine* montrent, documents à l'appui, comment les principaux évêques de cette Église recevaient leurs ordres du KGB pour infiltrer les organisations internationales, à commencer par les Conférences internationales pour la paix tenues à Prague, ou le Conseil œcuménique des Églises dont le siège est à Genève[3]. Cette infiltration était utilisée en particulier pour détruire l'Église grecque-catholique ukrainienne. Ainsi, de février 1945 à mars 1946, le patriarcat de Moscou fut utilisé pour supprimer cette Église comptant plus de quatre millions de fidèles en Ukraine et pour intégrer en son sein ses paroisses. Encore le 4 avril 1969, Iouri Andropov approuva de nouvelles « mesures pour intensifier la lutte contre l'activité subversive du Vatican et des uniates sur le territoire de l'URSS en 1969-1970[4] ».

Grâce à ces documents, dont certains furent confirmés par d'autres publiés en Estonie et par le père Gleb Yakounine (1934-2014) – un célèbre théologien dissident russe qui eut accès aux archives du Politburo au début des années 1990 –, on sait qu'un certain nombre de hiérarques actuels de l'Église russe, à commencer par le patriarche Kirill (Vladimir Goundiaïev, nom de code « Mikhaïlov ») et avant lui les patriarches Alexis I^{er}, Pimène et Alexis II (Alexeï Ridiger, nom de code « Drozdov »), ont collaboré activement avec le KGB et les services secrets soviétiques.

Cependant, dans les années 1990, malgré le prestige dont elle bénéficiait grâce à d'authentiques figures de la dissidence comme le père Alexandre Men, l'Église russe n'a pas reconnu sa collaboration avec le régime communiste[5]. Une seule fois, en 1991, Alexis II avoua sa collaboration personnelle avec les services secrets. Un peu plus tard, l'archevêque Chrysostome de Lituanie déclara lui aussi avoir travaillé

comme agent du KGB. Et ce fut à peu près tout. L'Église décida de se présenter comme victime et entra dans une période de glorification de son propre passé en canonisant plusieurs centaines de martyrs du régime soviétique, à commencer par le tsar Nicolas II. Cette absence de repentir conduisit progressivement cette Église à justifier son passé de collaboration, puis, en consonance avec une partie de l'Église russe hors frontières demeurée monarchiste, à développer une nouvelle théologie politique légitimant l'Empire, consolidant ainsi sa propre position de soumission à l'égard du souverain.

Plusieurs personnages de l'entourage de Vladimir Poutine, se désignant tous comme chrétiens orthodoxes, furent responsables de cette auto-justification et de cet embrigadement de l'Église russe. Ce fut en premier lieu Kirill, patriarche de l'Église orthodoxe russe depuis 2009, mais aussi Alexandre Douguine, idéologue influent au sein de l'eurasisme et de l'impérialisme russes, et Konstantin Malofeïev, un oligarque dévot qui finance la guerre en Ukraine. Par leur intermédiaire, ainsi que par l'entremise de quelques autres personnages comme Tikhon Chevkounov ou Vladimir Medinski, Poutine parvint assez aisément à instrumentaliser l'Église orthodoxe, comme à l'époque stalinienne.

Lorsque Kirill fut élu patriarche le 27 janvier 2009, son principal détracteur, le père Gleb Yakounine, était déjà entièrement délégitimé. Trois ans plus tard, le 1er février 2012, Kirill put s'adresser à Poutine en affirmant que ses douze années au pouvoir avaient été un véritable « miracle de Dieu » pour la Russie. Se prononçant contre les manifestants qui, à Moscou en 2011 et 2012, protestaient contre la réélection de Poutine, il demanda à ses fidèles de rester chez eux, en affirmant que le mouvement de fronde des organisations humanitaires et des partis d'opposition était « anti-national ». Le groupe punk des Pussy Riot ne manqua pas de réagir le 21 février 2012, quand les chanteuses Nadejda Tolokonnikova, Ekaterina Samoutsevitch et Maria Alekhina se présentèrent devant l'iconostase de la cathédrale du

Christ-Sauveur et entonnèrent un *Te Deum* punk : « Vierge Marie, chasse Poutine, et toi, chien de patriarche, tu crois en Poutine alors que tu ferais mieux de croire en Dieu. » Deux d'entre elles furent condamnées à deux ans d'emprisonnement en camp de travail, « une punition correcte » selon le patriarche. À partir de cette date, plus personne n'osa en Russie s'opposer frontalement au patriarche. Les courants les plus fondamentalistes s'emparèrent de l'Église et anesthésièrent durablement à travers elle une « âme russe » déjà bien malade depuis des décennies[6].

Dès lors, Kirill n'hésita plus à réhabiliter des figures telles que Staline et Lénine lors de l'inauguration d'une exposition à Moscou en 2015, à promouvoir une nouvelle religion à forte connotation païenne – encourageant par exemple le culte de la force lors de l'inauguration de la cathédrale des forces armées en 2020[7] –, à contester ouvertement l'autorité du patriarche Bartholomée de Constantinople sur l'ensemble du monde orthodoxe en refusant de se rendre au concile pan-orthodoxe de Crète en 2016. Il envisagea même de créer un équivalent de la cité du Vatican à Serguiev Possad, près de Moscou, pour régner sur l'ensemble des Églises orthodoxes qui lui feraient allégeance[8]. Il est aussi le principal idéologue du « monde russe », théorie selon laquelle l'Ukraine, le Belarus, mais aussi la Moldavie ne disposeraient pas d'indépendance politique dans la mesure où ils appartiennent au même espace civilisationnel, défini selon lui par l'appartenance à la foi orthodoxe, par la diffusion de la langue russe et par une culture commune pluriséculaire. Cette théorie a été condamnée comme hérétique par plusieurs centaines de théologiens orthodoxes, ce qui, selon le journaliste russe réfugié en Ukraine Alexandre Soldatov, n'a pas empêché le patriarche d'encourager cette nouvelle théologie de la guerre inconnue par le passé. Ainsi, par exemple, le protodiacre Vladimir Vassilik, enseignant à l'Académie théologique de Saint-Pétersbourg, a placé les événements de l'est de l'Ukraine dans une perspective eschatologique et publié des appels aussi absurdes que prétentieux : « Après avoir pris

Kharkiv, nous devons aller à Kiev, de Kiev à Lviv, de Lviv à Varsovie, de Varsovie à Berlin. Mais notre assaut contre Berlin se réalisera finalement lors de la seconde venue du Christ, où le Christ lui-même est le vainqueur. Et notre travail est de garder les hauteurs qu'Il nous a assignées. Mais persévérez jusqu'au bout[9]. »

En 2014, conscient du rôle trouble joué par Kirill avec le colonel Igor Guirkine – connu sous le pseudonyme de Strelkov – en Crimée peu avant l'annexion de la presqu'île par la Russie, le gouvernement ukrainien lui refusa le droit d'entrer en Ukraine. Cela ne fit qu'aviver sa colère, et en août, au moment de la bataille d'Ilovaïsk – quand la Fédération de Russie décida de sauver de la défaite les séparatistes de Donetsk et Louhansk –, le patriarche adressa un message aux primats des Églises orthodoxes du monde entier où il qualifia la guerre du Donbass de « guerre civile » et de guerre « interconfessionnelle ». Il affirma en effet que c'étaient principalement des « uniates » et des « schismatiques » qui se battaient aux côtés de l'Ukraine, et des enfants fidèles de « l'Église canonique » qui luttaient aux côtés de la « milice » du monde russe. Par la suite, il encouragea Alexandre Chtchipkov, son adjoint pour les relations avec la société et les médias, à publier en 2021 un ouvrage incendiaire accusant les Ukrainiens de « génocide » contre les russophones du Donbass[10]. Le patriarche a décoré publiquement Dmitri Kisselev, présentateur et grand propagandiste du régime de Poutine, directeur adjoint de l'Audiovisuel d'État (VGTRK), chargé de discréditer le gouvernement ukrainien en attisant la haine à son égard.

Le 13 mars 2022, trois semaines après l'extension de la guerre à toute l'Ukraine, Kirill répéta sa vision mythologique de l'Histoire selon laquelle la Fédération de Russie était l'unique et légitime héritière de la Rus de Kiev, une théorie qui a pourtant été maintes fois contredite par les historiens[11] : « Que le Seigneur préserve notre Église, fortifie notre peuple et nous aide tous, peuple orthodoxe russe. Je le répète : quand je dis

“Russes”, je veux dire les mots “d’où vient la terre russe” de la “Chronique des temps passés”. Je prie pour tous ceux qui vivent en Ukraine, au Belarus, dans notre pays russe, pour que nous soyons tous unis dans l’esprit et que nous maintenions l’unité dans la foi. […] Si nous survivons, alors notre terre russe, qui comprend maintenant la Russie, l’Ukraine, le Belarus et notre Église, dont les enfants vivent dans différents États presque partout sur la planète, sera préservée[12]. » Par la suite, en avril 2022, alors que plus de 20 000 soldats russes étaient déjà morts à cause de la guerre en Ukraine, il appela encore les Russes à « faire corps » pour combattre les « ennemis extérieurs et intérieurs » de la Russie. Mais à mesure que la guerre faisait toujours plus de victimes, le patriarche a perdu toute légitimité en Ukraine. En mai 2022, l’ensemble des paroisses encore dépendantes de Moscou situées en Ukraine indépendante ont fait sécession.

D’autres idéologues se présentant comme chrétiens orthodoxes cherchèrent à satisfaire le désir du président russe de disposer d’une idéologie capable de cimenter le peuple autour de son pouvoir. Konstantin Malofeïev et Alexandre Douguine, bien que très différents l’un de l’autre, firent équipe au sein du site katehon.com. Malofeïev fonda en 2005 Marshall Capital, l’un des principaux groupes d’investissement russes qui se concentrent sur les investissements dans les télécommunications, les médias et la technologie, ainsi que dans l’immobilier et l’agriculture[13]. Il préside le conseil d’administration de la chaîne de télévision d’extrême droite Tsargrad TV qui disposerait d’une audience de plus de sept millions de téléspectateurs. Vice-président du Conseil mondial du peuple russe, il promeut la foi orthodoxe et défend les valeurs de la famille, notamment à travers la fondation Saint-Basile-le-Grand[14].

Alexandre Douguine est aussi de confession orthodoxe, de la tendance « edinoverie » qui appelle à surmonter le schisme entre l’Église actuelle et les Vieux-Croyants. Il a publié plusieurs dizaines d’essais pour démontrer que le libéralisme est aussi responsable que le fascisme et le communisme

de la crise de la modernité. Influencé par René Guénon et Alain de Benoist, proche d'Alain Soral, il considère que seul un empire eurasiatique saura mettre fin à la décadence postmoderne et permettre à la civilisation russe de protéger en une forteresse imprenable sa vérité, d'ordre religieux, qu'il appelle « la tradition primordiale ». Auteur d'un livre sur Vladimir Poutine, il justifie depuis longtemps un pouvoir autoritaire, voire dictatorial en Russie et croit en la capacité du maître du Kremlin de s'opposer au pouvoir libéral de l'Antéchrist. Douguine pense que la démocratie russe a trouvé une figure capable de garantir un bon fonctionnement du pouvoir : « L'équilibre entre les trois branches [du pouvoir] est maintenu au profit de l'autorité transcendante, qui est représentée par Poutine. C'est, à mon avis, un modèle monarchiste-autoritaire très correct. Tant le pouvoir exécutif représenté par le gouvernement que le pouvoir législatif représenté par la Douma d'État, et même le pouvoir judiciaire représenté par la Cour suprême n'ont aujourd'hui aucune autonomie. Et c'est très bien. Car le pouvoir subjectif autoritaire n'est pas en eux, ni dans leur ensemble ni individuellement, mais ailleurs. Il se trouve en Poutine[15]. »

Douguine s'est particulièrement impliqué dans le soutien à la guerre en Ukraine au nom de la protection des russophones dont il a écrit, dès 2014, qu'ils étaient victimes d'un « génocide » de la part des autorités ukrainiennes. Le 6 mai 2014, dans une interview accordée à l'agence de presse du réseau ANNA-News, commentant les événements d'Odessa le 2 mai 2014, à savoir l'incendie de la maison des syndicats qui causa la mort de 43 personnes, il a appelé à « tuer, tuer, tuer… ceux qui ont commis l'anarchie du 2 mai ». Or, les services secrets ukrainiens ont identifié par la suite les noms des personnes du drame et qui étaient originaires de Russie[16]. En réaction, les livres d'Alexandre Douguine, « La Revanche eurasienne de la Russie » (en russe, paru en 2014) et « Ukraine. Ma guerre. Journal géopolitique » (en russe, paru en 2015) furent interdits en Ukraine.

L’oligarque Konstantin Malofeïev partage cette vision belliciste et impérialiste de son mentor. En effet, le 24 octobre 2016, le groupe de hackers ukrainiens Cyber Alliance annonça avoir pris le contrôle de la boîte aux lettres de Vladislav Sourkov. Parmi les premiers dossiers rendus publics figurait le « plan de déstabilisation de l’Ukraine » (le plan dit « Chatoune »). Le 25 octobre, de nouvelles fuites de Sourkov eurent lieu, qui toutes ont montré le rôle déterminant de Malofeïev dans la déstabilisation du Donbass en 2014-2015[17]. C’est lui qui, le 13 mai 2014, indiqua à Vladislav Sourkov, l’homme de liaison de Poutine avec les républiques auto-proclamées du Donbass, quelles personnes devaient être nommées à Donetsk et Louhansk aux postes décisionnels[18].

Le 2 novembre 2020 à Moscou, à l’occasion du 6e congrès de l’Union des volontaires du Donbass, Malofeïev déclara : « Nous vivons dans une sorte de délire dû au fait que l’État a été divisé en morceaux. Et quand on nous dit qu’il y a une certaine Ukraine souveraine et un certain Donbass, c’est un non-sens. Pourquoi l’Ukraine est-elle souveraine ? Qui l’a laissée partir ? Est-ce le résultat de la conspiration ivre de Belovej, qui doit maintenant être reconnue par tout le peuple russe du fond du cœur ? J’insiste : la Crimée et le Donbass, qui se sont tournés vers la Russie, ne sont que les premiers signes. Toute l’Ukraine doit faire partie de la Russie. Si quelqu’un ne veut pas […], les régions occidentales peuvent retourner en Pologne, en Autriche, où elles veulent[19]. »

Sous sanctions de l’Union européenne pour son implication dans la guerre contre l’Ukraine, Malofeïev publia en 2021-2022 un essai historiosophique en trois volumes intitulé *L’Empire*, pour apporter une justification historique à son engagement dans les guerres du Kremlin et à sa réhabilitation du pouvoir impérial. Sa vision manichéenne de l’Histoire considère que, depuis plusieurs millénaires, deux forces s’opposent dans le monde : la force noire du royaume de Canaan et la force lumineuse de l’Empire. Selon lui, cette lutte connut en Russie même un tournant

déterminant en 1945 : « Afin de vaincre le Troisième Reich, la Russie soviétique devait redevenir la Troisième Rome. Et elle le devint en mai 1945. L'Empire soviétique doit son apparition à la personnalité et à la vision du monde du Géorgien Joseph Djougachvili, qui est entré dans l'Histoire sous le nom de parti Staline[20]. »

Malofeïev est l'un des principaux financeurs de la guerre en Ukraine. Il a soutenu activement en 2014 le colonel Igor Guirkine (Strelkov) dans son opération d'annexion de la Crimée et de déstabilisation du Donbass. Ce dernier est aujourd'hui sous le coup de sanctions internationales et d'une condamnation à la prison à perpétuité par contumace pour avoir donné l'ordre d'abattre l'avion du vol MH17 avec un missile sol-air « BUK », provoquant la mort des 298 passagers[21]. Malofeïev l'avait accompagné en Crimée en janvier 2014 alors qu'il se trouvait dans la délégation du patriarche Kirill. L'objectif de cette visite était de faire vénérer des reliques religieuses aux habitants de la presqu'île et de préparer son annexion. En 2015, Guirkine raconta qu'il avait bénéficié en mars-juin 2014 d'un soutien actif de l'Église russe dans le Donbass :

> « Premièrement, dès le début de notre "épopée slave", tant à Slaviansk qu'à Donetsk, nous avons constamment ressenti le soutien du clergé de l'Église orthodoxe russe, des moines, de la laure [ou monastère] de Sviatogorsk en premier lieu. Malgré les répressions possibles, ils ont ouvertement circulé et béni la milice. Y compris en passant par les points de contrôle ukrainiens et en professant clairement leur position. […] Tous les prêtres que j'ai rencontrés ont soutenu notre combat. Et ils ne l'ont pas fait d'un point de vue national, mais d'un point de vue religieux : ils ont compris qui est arrivé au pouvoir à Kiev. Des forces sont venues que l'on peut qualifier de sataniques, car toutes leurs actions sont initialement basées sur des mensonges frénétiques et concentrés[22]. »

Pour Malofeïev, la constitution de cet empire justifie tous les combats, à commencer par la guerre en Ukraine. Il s'est appuyé sur des évêques de l'Église orthodoxe ukrainienne du patriarcat de Moscou pour préparer le rattachement des républiques auto-proclamées de Louhansk et de Donetsk à la Russie. La journaliste ukrainienne Tetyana Derkatch a publié un ouvrage très documenté[23] montrant l'implication directe de dizaines d'évêques et de milliers de prêtres orthodoxes ukrainiens du patriarcat de Moscou dans cette opération[24]. Cependant, cette guerre et l'implication massive de l'Église russe n'auraient pu avoir lieu sans que Vladimir Poutine y engage toute sa responsabilité.

La responsabilité personnelle de Vladimir Poutine

Avant sa venue au pouvoir, l'État russe s'inclinait devant les victimes de la terreur communiste – ce fut encore le cas en juillet 1998, quand Boris Eltsine présida au transfert des restes de la famille impériale de Iekaterinbourg à la cathédrale Pierre-et-Paul de Saint-Pétersbourg. Tout changea avec l'accession à la présidence de Poutine le 26 mars 2000. Dès mars 2002, une église orthodoxe restaurée dans le centre de Moscou fut consacrée par le patriarche Alexis II comme « église paroissiale du FSB » afin de répondre aux besoins spirituels précédemment négligés de son personnel. L'événement eut lieu en présence du directeur du FSB Nikolaï Patrouchev, devenu secrétaire du Conseil de sécurité, qui reçut du patriarche en cadeau l'icône de la Mère de Dieu, « l'Éléousa », et une autre représentant son saint patron[25].

Dès sa prise de pouvoir, Poutine perçut tout l'avantage qu'il y avait à s'appuyer sur l'Église orthodoxe pour reprendre le rôle de ciment identitaire autrefois dévolu au Parti communiste et pour résister à la poussée irrésistible des mouvements démocratiques en Europe centrale et orientale. Car ces mouvements ne pouvaient que remettre en cause sa fortune

personnelle et sa propre conception mafieuse de l'État, comme l'explique Jean-François Colosimo : « À l'intérieur, l'Église reprend le rôle dévolu autrefois au Parti communiste. Elle est en charge du patriotisme, de la moralité, des normes sociales et du recrutement des élites. Kirill entend dans ce contexte imiter la représentation qu'il se fait d'un catholicisme du XIX^e^ siècle qui n'a jamais existé, une Église-caserne régissant la société. Il veut lui faire jouer, à contretemps, les grands combats contre la Modernité avec une dimension inquisitoriale qui n'est pas traditionnellement orthodoxe[26]. »

Lors de ses deux premiers mandats, entre 2000 et 2008, Poutine caressa les sentiments chauvins et xénophobes des Russes en les dressant contre les communautés caucasiennes et en particulier contre les Tchétchènes[27]. Mais la deuxième guerre de Tchétchénie provoqua la mort de dizaines de milliers de personnes, des destructions massives et l'installation au pouvoir en mars 2007 de Ramzan Kadyrov, dont le pouvoir néo-féodal s'appuyait sur les courants les plus fondamentalistes de l'islamisme sunnite. Les forces de sécurité du président tchétchène, les *kadyrovtsy*, furent accusées par plusieurs ONG d'être impliquées dans des enlèvements, des actes de torture et des assassinats, dont celui de Boris Nemtsov à Moscou en 2015, dans le but d'asseoir son autorité en Tchétchénie et auprès du président russe.

Poutine était conscient que, même si en Russie 41 % de la population se déclarent chrétiens orthodoxes, les pratiquants ne sont estimés qu'à environ 6 millions de fidèles[28]. Le niveau de l'anticléricalisme s'est particulièrement renforcé en Russie à partir des années Poutine. Le réalisateur russe Andreï Zviaguintsev a dressé en 2014, dans son film *Léviathan*, un portrait au vitriol de l'alliance dans toute la Russie entre des politiciens corrompus et des évêques ayant perdu le message évangélique des Béatitudes. Mais Poutine favorisa l'Église orthodoxe en lui permettant de récupérer un certain nombre de terres et de bâtiments qui lui avaient été confisqués pendant la période soviétique et même en la dédommageant

dans certains cas – par exemple en l'autorisant à vendre le tabac et l'alcool sans payer les taxes à l'État. Une directive de 2009 autorisa l'enseignement de la culture religieuse dans les écoles publiques. Une loi de 2012, annulant celle de 1992 qui interdisait la pratique religieuse, ouvrit la voie à l'enseignement d'un module sur « les fondements de la culture orthodoxe ». Même s'il était censé être non évangélisateur, l'Église l'utilisa avec succès pour renforcer sa propre position dans la société russe et même pour propager un idéal de l'identité russe proche de celui prôné par le Kremlin[29].

Poutine se rapprocha également du père Tikhon Chevkounov, dont il fit, dit-on, son confesseur, et l'encouragea dans sa réhabilitation du mythe de « Moscou, Troisième Rome ». Ce dernier réalisa alors *La Chute d'un empire. La leçon de Byzance*, qui fut diffusé à plusieurs reprises à la télévision russe en 2008. Selon Vladimir Mojegov, ce film fut le symptôme de l'avènement en Russie « d'un nouveau fondamentalisme orthodoxe » réhabilitant la toute-puissance de la « symphonie byzantine », sévèrement critiquée par l'archiprêtre Alexandre Schmemann : « En plus de son célèbre Code, Justinien est devenu le créateur de la fatale "théorie symphonique", une utopie anti-chrétienne et anti-ecclésiale, qui a toujours influencé la conscience de l'Église chrétienne et a été la cause d'innombrables tragédies du christianisme historique. Le caractère funeste de la théorie justinienne réside dans le fait qu'il n'y a en elle aucune place pour l'Église. En plaçant sincèrement le christianisme à la base de toutes les affaires de l'État, le grand empereur n'a pas vu l'Église et, par conséquent, il a déduit toute compréhension du monde chrétien à partir de fausses prémisses[30]. » En effet, cette théorie a conduit à la perte de la frontière entre l'État et l'Église, qui jusque-là préservait la liberté éternelle de cette dernière. Comme l'enseignait l'Évangile de saint Matthieu : « Ce qui est à Dieu appartient à Dieu, ce qui est à César doit revenir à César », ou saint Paul dans sa *Lettre aux Galates* : « Tiens-toi dans la liberté que le Christ t'a donnée et ne sois plus soumis au joug de l'esclavage ».

Le troisième mandat du président inaugura une nouvelle radicalisation du pouvoir symbolisée par la création en 2012, par Alexandre Prokhanov – rédacteur en chef du journal réactionnaire *Zavtra* – et Alexandre Douguine, du club d'Izborsk, du nom d'une localité située à la frontière de l'Estonie, afin de promouvoir le « monde russe ». En 2015, le chef du Kremlin soutint, par un don de dix millions de roubles, ce groupe qui publie une revue, dispose d'un site Internet influent et compte en son sein des personnalités d'extrême droite comme Tikhon Chevkounov – devenu métropolite de Pskov et Porkhov en 2018 – mais aussi nombre de personnalités politiques et intellectuelles telles que Zakhar Prilépine, Natalia Narotchnitskaïa, Sergeï Glaziev, etc.

Poutine s'appuya alors sur ce groupe et sur l'Église orthodoxe en 2015-2016 pour réformer la loi relativement libérale de 1997 qui organisait les structures religieuses en Russie et pour faire voter à la Douma des lois obligeant toutes les communautés religieuses n'ayant pas de statut particulier à informer les autorités de leur existence et de leurs activités. La loi de 2016, également connue sous le nom de « loi Iarovaïa », modifia la loi de 2002 sur l'extrémisme, ce qui limita considérablement le prosélytisme extérieur à l'Église orthodoxe et restreignit les rassemblements religieux en les enjoignant de se produire uniquement dans des lieux religieux officiellement reconnus. Même une réunion de prière dans un appartement privé devint interdite, ce qui pénalisa un grand nombre de communautés protestantes et les Témoins de Jéhovah[31].

Le président russe justifia cette évolution de la législation sur la base du nécessaire retour aux valeurs conservatrices de la Russie. Il s'afficha à de nombreuses reprises aux côtés de la veuve d'Alexandre Soljenitsyne et cita dans ses discours le philosophe émigré fascisant Ivan Iline à plusieurs reprises. Il expliqua que la Russie ne faisait pas partie de l'Occident en s'appuyant sur l'héritage des penseurs eurasistes réhabilités par Douguine. La journaliste bien connue Ioulia Latynina s'interrogea alors publiquement

sur le site de *Novaïa Gazeta* le 9 septembre 2014 : « Si nous ne sommes pas l'Occident, alors qui sommes-nous[32] ? » Mais son article fut strié de traits noirs par le Roskomnadzor – le service fédéral de contrôle des médias. Elle y affirmait ceci : « J'ai une mauvaise nouvelle pour le pouvoir, les journaleux et les idéologues du fascisme : la culture russe est devenue grande quand la Russie est devenue européenne. » Lioudmila Oulitskaïa, célèbre écrivaine russe, publia dans les colonnes du *Spiegel*, au moment de recevoir le prix autrichien de littérature européenne en août 2014 à Vienne, un article au titre retentissant : « *Mein Land krankt* » (« Mon pays est malade »). « La politique aujourd'hui en Russie est suicidaire, y écrivait-elle. Elle représente un danger en premier lieu pour la Russie mais elle peut provoquer également une nouvelle guerre, la troisième guerre mondiale[33]. »

En matière de politique extérieure, le patriarcat de Moscou, seule institution russe à couvrir encore l'intégralité de l'ancienne URSS, offrit également une plateforme de choix à Vladimir Poutine pour rétablir la puissance de l'État russe. Celui-ci s'est impliqué personnellement pour favoriser en 2007 la réunion de l'Église russe hors frontières, et ses dizaines de paroisses aux États-Unis, en Europe et au Proche-Orient, avec le patriarcat de Moscou. Il s'appuya sur les représentations de ce patriarcat au Belarus, en Ukraine dans les États baltes, au Kazakhstan et dans les républiques d'Asie centrale, pour déstabiliser ces régions. Il utilisa également le réseau des paroisses russes à travers le monde – comme à Paris où fut inaugurée en 2016 une église quai Branly, intégrée dans le Centre spirituel et orthodoxe russe – pour approcher les centres du pouvoir de chaque pays concerné, négocier des contrats militaires – par exemple les navires Mistral avec le président Sarkozy – et promouvoir son agenda illibéral.

Lors de son troisième mandat, le président russe lança en 2015 le projet d'Union économique eurasiatique avec le Belarus, le Kazakhstan, l'Arménie et le Kirghizstan. Il encouragea le patriarche Kirill à rencontrer le

pape à Cuba pour faire accroire à l'opinion planétaire que le conflit ukrainien n'était qu'une guerre civile. Face aux hésitations de Barack Obama en Syrie après l'utilisation d'armes chimiques par Bachar al-Assad, il parvint même à se présenter au pape François comme médiateur de paix en Syrie. À partir de son quatrième mandat, qui commença en mars 2018, Poutine fut encore plus offensif pour diviser l'Union européenne et intensifier les différends entre Macédoniens et Bulgares, entre Serbes et Croates, et entre Monténégrins et Serbes.

Ce mépris du droit international et cette instrumentalisation de la croyance populaire à des fins de manipulation des âmes a permis au chef du Kremlin de légitimer les crimes les plus odieux, de la deuxième guerre de Tchétchénie aux massacres de Boutcha et de Marioupol. Il n'a pas hésité à arrêter ses opposants, à empêcher toute liberté d'expression et à menacer de prison ceux qui n'avaient pas encore fui le pays. Le 8 juillet 2022, le rabbin Pinkhas Goldschmidt, qui fut le grand rabbin de Moscou pendant plus de trente ans, a déclaré depuis Israël qu'il avait quitté son poste parce que ses prises de position contre l'invasion de l'Ukraine mettaient en danger la communauté juive[34].

L'ancien colonel du KGB chercha également à se présenter comme historien pour se revendiquer l'héritier fidèle de l'Empire russe. Le 12 juillet 2021, il publia, en langues russe et ukrainienne – une première sur un site du Kremlin ! –, un article intitulé « Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens[35] » dans lequel il affirmait que « les Russes et les Ukrainiens forment un seul peuple[36] ». Le 24 février 2022, dans son discours d'invasion, il expliqua que l'Ukraine n'aurait pas disposé de souveraineté avant 1992. Or, comme l'a montré l'historien russe Michel Heller dans son *Histoire de la Russie et de son empire*[37], après la Rus de Kiev il y a bien eu un État cosaque ukrainien dès le XVII^e^ siècle[38], ainsi que la République nationale ukrainienne (1917-1920) déclarée dès la chute de l'empire tsariste.

Vladimir Poutine se fit aussi théologien, interprète autorisé des Écritures saintes. Le 18 mars 2022 au stade de Loujniki de Moscou, au cours d'un événement retransmis par plusieurs chaînes de télévision, il cita l'Évangile pour pousser son peuple à combattre en Ukraine : « L'objectif principal et le motif de l'opération militaire que nous avons lancée dans le Donbass et en Ukraine sont de soulager ces personnes de la souffrance, de ce génocide. À ce stade, je rappelle les paroles de la Sainte Écriture : "Il n'y a pas d'homme plus grand que celui-ci, qu'un homme qui donne sa vie pour ses amis." Et nous voyons à quel point nos militaires se battent héroïquement pendant cette opération. Ces mots viennent de la Sainte Écriture du christianisme, de ce qui est chéri par ceux qui professent cette religion[39]. » Rares sont les prêtres orthodoxes russes, comme Gueorgui Mitrofanov, à oser s'opposer publiquement en Russie à un tel détournement de l'appel évangélique à se débarrasser de tout glaive[40].

Cela conduit à poser la question de la religion authentique du maître du Kremlin. Bien qu'il fût un agent du KGB ayant participé à des opérations antireligieuses dans les années 1970, il raconte volontiers qu'enfant il a été baptisé secrètement dans l'Église orthodoxe. Il va même jusqu'à raconter que sa conversion au christianisme s'est produite en 1996, alors qu'il prenait un bain de vapeur dans l'une de ses résidences : un incendie s'était soudainement déclaré et il n'eut que le temps de sauver sa fille des flammes et de s'enfuir par la fenêtre. Le lendemain, il fut bouleversé d'apprendre que sa croix de baptême en aluminium n'avait pas fondu. Ce fut pour lui une « vraie révélation », le signe du ciel montrant qu'il avait bénéficié d'une protection spéciale. Depuis il se rend régulièrement aux longs offices du calendrier orthodoxe. Dans *Le Second Baptême de la Russie* du métropolite Hilarion, un film de 2013 à la gloire du patriarcat de Moscou, présenté sur la première chaîne de télévision russe, Poutine rappelait que sa politique accommodante à l'égard de l'Église russe était en fidélité absolue avec celle de Staline. L'historienne Françoise Daucé est cependant très

réservée à l'égard du christianisme affiché du président russe : sa foi serait celle d'un agnostique ayant fait le pari des valeurs patriotiques pour se faire élire et mettre en place une nouvelle « verticale du pouvoir ». Pour celui qui n'a pas oublié ses leçons d'athéisme scientifique et de matérialisme dialectique, « toutes les confessions ont été inventées par les hommes. Et si Dieu existe, il doit être dans le cœur de l'homme[41] ».

En outre, le patriarcat de Moscou a véhiculé nombre d'hérésies – dont celles du monophysisme, de la sacralisation du pouvoir, du culte de la violence – qui ont conduit à une mutation de la religion civile post-soviétique. Il est donc plus cohérent de relever nombre de signes qui apparentent la foi de Poutine, véritable pontife de la religion néo-impériale de l'*Homo post-sovieticus*, à celle d'un adepte de la religion polythéiste gréco-romaine. À titre d'exemple, il sélectionne des dates rondes pour ses guerres d'invasion comme le 8-8-2008 pour l'invasion de la Géorgie, ou le 22-2-2022 pour l'extension du conflit en Ukraine (en fait, le 23). On pourrait également citer l'exemple de la cathédrale militaire où les chiffres importants pour l'histoire de la Russie et en particulier pour la Deuxième Guerre mondiale, ont défini les proportions du temple[42]. Ce sens de la numérologie est typique des adeptes du *fatum*. Le choix qu'il fit en 2016 d'Anton Vaino comme directeur de l'administration présidentielle, un homme connu pour ses théories manichéennes et gnostiques, en dit long aussi sur son évolution religieuse. Et le 12 avril 2022, il expliqua à la presse qu'il n'avait pas d'autre choix que d'attaquer l'Ukraine, que cette opération militaire était « inévitable[43] ».

Mais il y a plus inquiétant. Le 18 octobre 2018 à Sotchi, le maître du Kremlin déclara qu'en cas de conflit nucléaire, l'agresseur de la Russie mourrait « sans même avoir le temps du repentir ». Les Russes n'auraient rien à craindre : « Nous irons au paradis en martyrs[44]. »

OceanofPDF.com

21

Une société pseudo-conservatrice qui marche à reculons

Galia Ackerman

En Occident, on a beaucoup écrit sur la réécriture de l'Histoire entreprise par le régime poutinien, qui donne une image édulcorée et glorieuse de l'histoire russe dans son ensemble, et de la période stalinienne en particulier. Or une société tournée vers le passé, et de surcroît vers un passé répressif, vers un régime qui transformait les gens en « petits rouages » et réprimait toute individualité, revient inévitablement aux valeurs sociétales révolues et réactionnaires. Cette évolution se produisit notamment sous Staline.

Libertés individuelles sous Staline et ses successeurs et l'éveil sous Gorbatchev

Après les premières années post-révolutionnaires où l'on pouvait « liquider » un individu au moindre soupçon d'activité antisoviétique, comme ce fut le cas du grand poète et premier mari d'Anna Akhmatova, Lev Goumilev, fusillé en 1921, la terreur bolchevique était « compensée »

par une licence des mœurs « libératoire ». Mais Staline comprit vite que toute liberté dans la vie privée des individus, même dévoués corps et âme à la Patrie socialiste, était préjudiciable au régime totalitaire. Les années 1930 furent donc marquées par un durcissement de la législation sur le genre : l'homosexualité fut sévèrement poursuivie, l'avortement fut interdit et les procédures de divorce devinrent compliquées et onéreuses, voire impossibles pour les membres du Parti communiste. La famille fut déclarée « cellule de la société » et son fonctionnement devait être réglementé par l'État.

D'autres limitations et interdits s'accumulèrent au fil des années : le rétablissement de l'enseignement séparé des garçons et des filles et le port obligatoire de l'uniforme qui ressemblait beaucoup à celui de la Russie tsariste ; l'interdiction de la musique pop occidentale, en particulier du jazz et, plus tard, du rock ; l'interdiction du port de cheveux longs et de barbes pour les jeunes gens, ainsi que du port du jean ; la réprobation et les sanctions pour tout vêtement un peu osé, comme un décolleté pour les femmes ou un pantalon trop moulant ou, au contraire, évasé. Dans la patrie de l'avant-garde artistique, l'art moderne fut banni et des trésors artistiques inestimables détruits, l'accès à la littérature ou à la philosophie occidentales du XX^{e} siècle sévèrement limité aux seules œuvres d'auteurs communistes ou sympathisants, etc. Les persécutions s'abattirent aussi sur les créateurs vivants, comme Sergueï Paradjanov, Dmitri Chostakovitch ou Mikhaïl Boulgakov. Dans la littérature et les arts, la place d'honneur fut réservée aux œuvres du réalisme socialiste et à celles dites « progressistes » de l'époque tsariste. Et dans la vie quotidienne, il ne fallait pas se démarquer, mais se comporter avec modestie et dévouement au régime.

Une grande partie de ces interdits demeurèrent en vigueur presque jusqu'à la fin de l'époque soviétique, lorsqu'une avalanche d'œuvres littéraires et artistiques et d'ouvrages historiques et philosophiques se déversa soudain sur le grand public ébahi. La fondation Open Society de

George Soros y joua un rôle essentiel : grâce à ses subventions, et autres initiatives, des milliers de titres furent traduits et distribués dans des bibliothèques à travers la Russie, et la recherche russe et les enseignants furent soutenus[1]. En quelques années, la société dans son ensemble fit un énorme progrès – ce fut l'avènement des libertés politiques –, et toute la sphère sociétale fut révolutionnée, comme en témoigne l'épanouissement de la psychanalyse ou l'annulation du délit d'homosexualité. Il suffit de voir, dans de vieux documentaires, les yeux illuminés des gens lors de débats publics de la fin de la *perestroïka* ou des premières années postcommunistes pour comprendre quel vaste monde nouveau était en train de s'ouvrir devant les Russes.

Hélas, cet éveil, cette effervescence furent de courte durée. Dès les premières années de l'arrivée de Poutine au pouvoir, on assista à la suppression progressive des libertés politiques, et les libertés sociétales commencèrent à disparaître, les unes après les autres. Il s'agissait d'abord de cas isolés qui pouvaient passer pour des excès locaux. Mais dès 2000, l'administration présidentielle créa, sur les conseils de Vladislav Sourkov, une organisation interrégionale de jeunesse, « Ceux qui marchent ensemble », visant à encadrer les jeunes à partir de onze ou douze ans et à leur inculquer des valeurs « saines » et patriotiques. Elle mit en place nombre d'actions bruyantes et plutôt extravagantes, comme la campagne de 2001-2002 auprès de la population afin de collecter les ouvrages d'écrivains « nuisibles » – en particulier Viktor Pelevine et Vladimir Sorokine –, proposant en échange des récits de guerre d'un « bon » écrivain soviétique, Boris Vassiliev. Puis, les « marcheurs » construisirent une gigantesque cuvette de toilettes près du théâtre Bolchoï où ils jetèrent ses œuvres satiriques et dystopiques, sauvagement déchirées, qui se sont avérées prophétiques[2]. Vladimir Sorokine lui-même définit l'essence de cette action : « Le désir de "nettoyer" la culture, de la rendre décente, est un symptôme du nouveau pouvoir, un signe de la nouvelle structure étatique

qui s’annonce. Mais il s’agit pour l’instant d’un “nettoyage” en douceur. J’appellerais ces gars les chemises brunes poudrées[3]. »

Une nouvelle étape fut franchie en 2003, lorsque le Centre Sakharov à Moscou organisa une exposition intitulée « Attention, religion ! » à laquelle participèrent une quarantaine d’artistes dont quelques-uns très connus, comme l’actionniste Oleg Koulik ou l’un des fondateurs du Sots art (ou pop art soviétique) Alexandre Kossolapov. Une rapide croissance de l’influence de l’Église en Russie poussa ce groupe d’artistes hétéroclite à réfléchir sur l’essence de la religion, mais aussi à attirer l’attention sur les dangers de la fusion de la religion avec l’État. Le Centre Sakharov n’avait toutefois jamais été très populaire parmi les Moscovites, et quatre jours après son vernissage, l’exposition n’avait été visitée que par quelques dizaines de personnes, avant d’être détruite au cours d’un pogrom organisé par six « chrétiens indignés ». Le hic, c’est que les six hooligans ne furent pas persécutés, alors qu’une collaboratrice et le directeur du Centre, Iouri Samodourov, ainsi qu’une artiste, Anna Altchouk, considérée comme co-organisatrice, eurent droit à un long procès. Ce pogrom et ce procès servirent de moyen de mobiliser la mouvance radicale de l’orthodoxie russe et les « patriotes ». Ainsi, des hommes de lettres et de la culture, comme Nikita Mikhalkov, Ilia Glazounov ou Valentin Raspoutine, affirmèrent, dans une lettre ouverte, qu’on ne pouvait comparer cette exposition même avec la propagande anticléricale communiste, car elle relevait d’un « satanisme conscient[4] ».

Le philosophe Mikhaïl Rykline, présent au procès en tant qu’époux d’Anna Altchouk, consacra à ce « sabbat des sorcières » un livre, « Croix gammée, Croix, Étoile. L’œuvre d’art à l’ère de la démocratie contrôlée[5] ». Pour lui, il s’agissait du premier procès pénal idéologique d’artistes s’exprimant sur des thèmes religieux dans la Russie moderne, ce qui augurait l’avènement d’un régime politique fascisant en Russie. Alors que Samodourov et sa collaboratrice écopèrent de lourdes amendes, pour

« propagande de la haine religieuse », Anna Altchouk fut acquittée mais le couple, traumatisé par ce procès médiéval à forte connotation antisémite, émigra en Allemagne où l'artiste, profondément déprimée après cette longue épreuve, mit fin à ses jours. Comme l'écrivit l'intellectuel et prêtre dissident moscovite Iakov Krotov : « Les événements entourant l'exposition se développèrent selon un scénario psychotique typique de la Russie contemporaine. La spécificité de la psychose réside dans le fait qu'en son sein, des constructions imaginaires sont dotées d'une réalité à part entière et deviennent plus réelles que toute réalité accessible à nos sens. Du point de vue de la logique de la psychose, il importe peu que la religion soit séparée de l'État et que le saccage des expositions soit interdit au même titre que celui des églises, des pagodes et des mosquées. Ce qui rend le psychotique dangereux, c'est qu'il vit selon sa propre législation imaginée et qu'il place la piété infiniment au-dessus de la loi[6]. » On voit bien que la substitution à la réalité d'une réalité imaginaire, qui a atteint son apogée dans la politique russe à l'égard de l'Ukraine, s'est formée dès les premières années du pouvoir poutinien.

Ce procès eut une influence néfaste sur la communauté intellectuelle et artistique russe. La peur d'une persécution poussa désormais les dirigeants de différentes institutions culturelles et muséales à pratiquer l'autocensure afin d'éviter des attaques de « chrétiens enragés » soutenus par les hautes instances ecclésiastiques et par une partie de l'opinion publique qui retrouva vite les réflexes soviétiques. En 2006, sur proposition d'Andreï Erofeev, l'un des conservateurs de la galerie Tretiakov, le Centre Sakharov organisa une seconde exposition controversée, « Art interdit 2006 », où furent rassemblées les œuvres censurées l'année précédente ; en réalité celles que diverses institutions n'avaient pas osé exposer, malgré les choix faits par des commissaires[7]. Cette exposition, où les 23 œuvres présentes ne furent visibles qu'à travers des petits trous dans la paroi empêchant l'accès direct aux tableaux, afin de souligner leur caractère « interdit », fut à son

tour condamnée. En mars 2007, le mouvement orthodoxe et patriotique Narodny Sobor demanda au parquet de tenir les organisateurs de l'exposition pour pénalement responsables, ses membres estimant que ces œuvres d'art insultaient les sentiments des croyants et encourageaient l'incitation à la haine religieuse. Selon eux, l'exposition était « antireligieuse, antiétatique, extrémiste et diffamait les forces armées russes et l'Église orthodoxe russe ». Une longue instruction, avec appel à des experts, et un long procès qui se tint en 2010 se soldèrent de nouveau par de grosses amendes. Surtout, Samodourov perdit son poste de directeur du musée Sakharov et Erofeev celui de conservateur à la galerie Tretiakov[8].

À l'issue de ces deux procès, et malgré les demandes du parquet de condamner les accusés à des peines de prison, ceux-ci n'écopèrent que de lourdes amendes. Moins de deux ans plus tard, une performance artistique valut à ses participantes une condamnation bien plus sévère. Le cas des Pussy Riot est bien connu. Ce groupe punk féminin, créé en 2011, qui prêchait le féminisme, la défense des LGBT et l'écologie, se fit également la réputation d'être antipoutinien. Peu de temps avant la réélection de Vladimir Poutine pour son troisième mandat, en 2012, certaines de ses membres organisèrent une prière un peu spéciale dans la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou. Cagoulées, les jeunes femmes appelèrent la Vierge à chasser Poutine et trouvèrent des mots durs pour le chef de l'Église orthodoxe russe : « Le patriarche Goundiaev croit en Poutine, salaud, il aurait mieux fait de croire en Dieu[9] ! » La performance ne dura que peu avant que quelques-unes des jeunes femmes soient arrêtées par des gardiens. En octobre 2012, deux participantes furent condamnées à deux ans de colonie pénitentiaire, et la troisième écopa de deux ans avec sursis. Malgré le tollé soulevé par cette condamnation dans le monde, le président en personne l'approuva : « En fait, il était juste qu'elles soient arrêtées, et il était juste que le tribunal prenne une telle décision. Parce que vous ne

pouvez pas saper les fondements de la moralité, de la morale, vous ne pouvez pas détruire le pays. Que nous restera-t-il alors[10] ? »

Ces trois procès marquent un tournant sociétal. La défense de la morale, de la moralité, des valeurs traditionnelles, en opposition frontale à l'Occident « décadent », prit de l'essor à partir du retour de Poutine à la présidence, en 2012, en parallèle avec le renforcement de l'éducation militaro-patriotique des jeunes. Même si les autorités évitèrent de refaire des procès tels que celui des Pussy Riot, qui les rendit célèbres à travers le monde et ridiculisa Poutine, toute critique du pouvoir, de l'Église, des valeurs traditionalistes et tout soutien aux valeurs occidentales sont de plus en plus bannis de l'espace public.

L'histoire du célèbre galeriste et collectionneur Marat Guelman est édifiante. Pendant quelques années, il fut le directeur du festival artistique et directeur du musée d'art contemporain à Perm, dans l'Oural. Tout cela prit fin en 2013, après une série de scandales. Comme l'écrivait un critique, « Guelman a réussi non seulement à faire passer et à imposer la vulgarité et l'obscénité dans la société, mais aussi à le faire, parfois, aux dépens du budget de l'État. En d'autres termes, *la destruction de la culture russe, l'un des principaux piliers de l'État russe*[11], a été réalisée avec l'argent russe[12] ». Le dernier grand foyer de l'art contemporain critique du pouvoir – ce qui est en principe l'objectif d'artistes politiques partout dans le monde[13] – fut ainsi liquidé et le gouverneur de la région de Perm, Oleg Tchirkounov, qui avait soutenu Guelman, fut limogé[14]. Ce dernier, considéré comme « le principal idéologue de la révolution culturelle de Perm », émigra au Monténégro et fut stigmatisé en 2021 comme « agent de l'étranger »[15].

Défense des « valeurs traditionnelles » à l'aide de lois liberticides

Dès 2012-2013, plusieurs lois liberticides furent adoptées. Si la propagande était administrée par quelques journalistes comme Kisselev, Soloviev, Skabeïeva et Simonian, la défense des valeurs traditionnelles revint en premier lieu à quelques personnages publics particulièrement odieux, comme Elena Mizoulina, Irina Iarovaïa, Vitali Milonov, Viatcheslav Volodine, Alexandre Khinstein ou Nikita Mikhalkov. De la même manière que Vladimir Jirinovski fut dès les années 1990 le pionnier de la promotion des attitudes impérialistes et de la goujaterie vis-à-vis de l'Occident, ces personnages sont encore à ce jour les invités fréquents de différents talk-shows animés par les propagandistes cités ci-dessus, ce qui les rend exagérément audibles.

Prenons en guise d'exemple l'activité de deux égéries des valeurs les plus conservatrices. La première, Elena Mizoulina, fut députée de la Douma, puis sénatrice à partir de 2015. On lui doit le projet de loi sur la restriction de l'accès à Internet, adoptée en 2012, qui permet la déconnexion des opérateurs de télécommunication s'ils ne bannissent pas les sites web figurant sur la liste noire établie par l'organisme gouvernemental, Roskomnadzor – organe exécutif fédéral qui réalise la surveillance dans le domaine des communications, des technologies de l'information et des médias. Ces sites contenaient prétendument de la pédopornographie, des documents liés à la drogue, des documents extrémistes et d'autres contenus interdits en Russie, ce qui *de facto* légalise la censure[16]. Mais la grande spécialité de Mizoulina, c'est la politique familiale. En juin 2013, le comité de la Douma aux affaires familiales, qu'elle préside, publia un projet de « Concept de la politique familiale de l'État jusqu'en 2025 », qui proposait une taxe supplémentaire sur le divorce et de nouvelles restrictions sur l'avortement. Dans le même temps, il était proposé de renforcer le rôle de l'Église orthodoxe dans l'adoption des lois sur la famille, d'augmenter le nombre de familles « multigénérationnelles » – celles dans lesquelles les grands-parents, les enfants et les petits-enfants vivent ensemble – et de

promouvoir activement la famille nombreuse. Par ailleurs, cette gardienne de la morale milite pour l'élévation de l'âge des relations sexuelles de 16 à 18 ans, contre les poursuites pénales pour violences familiales, contre la polygamie et, surtout, contre l'homosexualité[17]. Comme le souligne le politologue Marc Ournov, « les lois initiées par Mizoulina […] ont une caractéristique très spécifique : elles sèment l'intolérance[18] ».

L'autre égérie, Irina Iarovaïa, est juriste de formation, siège depuis 2007 à la Douma et estime que le conservatisme russe est un avantage de l'État russe dans un monde globalisé. Auteure de plus de 200 lois ou amendements aux lois existantes, elle préconise l'éducation patriotique des enfants, en particulier l'introduction dans toutes les écoles d'un manuel d'histoire unique approuvé par l'État, des peines plus sévères pour une série d'infractions pénales et administratives, ainsi que l'introduction de la peine de mort[19]. Elle est la coauteur du projet de loi sur la protection de la mémoire historique, qui établit la responsabilité pour atteinte à la mémoire historique concernant la Deuxième Guerre mondiale. Cette loi a complété la section du Code pénal sur les crimes internationaux par un nouvel article établissant notamment la responsabilité pour la négation mais aussi pour l'approbation publique des crimes du national-socialisme et des criminels nazis, signé par Poutine juste avant le 9 mai 2014[20]. Voilà ce qui permettra à la justice russe de condamner des « nazis » ukrainiens !

Iarovaïa est surtout tristement célèbre pour la loi qui, de façon informelle, porte son nom. En avril 2016, avec le sénateur Viktor Ozerov, elle a présenté des projets de loi durcissant les peines qui sanctionnent le terrorisme et l'extrémisme – dont les manifestations non autorisées – et instaurant la responsabilité pénale à partir de l'âge de quatorze ans. La « loi Iarovaïa » prescrit l'augmentation de la durée d'emprisonnement pour un certain nombre d'infractions pénales, l'introduction de motifs supplémentaires pour les interdictions de voyager et d'entrer sur le territoire russe, l'augmentation de la durée de conservation par les opérateurs de

téléphonie mobile des informations relatives à la réception, à la transmission et au contenu des informations et des messages vocaux – de six mois à trois ans –, l'autorisation pour les enquêteurs d'obtenir des informations à partir de la correspondance électronique, l'introduction du concept d'« acte de terrorisme international » et la criminalisation de la non-dénonciation de ces délits. Enfin, elle prévoit de très fortes limitations pour toute activité de missionnaires, ce qui limite sévèrement les activités des églises minoritaires, comme des évangélistes notamment[21]. Malgré une vague de protestations, cette loi fut adoptée par le Parlement et signée par Vladimir Poutine[22]. Ces nouvelles restrictions frappèrent particulièrement les Tatars de Crimée dont beaucoup furent condamnés pour les prières dans des lieux non autorisés, pour « terrorisme » et pour « extrémisme », écopant de peines de prison de quinze à vingt ans[23]. En somme, Mmes Iarovaïa et Mizoulina ont très fortement contribué à l'instauration de l'atmosphère stalinienne en Russie.

Lutte contre le mouvement LGBT présenté comme l'expression d'un Occident « pourri »

L'un des ingrédients de cette atmosphère de persécution, pour des raisons politiques, mais aussi pour d'autres motifs liés à la différence de comportement, est la lutte contre l'homosexualité. Selon le philosophe politique Sergueï Medvedev, le régime de Poutine, comme tout régime totalitaire, veut contrôler la vie privée du citoyen en lui imposant ses règles[24]. Cette lutte a deux objectifs principaux. D'une part, l'État confronté au déclin démographique essaie de poursuivre sa politique nataliste[25], d'où son désir d'enrayer le nombre d'homosexuels qui seraient sept millions en Russie[26]. D'autre part, l'homosexualité affichée fait partie des tares décriées de la société occidentale, et l'interdire ou la vilipender, comme à l'époque soviétique, est un parfait moyen de mobiliser la haine du peuple contre

l'Occident et en particulier contre la « Gayropa » – contraction de « gay » et « Europa », l'Europe. Un discours sur « l'idéologie occidentale du genre » a commencé à émerger depuis les dernières grandes manifestations de l'opposition en 2011-2012 contre la fraude électorale aux élections législatives et contre la réélection de Poutine, car cette idéologie visait prétendument à saper les « valeurs traditionnelles » russes. Il fallait réprimer la couche pro-occidentale de la société civile et restreindre ses libertés dont celle de choisir librement sa vie sexuelle. L'une des conséquences fut l'adoption, en 2013, d'une loi administrative fédérale interdisant la « propagande des relations sexuelles non traditionnelles », ce qui rendait les homosexuels totalement « invisibles ». L'un des leaders de ce combat contre les « pédérastes » est le député Vitali Milonov, qui s'est permis des déclarations choquantes : « En tant qu'ancien chasseur de démons, j'ai le nez pour les homos. Vous pouvez généralement les sentir : ils sentent le soufre, naturellement[27]. » Les autorités russes ont également adopté en 2014 une loi interdisant l'adoption d'enfants dans les pays où les mariages homosexuels sont reconnus[28].

Au fil des dix dernières années, le thème des LGBT est devenu de plus en plus important politiquement. Il s'agit de l'opposition entre une Russie « saine », qui fait la distinction entre homme et femme, et l'Occident débridé. Accuser quelqu'un d'être homosexuel équivaut à le présenter comme un pro-occidental et moralement corrompu. Ainsi, lorsque l'acteur comique et présentateur de télévision très populaire Maxime Galkine, époux de la diva Alla Pougatcheva, quitta la Russie après le début de l'agression contre l'Ukraine, et qu'en outre il se permit de critiquer cette guerre et de mettre en doute les informations russes officielles, Margarita Simonian, la cheffe de Russia Today, prononça une diatribe contre lui dans le fameux talk-show de Vladimir Soloviev sur la plus importante chaîne du pays, Rossia1 : « Lorsqu'un homme dont tout le monde sait pertinemment qu'il est homosexuel épouse une femme plus âgée, pour faire diversion,

pour s’enrichir personnellement, pour trouver une voie dans sa carrière et convaincre son public crédule qu’ils s’aiment… Comprenez-vous le niveau de cette hypocrisie, les mensonges et généralement la qualité de cet homme ? Mais ils sont tous comme ça, ces raclures. » Et elle continua en s’adressant à Galkine : « Un homme comme toi, menteur, tricheur, tu te permets de jeter de la boue sur ma patrie, sans avoir la moindre idée de quoi que ce soit. Ni sur l’opération militaire, ni sur la géopolitique, ni sur ce qu’est même la Patrie. Ordure ! » Le tabloïde *Komsomolskaïa Pravda* qui rendit compte de cette diatribe de Simonian a titré « Pougatcheva et Galkine ont reçu un coup dévastateur : un secret honteux des artistes est révélé[29] ! ». Soulignons que ces allégations sont fausses : le couple est marié depuis plusieurs années et élève deux enfants communs.

La propagande antigay et anti-LGBT en général continue de proliférer. À l’heure où nous écrivons ces lignes, la Douma commence à examiner le projet de loi proposé par le réalisateur et artiste Nikolaï Bourliaev, député de cette Douma, qui interdit la promotion de *Childfree* – le refus volontaire d’avoir des enfants –, de l’orientation sexuelle non traditionnelle et du « déni des valeurs familiales » dans le cinéma, la musique, le théâtre, les médias et l’internet. À l’en croire, « le problème est que le monde est devenu irrationnel et inintelligent. La Russie a une mission : la providence divine lui présente une occasion unique de renaître sur de nouvelles bases et de présenter au monde un nouveau modèle civilisationnel d’un État éclairé, harmonieux, positif et sensé[30] ».

Un autre sujet qui montre le caractère rétrograde et réactionnaire du régime russe est la violence répandue dans la société, en particulier dans l’armée, dans les prisons et les camps, entre adultes, au sein de la famille, à l’égard des femmes et des enfants, etc. Une violence que le régime de Poutine n’essaie pas de juguler : la justice n’intervient que si l’affaire fait scandale, comme ce fut le cas avec des vidéos de la torture et du viol des détenus par le personnel du Service d’exécution des peines dans des

colonies pénitentiaires d'Irkoutsk, Saratov et Vladimir, pour les forcer à collaborer[31]. Lorsque ces vidéos furent transmises à l'étranger, une enquête fut menée et certains responsables jugés ou rétrogradés. On connaît par ailleurs des cas nombreux de suicide dans l'armée à cause du bizutage pratiqué par des « aînés » sur les nouvelles recrues. On sait également que la Russie est le pays où le machisme est officiellement approuvé, y compris par Poutine. Ainsi, le 19 octobre 2006, pensant que le micro était débranché, celui-ci déclara au Premier ministre israélien Ehud Olmert : « Transmettez mes salutations à votre président ! Il s'avère que c'est un homme très puissant ! Il a violé dix femmes ! Je ne m'attendais pas à ça de sa part ! Il nous a tous surpris ! Nous sommes tous jaloux de lui[32] ! » Plus tard, le président en question, Moshe Katsav, fut obligé de démissionner puis fut condamné à sept ans de prison. De son côté, en 2017, le grand propagandiste du régime, Dmitri Kisselev, défendit dans son émission phare « Les Nouvelles de la semaine » l'ancien magnat du cinéma Harvey Weinstein, critiquant de manière sarcastique les victimes présumées de ses viols et agressions. Selon lui, l'Amérique avait perdu le sens de l'humour, lorsqu'il s'agit du sexe[33].

Le régime a même décriminalisé la violence domestique en adoptant en 2017, à l'initiative d'Elena Mizoulina, une loi qui ne prévoit pas de peine, sauf administrative – une amende, par exemple –, pour le premier tabassage en famille, à condition qu'il n'y eût pas de conséquences pour la santé de la victime[34]. Selon Mizoulina, « les sanctions ne doivent pas contredire le système de valeurs familiales ». Et d'affirmer que la dépénalisation des coups « protégerait les familles d'une intrusion injustifiée » et renforcerait la « famille traditionnelle[35] ». Telle est également l'attitude de l'Église orthodoxe russe qui exprima, en 2016, sa préoccupation pour une nouvelle version du Code pénal interdisant les châtiments corporels des enfants. En vertu des Saintes Écritures, l'Église « considère l'utilisation raisonnable et aimante de la punition physique comme une partie intégrante des droits des

parents établis par Dieu lui-même ». La Commission patriarcale pour la famille, la maternité et l'enfance exigea que les parents consciencieux qui punissent leur progéniture « modérément et raisonnablement » ne puissent pas être persécutés. Et le président de cette commission, l'archiprêtre Dmitri Smirnov, donna à l'occasion des conseils pour punir les enfants, « avec une ceinture souple, tressée de préférence[36] ».

On a même parfois l'impression que c'est la Tchétchénie de Kadyrov qui donne le *la* et fournit une indication de la direction que pourrait prendre la Russie. C'est là aujourd'hui en effet où la violence du pouvoir, mais aussi la violence sociétale et la soumission de la population sont totales. C'est là qu'eurent lieu les meetings de centaines de milliers de personnes, organisés sur l'ordre de Kadyrov, pour condamner les caricatures du prophète Mahomet – et non les assassins de plusieurs collaborateurs de *Charlie Hebdo*. C'est là qu'on enlève, torture et tue des homosexuels que Kadyrov traite de « diables[37] ». C'est là qu'un établissement spécial forme les « volontaires » venus des quatre coins de Russie pour combattre l'Ukraine et réaliser des nettoyages ethniques en transformant les « nazis » en engrais[38].

Depuis une bonne dizaine d'années, la rhétorique ultra-conservatrice est à la mode en Russie : on préserve les valeurs de nos ancêtres, on respecte les sentiments des croyants de toute obédience ancrée en Russie, on évite tout trouble social, toute manifestation non autorisée, on interdit en tant qu'« indésirables » des ONG à moindre consonance politique ou de défense des droits de l'homme, tout au mieux on les reconnaît « agents de l'étranger », on contrôle de plus en plus Internet – on a déjà reconnu Facebook et Instagram comme « extrémistes », même si les utilisateurs peuvent y placer des contenus neutres –, on rend plus difficiles les voyages à l'étranger en arrêtant de délivrer les passeports biométriques, on encourage le patriotisme et l'éducation patriotique, on limite sévèrement les droits des minorités sexuelles, on contrôle la sphère artistique et on censure

les spectacles, les films et les concerts. Même si la censure n'existe pas officiellement, le Roskomnadzor peut interdire n'importe quelle publication ou manifestation culturelle et initier une poursuite pénale.

En réalité, ce qui semblait, il y a quelques années encore, être des initiatives extrêmes de quelques députés et autres hommes politiques surexcités, fut codifié dans la nouvelle mouture de la Constitution dont les amendements furent proposés par Vladimir Poutine en personne, en 2020. C'est lui aussi qui soumit son paquet d'amendements en dernier, avant la deuxième lecture. Tout le programme conservateur y est. Le maître du Kremlin a notamment proposé d'inscrire dans la loi fondamentale que le peuple russe est formateur de la nation et que le russe est la langue de l'État, que le mariage est une union d'un homme et d'une femme et que « les enfants sont le bien le plus important de la Fédération de Russie ». Lui aussi qui a introduit Dieu dans la Constitution d'un État laïque par une phrase emberlificotée : « La Fédération de Russie, unie par une histoire millénaire, préservant la mémoire des ancêtres qui nous ont transmis les idéaux et la foi en Dieu, ainsi que la continuité dans le développement de l'État russe, reconnaît l'unité de l'État historiquement établie. » Sur sa proposition, la Constitution stipule que la Russie « honore la mémoire des défenseurs de la Patrie et assure la protection de la vérité historique ». « Diminuer l'importance des faits d'armes du peuple dans la défense de la patrie n'est pas autorisé[39] », dit le document. Adoptée à l'issue d'un référendum qui permettait aux citoyens de voter en bloc pour ou contre, alors que le projet contenait des « carottes » telles que l'indexation des retraites, la Constitution donna un cadre légal à une pléthore de nouvelles lois liberticides.

Le conservatisme fut déclaré idéologie d'État par Poutine, ainsi que par d'autres chantres de son régime. Il l'a déclaré en octobre 2021, lors de la réunion du Club Valdaï : « Nous serons guidés par l'idéologie d'un conservatisme sain. [..] À l'heure où le monde traverse une crise

structurelle, l'importance d'un conservatisme raisonnable comme fondement politique s'est multipliée. » Et d'ajouter que la notion même de progrès avait changé dans le monde. En soutien à son idéologie conservatrice, il a cité le philosophe Nikolaï Berdiaev : « Le conservatisme n'est pas ce qui nous empêche de monter et d'avancer, mais ce qui nous empêche de reculer et de descendre vers le chaos[40] » (il apparaît que Poutine aime citer les philosophes russes[41], même s'il s'agit probablement d'une sélection de citations préparée par ses conseillers).

Les apologètes du régime considèrent que dans ce discours tenu au Club Valdaï, Poutine a formulé l'idéologie et le cap stratégique du pays, voire son idée nationale[42]. Or, sa citation de Berdiaev montre qu'il n'a pas lu en entier le texte de celui-ci, un émigré russe, car cet article, « Le Destin du conservatisme russe », publié pour la première fois en 1904, se conclut ainsi : « Le conservatisme russe est impossible car *il n'a rien à préserver*. Le romantisme slave a inventé ces débuts idéaux, qui doivent être préservés, mais qui n'existaient pas dans notre passé historique. Par conséquent, notre conservatisme n'a pas affirmé une sorte de culture particulière, mais a nié la créativité de la culture, a dégénéré en réaction nihiliste. Les forces créatives s'organisent pour détruire le pouvoir de la négation nihiliste[43]. »

Cette phrase vieille de plus d'un siècle résume parfaitement l'absence de perspectives de l'idéologie conservatrice de Poutine, laquelle repose sur des fondements inexistants, dont la glorification de Staline qui était l'un des pires bouchers de l'Histoire, la glorification de la victoire dans la Deuxième Guerre mondiale, qui permit au Vojd de coloniser la moitié de l'Europe, la suprématie de l'Empire russe qui justifie, aux yeux de Poutine, l'invasion de l'Ukraine et les « pacifications » passées, comme celles de la Tchétchénie et de la Géorgie, la glorification d'un mode de vie traditionnel qui inclut l'asservissement de la femme et la cruauté dans les relations familiales, ou encore la foi en Dieu au nom de laquelle il est permis

d’interdire et de saccager tout ce qui ne plaît pas aux autorités ecclésiastiques. Tant que la société russe ne l’aura pas compris, le cercle vicieux de l’histoire russe va se répéter.

OceanofPDF.com

Où va la Russie ?

Galia Ackerman et Stéphane Courtois

Dans le présent ouvrage, nous avons exploré différentes facettes de la personnalité de Vladimir Poutine et du régime qu'il a créé en s'appuyant sur les doctrines et les pratiques du KGB et de son héritier, le FSB. S'il est une chose à retenir, c'est qu'à l'instar de tout l'appareil des services secrets, nous l'avons vu, le président russe a considéré que l'éclatement de l'URSS – et, partant, la fin du régime communiste – fut la plus grande catastrophe géopolitique du siècle dernier. D'où, d'abord, son idée obsessionnelle de restaurer l'empire et d'empêcher les ex-républiques soviétiques de s'émanciper du « grand frère », puis sa volonté de reconstruire un système de gouvernance de type soviétique avec un *vojd* – le chef – et un corps d'élite – le KGB-FSB – au pouvoir, sans alternance. Cette obsession fut bien définie par Eugène Minkowski, ce psychiatre né à Saint-Pétersbourg en 1885 : « La forme spécifique de l'idée délirante n'est pas autre chose, au fond, qu'un essai de la pensée, demeurée intacte, pour établir un lien logique entre les différentes pierres de l'édifice en ruine. »

Au fond, Poutine s'est attaché à reconstruire un édifice fantasmé et centré sur trois délires logiques. Le premier vise à rétablir la grandeur géopolitique de l'URSS et repose sur le déni absolu de la défaite historique du communisme – lequel, en 1989, a perdu la Guerre froide – qui a conduit en 1991 à la faillite retentissante de l'absurde système de rejet de la

propriété privée et du régime de terreur de masse inauguré le 7 novembre 1917, mettant ainsi fin au premier régime totalitaire de l'Histoire. Et aucune des nations enfermées durant des décennies derrière le « rideau de fer » ou au sein de l'URSS n'a envie d'y retourner. Pour légitimer son projet, Poutine joue du prestige de la victoire de l'URSS sur le nazisme en 1945, en « oubliant » que la Deuxième Guerre mondiale a été inaugurée par l'alliance entre Hitler et Staline qui, déjà, détruisit l'existence même de la Pologne – dont l'Ukraine occidentale –, des États baltes et de la Bessarabie roumaine – l'actuelle Moldavie.

Poutine a construit son deuxième délire autour d'une mythologie de la grandeur de l'empire des tsars, pourtant fondé sur un régime ultra-réactionnaire. Il s'appuie sur une géopolitique portée par des ultra-nationalistes, reposant sur l'idée des zones d'influence où seuls certains pays, comme la Russie, disposeraient d'une souveraineté véritable, les autres étant condamnés à subir leur diktat (un concept obsolète depuis que le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a été posé en 1918). Cette géopolitique repose aussi sur la vision expansionniste d'une Eurasie pourtant rejetée par les Européens, et enfin sur la mythologie d'une Église orthodoxe officielle – en réalité, le Patriarcat de Moscou – censée assurer l'unité des Slaves, alors que cette Église n'est plus, depuis 1929, qu'une créature du NKVD-KGB.

Le troisième délire renvoie au fantasme de l'unité des « frères » et « peuples frères » russe et ukrainien. Or, en dépit de leurs vieilles relations avec les Russes, les Ukrainiens ont eu tout loisir de constater, lors de la période soviétique, que les bolcheviks cherchaient par tous les moyens – y compris la famine génocidaire du *Holodomor* en 1932-1933 – à les empêcher de construire et de développer leur culture, leur nation et leur État. Et surtout, en accédant en 1991 à l'indépendance à laquelle ils aspiraient depuis des siècles, ils ont montré que, dans la tradition des

paysans cosaques libres et souvent révoltés contre les tsars, ils étaient très attachés à leurs libertés et à la construction d'un État de droit.

Vladimir Poutine s'est auto-intoxiqué de ses trois délires qui l'ont conduit à des fautes politiques irréparables : à aucun moment, le grand chef et ses acolytes – la bande poutinienne, formée à Saint-Pétersbourg entre 1991 et 1996 et au pouvoir depuis 2000 – n'ont imaginé la résistance armée et de masse du peuple ukrainien, ni la réponse unitaire de l'Union européenne, ni le vote massif de l'Assemblée de l'ONU contre la Russie, ni enfin la puissance des sanctions auxquelles celle-ci allait s'exposer ; de manière analogue, Hitler n'avait pas imaginé en septembre 1939 que la France et l'Angleterre entreraient en guerre pour la Pologne, ni même l'intervention des États-Unis fatale à l'Allemagne qui en a payé le prix fort pendant des décennies. La haine idéologique congénitale de Poutine envers la démocratie va aujourd'hui coûter très cher à l'image et à la puissance de la Russie tout au long du XXIe siècle. Marcel Proust l'avait bien compris : « Les faits ne pénètrent pas dans le monde où vivent nos croyances. »

Dans les quelques jours qui ont suivi ce fatidique 24 février 2022, Vladimir Poutine a réussi l'exploit d'atteindre l'exact contraire de tous ses objectifs. Il voulait prendre Kiev en quelques jours et s'emparer de toute l'Ukraine en quelques semaines : échec ! Il voulait montrer que le président ukrainien Zelensky était un « clown » et son gouvernement un ramassis de fantoches, « dégénérés » et « nazis » : échec ! Il affirmait que l'Ukraine n'existait pas comme État et que les « peuples frères » russe et ukrainien appartenaient au même « monde russe » : échec ! Il pensait que l'Union européenne, prise en otage par le gaz russe, ne réagirait pas et se déchirerait : échec ! Il estimait, comme d'autres en Occident, que l'OTAN était en état de « mort cérébrale » : échec ! Il voulait à tout prix écarter les États-Unis de la scène européenne : échec !

Comment une puissance mondiale peut-elle encore être menée par un chef aussi incompétent et de surcroît arrogant et mégalomane ?

Décidément, après 1560 et la mise en servage de la paysannerie par Ivan le Terrible, après 1825 et la répression des « décembristes » par Nicolas I[er], après le coup de force bolchevique du 7 novembre 1917, force est de constater que le malheur russe est de retour, provoquant de grands désastres chez les Russes, chez leurs voisins proches et dans le monde entier. La Russie court bel et bien à l'abîme.

Derrière les rideaux de fumée déployés par le Kremlin et sa diplomatie depuis vingt ans, la guerre qu'il a lancée contre l'Ukraine a révélé la véritable nature de l'ancien kagébiste, comme de son régime. Même le « libéral » Dmitri Medvedev, la doublure de Poutine à la tête du pouvoir entre 2008 et 2012, se révèle pour ce qu'il est, un génocidaire – le 7 juin 2022, il déclarait ainsi à propos des Ukrainiens : « Ce sont des bâtards et des dégénérés. Ils veulent notre mort, celle de la Russie. Et tant que je serai en vie, je ferai tout ce que je peux pour les faire disparaître[1]. » Paranoïa, thématique des *Untermenschen* et volonté d'extermination… Goebbels ne disait pas autre chose ! D'ailleurs, dès la fin février, Medvedev se félicitait que la guerre contre l'Ukraine soit « une bonne occasion de rétablir certaines institutions importantes dans le pays, comme la peine de mort ». Lénine aussi avait décidé, le 21 février 1918, de rétablir la peine de mort qui avait été abolie par la révolution démocratique de février 1917 : *bis repetita*…

Mettant ses pas dans ceux de Medvedev, l'écrivain ultra-nationaliste et député à la Douma Zakhar Prilepine initia la création, le 3 août 2022, au sein du Parlement russe, d'un Groupe d'enquête sur les activités antirusses dans le domaine de la culture, le GRAD[2] (un acronyme qui coïncide avec le nom des lance-roquettes multiples qui chaque jour tirent des milliers d'obus sur l'Ukraine). Objectif dudit GRAD : « purger l'espace culturel », avec à la clef un appel à la délation contre « les agents antirusses et leurs complices ». Une liste de 150 de ces « agents » a déjà été établie et pour s'en extraire les personnes visées n'ont qu'à « exprimer publiquement leur

soutien » à « l'opération militaire spéciale » – *i.e.* la guerre contre l'Ukraine. Bref, un retour direct à la case Union soviétique ! Comme l'a montré la Révolution française lors de sa période terroriste, dans un régime dictatorial fondé sur une idéologie unique et obligatoire, seule la surenchère peut assurer un semblant de légitimité dans la course au pouvoir à celui qui sera, en déclaration mais aussi en actes, plus ultranationaliste et génocidaire que les autres.

Cependant, la concurrence pour le pouvoir aurait-elle atteint à Moscou un tel degré d'intensité que, comme sous le Comité de Salut public, la guillotine – en l'occurrence une voiture piégée – serait chargée de trancher les querelles ? Alexandre Douguine, l'idéologue le plus extrémiste du régime, en a fait l'amère expérience le 21 août 2022, même si c'est sa fille qui est morte dans l'explosion de la voiture où son père devait monter…

En 1950, Staline donna le feu vert au communiste nord-coréen Kim Il-sung pour qu'il envahisse la Corée du Sud, manquant de peu de déclencher une troisième guerre mondiale et empoisonnant jusqu'à aujourd'hui toute la vie internationale en Extrême-Orient. Avec son invasion de l'Ukraine, Poutine marche dans les pas de son illustre prédécesseur et n'hésite pas à agiter la menace d'une troisième guerre mondiale nucléaire – qui, par définition, serait « la der des der » !

Si le maître du Kremlin est déjà obligé, à l'heure où nous écrivons ces lignes, d'avoir recours aux drones iraniens et aux obus nord-coréens, s'il invite des criminels emprisonnés[3] et des SDF[4] à remplir les rangs de la glorieuse armée russe et, qui plus est, déclare une mobilisation partielle, c'est que celle-ci commence à souffrir des revers. Mais Poutine ne peut reconnaître sa défaite car il risque fort de perdre son pouvoir, ses milliards et peut-être même la vie ; il pratique donc la fuite en avant, organise des référendums factices dans quatre districts ukrainiens et proclame leur rattachement à la Russie, tout en brandissant la menace atomique. Le fait-il

en accord avec le clan le plus proche du national-socialisme ou dans la crainte de sa possible élimination ?

C’est à ce moment-là que l’Occident doit redoubler d’attention. Car le régime post-poutinien peut bien mettre un masque de « détente », comme le fit Medvedev entre 2008 et 2012, et ne lâcher un peu de lest que dans l’objectif d’obtenir la levée des sanctions et se renforcer, avant de contre-attaquer. Pour être crédible, la Russie doit donc libérer jusqu’au dernier centimètre du territoire ukrainien, la Crimée comprise, et admettre l’adhésion de l’Ukraine à l’OTAN et à l’Union européenne. Elle doit payer les réparations à l’Ukraine pour toutes les destructions et les morts des civils, lui rendre tous ses citoyens déportés, enfants inclus, et signer et ratifier un traité de paix avec l’Ukraine, avec les garanties de sa sécurité et de l’inviolabilité de ses frontières par les grands pays européens et les États-Unis. L’agresseur doit être sévèrement puni pour son agression et ne doit pas avoir la possibilité de recommencer. Seule cette punition peut réveiller la conscience des Russes qui, après six mois de combats, soutenaient toujours, à 70 %, la guerre. Il ne peut être question de revenir au *statu quo ante bellum* avec la Russie tant que ces conditions agrémentées d’un repentir national et de peines sévères pour les coupables (les administrations, les militaires, les propagandistes, etc.) ne seront pas effectives. Seules les nouvelles forces vives, prêtes à en finir avec le soviétisme et le contrôle du pouvoir par le KGB-FSB, sauveront la Russie et son peuple des chimères d’un passé sanglant.

OceanofPDF.com

Notes

I – Chronique d’une dictature annoncée

1. Vladimir Poutine, un *Homo sovieticus*

1. Son grand-père, Spiridon, était un paysan devenu cuistot. Il aurait travaillé à Gorki, parmi d’autres personnels de cuisine, pour nourrir la famille de Lénine après la mort de celui-ci, mais il n’a jamais servi Staline.

2. C’est ce qu’il explique dans un livre d’entretiens accordés à trois journalistes russes, *Première personne*, Paris, So Lonely, 2016. En russe, ce livre complaisant est sorti en 2000.

3. Les fantômes de Vladimir Poutine (veridik.fr) <https://veridik.fr/2022/03/01/les-fantomes-de-vladimir-poutine/>. Un kremlinologue distingué des années 1980 est même allé jusqu’à présenter Poutine comme un fils quasi adoptif de Iouri Andropov (Alexandre Adler, interview à la RTBF, 3 mars 2022).

4. Selon l’ex-espion soviétique et russe, Sergueï Jirnov, Poutine aurait été déclaré inapte à l’Institut Andropov, une école du KGB qui formait les futurs espions. Voir Sergueï Jirnov, « À l’Institut Andropov, on avait déclaré Vladimir Poutine inapte » (lefigaro.fr).

5. Sur cette question, voir Stéphane Courtois, « Poutine, *kompromat* et chantage sexuel », *Desk Russie*, n° 18, mars 2022.

6. La Hongrie a été la première à se révolter dès fin 1988.

7. Voir en particulier Evguenia Albats, *La Bombe à retardement. Enquête sur la survie du KGB*, Paris, Plon, 1995.

8. Чем клянутся воры в законе | Media news (maxpark.com).

9. Cité par Nicolas Werth, *in* Stéphane Courtois, Nicolas Werth *et alii*, *Le Livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1997, p. 79.

10. Vladimir Boukovski, *Jugement à Moscou : un dissident dans les archives du Kremlin*, Paris, Robert Laffont, 1995.

11. Alexander Litvinenko, *LPG : Loubianskaïa prestoupnaïa grouppirovka : offitser FSB daïot pokazaniïa*, Moscou, Grani, 2002.

12. « Who Was Who? The Key Players In Russia's Dramatic October 1993 Showdown » (turbopages.org).

13. Первая чеченская война – frwiki.wiki.

14. Россия (банк) – Википедия (wikipedia.org).

15. « All Putin's Men: Secret Records Reveal Money Network Tied to Russian Leader – ICIJ » (turbopages.org).
Sur l'enrichissement illicite de Poutine à Saint-Pétersbourg, voir également Темное Прошлое Путина (livejournal.com).

16. Pour un bon aperçu de la carrière de Iouri Skouratov : Последний независимый прокурор России (politforums.net).

17. Sur l'implication des services secrets russes dans ces explosions, *cf.* David Satter, *The Less You Know, The Better You Sleep : Russia's Road to Terror and Dictatorship under Yeltsin and Putin*, New Haven, Yale University Press, 2016.

18. La meilleure source sur la seconde guerre tchétchène, ce sont les livres de la journaliste russe Anna Politkovskaïa, assassinée en 2006 à Moscou ; par exemple *Tchétchénie, le déshonneur de la Russie*, Paris, Buchet-Chastel, 2003.

19. Bon aperçu de ces élections : Выборы в Государственную думу 1999 года. Как это было – Vatnikstan.

20. « Le système Poutine » (correctiv.org).

21. Un grand entretien avec Alexandre Douguine réalisé par Galia Ackerman, « L'idéologue de Poutine », *Politique internationale*, n° 144, été 2014.

2. Le KGB revient au pouvoir

1. Операция « внедрение » завершена ! Отдельный разговор (novayagazeta.ru).

2. Voir Catherine Belton, *Les Hommes de Poutine. Comment le KGB s'est emparé de la Russie avant de s'attaquer à l'Ouest*, Paris, Talent Éditions, 2022, en particulier ch. 6.

3. Крыштановская у Альбац : tapirr – LiveJournal.

4. « Реформирование администрации президента Российской Федерации », – публикации « Коммерсанта » и комментарий Олега Гордиевского (svoboda.org).

5. Полномочный представитель президента Российской Федерации в федеральном округе – Википедия (wikipedia.org).

6. Pour NTV, voir Разгром НТВ : мрачный юбилей (svoboda.org) ; pour ORT, Волошин рассказал, как Путин лишил Березовского « любимой игрушки » – ОРТ – TOPNews. RU.

7. L'association des victimes parle de 174 victimes parmi les spectateurs. Теракт на Дубровке – Википедия (wikipedia.org).

8. Les forces spéciales ont utilisé un gaz paralysant inconnu, sans préparer d'antidotes, d'où ce nombre de morts. NEWSru.com : Газ, примененный на Дубровке, засекретили. Депутатам в информации отказали.

9. Françoise Thom, *Comprendre le poutinisme*, Paris, Desclée de Brouwer, 2018, p. 79.

10. *Id.*, p. 78.

11. Mikhaïl Khodorkovski et Natalia Gevorkyan, *Le Prisonnier de Poutine*, Paris, Denoël, 2012.

12. Voir en particulier Catherine Belton, *Les Hommes de Poutine…*, *op. cit.*, ch. 7 : « Opération Énergie ».

13. « Le Poutineland », *Desk Russie* (desk-russie.eu).

14. Abramov, à la réputation d'incorruptible et qui avait occupé les postes de ministre des Finances, puis de Premier ministre et enfin de président par intérim de la Tchétchénie, fut victime en quatre ans (2001-2005) d'un attentat et de deux accidents de circulation, probablement prémédités. Абрамов, Сергей Борисович – Википедия (wikipedia.org).

15. *Cf.* Anna Politkovskaïa, « Poisoned by Putin », *The Guardian*, 9 septembre 2004. Plusieurs centaines de parents de victimes ont gagné le procès devant la Cour européenne des droits de l'homme pour l'usage indiscriminé de la force par les assaillants des troupes spéciales russes qui ont produit un pur massacre ; *cf.* Решение ЕСПЧ о взыскании компенсации в пользу жертв теракта на Дубровке вступило в силу – Международная Юридическая фирма « Трунов, Айвар и партнеры » (trunov.com).

16. Françoise Thom, *Comprendre le poutinisme*, *op. cit.*, p. 137.

17. « Polémiques et manifestations contre la visite de Vladimir Poutine » (lemonde.fr).

18. Voir chapitre précédent.

19. Compagnie militaire privée russe, fondée en 2014, apparemment entretenue par un oligarque proche de Poutine et contrôlée par l'état-major russe. Elle a participé activement aux combats en Syrie, dans le Donbass, en Afrique, etc. Elle est connue pour les atrocités commises par ses membres. Groupe Wagner – Wikipédia (wikipedia.org).

20. Des troupes russes sans insignes qui ont occupé militairement la Crimée en 2014.

21. Voir Victor Zaslavsky, *Le Massacre de Katyn. Crime et mensonge*, Monaco, Éditions du Rocher, 2003.

22. *L'Express*, 4-11 septembre 1972, p. 66-73.

23. Обращение Президента России Владимира Путина • Президент России (kremlin.ru), cité par Françoise Thom, *Comprendre le poutinisme*, *op. cit.*, p. 86.

24. Администрация президента назвала главных врагов России, 30 сентября 2004 – аналитический портал полит.ру (polit.ru).

25. Voir Stéphane Courtois, *Lénine, l'inventeur du totalitarisme*, Paris, Perrin, 2017.

26. « L'empoisonnement de Viktor Iouchtchenko raconté par son médecin » (lemonde.fr).

27. Ce mouvement a absorbé un mouvement de jeunesse similaire, « Ceux qui marchent ensemble », créé en 2000, jugé trop agressif et pas suffisamment contrôlé. *Cf.* Идущие вместе – Википедия (wikipedia.org).

28. Послание Федеральному Собранию Российской Федерации • Президент России (kremlin.ru).

29. En 2011, Beltransgaz fut entièrement racheté par Gazprom. *Cf.* История « Белтрансгаза » : как Лукашенко продал России « ржавую трубу » – Салідарнасць (gazetaby.com).

30. Voir le parcours d'Anna Politkovskaïa dans un film étonnant de Marina Goldovskaïa, *Goût amer de la liberté*, sous-titré en français (https://www.youtube.com/watch?v=loAemX4OUFU). Lire également *Hommage à Anna Politkovskaïa* (collectif), Paris, Buchet-Chastel, 2007.

31. Jens Høvsgaard, *Gier, Gas und Geld. Wie Deutschland mit Nordstream Europas Zukunft riskiert*, Munich, Europa Verlag, GmbH, 2019.

32. Françoise Thom, *Comprendre le poutinisme*, *op. cit.*, p. 95.

33. Реформа Вооружённых сил России (2008—2020) – Википедия (wikipedia.org).

34. Entre 2012 et 2016, par exemple, la part des dépenses du complexe militaro-industriel a augmenté de 14,1 % à 23,8 % du budget national. *Cf.* Денег нет ? Деньги есть ! – Андрей Илларионов – LiveJournal.

35. Выступление Владимира Путина на митинге в Лужниках – РИА Новости, 23.02.2012 (ria.ru), cité par Françoise Thom, *Comprendre le poutinisme*, *op. cit.*, p. 104.

3. La fuite en avant de Vladimir Poutine vers le passé

1. Françoise Thom, *Comprendre…*, *op. cit.*, p. 104.

2. NEWSru.com :: Госдума за пять минут расширила уголовную статью о госизмене. Противники: это « дамоклов меч » для граждан.

3. Пять лет приговору Pussy Riot : что он изменил в России – BBC News Русская служба.

4. Патриарх Кирилл сообщил о развитии церковно-государственного диалога в странах ближнего зарубежья / Православие. Ru (pravoslavie.ru).

5. « Puy du Fou, Dieu et extrême droite… Le monde de l'oligarque russe Konstantin Malofeïev » (france24.com).

6. Послание Президента Российской Федерации от 12.12.2012 г. б/н • Президент России (kremlin.ru).

7. Françoise Thom, *Comprendre…*, *op. cit.*, p. 107.

8. *Idem*, p. 111.

9. Канал Кернеса КП « Харьковские известия » работает на российских агрессоров, – журналисты • Портал Антикор (antikor.com.ua).

10. БалтИнфо.ru – Новости Санкт-Петербурга. Лента новостей России, стран Балтии, мировые новости (baltinfo.ru).

11. Заседание международного дискуссионного клуба « Валдай » • Президент России (kremlin.ru).

12. Статья Владимира Путина « Об историческом единстве русских и украинцев » • Президент России (kremlin.ru). De l'unité historique des Russes et des Ukrainiens [archive] sur le site de l'ambassade de la fédération de Russie en France.

13. Как президент Янукович убегал с Украины. – Компромат.Ру / Compromat. Ru ; Бегство Януковича, как это было : Рассказывает начальник охраны экс-президента – Счастье – это когда тебя понимают и поддерживают – ЖЖ (livejournal.com).

14. Cette population autochtone a été entièrement déportée en 1944 par Staline, en Asie centrale. Les survivants et les descendants n'ont pu revenir qu'après 1991, lorsque la Crimée fit partie de l'Ukraine indépendante.

15. Annexion de la Crimée par la Russie en 2014 – Wikipédia (wikipedia.org). Huit ans plus tard, seuls le Venezuela, le Nicaragua, la Syrie, l'Afghanistan, la Corée du Nord, le Soudan et Cuba ont officiellement reconnu l'appartenance de la Crimée à la Russie. Страны мира, признавшие Крым частью России. Инфографика | АиФ Крым (aif.ru).

16. Вынужденные переселенцы на Украине (с 2014 года) – Википедия (wikipedia.org).

17. « Odessa, un an après le drame du 2 mai » (lemonde.fr).

18. 20 лет Путина : трансформация силовиков – Ведомости (vedomosti.ru).

19. Le procès Oulioukaïev et les luttes de clans – Bonjour l'Europe (rfi.fr).

20. « Les poupées russes de la propagande de Poutine en France », Slate.fr.

21. Natalia Narotchnitskaïa, *Que reste-t-il de notre victoire ? Russie-Occident : le malentendu*, préface et postface de François-Xavier Coquin et de Jacques Sapir, Paris, Éditions des Syrtes, 2008.

22. Cité par Michel Foucher, *Ukraine-Russie. La carte mentale du duel*, Paris, Gallimard, 2022.

23. Доклад Милова-Немцова : Олимпийский план Путина – грандиозная воровская афера и непоправимый удар по окружающей среде. – Компромат.Ру (compromat.ru).

24. *Le Rapport Nemtsov. Poutine et la guerre*, Paris/Arles, Solin/Actes Sud, 2016.

25. Катастрофа Boeing 777 в Донецкой области – Википедия (wikipedia.org).

26. Полный текст доклада Бориса Немцова о войне в Украине (socdep.ru).

27. « L'Église orthodoxe noue une "Sainte-alliance" avec le Kremlin », *La Libre*.

28. Роскошь без декларации : какое имущество прячет от паствы патриарх Кирилл » Компромат ГРУПП (compromat.group).

29. Voir Galia Ackerman, *Le Régiment immortel. La guerre sacrée de Poutine*, Paris, Premier Parallèle, 2019.

30. Выборы мэра Москвы (2013) – Википедия (wikipedia.org).

31. « Pourquoi Moscou avait tout intérêt à empoisonner son ex-espion… et à ce que ça se sache » (nouvelobs.com).

32. « Un palais pour Poutine » : la version française – YouTube.

33. Суд отправил Алексея Навального в колонию. Итоги акций протеста 2 февраля | ОВД-Инфо (ovdinfo.org).

34. Алексея Навального приговорили к девяти годам колонии : Следствие и суд : Силовые структуры : Lenta.ru.

35. Все как-то разом навальнилось Судьбы людей, работавших в штабах Навального* : что они делают после разгрома оппозиции (novayagazeta.ru).

36. Voir la liste incomplète, arrêtée à l'août 2021. Что произошло с российскими медиа и НКО за 2021 год (ничего хорошего) (the-village.ru).

37. Верховный суд ликвидировал международный « Мемориал » – РБК (rbc.ru).

38. О нашей ликвидации | Правозащитный центр « Мемориал » (memohrc.org).

39. « La liquidation de Memorial : pourquoi maintenant ? », *Desk Russie* (desk-russie.eu).

40. « Que signifie l'ultimatum russe aux Occidentaux ? », *Desk Russie* (desk-russie.eu).

41. Sergueï Medvedev, *Les Quatre Guerres de Poutine*, Paris, Buchet-Chastel, 2022.

42. Статья Владимира Путина « Об историческом единстве русских и украинцев » • Президент России (kremlin.ru).

43. Gerhard Schröder – Wikipédia (wikipedia.org).

44. « Intervention du Président Poutine », *Revue politique et parlementaire*.

45. Alexandre Soljenitsyne, *Comment réaménager notre Russie*, Paris, Fayard, 1990.

5. La création de l'*Homo post-sovieticus* : l'ingénierie des âmes sous Poutine

1. Lettre de l'académicien I. P. Pavlov au Conseil des commissaires du peuple de l'URSS, du 21 décembre 1934.

2. https://www.kasparov.ru/material.php?id=629A750786C88.

3. https://rummuseum.ru/portal/node/2553.

4. https://en.wikipedia.org/wiki/Vladimir_Zhirinovsky.

5. https://www.vice.com/en/article/xd5q47/the-best-of-vladimir-zhirinovsky-russias-craziest-politician.

6. *Ekho Moskvy*, 15 octobre 2014.

7. Voir Irina Koulikova, *Fenomen Jirinovskogo*, Moscou, Kontrolling, 1992.

8. https://www.rulit.me/books/poslednij-vagon-na-sever-read-449603-1.html.

9. http://anton-shekhovtsov.blogspot.com/2014/10/vladimir-zhirinovskys-contacts-with.html.

10. https://www.courrierinternational.com/article/2006/01/19/delicat.

11. https://www.washingtonpost.com/news/morning-mix/wp/2014/04/21/russian-politician-orders-aide-to-violently-rape-pregnant-journalist-on-live-tv/.

12. https://www.lefigaro.fr/international/2007/09/17/01003-20070917ARTFIG90360-le_nouveau_pied_de_nez_de_lougovoi_aux_britanniques.php .

13. https://www.courrierinternational.com/article/2013/12/04/nostalgique.

14. https://ria.ru/20210823/ukraina-1746911493.html.

15. Christian Neef, « Fortress of Nationalism: Russia is Losing its Political Morals », *Der Spiegel*, 31 mars 2015. https://www.spiegel.de/international/world/russia-recedes-into-nationalism-and-political-immorality-a-1026259.html.

16. https://www.britannica.com/biography/Vladimir-Zhirinovsky.

17. https://www.interpretermag.com/russia-this-week-roots-of-pro-russian-separatists-in-russian-ultranationalist-groups/.

18. https://news.obozrevatel.com/politics/58403-vrag-nomer-odin-zhirinovskij-predlozhil-szhech-turtsiyu-yadernyim-pozharom.htm.

19. https://www.reuters.com/article/us-usa-election-russian-trump-idUSKCN12C28Q.

20. http://rusnovosti.ru/posts/410932. Interview du 3 mars 2016.

21. https://www.newsweek.com/brussels-attacks-russian-nationalist-leader-says-attacks-are-good-russia-439891.

22. https://www.kasparov.ru/material.php?id=62B610437935E.

23. http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/hardtalk/7252639.stm.

24. https://www.fontanka.ru/2022/02/20/70457303/.

25. https://www.unian.net/russianworld/lavrov-v-razgovore-s-zapadom-pereshel-na-fenyu-pacan-skazal-pacan-sdelal-novosti-rossii-11709259.html.

26. https://www.letemps.ch/opinions/une-guerre-totale-europe-helas-nest-une-idee-folle.

27. https://www.kasparov.ru/material.php?id=625DC7B425FDE.

28. https://www.kasparov.ru/material.php?id=62331E0E31D99.

29. https://svpressa.ru/economy/article/329665/.

30. https://www.kasparov.ru/material.php?id=62C84EE45FEC3.

31. https://life.ru/p/1309713.

32. https://www.themoscowtimes.com/2016/12/09/russias-foreign-minister-runs-his-potty-mouth-once-again-a56495.

33. https://m.lenta.ru/news/2021/10/13/putinjoke/.

34. https://www.kasparov.ru/material.php?id=62B4A1C8D4A3A.

35. https://vz.ru/opinions/2022/3/31/1151338.html.

36. Cité *in* Jean Orieux, *Catherine de Médicis*, Paris, France Loisirs, 1987, p. 545.

6. L'argot chez Poutine : marqueur d'un « code de vie »

1. Étant donné la difficulté de traduire l'argot en mots de connotation équivalente, nous renvoyons systématiquement à l'original russe, à quelques exceptions près. Cet article s'appuie essentiellement sur la bibliographie suivante :
M. T. Diatchok, *Polititcheskaïa lingvistika*, vyp. 2 (22), Ekaterinbourg, 2007.
Mikhaïl Diomin, *Blatnoï*, Novosibirsk, 1994. Première édition abrégée en russe en 1978 dans la revue *Vremia i my* à New York, nombreuses traductions.
Aleksandr Soljenitsyn, *Arkhipelag Goulag*, in *Sobranie sotchineniï*, Vermont-Paris, 1980, t. 6, glava 13, Sotsialno-blizkie.
Françoise Thom, *Comprendre le poutinisme*, Desclée de Brouwer, Paris, 2018. (chapitre : « L'empreinte de la zone »).
Sources Web : Blatnoï jargon : https://fsin-pismo-gid.ru/blatnoj-zhargon?ysclid=l5azmuyj5s936404772.
« Iazyk Poutina » kak predmet izoutcheniia dlia lingvistov, 26 août 2017 : https://ru.krymr.com/a/28698494.html.
Kar rossiïskaïa propaganda ispol'zouet moujskie strasti, kolonka psikhologa Stanislava Khotskogo 26 mai 2022.
https://verstka.media/strahi-muzchin/.
Mikhalkov protiv mata v kino, 28 juin 2014 : https://www.rbc.ru/society/28/06/2014/57041ec49a794760d3d3fa42?ysclid=l4o8l842up716468982.
Potchemou fil'm Brat noujno ostavit' v prochlom ? Elizaveta Fandorina, 02/04/2017 : https://zen.yandex.ru/media/artforintrovert/pochemu-film-brat-nujno-ostavit-v-proshlom-61fd415091c63d4d1c90a026.
Pole brani : naoutchnoe osmyslenie fenomena rousskogo mata : https://theoryandpractice.ru/posts/12078-russkiy-mat?ysclid=l5az45ulm9578682619.
Poutin : 15 let gop-stopa, 27 mars 2017 : https://right-dexter.com/index.php/analytika/rossiya/putin-15-let-gop-stopa/?ysclid=l5b3906fm1599795909#.YsblGoTP2M8.
Victor Erofeev o mate v rousskom iazyke, 27 juillet 2004 : https://www.pravda.ru/news/culture/24402-viktor_erofeev_pisatel_priroda_russkogo_mata/.
(Toutes les sources Web ont été vérifiées le 7 juillet 2022.)

2. Paris, Robert Laffont, 1975.

II – Une politique de déstabilisation et d’agression

7. La Tchétchénie sous Poutine

1. Ce texte a été gracieusement traduit du russe par Sophie Shihab.

2. Chez les musulmans du Caucase, comme dans d’autres parties du monde islamique, *adat* est un ensemble d’institutions et de normes juridiques et domestiques locales traditionnellement établies et non reflétées dans la charia.

3. Alexandre Bennigsen et Chantal Lemercier-Quelquejay, *Le Soufi et le Commissaire. Les confréries musulmanes en URSS*, Paris, Seuil, 1986.

4. www.consultant.ru/cons/cgi/online.cgi?req=doc&base=ESU&n=17#VwBovATQjPd2fmdM.

5. « Martial Law Remains in Force in the Chechen Republic », *Kommersant*, 18 novembre 1991.

6. Vladimir Kara-Mourza, https://www.svoboda.org/a/1913853.html.

7. Sergueï Iouchenkov, député de la Douma, était un critique radical des interventions militaires russes en Tchétchénie. Il a été assassiné en 2003. Le transfuge Alexandre Litvinenko dit lui avoir transmis des preuves de l’implication du FSB dans l’organisation de la prise d’otages par des terroristes tchétchènes dans un théâtre de Moscou (Doubrovka), en 2002, qui s’est soldée par la mort de 174 otages. C’est pour empêcher la divulgation de ces preuves que Iouchenkov aurait été tué. *Cf.* Юшенков, Сергей Николаевич – Википедия (wikipedia.org) ; Литвиненко : Юшенкова убили за расследование теракта в « Норд-Осте » : Россия : Lenta.ru.

8. Militaire soviétique, puis chef d’état-major de la Tchétchénie indépendante, Maskhadov est élu président en 1997. Considéré comme indépendantiste modéré, il cohabite avec des wahhabites au sein de son gouvernement. Dès le début de la seconde guerre tchétchène, il soutient la résistance contre l’armée russe, mais condamne systématiquement les attaques contre les civils. Chef de la guérilla tchétchène après la prise de Grozny par les Russes en 2000, il est assassiné en 2005. Aslan Maskhadov – Wikipédia (wikipedia.org).

9. Adrian Florea, « De Facto States in International Politics (1945–2011): A New Data Set », *International Interactions*, 40(5), p. 788-811. Pour accéder à la lecture, *cf.* « De Facto States in International Politics (1945–2011) : A New Data Set » (researchgate.net).

10. En Russie, ils étaient qualifiés de mercenaires, alors que, venus de leur plein gré, c’étaient eux qui payaient des Tchétchènes sans ressources, et non le contraire.

11. Poutine l’explique notamment dans un long entretien accordé à trois journalistes russes peu de temps avant sa première élection à la présidence ; voir Vladimir Poutine, *Première personne*, *op. cit.* Il y utilise les mêmes arguments que pour justifier son invasion de l’Ukraine.

12. Ilyas Akhmadov et Miriam Lanskoy, *The Chechen Struggle: Independance Won and Lost*, Londres, Palgrave Macmillan, 2010.

13. « Un mufti à la tête de la Tchétchénie » – *Libération* (liberation.fr).

14. Семейный метод Кадырова (azattyq.org) ; Как в Чечне всем миром выселяют родственников террористов – Рамблер/новости (rambler.ru).

15. « “We Have Only One Enemy – This Is Russia”: The Chechens Taking Up Arms for Ukraine » (oc-media.org ; Командир чеченских добровольцев рассказал о позоре Кадырова на Украине | Мустафа (maxpark.com).

16. « Животная сущность ». Правда ли кадыровцы – самые жестокие подразделения на войне в Украине ? (kavkazr.com) ; На войну в Украину из Чечни отправили уголовников (kavkazr.com).

8. Poutine et la Géorgie : le déni de souveraineté

1. C’est la traduction du terme anglo-saxon de « political warfare ».

2. https://www.echr.coe.int/Documents/HUDOC_38263_08_Annexes_ENG.pdf.

3. Gazeta.ru du 6 juillet 2006.

4. *Qvakutkhedi* (« Pierre angulaire »), n° 8, 27 septembre 2008.

5. Interview du patriarche Ilia II cité dans *Tabula*, juillet 2016.

6. L’objectif de rejoindre l’OTAN fut pour la première fois mentionné par Chevardnadzé, d’abord dans une interview en 1998 (« Nous irons frapper à la porte de l’OTAN ») et ensuite officiellement au sommet du Partenariat euro-atlantique de Prague en novembre 2002.

7. C’est ainsi qu’on nomme la direction politique de la Tchétchénie indépendante *de facto* entre 1996 et 2000 et les partisans de l’indépendance tchétchène.

8. Ce sujet relevait une importance particulière pour l’ex-officier du KGB Poutine en poste en RDA.

9. L’adresse de Poutine au cabinet des ministres, cité par le *Wall Street Journal* du 29 novembre 2008.

10. Entretiens personnels.

11. Cité dans « Why Lavrov calls Georgia “an anomaly” in the post-soviet space », Jamestown Foundation, https://jamestown.org/why-does-lavrov-call-georgia-an-anomaly-in-the-post-soviet-space/.

12. Le livre de l’économiste Larisa Bourakova « Pourquoi la Géorgie a réussi » (en russe) était devenu un best-seller dans les cercles libéraux russes.

13. Selon *Le Nouvel Observateur* citant le conseiller diplomatique à l’Élysée, Jean-David Levitte.

14. On considère comme date officielle du lancement de la « *reset policy* » le 6 mars 2009 et la rencontre à Genève de Hillary Clinton avec Sergueï Lavrov.

15. https://www.reuters.com/article/us-nuclear-summit-obama-medvedev-idUSBRE82P0JI20120326.

16. Ce fut notamment le cas du texte de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Géorgie négocié entre 2010 et 2012. L'Union refusa systématiquement de qualifier la présence illégale de l'armée russe sur le sol géorgien d'occupation militaire.

9. Militarisation des consciences, préparation à la guerre

1. *Cf.* Реформа Вооружённых сил России (2008-2020) – Википедия (wikipedia.org) ; « Armée russe, le temps de la réforme », entretien de Pavel Felgengauer avec Galia Ackerman, *Politique internationale*, n° 126, hiver 2010.

2. « Un docteur Folamour au Kremlin ? », desk-russie.eu.

3. Taraki fut assassiné sur ordre de Hafizullah Amin, lui-même assassiné à son tour par le KGB qui porta au pouvoir Babrak Karmal, destitué, lui, sur l'ordre de Gorbatchev. *Cf.* Afghanistan, des Soviétiques aux talibans (radiofrance.fr).

4. En traduction française, chez Christian Bourgois, Paris, 1990.

5. Pour la Société militaro-historique et ses activités, voir Galia Ackerman, *Le Régiment immortel*, *op. cit.* ; Российское военно-историческое общество (histrf.ru).

6. « En Russie, l'historien du goulag Iouri Dmitriev condamné à quinze ans de prison » (lemonde.fr).

7. Следы преступления. Что раскопало в Сандармохе Военно-Историческое общество (urokiistorii.ru).

8. Шойгу : основная задача « Юнармии » – воспитать патриотов РФ, а не военных – ТАСС (tass.ru).

9. Гимн Юнармии, текст песни « служить России », скачать | Стиль Юнармия (xn--80aqlcq5fm. xn--p1ai).

10. Il en a parlé à de nombreuses reprises, *cf.* Путин заявил о военной угрозе для Крыма в случае вступления Украины в НАТО | Новости мира | Известия | 01.02.2022 (iz.ru).

11. ЛиС Раскраска с наклейками А4 Военная техника РН-781 – купить в интернет-магазине Ozon с быстрой доставкой.

12. Армейский спецназ. Раскраска для мальчиков | Екатерина Рыданская | Купить книгу онлайн (ruslania.com).

13. Par exemple, parmi des centaines de propositions en ligne, Костюм Бока Военная форма Солдат – купить по выгодной цене на Яндекс Маркете (yandex.ru).

14. Военная вечеринка для детей : аты-баты, все в солдаты ! | Fiestino.ru.

15. Главный храм Вооружённых сил Российской Федерации – Википедия (wikipedia.org).

16. Pour une analyse détaillée du phénomène, voir Galia Ackerman, *Le Régiment immortel*…, *op.cit.*

17. Взгляд / Сенатор : Рекорд числа участников « Бессмертного полка » показал единство нашего общества :: Новости дня (vz.ru).

18. Александр Проханов – о том, как потрясает сознание мистерия, имя которой – Бессмертный полк (livejournal.com).

19. « Mettre le feu à cette maison », Desk Russie (desk-russie.eu).

20. Дядя Вова/Uncle Vova (English subtitles) – YouTube.

10. Poutine, les « guerres hybrides » et la déstabilisation de l'Occident

1. Voir notamment Nicolas Tenzer, « La guerre de l'information russe : pour une réponse globale », *The Conversation*, 24 juin 2016.

2. Anna Politkovskaïa, *Tchétchénie le déshonneur russe*, préface d'André Glucksman, Paris, Buchet-Chastel, 2003.

3. Luke Harding, « Russia Committed Human Rights Violation in Georgia War, ECHR Rules », *The Guardian*, 21 janvier 2021.

4. Pour une analyse critique, voir Marco Longobardo et Stuart Wallace, « The 2021 ECtHR Decision in *Georgia v Russia (II)* and the Application of Human Rights Law to Extraterritorial Hostilities », *Israel Law Review*, vol. 55, issue 2, juillet 2022, p. 145-177, Cambridge University Press.

5. Elizabeth Tsurkov, « Russia Has Killed More Syrian Civilians than ISIS. Why Are They Getting Away With It? », *Forwards*, 24 février 2020.

6. Isobel Koshiw, « Makeshift Graves and Notes on Doors: The Struggle to Find and Bury Mariupol's Dead », *The Guardian*, 1er juin 2022.

7. Sur la nature de ces crimes de masse en Ukraine et leur généalogie, voir Nicolas Tenzer, « Russian Mass Crimes in Ukraine: A Deliberate Political Will. Genealogy of Sate Terror », *Tenzer Strategics*, 1er juin 2022. Pour leurs conséquences, voir Anthony Dworkin, « Laws against Slaughter : The Crimes that Shape Russia's War on Ukraine », European Council of Foreign Relations (ECFR), 12 avril 2022. Sur spécifiquement le crime d'agression qui permet d'incriminer directement Vladimir Poutine, voir Philippe Sands, « "Inculper Poutine du crime d'agression permettrait de gagner du temps" », *Le Monde*, 15 mars 2022.

8. *Le Monde*, 21 juin 2022.

9. Sur la signification stratégique de ce silence, voir Nicolas Tenzer, « La guerre russe en Syrie change l'ordre du monde et le visage du XXIe siècle », *HuffPost*, 20 décembre 2016.

10. Voir surtout Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « The "Macron Leaks" Operation: A Post-Mortem », Atlantic Council et IRSEM, juin 2019.

11. Voir Nicolas Tenzer, « La propagande "douce" : une menace invisible et invasive », *Desk Russie*, 22 juin 2021.

12. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Alexandre Escorcia, Marine Guillaume et Janaina Herrera, *Les Manipulations de l'information. Un défi pour nos démocraties*, rapport du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) du ministère des Armées, Paris, août 2018.

13. Voir le site gulagu.net et les vidéos du lanceur d'alerte Sergueï Saveliev.

14. Sur la désinformation sur Facebook ayant accompagné le mouvement des Gilets jaunes et l'intrusion des relais de la propagande russe, voir l'étude d'Avaaz, « Yellow Vests Flooded by Fake News. Over 100M View of Disinformation on Facebook », 12 mars 2019.

15. Voir en particulier Olivier Schmitt, « "Je ne fais que poser des questions." La crise épistémologique, le doute systématique et leurs conséquences politiques », *Fragments sur les temps présents*, 15 juin 2018.

16. Sur l'utilisation de ces récits de propagande dans la guerre russe contre l'Ukraine, voir Nicolas Tenzer, « How the Kremlin's Narratives Are Still Influencing Some Western Political Leaders. Don't Think that Russian Influence Has Disappeared », *Tenzer Strategics*, 6 avril 2022.

17. Raymond Aron, « Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales ? », *Revue française de science politique*, 1967, vol. 17, n° 5, notamment p. 847.

11. Poutine et l'offensive périphérique

1. Sur ce projet de destruction radicale comme fond de l'idéologie de Poutine, voir Nicolas Tenzer, « What Does Vladimir Putin Want ? Ideology, Movement and Destruction », *Tenzer Strategics*, 23 décembre 2021.

2. Sur les inspirations idéologiques de Poutine, on se reportera surtout à Timothy Snyder, *The Road to Unfreedom: Russia, Europe, America*, New York, Tim Duggan Books, 2018.

3. Dans une littérature nombreuse, on retiendra notamment le maître-livre de Catherine Belton, *Les Hommes de Poutine…*, *op. cit.*

4. Ce point a été développé dans notre chapitre 10. Sur les vulnérabilités des démocraties, on peut aussi se référer à notre document établi pour le Finnish Institute of International Affairs : « Tackling Democratic Vulnerabilities in the Post-truth Era: Domestic and International Responses », FIIA Briefing Paper 252, 3 décembre 2018.

5. Sur la signification et la portée des crimes massifs commis par Poutine en Ukraine, nous renvoyons à Nicolas Tenzer, « Russian Mass Crimes in Ukraine: A Deliberate Political Will. Genealogy of State Terror », *op. cit.*

6. Discours du 24 avril 2005.

7. Sur ce Partenariat signé en mai 2009, on se référera notamment à l'étude nuancée de Gustav Gressel, « Promoting European Strategic Sovereignty in the Eastern Neighbourhood », European Council of Foreign Relations (ECFR), 1er décembre 2020 ; ou encore à Pierre Mirel, « The Eastern Partnership, between Resilience and Interference », Fondation Robert Schuman,

European Issue, 5809, 17 mars 2021 ; ainsi qu'à l'étude critique d'Amanda Paul et Ionela Maria Ciolan, « Lessons from the Eastern Partnership: Looking back to Move forward », European Policy Centre (EPC), 14 décembre 2021.

8. Si les pays du Partenariat ont bénéficié de plusieurs milliards d'euros d'assistance de l'Union européenne, quoique de manière différenciée, les résultats apparaissent toutefois contrastés en termes de réforme, d'orientation des flux (beaucoup de pays privilégiant le lien avec la Russie) et de réforme institutionnelle. Voir notamment Pierre Andrieu : « La politique de Partenariat de l'Union européenne : dix ans après », *Note de la FRS*, 49/2020, 15 juin 2020.

9. Sur la signification et la portée de cette révolution pacifique, nous renvoyons à Katia Glod, « The Future of Belarus », Center for European Policy Analysis (CEPA), 18 novembre 2020 ; et « Bloodied but Unbowed: Belarusian Opposition Fights On », *eod. loc.*, 15 octobre 2021 ; et aussi à Nicolas Tenzer, « What's at Stake with Belarus? Saving Belarus from the Grip of the Russian Regime », *Tenzer Strategics*, 29 juin 2021.

10. Sur ce lien, voir notamment Alla Leukavets, « Crisis in Belarus: Main Phases and the Role of Russia, the European Union and the United States », Wilson Center, *Kennan Cable*, n° 74, janvier 2022.

11. Voir en particulier EU *vs.* Disinfo, « Question Less: RT Strike-Breakers Replace Belarusian Journalists on Strike », 11 septembre 2020.

12. Sur le conflit en Transnistrie, voir Natalya Belitzer, « The Transnistrian Conflict », *in* Anton Bebler (dir.), "*Frozen Conflicts" in Europe*, Leverkusen, Verlag Barbara Budrich, 2015.

13. Sur les risques majeurs d'utilisation de la Transnistrie par Poutine comme adjuvant de sa guerre en Ukraine, voir David Brewster, « Transnistria: The Next Front of the Ukraine War », *The Interpreter*, Lowy Institute, 2 mai 2022.

14. Voir en particulier le rapport de 2020 de Human Rights Watch qui fait état d'emprisonnement de dissidents, de limitation des interdictions de manifester, du verrouillage de la presse et de l'intimidation des avocats.

15. Le principal scandale fut celui de l'entreprise de corruption massive au sein du Conseil de l'Europe (voir notamment Transparency International, « La machine à blanchir l'Azerbaïdjan : un an après où en est la justice ? », 30 janvier 2018).

16. Voir notamment Rahim Rahimov, « Israel Delivers Aid to Azerbaijan: Background and Implications », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 17, 159, Jamestown Foundation, 10 novembre 2020.

17. Pour une analyse d'ensemble de la dimension géostratégique de la guerre de l'automne 2020, voir Nicolas Tenzer, « Who is the Real Winner in the Nagorno-Karabakh Conflict? Diplomatic Lessons from a Western Failure », *Tenzer Strategics*, 29 octobre 2021.

18. L'OTSC est une organisation à vocation politico-militaire fondée le 7 octobre 2002, qui regroupe la Russie, l'Arménie, le Belarus, le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizstan.

19. Sur les orientations nouvelles du Kazakhstan, voir Temur Umarov, « After Ukraine, Is Kazakhstan Next in the Kremlin's Sights ? », Carnegie Endowment for International Place, 10 août 2022.

20. On peut d'ailleurs dresser certains parallèles entre les guerres en ex-Yougoslavie et celle de Poutine contre l'Ukraine. Voir en ce sens Bruno Tertrais et Loïc Tregoures, « De Sarajevo à Marioupol : ce que les guerres en ex-Yougoslavie nous disent du destin de l'Ukraine », Institut Montaigne, 14 avril 2022.

21. Pour une vue d'ensemble, Sylvie Kauffmann, « Dans les Balkans, le spectre des années 1990 rôde, insidieux, poussé par la Serbie et la Russie », *Le Monde*, 10 novembre 2021.

22. Voir notamment Simon Piel et Thomas Saintourens, « En Serbie, guerre de la cocaïne, corruption et méthodes brutales inspirées des narcos du Mexique », *Le Monde*, 19 mai 2022 ; et Rémy Ourdan, « Dans les Balkans, les gangs au cœur d'un système d'État », *Le Monde*, 30 juillet 2021.

23. Sur ces « ambiguïtés claires », voir notamment Engjellusshe Morina, « Bound to Russia: Serbia's Disruptive Neutrality », ECFR, 14 mars 2022.

24. Tous ces éléments sont détaillés notamment *in* Mira Milosevich, « Russia's Weaponization of Tradition: the Case of the Orthodox Church in Montenegro », Center for Strategic and International Studies (CSIS), 25 septembre 2000.

25. Voir à ce sujet notamment l'enquête de Bellingcat, « Second GRU Officer Indicted in Montenegro Coup Unmasked », 22 novembre 2018.

26. Sur les visées de Moscou en Bosnie, voir notamment Ismet Fatih Čančar, « Russia's New Front with the West in Bosnia », Royal United Services Institute (RUSI), 21 mars 2022.

27. De l'aveu même du ministre de la Défense russe. Voir « All of Russia's Latest Weapons Tested in Syria, Says Defense Chief », *Tass*, 30 août 2021.

28. Cette milice a été conçue comme un bras armé officieux du Kremlin par l'état-major russe qui continue à la contrôler. Voir Irina Malkova et Anton Baev, « A Private Army for the President: The Tale of Evgeny Prigozhin's Most Delicate Mission », *The Bell*, 31 janvier 2019.

29. Voir notamment Élise Vincent, « Exactions et prédations minières : le mode opératoire de la milice russe Wagner en Afrique », *Le Monde*, 14 décembre 2021.

30. Voir l'excellent documentaire réalisé pour France 5 de Ksenia Bolchakova et Alexandra Jousset, *Wagner, l'armée de l'ombre de Poutine*, 2021.

12. Poutine et l'obsession ukrainienne

1. « Russian Losses to Date: Almost 40 000 Military Personnel », *Ukrayinska Pravda*, 24 juillet 2022, https://www.pravda.com.ua/eng/news/2022/07/24/7359880/ Le Pentagone donne des chiffres encore plus importants : au 9 août 2022, entre 70 000 et 80 000 militaires russes tués ou blessés, voir Tomas Burgel, « Le Pentagone révèle ses chiffres : les pertes russes en Ukraine sont colossales », *korii.* (slate.fr).

2. Jeffrey Sonnenfeld, Steven Tian, « Actually, the Russian Economy Is Imploding », *Foreign Policy*, 22 juillet 2022, https://foreignpolicy.com/2022/07/22/russia-economy-sanctions-myths-ruble-business.

3. *Cf.* Brendan Cole, « Gorbachev Feels His Life's Work Being Destroyed by Putin », *MSN News*, 22 juillet 2022, www.msn.com/en-us/news/world/gorbachev-feels-his-life-s-work-being-destroyed-by-putin-close-friend-says/ar-AAZRk8U.

4. « Vladimir Putin is in Thrall to a Distinctive Brand of Russian Fascism », *The Economist*, 28 juillet 2022, https://www.economist.com/briefing/2022/07/28/vladimir-putin-is-in-thrall-to-a-distinctive-brand-of-russian-fascism.

5. « Russian Forces Conducting Detentions and Forced Deportations Through Systematic Filtration Operations », U.S. National Intelligence Council, unclassified memorandum, 15 juillet 2022, https://www.dni.gov/files/ODNI/documents/assessments/NICM-Unclassified-Assessment-on-Russian-Filtration-Camps-2022.pdf.

6. « In Mid-May, the Estimated Figure Was 1.3 million, Including 223 000 Children », *Glavkom*, 17 mai 2022, https://glavcom.ua/country/incidents/rosiya-vikrala-ponad-milyon-ukrajinciv-oon-ne-maje-do-nih-dostupu-846312.html. Voir aussi le rapport de Human Rights Watch, « Ukraine: Torture, Disappearances in Occupied South », HRW, 22 juillet 2022, https://www.hrw.org/news/2022/07/22/ukraine-torture-disappearances-occupied-south. Ainsi que le precedent rapport « Russia : Forcible Disappearances of Ukrainian Civilians », HRW, 14 juillet 2022, https://www.hrw.org/news/2022/07/14/russia-forcible-disappearances-ukrainian-civilians.

7. Robbie Gramer, Amy Mackinnon, « Ukraine's "Nuremberg Moment" Amid Flood of Alleged Russian War Crimes », *Foreign Policy*, 10 juin 2022, https://foreignpolicy.com/2022/06/10/ukraines-nuremberg-moment-amid-flood-of-alleged-russian-war-crimes ; et aussi Dan Bilefsky, Matthew Mpoke Bigg, « The Many Parties Involved Complicate War Crimes Investigations », *The New York Times*, 15 juillet 2022, https://www.nytimes.com/2022/07/15/world/the-many-parties-involved-complicate-war-crimes-investigations.html.

8. Voir Alex Hinton, « War Crimes or Genocide? Either Way, We Can't Let Russian Atrocities Go Unanswered », *Los Angeles Times*, 5 avril 2022, https://www.latimes.com/opinion/story/2022-04-05/ukraine-russia-bucha-genocide-war-crimes ; et aussi Tyler Pager, « Biden Calls Russia's War in Ukraine a "Genocide" », *The Washington Post*, 12 avril 2022, https://www.washingtonpost.com/politics/2022/04/12/biden-calls-russias-war-ukraine-genocide ; Claire Parker, « What Is Genocide, and Is Russia Carrying It out in Ukraine? », 17 avril 2022, https://www.washingtonpost.com/world/2022/04/17/genocide-definition-russia-ukraine ; Azeem Ibrahim, « Russia's War in Ukraine Could Become Genocide », *Foreign Policy*, 27 mai 2022, https://foreignpolicy.com/2022/05/27/russia-war-ukraine-genocide ; Victoria Kim *et al.*, « Ferocious Russian Attacks Spur Accusations of Genocide in Ukraine », *The New York Times*, 27 mai 2022, https://www.nytimes.com/live/2022/05/27/world/russia-ukraine-war#ferocious-russian-attacks-spur-accusations-of-genocide-in-ukraine.

9. Philippe Sands, *Retour à Lemberg*, Paris, Albin Michel, 2017.

10. Cité dans Brendan Cole, « Russia Committing Genocide in Ukraine, Says Holocaust Expert », *Newsweek*, 5 avril 2022, https://www.newsweek.com/ukraine-russia-zelensky-putin-genocide-war-crime-1695051.

11. United Nations, The 2005 World Summit Outcome Document, paragraph 139, https://www.un.org/en/genocideprevention/about-responsibility-to-protect.shtml.

12. Stéphanie Maupas, « La Cour internationale de justice appelle à la “suspension immédiate” des opérations militaires russes en Ukraine », *Le Monde*, 17 mars 2022, https://www.lemonde.fr/international/article/2022/03/17/la-cour-internationale-de-justice-appelle-a-la-suspension-immediate-des-operations-militaires-russes-en-ukraine_6117919_3210.html.

13. Philippe Sands, « Prosecuting Putin’s Aggression », *The Nation*, 14 avril 2022, https://www.thenation.com/article/world/ukraine-putin-aggression-crime.

14. Sevgil Musaïeva, « The International System Is Broken. British Lawyer Philip Sands on How to Punish Putin for the War in Ukraine », *Ukrainska Pravda*, 12 avril 2022, https://www.pravda.com.ua/eng/articles/2022/04/12/7338924/.

15. Princeton University Press, Princeton, 2017.

16. Cité par Brendan Cole, « Russia Committing Genocide in Ukraine, Says Holocaust Expert », *op. cit.*, https://www.newsweek.com/ukraine-russia-zelensky-putin-genocide-war-crime-1695051.

17. https://www.justsecurity.org/81789/russias-eliminationist-rhetoric-against-ukraine-a-collection/.

18. Timofeï Sergueïtsev, « What Russia Should Do with Ukraine? », RIA Novosti, 3 avril 2022, https://ria.ru/20220403/ukraina-1781469605.html.

19. Timothy Snyder, « Russia’s Genocide Handbook », 8 avril 2022, https://snyder.substack.com/p/russias-genocide-handbook.

20. *Ibid*.

21. Timothy Snyder, « Nazis, Nukes, and NATO, or What the Russo-Ukrainian War Is Not About », 21 juillet 2022, https://snyder.substack.com/p/nazis-nukes-and-nato.

22. Timofeï Sergueïtsev, « What Should Russia Do with Ukraine? », *op. cit.*, https://ria.ru/20220403/ukraina-1781469605.html. English translation: https://russiavsworld.org/what-should-russia-do-with-ukraine.

23. *Ibid*.

24. Cité par Brendan Cole, « Russia Committing Genocide in Ukraine… », *op. cit.*

25. Timofeï Sergueïtsev, « What Should Russia Do with Ukraine? », *op. cit.*, https://russiavsworld.org/what-should-russia-do-with-ukraine/. Et aussi « RIA Novosti Has Clarified Russia’s Plans vis-à-vis Ukraine and the Rest of the Free World in a Program like Article : What Russia Should Do with Ukraine ? », Center for Civic Liberties, 4 avril 2022, https://ccl.org.ua/en/news/ria-novosti-has-clarified-russias-plans-vis-a-vis-ukraine-and-the-rest-of-the-free-world-in-a-program-like-article-what-russia-should-do-with-ukraine-2/. Et aussi, Françoise Thom, « Les idéologues russes visent à liquider la nation ukrainienne », *Desk Russie*, 6 avril 2022, https://desk-russie.eu/2022/04/06/les-ideologues-russes.html.

26. Milàn Czerni, « Comment Poutine veut effacer l'Ukraine », *Le Grand Continent*, 23 février 2022.

27. https://censor.net/ru/news/3331466/ukrainstvo_feyik_ego_ne_bylo_i_net_izmenit_soznanie_vajneyishaya_tsel_medvedev.

28. Alexander Motyl, « Is Putin Committing Genocide in Ukraine? », *Tablet*, 24 mai 2022, https://www.tabletmag.com/sections/news/articles/is-putin-committing-genocide-in-ukraine.

29. New Lines Institute for Strategy [Washington, DC] and Policy and Raoul Wallenberg Centre for Human Rights [Montreal], « An Independent Legal Analysis of the Russian Federation's Breaches of the Genocide Convention in Ukraine and the Duty to Prevent », mai 2022, https://newlinesinstitute.org/an-independent-legal-analysis-of-the-russian-federations-breaches-of-the-genocide-convention-in-ukraine-and-the-duty-to-prevent/.

30. Simon Bouvier, « Macron Rejects Use of the Term "Genocide" to Describe Russian Atrocities in Ukraine », *CNN*, 13 avril 2022, https://edition.cnn.com/europe/live-news/ukraine-russia-putin-news-04-13-22/index.html.

31. « Zelenskiy Trolls Putin after Russian President Publishes Article on Ukraine », *RFE/RL Newsline*, 13 juillet 2021, https://www.rferl.org/a/zelenskiy-trolls-putin-ukraine/31356912.html.

32. Voir Peter Kenez, *Civil War in South Russia, 1918. The First Year of the Volunteer Army*, en particulier le chapitre 8 : « A Russia Great, United, and Indivisible », University of California Press, Berkeley, 1971 ; https://doi.org/10.1525/9780520312265-010.

33. « Aggressor and Professor », *Svoboda*, 20 mars 2015, https://www.svoboda.org/a/26907371.html.

34. Игорь Джадан, « Операция "Механический апельсин" », *Русский журнал*, 21 avril 2008, http://www.russ.ru/pole/Operaciya-Mehanicheskij-apel-sin.

35. Anton Barbashin, Hannah Thoburn, « Putin's Brain. Alexander Dugin and the Philosophy Behind Putin's Invasion of Crimea », *Foreign Affairs*, 31 mars 2014, https://www.foreignaffairs.com/articles/russia-fsu/2014-03-31/putins-brain ; Anton Shekhovtsov, « Putin's Brain? », *New Eastern Europe*, n° 4, 2014, p. 72-79, https://www.ceeol.com/search/article-detail?id=429899 ; David von Drehle, « Russian Intellectual Aleksandr Dugin Is also Commonly Known as "Putin's Brain" », *NPR*, 27 mars 2022, https://www.npr.org/2022/03/27/1089047787/russian intellectual-aleksandr-dugin-is-also-commonly-known-as-putins-brain ; Peter Hughes, « "Putin's Brain": What Alexander Dugin Reveals about Russia's Leader », *Spectator*, 19 avril 2022, https://www.spectator.co.uk/article/-putin-s-brain-what-alexander-dugin-reveals-about-russia-s-leader ; Michael Millerman, *Inside "Putin's Brain" : The Political Philosophy of Alexander Dugin*, Millerman School, Toronto, 2022.

36. *Cf.* Истинный Иван Ильин только-только начинает открываться вдумчивому читателю из Кремля – Газета.ru | Колумнисты (gazeta.ru).

37. Злободневный Солженицын : о войне между Россией и Украиной – Рамблер/новости (rambler.ru).

38. Edward Keenan, « On Certain Mythical Beliefs and Russian Behaviors », *in* Stephen Frederick Starr (dir.), *The Legacy of History in Russia and the New States of Eurasia*, M. E. Sharpe, Armonk, New York, 1994, p. 19-40.

39. Cette idée est notamment exprimée par de nombreuses « colombes du Kremlin » et les groopies professionnels de Poutine, ainsi que par des spécialistes réputés, en particulier ceux de l'école « réaliste » des relations internationales. Voir, par exemple, John Mearsheimer, « Why the Ukraine Crisis Is the West's Fault. The Liberal Delusions That Provoked Putin », *Foreign Affairs*, septembre/octobre 2014, p. 77-89.

40. *https://koerber-stiftung.de/internationale-politik/bergedorfer-gespraechskreis/protokolle/protokoll-detail/BG/russland-und-der-westenbrinternationale-sicherheit-und-reformpolitik.html.*

41. Timothy Garton Ash, « Putin's Deadly Doctrine », *The New York Times*, 18 juillet 2014, https://www.nytimes.com/2014/07/20/opinion/sunday/protecting-russians-in-ukraine-has-deadly-consequences.html.

42. Cité par Robert Person, Michael McFaul, « What Putin Fears Most », *Journal of Democracy*, 22 février 2022, https://www.journalofdemocracy.org/what-putin-fears-most/.

43. Vladimir Putin: National Public Radio's interview, Broadcast, 15 novembre 2001, https://legacy.npr.org/news/specials/putin/nprinterview.html.

44. President of Russia [official site], Press Statement and Answers to Questions at a Joint News Conference with Ukrainian President Leonid Kuchma, Sotchi, 17 mai 2002, http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/21598.

45. President of Russia [official site], After the Russia-NATO Summit President Vladimir Putin took part in a joint press conference with NATO Secretary General George Robertson and Italian Prime Minister Silvio Berlusconi, 28 mai 2002, http://www.en.kremlin.ru/events/president/news/43122.

46. James Sherr, « The Dismissal of Borys Tarasyuk. Occasional Brief », Conflict Studies Research Centre, Royal Military Academy Sandhurst, Camberley, 6 octobre 2000.

47. https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/964-15#Text.

48. Cité par Leonid Shvets, « KGB Agent Who Dreamed of NATO », *Promote Ukraine*, 6 août 2021, https://www.promoteukraine.org/kgb-agent-who-dreamed-of-nato/.

49. President of Russia [official site], « Russia Takes a Negative View of NATO Expansion but Has always Seen the European Union's Enlargement as a Positive Process », 10 décembre 2004, http://www.en.kremlin.ru/events/president/news/32366.

50. Jan Maksymiuk, « Ukraine: Parliament Recognizes Soviet-Era Famine as Genocide », *RFE/RL*, 29 novembre 2006, https://www.rferl.org/a/1073094.html.

51. Pål Kolstø, « Dmitrii Medvedev's Commission against the Falsification of History : Why Was It Created and What Did It Achieve? A Reassessment », *Slavonic and East European Review*, n° 4, 2019, p. 738-760, https://www.jstor.org/stable/10.5699/slaveasteurorev2.97.4.0738. Voir aussi Ivan Kurilla, « The Implications of Russia's Law against the "Rehabilitation of Nazism" », *PONARS Eurasia Policy*

Memo, n° 331, août 2014 ; et Nikolay Koposov, *Memory Laws, Memory Wars. The Politics of the Past in Europe and Russia*, en particulier le chapitre 6, « Memory Laws in Putin's Russia », Cambridge University Press, Cambridge, 2017.

52. « How Kremlin Uses "Soft Power" for Malign Influence: Case of Rossotrudnichestvo in Ukraine », Hybrid Warfare Analytical Group, 9 septembre 2020, https://uacrisis.org/en/how-kremlin-uses-soft-power-for-malign-influence-case-of-rossotrudnichestvo-in-ukraine ; Yulia Masiyenko *et al.*, « "The Russian Flag Will Be Flown Wherever Russian Is Spoken": "Russkiy Mir" Foundation », Ukrainian Institute, 2022 ; https://ui.org.ua/en/sectors-en/russkiy-mir-foundation-2/.

53. https://www.dw.com/ru/rossotrudnichestvo-i-rjad-rossijskih-kompanij-popali-pod-sankcii-kieva/a-57099884.

54. https://meduza.io/news/2022/07/21/evrosoyuz-vvel-sanktsii-protiv-sobyanina-bezrukova-mashkova-i-lidera-nochnyh-volkov.

55. https://www.unian.info/world/111033-text-of-putin-s-speech-at-nato-summit-bucharest-april-2-2008.html.

56. President of Russia [official site], « Address to the President of Ukraine Victor Yushchenko », 13 août 2009, http://en.kremlin.ru/supplement/4938.

57. James Sherr, *The Mortgaging of Ukraine's Independence. Briefing Paper*, Chatham House, Londres, 2010.

58. *Ibid.*, p. 3.

59. *Ibid.*, p. 16.

60. Valentina Pop, « Ukraine Drops Nato Membership Bid » *EUobserver*, 4 juin 2010, https://euobserver.com/news/30212.

61. Andrew Wilson, *Virtual Politics. Faking Democracy in the Post-Soviet World*, Yale University Press, New Haven/Londres, 2005.

62. https://gordonua.com/news/politics/surkov-prinuzhdenie-siloy-k-bratskim-otnosheniyam-edinstvennyy-metod-istoricheski-dokazavshiy-effektivnost-na-ukrainskom-napravlenii-1488549.html.

63. https://www.rferl.org/a/ukraine-medvedchuk-house-arrest-extended/31647523.html.

64. https://en.desk-russie.eu/2021/12/30/what-does-the-russian-ultimatum.html.

13. Vladimir Poutine et le fiasco des services secrets en Ukraine

1. Cet article s'inspire principalement des interviews et publications du journaliste d'investigation Andreï Soldatov, fondateur du site https://agentura.ru/ et auteur, avec Irina Borogan, de plusieurs livres dont *Les Héritiers du KGB. Enquête sur les nouveaux boyards du KGB* (Paris, François Bourin, 2011 ; traduit du russe par Natalia Rutkevich ; préface de Galia

Ackerman). Soldatov fut le premier à mener l'enquête sur le Cinquième Service du FSB à partir de 2022. C'est aussi lui qui annonça sur son fil Twitter que Besseda avait été placé en résidence surveillée (11 mars), puis transféré à Lefortovo (8 avril) et enfin libéré (29 avril). J'ai aussi exploité les publications et interviews du journaliste Christo Grozev, qui travaille avec le site d'investigation Bellingcat, ainsi que les conversations hebdomadaires de Sergueï Jirnov, ancien transfuge du KGB, et d'un célèbre anonyme (un « général du SVR » se faisant appeler Viktor Mikhaïlovitch) sur sa chaîne YouTube (Former KGB Spy Sergey Zhirnov). Voir aussi le livre de Sergueï Jirnov, *L'Engrenage* (Paris, Albin Michel, 2022). Enfin, j'ai exploité la grande enquête du *Washington Post* sur le rôle du renseignement russe avant l'invasion, publiée le 19 août : Greg Miller et Catherine Belton, « Russia's spies misread Ukraine and misled Kremlin as war loomed », basée sur des informations des services secrets américains et ukrainiens.

14. Les piliers de la politique étrangère poutinienne : recrutement, racket et chantage

1. https://zavtra.ru/blogs/gazopoklonniki.
2. Voir Françoise Thom, *Comprendre le poutinisme*, *op. cit.*, p. 11-28.
3. Cité par N. A. Nikolaï Efimov, « Sergueï Mironovitch Kirov », *Voprosy istorii*, n° 11, 1995, p. 58.
4. https://www.theguardian.com/world/2022/jun/02/germany-dependence-russian-energy-gas-oil-nord-stream.
5. https://www.kasparov.ru/material.php?id=629A750786C88.
6. *Nezavissimaïa Gazeta*, 18 octobre 2004.
7. https://russtrat.ru/analytics/27-dekabrya-2020-0010-2544.
8. https://www.atlanticcouncil.org/blogs/energysource/gazproms-folly-in-seeking-to-deliver-nord-stream-2-it-may-undermine-its-own-access-to-eu-markets/.
9. https://ria.ru/20210724/ukraina-1742591871.html.
10. https://www.nytimes.com/2022/02/18/us/politics/putin-ukraine.html.
11. https://russtrat.ru/comments/17-iyulya-2021-0010-5091.
12. https://www.gazeta.ru/business/2021/08/01/13823180.shtml?updated.
13. https://www.svoboda.org/a/opravdaetsya-li-gazovyy-shantazh-kremlya-efir-v-20-30/31480777.html.
14. https://ria.ru/20210706/gazprom-1739985532.html.
15. https://svpressa.ru/blogs/article/312475/?aft=1.
16. https://svpressa.ru/world/article/324016/.
17. https://vz.ru/world/2021/11/26/1131154.html.
18. https://www.kasparov.ru/material.php?id=62BE875ED48E6.

19. https://www.gazeta.ru/politics/2022/06/27/15043916.shtml.

20. https://www.svoboda.org/a/v-radioaktivnyy-pepel-chem-i-kogda-zakonchitsya-novaya-holodnaya-voyna/31386334.html.

21. À l'origine, la loi Magnitski de 2012 prévoyait des sanctions financières et des interdictions de visa contre les fonctionnaires russes suspectés d'être impliqués dans le décès en prison, en 2009, de l'avocat Sergueï Magnitski, symbole de la lutte contre la corruption en Russie. Ultérieurement, l'application de la loi fut étendue à d'autres cas de violations flagrantes des droits humains.

22. http://graniru.org/Society/Media/Television/m.255090.html.

23. https://www.gazeta.ru/social/news/2016/10/10/n_9202727.shtml.

24. http://www.ej.ru/?a=note&id=30275.

25. nvo.ng.ru/realty/2016-12-02/1_928_europe.html.

26. https://www.businessinsider.fr/us/putins-doomsday-weapons-push-likely-to-cause-more-deadly-accidents-2019-8.

27. https://www.express.co.uk/news/world/1335001/vladimir-putin-russia-missile-skyfall-Burevestnik-world-war-3-nuclear-war.

28. https://www.ng.ru/armies/2021-08-08/2_8219_sarmat.html.

29. https://www.ng.ru/armies/2021-08-08/2_8219_sarmat.html.

30. https://www.ng.ru/armies/2021-08-08/2_8219_sarmat.html.

31. https://vz.ru/opinions/2021/12/27/1135477.html.

32. https://www.9news.com.au/world/russia-military-weapons-arctic-circle-superweapon-stealth-torpedo-vladimir-putin-norway/826f9279-653f-475a-83aa-7f8bfad08b9e.

33. https://www.businessinsider.fr/us/russia-tests-nuclear-doomsday-torpedo-in-arctic-expands-military-2021-4.

34. https://www.pulse.ng/bi/politics/the-real-purpose-of-russias-100-megaton-underwater-nuclear-doomsday-device/mqz9kqb.amp.

35. https://desk-russie.eu/2022/01/14/les-armes-nouvelles-russes.html.

36. https://www.20minutes.fr/monde/3321239-20220706-guerre-ukraine-direct-donbass-civils-appeles-evacuer-sloviansk.

37. https://thehill.com/opinion/national-security/566090-putins-flying-nuclear-command-center-presents-a-doomsday-scenario.

38. http://www.ng.ru/video/609542.html.

39. https://vz.ru/politics/2018/3/1/910627.html.

40. « Миропорядок 2018 » Новый фильм Владимира Соловьева о Путине – YouTube.

41. https://www.svoboda.org/a/29086249.html.

42. https://www.svoboda.org/a/29244779.html.

43. https://www.ntv.ru/novosti/2089644/.

44. https://www.svoboda.org/a/v-radioaktivnyy-pepel-chem-i-kogda-zakonchitsya-novaya-holodnaya-voyna/31386334.html.

45. Françoise Thom, *Comprendre le poutinisme*, *op. cit.*, p. 118-119.

46. https://www.russiapost.su/archives/269405.

47. https://svpressa.ru/war21/article/319616/.

48. https://svpressa.ru/war21/article/319616/.

49. Irina Alksnis, https://ria.ru/20211220/ultimatum-1764453150.html.

50. yandex.ru/video/preview/?text=воскресный%20вечер%20с%20владимиром%20соловьёвым%20последний%20выпуск%20сегодня&path=wizard&parent-reqid=1642406640864314-1588867087559753036 4-man1-2538-man-l7-balancer-8080-BAL-831&wiz_type=vital&filmId=16703483382925782843.

51. https://www.kasparov.ru/material.php?id=61E5B5F409FB9.

52. https://www.kasparov.ru/material.php?id=61EAEE5A1EB46.

15. Les réseaux de Vladimir Poutine en Occident et leurs méthodes

1. Voir notamment Cécile Vaissié, *Les Réseaux du Kremlin en France*, Les Petits Matins, Paris, 2016 ; ou Nicolas Hénin, *La France russe*, Paris, Fayard, 2016.

2. Catherine Belton, *Les Hommes de Poutine…*, *op. cit.*, p. 39.

3. « Potchemou neobkhodimo byt so svoïeï stranoï, kogda ona soverchaïet istoritcheskiï povorot I vybor. Otvetchaïet Mikhaïl Piotrovski », *Rossiskaïa Gazeta*, 22 juin 2022, https://rg.ru/2022/06/22/kartina-mira.html.

4. Olga Medvedkova, « Ilya Répine : pour en finir avec l'"âme russe'' », *Desk Russie*, 10 juin 2022.

5. Valentina Di Liscia, « Sanctioned Russian Oligarchs Ousted From Tate Museums », *Hyperallergic*, 14 mars 2022.

6. https://www.festival-cannes.com/fr/infos-communiques/communique/articles/declaration-du-festival-de-cannes-sur-la-situation-en-ukraine.

7. https://quandlesrussesnousetonnent.quandlesrusses.com/les-partenaires-du-festival.html.

8. « Oxford University Must Stop Selling Its Reputation to Vladimir Putin's Associates », *The Guardian*, 3 novembre 2015.

9. *Ibid*.

10. Casey Michel, « How Russia's Oligarchs Laundered their Reputations in the West », *Intelligencer*, 1er avril 2022.

11. Valentina Di Liscia, « Sanctioned Russian Oligarchs Ousted from Tate Museums », *op. cit.*

12. Catherine Belton, *Les Hommes de Poutine…*, *op. cit.*, p. 29.

13. *Ibid*.

14. *Ibid*.

15. *Ibid.*

16. Robin d'Angelo, Antoine Malo, « Quand les Russes choyaient Éric Zemmour », *JDD*, 5 mars 2022.

17. « DSK : nouvelle fonction en Russie », *Le Figaro*, 19 juillet 2013.

18. « "Pandora Papers" : révélations sur les bonnes affaires fiscales de Dominique Strauss-Kahn au Maroc et aux Émirats arabes unis », Franceinfo, 4 octobre 2021.

19. Mark Ames, Ari Berman, « McCain's Kremlin Ties », *The Nation*, 1er octobre 2008.

20. https://www.kp.ru/daily/26325/3206463/.

21. « Federalny zakon Rossiïskoï Federatsii ot 23 iïoulia 2010. N 179-F3 », *Rossiskaïa Gazeta*, 27 juillet 2010, www.rg.ru.

22. https://dossier.center/rossotr/.

23. Andrei Soldatov et Irina Borogan, *The Compatriots. The Brutal and Chaotic History of Russia's Exiles, Émigrés, and Agents Abroad*, PublicAffairs, New York, 2019, e-book.

III – Voies et moyens de la toute-puissance

16. L'assassinat des peuples

1. https://www.tert.am/en/news/2011/01/26/saakashvilikrokodile/ 235569.

2. *Forbes*, 1er octobre 1999.

3. https://www.forbes.ru/biznes/100-let-forbes351387-dogovor-s-dyavolom-chto-svyazyvalo-borisa-berezovskogo-i-liderov.

4. https://www.mk.ru/editions/daily/article/2006/06/22/180995-tayna-atolla-chast-iii.html.

5. https://www.mk.ru/editions/daily/article/2006/06/22/180995-tayna-atolla-chast-iii.html.

6. https://cnnn.ru/06/02/2020/23385/gennadij-shpigun-kto-na-samom-dele-stoyal-za-poxishheniem-generala.html.

7. George Soros est un milliardaire américain d'origine hongroise qui a investi une grande partie de sa fortune dans la création de la fondation Open Society (32 milliards de dollars) œuvrant pour libéraliser et démocratiser l'Europe de l'Est et la Russie post-communistes. Cette

activité lui a valu la haine des régimes autoritaires, comme les régimes russe et hongrois, et de l'extrême droite européenne.

8. https://www.mk.ru/editions/daily/article/2006/06/22/180995-tayna-atolla-chast-iii.html.

9. https://biography.wikireading.ru/63696.

10. https://biography.wikireading.ru/63696.

11. Interview à la chaîne Rossiya 1, 5 octobre 2016.

12. NTV, 26 décembre 1999.

13. https://politkovskaya.novayagazeta.ru/pub/1999/1999-29.shtml.

14. https://fr.wikipedia.org/wiki/Seconde_guerre_de_Tch%C3%A9tch%C3%A9nie.

15. https://www.lefigaro.fr/international/les-coulisses-de-la-diplomatie-du-telephone-entre-macron-et-poutine-20220701.

16. https://ria.ru/20220403/ukraina-1781469605.html. Notons que l'article en question fut rapidement retiré du site de RIA Novosti, car il provoqua un tollé dans les médias occidentaux, mais le programme énoncé par Sergueïtsev est en train de se réaliser.

17. Sur le bataillon Azov et son lien présumé (par la propagande russe) avec l'idéologie nazie, voir l'article éclairant d'Anton Shekhovtsov, « Le régiment Azov et la procrastination morale de l'Occident », *Desk Russie* (desk-russie.eu).

18. Partisans de Stepan Bandera qui fut le dirigeant, des années 1930 à son assassinat par le KGB en 1959, de l'Union des nationalistes ukrainiens qui combattait pour l'indépendance de l'Ukraine. Il s'agit d'une figure très controversée. Pour la propagande russe, c'est un nazi, bien que sa collaboration avec le régime nazi fût très brève (il espérait, en 1939, qu'Hitler accepterait la création d'une Ukraine indépendante) ; pour les Ukrainiens, c'est un héros national, car il était un idéologue de la lutte anticoloniale et l'un des chefs des partisans ukrainiens qui se sont battus contre l'occupation de l'Ukraine occidentale par les Soviétiques jusqu'à 1956. Aujourd'hui, la propagande russe traite abusivement les militaires ukrainiens de « bandéristes ».

19. Sur ce point, voir Stéphane Courtois (dir.), *Du passé faisons table rase ! Histoire et mémoire du communisme en Europe*, Paris, Robert Laffont, 2000, en particulier les chapitres sur l'Estonie, la Bulgarie, la Roumanie et la RDA.

20. https://www.kasparov.ru/material.php?id=62C877A247487. Début août, ces chiffres ont presque doublé : plus de 3 millions de personnes dont 486 000 enfants. С начала спецоперации в Россию из Донбасса и Украины эвакуировали более 3 млн человек | Телеканал « Санкт-Петербург » (topspb.tv).

21. https://www.kasparov.ru/material.php?id=62C877A247487.

22. Ukraine watch briefing #4, 12.-26.06.2022

23. *Oukraïnska Pravda*, 30 juin 2022.

24. https://www.washingtonpost.com/world/2022/07/13/ukraine-russia-forced-deportation-antony-blinken/.

25. https://www.washingtonpost.com/world/2022/07/18/russia-teachers.

26. https://tsn.ua/ru/ato/okkupanty-uzhe-brosayut-mobilizovannyh-muzhchin-iz-okkupirovannoy-luganschiny-dlya-nastupleniya-na-bahmut-gayday-2112967.html.

27. https://www.newsru.com/background/21feb2006/berezoffsky.html.

28. Voir Françoise Thom, *Comprendre le poutinisme*, *op. cit.*, p. 121 *et sq*. Le portrait de Noukhaev a été dressé par le journaliste américain Paul Klebnikov dans son livre *Conversations avec un barbare*, publié en russe à Moscou en 2003, quelques mois avant son assassinat.

29. https://www.rbc.ru/politics/24/01/2022/61eeb86c9a7947253a982a9b ; https://anastasiatruth.livejournal.com/622171.html.

30. https://www.ndtv.com/world-news/vladimir-putin-ally-says-chechen-spies-infiltrate-isis-1275246.

31. On impute à ses sbires les meurtres d'Anna Politkovskaïa, de Natalia Estemirova et de Boris Nemtsov, pour ne nommer que les personnalités les plus connues.

32. https://www.lefigaro.fr/international/c-est-une-recolonisation-comment-la-russie-annexe-l-ukraine-20220701.

33. *Oukraïnska Pravda*, 30 juin 2022.

34. Ukraine watch briefing #4, 12.-26.06.2022.

35. https://tsn.ua/ru/ato/nedovolstvo-rastet-putin-brosaet-na-voynu-v-ukraine-nacmenshinstva-vmesto-mobilizacii-etnicheskih-rossiyan-2113825.html.

36. lemonde.fr/international/article/2022/06/24/la-resilience-de-l-armee-russe-cle-de-la-guerre-en-ukraine_6131867_3210.html#:~:text=Côté%20équipements%20militaires%2C%20l'Ukraine, dire%20qu'ils%20sont%20surévalués.

37. https://www.lindependant.fr/2022/07/19/guerre-en-ukraine-une-guerre-sainte-contre-les-valeurs-sataniques-de-leurope-et-des-lgbt-le-discours-hallucinant-du-bras-droit-de-ramzan-kadyrov-10444012.php.

17. L'écrasement des médias, des ONG et des opposants dans la Russie poutinienne

1. Agathe Duparc, « Andreï Babitski, correspondant de Radio Svoboda, a été marchandé contre trois soldats russes », *Le Monde*, 5 février 2000.

2. Marie Jégo, « L'affaire Babitski illustre la nature du nouveau pouvoir en Russie », *Le Monde*, 11 février 2000.

3. Masha Gessen, *The Man Without a Face. The Unlikely Rise of Vladimir Putin*, Granta, Londres, 2012-2014, e-book, p. 33 / 314.

4. François Bonnet, « Le naufrage des médias russes », *Le Monde*, 25 avril 2001.

5. Masha Gessen, *The Man Without a Face…*, *op. cit.*, p. 35-36, 314.

6. Mikhaïl Zygar, *Vsia kremlevskaïa rat. Kratkaïa istoriïa sovremennoï Rossii*, Moscou, Intellektoualnaïa Literatoura, 2016, p. 43.

7. https://www.youtube.com/watch?v=uourVV8tBSU.

8. Mikhaïl Zygar, *Vsia kremlevskaïa rat. Kratkaïa istoriïa sovremennoï Rossii*, Moscou, Intellektoualnaïa Literatoura, 2016, p. 43.

9. *L'Humanité*, 15 juin 2000.

10. François Bonnet, « Le naufrage des médias russes », *op. cit.*

11. *Le Monde*, 17 avril 2007, p. 6.

12. Mikhaïl Gorbatchev, O. Gornakova, A. Goransky (dir.), *Manipuljativnye texnologii v izbiratel'nyx kampanijax Rossii 1*, Moscou, Krasnye Vorota, 2003, p. 10 et p. 371.

13. https://www.yabloko.ru/Publ/2004/2004_09/040930_kp_surkov.html.

14. *Libération*, 4 juillet 2006.

15. *Libération*, 27 avril 2007.

16. Mikhaïl Zygar, *Vsia kremlevskaïa rat. Kratkaïa istoriïa sovremennoï Rossii*, *op. cit.*, p. 103.

17. *Libération*, 16 avril 2007, p. 9.

18. *Libération*, 1er octobre 2007.

19. Michael Idov, *Dressed Up for a Riot. Misadventures in Putin's Moscow*, New York, Straus and Giroux, 2018, p. 46 et 278.

20. Masha Gessen, *The Future is History. How Totalitarism Reclaimed Russia*, New York, Riverhead Books, 2017, e-book, p. 345 et 515.

21. Michael Idov, *Dressed Up for a Riot. Misadventures in Putin's Moscow*, *op. cit.*, p. 113 et 278.

18. Poutine et sa réécriture orwellienne de l'Histoire

1. Annie Kriegel, *Le Système communiste mondial*, Paris, PUF, coll. « Perspectives internationales », 1984.

2. Voir Bernard Bruneteau, *Le Bonheur totalitaire. La Russie stalinienne et l'Allemagne hitlérienne en miroir*, Paris, Éditions du Cerf, 2022 ; et aussi Bernard Bruneteau et François Hourmant (dir.), *Le Vestiaire des totalitarismes*, Paris, CNRS, 2022.

3. Masha Cerovic, *Les Enfants de Staline. La guerre des partisans soviétiques, 1941-1945*, Paris, Seuil, 2018.

4. Voir Stéphane Courtois, « Le génocide de classe », *Les Cahiers de la Shoah*, no 6, 2002, p. 89-122.

5. Stéphane Courtois (dir.), *Sortir du communisme, changer d'époque*, Paris, Fondapol/PUF, 2011.

6. Voir Nikita Petrov, « Bourreaux de l'époque de la terreur stalinienne », *in* Stéphane Courtois (dir.), *1917. La révolution bolchevique*, Paris, Vendémiaire, « Communisme », 2017, p. 69-88.

7. Nicolas Werth, *Histoire de l'URSS*, Paris, PUF, 1990.

8. Cité *in* Nicolas Werth, *Poutine historien en chef*, Gallimard, coll. « Tract », Paris, 2022, p. 29.

9. *Id.*, p. 24.

10. Voir, par exemple, le grand colloque international des 4 et 5 avril 2012, organisé par la fondation, avec la participation de plusieurs historiens russes, publié par Marie-Pierre Rey et Thierry Lentz (dir.), *1812, la campagne de Russie*, Paris, Perrin, 2012.

11. Nicolas Werth, *Poutine historien en chef*, *op. cit.*, p. 5.

12. *Précis d'histoire du PC(b) US*, Paris, Gît-le-cœur, 1970.

13. Sur ces influences idéologiques sur Poutine, voir Michel Eltchaninoff, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Paris, Solin/Actes Sud, 2015.

14. Pour une présentation détaillée et internationale de ce thème, voir Stéphane Courtois et Galia Ackerman (dir.), *La Seconde Guerre mondiale dans le discours politique russe. À la lumière du conflit russo-ukrainien*, Paris, L'Harmattan, 2016.

15. Vladimir Poutine, « Les leçons de la victoire sur le nazisme », *Le Figaro*, 7 mai 2005. Voir la réponse de Stéphane Courtois et Jean-Louis Panné, « Les leçons d'histoire du "professeur" Poutine », *Le Figaro*, 30 mai 2005.

16. Galia Ackerman, *Le Régiment immortel. La guerre sacrée de Poutine*, Paris, Premier Parallèle, 2019, p. 132.

17. *Id.*, p. 134-135.

18. *Nazi Soviet Relations, 1939-1941. Documents from the Archives of the German Foreign Office*, Washington, Department of State, 1948.

19. Voir, par exemple, l'historien Arsen Martirossian, *Mythes du pacte Molotov-Ribbentrop* (en russe), 3 volumes, Vetché, 2009, cité *in* Galia Ackerman, *Le Régiment immortel. La guerre sacrée de Poutine*, *op. cit.*, p. 141.

20. Jean Bouvier et Jean Gacon, *La Vérité sur 1939. La politique extérieure de l'URSS d'octobre 1938 à juin 1941*, Paris, Éditions sociales, 1953. Sur toute cette bataille d'histoire et de mémoire au sein du PCF, voir Stéphane Courtois, « Le PCF historien du PCF dans la Deuxième Guerre mondiale », *Communisme*, n° 4, 1983, p. 5-26.

21. Georgi Dimitrov, *Journal, 1933-1949*, Paris, Belin, 2005. Ce document fondamental permet de suivre presque au jour le jour l'évolution de la pensée de Staline.

22. Cité *in* Stéphane Courtois, *1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne*, Paris, Fondation pour l'innovation politique, 2019, p. 26-27. Les italiques indiquent les passages soulignés dans l'original.

23. Sylvie Kauffmann, « À l'Est, l'histoire revue et corrigée », *Le Monde*, 5 septembre 2019.

24. Cité *in* Galia Ackerman, *Le Régiment immortel. La guerre sacrée de Poutine, op. cit.*, p. 176.

25. Stéphane Courtois, « Du passé faisons table rase ! », *in* Stéphane Courtois (dir.), *Histoire et mémoire…, op. cit.* ; et pour un bilan plus récent, Stéphane Courtois, « La mémoire du communisme, un enjeu européen », *in* Stéphane Courtois (dir.), *La Guerre des mémoires*, Paris, Vendémiaire, « Communisme 2015 », 2015, p. 5-44. Pour une approche plus large de l'histoire russe, soviétique et post-soviétique, voir Korine Amacher, Éric Aunoble et Andrii Portnov (dir.), *Histoire partagée, mémoires divisées. Ukraine, Russie, Pologne*, Lausanne, Antipodes, 2021.

26. Voir l'ouvrage fondamental de l'historien américain Timothy Snyder, *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline*, Paris, Gallimard, 2022 (édition augmentée).

27. Stéphane Courtois, « L'honneur perdu de la gauche européenne », *2050*, n° 1, 2006, p. 110-116.

28. Voir le remarquable ouvrage de Bernard Bruneteau, *Le Totalitarisme. Origines d'un concept, genèse d'un débat, 1930-1942*, Paris, Cerf, 2010.

29. Gillian Purves (dir.), *Pour ne pas oublier. Mémoire du totalitarisme en Europe. Récits biographiques à l'usage des lycéens d'Europe*, Prague, Institut d'étude des régimes totalitaires, 2013 (+ DVD).

30. *La Mémoire à venir. Enquête internationale réalisée auprès des jeunes de 16 à 29 ans dans 31 pays*, Paris, Fondation pour l'innovation politique/Fondation pour la mémoire de la Shoah, 2014.

31. Alexandre Soljenitsyne, *Révolution et Mensonge*, Paris, Fayard, 2018.

19. Poutine, chef des oligarques

1. Arnaud Lefèbvre, « Les Russes ridiculement riches : "35 % de la richesse du pays entre les mains de… 110 personnes" », *Business AM*, 9 octobre 2013.

2. Isabelle Mandraud, « La Russie, palme d'or des inégalités extrêmes », *Le Monde*, 14 janvier 2017.

3. Paul Klebnikov, *Parrain du Kremlin. Boris Berezovski et le pillage de la Russie*, Paris, Robert Laffont, 2001, p. 71.

4. Karen Dawisha, *Putin's Kleptocracy. Who Owns Russia ?*, New York, Simon & Schuster Paperbacks, 2014, p. 32.

5. *Ibid*, p. 16.

6. Olga Krychtanovskaïa, *Anatomiïa rossiïskoï elity*, Moscou, Zakharov, 2004, pp. 294-307.

7. Catherine Belton, *Les Hommes de Poutine…, op. cit.*, p. 69.

8. Voir Pierre Lorrain, *La Mystérieuse Ascension de Vladimir Poutine*, Monaco, Éditions du Rocher, 2000-2004, p. 313.

9. Olga Krychtanovskaïa, *Anatomiïa rossiïskoï elity*, *op. cit.*, pp. 314-318.

10. Catherine Belton, *Les Hommes de Poutine…*, *op. cit.*, p. 69.

11. Paul Klebnikov, *Parrain du Kremlin…*, *op. cit.*, p. 157.

12. Karen Dawisha, *Putin's Kleptocracy…*, *op. cit.*, p. 31.

13. Paul Klebnikov, *Parrain du Kremlin…*, *op. cit.*, p. 198-200.

14. Boris BorisEltsine, *Mémoires*, Paris, Flammarion, 2000, p. 160-161 ; et aussi Alexandre Korjakov, *Boris Eltsine : ot rassveta do zakata*, Moscou, Interbouk, 1997, p. 284.

15. Voir le film de Madeleine Leroyer, *1996, hold-up à Moscou* (Arte, 2021).

16. Bill Browder, *Notice rouge*, Paris, Kero, 2015.

17. Mikhaïl Zygar, *Vsia kremlevskaïa rat…*, *op. cit.*, p. 72.

18. Giacomo Tognini et John Hyatt, « The Forbes Ultimate Guide To Russian Oligarchs », *Forbes*, 7 avril 2022, https://www.forbes.com/sites/giacomotognini/2022/04/07/the-forbes-ultimate-guide-to-russian-oligarchs/?sh=25d282e6276d.

19. Catherine Belton, *Les Hommes de Poutine…*, *op. cit.*, p. 94.

20. Mikhaïl Zygar, *Vsia kremlevskaïa rat…*, *op. cit.*, p. 14.

21. Catherine Belton, *Les Hommes de Poutine…*, *op. cit.*, p. 176.

22. Interview au *Figaro* en octobre 2000, cité dans Paul Klebnikov, *Parrain du Kremlin…*, *op. cit.*, p. 18.

23. Alexandre Korjakov, *Boris Eltsine : ot rassveta do zakata, op. cit.*, pp. 295-296.

24. Mikhaïl Zygar, *Vsia kremlevskaïa rat…*, *op. cit.*, p. 75.

25. Piotr Orekhine, « Razgrom », *Nezavissimaïa Gazeta*, 21 juillet 2004.

26. Catherine Belton, *Les Hommes de Poutine…*, *op. cit.*, p. 297 et 489.

27. Alexeï Chepovalov, « Arkadi Volski pones sotsialnouïou otvetstvennost », *Kommersant*, 6 août 2004.

28. Mikhaïl Fichman, « Khoziaïn ou nas odin », Newsweek édition russe, 2 août 2004.

29. Catherine Belton, *Les Hommes de Poutine…*, *op. cit.*, p. 12 et 489.

30. https://www.rbc.ru/politics/07/04/2021/606d8ff99a7947a928e8a162.

31. *Financial Times*, 19 juin 2006, p. 13.

32. Karen Dawisha, *Putin's Kleptocracy…*, *op. cit.*, p. 101.

33. Les fortunes estimées des oligarques sont tirées, pour 2021, de la liste donnée dans *Forbes* des 200 hommes d'affaires les plus riches de Russie, même si tous ceux figurant sur cette liste ne sont pas considérés comme des oligarques : https://www.forbes.ru/rating/426935-200-bogateyshih-biznesmenov-rossii-2021-reyting-forbes. Pour avril 2022 et les pourcentages de baisse constatée, les données viennent de *Challenges* qui reprend des données de *Forbes* : *Challenges*, 5 mai 2022, p. 50-51. Les baisses donnent une première mesure de l'impact des sanctions.

34. Catherine Belton, *Les Hommes de Poutine…*, *op. cit.*, p. 90-91, 99, 139, 311, 321-323 et 489.

35. http://realty.newsru.com/article/21jun2013/yakunin_akul ; http://www.kommersant.ru/doc/2216244.

36. https://tvrain.ru/articles/albion-396148/. http://navalny.livejournal.com/823244.html.

37. http://www.kommersant.ru/doc/1802255.

38. Karen Dawisha, *Putin's Kleptocracy…*, *op. cit.*, p. 101.

39. Sébastian Seibt, « Arkadi Rotenberg, loyal oligarque et heureux propriétaire du "palais de Poutine" », France 24, 2 juin 2021.

40. Paul Klebnikov, *Parrain du Kremlin…*, *op. cit.*, p. 222-241.

41. Alexeï Poloukhine, « Spekouliant gossoudarev », *Novaïa Gazeta*, 2 août 2007.

42. *Itogi*, 30 juillet 2007, p. 10.

43. Masha Gessen, *The Future is History. How Totalitarism Reclaimed Russia*, *op. cit.*, p. 483-484 et 515.

44. Khadija Sharife, Alina Tsogoeva et Kira Zalan, « Despite Denials, Abramovich Companies Have Supplied Materials for Russian Military », *Organized Crime and Corruption Reporting Project* (*OCCRP*),, 20 juillet 2022, https://www.occrp.org/en/37-ccblog/ccblog/16587-despite-denials-abramovich-companies-have-supplied-materials-for-russian-military.

45. Bill Browder, *Notice rouge*, *op. cit.*, 3744-3758 et 8354.

46. Grégoire Sauvage, « En Russie, révélations sur la fortune cachée de Vladimir Poutine », France 24, 22 juin 2022.

47. Andrew Rettman, « Russian Oligarchs Spam EU Court with Sanctions Cases », *euobserver*, 2 juin 2022, https://euobserver.com/world/155119.

20. La religion orthodoxe comme arme politique

1. « La loyauté de l'Église russe vis-à-vis du pouvoir soviétique. Réflexions autour de la déclaration du métropolite Serge » (*Persée*, persee.fr).

2. Рпц КГБ обговорювали ? (pravda.com.ua) ; « Why Do the Russians Trust the Church Set Up By the KGB ? » (newsweek.com).

3. Christopher Andrew, Vassili Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991. Les Archives Mitrokhine*, Paris, Fayard, 2000.

4. *Id*.

5. Dimitri Pospielovsky, *Rousskaïa pravoslavnaïa Tserkov v XX veke*, Moskva Respublika, 1995.

6. Antoine Arjakovsky, *Anatomie de l'âme russe*, Paris, Salvator, 2018.

7. Дорога памяти 2020 официальный сайт (doroga-pamyati.org).

8. « L'Église russe veut créer un "Vatican orthodoxe" » (la-croix.com).

9. LOrthodoxie-la-Russie-et-lUkraine-Déclaration-sur-le-Monde-russe-13-mars-2022-Rev2.pdf (publicorthodoxy.org).

10. Щипков А. В. *Дискурс ортодоксии. Описание идейного пространства современного русского православия*, М.,Издательство Московской Патриархии Русской Православной Церкви, 2021.

11. Antoine Arjakovsky, *Russie-Ukraine. De la guerre à la paix ?* Paris, Parole et Silence, 2014.

12. Antoine Arjakovsky, « Comment le patriarche de l'Église orthodoxe russe s'est-il radicalisé ? », Observatoire (cnrs.fr).

13. Selon Wikipédia, « Fin 2014, l'oligarque russe prétend que Marshall Capital est passé sous la direction du fonds CFG Capital (France), investisseur privé européen focalisé sur des projets d'investissement en Russie et dans la CEI. Ce partenariat, qui n'a jamais existé, a été inventé par Konstantin Malofeïev dans le but d'essayer d'échapper aux sanctions européennes à la suite de la guerre en Ukraine, sans succès ». « Konstantin Malofeïev », Wikipédia (wikipedia.org).

14. En juin 2010, la société Saint-Basile-le-Grand fut rebaptisée fondation de bienfaisance de Saint-Basile-le-Grand. Son objectif était d'améliorer la santé des enfants, de développer l'éducation et la formation, ainsi que de construire, de restaurer et de soutenir financièrement le développement et la croissance de l'Église orthodoxe russe.

15. Нейтрализация и ее пределы. политическая система современной России | Аналитический центр Катехон. Русский Имперский Ренессанс (katehon.com).

16. СБУ уточнила список росіян, причетних до бойні в Одесі | Українська правда (pravda.com.ua).

17. L'Ukrainian Cyber Alliance – une alliance de groupes de hackers – a remis à la communauté Inform Napalm la correspondance de la boîte aux lettres de Vladislav Sourkov couvrant la période de septembre 2013 à novembre 2014, avec une taille totale de près de 1 Go.

18. Cité *in* Alya Shandra et Robert Seely, *The Surkov Leaks. The Inner Workings of Russia's Hybrid War in Ukraine*, RUSI Occasional Paper, July 2019, Royal United Services Institute for Defence and Security Studies, p. 94.

19. Добровольцы Российской Империи : Главные итоги съезда СДД | Аналитический центр Катехон. Русский Имперский Ренессанс (katehon.com).

20. Читать книгу Империя. Настоящее и будущее. Книга 3 Константина Малофеева : онлайн чтение – страница 3 (iknigi.net).

21. Стрелок-Гиркин признал, что авиалайнер сбили его подчиненные (profi-forex.org).

22. https://starove.ru/izbran/russkaya-vesna-intervyu-igorya-strelkova-o-vere-i-ubezhdeniyah/.

23. Tetyana Derkatch, *Russian Church in Hybrid War Against Ukraine*, Cerkvarium, Kyiv, 2019.

24. https://myrotvorets.center/criminal/dublyazhenko-aleksandr-nikolaevich/ Certains d'entre eux entretiennent des relations avec des représentants d'organisations cosaques pro-Kremlin, comme Radomir à Zaporojié, participant aux hostilités dans le Donbass du côté des

« séparatistes » que les Ukrainiens n'hésitent pas à qualifier de « terroristes ». Cette organisation soutient également l'organisation en Ukraine de défilés, dits du « Régiment immortel », lors de la célébration de la victoire du 9 mai.

25. Christopher Andrew et Vassili Mitrokhine, *Le KGB à l'assaut du tiers-monde : agression – corruption – subversion. 1945-1991*, Paris, Fayard, 2008, p. 881.

26. « Kirill suivra Poutine dans sa chute » (aleteia.org).

27. i9782800414904_000_f.pdf (ulb.ac.be).

28. Antoine Arjakovsky, « Le règne controversé de l'orthodoxie russe », in *Le Livre noir de la condition des chrétiens dans le monde*, Paris, XO éditions, 2014.

29. Tobias Köllner, « Patriotism, orthodox religion and education: empirical findings from contemporary Russia », *Religion State Society*, n° 4, 2016, p. 366-386.

30. Роковая симфония (ruskline.ru).

31. « Russia 2020 International Religious Freedom Report » (state.gov).

32. Ioulia Latynina, « Если мы не Запад, то кто мы ? », *in* Novaya Gazeta.ru, 9 septembre 2014 (www.novayagazeta.ru/arts/65180.html).

33. Lioudmila Oulitskaïa, « Mein Land krankt », *Der Spiegel*, 34/2014 (https://magazin.spiegel.de/digital/index_SP.html#SP/2014/34/128743771).

34. « Le grand rabbin de Moscou reconnaît être parti à cause de la guerre en Ukraine », *The Times of Israël* (timesofisrael.com).

35. L'article de Vladimir Poutine sur l'unité historique entre les Russes et les Ukrainiens, cf. Статья Владимира Путина « Об историческом единстве русских и украинцев » 12 июля 2021 года -- Президент России (prezident.org).

36. « Les réactions ukrainiennes à la réécriture de l'histoire par Vladimir Poutine » (theconversation.com).

37. Michel Heller, *Histoire de la Russie et de son empire*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2015

38. Antoine Arjakovsky, « L'État-nation ukrainien et l'Europe, mémoires et histoire », Académie des sciences morales et politiques (academiesciencesmoralesetpolitiques.fr).

39. « Discours de Vladimir Poutine le 18 mars 2022 au stade Loujniki de Moscou à l'occasion du huitième anniversaire du rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie », *Spiritualité, Ésotérisme et Réinformation* (soleilverseau.com).

40. Георгий Митрофанов : « Никаких оптимистичных перспектив для нас я не только не вижу, но и не предчувствую » (newprospect.ru).

41. Françoise Daucé, « Poutine, une conversion peu orthodoxe », in *Ces croyants qui nous gouvernent*, Payot, Paris, 2006, p. 149-166.

42. Главный храм Вооруженных сил Российской Федерации – Главный Храм Вооруженных сил Российской Федерации (ghvs.ru).

43. « Guerre en Ukraine : "Nous n'avions pas le choix. C'était la bonne décision", assure Vladimir Poutine », *L'Opinion* (lopinion.fr).

44. Путин исключил нанесение Россией опережающего ядерного удара– Газета. Ru (gazeta.ru).

21. Une société pseudo-conservatrice qui marche à reculons

1. Что сделал Фонд Сороса в России Как « нежелательная организация » спасала российскую науку, образование и культуру – Meduza.

2. Cf. « Идущие » против Сорокина | Намедни-2002 (namednibook.ru)

3. Движение « Идущие вместе » проводит обмен « вредных для России » книг (svoboda.org).

4. Pour le résumé des réactions, voir Разгром выставки в музее Сахарова / Январь / 2003 / Выставка в музее им. А.Сахарова / Отношения с учреждениями культуры / Образование и культура / Новости / Религия в светском обществе / СОВА (sova-center.ru).

5. En russe, Moscou, Logos, 2006.

6. Михаил Рыклин (krotov.info).

7. Ерофеев, Андрей Владимирович – Википедия (wikipedia.org).

8. Cf. Прокуратура картин не видела, но тоже против : Новая газета : 15.05.2008. : Уголовное дело о выставке « Запретное искусство – 2006 » « Отзывы. Российские СМИ » : Музей и общественный центр им. А.Сахарова (sakharov-center.ru) ; Грани.Ру : Суд приговорил Ерофеева и Самодурова к штрафу | Культура / Арт (graniru.org).

9. Paroles de la « prière » : Текст песни Pussy Riot – Богородица, Путина прогони перевод, слова песни, видео, клип (songspro.pro)

10. Би-би-си : Путин одобрил приговор по делу Pussy Riot – KLOOP. KG – Новости Кыргызстана.

11. Ici et plus loin, c’est nous qui soulignons.

12. Прокуратура заинтересовалась « современным искусством » ПИДАгога и галериста – Всё, что ты знаешь – ложь. – LiveJournal

13. L’exemple le plus frappant est l’œuvre de Vassili Slonov, l’artiste-peintre politique de Krasnoïarsk, dont la série satirique « Bienvenue aux JO 2014 à Sotchi » fut exposée par Guelman en 2013. On y voyait notamment l’Ours olympique avec le visage de Staline ou une matriochka (poupée russe) en forme de grenade. Cf. Красноярский художник создал плакаты с обнаженными символами Олимпиады (фото) | НГС24 – новости Красноярска (ngs24.ru).

14. Marat Gelman – Wikipedia.

15. Марата Гельмана, главного идеолога пермской культурной революции признали иностранным агентом 30 декабря 2021 г | 59.ru – новости Перми.

16. Российский законопроект об ограничении доступа в Интернет – Википедия (turbopages.org).

17. Мизулина, Елена Борисовна – Википедия (wikipedia.org).

18. « Законы Мизулиной сеют нетерпимость » (svoboda.org).

19. Яровая, Ирина Анатольевна – Википедия (wikipedia.org).

20. « Закон Путина и Яровой » – это позднесталинский период после ВОВ, когда была очень жесткая цензура – Олег Валецкий – LiveJournal.

21. Cf. Что такое « пакет Яровой ». Объясняем простыми словами – Секрет фирмы (secretmag.ru) ; Putin's War on Prayer – WSJ.

22. Путин подписал « закон Яровой » (interfax.ru).

23. « Законы Яровой » ударят по крымским мусульманам – правозащитница (krymr.com).

24. Sergueï Medvedev, *Les Quatre Guerres de Poutine*, Paris, Buchet-Chastel, 2020.

25. Гендер для чайников – краткий курс | Colta.ru.

26. Autres volets de la politique nataliste, la condamnation de l'avortement, toujours légal, par l'Église orthodoxe russe, et la déportation de la population ukrainienne et en particulier des enfants vers la Russie profonde. Fin juillet 2022, selon les statistiques du HCR, l'on comptait plus de 1,7 million de réfugiés ukrainiens en Russie, pour la plupart déportés et non des réfugiés volontaires, dont plus de 300 000 enfants. Les enfants qui se retrouvent séparés de leurs parents ou orphelins sont rapidement donnés pour adoption à des familles russes. Cf. Russie : plus de 1,7 million de déportés venant d'Ukraine… | Médias Citoyens Diois (mediascitoyens-diois.info) ; « Хочешь победить народ – воспитай его детей ». Как запрет на усыновление для « недружественных стран » может сказаться на вывезенных в Россию украинских детях (zona.media).

27. Милонов рассказал, чем пахнут геи // НТВ. Ru (ntv.ru).

28. В России запретили усыновление в страны, где разрешены однополые браки – Картина дня – Коммерсантъ (kommersant.ru).

29. По Пугачевой и Галкину нанесли сокрушительный удар : раскрыта постыдная тайна артистов – KP. RU.

30. « Голубые роились вокруг меня » Зачем в России хотят запретить ЛГБТ и чайлдфри – отвечает один из авторов законопроекта : Общество : Россия : Lenta.ru.

31. Насилие на камеру. Три минуты из 40 Гб видео пыток в тюрьмах от Gulagu.net – Вот Так (vot-tak.tv).

32. Путин о Моше Кацаве : « Десять женщин изнасиловал ! Оказался очень мощный мужик ! Мы все ему завидуем ! » (ura.news).

33. Putin crony Dmitry Kiselyov comes to defense of Weinstein | Daily Mail Online.

34. Путин подписал закон о декриминализации побоев в семье – РБК (rbc.ru).

35. « Шлепки Мизулиной » : к чему приведет декриминализация насилия в семье – РБК (rbc.ru).

36. « Ремень. Лучше плетеный » / Православие. Ru (pravoslavie.ru).

37. Чечен-гейт. 18+ Как следователи доказали, что в Чечне пытали и убивали геев и почему не стали возбуждать уголовное дело (novayagazeta.ru).

38. Кадыров рассказал о превращении в удобрения « бандеровских грызунов » (pravda.ru).

39. Путин внес поправки про бога, русский народ и союз мужчины и женщины – РБК (rbc.ru).

40. Путин назвал умеренный консерватизм самым разумным принципом – РИА Новости, 21.10.2021 (ria.ru).

41. Voir le livre très éclairant de Michel Eltchaninoff, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Paris, Éditions Solin/Actes Sud, 2015. Édition augmentée, après l'invasion de l'Ukraine, en mars 2022.

42. Здоровый консерватизм : зачем Путин похоронил эпоху – РИА Новости, 22.10.2021 (ria.ru) ; взгляд / Путин сформулировал новую русскую идеологию :: Автор Владимир Можегов (vz.ru).

43. Texte russe de Berdiaev : Lib.ru/Классика : Бердяев Николай Александрович. Судьба русского консерватизма

Où va la Russie ?

1. « En Russie, les outrances de Dmitri Medvedev, le faucon de Poutine » (lemonde.fr)

2. https://srzapravdu.org/news/partiya-spravedlivaya-rossiya-za-pravdu-provela-pervoe-zasedanie-gruppy-po-rassledovaniyu-antirossijskoj-deyatelnosti-grad-v-sfere-kultury/.

3. https://netnadzor.media/novosti/23-07-2022-etap-na-uboj/.

4. https://www.moscowtimes.news/2022/09/01/dobrovoltsev-dlya-voini-s-ukrainoi-nachali-iskat-sredi-bezdomnih-a23816.

OceanofPDF.com

Index

Abachidzé, Aslan 1, 2

Abramovitch, Roman 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

Abramov, Sergueï 1, 2

Agabekov, Gueorgui 1

Akhmatova, Anna 1, 2

Akhmetov, Rinat 1

Akopov, Piotr 1

Akounine, Boris 1

Aksionov, Sergueï 1

al-Assad, Bachar 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Alaudinov, Apti 1

Alekhina, Maria 1

Alekseïev, Vladimir 1

Alexandre II 1

Alexeïeva, Lioudmila 1, 2, 3

Alexievitch, Svetlana 1

Alexis (métropolite, Sergueï Simanski) 1

Alexis I^{er} 1

Alexis II (patriarche, Alexeï Ridiger) 1, 2, 3, 4, 5

Aliokhina, Maria 1

Aliyev, Heydar 1

Aliyev, Ilham 1

Alkhanov, Alou 1

Allilouïeva, Svetlana 1

al-Sissi, Abdel Fattah 1

Altchouk, Anna 1, 2, 3

Amin, Hafizullah 1, 2

Andropov, Iouri 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11

Anpilov, Viktor 1

Aragon, Louis 1

Arendt, Hannah 1

Arestovytch, Oleskiy 1, 2

Aron, Raymond 1, 2

Ash, Timothy Garton 1, 2, 3, 4, 5

Atoev, Boris 1

Aven, Piotr 1, 2, 3, 4

Babel, Isaac 1

Babitski, Andreï 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Babourova, Anastasia 1

Bagration, Piotr 1

Bakanov, Ivan 1

Balabanov, Alexeï 1

Balzac, Honoré de 1

Bandera, Stepan 1

Barankevitch, Anatoli 1, 2

Bartholomée (patriarche de Constantinople) 1

Bassaïev, Chamil 1, 2, 3, 4, 5, 6

Bastrykine, Alexandre 1, 2

Batourina, Elena 1

Belov, Alexandre 1

Belton, Catherine 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19

Benoist, Alain de 1

Berdiaev, Nicolas 1, 2, 3, 4

Berezovsky, Boris 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35

Beria, Lavrenti 1, 2, 3, 4

Berlusconi, Silvio 1, 2, 3, 4, 5, 6

Besseda, Sergueï 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19

Biden, Joe 1, 2, 3

Bijev, Aïtetch 1

Biutoukaev, Aslan 1

Blair, Tony 1, 2

Blandiana, Ana 1

Blavatnik, Len (Leonard) 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Blinken, Antony 1

Blokhine, Vassili Mikhaïlovitch 1

Bobkov, Filipp 1

Bodrov, Sergueï 1

Bonnet, François 1, 2, 3

Borodine, Pavel 1

Borogan, Irina 1, 2, 3

Bortnikov, Alexandre 1, 2

Bossi, Umberto 1

Boukchtynovitch, Mikhaïl 1

Boukovski, Vladimir 1, 2, 3

Boulgakov, Mikhaïl 1

Bourliaev, Nikolaï 1

Brejnev, Leonid 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Briantsev, Gueorgui 1

Browder, Bill 1, 2, 3, 4, 5

Broz, Josip 1

(voir Tito)

Bureau, Loup 1

Bush, George W. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Bykov, Dmitri 1

Carter, Jimmy 1

Catherine II 1, 2, 3

Chadkhan, Igor 1

Chadrine, Roman 1

Chalamov, Varlam 1, 2

Chapochnikov, Boris 1

Charles XII de Suède 1

Chávez, Hugo 1

Cheikh Mansour 1

Cheney, Dick 1

Chevardnadzé, Edouard 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11

Chevkounov, Tikhon 1, 2, 3

Chirac, Jacques 1

Choïgou, Sergueï 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9

Chostakovitch, Dmitri 1

Chouvalov, Igor 1

Chpigoun, Guennadi 1, 2

Chrysostome (archevêque de Lituanie) 1

Chtchekotchikhine, Iouri 1

Chtchipkov, Alexandre 1

Colosimo, Jean-François 1

Conquest, Robert 1

Coquin, François-Xavier 1, 2

Danilevski, Nicolas 1

Daucé, Françoise 1, 2

Dawisha, Karen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Deliaguine, Mikhaïl 1

Deripaska, Oleg 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Derkatch, Tetyana 1, 2

Diatchenko, Alexeï 1

Diatchenko, Leonid 1

Diatchenko, Tatiana 1, 2

Dimitrov, Georges 1, 2, 3, 4

Diomine, Mikhaïl 1

Djougachvili, Joseph 1

(voir Staline)

Dmitriev, Iouri 1, 2, 3, 4

Dodik, Milorad 1

Dodon, Igor 1

Dolgov, Konstantin 1

Domnikov, Igor 1

Dostoïevski, Fiodor 1, 2

Doudaïev, Djokhar 1, 2, 3

Douguina, Daria 1

Douguine, Alexandre 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22

Dzerjinski, Félix 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12

Eltsine, Boris 1

Engels, Friedrich 1

Erofeev, Andreï 1, 2

Erofeev, Victor 1, 2, 3, 4

Estemirova, Natalia 1, 2, 3

Euloge (métropolite, Basile Guéorguiévsky) 1

Evtouchenkov, Vladimir 1

Feigenburg, Evguenia 1

Fillon, François 1, 2

Finkel, Eugene 1, 2, 3

Flaubert, Gustave 1

Fleming, Ian 1

Fouquier-Tinville, Antoine 1

Foursenko, Andreï 1, 2

François (pape) 1

Fridman, Mikhaïl 1, 2, 3, 4, 5, 6

Furet, François 1

Gaïdar, Egor 1, 2, 3

Gaïdar, Macha 1

Galkine, Maxime 1, 2, 3

Gannouchkina, Svetlana 1

Gantemirov, Beslan 1

Gengis Khan 1

Gessen, Masha 1, 2, 3, 4, 5

Gevorkyan, Natalia 1, 2, 3

Glaziev, Sergueï 1

Glazounov, Ilia 1

Goebbels, Joseph 1

Goldschmidt, Pinkhas 1

Golounov, Ivan 1

Gongadzé, Gueorgui 1

Gorbatchev, Mikhaïl 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25

Gorham, Michael 1

Goumilev, Lev 1, 2

Goussinski, Vladimir 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Gratchev, Pavel 1

Grossman, Vassili 1

Guelman, Marat 1, 2, 3, 4, 5

Guénon, René 1

Guerassimov, Valeri 1, 2, 3, 4

Guerguiev, Valeri 1

Guirkine, Igor 1, 2, 3, 4, 5, 6

Guterres, António 1

Haftar, Khalifa 1

Havel, Vaclav 1, 2

Heller, Michel 1

Heydrich, Reinhard 1

Hitler, Adolf 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26

Hockenhull, Jim 1

Hugo, Victor 1

Hussein, Saddam 1

Iachine, Ilya 1, 2

Iagoda, Guenrikh 1

Iakounine, Vladimir 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Iakovlev, Dima 1

Iannucci, Armando 1

Ianoukovytch, Viktor 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33

Iarovaïa, Irina 1, 2, 3, 4, 5, 6

Iavlinski, Grigori 1

Idov, Michael 1, 2, 3

Iejov, Nikolaï 1, 2

Ignatieff, Michael 1

Ilia II 1, 2

Iline, Ivan 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9

Illarionov, Andreï 1, 2, 3

Iouchenkov, Sergueï 1, 2, 3, 4

Iouchtchenko, Viktor 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21

Ioumachev, Valentin 1, 2, 3, 4, 5

Issaïev 1, 2

Ivanichvili, Bidzina 1

Ivan IV (dit le Terrible) 1, 2, 3, 4, 5

Ivanov, Sergueï 1, 2

Jafiarov, Alexeï 1

Jégo, Marie 1, 2

Jelvis, Vladimir 1

Jirinovski, Vladimir 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35

Jirnov, Sergueï 1, 2, 3, 4, 5

Jordan, Boris 1, 2

Jouravlev, Alexeï 1

Justinien I^{er} 1

Kaczynski, Lech 1

Kadyrov, Akhmad 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Kadyrov, Ramzan 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29

Kalachnikov, Mikhaïl 1

Kalouguine, Oleg 1, 2

Kandinsky, Vassily 1

Kara-Murza, Vladimir 1, 2, 3

Karmal, Babrak 1, 2

Karpov, Gueorgui 1

Kasparov, Garry 1, 2, 3, 4

Kassianov, Mikhaïl 1, 2, 3, 4, 5, 6

Katsav, Moshe 1

Kedmi, Iakov 1

Kerimov, Souleïman 1

Kern, Christian 1, 2

Khasboulatov, Rouslan 1

Khinstein, Alexandre 1

Khodorkovski, Mikhaïl 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28

Khotski, Stanislav 1

Khrouchtchev, Nikita 1, 2, 3, 4

Khrouliev, Anatoli 1

Kirienko, Sergueï 1, 2, 3, 4, 5

Kirill (patriarche, Vladimir Goundiaïev) 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19

Kirov, Sergueï 1, 2

Kisselev, Dmitri 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Kisselev, Evgueni 1, 2

Klebnikov, Paul 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

Klimenko, Guerman 1

Koffler, Rebekah 1

Kojevnikov, Vadim 1, 2, 3

Kokoïty, Edouard 1, 2, 3

Kolesnikov, Andreï 1

Korobov, Igor 1

Kossolapov, Alexandre 1

Kostikov, Viatcheslav 1

Kostioukov, Igor 1

Kostioutchenko, Elena 1

Koulik, Oleg 1

Kourkov, Andreï 1

Kourtchenko, Sergueï 1

Koutchma, Leonid 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9

Koutiepov, Alexandre 1

Kovalev, Nikolaï 1

Kovalev, Sergueï 1, 2

Kovaltchouk, Iouri 1, 2, 3

Kriegel, Annie 1, 2

Krioutchkov, Vladimir 1, 2, 3

Krivitsky, Walter 1

Krotov, Iakov 1

Kroutikhine, Mikhail 1

Krychtanovskaïa, Olga 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Labazanov, Rouslan 1

Latynina, Ioulia 1, 2

Lavrov, Sergueï 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14

Lebedev, Evgueni 1

Le Carré, John 1

Le Drian, Jean-Yves 1

Lemkin, Raphael 1

Lénine (Vladimir Ilitch Oulianov, dit) 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45

Leonov, Alexeï 1

Leontiev, Constantin 1

Le Pen, Jean-Marie 1

Le Pen, Marine 1

Lermontov, Mikhaïl 1

Limonov, Édouard 1, 2, 3, 4

Lindblad, Göran 1, 2

Litvinenko, Alexandre 1, 2, 3, 4, 5

Litvinovitch, Marina 1

Lougovoï, Andreï 1, 2

Loujkov, Iouri 1, 2

Loukachenko, Alexandre 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Lounev, Vassili 1

Macron, Emmanuel 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

Maduro, Nicolas 1, 2

Magnitski, Sergueï 1, 2, 3, 4, 5

Makhachev, Kazbek 1, 2

Malofeïev, Konstantin 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14

Mandelson, Peter 1, 2, 3

Mariani, Thierry 1

Markelov, Stanislas 1, 2

Martchenko, Iouri 1

Marx, Karl 1, 2

Maskhadov, Aslan 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18

Medinski, Vladimir 1, 2, 3, 4, 5, 6

Medvedev, Dmitri 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33

Medvedev, Sergueï 1, 2, 3, 4, 5

Medvedtchouk, Viktor 1

Mejidov, Khoussein 1

Men, Alexandre 1, 2

Merkel, Angela 1, 2, 3, 4, 5, 6

Mikhaïlovitch, Viktor 1

Mikhalkov, Nikita 1, 2, 3, 4

Milachina, Elena 1

Miller 1

Milliband, Davis 1

Milonov, Vitali 1, 2

Miloševitch, Slobodan 1

Milov, Vladimir 1

Mindzaev, Mikhaïl 1

Mirzaïan, Guevorg 1

Mitrofanov, Gueorgui 1

Mitrokhine, Vassili 1, 2, 3

Mizoulina, Elena 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Mojegov, Vladimir 1

Molody, Konon 1

Mongrenier, Jean-Sylvestre 1

Morozov, Iouri 1

Morozov, Pavel 1

Moskalenko, Karina 1

Motyl, Alexander 1, 2

Mouratov, Dmitri 1, 2

Mourtazaliev, Aslan 1

Movsaïev, Tourpal 1, 2

Mussolini, Benito 1

Nalïvaitchenko, Valentyn 1

Napoléon 1, 2, 3

Narotchnitskaïa, Natalia 1, 2, 3

Narychkine, Sergueï 1, 2, 3, 4

Navalny, Alexeï 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21

Nemtsov, Boris 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21

Netchaïev, Serge 1

Nicolas I[er] 1, 2

Nicolas II 1, 2, 3, 4

Noukhaev, Khoj Akhmed 1, 2, 3

Obama, Barack 1, 2, 3, 4, 5

Orwell, George 1

Osmaïev, Adam 1

Oudaltsov, Sergueï 1, 2, 3

Oudougov, Movladi 1, 2

Oulioukaïev, Alexeï 1, 2

Oulitskaïa, Lioudmila 1, 2

Oumarov, Dokou 1

Ournov, Marc 1

Oustinov, Dimitri 1

Oustinov, Vladimir 1, 2, 3

Outkine, Dmitri 1

Ozerov, Viktor 1

Pachinian, Nikol 1

Paradjanov, Sergueï 1

Pasternak, Boris 1

Patarkartsichvili, Badri 1, 2

Patrouchev, Nikolaï 1, 2, 3

Paty, Samuel 1

Paul de Tarse 1

Pavlov, Ivan Petrovitch 1, 2

Pelevine, Viktor 1

Pierre I[er] (dit le Grand) 1, 2, 3, 4, 5

Pimène 1, 2

Piotrovski, Mikhaïl 1, 2, 3

Politkovskaïa, Anna 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12

Pomerantsev, Peter 1

Porochenko, Petro 1, 2

Potanine, Vladimir 1, 2, 3, 4, 5

Pouchkine, Alexandre 1, 2

Pougatcheva, Alla 1, 2

Pougatchev, Sergueï 1, 2, 3

Poutina, Vera 1

Poutine, Lioudmila 1

Prigojine, Evgueni 1, 2

Prilepine, Zakhar 1, 2, 3

Primakov, Evgueni 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Prokhanov, Alexandre 1, 2, 3, 4, 5

Prokopovitch, Théophane 1

Protassevitch, Roman 1

Proust, Marcel 1, 2

Raspoutine, Valentin 1, 2

Reiss, Ignace 1

Répine, Ilya 1, 2

Reznik, Guenri 1

Ribbentrop, Joachim 1

Rice, Condoleezza 1, 2

Ricœur, Paul 1

Rogozine, Dmitri 1

Rokossovski, Constantin 1

Ronsac, Charles 1

Rotenberg, Arkady 1, 2, 3, 4, 5, 6

Rotenberg, Boris 1

Rykline, Mikhaïl 1

Saakachvili, Mikheil 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13

Saïdullaev, Malik 1

Sakharov, Andreï 1, 2, 3

Samodourov, Iouri 1, 2, 3

Samoutsevitch, Ekaterina 1

Sands, Philippe 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Sandu, Maia 1

Sapega, Sofia 1

Sapir, Jacques 1, 2

Sarkozy, Nicolas 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Saveliev, Sergueï 1

Savenkov, Alexandre 1

Schelling, Hans Jörg 1

Schmemann, Alexandre 1

Schmidt, Helmut 1

Schröder, Gerhard 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Schüssel, Wolfgang 1, 2

Semenov, Julian 1

(voir Semionov)

Semionov, Ioulian 1

Semitchastny, Vladimir 1

Serebrennikov, Kirill 1, 2, 3

Sergoun, Igor 1

Sergueïev, Igor 1

Sergueïtsev, Timofeï 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14

Setchine, Igor 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Sikorski, Wladislav 1

Simonian, Margarita 1, 2, 3, 4, 5

Sivkov, Konstantin 1

Sivkovytch, Volodymyr 1

Skabeïeva, Olga 1, 2, 3, 4

Skouratov, Iouri 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15

Skripal, Sergueï 1, 2, 3, 4

Sloutski, Leonid 1

Smirnov, Dmitri 1

Snyder, Timothy 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Sobianine, Sergueï 1

Sobtchak, Anatoli 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13

Soldatov, Alexandre 1

Soldatov, Andreï 1, 2, 3, 4

Soljenitsyne, Alexandre 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15

Soloviev, Vladimir 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

Soral, Alain 1

Sorge, Richard 1, 2, 3, 4

Sorokine, Vladimir 1, 2

Soros, George 1, 2, 3

Sotskov, Lev 1

Sourkov, Vladislav 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23

Staline, Joseph (Josip Djougachvili, dit) 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101

Stavitskaïa, Anna 1

Stensønes, Nils Andreas 1

Stepachine, Sergueï 1, 2, 3, 4, 5

Strache, Heinz-Christian 1

Stragorodsky, Serge 1

Strauss-Kahn, Dominique 1, 2

Strelkov 1

(voir Guirkine)

Sun Tzu 1

Sverdlov, Iakov 1

Sviatogorov, Alexandre 1

Syssoev, Anatoli 1

Sytchov, Andreï 1

Taraki, Nour Muhammad 1, 2

Tatarintsev, Viktor 1

Tcheberloïevski, Mouslim 1

Tchekhov, Anton 1

Tchemezov, Sergueï 1, 2

Tcherkessov, Viktor 1

Tchernomyrdine, Viktor 1, 2, 3, 4

Tchernoukhine, Lioubov 1

Tchirkounov, Oleg 1

Tchoubaïs, Anatoli 1

Thomas, Jean-Pierre 1, 2

Tikhon (patriarche, Vassili) 1

Timochenko, Ioulia 1, 2

Timtchenko, Guennadi 1, 2

Tito (Josip Broz, dit) 1, 2

Tokaïev, Kassym-Jomart 1

Tolokonnikova, Nadejda 1, 2

Tolstoï, Piotr 1, 2

Touchaev, Magomed 1

Tourguenev, Ivan 1

Trifonov, Iouri 1

Trotski (Lev Davidovitch Bronstein, dit) 1, 2, 3

Trump, Donald 1, 2

Tsarnaïev (frères) 1

Tsikhanouskaïa, Sviatlana 1

Tusk, Donald 1

Vaino, Anton 1

Vassiliev, Boris 1

Vassili II 1

Vassilik, Vladimir 1

Vekselberg, Victor 1, 2, 3

Vidaud, Éric 1

Villepin, Dominique de 1

Volochine, Alexandre 1, 2

Volodine, Viatcheslav 1

Vučić, Alexandre 1

Wagner (compagnie militaire privée) 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9

Warnig, Matthias 1

Weinstein, Harvey 1

Werth, Nicolas 1, 2, 3, 4, 5

Wessel, Horst 1

Wolf, Markus (dit Mischa) 1

Yakounine, Gleb 1, 2

Yakovenko, Igor 1

Yakovlev, Alexandre 1, 2

Zakaev, Akhmad 1

Zaleski, Zbigniew 1

Zavgaïev, Dokou 1

Zelensky, Volodymyr 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

Zinoviev, Grigori (Ovseï-Gerchen Aronovitch Radomyslski-Apfelbaum, dit) 1

Ziouganov, Guennadi 1

Zolotov, Viktor 1

Zoumso, Hadji-Mourat 1

Zviaguintsev, Andreï 1

Zygar, Mikhaïl 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9

OceanofPDF.com

Des mêmes auteurs

Stéphane Courtois

L'Histoire du PCF (en collab. avec Marc Lazar et Sylvain Boulouque), Paris, Presses universitaires de France, coll. « Thémis », 2022.

1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne, Paris, Fondapol, 2019.

Lénine, l'inventeur du totalitarisme, Paris, Perrin, 2017.

1917. La Révolution bolchevique (dir.), Paris, Vendémiaire, « Communisme 2017 », 2017.

La Seconde Guerre mondiale dans le discours politique russe. À la lumière du conflit russo-ukrainien (codir. avec Galia Ackerman), Paris, L'Harmattan, 2016.

La Guerre des mémoires (dir.), Paris, Vendémiaire, « Communisme 2015 », 2015.

En Europe. L'éternel retour des communistes 1989-2014 (codir. avec Patrick Moreau), Paris, Vendémiaire, « Communisme 2014 », 2014.

Démocratie et Révolution. Cent manifestes de 1789 à nos jours (codir. avec Jean-Pierre Deschodt et Yolène Dilas-Rocherieux), Paris, Presses universitaires de l'ICES/Éditions du Cerf, 2012.

Sortir du communisme, changer d'époque (dir.), Paris, Fondapol/PUF, 2011.

Le Bolchevisme à la française, Paris, Fayard, 2010.

Communisme et totalitarisme, Paris, Perrin, 2009.

Dictionnaire du communisme (dir.), Paris, Larousse, coll. « À présent », 2007.

Communisme en France (dir.), Paris, Éditions Cujas/ICES, 2007.

Les Logiques totalitaires en Europe (dir.), Paris, Éditions du Rocher, 2006.

Le jour se lève. L'héritage du totalitarisme en Europe, 1953-2005 (dir.), Paris, Éditions du Rocher, 2006.

Une si longue nuit. L'apogée des régimes totalitaires en Europe (dir.), Paris, Éditions du Rocher, 2003.

Du passé faisons table rase. Histoire et mémoire du communisme en Europe (dir.), Paris, Robert Laffont, 2002.

Quand tombe la nuit. Origines et émergence des régimes totalitaires en Europe (dir.), Lausanne, L'Âge d'homme, 2001.

Le Livre noir du communisme (en collab. avec Nicolas Werth *et allii*, Paris, Robert Laffont, 1997.

Eugen Fried. Le grand secret du PCF (en collab. avec Annie Kriegel), Paris, Seuil, 1997.

Galia Ackerman

« Lumière sur l'Ukraine » (dir.), *La Règle du jeu*, n° 77, Paris, Grasset, octobre 2022.

Tchernobyl. Vivre, penser, figurer (codir. avec Iryna Dmytrychyn), Paris, L'Harmattan, 2021.

La Force de vivre (avec Philippe Choulet et Colette Gryner, sous la direction de Cécile Cerf), Neuilly-sur-Seine, Atlande, 2020.

Le Régiment immortel. La guerre sacrée de Poutine, Paris, Premier Parallèle, 2019.

La Seconde Guerre mondiale dans le discours politique russe (codir. avec Stéphane Courtois), Paris, L'Harmattan, 2016.

Traverser Tchernobyl, Paris, Premier Parallèle, 2016.

« Ukraine, une *terra incognita* en Europe » (dir.), *La Règle du jeu*, n° 57, Paris, Grasset, mai 2015.

Femen (avec Femen), Paris, Calmann-Lévy, 2013.

Le Roman du Juif universel (avec Elena Bonner et André Glucksmann), Monaco, Éditions du Rocher, 2011.

Tchernobyl, retour sur un désastre, Paris, Gallimard, 2007.

Dictionnaire du communisme (sous la direction de Stéphane Courtois), Paris, Larousse, 2007.

Les Silences de Tchernobyl (codir. avec Guillaume Grandazzi et Frédérick Lemarchand), Paris, Autrement, 2006.

Sergueï Eisenstein. Dessins secrets (avec Jean-Claude Marcadé), Paris, Seuil, 1999.

OceanofPDF.com